



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

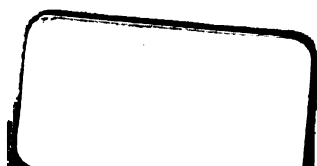
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

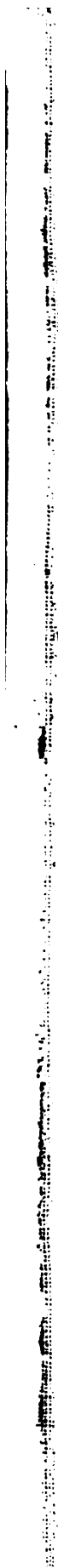
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 1,458,275



H
19
179



7
245
76

L'ENQUÊTE AGRICOLE

DE 1866-1870

RÉSUMÉE

PAR PAUL TUROT

ANCIEN CHEF DE BUREAU A LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FORÊTS

Ouvrage honoré d'une Médaille d'Or

PAR LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'AGRICULTURE DE FRANCE

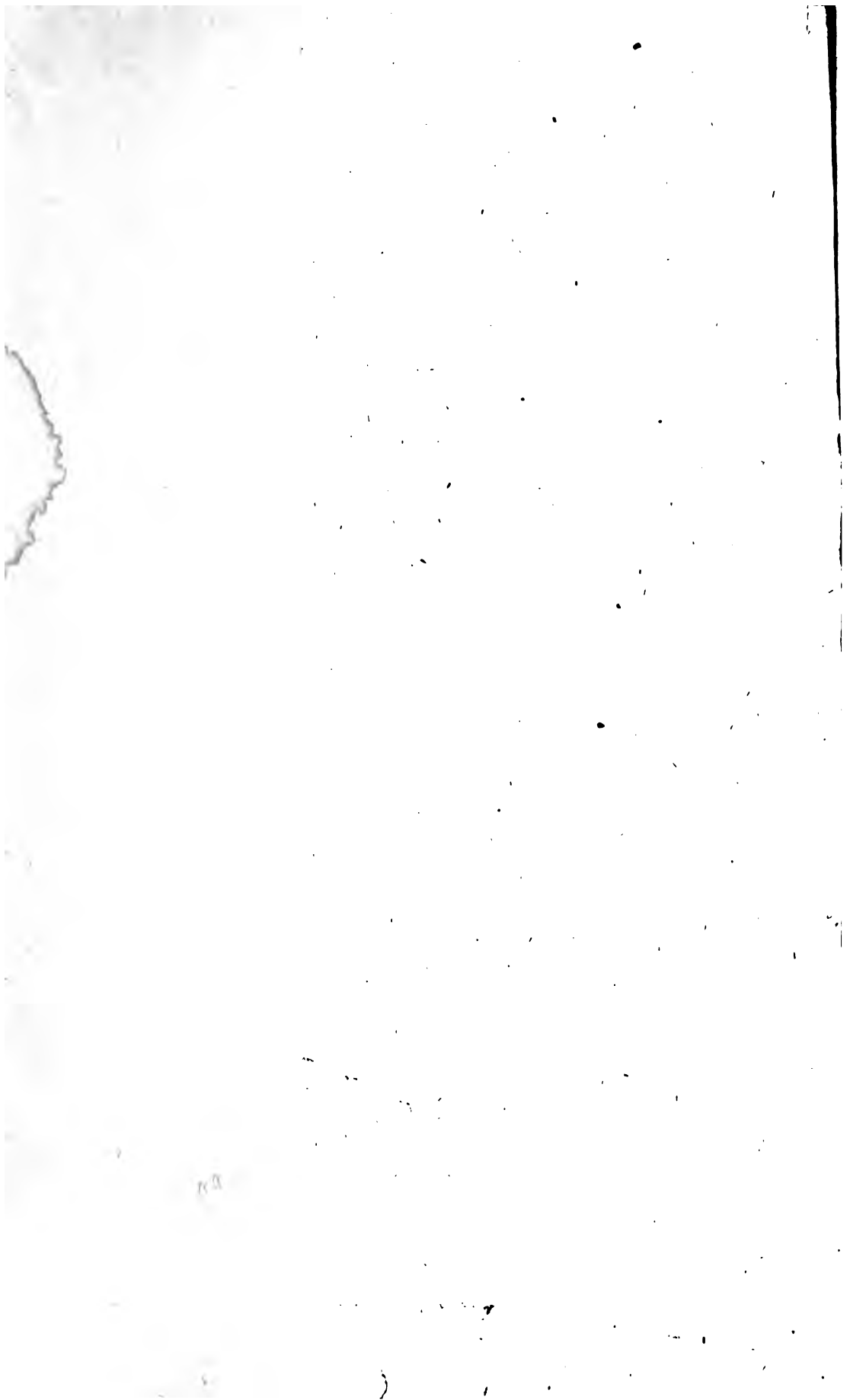


PARIS

LIBRAIRIE AGRICOLE DE LA MAISON RUSTIQUE

26, RUE JACOB, 26,

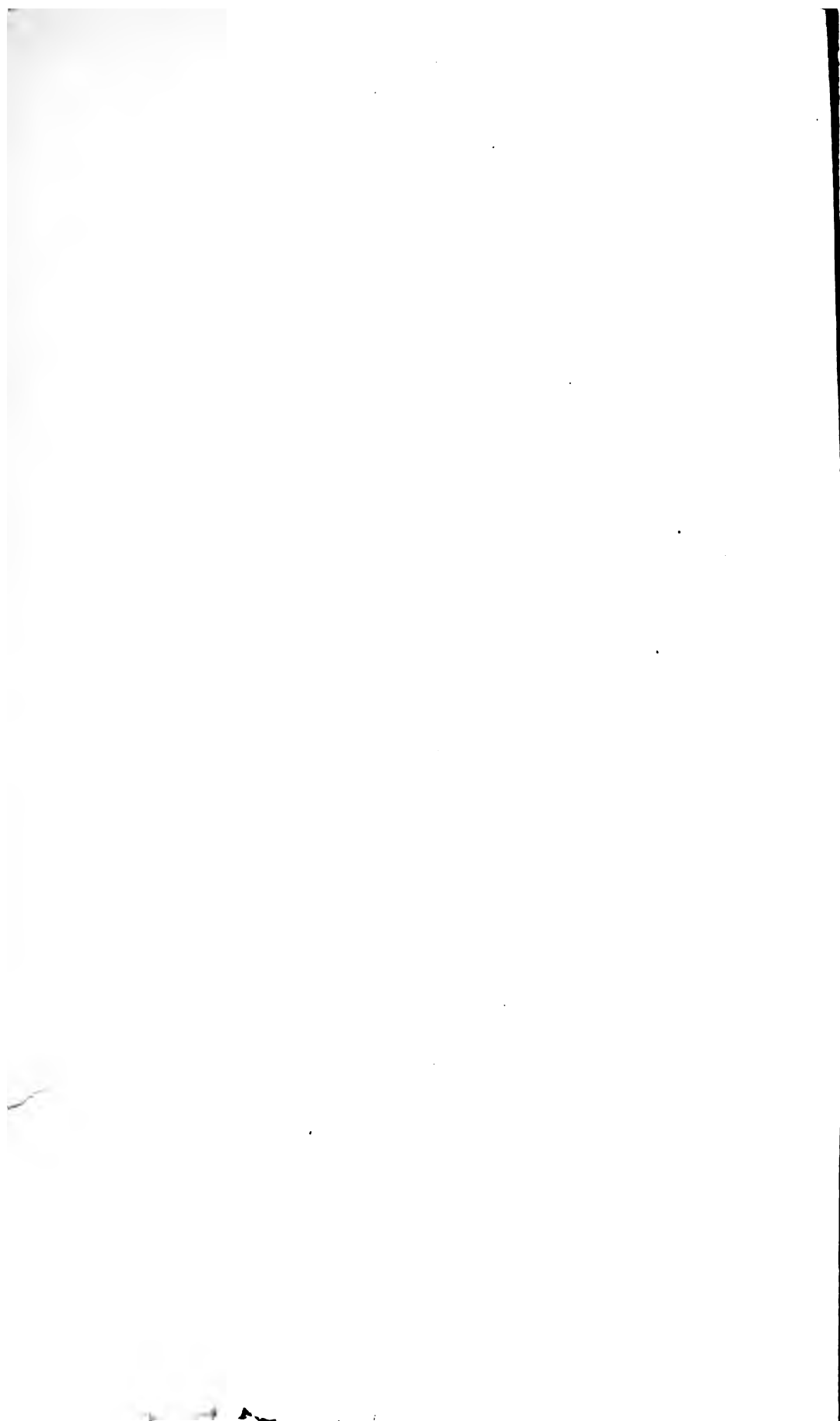
—
1877



L'ENQUÊTE AGRICOLE

DE 1866-1870

RÉSUMÉE



L'ENQUÊTE AGRICOLE

DE 1866-1870

RÉSUMÉE

PAR PAUL TUROT

ANCIEN CHEF DE BUREAU A LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FORÊTS

Ouvrage honoré d'une Médaille d'Or

PAR LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'AGRICULTURE DE FRANCE



PARIS

LIBRAIRIE AGRICOLE DE LA MAISON RUSTIQUE

26, RUE JACOB, 26,

—
1877

.HD
1945
.776



General de la Haye
4-18-45
SOCIÉTÉ CENTRALE D'AGRICULTURE DE FRANCE

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION D'ÉCONOMIE, DE STATISTIQUE
ET DE LÉGISLATION AGRICOLES

Par M. TASSY

Adjoint à cette section par une décision spéciale de la Société

SUR

UN RÉSUMÉ DE L'ENQUÊTE AGRICOLE

PRÉSENTÉ

Par M. PAUL TUROT

Ancien chef de Bureau à la Direction des Forêts

7-12-45 d. n. u.
La Société sait qu'il a été procédé, il y a quelques années, en vertu d'un décret du 28 mars 1866, à une enquête sur la situation de l'agriculture et sur les moyens d'en favoriser les progrès.

Cette enquête ne s'est pas bornée aux questions purement agricoles : elle a porté sur toutes celles qui se rattachent à la constitution et à la transmission de la propriété, au crédit, à l'assiette des impôts, à la législation générale douanière et fiscale, en un mot, à tout ce qui, de près ou de loin, intéresse l'économie rurale. Elle a même fait quelques excursions dans les pays étrangers.

Pour assurer le succès d'une aussi vaste entreprise, le gouvernement en avait confié la direction à une Commission supérieure siégeant à Paris et composée de 43 membres choisis parmi les hommes les plus éminents dans la science, dans la politique et dans l'administration.

Cette commission supérieure devait centraliser tous les renseignements et les soumettre à des discussions approfondies.

Elle a été puissamment aidée dans ses recherches par des commissions secondaires instituées dans les départements, divisés à cet effet en groupes ou régions; elle a mis en outre à contribution non-seulement les Chambres consultatives et les Comices agricoles, mais toutes les personnes qui, par leur position sociale et par leurs connaissances, étaient en mesure de lui fournir d'utiles indications. Enfin les agents diplomatiques ou consulaires lui ont transmis, de leur côté, des informations sur l'état de l'agriculture dans les différentes contrées de l'Europe.

L'opération, commencée en 1866, n'a été terminée qu'en 1870. Les résultats en ont été publiés par les soins du Ministère de l'agriculture et du commerce. Ils ne remplissent pas moins de 33 volumes grand in-quarto. On peut se faire une idée par là de la masse des documents qui ont été réunis pour la circonstance.

Voilà donc une œuvre dont il importe évidemment que la publicité se répande. Malheureusement, plusieurs raisons s'y opposent aujourd'hui :

En premier lieu, imprimée par l'imprimerie nationale, l'Enquête n'est pas dans le commerce et n'existe, plus ou moins complète, que dans les archives des préfectures et de quelques Sociétés agricoles.

En second lieu, elle a une telle étendue que, livrée au commerce, le prix en serait inabordable pour le plus grand nombre des lecteurs. Il est vrai que, sur les trente-trois volumes dont elle se compose, il n'y en a que quatre qui présentent un intérêt général : ce sont les quatre premiers, où se trouve l'exposé complet des travaux de la Commission supérieure. Mais ces quatre volumes eux-mêmes qui, dans leur ensemble, renferment près de 3,000 pages, seraient encore, si on les mettait en vente, d'un prix beaucoup trop élevé.

En troisième lieu, même dans cette dernière partie, l'Enquête, sous sa forme actuelle, ne peut pas être aisément compulsée, à cause de la manière vicieuse dont les matières y sont dis-

tribuées. En effet, après l'analyse des renseignements recueillis en France et à l'étranger, la Commission supérieure avait, sur la proposition du Commissaire général, adopté un programme dans lequel toutes les questions à étudier et à résoudre étaient classées d'après leur nature ; et ce programme fut observé dans un examen préliminaire. Mais il n'en a pas été de même ensuite, parce que l'examen préliminaire avait eu pour résultat le renvoi de certaines questions à des sous-commissions, et que les rapports de ces sous-commissions ayant été plus ou moins rapidement préparés, la Commission supérieure a dû, pour ne pas perdre de temps, les discuter au fur et à mesure qu'ils étaient déposés. Il est donc arrivé que parfois, dans une même séance, les sujets les plus étrangers les uns aux autres ont été abordés et qu'une confusion inévitable s'est introduite dans les comptes-rendus des délibérations de la Commission supérieure.

Ces divers inconvénients sont certainement fort graves ; ils expliquent pourquoi cette immense investigation, pour laquelle on a réclamé le concours de tant d'hommes distingués, est, il faut bien le reconnaître, presque tombée dans l'oubli.

Un ancien chef de bureau à la Direction générale des Forêts, M. Paul Turot, connu déjà par des publications très appréciées, a été frappé d'une situation aussi regrettable. Il a eu la patriotique pensée d'y remédier et, pour cela, il a imaginé de faire un abrégé méthodique des quatre tomes principaux de l'Enquête. Il a donc eu la patience de les analyser, ligne par ligne, et il est parvenu à en renfermer la substance dans un manuscrit qui ferait la matière d'un volume in-octavo de tout au plus 500 pages.

Ce manuscrit, qui a été présenté à la Société et qui a été renvoyé à la Section d'économie, de statistique et de législation agricoles, à laquelle a été adjoint le membre de la Section de sylviculture qui a été chargé de ce Rapport, remplit-il les conditions voulues pour les ouvrages de ce genre ? C'est ce que la Section avait à examiner.

Pour mener à bonne fin la tâche ardue et laborieuse qu'il s'était imposée, M. Turot n'avait pas besoin seulement d'une

persévérance peu commune ; il avait besoin encore de beaucoup d'esprit d'ordre, de discernement et d'impartialité. Or, la Section croit qu'aucune de ces qualités ne lui a fait défaut.

M. Turot a adopté, pour le classement des matières, le cadre que la Commission supérieure avait arrêté au commencement de ses travaux, mais dont elle fut obligée de sortir, comme nous l'avons dit plus haut, par des circonstances indépendantes de sa volonté. Après avoir brièvement rappelé les phases préliminaires des discussions de la Commission supérieure, M. Turot a donc exactement suivi le programme primitivement rédigé. Chaque question a été exposée au rang qu'elle occupe dans ce programme et, pour chacune, l'auteur a analysé succinctement la discussion préliminaire, le rapport de la sous-commission et enfin la discussion en second ordre. Les résolutions de la Commission supérieure ont été, autant que possible, reproduites textuellement. Enfin, dans une récapitulation synoptique, on a fait figurer de nouveau chaque question avec la mention en regard de la solution proposée.

Au point de vue de la méthode et de la clarté, l'ouvrage de M. Turot ne laisse, on le voit, rien à désirer. Il nous paraît également recommandable par son exactitude et par le relief que l'auteur a su donner aux points essentiels des documents de toute nature qu'il avait à résumer. La Section ne saurait cependant être aussi explicite à cet égard qu'elle l'a été précédemment, et vous en devinez peut-être la raison. Pour savoir sûrement si M. Turot n'avait omis, dans son travail, aucun fait important, s'il n'avait affaibli aucun argument, et s'il avait reproduit fidèlement les traits caractéristiques des discussions nombreuses auxquelles l'Enquête a donné lieu, il aurait fallu relire avec attention, depuis le commencement jusqu'à la fin, les quatre in-quarto qu'il a analysés et les comparer avec son manuscrit. La Section ne l'a pas fait et vous ne vous attendiez pas sans doute qu'elle le ferait. Elle ne peut dès lors émettre, sur le fond du travail soumis à son examen, que des présomptions ; mais ces présomptions, entièrement favorables à l'auteur, sont autorisées par un certain nombre de vérifications auxquelles

nous nous sommes livrés et, en outre, par les nombreux et évidents témoignages de la préoccupation qu'avait M. Turot de faire avant tout une œuvre impartiale. En général, il s'est toujours abstenu d'exprimer un avis personnel sur des questions élaborées et approfondies par des hommes aussi savants que ceux qui composaient la Commission supérieure; mais toutes les fois qu'une mesure législative ou administrative avait, à sa connaissance, donné une satisfaction totale ou partielle à l'un des vœux émis, il l'a fait connaître, afin d'établir la situation présente.

Dans une seule circonstance, il a cru pouvoir cependant sortir du rôle modeste qu'il s'était assigné : c'est à l'occasion de la création d'un enseignement supérieur de l'agriculture, création qui a fait l'objet d'un remarquable rapport rédigé par notre honorable collègue, M. le marquis de Dampierre, et sur laquelle le Sénat et le Corps législatif sont appelés à statuer prochainement. (1)

M. Turot serait d'avis que la Faculté d'agriculture à créer fut organisée sur les mêmes bases que les Ecoles des mines et des ponts et chaussées, et il demande en outre que ce grand établissement se complète par un enseignement supérieur de la sylviculture. M. Turot est forestier, et il a saisi avec empressement l'occasion de plaider la cause des intérêts qui lui sont chers.

Sauf ces observations qui se recommandent à l'attention de nos législateurs, M. Turot, nous le répétons, s'est renfermé strictement dans la mission dont il s'était chargé, de classer d'une manière rationnelle les documents de l'Enquête agricole, après les avoir réduits à la plus simple expression possible. Cette mission, il l'a remplie avec conscience et avec talent, et, s'il n'a pu éviter de diminuer, par des retranchements nécessaires, la valeur individuelle des rapports et des discussions dont il a rendu compte, on peut dire, d'un autre côté, qu'en

(1) Nos lecteurs savent que, depuis l'époque où a été écrit le rapport de M. Tassy, la création de l'enseignement supérieur de l'agriculture est devenu un fait accompli.

les coordonnant comme il l'a fait, il leur a donné une signification dont l'éparpillement les avait privés.

C'est là un des grands mérites du travail de M. Turot.

Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire maintenant d'entrer dans de longs développements pour faire voir combien la publication de ce travail serait utile.

Elle mettrait sous la main de tous ceux, hommes d'Etat, législateurs, fonctionnaires publics, publicistes et autres, qui ont à s'occuper d'économie rurale, des renseignements statistiques exacts, aussi exacts du moins que peuvent l'être des renseignements statistiques, et d'autant plus précieux qu'on les trouverait bien difficilement ailleurs.

Elle offrirait aux agriculteurs d'excellentes indications sur les meilleurs moyens d'améliorer et d'augmenter le produit de leurs champs. En effet, le drainage, les irrigations, les engrais, les amendements, les machines, les institutions de crédit, etc., ont été l'objet, dans l'Enquête, des discussions les plus instructives.

Elle pourrait servir, enfin, à éclairer l'opinion publique sur les conséquences réelles de beaucoup de réformes qu'elle réclame, sans s'apercevoir qu'elles auraient souvent plus d'inconvénients que d'avantages, comme celle, par exemple, qui aurait pour but la péréquation de l'impôt foncier.

Mais, ce qui rendrait surtout désirable la publication dont il s'agit, c'est qu'elle montrerait par des preuves saisissantes et par des exemples illustres, que la voie offerte à l'activité humaine par l'agriculture et par les sciences qui s'y rattachent, est encore une de celles où l'on peut le mieux, au moins chez nous, servir son pays et aussi se servir soi-même.

La Section estime, en définitive, que le travail présenté par M. Paul Turot à la Société est tout à fait digne de ses encouragements, et elle propose, en conséquence, de décerner à son auteur la médaille d'or à l'effigie d'Olivier de Serres.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée.

PRÉFACE

De toutes les industries qui concourent à la richesse et à la prospérité de la France, la plus importante, la plus féconde est, sans contredit, l'industrie agricole.

Pour le prouver, il suffit de dire qu'en 1869 le sol cultivé représentait, avec son capital d'exploitation, une valeur de CENT MILLIARDS ; que son cheptel vivant avait une valeur de QUATRE MILLIARDS ET DEMI ; que son revenu était de QUATORZE MILLIARDS, c'est-à-dire trois fois autant que toutes les autres industries réunies ; qu'enfin l'agriculture comptait 5,257,000 exploitants qui, avec les ouvriers qu'ils employaient et leurs familles, formaient une population de VINGT MILLIONS d'habitants. (Voir ci-après, chapitre X, § 2, le Rapport de M. Tisserand sur l'*Enseignement supérieur agricole*.)

Ces chiffres, il est vrai, ne représentent plus la situation actuelle, par suite de la perte de nos chères et belles provinces de l'Est ; mais ils conservent leur importance relative pour établir la place considérable que l'agriculture occupe dans l'industrie et la richesse nationales.

Placée dans les conditions les plus favorables et les plus diverses sous le rapport du sol et du climat, la France est apte à presque toutes les productions ; le génie de sa population a longtemps été essentiellement agricole ; nous devrions donc occuper le premier rang, au double point de vue de la science et de l'industrie agricoles. Malheureusement il n'en est pas ainsi.

Sauf quelques exceptions très honorables, mais très rares, les méthodes culturales sont généralement défectueuses ; soumis à des habitudes invétérées que lui ont transmises les générations précédentes, le petit cultivateur, qui détient la majeure partie du sol, se borne à suivre les errements anciens, sans chercher à les améliorer ou à les modifier ; il ferme les yeux aux découvertes de la science moderne ; il laisse se perdre, sans les utiliser, des forces productives telles que les eaux et les engrais de toute nature qui

pourraient augmenter dans une proportion considérable les produits du sol ; il est enfin resté stationnaire lorsque toutes les autres industries progressaient rapidement autour de lui, de telle sorte que, la cherté de la vie, pour toutes les denrées étrangères à l'agriculture, et les besoins du bien-être et du luxe croissant toujours, l'ouvrier agricole a cessé de trouver son travail suffisamment rémunérateur.

Une telle situation devait amener fatalement des conséquences funestes à l'agriculture. Les capitaux se sont éloignés d'elle et se sont portés avec un entraînement irrésistible vers les autres industries et même vers les spéculations les plus ardentes et les plus aléatoires, tandis qu'en même temps les ouvriers ruraux désertaient les campagnes pour les grands centres industriels, privant ainsi l'agriculture des bras dont elle avait besoin.

Cette émigration des campagnes vers les villes a créé un autre péril dont la gravité ne s'est que trop manifestée dans les années funestes que nous venons de traverser. L'agglomération excessive, dans les grands centres de population, d'ouvriers livrés sans défense aux excitations et aux prédications des meneurs socialistes et internationalistes, devait, l'occasion venue, fournir à l'émeute une armée formidable et, la misère aidant, conduire ces malheureux à tous les excès de la guerre civile.

Rendre à l'agriculture son ancienne puissance ; faire disparaître les méthodes culturales défectueuses en propageant les bonnes méthodes et les découvertes de la science moderne ; mettre le cultivateur en mesure de tirer du sol fécond de la France toutes les richesses qu'il renferme ; faire enfin refluer vers les campagnes l'excès de population qu'elles avaient envoyé aux villes, en rendant le travail agricole suffisamment rémunérateur ; tels sont les principaux motifs d'ordres divers qui ont suscité la pensée d'une vaste enquête sur la situation de l'agriculture et sur les moyens propres à lui donner le développement et l'essor dont elle est susceptible.

Cette mesure salubre a été prescrite par un décret du 28 mars 1866, qui constituait, sous la haute direction et la présidence du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, une Commission supérieure composée d'hommes éminents pris dans toutes les branches de la science, de l'industrie et de l'agriculture, membres de l'Institut, jurisconsultes, administrateurs, membres de la Société centrale d'agriculture, etc. L'enquête devait d'ailleurs embrasser toutes les parties du territoire ; des membres de la Commission supérieure, délégués par elle, devaient se transporter dans les départements pour y recevoir les dépositions de toutes les personnes compétentes sur les questions intéressant l'agriculture ; enfin les agents consulaires de la France à l'étranger devaient recueillir et transmettre des renseignements sur la situation et les progrès de l'industrie agricole dans les différentes parties du monde.

Dans l'esprit du décret, l'enquête ne devait pas d'ailleurs se borner aux

questions purement agricoles ; elle devait porter sur toutes celles qui se rattachent à la constitution et à la transmission de la propriété, au crédit agricole, à l'assiette des impôts, à la législation générale, douanière et fiscale, en un mot à tout ce qui, de près ou de loin, intéresse l'industrie agricole.

Cette vaste opération a occupé plus de quatre années (mars 1866 - mai 1870). Les résultats en ont été publiés par les soins du Ministère de l'Agriculture, dans un recueil comprenant trente-six volumes in-4° et divisé en quatre séries, savoir :

1^{re} série (4 vol.) : Documents généraux, décrets, rapports, discussions de la Commission supérieure et avis exprimés par elle sur les questions soumises à son examen ;

2^e série (28 vol.) : Comptes-rendus des enquêtes effectuées dans les départements et rapports des présidents de ces enquêtes régionales ;

3^e série (1 vol.) : Dépositions orales faites devant la Commission supérieure par les diverses personnes qu'elle a cru devoir interroger ;

4^e série (3 vol.) : Documents et renseignements recueillis à l'Étranger par les agents consulaires de la France.

Les circonstances douloureuses que la France a traversées depuis la clôture de l'Enquête, en mai 1870, n'ont pas permis de donner à celle-ci les suites qu'elle comportait, et si quelques réformes, relativement peu importantes, ont été effectuées, le plus grand nombre des vœux émis est resté à l'état de lettre morte.

Au moment où le calme dont nous commençons à jouir va permettre, il faut du moins l'espérer, de s'occuper des *questions d'affaires*, il serait certainement utile de rappeler l'attention publique sur la grande Enquête agricole et d'en placer les résultats sous les yeux des hommes sérieux qui s'intéressent à la prospérité du pays.

Mais la volumineuse collection publiée par les soins du Ministère de l'Agriculture n'est pas dans le commerce ; y fût-elle, qu'elle serait d'un prix qui la rendrait inabordable à un grand nombre de lecteurs ; en outre, à raison de son étendue, les recherches qu'on voudrait y faire sur un sujet donné seraient longues et difficiles ; enfin cette difficulté s'augmenterait de la méthode adoptée par la Commission supérieure pour l'ordre de ses discussions et la réunion des procès-verbaux de ses séances.

En effet, à la suite d'un rapport d'ensemble présenté par le Commissaire général de l'Enquête, la Commission avait adopté un programme où les questions se trouvaient classées et coordonnées par nature d'affaires, et ce programme fut exactement suivi dans l'examen préliminaire auquel la Commission procéda tout d'abord ; mais, en suite de cet examen, les questions les plus importantes furent renvoyées à des sous-commissions, pour faire l'objet de rapports spéciaux et être ultérieurement soumises à une discussion approfondie.

Or la production et la discussion de ces rapports se firent au fur et à mesure de leur préparation, sans acception de nature d'affaires, de telle sorte que parfois, dans une même séance, la Commission supérieure aborda successivement les sujets les plus disparates et les plus étrangers les uns aux autres. Les procès-verbaux des séances ayant ensuite été réunis d'après leur ordre chronologique, (tomes II, III et IV de la 1^{re} série) il en est résulté une confusion inévitable, qui augmenterait nécessairement la difficulté des recherches. (1)

Ces considérations nous ont fait penser qu'il y aurait une réelle utilité à résumer dans une analyse succincte et cependant suffisamment développée et surtout absolument impartiale, et *en suivant exactement l'ordre du programme adopté par la Commission supérieure*, non pas les trente-six volumes du recueil, mais seulement les quatre volumes de la première série, qui contiennent, en définitive, tout ce qu'il importe de savoir sur les résultats généraux de l'Enquête et sur les vœux émis par la Commission supérieure.

Tel est l'objet du travail que nous avons pu exécuter, grâce à l'obligeance de M. le Ministre de l'Agriculture, qui a bien voulu mettre à notre disposition les cinq volumes composant la première et la troisième séries. Nous nous estimerons très heureux si nos efforts peuvent contribuer, ne fût-ce que dans une mesure très minime, à appeler l'attention sur ces graves sujets.

Sauf dans des cas tout à fait exceptionnels, nous nous sommes abstenus d'exprimer un avis personnel sur des questions élaborées et approfondies par des hommes aussi éminents que ceux qui composaient la Commission supérieure; mais toutes les fois qu'une mesure législative ou administrative a donné, à notre connaissance, du moins, une satisfaction totale ou partielle à l'un des vœux émis, nous l'avons fait connaître, afin d'établir la situation actuelle.

Nous croyons devoir, en terminant, signaler une lacune regrettable dans l'Enquête agricole; nous voulons parler de la question forestière qui, à raison de son importance et de sa connexité avec la question agricole, méritait assurément de trouver place parmi les points sur lesquels on voulait porter la lumière. — En effet, malgré la perte de l'Alsace et du département de la Moselle, le domaine boisé, en France, comprend encore une étendue de huit millions d'hectares, dont un million appartenant à

(1) Nous ne saurions avoir, qu'on en soit bien persuadé, l'intention d'élever la plus légère critique contre la marche suivie par la Commission supérieure dans l'ordre de ses discussions. Elle ne pouvait agir autrement qu'elle l'a fait sans subir des pertes de temps considérables et, d'un autre côté, il était parfaitement naturel, dans le recueil ministériel, de classer les procès-verbaux des séances dans leur ordre chronologique. Nous constatons simplement le fait en faisant ressortir les difficultés qui en résultent.

l'Etat, deux millions aux communes et aux établissements publics et cinq millions appartenant aux particuliers (chiffres ronds).

Au moment où le Ministre de l'Agriculture (M. BÉHIC) faisait, en 1866, publier le questionnaire relatif à l'Enquête agricole, M. Chevandier de Valdrôme, président de la Société centrale Forestière, se rendit près de lui pour demander qu'on ajoutât au questionnaire un chapitre spécial pour les questions concernant les forêts. M. Béhic répondit qu'il considérerait la question forestière comme tellement importante qu'il se proposait d'en faire l'objet d'une enquête spéciale. Une telle réponse coupait court nécessairement à la requête de la Société Forestière ; mais lorsque, l'Enquête agricole achevée, M. Chevandier de Valdrôme demanda à M. de Forcade la Roquette, successeur de M. Béhic, l'exécution des promesses de son prédécesseur, le nouveau ministre répondit qu'il serait très difficile de recommencer le gros appareil d'une telle enquête, appareil non seulement dispendieux, mais fatigant pour ceux dont on avait mis le dévouement à l'épreuve, en les chargeant d'aller dans tous les départements s'occuper d'une question en définitive aussi limitée que la question forestière. Le ministre ajoutait que les représentants de la Société Forestière, seraient d'ailleurs entendus par la Commission supérieure (1).

Les dépositions des membres de la Société Forestière ont, en effet, été reçues dans les séances des 3 et 5 juin 1867 ; mais, malgré leur importance, elle n'ont donné lieu à aucune discussion et, par conséquent, à aucune résolution de la part de la Commission supérieure. Celle-ci a suivi purement et simplement le programme qu'elle avait adopté pour ses travaux ; la question forestière n'était pas comprise dans ce programme ; elle resta donc en dehors de la discussion.

Il nous a paru nécessaire de combler cette lacune autant qu'il dépendait de nous et, à cet effet, nous avons donné, dans un chapitre supplémentaire, le résumé des dépositions des représentants de la Société Forestière.

(1) Déposition de M. Chevandier de Valdrôme, 3^e série, page 220. Voir ci-après, au chapitre supplémentaire.

PRÉLIMINAIRES

DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Un décret impérial du 28 mars 1866 a prescrit une enquête générale sur l'agriculture et posé les bases d'après lesquelles cette enquête aurait lieu.

Les quatre premiers articles de ce décret sont relatifs à la constitution d'une commission supérieure siégeant à Paris, sous la présidence du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

L'article 5 porte que, sans préjudice de l'enquête centrale, il sera procédé à des enquêtes régionales dans tous les départements de la France, divisés à cet effet en groupes ou régions.

Aux termes de l'article 6, la direction des enquêtes et la présidence des commissions devant lesquelles ces enquêtes auront lieu seront confiées à l'un des membres titulaires ou adjoints de la Commission supérieure, assisté d'un inspecteur général ou d'un autre représentant du département de l'Agriculture, et d'un auditeur au Conseil d'État remplissant les fonctions de secrétaire. Dans chaque département, la Commission d'Enquête sera composée du représentant de l'Agriculture, du secrétaire général de la préfecture et de personnes choisies

parmi les plus compétentes du département, en nombre au moins égal à celui des arrondissements.

Les dépositions et renseignements recueillis de la sorte seront résumés, par région, dans un rapport adressé au Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, par chacun des présidents des Enquêtes régionales et mis sous les yeux de la Commission supérieure (article 7).

Celle-ci appellera, en outre, devant elle toutes les personnes qui lui paraîtront en situation de donner des renseignements utiles (article 8).

Les documents et renseignements de toute nature recueillis, soit par la Commission supérieure, soit par les Commissions régionales, soit même, pour l'Étranger, par les soins de l'Administration, seront résumés par le Commissaire général de l'Enquête dans un rapport d'après lequel le Ministre de l'Agriculture arrêtera les questions soulevées par l'Enquête, sur lesquelles la Commission supérieure sera appelée à délibérer (article 9).

Enfin, aux termes de l'article 10, le Ministre de l'Agriculture, dans un rapport général, rendra compte des questions posées à la Commission supérieure, des avis exprimés par elle et de la suite que ces avis paraîtront comporter.

Telles sont les dispositions du décret du 28 mars 1866, dont les différentes prescriptions ont été successivement exécutées.

La Commission supérieure a été constituée par le décret même, et, après diverses modifications, elle s'est trouvée, en définitive, composée de la manière suivante :

MM. ABBATUCCI (Séverin), député au Corps législatif ;		
ALBUFÉRA (le duc d'),	id.	id.
ANDRÉ (de la Charente),	id.	id.
BENOIST (le baron de),	id.	id.

MM. BÉHAGUE (le comte de), propriétaire, membre de la Société centrale d'Agriculture de France ;

BÉVILLE (le général baron de), aide-de-camp de l'Empereur ;

BOULAY DE LA MEURTHE (le comte), sénateur ;

BOUREVILLE (de), conseiller d'Etat, secrétaire général du Ministère des Travaux publics ;

BOUSSINGAULT, membre de l'Institut et de la Société centrale d'Agriculture ;

BUSSON-BILLAUT, vice-président du Corps législatif ;

BUTENVAL (le comte de), sénateur ;

CHASSAIGNE-GOYON, conseiller d'Etat ;

CHEVALIER (Michel), membre de l'Institut, sénateur ;

CHEVREUL, membre de l'Institut et de la Société centrale d'Agriculture ;

COMBES, inspecteur général des Mines, membre de l'Institut et de la Société centrale d'Agriculture ;

CORNudet, président de section au Conseil d'Etat ;

DAILLY (Adolphe), propriétaire, membre de la Société centrale d'Agriculture ;

DAVID (le baron Jérôme), vice-président du Corps législatif ;

DARBLAY JEUNE, député au Corps législatif ;

DUMAS, sénateur, membre de l'Institut et de la Société centrale d'Agriculture ;

FERCADE LA ROQUETTE (de), député au Corps législatif ;

GABRIN, député au Corps législatif ;

GENTEUR, président de section au Conseil d'Etat ;

GRANIER DE CASSAGNAC, député au Corps législatif ;

GRESSIER, sénateur ;

GUILLAUMIN, député au Corps législatif ;

JOSSEAU, id. id.

LADOCENTEZ (le baron de), député au Corps législatif ;

LAFOND DE SAINT MÜR (le baron), député au Corps législatif ;

LARRABURE, député au Corps législatif ;

LAXENAY (de), président de section au Conseil d'Etat ;

LE ROUX (Alfred), vice-président du Corps législatif ;

LE HON (le comte Léopold), député au Corps législatif ;

MIGNERET, conseiller d'Etat ;

MIRAL (du), député au Corps législatif ;

OZENNE, conseiller d'Etat, secrétaire général du Ministère de l'Agriculture et du Commerce ;

PABOUX (le duc de), sénateur ;

POUYER-QUERTIER, ancien député au Corps législatif ;

SUIN, sénateur ;

TISSERAND, directeur des Etablissements agricoles de la Couronne ;

VEAUCE (le baron de), député au Corps législatif.

Commissaire général :

LEFEBVRE DE SAINTE-MARIE, Directeur de l'Agriculture (1) ;

Commissaire général adjoint :

BOITEL, inspecteur général de l'Agriculture ;

Attachés au Commissariat général :

FOUBERT, chef de division au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics ;

MIRET, chef de bureau des subsistances ;

En outre, les ministres et les membres du Conseil privé ont droit d'entrée à la Commission supérieure.

Les opérations et les travaux de l'Enquête peuvent se diviser en trois phases distinctes.

La première phase est en quelque sorte préparatoire. Dans deux séances tenues le 18 et le 29 juin 1866, la Commission supérieure arrête son règlement et celui qui servira de base aux enquêtes régionales ; elle rédige le questionnaire général qui, préalablement à ces enquêtes, sera envoyé aux Chambres consultatives et aux Comices agricoles, avec invitation de répondre par écrit à toutes les questions sur lesquelles ils croiraient pouvoir fournir des indications utiles ; elle décide que ce même questionnaire sera envoyé à tous les membres des Conseils de départements et d'arrondissements, ainsi qu'aux principaux cultivateurs et à toutes les notabilités agricoles ; elle divise enfin le pays entier en vingt-huit circonscriptions et désigne ceux de ses membres qui seront chargés de présider les enquêtes partielles.

La seconde phase peut embrasser l'exécution de ces enquêtes dans les départements, la transmission, par les prési-

(1) M. Lefebvre de Sainte-Marie a succédé, en novembre 1868, dans les doubles fonctions de directeur de l'Agriculture et de Commissaire général de l'Enquête agricole, à M. de Monny de Mornay, récemment décédé.

dents, des rapports d'ensemble résumant les résultats obtenus, la réception des dépositions orales des différentes personnes qu'il a paru utile d'interroger ; enfin la réunion et l'étude de tous ces documents, ainsi que des réponses faites au questionnaire et des renseignements recueillis à l'Étranger.

La troisième phase enfin peut comprendre la discussion, par la Commission supérieure, des questions dont les travaux accomplis jusqu'alors ont fait ressortir l'importance et sur lesquelles il a paru utile d'exprimer un avis ou de formuler des propositions.

Ainsi que nous l'avons dit dans la préface, les résultats de ces travaux ont été publiés par les soins du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, dans une vaste collection divisée en quatre séries, savoir :

1^{re} série (4 vol.) : Documents généraux, décrets, rapports, etc. ; séances de la Commission supérieure ;

2^e série (28 vol.) : Enquêtes régionales, avec les rapports des présidents de ces enquêtes ;

3^e série (1 vol.) : Dépositions orales reçues par la Commission supérieure (1) ;

(1) Dépositions reçues par la Commission supérieure et relatées dans l'unique volume de la 3^e série :

Séance du 20 mai 1867 : MM. de Tcherniaeff, directeur du Musée agricole de Saint-Petersbourg ; Auréliano, directeur d'une ferme-école dans les provinces danubiennes ; le baron Moreau, agriculteur en Bavière ; le marquis de Sambuy, agriculteur en Italie.

Séance du 23 mai : M. de Barral, membre de la Société centrale d'Agriculture.

Séance du 24 mai : MM. Victor Borie et Marès, propriétaires-agriculteurs dans l'Hérault.

Séance du 27 mai : MM. de Kergorlay, ancien député, et Lecouteux, agriculteur en Saintonge, directeur du *Journal d'agriculture pratique*.

Séance du 31 mai : M. Wolowski, membre de l'Institut.

Séances des 3 et 5 juin : MM. Chevandier de Valdrôme, vicomte d'Aboville, marquis d'Andelarre, Gallois, Maulde, comte d'Esterno, et Bouquet de la Grye, représentants de la Société Forestière.

Séance du 9 juin : MM. Frémy, le baron de Soubeyran, et Léviez, gouverneur et sous-

4^e série (3 vol.) : Documents recueillis à l'Étranger (1).

La première série est évidemment la plus importante, et nous dirions presque la seule qu'il y ait utilité générale à connaître, puisqu'indépendamment des documents généraux et des résolutions de la Commission supérieure, elle contient implicitement, dans les rapports faits à cette Commission et dans les discussions auxquelles celle-ci s'est livrée, le résumé de tous les renseignements recueillis aux diverses sources, soit dans les enquêtes départementales, soit à l'étranger, soit enfin dans les dépositions orales reçues par la Commission supérieure elle-même.

C'est donc cette partie qu'il importe surtout de faire connaître et c'est à elle que nous limiterons notre travail d'analyse. — Ce n'est pas à dire assurément que les autres séries soient dénuées d'intérêt et ne contiennent des documents utiles à consulter ; mais nous n'aurions pu les aborder sans donner à

gouverneurs du Crédit foncier et du Crédit agricole, et le comte de Courcy, agriculteur dans Seine-et-Marne.

Séance du 11 juin : MM. le marquis de Vogué, membre de la Société centrale d'Agriculture, et Hubert-Delisle, sénateur.

Séance du 13 juin : M. Wolowski, membre de l'Institut.

Séance du 15 juin : M. Frayssinaud, juge de paix à Limoges.

Séance du 17 juin : MM. Delbard, directeur du Comptoir d'escompte de Seine-et-Marne ; Teyssier-Desfarges, membre du Conseil d'administration du même établissement, et Aristide Dumont, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Séance du 20 juin : MM. le comte Benoist d'Azy, et le comte de Falloux.

Séance du 24 juin : MM. Jeannest-Saint-Hilaire, Baget, Suin et Rousseau, délégués des notaires des départements.

Séance du 27 juin : MM. Millon, député de la Meuse ; Roussel-Couchot, conseiller général du même département ; Paulin Gillon, ancien député de la Meuse.

Séance du 29 juin : M. le comte Edmond Zichy, propriétaire en Hongrie.

(1) Les documents recueillis à l'étranger par les agents consulaires de la France se rapportent à la Grande-Bretagne, à la Belgique, aux Pays-Bas, à la Prusse et à l'Allemagne du Nord, à la Saxe, au Danemark, à la Suède et à la Norvège, à l'Allemagne du Sud (Bade, Bavière, Wurtemberg et Hesse), à la Suisse, à la Russie, au Portugal, à l'Espagne, à l'Italie, aux Etats Pontificaux, à la Turquie, à l'Égypte, à Tunis, au Maroc, aux Etats-Unis d'Amérique, à l'Amérique centrale, à l'Amérique du Sud (Colombie, Brésil, Uruguay, République Argentine, Chili), enfin à la Grèce.

notre travail un développement et des proportions contraires au but même que nous voulons atteindre.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la Commission supérieure, dans deux séances du mois de juin 1866, avait arrêté son règlement et le questionnaire général de l'Enquête. La reproduction de ces deux documents nous semblerait inutile; mais il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler comment les départements furent divisés en circonscriptions et d'indiquer les noms des présidents des enquêtes régionales. Tel est l'objet du tableau suivant :

Circonscriptions	DÉPARTEMENTS.	PRÉSIDENTS.
		MM.
1	Eure, Calvados, Manche.....	Le duc d'ALBUFÈRA.
2	Orne, Sarthe, Mayenne, Maine-et-Loire.....	MIGNERET.
3	Ille-et-Vilaine, Morbihan, Côtes-du-Nord, Finistère.....	De LAVENAY.
4	Seine-Inférieure, Somme, Oise.....	GRESSIER.
5	Aisne, Pas-de-Calais, Nord.....	SUIN.
6	Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Eure-et-Loire.....	JOSSEAU.
7	Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres.....	Le ROUX (Alfred).
8	Loir-et-Cher, Cher, Indre-et-Loire.....	GUILLAUMIN.
9	Allier, Nièvre, Puy-de-Dôme.....	Baron de VEAUCE.
10	Indre, Vienne, Creuse.....	Du MIRAL.
11	Aube, Marne, Yonne, Loiret.....	GENTEUR.
12	Ardennes, Meurthe, Meuse, Moselle.....	Baron de BENOIST.
13	Bas-Rhin, Haut-Rhin.....	TISSERAND.
14	Côte-d'Or, Haute-Marne, Saône-et-Loire.....	DAILLY.
15	Haute-Vienne, Charente, Charente-Inférieure.....	ANDRÉ.
16	Gironde, Dordogne, Lot-et-Garonne.....	De FORCADE.
17	Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées.....	LARRABURE.
18	Gers, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne.....	G. de CASSAGNAC.
19	Lot, Aveyron, Tarn.....	CAZE.
20	Corrèze, Cantal, Lozère, Haute-Loire.....	LAFOND de St-MÜR.
21	Ariège, Pyrénées-Orientales, Aude.....	BUSSON-BILLAULT.
22	Hérault, Gard, Bouches-du-Rhône.....	GAUDIN.
23	Vaucluse, Drôme, Ardèche.....	COMBES.
24	Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Var.....	CHASSAIGNE-GOYON.
25	Hautes-Alpes, Isère, Savoie, Haute-Savoie.....	De VOIZE.
26	Vosges, Haute-Saône, Doubs.....	CORNUDET.
27	Loire, Rhône, Jura, Ain.....	Comte le HON.
28	Corse.....	ABBATUCCI.

Après l'achèvement des enquêtes départementales, la Commission supérieure se réunit de nouveau, le 7 mars 1867, sous la présidence de M. de Forcade la Roquette, alors ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

Dans cette séance, M. de Monny de Mornay, Directeur de l'Agriculture et Commissaire général de l'Enquête, donna lecture d'un rapport résumant succinctement les travaux déjà accomplis et concluant à ce que la Commission supérieure se partageât en sections pour l'examen des documents recueillis soit dans les enquêtes régionales, soit à l'étranger.

Conformément à ces propositions, sept sections furent formées pour l'étude des enquêtes départementales; une sous-commission fut nommée pour l'examen des renseignements transmis par les agents consulaires; il fut enfin décidé que les dépositions orales auraient lieu devant la Commission supérieure tout entière.

Ces différents travaux prirent un temps considérable, et c'est au mois de décembre 1867 seulement que le Commissaire général fut en mesure de présenter le rapport d'ensemble prescrit par l'article 9 du décret du 28 mars 1866.

Nous n'essaierons pas même d'analyser ce volumineux rapport qui n'occupe pas moins de 334 pages dans le tome 1^{er} de la 1^{re} série. Le travail de M. de Monny de Mornay est un résumé et une étude complète des résultats déjà acquis dans l'Enquête et des renseignements recueillis soit en France, soit à l'étranger. Ainsi que nous l'avons déjà fait observer, l'analyse des rapports faits, sur chaque question, à la Commission supérieure et des discussions auxquelles ces questions ont donné lieu, suffira pour mettre le lecteur au courant de la situation; mais il nous paraît indispensable de reproduire

in extenso l'annexe de ce rapport qui énonce, en les classant et en les coordonnant par nature d'affaires, les questions que le Commissaire général considère comme devant être soumises aux délibérations de la Commission supérieure.

Celle-ci, d'ailleurs, a adopté cette annexe comme programme de ses discussions ; en lisant cet important document, on se rendra facilement compte de l'ordre adopté et de l'enchaînement des idées.

QUESTIONS

RÉSULTANT DE L'ENQUÊTE

SOUMISSES

AUX DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE

CHAPITRE PREMIER

PROPRIÉTÉ

§ 1^{er}. — DIVISION ET TRANSMISSION DE LA PROPRIÉTÉ

Faciliter les échanges et revenir aux dispositions de la loi du 16 juin 1824, en ce qui concerne les droits sur les échanges des propriétés contiguës.

Faire disparaître l'obligation du partage en nature dans les successions et modifier dans ce sens les articles 826 et 832 du code Napoléon.

Favoriser les partages anticipés.

Dans les contestations relatives aux partages d'ascendants, estimer les biens, non pas d'après leur valeur au jour du décès de l'ascendant, mais d'après leur valeur au jour du partage.

Diminuer les délais de l'action en rescision de partage pour cause de lésion.

Rendre absolue et générale la liberté de tester.

Augmenter la quotité disponible.

§ 2. — CADASTRE ET BORNAGE

Reviser le cadastre, pour en faire l'état civil des biens et le titre commun de la propriété foncière.

Faire cette révision tous les dix-huit ans ou tous les trente ans.

Rendre le bornage obligatoire d'une manière générale.

§ 3. — LOUAGE DE LA PROPRIÉTÉ

A défaut de convention, fixer la durée des baux à dix-huit ans.

Permettre les baux à long terme pour les biens des mineurs et des incapables et pour l'usufruitier.

CHAPITRE II

CAPITAUX. — MOYEN DE CRÉDIT

§ 1^{er}. — CRÉDIT FONCIER ET CRÉDIT AGRICOLE

Modifier les statuts du Crédit foncier de France, principalement en ce qui concerne les conditions des prêts qu'il consent.

Organiser sur de nouvelles bases le Crédit agricole.

Créer des sociétés de crédit et des banques cantonales.

Favoriser le développement des associations coopératives de crédit entre cultivateurs.

Créer des docks ou magasins généraux où les cultivateurs pourraient trouver des capitaux, sur consignation de grains ou autres denrées.

Réviser au profit de l'agriculture la législation actuelle en matière de privilèges sur les meubles et sur la vente des récoltes.

Abroger ou conserver la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent.

§ 2. — PRÊTS SUR NANTISSEMENT

Organiser le prêt sur nantissement pour l'agriculture.

Organiser le prêt sur nantissement à domicile et sans tradition de gage.

CHAPITRE III

SALAIRES. — MAIN-D'ŒUVRE

§ 1^{er}. — OUVRIERS AGRICOLES

Exiger le livret pour tous les ouvriers agricoles; — l'exiger seulement pour les ouvriers à gages.

Indiquer, sur le livret, les conditions de l'engagement.

Autoriser, sur une large échelle, l'emploi des militaires aux travaux agricoles.

Adopter une nouvelle et plus sévère réglementation des cabarets.

Réduire leur nombre proportionnellement au chiffre de la population des communes.

§ 2. — EMPLOI DES MACHINES

Laisser entrer les machines en franchise.

Accorder des primes aux inventeurs de bonnes machines.

§ 3. — INSTRUCTION

Faire entrer des notions d'horticulture et d'agriculture dans l'enseignement primaire.

Etablir des cours d'agriculture et d'horticulture dans les écoles normales primaires.

Organiser des cours d'adultes dans les campagnes.

Réformer dans un sens plus favorable à l'agriculture l'éducation des filles de la campagne.

Créer des bibliothèques agricoles.

Etablir auprès de chaque école primaire un jardin pouvant servir à démontrer les procédés élémentaires d'horticulture.

§ 4. — SOCIÉTÉS DE SECOURS. — ASSISTANCE PUBLIQUE

Créer des hospices cantonaux et soumettre, dans les campagnes, les bureaux de bienfaisance au contrôle de commissions cantonales.

Obliger les communes à s'imposer pour faire soigner leurs malades dans les hospices des villes.

Organiser sur de meilleures bases le service de la médecine gratuite.

Etablir, pour les personnes indigentes, un système de bons pour des visites faites par le médecin de leur choix, et dont le prix serait payé à celui-ci sur des fonds spécialement consacrés à cet usage.

Multiplier les sociétés de secours mutuels et de prévoyance.

Fonder des caisses de retraite pour les cultivateurs agricoles.

CHAPITRE IV

AMÉLIORATION DU SOL

§ 1^{er}. — IRRIGATIONS. — DRAINAGE. — DESSECHEMENTS. — DÉFRICHEMENTS

Rendre les syndicats obligatoires pour l'amélioration des cours d'eau non navigables.

Modifier la loi de manière que l'exécution des travaux d'irrigation, de drainage, etc., puisse être décidée à la majorité des intéressés.

Rendre le curage des cours d'eau obligatoire pour les riverains.

Y faire procéder de manière que le plan d'eau ne soit pas déplacé et que la vitesse du courant ne soit pas modifiée.

§ 2. — ENGRAIS ET AMENDEMENTS

Utiliser plus complètement les engrais des villes.

Augmenter les facilités pour l'entrée des engrais étrangers et pour la circulation des engrais en France.

Supprimer les droits d'entrée, notamment sur le guano.

Abaisser les tarifs de transport pour les engrais.

Etendre aux marchands d'engrais et aux prêteurs pour achat d'engrais et amendements le privilège conféré par l'article 2102 du code Napoléon pour fourniture de semences ou pour les frais de récolte de l'année.

Réviser la législation en ce qui touche le goémon et les engrais de mer.

§ 3. — REBOISEMENTS

Faire exécuter rigoureusement la loi qui ordonne le reboisement et le regazonnement.

Ne jamais autoriser les communes à aliéner leurs forêts.

CHAPITRE V

SITUATION ACTUELLE

Ce chapitre du Rapport du Commissaire général n'étant qu'un exposé de la situation des diverses branches de l'industrie agricole, ne comporte aucune question ni l'indication d'aucun vœu exprimé dans l'enquête.

CHAPITRE VI

DÉBOUCHÉS. — CIRCULATION DES PRODUITS. —
VIABILITÉ

Routes et chemins. — Développer et achever le réseau des chemins et routes utiles à l'agriculture.

Donner aux conseils municipaux la faculté de voter un plus grand nombre de centimes additionnels aux quatre contributions directes, pour l'entretien des chemins vicinaux.

Classer comme chemins vicinaux les chemins ruraux ayant un intérêt public.

Leur appliquer une partie des prestations.

Autoriser les conseils municipaux à imposer des journées de prestation ou des centimes additionnels spécialement applicables à ces chemins.

Pourvoir au prompt achèvement des chemins ruraux d'exploitation et appliquer à leur construction la loi sur les associations syndicales.

Organiser, pour la construction et l'entretien des chemins ruraux de cette catégorie, des associations syndicales autorisées, dans lesquelles le consen-

tement des associés ne devrait pas être obligatoirement unanime, mais serait constaté conformément à l'article 12 de la loi du 21 juin 1865.

Déclarer l'imprescriptibilité des chemins ruraux.

Ordonner l'abornement des chemins ruraux.

Créer des cantonniers communaux qui seraient embrigadés.

Permettre aux communes de charger les gardes champêtres de l'entretien des chemins vicinaux et ruraux.

Voies de navigation. — Améliorer les voies de navigation.

Diminuer les tarifs de transports par voies fluviales pour les engrais et les denrées agricoles.

Développer les travaux d'endiguement et les mettre à la charge de l'Etat, qui se rembourserait au moyen d'annuités payées par les communes.

Chemins de fer. — Achever le réseau des chemins de fer.

Créer des voies ferrées départementales qui pourraient être établies sur le sol même des routes actuellement existantes.

Améliorer les voies d'accès des gares.

Abréger les délais de transport.

Réduire les tarifs.

Supprimer les tarifs différentiels.

Les maintenir et les développer.

CHAPITRE VII

LÉGISLATION DOUANIÈRE

§ 1^{er}. — CÉRÉALES

Conserver la législation actuelle.

Etablir un tarif plus élevé que celui qui résulte de la loi du 15 juin 1861.

Revenir à l'échelle mobile.

Maintenir le régime actuel de l'importation temporaire en franchise de droits des blés étrangers pour la mouture.

Le modifier en ce sens, que la réexportation des farines provenant de ces opérations doive se faire par les points de la frontière où l'importation du blé a eu lieu.

Diviser, à cet effet, la France en zones.

Interdire le trafic des acquits à caution.

Supprimer le régime actuel de l'importation temporaire.

§ 2. — BESTIAUX

Maintenir les droits d'entrée sur les bestiaux étrangers, tels qu'ils se perçoivent actuellement. — Les modifier.

§ 3. — VINS

Conclure des traités internationaux qui permettent à nos vins de pénétrer avec plus d'avantages sur les marchés étrangers.

§ 4. — LAINES

Maintenir à leur taux actuel les droits d'importation sur les laines.

Etablir un droit d'entrée plus élevé.

Protéger les laines indigènes par un droit de 5 à 10 p. 0/0 à l'importation étrangère de toute provenance, ou mettre l'industrie sur le même pied que l'agriculture.

CHAPITRE VII

LÉGISLATION CIVILE & GÉNÉRALE

Autoriser les femmes mariées sous le régime dotal à faire des donations entre-vifs portant partage d'ascendants.

Restreindre les effets des hypothèques légales.

En rendre l'inscription obligatoire.

Supprimer ainsi les hypothèques occultes.

Réduire le privilège du propriétaire.

Modifier la législation sur le cheptel.

Modifier les articles 1716 et 1781 du code Napoléon (serment du propriétaire et du maître).

Rétablir la clause d'exécution par voie parée, supprimée par la loi du 2 juin 1841.

Simplifier les formalités et diminuer les frais de procédure, soit en matière de purge, soit en matière de vente.

Réduire les frais d'expropriation par suite de saisie immobilière.

Faire une révision des tarifs et frais de justice, ainsi que des frais et honoraires des notaires.

Étendre aux cultivateurs la procédure commerciale et la juridiction des tribunaux de commerce.

Assimiler les cultivateurs aux commerçants, quant aux poursuites judiciaires, en cas d'exécution d'engagements.

Étendre la compétence des juges de paix : pour la vente ou le partage des biens des mineurs ; — pour les partages judiciaires ; — pour les ventes d'immeubles ; — pour les expropriations.

Abroger l'article 419 du code pénal sur l'incendie des grains.

Réformer la procédure en matière de saisie immobilière et de vente de biens de mineurs.

Rapporter la loi de messidor an III qui interdit la vente des blés en vert.

Modifier la loi du 20 mai 1838 concernant les vices rédhibitoires.

Codifier, par département, les usages locaux pour éviter les contestations et les procès.

CHAPITRE IX

LÉGISLATION FISCALE

§ 1^{er}. — IMPÔTS DIRECTS

Faire peser les charges de l'impôt, dans une juste mesure, sur les valeurs mobilières et sur les valeurs immobilières.

Etablir un impôt sur les valeurs industrielles.

Opérer la péréquation de l'impôt foncier.

Exempter l'agriculteur de la patente, lorsqu'il se borne à fabriquer avec les produits naturels de sa terre.

§ 2. — IMPÔTS INDIRECTS

Droits de mutation et d'enregistrement. — Diminuer les droits de mutation et d'enregistrement.

Tenir compte, dans le calcul des droits de mutation par décès, du passif régulièrement établi.

Accorder un délai plus grand et des facilités de libération aux débiteurs des droits de mutation.

Autoriser le paiement des droits de mutation par annuités.

Diminuer les droits sur les baux.

En autoriser la perception par annuités.

Droits sur les boissons. — Proportionner les droits de circulation à la valeur des vins.

Simplifier le droit de circulation en le réduisant à un droit fixe de 25 centimes, qui serait constaté par un timbre mobile appliqué sur les futailles.

Vinage. — Maintenir la législation actuelle sur les alcools employés au vinage.

Réduire les droits auxquels ils sont soumis.

Rapporter la loi de 1864 sur le vinage.

Droits sur les sucres. — Reporter la perception des droits au raffinage et à la consommation.

Octrois. — Rendre les droits d'octrois moins onéreux pour les agriculteurs et les faire porter davantage sur les produits industriels.

Remplacer les octrois par l'augmentation de l'impôt mobilier.

Substituer au droit d'entrée fixe sur les vins un droit ad valorem.

Impôts divers. — Simplifier la réglementation de l'impôt du sel en ce qui touche la dénaturation.

Augmenter l'impôt sur les tabacs.

Etablir un impôt sur les allumettes chimiques. — En réglementer la composition, la fabrication et la vente.

CHAPITRE X

QUESTIONS DIVERSES

§ 1^{er}. — Législation rurale

Hâter l'achèvement et la promulgation du code rural.

Supprimer les droits de parcours, de vaine pâture, de glanage, de grappillage, le ban de vendange et toute autre espèce de bans de récoltes.

Mieux réglementer la vaine pâture.

Interdire le glanage aux ouvriers valides.

Autoriser le pacage dans les bois après la sixième feuille.

Assurer une répression plus sévère des délits ruraux : maraudage, vol de récoltes, etc.

Décider que les délits ruraux pourront être poursuivis d'office.

Embrigader les gardes champêtres ; leur assurer un traitement fixe et suffisamment élevé ; les choisir de préférence parmi les anciens militaires.

Prendre des mesures plus efficaces pour l'échenillage, la destruction des hannetons et celle des petits animaux et de tous les insectes nuisibles aux terres et aux récoltes.

Prendre aussi des dispositions pour la conservation des petits oiseaux qui détruisent les insectes.

Ne pas interdire la chasse des petits oiseaux.

Laisser aux conseils généraux le soin de prendre des décisions à cet égard.

Partager les biens communaux. — Le vœu contraire s'est aussi produit.

Vendre ou amodier les biens communaux.

§ 2. — Enseignement agricole. — Encouragements à l'agriculture

Rétablir l'institut agronomique de Versailles ou une école supérieure de l'agriculture.

Etablir des écoles régionales plus nombreuses.

Augmenter le nombre des fermes-écoles.

Instituer des professeurs d'agriculture chargés d'aller faire des cours dans les campagnes.

Développer les Sociétés d'agriculture et les comices agricoles.

§ 3. — SÉRICICULTURE

Favoriser les expériences.

Mettre à la disposition des Sociétés d'agriculture des microscopes et autres instruments nécessaires pour faire des observations.

Favoriser par des primes et des allocations les éducations des vers dans les localités saines, afin de conserver et de reproduire les races actuelles.

§ 4. — CULTURE DU TABAC

Modifier les règlements dans un sens plus favorable aux producteurs.

Apporter moins d'entraves à l'exportation.

§ 5. — VÉTÉRINAIRES

Augmenter le nombre des écoles vétérinaires.

Créer des vétérinaires cantonaux.

§ 6. — ASSURANCES

Etudier un système général d'assurances embrassant tous les risques de l'agriculture et qui deviendrait, pour elle, un puissant moyen de crédit.

Créer un système d'assurances facultatives par l'Etat, contre la grêle, l'incendie, la mortalité des animaux et les inondations.

Encourager la formation de Sociétés communales d'assurances mutuelles, principalement contre la mortalité des bestiaux.

§ 7. — POIDS ET MESURES

Exiger rigoureusement l'emploi des mesures légales.

Etablir l'uniformité dans l'usage des poids et mesures employés sur les marchés.

Adopter des mesures législatives pour que l'expression de la mesure légale des grains et farines soit le poids et non la capacité.

Ramener les fûts à un type unique dérivant de l'hectolitre.

§ 8. — FOIRES ET MARCHÉS

Diminuer les droits de place, de halle, de mesurage, d'entrée du bétail et des marchandises, dans les foires et marchés.

Modifier, dans le sens de la liberté, le régime des facteurs aux halles et marchés.

§ 9. — BOULANGERIE ET BOUCHERIE

Maintenir la liberté de la boulangerie et de la boucherie.

Renoncer, au contraire, à ce système.

Rétablir la taxe du pain et celle de la viande partout où ces mesures ont cessé d'être appliquées.

Donner la liberté du colportage de la viande dans les villes, et particulièrement à Paris.

Supprimer les dispositions d'après lesquelles les propriétaires des bœufs vendus sur les marchés de Sceaux et de Poissy restent garants, pendant neuf jours, envers les bouchers de Paris acheteurs, de la mort naturelle de ces animaux.

§ 10. — CHASSE, PÊCHE, ETC.

Reviser les lois sur la chasse, dans le sens du respect dû à la propriété. Subordonner la délivrance d'un permis de chasse à la justification de la propriété ou de la location d'une chasse.

Remplacer le permis de chasse par un impôt sur la poudre.

Appliquer sévèrement les règlements sur la pêche fluviale et encourager la pisciculture.

Faire l'application des lois sur la destruction des animaux qui nuisent à l'agriculture : renards, loups, sangliers, lapins, etc.

Autoriser notamment, en tout temps, la destruction du lapin.

Tel est le programme proposé par le Commissaire général, M. de Monny de Mornay, et accepté par la Commission supérieure comme base des études et des discussions qui devaient faire l'objet de la troisième phase de ses travaux.

Avant toutefois d'aborder l'analyse de ces discussions, il faut établir une distinction préliminaire importante.

La Commission supérieure a tout d'abord procédé (du 23 novembre au 5 décembre 1868), *et en suivant exactement l'ordre du programme*, à un examen préalable de toutes les questions posées dans ce programme.

En suite de cet examen, certaines questions ont été immédiatement rejetées ou écartées ; les autres, au contraire, ont été retenues pour être l'objet d'un examen approfondi et, à cet effet, renvoyées à des sous-commissions chargées de présenter des rapports.

Ces rapports, ainsi que nous l'avons fait observer dans notre préface, ont naturellement exigé, pour leur préparation, un travail plus ou moins long, et comme, pour éviter des pertes de temps considérables, la Commission supérieure discutait les

questions à mesure qu'elle en était saisie par les sous-commissions, il en est résulté que parfois les sujets les plus disparates ont été successivement traités dans une même séance.

Les procès-verbaux des séances ayant ensuite été nécessairement classés dans leur ordre chronologique (tomes II, III et IV de la 1^{re} série), une confusion inévitable, de nature à rendre les recherches difficiles, a été la conséquence de la marche adoptée.

Rien n'était plus utile et plus facile en même temps que de rétablir l'ordre, dans une analyse faite après l'achèvement des travaux et la publication de tous les documents. Nous avons donc exactement suivi le programme en donnant successivement, pour chaque question, la discussion préliminaire, la discussion de second ordre, quand il y en a eu une, et enfin les avis exprimés.

Lorsque l'examen préalable a abouti au rejet des questions posées, nous l'analysons assez complètement pour faire apprécier les causes du rejet ; lorsqu'au contraire les questions ont été renvoyées à une sous-commission et soumises à un examen approfondi, nous glissons rapidement sur l'examen préalable, pour nous étendre avec plus de détails sur la discussion en second ordre et sur les solutions adoptées.

CHAPITRE I^{ER}

PROPRIÉTÉ

§ 1^{er}. — DIVISION ET TRANSMISSION DE LA PROPRIÉTÉ

Faciliter les échanges et revenir aux dispositions de la loi du 16 juin 1824 en ce qui concerne le droit sur les échanges des propriétés contiguës.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 23 novembre 1868.

Après avoir été soumise, dans la séance du 23 novembre 1868, à un examen préalable, cette question a été renvoyée à une sous-commission au nom de laquelle M. JOSSEAU a été chargé de présenter un rapport. Ce document peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. JOSSEAU.

Tous les hommes de science et de pratique en agriculture ont signalé, depuis longtemps, le parcellement excessif des propriétés rurales comme présentant de graves inconvénients : perte de temps et de forces, usure du matériel, difficulté de surveillance, facilité d'anticipations frauduleuses, impossibilité fréquente de changer avantageusement l'assolement de son champ.

Dans l'opinion la plus généralement répandue, l'augmentation du nombre des possesseurs du sol offre de grands avantages au double point de vue économique et social. On croirait à tort que le morcellement contribue à cette augmentation ; il

serait plutôt un obstacle indirect à ce résultat, en enrayant les progrès de la richesse publique par les entraves qu'il apporte à la production.

Pour y remédier, on a proposé de réformer la législation fiscale relative aux échanges, en substituant, pour les propriétés contiguës, un droit fixe de 1 franc au droit proportionnel de 2 p. 0/0.

Le rapporteur fait l'historique de la question; il énumère les différentes lois qui ont réglé la matière et arrive enfin à la loi du 16 juin 1824, qui réduisit à un droit fixe *d'un franc* les frais de transcription et d'enregistrement des échanges portant sur des immeubles contigus. Pour les autres, le droit était de 1 p. 0/0 lorsque les biens échangés étaient de même valeur; mais, en cas d'inégalité, le droit de 1 p. 0/0 se calculait sur la valeur de la propriété la plus faible et se combinait avec un second droit de 4 p. 0/0 sur la soulte à payer. Enfin, un dernier droit de 1 ½ p. 0/0 venait s'ajouter encore lorsque les actes étaient de nature à être inscrits au bureau des hypothèques.

Ces dernières dispositions ne faisaient que reproduire celles d'une loi antérieure du 22 frimaire an VII.

La loi de 1824 fut l'objet d'attaques très vives à différents points de vue, et donna lieu à des abus fréquents; il suffisait, en effet, d'acheter, le jour même du contrat, une parcelle de la pièce de terre qu'on devait recevoir en échange, pour se soustraire au droit proportionnel.

C'est par ces motifs que la loi de Finances de 1834, dans son article 16, abrogea la loi de 1824 quant aux échanges de biens contigus, mais en laissant subsister le surplus de cette loi, pour la fixation du droit proportionnel à 1 p. 0/0.

Dans l'Enquête, on a vu se reproduire d'une manière générale le vœu du retour à la loi de 1824 et cette opinion a été soutenue, devant la Commission supérieure, par M. Rousseau, notaire à Dreux (3^e série, séance du 24 juin 1867.)

Pour donner à ce vœu une satisfaction légitime, tout en mettant le Trésor à l'abri des fraudes qui se produisaient le plus fréquemment, le Rapporteur, au nom de la sous-commission,

proposé à la Commission supérieure d'émettre un vœu qui, présenté sous forme de projet de loi, pourrait être conçu comme il suit :

Les droits sur les échanges de biens immeubles sont fixés ainsi qu'il suit : les immeubles d'échanges ruraux ne paieront que 1 franc fixe pour tous droits d'enregistrement et de transcription lorsqu'il sera justifié : 1° que l'un des immeubles échangés est contigu aux propriétés de celui des échangistes qui le recevra ; 2° que les immeubles ainsi échangés auront été acquis par les contractants depuis plus d'une année ou recueillis par eux à titre héréditaire.

Tous les autres échanges de biens immeubles continueront à être soumis à la deuxième disposition de la loi du 16 juin 1824.

Le rapport de M. JOSSEAU est venu en discussion devant la Commission supérieure, le 4 mars 1869.

DISCUSSION. — Séance du 4 mars 1869.

En ouvrant le débat, M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS, président de la Commission (M. Grassier), fait remarquer que cette question a été, en 1864, l'objet de quelques dispositions détachées d'un projet de réforme générale de la loi de frimaire, dispositions qui ont été soumises au Corps législatif dans la loi de Finances. Celle concernant les échanges de biens immeubles imposait un droit de 5 francs 50 centimes par 100 francs. Toutefois les échanges de biens ruraux n'étaient assujettis qu'à un droit de 25 centimes par 100 francs, lorsqu'il était justifié : 1° que l'immeuble donné en échange par l'un des contractants est contigu à un immeuble appartenant à l'autre échangiste ; 2° que les immeubles échangés sont situés dans la même commune ou dans des communes limitrophes ; 3° que les immeubles contigus ont été acquis entre-vifs, par les contractants, depuis plus de trois ans, ou recueillis par eux à titre héréditaire. Dans tous les cas, le droit de 5 francs 50 centimes serait perçu sur le montant de la soulte et de la plus-value.

Le projet de loi présenté par la sous-commission, continue

le Ministre, soulève une série de questions dont la première est de savoir s'il convient d'émettre le vœu d'une mesure législative ayant pour objet de faciliter les échanges de biens ruraux contigus. Dans ces conditions, un vœu général ne rencontrerait aucune opposition, soit de la part de la Commission supérieure, soit de celle du Ministre des Finances ; mais il n'en serait pas de même si l'on voulait entrer dans les détails et spécifier tels et tels points.

En suite de ces observations, la Commission supérieure adopte, à l'unanimité, le vœu qu'une loi favorise l'échange des biens ruraux contigus.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT pose ensuite la question de savoir si le droit, pour ces échanges, doit être fixe ou proportionnel. Quant à lui, il se déclare contraire au droit fixe, qui aurait pour conséquence de rendre nécessaire l'établissement d'une limite pour la quantité d'hectares à échanger. En résumé, il voudrait, pour les échanges, l'établissement d'un droit proportionnel, sauf à réduire ce droit à un chiffre très minime.

M. Roy, *Directeur général de l'Enregistrement et des Domaines*, se range à l'opinion du Ministre, par la raison invoquée par M. Humann, dans l'exposé des motifs de la loi de 1834, que le droit fixe, qui devait avantager la petite propriété, lui est, en réalité, très peu favorable, par ce qu'il atteint presque toujours, pour des immeubles de très peu de valeur, le droit qui serait dû si la contiguïté n'existait pas. L'orateur se prononce donc pour un droit proportionnel.

En suite de ces observations, la Commission supérieure, sur la proposition de M. le Ministre-Président, 1° *rejette les conclusions de la sous-commission tendant à l'établissement d'un droit fixe* ; 2° *émet le vœu d'un droit proportionnel, au maximum de 25 centimes, sauf à M. le Ministre des finances à déterminer, après examen, quel serait le minimum à établir.*

Après des observations échangées entre divers membres et le Directeur général de l'Enregistrement et des Domaines, la Commission supérieure déclare qu'il ne s'agit, dans l'espèce, que de biens ruraux et non de propriétés bâties, et qu'en outre

deux parcelles peuvent être considérées comme contiguës, encore bien que séparées par un obstacle infranchissable, tel qu'un canal, ou un chemin de fer. Dans ces termes, la Commission adopte la première des conditions proposées.

Sur la seconde, relative à la justification de la propriété entre les mains des échangeistes, M. Roy signale les nombreux abus auxquels a donné lieu la loi de 1824. Il importe, dit M. le Directeur général, que la contiguïté n'ait pas été créée pour les besoins de la cause et dans l'intention de frauder le Trésor. Le droit pour les échanges qui, sous la législation actuelle, rapporte 1,200,000 francs, ne donnera plus que 120,000 francs.

Nonobstant ces observations, *la Commission supérieure repousse la condition relative à un délai de possession.*

En résumé, sur la question discutée, la Commission supérieure a émis les trois vœux suivants :

1° QU'UNE LOI FAVORISE LES ÉCHANGES DES BIENS RURAUX CONTIGUS ;

2° QUE LE DROIT SOIT PROPORTIONNEL ET NE DÉPASSE PAS 25 CENTIMES POUR %.

3° QU'AUCUN DÉLAI NE SOIT EXIGÉ POUR LA POSSESSION, PAR LES ÉCHANGISTES, DES BIENS SUR LESQUELS DOIT PORTER L'ÉCHANGE.

Faire disparaître l'obligation du partage en nature dans les successions, et modifier dans ce sens les articles 826 et 832 du code Napoléon.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 23 novembre 1868.

Après un examen sommaire dans la séance du 23 novembre 1868, la question est prise en considération et renvoyée à une sous-commission.

Au nom de cette sous-commission, M. JOSSEAU a présenté un rapport qui peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. JOSSEAU.

Le morcellement excessif des propriétés offre de nombreux

inconvenients. Il amène des procès fréquents entre les propriétaires contigus, des entraves au choix de l'assolement et à la liberté des cultures, des pertes de temps et de forces ; il rend impossibles les améliorations foncières telles que le drainage, le colmatage, l'irrigation ; il fait perdre en servitudes et en chemins tortueux non entretenus une quantité considérable de terrain.....

Or, si nos lois ont établi l'égalité de partage entre héritiers du même degré, ce principe qui entraîne, comme conséquence, la division des fortunes, ne provoque pas nécessairement le morcellement des propriétés. Ce morcellement serait cependant forcément amené par la jurisprudence adoptée qui, en présence des articles 826 et 832 du code civil, admet : 1° qu'il n'est pas permis de mettre, dans le lot d'un héritier, plus d'immeubles ou de meubles que dans celui d'un autre héritier, ou de le composer exclusivement de l'un ou de l'autre de ces biens, tout en maintenant, au moyen de soultes, une parfaite égalité de valeur ; 2° que chaque héritier a droit non-seulement à une partie de chaque immeuble, mais à une portion de chaque nature de terre dont se composent les immeubles. — Cette jurisprudence, il est vrai, semble recevoir une atténuation par l'article 819, § 1^{er}, dont voici les termes : « Si tous les héritiers sont « présents et majeurs, l'apposition des scellés sur les effets de « la succession n'est pas nécessaire et le partage peut-être fait « dans la forme et par tel acte que les parties intéressées jugent « convenable. » Mais cette atténuation est plutôt apparente que réelle, car parmi les personnes auxquelles sont dévolues les successions, se trouvent très fréquemment des mineurs, des interdits, des incapables, et alors il faut observer les articles 826 et 832, sous peine de nullité du partage.

Ce que sollicite l'agriculture, ce n'est pas de porter atteinte au principe de nos lois sur les successions ; elle en demande, au contraire le maintien ; elle voudrait seulement voir substituer l'égalité de valeur à la similitude des matières.

Pour donner satisfaction à ces vœux légitimes, la sous-commission serait d'avis de modifier comme il suit les articles 826, 827, 830 et 832 du code Napoléon ;

CODE NAPOLEON

ARTICLE 826

Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature de meubles et immeubles de la succession, et néanmoins, s'il y a des créanciers saisissants ou opposants, ou si la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, les meubles sont vendus publiquement en la forme ordinaire.

ARTICLE 827

Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation, devant le tribunal.

Cependant les parties, si elles sont toutes majeures, peuvent consentir que la licitation soit faite devant un notaire, sur le choix duquel elles s'accordent.

ARTICLE 830

Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté que les objets non rapportés en nature.

ARTICLE 832

Dans la formation et composition des lots, on doit éviter *autant que possible*, de morceller les héritages et de diviser les exploitations ; *et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.*

MODIFICATION PROPOSÉE

ARTICLE 826

S'il y a des créanciers saisissants ou opposants, ou si la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, les meubles sont vendus publiquement en la forme ordinaire.

ARTICLE 827

Si la vente des immeubles est jugée avantageuse aux copartageants, il y est procédé par licitation devant le tribunal.

(Le reste comme au Code).

ARTICLE 830

Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une *valeur* égale sur la masse de la succession.

(Le reste comme au Code).

ARTICLE 832

Dans la formation et composition des lots, on doit éviter de morceller les héritages et de diviser les exploitations.

Chaque lot peut être composé exclusivement ou en quantités différentes, de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

DISCUSSION. — Séance du 4 mars 1869.

Le rapport de M. Josseau est venu en discussion devant la Commission supérieure, dans la séance du 4 mars 1869.

Après l'échange de quelques observations entre différents membres, LA COMMISSION SUPÉRIEURE ADOPTE LA PROPOSITION DE LA SOUS-COMMISSION TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 832 EN CE SENS QU'IL N'Y AURA PLUS OBLIGATION IMPÉRIEUSE DE METTRE, DANS CHAQUE LOT, LA MÊME PROPORTION DE MEUBLES ET D'IMMEUBLES.

LE PROJET DE LOI QUI SERA PRÉSENTÉ A CET EFFET DEVRA ÉGALEMENT METTRE LES ARTICLES 826, 827 ET 830 D'ACCORD AVEC LA SITUATION ACTUELLE.

Favoriser les partages anticipés.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 23 novembre 1868.

Cette question a fait, dans la séance du 23 novembre 1868, l'objet d'une discussion préliminaire importante.

En la proposant à l'examen de la Commission supérieure, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) a fait remarquer qu'elle soulevait tout d'abord une question d'enregistrement déjà portée, par voie de pétition, devant le Sénat et reproduite, plus tard, dans l'Enquête, en vue de faire décider que les *partages anticipés* ou *partages d'ascendants* ne supporteront d'autres droits d'enregistrement et de transcription que ceux qui sont appliqués aux successions elles-mêmes.

Sur le fond même de la question, c'est-à-dire sur le point de savoir s'il convient de favoriser les partages d'ascendants au point de vue de l'intérêt général de l'agriculture, le Ministre est d'avis qu'il y a, en effet, intérêt à ce qu'un père de famille devenu vieux et se sentant incapable de cultiver plus longtemps ses propriétés, transmette ses biens à ses enfants ; mais ces partages donnent souvent lieu à des procès entre les cohéritiers, soit pour cause de lésion, soit pour violation de l'article 826 du code civil.

Après une discussion au cours de laquelle divers membres se sont élevés contre le principe même des partages anticipés, comme destructeur des liens de la famille, la Commission supérieure décide : 1° qu'elle ne prend pas en considération l'opinion

qui tendrait à faire considérer le partage anticipé comme irrévocable et non soumis aux règles de la quotité disponible ;
 2° *que l'application de l'article 826 ne sera pas obligatoire.*

Elle charge enfin une sous-commission de préparer un rapport sur les différents points se rattachant à cette question.

Le rapport présenté par M. JOSSEAU peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. JOSSEAU.

Le *partage d'ascendants* est une disposition par laquelle une personne distribue, de son vivant, sa succession entre ses enfants ou descendants. Dans l'ancienne législation, cette disposition était appelée *démision de biens*. Quoique d'une exécution immédiate, elle était révocable et constituait une donation d'un caractère particulier dite : *à cause de mort*.

Le code civil porte « article 1075 : Les père et mère et autres « ascendants pourront faire entre leurs enfants et descendants, « la distribution et le partage de leurs biens. »

« Article 1076 : Ces partages pourront être faits par acte « entre-vifs ou testamentaire, avec les formalités, conditions et « règles prescrites pour les donations entre-vifs et testaments. « Les partages faits par actes entre-vifs ne pourront avoir pour « objet que les biens présents. »

Aux termes de l'article 933, les donations entre-vifs sont irrévocables et, aux termes de l'article 941, elles sont soumises, à peine de nullité à l'égard des tiers, à la formalité de la transcription. Il en résulte que les partages d'ascendants qui prennent cette forme sont irrévocables, du moins en principe, et soumis à la transcription. — Après diverses modifications dans la législation, le droit afférent à cette dernière formalité a été et est encore fixé à 1 1/2 p. 0/0, auquel s'ajoute un droit d'enregistrement de 1 p. 0/0.

Tel est l'état de la législation, dit le Rapporteur. Doit-on le modifier ?

Pour résoudre cette question, le premier point à examiner est celui de savoir s'il convient d'encourager les partages d'ascendants.

Ces partages n'ont pas le caractère d'une donation, car les

héritiers ont un droit éventuel sur les biens qui leur sont attribués; on doit plutôt les considérer comme une succession ouverte par anticipation. Dans l'ancienne législation, ils étaient, comme les transmissions de biens en ligne directe par décès, affranchis de tous droits.

En faveur de la facilité plus grande qui doit leur être donnée par la suppression ou l'abaissement des droits actuels, on allègue l'avantage qui résulte, pour l'agriculture en général, du passage des terres dans des mains plus jeunes et plus vigoureuses et celui qui naît de la suppression des divisions et des procès entre les cohéritiers, par la présence et l'influence du chef de famille.

Dans le sens contraire, on dit : 1° que les partages anticipés ne préviennent pas les dissentiments entre les cohéritiers, car n'embrassant que les biens présents, ils nécessitent des partages supplémentaires; 2° que les enfants, par crainte de voir leur ascendant disposer à leur détriment de la quotité disponible, acceptent des dispositions contraires à leurs intérêts et souvent antilégales; 3° qu'enfin, entrés en possession, ils délaissent leurs vieux parents et souvent même n'acquittent pas la pension qu'ils leur doivent.

Le Rapporteur examine les arguments invoqués dans les deux sens, mais sans conclure formellement pour l'un ou pour l'autre. Il termine en disant que, si la Commission supérieure est d'avis d'encourager les partages d'ascendants par la suppression du droit de transcription, ce but pourra être atteint par une modification législative à la loi du 16 juin 1824, dans les termes suivants :

LOI DU 16 JUIN 1824

(ARTICLE 3, 2^e PARAGRAPHE)

Le droit de 1 1/2 p. 0/0 ajouté au droit d'enregistrement par l'article 54 de la loi du 28 avril 1816 ne sera perçu, pour les dites donations (portant partages d'ascendants), que lorsque la transcription en sera requise au bureau des hypothèques.

PROJET DE LOI

ARTICLE UNIQUE

Le dernier paragraphe de l'art. 3 de la loi du 16 juin 1824 est ainsi modifié :

Le droit de 1 1/2 p. 0/0 ajouté au droit d'enregistrement par l'article 54 de la loi du 28 avril 1816 est supprimé pour les dites donations. Leur transcription, lorsqu'elle sera requise aura lieu au droit fixe de 1 franc.

DISCUSSION. — Séance du 4 mars 1869.

Le rapport de M. JOSSEAU est venu en discussion dans la séance du 4 mars 1869, et l'on a examiné tout d'abord si, en principe, les partages d'ascendants doivent être encouragés.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) et plusieurs membres avec lui, signalent les inconvénients que présente, pour le père de famille, cette démission de biens qui n'est usitée, il importe de le constater, que dans la classe pauvre. Le père de famille qui s'est volontairement dépouillé, devient une charge pour ses enfants. Souvent obligé d'aller habiter, tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, il n'est plus considéré que comme un domestique dont on use sans modération et dont on se défait le plus vite possible. On en vient bientôt à souhaiter sa mort et de trop nombreux exemples prouvent qu'on ne se borne pas toujours à l'appeler de ses vœux. Au point de vue moral et social qui doit primer tous les autres, les partages anticipés offrent donc de graves inconvénients.

Il ne s'agit, du reste, nullement, pour les adversaires de la proposition, de supprimer la faculté qui se trouve inscrite dans la loi, ou même seulement d'y apporter de nouvelles entraves, mais simplement de résister au vœu exprimé de voir favoriser les partages anticipés par l'abaissement des droits auxquels ils sont soumis.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE REPOUSSE LA PROPOSITION.

Dans les contestations relatives aux partages d'ascendants, estimer les biens non pas d'après leur valeur au jour du décès de l'ascendant, mais d'après leur valeur au jour du partage. — Diminuer les délais de l'action en rescision du partage pour cause de lésion.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 23 novembre 1868.

Après un examen préliminaire dans la séance du 23 novembre 1868, ces deux questions furent prises en considération et renvoyées à une sous-commission au nom de laquelle M. MICHAUD

présenta un rapport qui peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. MIGNERET.

Aux termes des articles 1078 et 1079 du code civil, les partages d'ascendants peuvent être attaqués : 1° si le partage n'a pas été fait entre tous les enfants existants au moment du décès ; 2° si l'un des copartageants, contrairement à l'apparence d'égalité, reçoit un lot dans lequel il éprouve une lésion de plus du quart ; 3° enfin si, après avoir disposé de la quotité disponible, l'ascendant compose les lots de manière à introduire une inégalité qui augmente la part du favorisé ou diminue la part des autres, de façon à dépasser cette quotité.

A ces trois faits, la jurisprudence de la Cour de cassation en a ajouté un quatrième, celui qui consisterait dans la violation de l'article 826, en ce qui concerne l'égalité en nature que peut revendiquer chacun des héritiers.

Or, les partages d'ascendants peuvent se produire sous deux formes différentes, celle du testament et celle de la donation entre-vifs, et chacune de ces formes est soumise à des règles différentes. Les questions posées doivent donc être examinées dans les deux cas de testament ou de donation.

1° *Délai des actions en nullité ou en rescision.*

En ce qui concerne les partages par testament, on s'accorde généralement à reconnaître, d'une part, que le testament ne produisant son effet qu'à la mort de l'ascendant, c'est de cette époque même que doivent courir les délais pour l'introduction des actions en nullité, et d'autre part, que si l'action a pour objet de faire réparer l'omission d'un enfant dans le partage, la durée du délai est de trente ans à partir du décès.

Plusieurs jurisconsultes pensent que ce même délai de trente ans s'applique aussi à l'action en rescision pour lésion de plus du quart ; mais ce terme paraît excessif, car il rendrait évidemment impossibles les constatations de valeurs sur lesquelles devrait reposer la solution du litige.

Quant aux partages faits par voie de donation, le délai de trente ans est également maintenu en ce qui concerne l'action

basée sur l'omission d'un enfant ; mais ce délai est réduit à dix ans, pour l'action basée sur la lésion de plus du quart ou sur la violation de l'article 826.

C'est contre l'étendue de ces délais que des plaintes se sont élevées dans l'Enquête, et l'on a demandé qu'ils fussent notablement abaissés.

2° Mode d'estimation des biens.

Deux systèmes sont en présence à cet égard : l'un, adopté par la Cour de cassation et soutenu par un grand nombre de jurisconsultes, veut que la base du calcul soit la valeur des biens au moment du décès de l'ascendant donateur ; l'autre, adopté par un certain nombre de Cours d'appel, veut que l'estimation soit faite à la date du partage et non à celle du décès.

Le premier de ces systèmes s'appuie d'abord sur ce principe que le partage d'ascendants n'est qu'un partage anticipé d'une succession qui ne s'ouvre qu'à la mort de l'ascendant, et ensuite sur les dispositions de l'article 922 du Code civil, qui veut qu'on ait égard à la valeur des biens à l'époque de la donation et à leur valeur à l'époque du décès, pour apprécier l'égalité des partages et la quotité disponible.

Les partisans de l'opinion contraire soutiennent que les articles 890 et 922 du Code civil n'ont aucun rapport avec les partages d'ascendants. Ceux-ci, disent-ils, sont des donations irrévocables produisant leur effet au jour de la signature, et, par conséquent, c'est à cette date que le partage s'opère définitivement et qu'il y a lieu de vérifier si l'égalité a été respectée.

La Cour de Cassation s'étant nettement prononcée en faveur du premier système, celui-ci a nécessairement la prédominance ; mais il appartient à la Commission supérieure d'examiner s'il est bon qu'il en soit ainsi.

Le Rapporteur, s'appuyant sur diverses autorités, propose à la Commission supérieure d'émettre les vœux suivants :

1° *Il y aurait lieu de diminuer les délais de l'action en rescision des partages entre-vifs ou testamentaires pour cause de lésion et de les fixer à cinq ou deux ans, à partir du décès de l'ascendant donateur.*

2° Dans les contestations relatives aux partages d'ascendants pour cause de lésion ou d'atteinte à la réserve, dans le cas prévu par le dernier paragraphe de l'article 1079 du code Napoléon, il y aurait lieu d'estimer les biens d'après leur valeur à l'époque de la donation entre-vifs contenant partage.

DISCUSSION. — Séance du 11 février 1869.

Le rapport qui vient d'être analysé a été discuté par la Commission supérieure dans sa séance du 11 février 1869, et le principe de l'abaissement des délais a été admis sans contestation ; mais des avis différents se sont produits en ce qui concerne la proportion dans laquelle cet abaissement doit avoir lieu.

M. DU MIRAL pense qu'un délai de deux ans est suffisant, qu'il s'agisse d'un partage entre-vifs ou d'un partage testamentaire. Après la mort du père de famille, un délai de deux ans est suffisant pour que les héritiers sachent s'il y a lésion ou non et, d'un autre côté, l'intérêt économique de la stabilité de la propriété et celui du progrès agricole commandent des délais uniformes et aussi courts que possible.

M. DE LAVENAY est d'avis qu'un délai plus long doit être accordé en cas de partage testamentaire. Certains héritiers peuvent habiter des pays éloignés, et l'orateur trouve que, tout en abrégant les délais fixés par le Code civil (trente ans pour les partages testamentaires et dix ans pour les partages entre-vifs), il y aurait lieu néanmoins de maintenir une certaine différence entre les uns et les autres.

Après l'échange de quelques observations entre différents membres, la Commission adopte le délai de cinq ans pour les partages testamentaires et de deux ans pour les partages entre-vifs.

Sur la seconde partie des propositions de la sous-commission, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (M. Gressier) soutient l'avis qu'il y a lieu de maintenir les dispositions actuelles du Code civil.

M. DE LAVENAY se range à l'avis contraire. Il présente l'hypothèse d'un partage entre-vifs qui aurait eu cette conséquence que l'un des héritiers, par son travail, aurait notablement aug-

menté la valeur de sa part, tandis qu'un autre héritier, faute de soin et de travail, aurait laissé périliter la valeur de son lot. Il y aurait injustice évidente, dans un tel cas, à contraindre le premier à rapporter sa part et à perdre le bénéfice de son travail. Suivant l'orateur, le principe du droit est que la chose périt, croît ou décroît pour le propriétaire et que, du moment où la propriété est constituée, elle est aux risques du propriétaire.

M. SUIN partage l'avis de M. de Lavenay et ne pense pas qu'il y ait lieu de s'arrêter à cette considération qu'un nouveau partage serait nécessaire au décès du père de famille, parce qu'il aurait acquis de nouveaux biens depuis le partage précédemment fait. Tous les héritiers, étant supposés avoir reçu part égale lors du premier partage, se présentent au second avec pleine égalité de droits et aucune difficulté n'en peut surgir.

Il est vrai, ajoute l'orateur, que, depuis le partage effectué, l'un des lots a pu acquérir une plus-value très notable, non par le travail ou l'industrie de son possesseur, mais par une circonstance fortuite, telle, par exemple, que la création d'un chemin de fer ou d'un canal. L'orateur ne voit point là motif à faire revenir sur le premier partage. La circonstance fortuite qui a produit l'augmentation de valeur était dans la nature des choses. Elle pourrait se produire quelques mois, quelques jours après le partage postérieur à la mort du père. Croirait-on devoir revenir, par ce motif, sur le partage accompli ? Assurément non. L'orateur est donc d'avis qu'il y a lieu d'adopter la proposition de la sous-commission, comme conforme aux lois de la stricte équité.

Après quelques explications supplémentaires, les propositions de la sous-commission sur le second point sont adoptées, de sorte qu'en résumé, sur les deux questions posées, la Commission supérieure exprime l'avis :

1° QU'IL Y A LIEU DE DIMINUER LES DÉLAIS DE L'ACTION EN RESCISION DES PARTAGES, ET DE LES FIXER A CINQ ANS POUR LES PARTAGES TESTAMENTAIRES ET A DEUX ANS POUR LES PARTAGES ENTRE-VIFS.

2° QUE, DANS LES CONTESTATIONS RELATIVES AUX PARTAGES D'ASCENDANTS POUR CAUSE DE LÉSION OU D'ATTEINTE A LA RÉSERVE, DANS LE CAS PRÉVU PAR LE DERNIER PARAGRAPE DE L'ARTICLE 1079 DU CODE NAPOLEON, IL Y AURAIT LIEU D'ESTIMER LES BIENS D'APRÈS LEUR VALEUR A L'ÉPOQUE DE LA DONATION ENTRE-VIFS CONTENANT PARTAGE.

Rendre absolue et générale la liberté de tester.

DISCUSSION. — Séance du 23 novembre 1868.

Après un examen sommaire et une courte discussion dans la séance du 23 novembre 1868, la Commission supérieure décide que LA QUESTION N'EST PAS PRISE EN CONSIDÉRATION.

Augmenter la quotité disponible.

DISCUSSION. — Même séance.

Dans la même séance du 23 novembre 1868, la Commission supérieure examine la question de savoir s'il convient de maintenir la quotité disponible dans les limites fixées par le Code Napoléon.

M. LE BARON DE VEAUCE est d'avis qu'il y aurait lieu d'augmenter la part disponible dans une proportion modérée. En étendant les limites de la faculté donnée au père de famille, on diminuerait les chances des contestations qui peuvent être soulevées par les cohéritiers contre celui d'entre eux qui a été favorisé ; en outre, dans certains cas, le père de famille pourrait tenir compte des dépenses exceptionnelles qu'il a pu s'imposer pour l'éducation de l'un de ses enfants.

L'opinion de M. de Veauce est combattue par plusieurs membres et notamment par M. GRESSIER ; suivant ce dernier, la quotité disponible a été admise dans le Code Napoléon, qui posait le principe de l'égalité des partages, uniquement pour permettre au père de famille, soit de favoriser un enfant qui aurait été disgracié par la nature, ou qui aurait montré pour lui un dévouement exceptionnel, soit de punir, au contraire, un

enfant dans certaines circonstances. — Il est constant, du reste, que peu de testateurs usent de la faculté qui leur est laissée par la loi. L'orateur demande donc que la question ne soit pas prise en considération.

Après l'échange de quelques observations entre différents membres, LA QUESTION N'EST PAS PRISE EN CONSIDÉRATION.

§ 2. — CADASTRE ET BORNAGE.

Réviser le cadastre pour en faire l'état civil des biens et le titre commun de la propriété foncière. — Faire cette révision tous les dix-huit ou tous les trente ans. — Rendre le bornage obligatoire d'une manière générale.

DISCUSSION. — Séance du 23 novembre 1868.

Soumises à un examen préalable dans la séance du 23 novembre 1868, ces trois questions ont rencontré une opposition très vive.

La pensée de faire, du cadastre, l'état civil des biens et le titre commun de la propriété foncière, a été tout d'abord écartée comme impraticable; mais divers membres, et notamment M. JOSSEAU, ont soutenu l'utilité de la révision du cadastre. — Il est certain, en effet, que, depuis la première confection du cadastre, beaucoup de propriétés ont changé de nature, les unes s'améliorant, d'autres, au contraire, diminuant de valeur; le cadastre servant de base à l'assiette de l'impôt, il serait utile et équitable de le réviser, afin que chaque propriété fût taxée d'après son rapport exact. Une seule considération pourrait empêcher d'admettre le principe de cette révision, ce serait celle de la dépense à supporter.

M. MAGNE, *ministre des finances*, fait remarquer que la question de la révision du cadastre présente un intérêt purement communal, puisqu'elle n'aurait pour objet que la répartition de l'impôt entre les habitants d'une commune. D'où il suit qu'en réalité, c'est à la commune que doit incomber la dépense à faire.

M. VUITRY, *ministre présidant le Conseil d'Etat*, fait remar-

quer qu'il s'agit uniquement, dans la présente discussion, de décider si le cadastre doit être révisé en vue de devenir le titre commun de la propriété foncière. A ce point de vue spécial, l'orateur s'oppose formellement à la prise en considération; mais il admet parfaitement que les communes fassent procéder à leurs frais, si elles le jugent convenable, à la révision de leur cadastre.

M. le baron DE BENOIST, en ce qui concerne la proposition de rendre le bornage obligatoire d'une manière générale, expose qu'il s'agit ici, de provoquer une mesure législative aux termes de laquelle *tous* les propriétaires d'une commune seraient contraints de se soumettre à un bornage général amiable, lorsque cette opération aurait été décidée par la majorité des propriétaires.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE NE PREND PAS EN CONSIDÉRATION LES TROIS QUESTIONS QUE COMPORTE CE PARAGRAPHE.

§ 3. — LOUAGE DE LA PROPRIÉTÉ.

A défaut de convention, fixer la durée des baux à dix-huit ans.

DISCUSSION. — Séance du 23 novembre 1868.

LA PRISE EN CONSIDÉRATION EST REPOUSSÉE SANS DISCUSSION.

Permettre les baux à long terme pour les biens des mineurs et des incapables, et pour l'usufruitier.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 23 novembre 1868.

Cette question a été prise en considération, et M. DU MIRAL a été chargé de présenter un rapport qui peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. DU MIRAL.

C'est une vérité évidente et incontestée que la brièveté des baux est un obstacle aux progrès de l'agriculture, tandis que leur longue durée les favorise.

Dans l'état actuel de la législation, et aux termes des articles 1429, 1430, 595, 1718 du Code Civil, la durée normale des baux dont il s'agit ne doit pas dépasser neuf ans. Lorsque ces dispositions furent édictées, c'est-à-dire vers 1803 ou 1804, l'agriculture française n'avait encore fait aucun progrès sérieux; l'assolement triennal était en honneur, la prairie artificielle n'occupait que des surfaces insignifiantes et l'on ne supposait pas même qu'un fermier put avoir l'idée d'une de ces améliorations foncières par la chaux, la marne, le drainage, etc., qui sont devenues si fréquentes.

La durée légale des baux ne saurait donc être désormais la même que celle adoptée au commencement du siècle. Le législateur l'a déjà compris et la loi du 25 mai 1835 a autorisé les communes, les hospices et tous les établissements publics à affermer leurs biens ruraux pour dix-huit années, sans autres formalités que celles prescrites pour les baux de neuf ans. La loi du 7 août 1851 et le décret du 25 mars 1852, contiennent des dispositions analogues.

La durée de dix-huit ans paraît suffisante; il pourra sans doute se présenter quelques cas exceptionnels dans lesquels un bail de dix-huit ans consenti par un tuteur ou un mari, créera quelques difficultés au mineur devenu majeur ou à la femme devenue veuve, pour l'aliénation des biens ainsi affermés; mais il ne semble pas qu'il y ait lieu de s'en préoccuper, parce que la conservation des biens dans les familles est habituellement bien plus avantageuse que préjudiciable. On ne saurait d'ailleurs contester que, dans le plus grand nombre des cas, un bail plus long augmentera à la fois le revenu et la valeur des biens affermés.

Le rapporteur propose, en conséquence, d'émettre un vœu en faveur des baux de dix-huit ans, pour les biens des mineurs, des incapables et des femmes mariées.

DISCUSSION. — Séance du 18 mars 1870.

Dans la séance du 18 mars 1870, M. DU MIRAL a développé son rapport et donné de nouveaux arguments en faveur des

baux à long terme. Le rapporteur serait d'avis que, pour les favoriser, le droit actuel du bail, qui est de 20 centimes p. 0/0, fut réduit de moitié pour toute la durée des baux excédant neuf ans, à partir de la neuvième année.

M. DE BÉHAGUE s'élève avec vivacité contre les baux à long terme. Il trouve monstrueux que, par le fait d'un tuteur, un mineur parvenu à sa majorité ne puisse rentrer en possession de son bien et cultiver ses propres terres, pendant un laps de temps qui peut être considérable. Dans cet ordre d'idées, l'orateur trouve les baux de neuf ans déjà trop longs.

M. MIGNERET reconnaît que les baux à long terme sont favorables à l'agriculture, parce qu'ils permettent seuls les travaux importants d'amélioration; mais il ne conteste pas non plus les inconvénients que ces baux peuvent présenter au point de vue des intérêts du mineur, parfois sacrifiés par un tuteur peu délicat. Pour concilier ces considérations diverses, l'orateur pense qu'il y aurait lieu de décider que le tuteur ne pourra consentir des baux de neuf ans ou de dix-huit ans, sans l'approbation du conseil de famille.

M. TISSERAND serait d'avis que le tuteur ne pût consentir de baux que pour une durée ne dépassant pas de plus de trois ans la majorité de son pupille.

Après l'échange de quelques observations entre différents membres, LA COMMISSION SUPÉRIEURE SE DÉCLARE FAVORABLE AUX BAUX A LONG TERME, POUR LES BIENS DES MINEURS ET DES INCAPABLES, MAIS SOUS CONDITION DE L'AUTORISATION DES CONSEILS DE FAMILLE.

CHAPITRE II

CAPITAUX. — MOYENS DE CRÉDIT

§ 1^{er}. — CRÉDIT FONCIER ET CRÉDIT AGRICOLE

Modifier les Statuts du Crédit foncier de France, principalement en ce qui concerne les conditions des prêts qu'il consent.

DISCUSSION. — Séance du 24 novembre 1868.

Dans la séance du 24 novembre 1868, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) donne lecture d'un passage du rapport de M. de Monny de Mornay, duquel il résulte que les déposants de l'Enquête se sont plaints des difficultés que rencontrent les emprunts des propriétaires ruraux, auprès de la Société du Crédit foncier de France. Cette Société, dit-on, entoure ses prêts de formalités si difficiles à remplir, elle impose aux emprunteurs des conditions tellement onéreuses que la propriété rurale ne peut y recourir. Exigence excessive dans la vérification des titres de propriété, exagération du taux des prêts, tels sont les principaux griefs relevés par les déposants.

M. JOSSEAU conteste le mérite de ces reproches; suivant lui, le Crédit foncier examine avec une bienveillance particulière les demandes de prêts venant de la campagne, et si ces demandes sont moins nombreuses que celles qui viennent des villes, c'est que l'utilité du Crédit foncier est moins connue dans les premières. Il faut ajouter qu'en général la petite propriété est moins régulièrement établie que la grande, ce qui rend les

prêts parfois plus difficiles pour les petits propriétaires ; mais il faut avouer qu'une institution de crédit qui prête, non pour deux ou trois ans, mais pour cinquante, doit exiger que la propriété soit régulièrement établie.

M. MICHEL CHEVALIER reconnaît qu'en effet la petite propriété est généralement mal établie en France. Après avoir exposé comment remède a été apporté à un semblable état de choses en Irlande, l'orateur demande s'il ne serait pas possible de provoquer une loi au moyen de laquelle on remédierait à cet inconvénient très grave, que subissent aujourd'hui beaucoup de propriétés territoriales, de n'avoir que des titres incomplets. Les tribunaux ordinaires appliqueraient cette loi.

M. DU MIRAL pense que l'élévation du taux des prêts est le principal motif qui empêche la propriété territoriale de s'adresser au Crédit foncier. Suivant lui, du reste, l'argent abonde tellement dans les campagnes qu'il est plus facile d'y trouver un prêteur qu'un emprunteur.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT signale une autre cause pour laquelle les propriétaires ruraux ne s'adressent pas au Crédit foncier, c'est que cette société ne prête que sur première hypothèque et qu'encore ne prête-t-elle que jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur de la propriété. Le Ministre fait toutefois observer que, pour l'année 1868 seulement, les prêts faits par le Crédit foncier à la propriété rurale se sont élevés à 159 millions de francs.

M. JOSSEAU ajoute que le taux des prêts faits par le Crédit foncier n'est pas trop élevé ; ce qui le prouve, c'est le grand nombre de demandes qui lui sont adressées et dont une partie ne peut être admise, à raison de l'irrégularité de la constitution de la propriété.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE REPOUSSE LA PRISE EN CONSIDÉRATION.

Organiser sur de nouvelles bases le Crédit agricole. — Créer des sociétés de crédit et des banques cantonales. — Favoriser le développement des associations coopératives de crédit entre agriculteurs. — Créer des docks ou magasins généraux où les cultivateurs pourraient trouver des capitaux, sur consignation de grains et autres denrées. — Réviser au profit de l'agriculture la législation actuelle en matière de privilège sur les meubles et la vente des récoltes.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 24 Novembre 1868.

Ces cinq questions ont donné lieu, dans la séance du 24 novembre 1868, à une discussion préalable très approfondie.

M. DU MIRAL fait remarquer tout d'abord qu'il ne s'agit pas ici d'organiser de nouvelles institutions de crédit pour les propriétaires du sol, soit qu'ils louent leurs terres, soit qu'ils les cultivent par eux-mêmes, mais bien pour les cultivateurs non propriétaires, fermiers ou métayers, ne possédant et ne pouvant offrir comme garanties de leurs emprunts que le matériel de leurs exploitations, leurs récoltes et leurs bestiaux. — L'orateur répète d'ailleurs ce qu'il a déjà dit, que l'argent abonde chez les cultivateurs qui sont contraints, pour faire face à des besoins imprévus, de conserver dans leurs mains une portion assez notable du prix des récoltes réalisées; de telle sorte que des capitaux importants restent parfois sans emploi, tandis que d'autres cultivateurs ne peuvent s'en procurer qu'à des conditions fort onéreuses, faute de pouvoir offrir aux établissements actuels de crédit les garanties hypothécaires qu'ils exigent.

Cette double situation a inspiré à M. du Miral la pensée de provoquer la création de banques cantonales, dans les caisses desquelles les cultivateurs pourraient toujours déposer leurs fonds disponibles, dont ils retireraient un certain intérêt, avec facilité de les reprendre quand ils en auraient besoin, tandis que les fermiers ou métayers ayant besoin d'argent pourraient emprunter à ces mêmes banques les sommes qui leur seraient nécessaires, à la condition d'offrir aux établissements prêteurs des garanties reposant sur des valeurs mobilières de diverse nature. L'orateur développe succinctement les idées principales sur lesquelles repose la proposition faite par lui.

Après échange de diverses observations, la Commission supérieure décide qu'une sous-commission sera chargée de présenter un rapport sur les questions de crédit agricole et que M. du Miral exposera, de son côté, dans un autre rapport, les bases sur lesquelles reposerait la création de ses banques cantonales.

La sous-commission désignée par la Commission supérieure a été d'avis de s'en référer, quant aux propositions tendant à modifier la loi civile, en vue de favoriser le crédit agricole, à un rapport présenté, en 1866, par M. Josseau, au nom d'une commission instituée tout exprès pour l'étude de ces questions. C'est donc ce premier rapport qu'il convient d'analyser d'abord.

Cet important document n'est pas limité aux questions relatives au crédit agricole, telles qu'elles sont posées dans le § 1^{er} du Chapitre II du programme adopté par la Commission supérieure pour l'ordre de ses travaux; il traite encore soit de différentes questions classées dans d'autres chapitres de ce programme, telles que le bail à cheptel, le prêt sur nantissement, le privilège du propriétaire, etc., soit même de questions restées en dehors du programme, telles que le stellionat, la substitution de plein droit, aux tiers porteurs, d'effets négociables créés pour frais de récoltes, règlements de fermages, etc., dans le privilège assurant le paiement des dites créances, etc.

Afin de ne pas déranger l'économie de ce rapport, il nous a paru convenable de l'analyser dès à présent dans son ensemble et d'une manière suivie, sans nous arrêter à l'ordre du programme, sauf à le rappeler lorsque, dans l'étude des chapitres suivants, nous aborderons des questions traitées par M. Josseau.

RAPPORT DE M. JOSSEAU

PRÉSENTÉ, EN 1866, AU NOM D'UNE COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'ÉTU-DIER
LES QUESTIONS DE CRÉDIT AGRICOLE.

Ce rapport se divise en trois parties :

La première contient des considérations générales sur l'utilité

de favoriser le crédit agricole et l'exposition des antécédents de la question, à l'Etranger et en France ;

La seconde présente le résumé des divers systèmes et projets soumis à la Commission ;

La troisième enfin fait connaître les modifications proposées par la Commission à la législation actuelle, dans l'intérêt du crédit agricole.

De longs développements ne sont pas nécessaires pour démontrer l'utilité d'institutions de crédit qui permettraient aux cultivateurs de se procurer, dans de bonnes conditions, les capitaux qui leur manquent souvent pour appliquer à leurs exploitations les procédés ou les engins découverts par la science.

Dès 1851, les cultivateurs qui sont en même temps propriétaires, ont trouvé dans la création du *Crédit foncier de France* les ressources pécuniaires dont ils pouvaient avoir besoin ; mais le simple cultivateur, fermier ou métayer, n'y trouve aucun secours pour traverser les temps difficiles.

Un crédit spécial, celui auquel on a donné le nom de *Crédit agricole*, restait donc à fonder.

Des institutions de ce genre existent en Russie, en Bavière, dans le Wurtemberg, dans le duché de Bade, dans la Hesse-Darmstadt, en Irlande, en Angleterre et en Ecosse. Ces institutions, il est vrai, ne prêtent pas exclusivement aux agriculteurs ; elles étendent leurs prêts aux commerçants et aux industriels ; mais, en fait, elles prêtent aux cultivateurs des sommes considérables et, dans les années 1847 et 1848 notamment, elles ont contribué puissamment à atténuer les effets des crises provoquées par la disette et par les commotions politiques.

Après avoir exposé les bases sur lesquelles reposent les institutions de crédit agricole dans les différents pays étrangers, M. Josseau ajoute que le besoin d'établissements de ce genre se fit plus particulièrement sentir en France, en 1856, année de disette. Les Chambres et les Comices agricoles, les Conseils généraux et les Conseils d'arrondissements s'accordèrent à

signaler, comme l'une des causes du défaut de production agricole, l'absence d'un capital ou d'un crédit suffisant pour permettre aux cultivateurs de se procurer les engrais et les bestiaux qu'exigeait l'étendue des exploitations rurales. — D'un autre côté, de nombreux systèmes étaient proposés pour remédier, sinon dans le présent, au moins dans l'avenir, au malaise que la cherté des céréales faisait ressentir à la population entière.

C'est alors qu'une commission spéciale fut chargée par le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, d'examiner les systèmes proposés et de donner son avis sur les mesures à prendre pour favoriser la création d'un crédit au profit de l'agriculture. Les travaux de cette commission aboutirent à la loi du 28 juillet 1860 et au décret du 16 février 1861, en vertu desquels fut fondée la Société du *Crédit agricole de France*.

Par ses statuts, cette Société, placée sous la direction du Gouvernement, accepta la mission « de procurer des capitaux
« ou des crédits à l'agriculture et aux industries qui s'y ratta-
« chent, en faisant ou en facilitant, par sa garantie, l'escompte
« ou la négociation d'effets exigibles, au plus tard, à quatre-
« vingt-dix jours; d'ouvrir des crédits ou de prêter à plus
« longue échéance, mais sans dépasser trois années, sur nan-
« tissement ou autre garantie spéciale; de recevoir des dépôts,
« avec ou sans intérêts, sans pouvoir dépasser une fois et demie
« le capital réalisé ou représenté par des titres déposés entre
« les mains de la Société; d'ouvrir des comptes-courants, d'opé-
« rer des recouvrements et de faire, avec l'autorisation du Gou-
« vernement, toutes autres opérations ayant pour but de
« favoriser le défrichement du sol, son amélioration, l'accrois-
« sement de ses produits et le développement de l'industrie
« agricole. » (Article 2 des statuts.)

Une fois en fonctions, cette société établit, dans tous les départements, des correspondants ou des agents qui eurent bientôt une grande part dans le mouvement général de ses opérations. C'est à ces intermédiaires que s'adresse l'emprun-

teur ; le papier souscrit par celui-ci et revêtu de la signature de l'intermédiaire et de la Compagnie, réunit ainsi les conditions exigées par la Banque de France, pour être admis à son escompte. — La Compagnie ne joue donc que le rôle d'endosseur et le capital réuni entre ses mains n'est qu'un capital de garantie.

La Société du Crédit agricole a, en outre, fondé près d'elle, deux sociétés annexes, le *Comptoir d'escompte* et l'*Approvisionnement*, destinées à faire pénétrer son action là où elle peut être salutaire et à donner de la valeur à des signatures qui, livrées à elles-mêmes, n'en auraient aucune ; enfin elle patronna résolument une Société indépendante qui se constitua dans le département de Seine-et-Marne et offrit le même concours à tous les départements qui voudraient prendre une semblable initiative.

En moins de cinq ans, la Société du Crédit agricole de France est arrivée à prêter à l'agriculture ou aux industries qui s'y rattachent (moulins, distilleries, huileries, etc.) des sommes qui dépassent un milliard ; et cependant, malgré ses efforts, elle n'a pas encore atteint complètement le but de sa création, celui de mettre le cultivateur, au point de vue du crédit, dans la même situation, s'il est possible, que le commerçant, c'est-à-dire de placer l'instrument de crédit lui-même, à sa portée, afin de lui éviter des déplacements onéreux et de lui rendre l'obtention du prêt facile, en assurant au prêteur un meilleur contrôle.

La source du crédit et de la confiance du capital réside dans la certitude, pour le prêteur, de n'éprouver aucun retard dans le service des intérêts et dans le remboursement du capital. L'infériorité que le cultivateur présente, à cet égard, sur le commerçant, tient, d'une part, aux mœurs et aux habitudes des cultivateurs, aussi bien qu'au caractère propre de l'industrie agricole, dont les produits ne se renouvellent qu'une fois par an et sont subordonnés aux influences atmosphériques, et, d'autre part, à la difficulté que l'agriculteur trouve dans la législation actuelle pour constituer, au profit du capitaliste, un gage suffisamment disponible et facilement réalisable.

Vient ensuite, dans le rapport de M. Josseau, l'exposé sommaire des différents systèmes soumis à la Commission et qu'il divise en deux catégories, l'une des projets qui ont été complètement écartés (ce sont ceux de MM. Gary, Dufey, Léger et Clausade); l'autre des projets dans lesquels la Commission a puisé l'indication de quelques-unes des modifications qu'elle va proposer au Gouvernement.

Passant ensuite à la troisième partie de son travail, c'est-à-dire à l'énoncé des résolutions proposées par la Commission sous forme d'un projet de loi, le rapporteur expose que ce projet comporte cinq articles.

L'article premier a pour objet de modifier onze articles du Code Civil relatifs : 1° au bail à cheptel, auquel toute liberté serait rendue; 2° au stellionat, dont on étend l'application à certaines dissimulations en matière de gage agricole; 3° au nantissement, que l'on permettrait de constituer, dans certains cas, sans tradition de gage et de réaliser avec rapidité; 4° aux privilèges sur certains meubles établis par l'article 2102 du Code Civil, dont on étendrait l'application, en limitant le privilège du propriétaire.

L'article 2 modifie l'article 634 du Code de Commerce par l'addition d'un alinéa qui applique la juridiction des juges consulaires aux billets souscrits pour les besoins d'une exploitation agricole.

L'article 3 réduit sensiblement les droits d'enregistrement pour tout ce qui concerne la constitution et la réalisation du gage agricole.

L'article 4 accorde aux tiers porteurs d'effets négociables créés pour règlements de fermage, frais de récoltes, achats de semences, engrais, instruments et bestiaux, ou avances faites pour ces opérations, une subrogation de plein droit dans le privilège assurant le payement desdites créances, et autorise les établissements publics de crédit à recevoir, sous certaines conditions, ces effets, avec dispense d'une des signatures exigées par les statuts.

L'article 5, enfin, attribue de plein droit aux créanciers pri-

vilégiés, dans l'ordre de leurs privilèges, sauf le cas de paiement fait de bonne foi, avant toute opposition ou déclaration, les indemnités dues par les Compagnies d'assurance contre l'incendie, la grêle, la gelée, la mortalité des bestiaux et autres risques agricoles, ainsi que les prix encore dus par les acquéreurs d'objets donnés en gage.

Le rapporteur expose ensuite les motifs sur lesquels s'appuient les modifications proposées. (Nous n'analyserons tout naturellement que ceux ayant trait aux questions comprises dans le programme de l'enquête agricole.)

Du bail à cheptel. — Modification des articles 1810, 1811, 1819 et 1828 du Code civil. — (Chapitre VIII du programme.)

Différentes propositions se sont produites en vue d'obtenir une modification des dispositions législatives sur le bail à cheptel. — Suivant les auteurs de ces propositions, cette nature de contrat ne prend pas d'extension parce que le législateur, trop occupé de protéger le cheptelier, malgré lui-même, gêne, dans certains cas, la liberté des parties contractantes. Telles sont, par exemple, les dispositions des articles 1811, 1819 et 1828, qui proscrivent, sous peine de nullité, les conventions relatives à la perte totale et fortuite du bétail et au partage du laitage, du fumier et des travaux des bêtes, de la laine et du croît. — Telles sont surtout les dispositions de l'article 1810, aux termes duquel le cheptelier ne supporte aucune portion de la perte, si elle est totale et indépendante de son fait, tandis qu'il y participe si elle n'est que partielle; d'où il résulte que, lorsqu'une perte partielle est éprouvée, le cheptelier a intérêt à détruire ou à laisser perdre le reste du troupeau.

La majorité de la Commission a pensé que la latitude laissée aux parties contribuera puissamment à propager le cheptel et produira un très grand bien à la petite culture.

Du gage sans tradition. — Modification des articles 2071, 2076, 2077, 2078, 2090, 2059 du Code civil. (Chapitre II, § 2 du programme.)

Le crédit a certainement sa base principale dans la confiance qu'inspire la personne même de l'emprunteur; mais si la per-

sonne et les biens sont appelés simultanément à garantir la dette, la confiance s'accroît et le crédit augmente. Or, comme, le plus souvent, le cultivateur ne possède que des biens meubles, il importe qu'il puisse les donner en gage pour garantir les emprunts qu'il a besoin de contracter.

La législation actuelle ne lui permet pas de le faire, la plupart du temps ; car il ne pourrait, le plus souvent, donner en gage que ses ustensiles aratoires, ses bestiaux et ses récoltes engrangées, toutes choses dont il est obligé de conserver l'usage, tandis qu'aux termes de l'article 2076 du Code civil, le privilège sur un gage n'existe qu'autant que ce gage a été mis ou est resté entre les mains du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties. — Il y a là une impossibilité légale qui stérilise, au point de vue du crédit, entre les mains des cultivateurs, des valeurs qui, pour toute la France, ne sont pas évaluées à moins de douze milliards. Si l'on y ajoute cette quantité considérable d'objets, mobiliers par nature, que le propriétaire a rendus immeubles par destination, les récoltes, les coupes de bois aménagés prochainement réalisables, on est frappé de l'énorme quantité de richesses dont on ne peut se servir aujourd'hui pour obtenir un prêt agricole.

Pour remédier à cette situation, la Commission propose d'ajouter à l'article 2076, une disposition permettant la constitution du gage sans tradition et sans déplacement, sauf à parer par des mesures législatives aux inconvénients que ce mode pourrait entraîner.

Nouveaux privilèges en matière agricole. — Modification de l'article 2102 du Code civil. (Chapitre VIII du programme.)

En principe, le législateur a voulu que toute récolte serve de gage spécial au remboursement des créances ayant concouru à sa production. C'est pourquoi il admet comme créanciers privilégiés le propriétaire qui fournit le sol, le marchand de graines qui fournit la semence et l'ouvrier qui fournit le travail. — Le même principe conduit à établir également un privilège au profit du vendeur d'engrais et d'amendements sans lesquels la terre s'épuiserait promptement et deviendrait bientôt infertile.

La Commission pense toutefois que ce dernier privilège doit être limité à la récolte que les matières vendues ont contribué à faire croître et que, d'un autre côté, il ne devra primer celui du propriétaire qu'autant que ce dernier aura été mis en mesure d'y consentir ou de s'y opposer.

Enfin, pour obvier aux difficultés que pourrait soulever l'application du 4° de l'article 2102, tel qu'il existe aujourd'hui, aux bestiaux, ustensiles et autres objets meubles par leur nature, mais devenus immeubles par destination, la Commission a proposé de modifier cet alinéa de façon à faire disparaître le doute.

Juridiction commerciale appliquée aux cultivateurs qui apposent leur signature sur des billets à ordre, en matière agricole. — Modification de l'article 634 du Code de commerce. (Chapitre VIII du programme.)

Pour donner du crédit à l'agriculture, il ne suffit pas d'améliorer le gage qu'elle peut offrir; il importe encore de simplifier et d'abréger les formalités des poursuites dirigées contre le débiteur qui n'acquitte pas ses engagements à l'échéance. Il faut donc placer le cultivateur dans la même situation que le commerçant et le soumettre à la juridiction consulaire.

Economie de frais, rapidité de jugement et d'exécution, tels seraient les résultats de la réforme proposée.

Réduction des droits d'enregistrement et des frais de vente en matière de gage agricole. (§ 2 du chapitre II du programme.)

L'article 3 du projet de loi proposé contient, en faveur du gage agricole constitué avec ou sans déplacement, sur les objets désignés au 2° alinéa de l'article 2076, deux dispositions d'une importance manifeste.

La première réduit de moitié les frais d'enregistrement à percevoir sur les actes relatifs à cette espèce de gages.

La seconde, dont le principe est emprunté à la loi de 1858, sur les ventes de marchandises dans les magasins généraux, décide qu'en cas de vente du gage à la requête du créancier, pour cause de non paiement à l'échéance, les droits d'enregistrement de la vente sont fixés à dix centimes pour cent francs, et que les émoluments des officiers ministériels chargés de la

vente ne pourront excéder ceux alloués en matière commerciale.

Rédigé dans l'ordre d'idées qui vient d'être exposé, le projet de loi présenté est conçu dans les termes suivants :

ARTICLE PREMIER

Les articles 1810, 1811, 1819, 1828, 2059, 2071, 2076, 2077, 2078, 2090, 2102, 1^{er} alinéa, 4^o, 2^o et 4^o du Code Napoléon, sont modifiés ainsi qu'il suit :

TITRE VIII

CHAPITRE IV. — DU BAIL A CHEPTEL

Article 1810 (*cheptel simple*).

A défaut de stipulations contraires, si le cheptel périt en entier sans la faute du preneur, la perte en est pour le bailleur; s'il n'en périt qu'une partie, la perte est supportée en commun d'après le prix de l'estimation originaire et celui de l'estimation à l'expiration du cheptel.

Article 1811.

Le preneur profite seul des laitages, du fumier et du travail des animaux donnés à cheptel. — La laine et le croît se partagent.

Article 1819 (*cheptel à moitié*).

Le preneur profite seul, comme dans le cheptel simple, des laitages, du fumier et des travaux des bêtes.

Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du croît.

Article 1828.

On peut stipuler que le colon délaissera au bailleur sa part de la toison à un prix inférieur de la valeur ordinaire ;

Que le bailleur aura une plus grande part du profit ;

Qu'il n'aura que la moitié des laitages ;

On peut aussi stipuler que le colon sera tenu de toutes les pertes.

TITRE XVI

DE LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE CIVILE

Article 2059.

(Cet article se rapporte au stellionat, question étrangère au programme ; il n'y a donc pas lieu de s'en occuper ici.)

TITRE XVII

DU NANTISSEMENT

Article 2071.

Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier, pour sûreté de la dette..

Il peut être donné par un tiers pour le débiteur (article 2077 du Code civil transporté ici).

Article 2076.

Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties.

Néanmoins pour les ustensiles aratoires, les animaux de toute espèce et autres objets attachés au service d'un fonds rural, même à titre d'immeubles par destination, les produits récoltés, les récoltes coupées ou pendantes par branches ou par racines, les coupes ordinaires de bois taillis et de futaies régulièrement aménagées, dans l'année qui précède l'époque de l'abatage, il peut être convenu que les objets resteront en la garde et possession soit du propriétaire exploitant son fonds par lui-même, soit du fermier ou métayer, qui les aura donnés en gage, suivant que lesdits objets appartiennent à l'un ou à l'autre, à charge par lui de pourvoir à leur entretien et à leur conservation.

En cas de vente par le débiteur des objets ainsi engagés, il est tenu d'en mettre immédiatement le prix à la disposition de son créancier, ou de le remplacer par des objets d'égale valeur, lesquels seront de plein droit soumis à l'effet de la convention.

Article 2077.

Le privilège constitué comme il est dit au dernier alinéa de l'article précédent, ne subsiste à l'égard des tiers qu'autant qu'il est constaté par un acte public ou sous-seing privé, ayant date certaine.

Article 2078.

Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage, sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par des experts, ou qu'il sera vendu aux enchères.

Néanmoins, lorsque le gage est constitué sans déplacement, conformément au dernier alinéa de l'article 2076, le créancier peut, quinze jours après une mise en demeure et en vertu d'une ordonnance du juge de paix du domicile du débiteur contenant indication du jour et du lieu de la vente, faire procéder à l'adjudication des objets donnés en gage, dans les formes établies pour les ventes de meubles.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

Article 2080.

Les dispositions de l'article 2088 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

TITRE XVIII

DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

Article 2102.

1° Quatrième alinéa :

Néanmoins les sommes dues pour les semences, pour les frais de la récolte de l'année, pour les engrais et amendements, sont payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au propriétaire.

A l'égard des sommes dues pour les engrais et amendements, le privilège du propriétaire conserve son premier rang pour les loyers ou fermages échus, ceux de l'année courante et ceux de

l'année qui la suit, si, dans la quinzaine de l'avis qui lui a été donné, il a notifié son opposition au vendeur.

2° La créance sur le gage dont le créancier est saisi :

Si le gage est resté en la possession du débiteur, conformément au dernier alinéa de l'article 2076, le privilège du créancier ne peut s'exercer qu'après celui du propriétaire, tel qu'il est limité par le quatrième alinéa du n° 1 du présent article, après celui conféré au vendeur par le n° 4 et après les droits à la garantie desquels les immeubles par destination qui seraient ainsi donnés en gage, auraient été spécialement et hypothécairement affectés à une époque antérieure.

Dans ce dernier cas, les droits des créanciers antérieurs ne s'exercent sur la partie du prix applicable au gage, qu'après épuisement de celle applicable au surplus du prix de l'immeuble vendu.

3° Le prix de meubles non payés, même lorsqu'ils sont devenus immeubles par destination, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme.

ARTICLE 2.

L'article 634 du Code de commerce est modifié ainsi qu'il suit :

Les tribunaux de commerce connaîtront également :

1° Des actions contre les facteurs, commis des marchands ou leurs serviteurs, pour le fait seulement du trafic du marchand auquel ils sont attachés ;

2° Des billets faits par les receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables de deniers publics ;

3° Des actions intentées contre tout propriétaire d'un fonds rural, fermier ou métayer, qui aura apposé, à quelque titre que ce soit, sa signature sur un billet à ordre ou sur un mandat ayant pour cause une dette contractée pour les besoins d'une exploitation agricole.

ARTICLE 3.

Les actes relatifs au gage constitué, avec ou sans déplacement, sur les objets désignés au deuxième alinéa de l'article 2076 du

Code civil, ne sont soumis qu'à la moitié des droits d'enregistrement perçus par les lois en vigueur.

En cas de vente du gage à la requête du créancier, pour cause de non paiement à l'échéance, le droit d'enregistrement de la vente est fixé à 10 centimes par 100 francs et les émoluments des officiers ministériels de la vente ne peuvent excéder ceux alloués en matière commerciale.

ARTICLE 4.

Les tiers porteurs d'effets négociables créés pour règlements de fermages, frais de récoltes, achats de semences, engrais, instruments et bestiaux, ou avances faites pour lesdites opérations, sont subrogés de plein droit dans le privilège assurant le paiement desdites créances, à la condition que le libellé des effets ou des endossements mentionne le total de la créance dont fait partie l'effet négocié, sa date, la nature du privilège et de la garantie, la situation de l'exploitation.

Les établissements publics de crédit peuvent recevoir les effets ainsi libellés avec dispense d'une des signatures exigées par les statuts.

ARTICLE 5.

Les indemnités dues par les Compagnies d'assurance contre l'incendie, la grêle, la gelée, la mortalité des bestiaux et autres risques agricoles, ainsi que les prix encore dûs par les acquéreurs d'objets engagés, sont attribués de plein droit et nonobstant toute cession aux créanciers privilégiés, dans l'ordre de leurs privilèges respectifs.

Néanmoins, les paiements faits de bonne foi avant toute opposition ou déclaration desdits créanciers, sont valables.

RAPPORT DE M. MIGNERET

AU NOM DE LA SOUS-COMMISSION NOMMÉE PAR LA COMMISSION SUPÉRIEURE

Les questions soumises à la Commission supérieure, en ma-

tière de crédit foncier et de crédit agricole, peuvent, sauf les subdivisions ultérieures, se réduire à trois points principaux :

État du crédit agricole et opportunité de le réorganiser ;

Modifications à apporter à la législation civile ;

Organisation de sociétés spéciales de crédit agricole et modification des institutions actuellement existantes.

Etat du crédit agricole.

Il est un point de départ généralement admis par les déposants dans l'Enquête, c'est que l'agriculture manque de crédit et qu'elle ne peut se procurer les capitaux dont elle a besoin que difficilement et à des taux exagérés. Elle verrait sa prospérité s'augmenter rapidement si l'on parvenait à lui procurer l'argent qui lui manque.

Cette opinion rencontre, à la vérité, des contradicteurs nombreux et convaincus, qui prétendent que le crédit est loin de manquer aux propriétaires ou fermiers qui ont de l'ordre, de l'activité et qui font honneur à leurs engagements ; mais, ajoute-t-on, l'emprunt est la ruine du cultivateur qui ne rentre dans ses capitaux que lentement, à intervalles inégaux et avec des variations très-brusques, tandis que le prêt le soumet à des échéances et à des exigences qui ne tiennent aucun compte des perturbations que les accidents atmosphériques apportent dans les calculs agricoles.

Modifications à la législation civile.

Le Rapporteur admet que la controverse entre les partisans et les adversaires d'un crédit agricole soit tranchée en faveur des premiers et il se propose d'essayer de classer les divers systèmes en rangeant chacun d'eux sous l'idée générale qui le domine.

Un premier système consiste à demander la modification de la législation civile.

L'agriculture, disent des hommes importants, est une industrie dont le caractère est plus financier qu'agricole. Elle doit

donc s'organiser comme une industrie, offrir à celui qui lui prête la régularité dans les échéances, la sécurité des remboursements, un taux d'intérêt rémunérateur, variant comme le taux de l'argent varie dans les affaires. A ces conditions seules, le cultivateur trouvera le crédit dont il a besoin.

Or, comme les habitudes du cultivateur sont loin de répondre à ces exigences, comme la législation basée sur les mœurs et sur ces habitudes est loin de soumettre les agriculteurs à la même sévérité que les commerçants, il convient tout d'abord de réformer les lois civiles. La réforme faite, l'argent viendra à l'agriculture et l'initiative privée organisera les institutions de crédit.

Le rapport présenté par M. Josseau et qui vient d'être analysé comporte, suivant M. Migneret, la meilleure et la plus complète expression de ce système et le rapporteur ne peut qu'y renvoyer les membres de la Commission supérieure.

Organisation de sociétés spéciales de crédit agricole.

A côté de ceux qui, moyennant une réforme des habitudes de la population rurale et de la législation civile, espèrent que l'agriculture pourra emprunter et commercer comme l'industrie, viennent se placer ceux qui soutiennent qu'elle ne peut emprunter utilement qu'à la condition de servir un intérêt modéré et même inférieur à 5 0/0, d'emprunter à des échéances plus longues que celles du commerce et de renouveler facilement ses engagements, quand un des accidents si fréquents en agriculture empêche de rembourser au terme.

Dans ce groupe, les uns adoptent comme un adjuvant la réforme de la législation civile, mais comptent peu sur l'efficacité complète de ce moyen ; les autres le repoussent comme inutile et même dangereux.

Toutefois, les uns et les autres sont pleins de confiance dans les combinaisons qu'ils proposent pour attirer les capitaux et les fournir à l'agriculture dans les conditions qu'ils indiquent.

Dans cet ordre d'idées, les projets abondent et le Rapporteur en analyse quelques-uns. Tous reposent sur une idée fonda-

mentale qui est l'intervention de l'Etat comme prêteur, comme garant, ou comme accordant la faculté de créer des billets que les banques agricoles émettraient.

Un système qui s'écarte un peu de la donnée générale, tout en maintenant et réclamant le concours de l'Etat, consisterait en de simples avances faites à l'agriculteur sur son capital mobilier ; une vaste association gérée par une Société, ou mieux encore par l'Etat, recevrait, sur tout le territoire, des dépôts auxquels elle assurerait un intérêt de 4 0/0 et ferait des avances au taux de 4 1/2.

Combinée avec une Assurance générale contre l'incendie, la grêle et l'épizootie, elle trouverait dans cette association : 1° une grande sécurité, parce qu'elle ne prêterait qu'au prorata des valeurs assurées ; 2° de grands bénéfices qui couvriraient ses risques, payeraient les frais d'administration et procureraient encore un bénéfice à l'Etat, s'il se chargeait de la gestion.

Modification des Sociétés du Crédit foncier et du Crédit agricole.

Quant aux modifications à introduire dans les statuts du Crédit foncier et du Crédit agricole, il en a été fortement et souvent question dans l'Enquête, et le résultat de ces observations est, qu'aux yeux du public, les dénominations de ces deux Sociétés ne sont nullement justifiées en ce qui concerne la propriété rurale. Il serait sans doute à désirer que ces établissements modifient et adoucissent, s'il est possible, les conditions de leurs rapports avec le public ; mais le Rapporteur ne croit pas que la Commission supérieure ait qualité pour insister sur ce point.

Création de magasins généraux.

Le Rapporteur croit également devoir passer sous silence la question relative aux magasins généraux ou docks présentés comme moyens de crédit pour les agriculteurs, par la raison qu'une législation spéciale régit ces établissements et qu'on ne

saurait les ranger dans la catégorie des projets à l'étude (loi du 26 mai 1858 ; décret du 12 mars 1859 portant règlement d'administration publique, et circulaire ministérielle du 12 août suivant). Les magasins généraux, comme le fait observer M. de Monny de Mornay, dans son rapport, sont à l'état d'institution légale, et si des obstacles s'opposent à leur succès, ils ne viennent pas de la loi ; l'objection est tout agricole :

« Les hommes les plus compétents en matière de commerce de grains, dit le Commissaire général, n'hésitent pas à soutenir que l'accumulation de grandes quantités de céréales dans les magasins, déterminerait promptement un échauffement et une fermentation qui détruiraient la marchandise. »

Résolutions et propositions de la sous-commission.

En terminant son rapport, M. Migneret, au nom de la sous-commission, propose à la Commission supérieure de discuter tout d'abord le rapport de M. Josseau, dont elle repousse d'ailleurs les prémisses et les conclusions, et ensuite de discuter ses propres propositions, ainsi formulées :

1° *Bien que la propriété et l'agriculture ne soient pas dépourvues de crédit, il est néanmoins nécessaire, en présence de la diversité infinie des situations qui se présentent et des besoins qui se révèlent sur certains points, qu'elles trouvent plus de facilités pour utiliser les épargnes ou pour user du crédit, et dès lors, des institutions financières dirigées dans ce but et avec l'intelligence de la vie agricole, sont à recommander et à encourager ;*

2° *Toutefois, il serait dangereux d'appeler l'intervention de l'Etat autrement que par la protection générale et les facilités qu'il peut accorder à la formation et au jeu de ces institutions ;*

3° *La Commission supérieure, après avoir dégagé le débat de tout ce qui ne lui paraît pas admissible au point de vue pratique et actuel, ferait une chose utile en discutant et en appréciant un projet de Banques agricoles élaboré par un de ses membres ;*

examiné et adopté par la sous-commission et sur lequel un rapport spécial lui sera présenté au nom de cette sous-commission.

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE DE M. MIGNERET.

Dans un rapport supplémentaire, M. Migneret analyse un projet d'organisation du crédit agricole présenté par M. Camel.

Ce projet est complexe; il comprend :

1° La fondation d'une Société des réserves et banques agricoles étendant ses opérations à toute la France;

2° La création d'entrepôts locaux et généraux pour la conservation et la consignation des denrées et marchandises agricoles;

3° Le fonctionnement de banques locales et cantonales, sans la participation de l'Etat, mais avec primes ou encouragements de celui-ci, en proportion des efforts faits par les agriculteurs pour la création des premières banques fondées.

D'autre part, et pour faciliter la création et le marché du crédit agricole, M. Camel paraît se rallier aux demandes de modification de la législation civile. Il appelle enfin, de tous ses vœux, la liberté des banques d'émission.

Le projet de M. Camel a déjà reçu un commencement d'exécution par la création de la *Société anonyme des réserves et banques agricoles*, création qui repose sur les considérations suivantes, exposées dans un rapport du 10 juin 1868 :

« Dans la plus grande partie du centre et du midi de la France, où le contrat de métayer est demeuré en vigueur, le propriétaire resterait sans revenus, faute de débouchés pour les produits qu'on lui remet....., si de rares courtiers ou commissionnaires agricoles ne venaient les lui acheter sur place. C'est également à leur intermédiaire qu'il faut recourir pour se procurer, à grands frais, les engrais, les semences, les instruments..... Mais, dans toutes ces transactions, le propriétaire est à la merci des commissionnaires.....

« L'agriculteur a bien, il est vrai, le droit d'user des entrepôts, et de profiter du crédit que procure la consignation; mais

cés entrepôts sont situés dans les grandes villes....

« Pour être efficace, l'administration des entrepôts n'a pas seulement besoin de vastes locaux intelligemment disposés pour la conservation sûre et économique ; mais il lui faut encore, à l'aide d'*agences locales et de petits dépôts auxiliaires*, étendre ses bras jusqu'à la plus modeste métairie et grouper ainsi les produits de ses clients dans un même village et une même direction, les amener elle-même dans les entrepôts proprement dits, où ils seront conservés jusqu'à ordre de vente de la part de ses correspondants, qu'elle tient sans cesse informés des prix des denrées....

« La *Société anonyme des réserves et banques agricoles* que nous avons fondée, outre ses opérations de vente et d'achat pour le compte des cultivateurs, offrirait à cette classe de producteurs la possibilité de se servir du crédit en donnant une *garantie matérielle*.... tout en favorisant les approvisionnements du pays. »

M. Camélon annonce, dans ses communications, que la Société des réserves et des banques agricoles est fondée ; qu'elle est, dès à présent, prête à fournir aux banques locales l'aide de ses capitaux et le concours de ses nombreux agents et correspondants ; il ne demande à l'Etat ni concours ni garantie.

Partant de ce fait qu'il y a beaucoup, sinon assez de capitaux dans les campagnes, M. Camélon propose la création de banques locales ayant à leur tête des hommes considérables du canton, employant à leur service un certain nombre d'agents disséminés dans les principales communes, en contact journalier avec les agriculteurs.

Ces banques ne seraient pas solidaires ; elles conserveraient leur autonomie et modifieraient leurs statuts suivant les exigences locales ;

Elles ne demanderaient aucune subvention à l'Etat.

Leur action consisterait dans les opérations ci-après :

1° Procurer des capitaux et des crédits à toutes les industries qui se rattachent à l'agriculture, soit sur des billets à 90 jours au plus, soit sur des dépôts de titres, soit sur des garanties ou

même une solvabilité notoire appréciée par le Conseil d'administration, soit en facilitant, au moyen de la garantie de la Société elle-même, l'escompte ou la négociation d'effets à long terme, dont l'échéance ne saurait dépasser la date probable de la réalisation des produits de la récolte suivante ;

2° Encaisser tous loyers et fermages pour le compte des propriétaires ;

3° Se charger du recouvrement de toute valeur ;

4° Recevoir tous dépôts de fonds en compte courant ou à terme fixe, ou sans intérêts ;

5° Etre intermédiaire, moyennant commission, auprès des Sociétés de Crédit foncier, pour procurer des capitaux ou des crédits à la propriété foncière ;

6° Emettre des obligations locales à trois, six, douze, dix-huit mois ou deux ans, sans que le montant puisse dépasser le montant des prêts opérés, lesdites obligations ne pouvant jamais être au porteur.

M. Camel, qui repousse l'intervention de l'Etat dans la gestion de ces banques, voudrait cependant qu'il en favorisât la formation, en promettant, à titre de don ou seulement à titre de prêt, une prime proportionnée aux efforts faits par les agriculteurs qui se réuniraient pour fonder les premières banques locales.

Tout en reconnaissant que M. Camel a fait preuve, dans l'examen des conditions du Crédit agricole, d'une connaissance exacte de ce qui pourrait le favoriser, M. Migneret ne croit pas qu'il soit opportun de discuter les chances de succès de la Société intermédiaire entre les producteurs agricoles et industriels, puisque cette Société est en activité ; mais il repousse, au nom de la sous-commission, l'intervention de l'Administration sous la forme de primes, demandée par M. Camel.

RAPPORT DE M. DU MIRAL

SUR LA CRÉATION DE BANQUES CANTONALES.

La question relative à la création des banques cantonales a

été, de la part de la sous-commission, l'objet d'une attention toute spéciale. Aucun doute ne pouvait s'élever, dans l'esprit de ses membres, sur les bons résultats que produirait cette institution.

Ils se sont demandé tout d'abord s'il ne fallait pas s'en remettre, à cet égard, à la puissance de l'initiative privée, sans recourir à aucune innovation législative et ils ont été unanimes à penser que, si l'on se rangeait à cet opinion, le *statu quo*, suivant toute apparence, se continuerait pendant bien longtemps, sans modification sensible.

Pour que les banques cantonales puissent être instituées et fonctionner, il faut nécessairement modifier les conditions dans lesquelles elles pourraient s'établir aujourd'hui ; il faut que l'institution nouvelle présente à ceux qui la fonderont, à ceux qui y verseront leurs épargnes, à ceux qui deviendront les emprunteurs, des avantages nouveaux sous le rapport de la sécurité, de la facilité et du bon marché.

La difficulté principale, pour résoudre ce problème, n'est pas de créer les capitaux nécessaires à l'agriculture ; ces capitaux existent et sont dans les mains des agriculteurs eux-mêmes. Il ne s'agit donc que de les déplacer ; mais, pour obtenir ce déplacement, il faut que ceux qui les détiennent soient sûrs d'être remboursés, s'ils les prêtent.

Dans cet ordre d'idées, il en est une qui s'est présentée naturellement à beaucoup d'esprits et que l'exemple des Caisses d'épargne a singulièrement contribué à propager.

On s'est demandé pourquoi le Gouvernement, qui se charge aujourd'hui des épargnes des ouvriers des villes, ne recevrait pas aussi celles des agriculteurs ; mais l'Etat trouve déjà bien lourd le premier fardeau et n'est pas disposé à en accepter un second.

Dans cette situation, la sous-commission a pris résolument le parti de chercher, pour les banques cantonales, en dehors de toute immixtion du Gouvernement, une constitution viable et féconde.

Il n'est aucunement question, il importe de le dire tout

d'abord, d'ouvrir à la propriété foncière un nouveau crédit hypothécaire. Ce que l'on veut, c'est améliorer la situation des agriculteurs, propriétaires ou fermiers, qui dirigent des exploitations agricoles, augmenter leurs profits, diminuer leurs frais, faciliter leurs opérations habituelles, favoriser les progrès utiles dans une juste et raisonnable mesure, sans pousser aux opérations dangereuses, sans compromettre aucun intérêt public, sans créer de perturbation financière ou économique, sans déplacer des capitaux productifs, sans nuire à qui que ce soit et sans violer aucun principe.

Pour mieux préciser le système et pour le rendre plus intelligible, la sous-commission l'a formulé comme un projet de loi dans une série de dix-neuf articles :

TITRE PREMIER

CONSTITUTION ET FONCTIONNEMENT DES BANQUES AGRICOLES

ARTICLE PREMIER

Il peut être créé, dans chaque canton, des banques de dépôt et de prêt, qui sont régies par les dispositions suivantes :

ARTICLE 2

Ces banques ne sont constituées que lorsqu'elles ont, au minimum, vingt actionnaires, un capital effectif de 50,000 francs et un capital de garantie d'une somme égale.

Il n'en existe qu'une seule par canton ; on réunit, au besoin, pour les établir, plusieurs cantons d'un arrondissement ; mais cette réunion ne s'oppose pas à ce que chacun des cantons ainsi réunis se donne plus tard une organisation distincte.

La durée de toutes ces banques, quelle que soit la date de leur fondation, est de dix ans, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi.

Elles prennent le nom de *Banques agricoles*.

ARTICLE 3

Les banques agricoles sont administrées par un directeur et

un ou plusieurs censeurs nommés par les actionnaires, conformément à leurs statuts.

Leurs bureaux sont ouverts le dimanche.

ARTICLE 4

Elles sont tenues de recevoir les dépôts qui leur sont faits par les propriétaires-agriculteurs de leur circonscription, jusqu'à concurrence de vingt fois l'impôt foncier qu'ils y payent, tant en principal qu'en centimes de toute nature ; au delà de cette quantité, elles les reçoivent ou les refusent à leur gré.

Ces dépôts sont faits par sommes de cent francs au moins et pour une année entière ; ils produisent, quinze jours après le versement, un intérêt de 4 % l'an.

Sont considérés comme propriétaires-agriculteurs ceux qui exploitent leurs biens propres ou ceux de leurs femmes, par eux-mêmes, par domestiques, par ouvriers et par colons, alors même qu'ils ne résident pas dans la circonscription.

Les fermiers peuvent aussi faire des versements aux mêmes conditions et sur les mêmes bases.

ARTICLE 5

Les récépissés remis aux déposants sont fractionnés en titres de 50 francs, payables soit à ordre, soit au porteur, en monnaie métallique ou en billets de la Banque de France ; leur échéance peut être prorogée.

ARTICLE 6

Les propriétaires-agriculteurs de la circonscription et les fermiers à ce autorisés par le bailleur, qui devient alors leur caution, ont le droit de prendre à la banque agricole, sur les fonds qui lui ont été déposés conformément à l'article 4 ci-dessus, pour le délai de trois mois au moins et d'un an au plus, au taux de 5 %, en une ou plusieurs fois, une somme décuple de l'impôt foncier assis sur les biens qu'ils exploitent, sans qu'elle puisse être inférieure à 100 francs.

Le consentement de la femme, même mariée sous le régime

dotal, suffit pour que l'emprunt soit valable vis-à-vis d'elle et affecte ses biens personnels.

Les titres remis par les emprunteurs sont payables au siège de la banque ou à la succursale de la Banque de France; leur échéance peut être prorogée lorsque l'intérêt est exactement servi.

ARTICLE 7

Les propriétaires-agriculteurs et les fermiers qui veulent être admis soit au dépôt, soit à l'emprunt, doivent établir leur qualité et la quotité de l'impôt afférent aux biens qu'ils cultivent. Les emprunteurs doivent, de plus, justifier d'un certificat négatif d'inscription au moment de la promulgation de la présente loi, délivré par le conservateur des hypothèques, ou de la radiation postérieure à ces inscriptions.

ARTICLE 8

Lorsque la banque n'a pas de fonds disponibles au moment où un emprunt lui est demandé en vertu de l'article 6, les fonds qui lui sont ultérieurement versés sont délivrés aux demandeurs dans l'ordre d'inscription des demandes.

ARTICLE 9

Le recouvrement des sommes prêtées par les banques agricoles, conformément aux dispositions qui précèdent, est garanti par un privilège sur les immeubles de l'emprunteur ou de sa caution situés dans leur périmètre, qui est dispensé d'inscription, vient après celui de l'article 2101 du Code civil et prime les hypothèques légales.

Ce privilège ne cesse pas d'être valable, même alors que l'emprunteur n'était que propriétaire apparent.

Ces banques jouissent, en outre, pour la rentrée de leurs créances, de toutes les faveurs accordées au Crédit foncier. Elles peuvent même se faire attribuer en paiement, pour un prix déterminé et par décision du juge de paix non susceptible d'appel, tout ou partie des récoltes de l'emprunteur, qu'elles soient ou non détachées du sol.

ARTICLE 10

Tout propriétaire-agriculteur peut, sans qu'il en résulte ouverture à un droit d'enregistrement, valablement renoncer vis-à-vis de quiconque y a intérêt, à la faculté d'emprunt ouverte par l'article 6, et la banque ne peut plus lui consentir de prêts privilégiés, dès que cette renonciation lui a été notifiée. La mention de ladite renonciation sur un registre tenu *ad hoc* par la banque, signée par le directeur ou le renonçant équivaut à la notification.

Le directeur de la banque remet au propriétaire-agriculteur, qui est fondé à la demander, une déclaration constatant qu'il n'a pas usé de la faculté d'emprunt ou qu'il s'est libéré.

ARTICLE 11

Lorsque les fonds déposés dans une banque, en vertu de l'article 4, ne sont pas absorbés par les emprunts qu'autorise l'article 6, ou le remboursement des dépôts, l'excédent est employé, au choix du directeur : 1° à remettre aux autres banques agricoles du département ou de l'Empire, contre les titres souscrits par les emprunteurs, les sommes qui leur manquent et qui sont demandées en vertu de l'article 8 ; 2° à escompter des effets de commerce à deux signatures, dont une au moins d'un agriculteur de la circonscription, fermier ou propriétaire, susceptibles d'être présentés à la Banque de France ; 3° à acheter, *au cours*, de la rente sur l'Etat français ou quelqu'un des titres sur le dépôt desquels la Banque de France consent des prêts.

Les titres énoncés au n° 3 ne sont négociés, mis en dépôt ou revendus qu'autant que c'est nécessaire pour l'acquittement des récépissés ou la réalisation de nouveaux prêts ; les fonds provenus de l'acquit des billets ou effets mentionnés aux n° 1 et 2 reçoivent la même destination que les dépôts.

ARTICLE 12

Lorsque les sommes employées par une banque en achat de titres, conformément au n° 3 de l'article 10, dépassent le double

de son capital, ou lorsque le cours de la rente 3 % française ne représente plus un taux d'intérêt de 4 %, cette banque peut réduire à 3 % l'intérêt des fonds qui lui sont déposés, mais celui payé par les emprunteurs descend alors à 4 %.

ARTICLE 13

Les banques agricoles ne peuvent distribuer à leurs actionnaires, à titre de dividende, que l'intérêt à 5 % de leur capital effectif, tant que l'accumulation des bénéfices n'a pas constitué un fonds de réserve égal au capital primitif.

Le dividende donné par elles ne peut, dans aucun cas, être supérieur à 10 % du capital primitif.

Lorsque cette limite est atteinte, le taux de l'intérêt est réduit pour qu'elle ne soit pas dépassée.

ARTICLE 14

Les banques agricoles d'un même département sont tenues d'avoir un agent central nommé par elles, dont le traitement est payé au prorata de leur capital; il vérifie ou fait vérifier, une fois au moins par trimestre, la comptabilité et la caisse de chaque banque.

Tout actionnaire ou déposant peut, quand il lui plaît, requérir de l'agent ci-dessus indiqué une vérification supplémentaire, qui a lieu en sa présence ou celle de son mandataire spécial.

ARTICLE 15

Les banques agricoles sont libres de faire, avec toutes personnes, à conditions débattues, sans dérogation au droit commun, les divers agissements à leur convenance; elles peuvent aussi, au mieux de leurs intérêts, s'associer, se solidariser, instituer des agences régionales ou centrales; mais leur capital particulier est toujours affecté, par privilège, au remboursement des dépôts qu'elles reçoivent en conformité de la présente loi.

Elles tiennent une comptabilité distincte pour les opérations relatives à son exécution.

ARTICLE 16

Dans le cas où les banques agricoles organiseraient en commun une Compagnie générale d'assurances contre l'incendie, la grêle et les autres risques agricoles, ou même sur la vie des hommes, elles seront tenues de créer, pour cet objet, un capital spécial de garantie, de constituer successivement un fonds de réserve égal au moins à ce capital et, quand il sera constitué, d'abaisser les tarifs des primes, de manière que les bénéfices de cette nature particulière d'opérations ne dépassent jamais 10 % du montant de la garantie qui leur sera propre.

TITRE II**DISPOSITIONS GÉNÉRALES****ARTICLE 17**

Les récépissés de 50 francs fournis par les banques agricoles, en vertu de l'article 4 de la présente loi, ne sont sujets qu'à un droit de timbre de deux centimes et demi.

ARTICLE 18

Tout directeur, administrateur ou inspecteur d'une banque agricole qui, comme auteur ou complice, a contribué à un emploi irrégulier des dépôts qui lui sont confiés ou laissé accomplir sciemment cet emploi, est tenu, sur la totalité de ses biens personnels, de la restitution des sommes déposées et puni, en cas de fraude, des peines applicables à l'abus de confiance.

ARTICLE 19

A l'expiration de la période décennale pour laquelle les banques agricoles sont instituées, leur régime recevra, s'il y a lieu, les améliorations indiquées par l'expérience.

DISCUSSION. — Séance du 22 avril 1869.

La Commission supérieure consacra plusieurs séances à la discussion de ces graves sujets.

Dans la première, du 22 avril 1869, MM. JOSSEAU et DU MIRAL exposèrent successivement les bases et les considérations sur lesquelles reposaient leurs propositions respectives. Après une discussion longue et animée à laquelle prirent part notamment MM. JOSSEAU, DU MIRAL, SUIN, MIGNERET et ANDRÉ, et qui porta sur les principaux points de la question, la Commission s'ajourna à une époque ultérieure, pour permettre à ses membres d'étudier avec maturité les différents points à débattre et à résoudre.

Séance du 8 juillet 1869.

Dans la seconde séance (8 juillet 1869), la Commission supérieure discute, en premier lieu, les conclusions du rapport produit, en 1866, par M. JOSSEAU.

Résumant en quelques mots les propositions de la Commission dont il avait été l'organe, M. JOSSEAU rappelle que le système dont il s'agit se réduit à trois points : Restriction du privilège du propriétaire ; possibilité de constituer le gage sans tradition ; enfin, vente du gage, en cas d'inexécution des obligations, par les moyens expéditifs qui existent en matière commerciale, c'est-à-dire, après sommation et mise en demeure ; possibilité, pour le créancier gagiste, de vendre le gage. Quant à l'addition de la contrainte par corps, il est évident qu'il n'en peut plus être question.

M. DE BOUREUILLE fait connaître que le Conseil d'Etat n'a pas adopté le système de la Commission dont M. Josseau était rapporteur. Seulement il a introduit dans l'article 2102 une disposition pour faire payer, de préférence au propriétaire, non-seulement le vendeur de semences, mais encore le vendeur d'*engrais* et d'*amendements*, sur les produits de l'année courante.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) fait remarquer qu'un pareil système soulèverait des difficultés d'application, en ce qui concerne les *amendements*, dans les pays où une exploita-

tion agricole comprend des terres appartenant à plusieurs propriétaires, car il est difficile de savoir quelle parcelle a reçu ces amendements.

M. DE BOUREUILLE ajoute que cette difficulté se complique de cette circonstance que l'effet de l'amendement peut durer quatre, cinq, six et jusqu'à douze ans après l'opération, suivant la nature du terrain.

M. DU MIRAL conteste l'assimilation que l'on voudrait établir entre les semences, d'une part, et les engrais et amendements, de l'autre. Les semences sont indispensables à la récolte qui n'existerait pas sans elles; l'utilité des engrais et surtout des amendements est beaucoup plus contestable.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT déclare que son opinion très énergique est qu'en portant atteinte au droit du propriétaire, on nuit au crédit du fermier, dont le plus grand crédit consiste, quand il est un peu gêné, à ne pas payer son propriétaire. Ce qu'on veut faire ici va donc contre le but qu'on se propose, qui est de faciliter au fermier la possibilité de son action.

L'orateur dit que la question se pose ainsi : La Commission supérieure émet-elle le vœu qu'un privilège assimilable à celui du vendeur de semences, soit établi au profit du vendeur d'engrais et prenne place dans l'article 2102 du Code civil ? La sous-commission propose de répondre négativement.

La Commission supérieure se range à l'avis de la sous-commission, et la question étant résolue négativement en ce qui concerne les engrais, il devient inutile de la poser pour les amendements.

La Commission supérieure se prononce enfin pour le maintien des dispositions du Code civil relatives à l'étendue du privilège du propriétaire.

M. JOSSEAU expose que la question qui vient ensuite est celle du gage agricole. Assurément le crédit personnel vient en première ligne; il y aurait néanmoins avantage pour le cultivateur à augmenter les garanties qu'il peut offrir au prêteur, en constituant un gage sur son mobilier; mais, d'un autre côté, il ne peut

se séparer ni de ses outils ni de ses bestiaux ; il faut donc que le gage puisse être constitué à domicile et sans tradition, d'où ressort la nécessité de modifier l'article 2076 du Code civil.

Après un court échange d'observations, la Commission supérieure rejette cette modification, de telle sorte qu'en résumé, et EN CE QUI CONCERNE LE RAPPORT DE M. JOSSEAU, LA COMMISSION SUPÉRIEURE SE PRONONCE CONTRE LES PROPOSITIONS DE CE RAPPORT ET POUR LE MAINTIEN DE LA LÉGISLATION ACTUELLE.

La discussion s'ouvre ensuite sur le projet de M. DU MIRAL.

M. MIGNERET fait observer que trois des conclusions de la sous-commission conduisent au projet de M. du Miral. La première est formulée ainsi : « Bien que la propriété et l'agriculture ne soient pas dépourvues de crédit, il est néanmoins désirable, en présence de la diversité infinie des situations qui se présentent et des besoins qui se révèlent sur certains points, qu'elles trouvent plus de facilité pour utiliser les épargnes ou pour user du crédit, et dès lors des institutions financières dirigées dans ce but, avec l'intelligence de la vie agricole, sont à encourager et à recommander. »

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT combat l'opportunité des derniers mots de cette proposition. *L'encouragement*, de la part du Gouvernement, implique la subvention que tout le monde repousse. *La recommandation* engagerait même, dans une certaine mesure, la responsabilité et la garantie de l'Administration. Il ne saurait en être ainsi, et l'initiative privée doit être abandonnée à ses seules forces. Suivant le Ministre, il faudrait se borner à dire que « la Commission supérieure verrait avec plaisir se former des institutions de crédit qui, s'appliquant spontanément aux besoins locaux, pourraient certainement rendre de grands services à l'agriculture, mais que l'Etat doit rester, sous toutes formes, étranger à..., etc., etc. »

Après l'échange de quelques observations entre différents membres, la Commission invite M. Migneret à préparer une autre rédaction d'après les considérations qui précèdent.

Il est passé ensuite à la discussion du projet de M. DU MIRAL,

qui revient sur l'économie de son système et reproduit différents passages de son rapport.

En ce qui concerne le passage par lequel M. du Miral demande pourquoi le Gouvernement, qui se charge aujourd'hui des épargnes des ouvriers des villes, ne recevrait pas aussi celles des agriculteurs, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT fait connaître à M. du Miral qu'une commission spéciale, fonctionnant en ce moment même, étudie le moyen de faire pénétrer le bienfait des Caisses d'épargne jusqu'au fond des campagnes.

Suivant le Ministre, le projet de M. du Miral peut se résumer en quatre propositions : La première, qui est la dominante, consiste à dire qu'il n'y aura qu'une banque agricole par canton ; la seconde dispose que ces banques cantonales seront tenues de recevoir les dépôts qui leur seront faits par les propriétaires-agriculteurs de leur circonscription jusqu'à concurrence de vingt fois l'impôt foncier qu'ils payent ; vient ensuite la proposition de modifier le Code civil en ce sens que le consentement d'une femme, même mariée sous le régime dotal, suffit pour que l'emprunt soit valable vis-à-vis d'elle et affecte ses biens personnels ; enfin la quatrième proposition se trouve dans l'article 9 du projet de loi, qui crée un nouveau privilège en faveur des banques agricoles.

La première question doit être résolue tout d'abord, dit le Ministre en terminant, car si elle est repoussée, le reste du projet disparaît.

M. DE LAVENAY combat la proposition de créer un privilège en faveur de quatre mille banques cantonales, parce que ce privilège constituerait la plus puissante des recommandations et devrait être accompagné d'autres privilèges secondaires qui seraient la conséquence forcée du premier.

Nonobstant les explications données par M. du Miral, LA COMMISSION SUPÉRIEURE SE PRONONCE CONTRE LA CRÉATION DES BANQUES CANTONALES, ET DÈS LORS, LE SURPLUS DU PROJET TOMBE DE LUI-MÊME ET SE TROUVE HORS DE DISCUSSION.

Séance du 13 juillet 1869

Enfin, dans la séance du 13 juillet 1869, M. MIGNERET soumet à la Commission supérieure une nouvelle rédaction qui est adoptée dans les termes suivants, après un débat très sommaire.

S'IL EST VRAIMENT A DÉSIRER QUE L'AGRICULTURE VOIE AUGMENTER LE CRÉDIT DONT ELLE JOUIT ET RENCONTRE DES INSTITUTIONS SPÉCIALEMENT APPROPRIÉES A SES BESOINS, DE PLUS GRANDES FACILITÉS POUR UTILISER SES ÉPARGNES ET SE PROCURER DES CAPITAUX, IL SERAIT DANGEREUX DE RÉCLAMER POUR DE TELLES INSTITUTIONS LE CONCOURS DE L'ÉTAT. UN PAREIL CONCOURS IMPLIQUE TOUJOURS UNE RESPONSABILITÉ MORALE ET SOUVENT UNE INGÉRANCE QUI EXPOSE L'ADMINISTRATION A DES ATTAQUES QU'ELLE DOIT ÉVITER (1).

Abroger ou conserver la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — (Séance du 24 novembre 1868)

Après un examen très sommaire, dans la séance du 24 novembre 1868, cette question fut prise en considération et renvoyée à une sous-commission, au nom de laquelle M. GAUDIN présenta un rapport qui peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. GAUDIN

L'ancienne législation n'admettait pas le prêt à intérêts, qui était considéré comme une sorte d'usure ; aussi n'existait-il, sous l'ancien régime, aucune réglementation de la matière.

(1) Nous avons cru devoir donner à la question du crédit agricole un développement proportionné à son importance. En résumé, de tous ces rapports laborieusement établis, de toutes ces discussions mûrement et savamment approfondies, la Commission supérieure n'a tiré qu'une seule conclusion pratique, c'est que la législation actuelle doit être maintenue telle qu'elle est, que le Gouvernement ne saurait intervenir à aucun degré dans la création ou le fonctionnement d'établissements de crédit agricole, et qu'en un mot, il n'y a rien à faire.

En présence de ce résultat négatif, doit-on considérer le problème comme insoluble et comme devant être définitivement abandonné ? Nous ne le pensons pas, et c'est afin de faciliter les tentatives qui pourraient être faites ultérieurement ou, tout au moins, afin de permettre de les apprécier plus sûrement, qu'il nous a paru utile de reproduire avec détails les propositions de MM. Josseau, du Miral et Camel, ainsi que les discussions de la Commission supérieure de l'Enquête.

Peut-être, un jour, ces documents trouveront-ils leur utilité. Il nous a semblé, dans tous les cas, qu'ils présentaient, dès aujourd'hui, un intérêt incontestable.

En 1789, la législation française reconnut implicitement la légitimité du prêt à intérêts, et un décret du 2 octobre de cette année fixa le taux légal à 5 % en matière civile, mais en admettant qu'en matière commerciale il ne serait suivi d'autre règle que l'usage.

La tourmente révolutionnaire emporta bientôt toutes les règles, et le taux de l'intérêt atteignit des proportions exagérées. En 1795, un décret proclama qu'à l'avenir chaque citoyen serait libre de contracter comme bon lui semblerait.

Les choses durèrent ainsi jusqu'en 1805, époque de la promulgation du Code civil, dont l'article 1907 admit le principe d'un taux légal à appliquer à défaut de conventions, mais en maintenant la liberté des prêts toutes les fois que la loi ne l'interdirait pas.

La réglementation des prêts conventionnels réservée ainsi en 1805 fit l'objet de la loi de 1807 qui, étendant aux prêts commerciaux les dispositions restrictives du décret de 1789, statua qu'on ne pourrait stipuler, dans les contrats librement consentis, d'intérêts supérieurs au taux légal fixé à 6 % pour les prêts commerciaux et à 5 % pour les prêts civils. Ces dispositions, confirmées par une loi de 1850 sur l'usure, sont encore en vigueur aujourd'hui.

Le législateur de 1807 avait présumé que les mesures prises feraient disparaître l'usure; il n'en fut rien, surtout dans les campagnes. Les tribunaux avaient d'ailleurs admis, en matière commerciale, que les banquiers pourraient retenir à l'escompte, en sus de l'intérêt légal, un droit de commission se fixant d'après les usages de la place. En résumé, la loi de 1807, rarement éludée en matière civile, tempérée, pour les maisons de banque et pour les escomptes du commerce, par l'interprétation des tribunaux, a pu, pendant longtemps, être observée sans entraver les transactions; mais la création de toutes les grandes compagnies de chemins de fer et de toutes les compagnies par actions, qui offraient aux capitaux d'immenses débouchés et utilisaient les plus faibles épargnes, modifièrent profondément l'état du marché.

Les capitalistes trouvèrent, dans ces grandes entreprises, des bénéfices considérables ; ils pouvaient, en outre, rentrer immédiatement dans leurs avances en négociant leurs titres ; aussi les nouvelles valeurs attirèrent-elles bientôt tous les capitaux. La Banque de France vint au secours du commerce en désarroi en multipliant ses billets. C'est dans ces circonstances que survint la crise de 1848. De toutes parts des demandes de remboursement affluaient à la Banque. Pour la tirer d'embarras, on dut l'autoriser à garder son en-caisse, en donnant à ses billets le cours obligatoire.

L'avènement de l'Empire, poursuit le Rapporteur, ramena la confiance. L'argent rentra dans la circulation, de grands établissements de crédit se fondèrent et la prospérité publique prit un grand développement. Toutefois l'argent trouvait si facilement dans les villes des placements à la fois sûrs et avantageux que, malgré son abondance, on ne pouvait l'attirer vers les campagnes sans lui assurer une rémunération équivalente. Le Crédit foncier fut donc autorisé à ajouter un droit de commission à l'intérêt qu'il percevait.

Ce fut la première atteinte portée par une loi au principe de 1807.

Pendant la guerre civile entre les Etats-Unis d'Amérique, la Banque de France demanda et obtint le droit d'élever le taux de ses escomptes, sans autres limites que celles qu'elle jugerait suffisantes pour protéger son en-caisse, suivant en cela l'exemple des banques étrangères.

Enfin les compagnies de chemins de fer furent autorisées à contracter, en les déguisant sous le nom d'obligations, des emprunts qui, tout calcul fait, revenaient à un prix que la législation devait faire réputer usuraire et qui pourtant offraient aux capitaux une sécurité parfaite.

C'est dans ces conditions que s'ouvrit l'enquête de 1864.

A peu d'exceptions près, les commerçants qui ont déposé dans cette enquête demandèrent unanimement le retrait de la loi de 1807 et la liberté des transactions.

Les non-commerçants se sont divisés et se sont prononcés,

les uns pour, les autres contre le maintien de la loi de 1807.

Les opinions qui s'étaient produites en 1864 se sont reproduites à l'occasion de l'Enquête agricole.

Au point de vue des principes, il est incontestable que l'intervention de la loi dans des contrats privés est un obstacle aux transactions.

Le Gouverneur du Crédit foncier déclarait, en 1864, que s'il n'avait pu, sous forme d'obligations, emprunter à un taux que la loi prohibait, ce grand établissement aujourd'hui si prospère, aurait, depuis longtemps, cessé d'exister, et la puissance de la Banque de France ne l'a pas empêchée d'être obligée de chercher son salut dans une élévation du taux de son escompte. Il est donc impossible de méconnaître qu'une limitation inflexible de l'intérêt, en matière commerciale, serait un grand obstacle pour le commerce.

Sans rechercher si l'agriculteur doit être distingué du commerçant et si le viticulteur, par exemple, qui fabrique et vend son vin, ne fait pas acte de commerce, le rapporteur demande la liberté des prêts civils aussi bien que celle des prêts du commerce.

Il reconnaît qu'il se fait des prêts usuraires ; il croit même que, si la liberté des prêts est prononcée, les usuriers pourront en profiter d'abord ; mais il croit aussi que l'usure au grand jour est moins dangereuse que celle qui se cache ; il est convaincu que si les usuriers prêtaient ouvertement à 15 ou 20 %, comme ils le font aujourd'hui dans certains pays, la publicité de ces faits attirerait bientôt, sur ces points déshérités, une affluence de capitaux qui abaisserait le taux des prêts.

Il convient d'ailleurs de remarquer que le prêt d'argent n'est pas la seule forme de l'usure. La vente à terme est un véritable prêt où le vendeur se fait souvent payer un intérêt considérable qui échappe à la loi. C'est à la campagne surtout que se produisent les exigences des vendeurs qui, le plus souvent, n'ont à redouter aucune concurrence. Le petit cultivateur ne peut trouver de crédit que chez le marchand établi dans sa commune ou auprès de son village ; il est certain qu'il au-

rait souvent avantage à emprunter pour acheter au comptant.

Le Rapporteur admettrait toutefois qu'en abrogeant la loi de 1807, on conservât un taux légal destiné à servir de base aux tribunaux, à défaut de conventions, et il comprendrait même que, comme correctif à la liberté du taux de l'intérêt, on stipulât, ainsi que cela a lieu en Italie, la faculté pour l'emprunteur, de se libérer avant l'échéance fixée par le contrat, lorsque le taux légal serait dépassé.

Il propose, en conséquence, d'émettre le vœu que *le prêt d'argent ayant le même caractère que les autres contrats, et ne pouvant plus avoir que les mêmes conséquences depuis l'abolition de la contrainte par corps, soit désormais affranchi de toute entrave, en dehors des cas de fraude ou d'escroquerie.*

DISCUSSION. — Séances des 8 et 13 juillet 1869

La question dont il s'agit a été discutée par la Commission supérieure dans deux séances successives (8 et 13 juillet 1870) et les conclusions du rapport ont été vivement combattues par plusieurs membres.

M. DU MIRAL affirme que, dans les campagnes, tous les honnêtes gens sont ennemis déclarés de l'usure et considéreraient comme une calamité publique un acte qui réhabiliterait les usuriers. Personne d'ailleurs ne se préoccupait de la question relative à la liberté du taux de l'escompte, lorsque l'attention a été suscitée par les renseignements demandés. Tous les magistrats entendus dans l'enquête de 1864 se sont montrés contraires à l'abrogation de la loi de 1807 et le Sénat s'est prononcé dans le même sens. Il est vrai que la Banque de France a été autorisée à élever son escompte ; mais c'est là un fait exceptionnel, justifié par le privilège accordé à cet établissement, et il faut ajouter qu'il en est résulté de grandes souffrances pour le commerce.

Pour justifier sa proposition, le Rapporteur a été obligé de demander une modification à la législation des contrats, qui interdit la faculté de remboursement anticipé. Cette motion suffit pour faire condamner le système.

M. GAUDIN, *rapporteur*, s'efforce de combattre les arguments développés par M. du Miral. En résumé, il considère cette question comme très grave et, tout en étant persuadé que la loi de 1807 devrait disparaître, il propose à la Commission supérieure d'adopter des mesures transitoires parmi lesquelles on placerait une grande enquête s'adressant, non-seulement aux corps savants dont l'opinion est faite, mais encore aux conseils de départements et d'arrondissements.

Après quelques explications échangées entre différents membres, la Commission supérieure adopte la résolution suivante :

LA COMMISSION, SANS ÉMETTRE D'OPINION SUR LA QUESTION DE MODIFICATION DE LA LOI DE 1807, RELATIVEMENT AUX PRÊTS COMMERCIAUX, EST D'AVIS, EN CE QUI CONCERNE LES PRÊTS CIVILS, QUE CETTE LOI NE DOIT PAS ÊTRE ABROGÉE, SANS QU'AUPARAVANT LES CONSEILS GÉNÉRAUX SOIENT CONSULTÉS.

§ 2. — PRÊTS SUR NANTISSEMENT

Organiser le prêt sur nantissement pour l'agriculture. — Organiser le prêt sur nantissement à domicile et sans tradition de gage.

Cette question est au nombre de celles sur lesquelles portait le rapport dressé par M. Josseau, en 1866 (voir plus haut, p. 49). Discutée sommairement dans la séance du 25 novembre 1868, elle a été reprise, comme on l'a vu, et définitivement repoussée dans la séance du 8 juillet 1869 (voir plus haut, page 73).

CHAPITRE III

SALAIRES. — MAIN-D'ŒUVRE

§ 1^{er}. — OUVRIERS AGRICOLES

Exiger le livret pour tous les ouvriers agricoles. — L'exiger seulement pour les ouvriers à gages. — Indiquer, sur le livret, les conditions de l'engagement.

DISCUSSION. — Séance du 25 novembre 1868

Lors de la discussion préliminaire engagée sur cette question dans la séance du 25 novembre 1868, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) fait connaître qu'une commission spéciale a été nommée, quelques mois auparavant, pour examiner ce qui concerne la question du livret pour les ouvriers. Une loi du 22 juin 1854 impose le livret à tous les ouvriers d'industrie et crée même des obligations pour le maître, en raison des garanties réciproques de l'ouvrier. Or, il a été constaté que cette loi est complètement tombée en désuétude. Faut-il dès lors l'étendre aux ouvriers agricoles ?

M. MIGNERET est d'avis que la loi ne doit pas être appliquée aux ouvriers de l'agriculture. Pour que l'institution du livret pût avoir une utilité réelle, il faudrait que le maître pût y inscrire des annotations sur la bonne ou la mauvaise conduite de l'ouvrier, ce qui présenterait de graves inconvénients. L'ouvrier

agricole est d'ailleurs tantôt ouvrier et tantôt maître, et tel va aujourd'hui, comme ouvrier, travailler dans une ferme, qui demain sera maître à son tour, sur ses propres terres, et prendra des ouvriers à son compte. Il serait assurément difficile d'astreindre au livret des propriétaires qui travaillent accidentellement pour autrui.

M. SUIN fait connaître que, dans les départements du Nord où il a présidé l'Enquête, le livret a été constamment demandé pour l'agriculture et que les Conseils généraux ont sans cesse émis des vœux dans ce sens. L'orateur trouve d'ailleurs qu'aucune similitude n'existe entre les ouvriers de l'industrie et ceux de l'agriculture. Les premiers sont généralement nomades et le livret leur sert de passeport dans une certaine mesure. L'ouvrier agricole, au contraire, n'est pas nomade et s'éloigne peu du canton où il travaille.

Il importe d'ailleurs de distinguer entre les individus qu'emploie l'agriculture. L'ouvrier agricole proprement dit est celui qui est attaché à une ferme, non comme journalier, mais comme valet de labour, comme charretier ou comme berger, homme de cour ou autres, recevant un gage annuel, en vertu d'un contrat passé avec le maître. Pour ces individus, le livret a une incontestable utilité; mais il en aurait peu pour le journalier qui doit conserver sa liberté de chaque jour.

M. DE BENOIST considère, au contraire, le livret comme absolument inutile, d'abord parce qu'avant de prendre à son service un homme qui doit vivre au milieu de la famille, dans la maison même, le fermier serait bien imprudent s'il ne s'entourait de tous les renseignements, de toutes les garanties possibles; ensuite parce qu'il serait non moins imprudent, de la part d'un cultivateur, de vouloir, au moyen de l'engagement constaté par un livret, retenir de force, chez lui, un ouvrier qui voudrait partir.

M. DU MIRAL déclare qu'il n'était pas, en principe, partisan du livret; mais il le considère comme très utile depuis la loi nouvelle qui a enlevé à la déclaration du maître la valeur dont elle jouissait autrefois.

Après un échange d'observations, LA COMMISSION SUPÉRIEURE SE PRONONCE CONTRE LA PRISE EN CONSIDÉRATION DE LA PREMIÈRE QUESTION, CE QUI ENTRAÎNE NATURELLEMENT LE REJET DE LA SECONDE.

Autoriser, sur une large échelle, l'emploi des militaires aux travaux agricoles.

DISCUSSION. — Séance du 25 novembre 1868

Après que M. LE MARÉCHAL VAILLANT a déclaré qu'il a toujours vu les autorités militaires se prêter avec empressement, dans la mesure possible, aux demandes des agriculteurs, CETTE PROPOSITION EST ÉCARTÉE PAR LA COMMISSION SUPÉRIEURE.

Adopter une nouvelle et plus sévère réglementation des cabarets. — Réduire leur nombre proportionnellement au chiffre de la population des communes.

DISCUSSION. — Séance du 25 novembre 1868

Ces deux questions n'ont donné lieu qu'à un examen sommaire, dans la séance du 25 novembre 1868.

M. GRESSIER croit que l'Administration est déjà armée de tous les moyens nécessaires pour réprimer les abus, et que, s'il y avait lieu de modifier la loi, ce serait plutôt dans le sens d'une liberté plus grande en faveur de l'industrie.

Cette opinion est contredite par différents membres qui pensent, d'une part, que la législation actuelle doit être maintenue et, d'autre part, que l'Administration est suffisamment armée pour faire fermer les cabarets, dont le nombre serait reconnu trop considérable.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE ADOPTE CET AVIS ET REJETTE LES DEUX PROPOSITIONS.

§ 2. — EMPLOI DES MACHINES

Laisser entrer les machines en franchise

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 25 novembre 1868.

La question, prise en considération sans débats, dans la séance du 25 novembre 1868, est renvoyée à une sous-commission, au nom de laquelle M. DE BENOIST s'exprime ainsi :

RAPPORT DE M. DE BENOIST.

Les renseignements statistiques établissent qu'en 1862, l'outillage agricole de la France se composait de quatre millions et demi d'instruments de toute nature. Ce nombre a dû s'augmenter depuis lors ; l'Enquête a révélé, en effet, que, sur tous les points du territoire, les cultivateurs ont vu, dans l'emploi des machines, un moyen efficace de perfectionner leur culture, de diminuer les prix de revient, de se soustraire aux exigences des ouvriers et de suppléer à la rareté toujours croissante de la main-d'œuvre.

Aussi a-t-on vu se développer partout l'industrie des constructeurs de machines agricoles, qui ont prospéré rapidement, grâce au prompt écoulement assuré à leurs produits.

Nonobstant cette prospérité, des vœux nombreux ont été formulés dans l'Enquête, en vue d'obtenir que le Gouvernement favorisât encore cet essor, notamment par la suppression des droits d'entrée sur les machines d'origine étrangère.

D'après le tarif général, toutes ces machines étaient soumises à un droit d'entrée de 15 francs par 100 kilogrammes. Ce droit a été réduit à 6 francs par tous les traités de commerce, et néanmoins les tableaux officiels constatent que, de 1860 à 1867, l'importation est restée à peu près stationnaire.

Ce fait s'explique par cette circonstance que, malgré l'abaissement du tarif, le prix des machines est demeuré le même ; d'où les cultivateurs ont pu conclure que le constructeur profitait seul de la diminution du droit. Leur appréciation eut été différente, s'ils avaient considéré que le prix de la main-d'œuvre ayant augmenté pour les constructeurs, le maintien des anciens

prix comportait réellement une diminution sur la valeur des machines.

Le Rapporteur expose que la suppression totale du droit d'entrée sur les machines étrangères aura, pour conséquence forcée, une diminution de prix et, en outre, une amélioration de confection de la part des constructeurs français. Il compare ensuite la situation des ouvriers agricoles avec celle des ouvriers de l'industrie, et démontre que celle-ci est plus favorable à tous les points de vue, ce qui explique l'émigration des ouvriers de la campagne vers les villes. Il est donc équitable d'adopter une mesure qui tendra à rétablir l'équilibre.

Il conclut, en conséquence, à ce que la Commission supérieure se prononce en faveur de la suppression de tout droit d'entrée sur les machines agricoles d'origine étrangère.

DISCUSSION. — Séance du 15 avril 1869.

La discussion s'est ouverte, devant la Commission supérieure, dans la séance du 15 avril 1869.

M. DE BENOIST, *rapporteur*, a tout d'abord résumé les termes et les conclusions de son rapport et avancé que la libre importation des machines étrangères, tout en excitant l'émulation des constructeurs français, ne saurait causer aucun dommage à leur industrie. Ce qui le prouve, c'est que les grands établissements, tels que le Creuzot et d'autres, exportent leurs machines dans toutes les parties du monde et même en Angleterre. Pour les petites machines, le cultivateur a tout intérêt à s'adresser aux constructeurs du pays, à cause des facilités, non-seulement d'acquisition, mais encore de réparation.

Le Rapporteur déclare, d'ailleurs, qu'en demandant la réduction du droit pour les machines agricoles, la sous-commission a eu pour objet aussi de pousser plus avant dans la réduction des droits qui protègent les fers français contre les fers étrangers. L'industrie métallurgique est aujourd'hui dans un état de prospérité incontestable, et la crise qu'elle a traversée, il y a quelques années, n'avait sa cause que dans les difficultés et les prix des transports et non dans la concurrence des fers étrangers.

L'agriculture a besoin de fer à bon marché, non-seulement pour ses machines et ses instruments, mais encore pour ses constructions rurales ; le fer lui est aussi indispensable que les chemins et les engrais.

M. GUILLAUMIN rappelle à la Commission supérieure une résolution adoptée par elle, dans une séance précédente, au sujet du droit sur les laines. (Séance du 18 mars 1869.— Voir ci-après, chap. VII, § 4.) Il s'agissait alors d'une question de protection pour l'agriculture ; celle-ci s'est exécutée et a demandé qu'on établît des tarifs qui ne fussent que fiscaux. Pourquoi changer le système adopté alors et ne pas conclure simplement à l'introduction des machines étrangères, comme on a conclu à l'introduction des laines ?

M. OZENNE, *directeur du Commerce extérieur*, fait connaître qu'en 1867 l'introduction des machines et mécaniques agricoles, non compris les instruments, s'est élevée à la somme de 1,513,000 francs, sur lesquels on a perçu des droits de 27,000 francs. L'orateur ne croit pas que la suppression de ce droit puisse faire baisser beaucoup le prix des machines.

D'autre part, le fabricant français subit un droit de 3 % sur les fers étrangers qu'il emploie, et il est certain que si le Creuzot a pu exporter des machines même en Angleterre, c'a été à la condition de recevoir en franchise, à titre d'admission temporaire, les fers employés à la construction de ses machines.

M. Ozenne trouve donc très difficile, lorsqu'il s'agit de la révision d'un tarif général des Douanes, d'inscrire la franchise en faveur des machines agricoles et d'établir un droit fiscal sur les laines, les chanvres, etc. Il se rallie, en conséquence, à l'opinion émise par M. Guillaumin.

Après examen, LA COMMISSION SUPÉRIEURE ADOPTE, EN PRINCIPÉ, L'AMENDEMENT DE M. GUILLAUMIN ET DÉCIDE QU'IL SUFFIRA DE RECOPIER POUR LES MACHINES AGRICOLES LA RÉDACTION ADOPTÉE A L'ÉGARD DES LAINES (1).

(1) On ne trouve, dans les procès-verbaux des séances suivantes, aucune trace de la rédaction prescrite par la Commission supérieure, à l'égard des machines agricoles. La résolu-

Accorder des primes aux inventeurs de bonnes machines.

Séance du 25 novembre 1868.

CETTE PROPOSITION A ÉTÉ REJETÉE SANS DÉBAT ET MÊME SANS EXAMEN, dans la séance du 25 novembre 1868.

§ 3. — INSTRUCTION

Faire entrer des notions d'horticulture et d'agriculture dans l'enseignement primaire. — Etablir des cours d'agriculture et d'horticulture dans les écoles normales primaires. — Organiser des cours d'adultes dans les campagnes. — Réformer, dans un sens plus favorable à l'agriculture, l'éducation des filles de la campagne. — Créer des bibliothèques agricoles. — Etablir, auprès de chaque école primaire, un jardin pouvant servir à démontrer les principes élémentaires de l'horticulture.

DISCUSSION. — Séance du 25 novembre 1868.

Dans la séance du 25 novembre 1868, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) fait connaître que la première de ces demandes a déjà reçu satisfaction, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre de l'Instruction publique s'étant entendus pour nommer une commission chargée de l'étudier.

Les deux demandes suivantes (établissement de cours d'agriculture et d'horticulture et création de cours d'adultes) sont

tion adoptée n'en conserve pas moins sa valeur, et pour la compléter, nous reproduisons ici la rédaction adoptée pour les laines (voir plus loin, chap. VII, § 4).

« La Commission supérieure.....

« Considérant que, de tous les régimes économiques, celui qui, en ménageant au Trésor un revenu suffisant, assurerait à l'activité du pays sous toutes ses formes, sans distinction ni faveur pour aucune d'elles, le plus de liberté et le moins de règlements possible, serait la plus appropriée à la nature du Gouvernement de l'Empereur, aux intérêts et aux vœux des masses et aux conditions du développement de la richesse publique,

« Est d'avis : que le droit de l'agriculture à être traitée sur le même pied que les autres industries du pays n'est pas contestable ;

« Que les droits actuellement existants sur les laines étrangères ne sauraient être éventuellement modifiés qu'au cas d'un remaniement général du tarif des douanes ;

« Qu'il y a lieu de demander au Gouvernement de s'occuper sans délai des détails relatifs à ce remaniement général, et de se mettre en mesure de présenter à la législature prochaine un projet de tarifs conçu dans un sens libéral et absolument fiscal. »

simplement énoncées, mais ne donnent lieu ni à discussion ni à résolution (1).

Sur la quatrième demande, bien que la Commission supérieure reconnaisse et regrette la tendance qui entraîne vers les villes les jeunes filles appartenant aux populations rurales, LA QUESTION RELATIVE A L'ÉDUCATION DES FILLES DE LA CAMPAGNE N'EST PAS PRISE EN CONSIDÉRATION.

Enfin, LES DEUX DERNIÈRES DEMANDES (création de bibliothèques agricoles et établissement d'un jardin auprès de chaque école primaire) SONT ÉCARTÉES COMME AYANT DÉJÀ REÇU SATISFACTION.

§ 4. — SOCIÉTÉS DE SECOURS. — ASSISTANCE PUBLIQUE.

Créer des hospices cantonaux et soumettre, dans les campagnes, les bureaux de bienfaisance au contrôle de commissions cantonales. — Obliger les communes à s'imposer pour faire soigner leurs malades dans les hospices des villes. — Organiser, sur de meilleures bases, le service de la médecine gratuite. — Etablir, pour les personnes indigentes, un système de bons pour des visites faites par le médecin de leur choix et dont le prix serait payé à celui-ci sur des fonds spécialement consacrés à cet usage. — Multiplier les sociétés de secours mutuels et de prévoyance. — Fonder des caisses de retraite pour les cultivateurs-agricoles.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 25 novembre 1868.

Après une discussion préliminaire, dans la séance du 25 novembre 1858, ces différentes questions ont été renvoyées à une sous-commission, au nom de laquelle M. WAISSE a présenté un rapport qui peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. WAISSE.

Parmi les causes de l'émigration des populations rurales vers les villes, l'Enquête agricole a signalé l'insuffisante organisation de l'assistance publique dans les campagnes.

(1) Ces deux questions (établissement de cours d'horticulture et d'agriculture dans les écoles normales primaires et organisation de cours d'adultes dans les campagnes) sont traitées en détail au chapitre x, § 2. (Enseignement agricole.)

Tandis que de nombreux établissements de charité, crèches, asiles, bureaux de bienfaisance, hôpitaux et hospices, se sont créés dans les villes, les communes rurales sont restées, à cet égard, dans un état complet d'infériorité. Les établissements de cette nature y sont rares ou dépourvus de ressources; enfin la médecine gratuite, qu'on croyait appelée à rendre de grands services et qui aurait pu, dans une certaine mesure, remplacer les hôpitaux et hospices, ne fonctionne que dans un certain nombre de départements. L'ouvrier agricole malade est obligé, le plus souvent, d'aller chercher au loin, dans les hôpitaux des villes, les secours dont il a besoin; encore ces secours, qui sont donnés gratuitement à l'ouvrier des villes, ne lui sont-ils donnés que si la commune à laquelle il appartient peut en rembourser les frais à l'établissement hospitalier.

Des renseignements statistiques recueillis par le Rapporteur, il résulte qu'au 1^{er} janvier 1869, il y avait, en France, 1,577 hospices ou hôpitaux, sur lesquels 755 sont dans des chefs-lieux de canton et 281 dans des communes rurales; 750 ont un revenu inférieur à 10,000 francs et 94 n'atteignent pas 2,000 francs de rente, tandis que d'autres ont des revenus énormes, de plusieurs centaines de mille francs, qu'ils ne dépensent pas et sur lesquels ils font des économies considérables.

La loi du 7 août 1851 a créé, pour les hospices et hôpitaux, l'obligation de recevoir les malades étrangers à la commune. L'article 3 porte que les malades ou incurables d'une commune *pourront* être admis aux hospices ou hôpitaux du département désignés par le Conseil général, suivant un prix de journée fixé par le Préfet. Enfin, dans l'article 4, il est dit que les communes, qui *voudraient* profiter du bénéfice de l'article 3, supporteront la dépense nécessaire pour le traitement de leurs malades ou incurables. Toutefois le département, dans les cas et les proportions déterminés par le Conseil général, *pourra* venir en aide aux communes dont les ressources sont insuffisantes; mais les allocations des Conseils généraux ne peuvent tout faire, et un grand nombre de communes ne peuvent, faute de ressources, voter les fonds nécessaires au traitement de leurs malades.

Les deux causes qui rendent peu utiles aux habitants des campagnes les établissements hospitaliers des villes sont donc celles-ci : Eloignement des hôpitaux et manque de ressources des communes.

Les ressources des bureaux de bienfaisance sont plus restreintes encore que celles des hôpitaux. En 1868, Paris excepté, il existait en France 13,275 bureaux de bienfaisance ayant un revenu total de 16,148,964 francs ; 1,197,962 indigents ont été secourus et, sur la somme des secours distribués, 1,200,000 fr. seulement ont pu être employés en secours médicaux. Dans les campagnes, beaucoup de bureaux de bienfaisance n'ont pas un revenu supérieur à 100 francs.

C'est pour suppléer à cette insuffisance de secours qu'a été instituée la médecine gratuite, qu'il serait particulièrement désirable de voir développer comme offrant des avantages sérieux, dans les villes aussi bien que dans les campagnes. Complétée par le bureau de bienfaisance, elle satisferait à toutes les exigences, au point de vue moral aussi bien qu'au point de vue de l'efficacité des secours. Malheureusement les ressources manquent pour donner à cette institution son développement complet.

La médecine gratuite est organisée aujourd'hui dans 52 départements. Elle a été supprimée, après avoir fonctionné, dans 7 autres. Enfin, elle n'a jamais été instituée dans 30. Parmi ces derniers, il importe de citer deux des départements les plus riches, la Seine et le Nord, où l'institution a été repoussée par le motif que le traitement des malades indigents était suffisamment assuré partout, par les bureaux de bienfaisance, au moyen de traités passés avec les médecins.

Les questions que, sous ce rapport, l'Enquête demande de résoudre peuvent se résumer à celles-ci : Peut-on rendre, pour les communes, l'assistance publique obligatoire ? Doit-on les obliger à en inscrire la dépense à leur budget ?

La sous-commission n'est pas d'avis de résoudre ces deux questions par l'affirmative.

D'une part, on ne comprend une taxe obligatoire que pour un

objet d'une utilité générale, et celle dont il s'agit ne profiterait qu'à une portion souvent minime de la population. D'autre part, cette taxe obligatoire rappellerait la *taxe des pauvres*, la plus immorale des lois, celle qui éteint chez tous le sentiment si élevé de la charité, où l'on donne par ordre, de même que le pauvre est logé, chauffé, nourri par ordre.

Quant aux sociétés de secours mutuels et aux caisses de retraite pour la vieillesse, on les regarde, avec raison, comme pouvant amener d'excellents résultats, non-seulement au point de vue des soulagements qu'elles procurent aux sociétaires, mais encore parce que, par la cotisation, elles forment à l'épargne et imposent des habitudes d'ordre et d'économie.

Mais les sociétés de secours mutuels, accueillies avec une certaine faveur dans les villes, n'ont pu s'établir dans les campagnes qu'avec beaucoup de peine. Leur nombre, en 1867, était de 5,614, comprenant 837,155 membres participants ou honoraires et disposant d'un avoir de 43,063,253 francs. Malheureusement la plupart de ces sociétés ont leur siège dans les grandes villes. Les campagnes ont paru repousser cette idée, et 790 associations seulement existent dans des communes de moins de 1,000 habitants.

Les caisses de retraite ne paraissent pas non plus appelées à un grand avenir dans les campagnes. Il semble, en effet, que les ouvriers ruraux seront encore moins disposés à faire annuellement un sacrifice dont ils ne devront retirer un bénéfice que dans de longues années, qu'ils ne le sont à s'associer aux sociétés de secours mutuels, qui leur assurent l'assistance dès qu'elle leur est nécessaire, le lendemain même du jour où ils auront versé leur première cotisation.

La loi du 18 juin 1850, sur les caisses des retraites, a ouvert, pour l'ouvrier agricole aussi bien que pour l'ouvrier des villes, la faculté de s'assurer le pain quotidien et une vie sans misère dans sa vieillesse ; mais il faut remarquer que si les sociétés de secours mutuels s'adressent à toute la famille du participant, il n'en est pas de même dans les caisses de retraite pour la vieillesse, où la rente est acquise au vieillard seul ; de telle sorte

que la famille entière a supporté le sacrifice nécessité par les versements et qu'un seul de ses membres en aura le bénéfice.

On peut dès lors se demander s'il est sage de souhaiter, pour les agriculteurs, le développement de ces institutions.

DISCUSSION. — Séance du 1^{er} avril 1870.

Dans la séance du 1^{er} avril 1870, M. WAÏSSE, *rapporteur*, a exposé les motifs pour lesquels la sous-commission n'a cru pouvoir proposer aucune décision : elle a craint, en proposant de créer une taxe obligatoire, pour un objet qui n'est pas d'une utilité générale, de constituer, pour les pauvres, un droit aux secours et d'établir ainsi quelque chose d'analogue à la taxe des pauvres qui existe en Angleterre et dont on connaît tous les inconvénients.

M. DE BÉHAGUE ne pense pas qu'on puisse répondre par une simple fin de non-recevoir à des vœux émis d'une manière très vive dans l'Enquête. Suivant l'orateur, l'Etat est gravement intéressé à ce que les campagnes ne se dépeuplent pas de leurs habitants ; il serait donc naturel que le budget général contribuât à l'organisation de l'assistance publique au profit des populations agricoles.

Après un échange d'observations entre différents membres, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Louvet*) émet l'opinion que la véritable difficulté consisterait à trouver de l'argent. Le moyen, suivant lui, de trouver des fonds consisterait à organiser le canton, à en faire un être moral ayant sa vie propre et pourvu d'un budget particulier. On pourrait alors fonder un hospice cantonal, à la fois hospice et Hôtel-Dieu ; mais pour atteindre ce but, il serait nécessaire d'établir des *centimes cantonaux*.

Sur la proposition du Ministre, la Commission supérieure émet un vœu ainsi conçu :

FACILITER L'EXÉCUTION DES SAGES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 7 AOUT 1851, EN CRÉANT, SOIT SUR LES FONDS DÉPARTEMENTAUX, SOIT SUR D'AUTRES FONDS, DES SECOURS AFIN DE FAVORISER L'ENVOI, PAR LES COMMUNES PAUVRES, DE LEURS INCURABLES A L'HOSPICE LE PLUS VOISIN.

M. MIGNERET propose ensuite d'inviter le Gouvernement à organiser les secours à domicile dans les campagnes. L'orateur connaît des départements où la visite des malades se fait très simplement. Le Conseil municipal vote une petite somme pour subventionner des Sœurs qui vont visiter les malades à domicile. Ces visites et le contrôle du médecin sont un enseignement salubre. Il faut d'ailleurs, autant que possible, laisser le malade dans sa famille. Il est ainsi moins abandonné et les liens d'affection se relâchent moins.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE JOINT LE VŒU SUBSIDIAIRE RELATIF A L'ORGANISATION DES SECOURS A DOMICILE, A CELUI PRÉCÉDEMMENT VOTÉ (1).

(1) Depuis l'époque où la Commission supérieure de l'Enquête agricole émettait ces vœux (avril 1870) jusqu'à celle où nous sommes parvenus (novembre 1876) la question de l'assistance publique dans les campagnes n'a été l'objet d'aucune mesure législative. Il y a lieu cependant d'espérer qu'elle sera prochainement résolue. Un projet de loi a été présenté, en effet, par MM. Théophile Roussel et Morvan, et un rapport a été rédigé par M. Eugène Tallon. Il est donc à présumer qu'une loi interviendra bientôt pour donner satisfaction aux vœux émis dans l'Enquête agricole.

CHAPITRE IV

AMÉLIORATION DU SOL

§ 1^{er}. — IRRIGATIONS. — DRAINAGES. — DESSÈCHEMENTS. — DÉFRICHEMENTS.

Rendre les Syndicats obligatoires pour l'amélioration des cours d'eau non navigables.

DISCUSSION. — Séance du 28 novembre 1868.

Dans la séance du 28 novembre 1868, M. GRESSIER fait observer que cette question ne peut, en ce moment, donner lieu à une proposition. Une loi récente (21 juin 1865) a, en effet, réglé la matière et rendu très facile la constitution des syndicats. Il a donc été satisfait, en grande partie du moins, aux vœux exprimés dans l'Enquête.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) donne lecture des dispositions de la loi de 1865, ainsi conçue :

« Article 1^{er}. — Peuvent être l'objet d'une association syndicale, entre propriétaires intéressés, l'exécution et l'entretien des travaux :

« 1^o De défense contre la mer, les fleuves, les torrents et les rivières navigables et non navigables ;

« 2^o De curage, approfondissement, redressement et régularisation des canaux et cours d'eau non navigables ni flottables et des canaux de dessèchement et d'irrigation ;

« 3^o De dessèchement des marais ;

« 4° Des étiers et ouvrages nécessaires à l'exploitation des marais salants ;

« 5° D'assainissement des terres humides et insalubres.... »

Par conséquent, dit le Ministre, les Syndicats sont obligatoires pour le curage, l'approfondissement, le redressement et la régularisation des cours d'eau. La question en ce moment soumise à la Commission supérieure a trait principalement à l'amélioration des cours d'eau non navigables. Or, la loi permet, dans ce cas, de former des associations syndicales libres, s'il y a unanimité des parties intéressées, et, à défaut de cette unanimité, du moment que l'intérêt public est engagé, elle laisse l'initiative de cette formation aux Préfets.

M. POUYER-QUERTIER insiste pour qu'on laisse l'expérience se faire sur une loi aussi récente.

Sur la proposition de M. Pouyer-Quertier, LA COMMISSION SUPÉRIEURE DÉCIDE QUE LA QUESTION EST ÉCARTÉE.

Modifier la loi de manière que l'exécution des travaux d'irrigation, de drainage, etc., puisse être décidée à la majorité des intéressés. — Rendre le curage des cours d'eau obligatoires pour les riverains.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868.

Prises en considération après un débat sommaire, dans la séance du 28 novembre 1868, ces deux questions ont été renvoyées à une sous-commission et ont donné lieu à la production, par M. CHASSAIGNE-GOYON, d'un rapport qui peut se résumer ainsi qu'il suit :

RAPPORT DE M. CHASSAIGNE-GOYON.

Une importance considérable a toujours été accordée, en France, à la question des irrigations. Lors de la discussion de la loi du 29 avril 1845 sur cet objet, M. de Tracy comparait nos cours d'eau « à des fleuves d'or que nous pourrions arrêter dans leur cours » et citant Mathieu de Dombasle, il ajoutait : « Si le Gouvernement le voulait, la France, avant un demi-siècle,

« porterait cinquante millions d'habitants pourvus quatre fois
« mieux qu'ils ne le sont à présent, au moyen d'un bon sys-
« tème d'irrigation. »

Le Ministre de l'Agriculture constatait, à son tour, que, dans le Midi notamment, l'arrosage des terres en triplait au moins la valeur et procurait au propriétaire plus de 20 % de ses dépenses, au fermier plus de 8 % de son capital d'exploitation.

A la même époque, un publiciste n'évaluait pas à moins de trois millions d'hectares la surface des terres qui pourraient être irriguées, en France, et démontrait que si le Gouvernement, des compagnies ou des associations voulaient se partager ce grand travail de la régénération de notre sol arrosable, nous cesserions bientôt de payer à l'Etranger le tribut de deux cents millions que nous lui apportons chaque année pour compléter notre approvisionnement en viandes et en céréales.

Différentes lois et différents règlements se sont efforcés de donner, dans la mesure possible, satisfaction aux justes réclamations des cultivateurs. Enfin est intervenue la loi du 21 juin 1865, qui a eu pour objet de faciliter, par l'association, toutes les améliorations agricoles ayant un caractère collectif, et notamment les travaux de curage, drainage, et irrigation, qui font plus spécialement l'objet de ce rapport.

On ne compte pas aujourd'hui plus de quinze à seize départements jouissant d'un système d'irrigation convenablement assuré et les superficies arrosées ne dépassent pas 160,000 hectares. A peu d'exceptions près, les entreprises formées par des concessionnaires ont échoué et si quelques syndicats d'arrosants prospèrent, ce n'est pas sans des difficultés sérieuses qu'ils sont parvenus à se constituer et à fonctionner.

Les opérations de drainage paraissent avoir fait des progrès un peu plus sensibles, surtout depuis la loi de 1854, avant laquelle ce mode d'amélioration était à peu près impraticable. La surface des terrains drainés a été évaluée à 200,000 hectares environ. Cette quantité est faible, si on la compare aux immenses travaux de même nature effectués en Angleterre et aux sacrifices que l'Etat s'était imposés pour stimuler le zèle des agriculteurs.

Sur les cent millions votés, en 1856, par le Corps législatif pour venir en aide, par des prêts, aux cultivateurs, dans l'exécution des travaux de drainage, il n'a pas été contracté plus de 75 emprunts, et les sommes prêtées n'ont pas dépassé 1,200,000 francs. Enfin, depuis la loi du 21 juin 1865, il ne s'est pas formé un seul syndicat pour l'exécution de travaux d'intérêt collectif.

L'indifférence des populations agricoles pour toute innovation et l'insuffisance de leurs ressources ne sont pas étrangères, sans doute, à cette situation ; mais il faut l'attribuer surtout aux imperfections de notre législation, au morcellement des propriétés, et au sentiment d'individualisme qui, dans les campagnes, entrave et paralyse l'esprit d'association.

Sans examiner la grave question de savoir s'il conviendrait de déclarer que tous les cours d'eau *pérennes* (c'est-à-dire coulant sans interruption) navigables ou non, font partie du domaine public, il importe de s'arrêter à la disposition du Code civil (article 644) qui ne reconnaît qu'au riverain seul le droit de se servir de l'eau courante qui borde son héritage, si cette eau ne dépend pas d'une rivière navigable ou flottable, c'est-à-dire, si elle ne fait pas partie du domaine public.

Il suit de là qu'un seul riverain, propriétaire de quelques mètres de terrain le long d'un cours d'eau non navigable ni flottable, peut empêcher toute une contrée de profiter de l'irrigation qui lui procurerait le travail et la richesse. Les lois de 1845 et 1847 ont donné aux arrosants la possibilité d'ouvrir leurs canaux sur la propriété d'autrui pour répandre les eaux qui leur appartiennent ; elles n'ont donné à aucun autre qu'au riverain le droit de creuser la rive pour s'approprier l'eau et la conduire sur des héritages plus ou moins rapprochés, dont elle décuplerait la fertilité.

L'Administration, il est vrai, agissant en vertu des droits de police et de réglementation qu'elle tient des lois des 22 décembre 1789, 20 août 1790, et 6 octobre 1791, a, dans plusieurs circonstances, notamment pour assurer l'approvisionnement des fontaines publiques, accordé des prises d'eau dans des

rièrres non navigables ni flottables, en réservant le droit des riverains à une indemnité, et ses décisions ont été maintenues par la jurisprudence ; mais son droit est évidemment mal défini, incertain, contestable, et elle n'en use qu'avec hésitation, après des formalités sans nombre et une déclaration d'utilité publique. Il ne parait pas surtout qu'elle l'ait jamais appliqué à des entreprises d'intérêt privé, industriel ou agricole, alors même que les travaux à exécuter répondraient à des besoins collectifs et présenteraient une importance réelle au point de vue de la production totale.

Une telle situation appelle évidemment une réforme, et le Rapporteur propose à la Commission supérieure d'émettre un vœu tendant à ce que, dans le Code rural, une disposition soit insérée qui, tout en reconnaissant aux riverains le droit d'user des eaux courantes qui longent ou traversent leurs propriétés, **confirme**, dans les mains de l'autorité, l'attribution de disposer de **ces** mêmes eaux ou du moins de la portion qui n'en serait pas utilisée, en faveur des propriétés non riveraines, lorsque ces dérivations auraient pour objet de créer des irrigations et seraient justifiées par un véritable intérêt agricole ou commercial.

Une seconde observation doit être faite relativement au mode de rétribution à l'aide duquel les concessionnaires de travaux d'irrigation ou les associations syndicales se rémunèrent des frais de leur entreprise. Après que l'entrepreneur, à grands frais, a terminé ses travaux, il arrive fréquemment que les propriétaires des champs situés dans la zone d'arrosage, se liguent entre eux, imposent à l'entrepreneur une taxe bien inférieure au prix rémunérateur, ou s'abstiennent jusqu'à ce que sa ruine soit consommée et qu'ils se soient rendus acquéreurs, pour une somme minime, des travaux délaissés.

Sans doute, dit le Rapporteur, la loi ne peut forcer un propriétaire à profiter de l'arrosage ; mais il est certain que l'ouverture seule d'un canal d'irrigation constitue un avantage considérable pour les propriétés situées dans le périmètre arrosable, dont la valeur s'est trouvée ainsi parfois doublée, triplée,

quadruplée, du jour au lendemain. La sous-commission demande qu'il soit dit que ceux qui profiteraient ainsi indirectement de l'intelligence, du dévouement et des capitaux engagés dans ces grandes entreprises, ne seront pas exonérés de toute contribution, bien qu'ils refusent, par calcul ou par inertie, d'y apporter leur concours.

Ce qui vient d'être dit pour les irrigations n'est pas aussi certain pour les opérations de drainage, et il n'est pas démontré que les drains placés à titre de servitude dans la propriété d'un tiers lui donnent une plus-value toujours très appréciable. Cependant il peut en résulter une amélioration qui compense au moins en partie l'indemnité à laquelle a droit celui dont le fonds est traversé et, dans ce cas, il semblerait juste de prendre cet avantage en considération dans l'évaluation de cette indemnité.

Après cet exposé, le Rapporteur arrive à l'examen de cette question : Y a-t-il lieu de modifier la loi, de manière que l'exécution des travaux d'irrigation et de drainage puisse être décidée à la majorité des intéressés?

La pensée de la loi de 1865 a été de simplifier la constitution des syndicats, leur action devant les tribunaux, la perception de leurs taxes ou cotisations et l'exécution de leurs travaux, auxquels elle a rendu applicable, en cas d'expropriation, l'article 16 de la loi du 21 mai 1836 ; mais la loi de 1865 a-t-elle fait assez large la part de l'intérêt général et, en se montrant respectueuse à l'excès du droit de propriété, n'a-t-elle pas rendu presque impossibles les entreprises collectives d'irrigation et de drainage? Telle est la question soulevée par un grand nombre de déposants, particulièrement dans les départements du Midi.

La sous-commission ne saurait admettre qu'on sacrifie au droit de la propriété qui reste inactive et stationnaire, le droit de la propriété qui veut agir et progresser, et elle résume son avis en demandant :

1° *Que le Code rural consacre, pour l'Administration, le droit de disposer, pour les non-riverains, des eaux des rivières non navigables et non flottables, qui ne seraient pas utilisées par les*

riverains eux-mêmes, lorsque ces dérivations auront pour objet des entreprises industrielles ou agricoles, d'intérêt public ou collectif;

2° Que le même Code autorise les associations syndicales d'irrigation et de drainage à se constituer comme les sociétés de dessèchement, de curage et d'endiguement, à la majorité des intéressés, conformément aux dispositions du titre III de la loi du 22 mai 1865, en décidant toutefois qu'elles ne pourront ainsi se constituer qu'après une déclaration d'utilité publique;

Que cette déclaration sera précédée ou suivie d'une instruction dans laquelle une commission locale composée de membres du Conseil général, d'ingénieurs et de propriétaires étrangers au syndicat, sera appelée à déterminer les propriétés qui, à raison de leur nature ou de la situation de leurs propriétaires, doivent rester affranchies de toute participation aux travaux;

Que les propriétaires définitivement compris parmi les intéressés pourront eux-mêmes s'exonérer de toute contribution à la dépense des travaux en tenant compte à l'association de la plus-value acquise par leurs héritages et réglée conformément à la loi du 16 septembre 1807, soit d'après de nouvelles dispositions adoptées par le législateur.

En ce qui concerne les CURAGES, le Rapporteur doit faire observer tout d'abord que la question, telle qu'elle a été posée (*rendre le curage des cours d'eau obligatoire pour les riverains*) n'aurait pas de sens, puisque la législation actuelle impose l'obligation et la dépense du curage aux riverains, lorsque cette opération a été prescrite par l'Autorité. On doit supposer que les déposants de l'enquête ont voulu, au contraire, parler des *non-riverains*, et c'est à ce point de vue que la sous-commission a examiné le vœu émis.

Le bon entretien d'une rivière et son écoulement normal ne profitent pas seulement aux usines et aux propriétés qui la bordent immédiatement. Les débordements s'étendent souvent bien au delà des rives, et les terrains situés à une certaine distance, dans les parties basses de la vallée ou de la plaine, sont parfois ceux qui souffrent le plus.

Les propriétaires riverains profitent seuls, il est vrai, de la pêche, des irrigations, des alluvions et des autres avantages que procure le voisinage des cours d'eau et, par ce motif, il est logique qu'ils supportent seuls les frais d'entretien et de curage; mais cette justification disparaîtrait si, comme le propose la sous-commission, dans la première partie de son rapport, le Code rural donnait à l'Administration le droit de concéder à des non-riverains la partie non utilisée de ces mêmes cours d'eau.

Des considérations analogues feront admettre que les communes traversées par un cours d'eau doivent supporter une partie des frais de curage, encore qu'elles ne soient propriétaires d'aucun bien bordant le cours d'eau.

Il convient enfin d'examiner, bien qu'elle n'ait pas été posée dans l'Enquête, la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'appliquer les articles 15, 16 et 17 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, en matière d'élargissement et de redressement des petits cours d'eau. Soixante conseils généraux se sont prononcés dans ce sens, et la sous-commission n'hésite pas à adopter cet avis.

En résumé, sur la question du curage des cours d'eau non navigables ni flottables, la sous-commission demande :

1° Que les frais de curage et d'entretien des rivières non navigables ni flottables puissent être mis à la charge des propriétaires non-riverains proportionnellement à leur intérêt, lorsqu'ils doivent profiter du bon aménagement des cours d'eau ;

Que le rôle des propriétaires intéressés aux travaux de curage, riverains ou non, qui devront y contribuer, soit dressé par le préfet, conformément à la loi du 4 floréal an XI, mais après avis d'une commission locale composée de membres du Conseil général, d'ingénieurs et de propriétaires étrangers à l'opération ;

2° Que les communes soient également tenues de contribuer aux frais de curage et d'entretien des cours d'eau qui traversent leur territoire, lorsque ces travaux intéressent la salubrité publique ;

Que toutefois leur contribution ne puisse être exigée qu'après une déclaration d'utilité publique prononcée par le Conseil

d'Etat ou par le préfet, après avis du Conseil général du département ;

3° Que les articles 15, 16 et 17 de la loi du 21 mai 1836 soient rendus applicables aux travaux d'élargissement et de redressement des mêmes cours d'eau, avec cette modification toutefois que les arrêtés des préfets sur cette matière devront être précédés de l'avis préalable des Conseils généraux.

DISCUSSION. — Séance du 11 mars 1869.

La discussion s'est ouverte, dans la séance du 11 mars 1869, sur les conclusions du rapport du M. CHASSAIGNE-GOYON.

Sur le premier paragraphe, M. MIGNERET, tout en reconnaissant l'importance des irrigations, à l'égard desquelles toutefois on a peut-être conçu des espérances un peu exagérées, ne saurait admettre une formule aussi impérative que celle qui consacre, pour l'Administration, le droit de déroger aux grands principes de la propriété. On devrait, suivant l'orateur, se borner à demander qu'à l'occasion du Code rural, on étudie les questions que soulève le développement des irrigations.

En second lieu, c'est à tort, suivant M. Migneret, qu'on a fait mention d'entreprises industrielles, la Commission n'ayant à s'occuper que des intérêts agricoles. L'orateur ajoute que toutes les fois que l'industrie a voulu faire usage des eaux, elle a singulièrement gêné l'agriculture. Aujourd'hui l'on veut donner à l'industrie le droit de prendre non-seulement l'eau dont elle est riveraine, mais encore celle qui passe à quelque distance de ses usines.

Il est vrai que la sous-commission réduit le droit de disposer qu'elle accorde à l'Administration, aux eaux non utilisées par le riverain ; mais ces eaux, inutiles aujourd'hui, seront utilisées demain par un nouveau propriétaire plus habile ou plus riche. Celui-ci pourra-t-il reprendre les eaux, si elles ont été affectées au service d'une usine ?

L'orateur serait disposé à s'associer à un vœu ayant pour objet de demander au Gouvernement d'étudier si, en respectant tous les droits et notamment le droit de propriété, il serait pos-

sible d'utiliser les eaux aujourd'hui non utilisables, mais à la condition que ce vœu ne fût pas impératif, et qu'il signalât seulement la grande utilité que présenterait une solution dans le sens indiqué.

Quant à consacrer au profit de l'industrie, dans un intérêt public ou collectif, le droit pour l'Administration de prendre les eaux qui coulent entre deux riverains, en procédant par la voie de dépossession administrative. cela paraîtrait excessivement grave.

Enfin il semblerait également excessif de porter atteinte au principe de la propriété pour ce qu'on a appelé des intérêts collectifs, qui ne sont autre chose qu'une collection d'intérêts privés.

M. CHASSAIGNE-GOYON, *rapporteur*, ne s'oppose nullement à ce que, dans les conclusions, on supprime la mention des entreprises industrielles. Ce qu'il importe surtout, c'est de faire disparaître le caractère absolu de l'article 644 du Code civil qui réserve au riverain seul le droit d'utiliser les eaux.

Il est vrai que, par voie de police, l'Administration s'est déjà arrogé le droit de disposer des cours d'eau et d'appliquer l'expropriation pour cause d'utilité publique; mais elle n'use de ce moyen que lorsqu'il s'agit de travaux d'une énorme importance. La sous-commission demande qu'une disposition législative accorde à l'Administration le droit d'agir de même, lorsqu'il y aura lieu de donner satisfaction à un intérêt agricole public ou *collectif*, c'est-à-dire se composant d'intérêts privés en nombre assez considérable.

Sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT (*maréchal Vaillant*), LA COMMISSION SUPÉRIEURE RECONNAÎT QUE LA LOI ACTUELLE EST INSUFFISANTE POUR PERMETTRE AUX IRRIGATIONS DE PRENDRE LE DÉVELOPPEMENT QU'ELLES DEVRAIENT AVOIR, ET DÉCIDE, EN PRINCIPE, QU'IL CONVIENT DE RECHERCHER LES MOYENS D'UTILISER LES EAUX DES RIVIÈRES NON-NAVIGABLES NI FLOTTABLES, POUR DÉVELOPPER LES IRRIGATIONS.

SUIITE DE LA DISCUSSION

M. BOULAY DE LA MEURTHE, revenant sur une question précédemment agitée, demande si le § 1^{er} des conclusions, qui fait mention d'un intérêt agricole *public*, s'étendra aussi à des intérêts *particuliers*.

M. DUMAS répond que cela s'étendra aux associations syndicales, sous condition que des enquêtes auront lieu avec toutes les formalités requises.

Après quelques autres explications échangées entre différents membres, LA COMMISSION SUPÉRIEURE ADOPTE DANS LEUR ENSEMBLE LES CONCLUSIONS DE LA SOUS-COMMISSION RELATIVES AUX IRRIGATIONS ET AUX DRAINAGES, SAUF A METTRE D'ACCORD ENTRE EUX LES DEUX PREMIERS PARAGRAPHES.

En suite d'un débat très sommaire, LES CONCLUSIONS RELATIVES AU CURAGE DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES SONT ÉGALEMENT ADOPTÉES, SAUF RETRANCHEMENT DE L'INTERVENTION DU CONSEIL D'ÉTAT, DANS LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DE L'OPÉRATION DE CURAGE (2^e alinéa du § 2).

Faire procéder au curage de manière que le plan d'eau ne soit pas déplacé, et que la vitesse du courant ne soit pas modifiée.

Séance du 28 novembre 1868.

Après un examen très sommaire dans la séance du 28 novembre 1868, CETTE QUESTION A ÉTÉ ÉCARTÉE COMME RENTRANT DANS LES PRÉCÉDENTES.

QUESTION SUPPLÉMENTAIRE RELATIVE AU DRAINAGE

SOULEVÉE PAR M. LE COMTE LE HON.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868.

Dans la même séance du 28 novembre 1868, M. LE COMTE LE HON a appelé l'attention de la Commission supérieure sur les difficultés que rencontre l'application de la loi relative au drainage, à raison des nombreuses formalités dont elle est hérissée.

Après un échange de quelques observations, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) pose la question en ces termes :

La loi sur le drainage, en raison des nombreuses formalités qu'elle exige, est-elle susceptible d'être modifiée et convient-il de rechercher les moyens d'appliquer les facilités qui résulteraient de cette modification, à l'exécution d'autres travaux d'un ordre privé ?

La question ayant été prise en considération et renvoyée à une sous-commission, M. LE COMTE LE HON a présenté, au nom de celle-ci, un rapport qui peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. LE HON

La loi du 17 juillet 1856 mettait à la disposition des propriétaires, pour travaux de drainage, une somme de cent millions consacrée à des prêts remboursables, en 25 ans, par annuités comprenant l'amortissement du capital et l'intérêt calculé à 4 %.

Elle accordait au Trésor un privilège sur le revenu ou les récoltes des terrains drainés, pour le recouvrement de l'annuité et sur le fonds même ou sa plus-value, en cas de réclamation des créanciers précédemment inscrits, pour le recouvrement du capital prêté.

Elle indiquait enfin les formalités à remplir pour la conservation de ce privilège.

Une seconde loi du 28 mai 1858, ratifiant une convention du 28 avril précédent, autorisa le Crédit foncier à faire les prêts prévus par la loi de 1856 et le subrogea aux droits et privilèges accordés au Trésor public, pour la garantie et le recouvrement de ces prêts.

Enfin un décret du 23 septembre 1858, portant règlement d'Administration publique, déterminait les conditions et les formes des prêts, ainsi que les autres mesures nécessaires à l'exécution de la loi.

Les renseignements consignés dans le rapport du Commissaire général de l'Enquête agricole établissent qu'à la fin de 1868 l'ensemble des travaux de drainage avait porté sur environ

230,000 hectares et avait nécessité une dépense de près de 60 millions et que, sur cette quantité, les emprunts faits au Crédit foncier, en vertu des lois de 1856 et 1858, n'étaient qu'au nombre de 75, représentant une somme de 1,111,790 francs et ne constituaient, par conséquent, que 2 1/2 % de la dépense totale consacrée au drainage, en France.

Le Rapporteur attribue cet insuccès aux inconvénients sérieux que les lois sur le drainage présentent aux propriétaires, et en outre à ce fait qu'on a restreint à cette nature spéciale de travaux les prêts de faveur à 4 %, qui auraient dû être étendus à d'autres améliorations aussi utiles, aussi dignes d'encouragement.

Parmi les mesures qui sembleraient devoir être modifiées, la sous-commission signale en première ligne :

1° La durée du prêt fixée à 25 ans par l'article 2 de la loi de 1856, ensuite de laquelle l'annuité s'élève à 6 fr. 41 c., intérêts et amortissement compris;

2° L'époque fixée par l'article 7 du décret de 1858, pour le versement du prêt par à-compte successifs, entre les mains de l'emprunteur ;

3° L'attribution exclusive de ces prêts de faveur à la seule opération du drainage.

Sur le premier point, *la sous-commission serait d'avis que la durée du prêt fût portée à 50 ans, ce qui réduirait l'annuité à 4 fr. 65 %, l'emprunteur demeurant, en outre, libre de se libérer par anticipation ;*

Sur le second point, *il serait utile que l'emprunteur pût recevoir, avant toute exécution des travaux, le quart ou le cinquième du montant du prêt.*

Enfin (et cette mesure semblerait la plus propre à donner une vive impulsion aux prêts du Crédit foncier), *il conviendrait d'étendre la faveur des prêts aux travaux d'irrigation, d'endiguement contre la mer et les rivières, de mise en valeur des relais de mer, d'établissement de canaux, de routes agricoles empierrées ou ferrées, de chemins d'exploitation et enfin de constructions rurales.*

DISCUSSION. — Séance du 18 mars 1870

Dans la séance du 18 mars 1870, M. LE COMTE LE HON a résumé rapidement les termes et les conclusions de son rapport.

M. GUILLAUMIN déclare donner son assentiment aux trois modifications proposées par la sous-commission ; mais, après avoir fait remarquer que le Crédit foncier n'est autre chose qu'une vaste banque, qui a absorbé tous les autres établissements, l'orateur fait ses réserves sur la question de savoir si l'on doit rester sous l'empire d'un établissement privilégié qui, quant au drainage, n'a pas rendu de grands services, et qui, quant au crédit agricole, n'en a rendu aucun.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE ADOPTE LES PROPOSITIONS DE LA SOUS-COMMISSION AYANT TRAIT : 1° A LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS RELATIVES AUX EMPRUNTS ; 2° A L'EXTENSION DE LA DURÉE DES PRÊTS, DE 25 ANS A 50 ; 3° AU PAYEMENT PRÉALABLE D'UN CINQUIÈME DU MONTANT DES PRÊTS, AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX.

ELLE ADOPTE ÉGALEMENT L'EXTENSION DES PRÊTS AUX TRAVAUX D'IRRIGATION, D'ENDIGUEMENT CONTRE LA MER OU LES RIVIÈRES, DE MISE EN VALEUR DES RELAIS DE MER, D'ÉTABLISSEMENT DE CANAUX, DE ROUTES AGRICOLES EMPIERRÉES OU FERRÉES, DE CHEMINS D'EXPLOITATION, DE CONSTRUCTIONS AGRICOLES, DE CHAULAGE ET DE MARNAGE.

§ 2. — ENGRAIS. — AMENDEMENTS

Utiliser plus complètement les engrais des villes

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868

Lors de la discussion préliminaire à laquelle cette question a donné lieu, dans la la séance du 25 novembre 1868, M. LE GÉNÉRAL DE BÉVILLE a d'abord démontré l'urgence d'entrer dans la voie de réformes radicales au sujet de la conservation des engrais des villes et de leur plus grande utilisation.

Dans l'opinion de l'orateur, la production de la France en céréales et en viande est absolument insuffisante, ainsi que le

prouvent les importations considérables en grains et en bestiaux qui ont lieu chaque année, pour pourvoir aux besoins de la consommation, et il est d'une importance majeure de combler ce déficit, en augmentant les facultés productives du sol. Le seul moyen d'atteindre ce but est l'application abondante des engrais, en tête desquels devrait figurer ce qu'il est permis d'appeler l'*engrais humain* qu'on a jusqu'ici beaucoup trop négligé et qu'on laisse perdre.

L'orateur décrit les procédés récemment appliqués pour empêcher la déperdition de ces engrais et en rendre l'emploi possible. Il appelle sur ce point l'attention de la Commission supérieure.

Après un court débat, la question est prise en considération et renvoyée à une sous-commission au nom de laquelle M. TISSERAND a présenté un rapport qui peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. TISSERAND

Des progrès considérables ont été réalisés, en agriculture, dans la période de 1840 à 1862.

En 1840, les *terrains en jachère* occupaient une étendue de 6,763,281 hectares ; leur étendue n'était plus que de 5,147,862 en 1862.

En 1840, la *culture en froment* était de 5,587,000 hectares et la production à l'hectare était de 12 hectolitres 45 ; en 1862, l'étendue cultivée était de 7,457,000 hectares et la production de 14 hectolitres 47 à l'hectare.

En 1840, la *valeur des grains récoltés* était de 2,116,000,000 de francs ; en 1862, elle a été de 3,865,000,000.

En 1840, la *production en pommes de terre* a été de 96 millions d'hectolitres ; cette production a été de 142 millions d'hectolitres en 1862.

En 1840, la *culture de la betterave* occupait 57,663 hectares et donnait un produit de 13,500,000 quintaux de racines ; en 1862, l'étendue cultivée était de 136,500 hectares et le rendement de 44 millions de quintaux.

En 1840, les *prairies artificielles* occupaient 1,576,000 hec-

tares et produisaient 47 millions de quintaux de foin ; en 1862, leur étendue était de 2,773,000 hectares et leur produit dépassait 100 millions de quintaux.

Quant aux *prairies naturelles*, leur étendue n'a pas été sensiblement augmentée ; mais leur produit, qui était de 105 millions de quintaux en 1840, a été de 160 millions de quintaux en 1862.

Enfin, en 1840, les *vignes* occupaient une étendue de 2,150,000 hectares produisant 45,486,000 hectolitres de vin, et, en 1862, l'étendue était de 2,315,000 hectares et le produit de 63,838,000 hectolitres.

Pendant la même période, de 1840 à 1862, la production en *viande de boucherie* s'élevait de 670 millions de kilogrammes à 942 millions.

Malgré cette augmentation de production, la France a dû demander à l'étranger des quantités considérables de grains et farines, de riz, de bestiaux, de fromages et de chevaux, qui, pour la période 1852 à 1866, se sont élevées à une valeur de 1,538,800,000 francs. Il est vrai que, pendant la même période, elle a exporté, en vins et eaux-de-vie, mules et mulets, œufs et volailles, pommes de terre et légumes secs, pour une valeur totale de 4,485,000,000 de francs, recevant ainsi plus de numéraire qu'il n'en était sorti par les importations.

Les chiffres qui précèdent prouvent d'une manière incontestable que la prospérité du pays a fait des progrès rapides. Il est non moins certain que le régime alimentaire des classes inférieures, et particulièrement des populations agricoles, a subi une notable amélioration ; il importe seulement que la nation conserve et multiplie ses forces productives et ses moyens d'échange et, en présence du déficit, la question, pour l'agriculture, se réduit aux points suivants :

1° L'agriculture nationale est-elle susceptible, en améliorant ses procédés, d'augmenter sa production en denrées animales et végétales, de façon à satisfaire pleinement les besoins de la consommation ?

2° Quels sont les moyens à employer pour atteindre ce but ?

Sur le premier point, dit le Rapporteur, il n'existe aucun doute dans l'esprit de tous ceux qui se sont occupés de ces graves questions. Quant aux moyens de réaliser les améliorations désirées, c'est ce que recherche l'Enquête agricole dans toutes ses parties. Le côté de la question qu'il s'agit particulièrement d'étudier pour le moment, c'est celui qui concerne les engrais.

Après avoir succinctement décrit les phénomènes de la végétation et de la nutrition, le Rapporteur conclut à la nécessité de rendre au sol ses forces productives, sous peine de le voir arriver à un prompt épuisement.

C'est sur ces principes que repose l'emploi non-seulement des fumiers produits par les animaux de travail et de vente, mais encore d'agents divers, tels que le guano, la marne et la chaux. Seulement il a été constaté que, tandis que les engrais provenant des fumiers enrichissent véritablement le sol, les substances qui viennent d'être nommées, après un premier résultat favorable, amènent bientôt l'épuisement qu'on avait voulu éviter, de telle sorte qu'on a pu dire avec raison qu'elles enrichissent le père et appauvrissent le fils.

Pour que le progrès agricole puisse se généraliser, il faut donc pourvoir à cette insuffisance d'engrais notoirement reconnue.

D'après les renseignements fournis par le Rapporteur, le sol cultivé comprend :

En terres labourables. .	26,568,621 hectares
En prairies naturelles. .	5,021,246 —
En vignes.	<u>2,320,809 —</u>
Soit au total	33,910,676 hectares

Cette superficie pourrait être facilement portée à 40,000,000 d'hectares.

La quantité de fumier produite pour ces terres oscille entre 110 et 120 milliards de kilogrammes, soit environ 4 à 5,000 kilogrammes par hectare. Une quantité au moins double serait nécessaire.

On obtiendra certainement un résultat favorable, d'une part,

en recueillant avec plus de soin qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour, les fumiers provenant des exploitations agricoles, et d'autre part, en augmentant, par un aménagement convenable des eaux courantes, la production des prairies naturelles ; mais le principal remède au déficit constaté se trouvera certainement dans l'utilisation intégrale des déjections d'une population de 40 millions d'habitants. On peut évaluer à 10 ou 12 milliards de kilogrammes le poids de ces déjections, ce qui fournirait l'équivalent de 300 millions de quintaux métriques de bon fumier de ferme. Cette masse considérable permettrait d'augmenter les fumures de 1,000 à 1,500 kilogrammes de fumier par hectare, ce qui donnerait un accroissement de production d'une vingtaine de millions d'hectolitres de blé ou de l'équivalent en fourrages.

Qu'on joigne à cette masse énorme, les débris des vêtements, les cendres des foyers, les résidus des usines, les eaux de lavage des rues, les débris des substances puisées dans la mer et des matières premières tirées de l'étranger pour alimenter les manufactures, etc., et l'on comprendra tout ce que l'utilisation de ces sources de fertilité peut fournir aux campagnes pour les besoins de la culture ; on comprendra aussi tout le préjudice que l'on cause, non-seulement à l'agriculture, mais à la société entière, en les rejetant dans les eaux des rivières.

Le profit considérable qu'on peut retirer des engrais des villes est connu depuis longtemps, et les déjections humaines sont utilisées dans plusieurs parties de la France, notamment dans le département du Nord, dans les environs de Lyon, Strasbourg et Grenoble, et tous les cultivateurs sont unanimes pour reconnaître l'utilité de ces mesures ; mais la difficulté commence dès qu'on envisage le côté pratique de la question, en raison de nos habitudes et de l'installation de nos demeures.

Les obstacles seraient facilement vaincus dans les campagnes, au moyen de procédés divers et notamment du système inventé par M. Goux ; mais, dans les grands centres de population, le problème devient plus difficile, parce qu'il faut avant tout satisfaire aux exigences de la salubrité des villes et de la propreté des habitants.

La sous-commission n'avait pas à faire l'examen détaillé des divers procédés qui ont été présentés. Ils ont été décrits avec soin dans les documents de l'enquête faite sur les engrais et dans plusieurs publications intéressantes, notamment dans un mémoire de M. Rouna, sur l'utilisation des eaux d'égout, les études de M. Mille et la collection des rapports et enquêtes de la Commission d'hygiène de Londres. La sous-commission s'est bornée à indiquer les moyens généraux qui, dans sa pensée, permettraient aux villes de répondre à toutes les données du problème.

Les conditions, telles qu'elles viennent d'être posées, entraînent immédiatement la condamnation du système des fosses d'aisance fixes dans les maisons; il crée, conserve, alimente régulièrement un foyer d'infection, de putréfaction sous nos pieds, dans nos demeures; des infiltrations putrides pénètrent dans le sol et corrompent les eaux des citernes et des puits. L'enlèvement des matières est une autre cause de dégoût et d'insalubrité; enfin un trentième à peine de ces précieux engrais est utilisé sous forme de poudrette et de sulfate d'ammoniaque.

L'usage des tinettes mobiles est un progrès insuffisant; quant au système inventé par M. Goux, il semble incompatible avec les habitudes de grande consommation d'eau qui tendent à se généraliser, même dans les classes inférieures.

La sous-commission doit mentionner aussi les tentatives faites pour le transport par chemins de fer et par canaux du contenu des fosses d'aisance des grandes villes; mais ces tentatives ont échoué et ont dû être abandonnées.

Le seul procédé qui semble pratique est celui qui prend les détritiques des villes dans l'état où ils se trouvent et qui les utilise tous, sans distinction et sans aucune élimination. Ce système, réduit à sa plus simple expression, consiste : 1° dans l'expulsion immédiate, dans des conduits souterrains, de toute déjection, de toute immondice, de toute eau ménagère, à mesure qu'elles se produisent; 2° dans leur transport au loin; 3° dans leur emploi par la méthode des irrigations ordinaires.

Ce procédé a été l'objet de nombreuses enquêtes en Angleterre ; il a été reconnu que les déjections noyées dans des masses d'eau considérables cessent de produire des émanations fétides, sans que leurs principes fertilisants soient altérés. Ce système fonctionne à Londres, et son établissement a demandé huit ans de travaux et une dépense de 105,000,000 de francs, et quelque lourde que soit cette charge, les habitants la trouvent légère, eu égard aux avantages qu'ils en retirent.

Ce que Londres a fait, la ville de Paris pourrait certainement le faire avec succès, et son exemple serait suivi par les autres grandes villes, au grand avantage des populations de ces villes et de l'agriculture.

Le Rapporteur résume de la manière suivante les conclusions et les propositions de la sous-commission :

1° Dans son opinion, rien de ce qui peut accroître les éléments de fertilité du sol ne doit être négligé ou dédaigné. C'est à l'agriculteur à faire choix, dans chaque situation, de l'engrais qui, ajouté à ses ressources en fumier, lui permettra de maintenir et d'augmenter la fertilité du sol et lui rapportera le plus, qu'il s'agisse d'engrais minéraux, d'engrais du commerce, de guano, de tourteaux, de fumiers ou d'immondices, de quelque provenance que ce soit ;

2° En particulier, en ce qui concerne les engrais des villes, la sous-commission regarde comme regrettable, comme nuisible au pays, toute déperdition de matières propres à accroître la production : déjections solides, urines, boues, eaux ménagères et eaux d'égout, rien ne doit être perdu, tout doit être recueilli avec soin et rendu à la terre ;

3° Dans son opinion, le mode de retour vers les campagnes de ces engrais, le plus économique, le plus avantageux et en même temps celui qui assure le mieux les conditions d'hygiène et de salubrité publiques, c'est le rejet immédiat, à mesure qu'elles se produisent, sans préparation ni concentration, ni désinfection d'aucune sorte, des immondices des maisons et des rues, dans des conduites souterraines et leur transport au loin sous la forme liquide ;

4° Le meilleur emploi qu'on puisse faire des engrais liquides ainsi obtenus consiste dans l'arrosage des prairies naturelles ou artificielles. Cet arrosage doit se faire d'après les pratiques ordinaires de l'irrigation, c'est-à-dire au moyen de rigoles et de fossés découverts ; pour cet emploi, les terrains perméables, sablonneux ou calcaires doivent être recherchés. D'après les meilleures autorités, on estime qu'avec une alimentation moyenne d'eau de 150 litres par habitant et par jour, un hectare de prairie suffit pour l'absorption des eaux d'égout correspondant à 500 habitants. Dans certains cas, en sol drainé et d'une grande perméabilité, cette surface peut recevoir les eaux d'égout de 1,000 habitants et plus. Toutefois, c'est là une limite maxima ; il sera toujours préférable, dans l'intérêt de la production, de distribuer ces engrais sur de bien plus grandes surfaces ;

5° Des émissaires de débordement doivent être ménagés le long des égouts collecteurs, pour déverser leurs eaux en rivières dans les cas de pluies torrentielles ou quand, après des pluies prolongées, les terrains ont été saturés d'eau et ne peuvent plus rien absorber ;

6° C'est aux villes à prendre à leur charge les dépenses à faire pour enlever les immondices qu'elles ont produites et dont elles ont besoin de se débarrasser ; c'est à elles à les conduire dans les campagnes, où ces engrais soient complètement utilisables et aient de la valeur pour l'agriculture. Il serait désirable, dans ce but, que les villes évitassent de jeter leurs immondices dans les rivières et autres cours d'eau, à moins que ceux-ci ne servent à des usages d'irrigation.

DISCUSSION. — Séance du 9 juillet 1869.

Après une discussion sommaire dans la séance du 9 juillet 1869, la Commission supérieure ayant renvoyé la question à la sous-commission, afin de donner à ses conclusions une forme moins absolue, M. TISSERAND, dans la séance suivante (13 juillet), donna lecture de nouvelles propositions ainsi conçues :

1° *La Commission considère comme nuisible aux intérêts de l'agriculture et à la prospérité du pays, toute déperdition de ma-*

tières fertilisantes, de quelque nature que ce soit, et en particulier, le rejet, dans les rivières, des eaux vannes, vidanges, eaux d'égout et autres détritiques provenant de la consommation des villes;

2° Elle pense qu'il y a lieu d'appeler l'attention des municipalités des centres de population où les engrais sont rejetés dans des cours d'eau inutilisés par l'agriculture, sur l'urgence de recueillir les engrais avec soin et sans en rien excepter, pour les mettre à la portée des cultivateurs, en ayant recours aux procédés reconnus, dans chaque localité, les plus propres à concilier à la fois les exigences de la salubrité et les besoins de l'agriculture ;

3° Dans un grand nombre de situations, et notamment dans les centres les plus peuplés, le moyen qui paraît à la Commission remplir le mieux actuellement les conditions du problème, consiste dans le rejet immédiat, dans les égouts, à mesure qu'elles sont produites, des matières fécales solides et liquides et des eaux ménagères et dans leur expulsion, sous la forme liquide, dans des canaux souterrains, à pente suffisante, au delà de la zone qui utilise les engrais solides des villes, fumier de cheval, boues, etc., et d'un transport coûteux, c'est-à-dire à une distance telle, que les cultivateurs y manquant de fumier aient intérêt à les acheter et à s'en servir pour l'irrigation des terres et principalement des prairies.

Dans le cours de la discussion, différents membres font connaître que le système récemment mis en usage à Londres existe depuis de longues années dans plusieurs autres villes, telles que Bruxelles, Edimbourg, Milan, etc.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) fait observer que les conclusions proposées ne peuvent conduire à un résultat pratique. On ne peut, en effet, donner à une municipalité autre chose qu'un conseil qu'elle suivra ou ne suivra pas, selon l'intérêt qu'elle y trouvera. L'application de ce système entraînerait d'ailleurs des dépenses considérables que peu de villes voudraient ou pourraient s'imposer. L'orateur reconnaît que la ville de Paris ne sera jamais salubre, tant qu'on n'aura pas supprimé les fosses d'aisance ; mais il est d'avis que, quant à présent, le système le plus pratique consisterait, comme on l'a

déjà fait sur certains points de la ville, à substituer aux fosses d'aisance des tonneaux mobiles pouvant s'enlever et se transporter au loin.

M. MIGNERET est d'avis qu'au vœu proposé par la sous-commission, on ajoute une prière au Gouvernement de faire étudier par les corps savants et par tous ceux qui s'occupent de ces questions intéressantes, le moyen d'arriver à une pratique facile, aussi peu dispendieuse que possible.

M. DUMAS présente une série de considérations fort intéressantes qu'il résume comme il suit : 1° Il faut que la ville soit munie d'un système de canalisation complète; 2° il faut qu'à une distance convenable, on trouve des terrains propres à recevoir et à utiliser les eaux d'égout; 3° il faut enfin que les terrains puissent être mis, à un prix raisonnable, à la disposition de ceux qui veulent en faire l'application, ce qui rendrait nécessaire la possibilité d'appliquer la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'orateur ajoute qu'en ce qui concerne la salubrité des cours d'eau, le système proposé ne peut présenter aucun inconvénient. L'expérience faite à Edimbourg depuis deux cents ans, est tout à fait rassurante à cet égard. Les canaux qui transportent les eaux chargées de matières diverses, et notamment de matières fécales, traversent, en sortant de la ville, une zone entièrement occupée par des maisons de campagne, dont les habitants n'ont jamais élevé aucune plainte. Les terres arrosées de la sorte ont acquis une grande fertilité.

Aux environs de Londres, on fait arriver les eaux d'égout dans des prairies de ray-grass par des canaux à ciel ouvert. Tant qu'elles coulent dans les canaux, leur odeur est facile à apprécier; mais dès qu'elles arrivent dans les prairies et pénètrent dans le sol, toute odeur disparaît. Elles filtrent à travers le sol, vont se réunir dans des canaux de drainage et sortent, à peu de distance, si complètement épurées, que le cours d'eau qu'elles alimentent contient des plantes et des poissons (entre autres, des truites) qu'on ne rencontre que dans les cours d'eau les plus sains.

Au point de vue de l'agriculture, il est prouvé que, dans les prairies ainsi irriguées, le ray-grass s'élève, tous les jours, d'un demi-pouce anglais, de telle sorte qu'au moment même où parlait l'orateur (mois de juillet) on y faisait la sixième coupe de l'année.

Employées sur des terres à blé, sur des champs de betteraves et autres racines et même de légumes de toute espèce, les eaux d'égout ont également donné des résultats extrêmement favorables.

L'orateur n'adhère pas cependant sans réserves aux conclusions proposées par la sous-commission, et notamment à la troisième. L'idée principale est de faire entraîner les matières par un courant d'eau. Un pareil mode est parfaitement applicable à toute ville où, comme à Londres, les eaux de lavage sont en quantité considérable ; mais il n'en serait pas de même dans des villes telles que Reims et Roubaix, qui ne disposent que d'un faible volume d'eau et où les usines jettent dans les égouts des matières utilisables pour l'industrie et l'agriculture. Il ne faut donc pas exclure d'avance les procédés qui pourraient se produire plus tard.

Après quelques observations présentées par différents membres et sur la proposition de M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT, LA COMMISSION SUPÉRIEURE ADOPTE LES DEUX PREMIÈRES CONCLUSIONS DE LA SOUS-COMMISSION ET REMPLACE LA TROISIÈME PAR LA RÉDACTION SUIVANTE :

LA COMMISSION ÉMET LE VŒU QU'IL SOIT INTERDIT A L'AVENIR DE DÉVERSER DANS LES COURS D'EAU NON DESTINÉS A L'ARROSEMENT DES PRAIRIES, LES MATIÈRES FÉCALES, EAUX MÉNAGÈRES ET AUTRES, ET QUE LE GOUVERNEMENT EN FASSE ÉTUDIER LES MOYENS, AINSI QUE CEUX DE LES RECUEILLIR ET DE LES UTILISER AU PROFIT DE L'AGRICULTURE.

Séance du 1^{er} avril 1870.

Dans une séance ultérieure (1^{er} avril 1870), M. LE GÉNÉRAL DE BÉVILLE a fait connaître que la Compagnie anglaise, concessionnaire, pour la ville de Londres, du système décrit dans le

rapport de M. Tisserand, avait dû suspendre ses opérations, après avoir fait des dépenses considérables d'installation.

Bien que l'échec de la Compagnie de Londres ne puisse être un argument décisif contre un système appliqué depuis longtemps par d'autres villes, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT déclare que l'Administration retient, de cet incident, qu'il y a lieu de s'enquérir de ce qui s'est passé à Londres et des causes du succès ou de l'insuccès.

Augmenter les facilités pour l'entrée des engrais étrangers et pour la circulation des engrais en France. — Supprimer les droits d'entrée, notamment sur le guano. — Abaisser les tarifs de transport pour les engrais.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868

Dans la séance du 28 novembre 1868, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) expose la situation, notamment en ce qui concerne le guano.

Cette substance était, à une époque antérieure, soumise à trois droits d'entrée : 1° droit d'entrée en France, ayant un caractère essentiellement fiscal; 2° droit de surtaxe de pavillon, ayant pour but de protéger le pavillon français; 3° surtaxe d'entrepôt, ayant pour objet d'empêcher la concurrence des entrepôts étrangers, au détriment des importations faites dans notre pays.

Aujourd'hui, le droit fiscal n'existe plus; la surtaxe de pavillon expirera au mois de mai 1869, en vertu de la loi du 21 mai 1866; reste la surtaxe d'entrepôt de 18 francs par tonne.

La question se réduit donc à savoir s'il faut laisser à un navire français la faculté d'aller prendre à Londres du guano qui s'y trouve en entrepôt et de l'apporter franc de droit en France, en d'autres termes, s'il faut supprimer la surtaxe d'entrepôt.

Après quelques explications, la Commission supérieure nomme une sous-commission pour l'examen de cette question; quant à celle qui se rapporte à l'abaissement des tarifs de transport, elle viendra en discussion à l'occasion des voies de communication. (Chapitre VI.)

RAPPORT DE M. DE VEAUCE.

Sur la question de surtaxe d'entrepôt, M. LE BARON DE VEAUCE a présenté un rapport qui peut se résumer comme il suit :

Les engrais autres que le guano (poudrette, résidus de noir animal et autres), de provenance étrangère, sont exempts de droits lorsqu'ils entrent par navires français, et assujettis à un droit de 6 francs par tonne, lorsqu'ils entrent par navires étrangers. Cette surtaxe, en vertu de la loi du 19 mai 1866 (art. 5) disparaîtra à partir du 19 mai 1869. Cette question se trouve donc virtuellement résolue en ce qui touche les engrais autres que le guano.

La situation est différente à l'égard de cette dernière substance, le bénéfice de la loi de 1866 ne s'appliquant qu'aux produits importés directement des pays de production, par navires étrangers, et non à ceux qui, préalablement à leur transport en France, auront été entreposés à l'étranger, et la *surtaxe d'entrepôt* a été maintenue par la loi de 1866 ; elle est de 18 francs par tonne pour le guano.

Cet engrais est l'un des plus recherchés par l'agriculture ; il est surtout précieux au début d'une exploitation agricole, alors que le cultivateur est encore dépourvu d'engrais de ferme. D'un autre côté, les gisements de guano tendent à s'épuiser rapidement et le prix s'en élève dans une assez forte proportion. Il est donc bon que les cultivateurs français puissent en faire d'abondantes provisions.

Enfin la suppression des surtaxes d'entrepôt a déjà été autorisée en faveur des laines d'Australie et des cotons de l'Inde ; il serait donc logique d'agir de même en ce qui concerne le guano.

Par ces motifs, *la sous-commission propose de demander au Gouvernement la suppression de la surtaxe d'entrepôt pour le guano.*

Séance du 25 février 1869.

CETTE PROPOSITION EST ADOPTÉE SANS DÉBAT PAR LA COMMISSION SUPÉRIEURE. (Séance du 25 février 1869.)

Etendre aux marchands d'engrais et aux prêteurs pour achats d'engrais et d'amendements le privilège conféré par l'article 2102 du Code Napoléon pour fournitures de semences ou pour les frais de la récolte de l'année.

Cette question a été résolue négativement par la Commission supérieure, dans la séance du 8 juillet 1869, à l'occasion de la discussion sur les institutions du Crédit agricole. (Chapitre II, § 1^{er}. — Voir plus haut, page 73.)

Réviser la législation en ce qui touche le goémon et les engrais de mer.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868

Prise en considération, après une courte discussion, dans la séance du 28 novembre 1868, cette question a été renvoyée à une sous-commission au nom de laquelle M. DE LAVENAY a présenté un rapport qui peut se résumer ainsi :

RAPPORT DE M. DE LAVENAY

Les varechs ou goémons constituent, pour le littoral breton, un élément de fertilité des plus précieux ; mais leur récolte, soumise aux règlements maritimes, est assujettie à certaines conditions restrictives qui ont donné lieu, dans l'Enquête, à des réclamations dont plusieurs, il est vrai, ont reçu satisfaction par un décret récent du 8 février 1868.

Antérieurement à ce décret, la récolte du goémon était réglementée par un décret du 4 juillet 1853, qui, entre autres dispositions, contenait les suivantes :

1° Interdiction de vente, de transport et d'emploi du goémon en dehors du territoire des communes riveraines, sauf décision contraire du conseil municipal ;

2° Attribution exclusive de la récolte des goémons *de rive* aux habitants des communes riveraines et aux propriétaires de terres situées dans ces communes, bien que non habitants ;

3° Défense de couper le goémon de rive plus d'une fois par an ;

4° Obligation, pour la récolte des goémons de rive et d'épave (c'est-à-dire se trouvant sur des parties de côtes inaccessibles

par terre) d'employer, comme moyens de transport ou de remorque, des bateaux montés par des marins inscrits et pourvus de rôles d'équipage ;

5° Obligation, pour la récolte des *goëmons poussant en mer* (permise pendant toute l'année), d'employer des bateaux pourvus de rôles d'équipage ; néanmoins, pour ceux de ces goëmons qui sont destinés aux besoins particuliers des cultivateurs, ces derniers et leurs valets de ferme peuvent accidentellement s'adjoindre aux équipages réguliers des bateaux, sans toutefois que leur nombre puisse dépasser deux individus par tonneau, non compris les hommes du bord.

La première de ces dispositions a été abrogée par le décret du 8 février 1868.

La seconde a été maintenue ; mais il faut reconnaître que la réserve exclusive des goëmons aux habitants des communes riveraines se trouve atténuée par la possibilité de vente, de transport et d'emploi des goëmons aux forains.

Le décret de 1868, contrairement à celui de 1853, a autorisé deux coupes par année des goëmons de rive, aux époques et jours fixés par l'autorité municipale et donné ainsi une satisfaction suffisante aux réclamations élevées contre la troisième des dispositions ci-dessus indiquées du décret de 1853.

Il en a été de même en ce qui concerne la disposition relative à la récolte des goëmons de rive et d'épave qui se trouvent sur des parties de côte inaccessibles par terre ; le décret de 1868 n'a pas reproduit l'obligation d'employer des bateaux pourvus de rôles d'équipage.

Quant à la cinquième disposition, elle a été littéralement maintenue dans le décret de 1868.

Au sujet de cette disposition, le Rapporteur a cru devoir s'adresser au Ministre de la Marine, pour savoir si son administration attachait une grande importance au maintien de cette prescription. M. le Ministre de la Marine a répondu affirmativement.

M. de Lavenay mentionne enfin un vœu émis dans l'Enquête et tendant à interdire l'incinération des goëmons pour la fabri-

cation de la soude ; mais les principes de la liberté commerciale ne sauraient permettre de donner suite à ce vœu.

En résumé, *le Rapporteur est d'avis que la seule question à examiner par la Commission supérieure est celle de savoir s'il y a lieu, de sa part, d'émettre le vœu que le département de la Marine consente à affranchir du privilège de l'inscription maritime la récolte des goëmons poussant en mer.*

DISCUSSION. — Séance du 6 juillet 1869.

Dans la séance du 6 juillet 1869, M. DE LAVENAY a brièvement résumé son rapport.

Après un échange de quelques observations et sur la proposition de M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*), LA COMMISSION SUPÉRIEURE ÉMET LE VŒU QUE LE MINISTRE DE LA MARINE SOIT APPELÉ A EXAMINER S'IL N'Y AURAIT PAS POSSIBILITÉ D'ÉTABLIR SOIT UNE ZONE, SOIT UN AUTRE MODE, AU MOYEN DUQUEL, SANS SUBIR LES CONDITIONS DE L'INSCRIPTION MARITIME, LES AGRICULTEURS POURRAIENT ALLER CHERCHER LES GOËMONS POUSSANT EN MER, DANS UNE ÉTENDUE DE.....

§ 3. — REBOISEMENTS.

Faire exécuter rigoureusement la loi qui ordonne le reboisement et le regazonnement.

DISCUSSION. — Séance du 28 novembre 1868.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) dit que la question ainsi posée semblerait avoir pour objet de faire exécuter *plus* rigoureusement la loi sur les reboisements et regazonnements. Son expérience personnelle (comme ancien directeur général des forêts et ancien Ministre des finances) lui permet de dire que des plaintes tout aussi vives ont été fréquemment élevées contre les prescriptions de la loi et contre les usages de l'Administration en cette matière.

M. DU MIRAL trouve la loi déjà beaucoup trop rigoureuse et ne croit pas qu'il y ait lieu d'exercer une rigueur plus grande.

Suivant lui, le zèle de l'Administration forestière a parfois soulevé et soulève encore des réclamations très vives.

LA QUESTION N'EST PAS PRISE EN CONSIDÉRATION.

Ne jamais autoriser les communes à aliéner leurs forêts.

DISCUSSION. — Séance du 28 novembre 1868.

Après un débat très sommaire dans la même séance du 28 novembre 1868, LA COMMISSION SUPÉRIEURE DÉCIDE QUE LA QUESTION EST REJETÉE.

CHAPITRE V

SITUATION DES DIVERSES BRANCHES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Dans le rapport du Commissaire général de l'Enquête, le chapitre V contient l'exposé de la situation des diverses branches de l'industrie agricole. Ce chapitre ne pouvait donc donner et n'a donné lieu, en effet, de la part de la Commission supérieure, à aucune discussion et, par suite, à aucune résolution. Nous pensons toutefois que les renseignements fournis par le Commissaire général, bien qu'ils soient implicitement reproduits dans l'examen (rapports et discussions) des différentes questions, doivent être présentés dans leur ensemble, et nous les résumons succinctement.

§ 1^{er}. — PRAIRIES ET CULTURES FOURRAGÈRES. — ANIMAUX.

L'étendue des prairies naturelles ne paraît pas s'être accrue dans ces dernières années ; mais les prairies artificielles et les cultures fourragères ont reçu une extension très importante, et la diminution considérable de la jachère morte a puissamment contribué à ce résultat. Sur divers points, l'emploi de la chaux

et autres amendements a donné une vive impulsion à la culture des prairies artificielles et des fourrages ; mais il reste encore beaucoup à faire, et l'agriculture devra redoubler d'efforts pour arriver à des résultats tout à fait satisfaisants.

En général, l'industrie de l'élevage des chevaux est en progrès. Quelques vœux cependant se sont produits pour demander que des encouragements plus nombreux soient accordés à cette industrie, que les haras soient dirigés dans un sens favorable à l'élevage des chevaux de trait et que les dépôts d'étalons soient maintenus. L'Administration est déjà spontanément entrée dans cette voie.

L'extension des cultures fourragères a eu pour résultat l'accroissement du nombre des bestiaux, ou plutôt les deux faits se sont produits simultanément, puisque chacun d'eux est le corollaire de l'autre. Cet accroissement paraît devoir se continuer et s'étendre aux pays où il a subi jusqu'ici un retard relatif.

En général, il y a une amélioration sensible non-seulement sous le rapport de la quantité des animaux, mais aussi au point de vue de leur qualité. Ces résultats sont dus à un meilleur choix des reproducteurs, à une alimentation plus abondante et enfin à des soins mieux entendus.

Les concours de toute nature ont exercé, sur ce point, une influence salubre, particulièrement pour le gros bétail. Les animaux de race ovine, au contraire, ont subi généralement une certaine diminution due au morcellement de la propriété et à l'extension de la petite culture, qui se prête peu à la formation et à l'entretien des troupeaux. Il en est résulté, par contre, une augmentation du nombre des vaches laitières, qui contribuent, dans une certaine mesure, à l'alimentation de la famille des petits cultivateurs et donnent, en outre, le fumier et même, dans quelques contrées, le travail nécessaire à la culture de la petite propriété.

Il est généralement reconnu que le commerce des produits accessoires, tels que le beurre, le lait, les fromages, etc., a pris un développement considérable, ainsi que celui des volailles et des œufs. Ainsi les produits de ces exportations qui, en 1856,

n'étaient que d'environ 27 millions, ont été, en 1866, de près de 125 millions.

§ 2. — CÉRÉALES ET AUTRES CULTURES ALIMENTAIRES.

Depuis une trentaine d'années, la culture et la production des céréales et des autres plantes alimentaires se sont élevées dans une proportion considérable. Pour le froment seulement, le nombre d'hectares ensemencés, qui n'était, en 1836, que de 5,284,807, a atteint en 1866 le chiffre de 6,915,565.

Le produit par hectare s'est également élevé d'une manière très sensible. Ainsi, de 1827 à 1836, le produit était, en moyenne, de 12 hectolitres 30 litres, tandis que, de 1857 à 1866, il a été de 14 hectolitres 30 litres.

Des résultats semblables se sont produits pour les autres céréales (méteil, seigle, orge, maïs, sarrasin, avoine).

La qualité des céréales récoltées s'est aussi sensiblement améliorée. De 1827 à 1836, le poids de l'hectolitre de froment n'avait été que de 75 kilog. 23; il a été, dans la période de 1857 à 1866, de 76 kilog. 27, soit une augmentation de 1,376 %.

Ces améliorations dans la quantité et la qualité des produits résultent de causes nombreuses et variées, en première ligne desquelles il convient de placer les progrès dus aux efforts et à l'intelligence des cultivateurs et les perfectionnements apportés aux anciennes pratiques agricoles. Les labours plus profonds, le choix mieux entendu des semences, l'usage d'engrais plus énergiques, l'emploi des marnages et chaulages ont accru la fertilité du sol. La diminution des jachères mortes et l'extension des cultures fourragères ont développé l'élevé du bétail et augmenté la production du fumier. L'introduction des plantes sarclées a eu aussi d'excellents effets, et de nombreux défrichements ont augmenté l'étendue des terres cultivées. Enfin l'ouverture de nouvelles voies de communication et les améliorations introduites dans la viabilité ont contribué également, dans une large mesure, au développement de la culture des céréales.

En dehors des céréales, la principale culture alimentaire est celle de la pomme de terre. La maladie, dont ce tubercule a été

atteint depuis une vingtaine d'années, a nui sans doute à l'extension de sa culture ; cependant sur plusieurs points, et surtout dans l'Est, la production s'est développée par suite des expéditions importantes que les cultivateurs peuvent faire à l'intérieur et à l'étranger, et de l'établissement de nombreuses féculeries.

Le nombre d'hectares ensemencés en pommes de terre est actuellement de plus de 1,200,000 ; la production est, en moyenne, de 100 hectolitres à l'hectare ; elle n'était autrefois que de 70 à 80 hectolitres.

Les légumes secs occupent une superficie de 350,000 hectares ; elle a à peine augmenté depuis dix ou douze ans. Cette industrie n'a de véritable importance que dans certaines contrées du Nord et de l'Ouest. Quant aux légumes frais, leur culture et surtout leur commerce paraissent s'être accrus dans une très grande proportion et devoir s'étendre encore, par suite des facilités de communication.

§ 3. — CULTURES INDUSTRIELLES.

Les *graines oléagineuses*, et notamment le colza, sont l'objet d'une culture considérable dans plusieurs départements du Nord, de l'Ouest et dans le voisinage de Paris. Une certaine diminution semble toutefois s'être produite par suite de la concurrence faite par les huiles minérales aux huiles de graines.

En général, la culture des *plantes textiles* semble être restée stationnaire. Néanmoins, dans la Sarthe, la production du chanvre a progressé depuis dix ans, grâce à des fumures plus abondantes et particulièrement à l'emploi du guano, et elle paraît devoir se développer encore. Enfin cette culture semble avoir pris beaucoup d'extension dans les départements voisins de Paris.

Betteraves. — Sucres. — Alcools. — Une augmentation très considérable s'est produite dans la culture de la betterave, par suite de l'établissement de nombreuses sucreries et distilleries.

Elle n'est plus, comme autrefois, limitée aux départements du Nord ; mais on se plaint partout des entraves apportées par les droits élevés qui pèsent sur les sucres et les alcools.

Houblon. — Cette culture, autrefois spéciale à quelques départements du Nord et du Nord-Est, est en voie d'accroissement et s'étend à des contrées où elle était inconnue il y a peu d'années.

Garance. — La culture de cette plante n'a d'importance que dans le département de Vaucluse. La production y atteint, en moyenne, 15 millions de kilogrammes. On se plaint que les prix s'avilissent par suite de la suppression des droits qui frappaient autrefois les garances étrangères.

Culture du tabac. — Sériciculture. — On s'est plaint, dans l'Enquête, des règlements prohibitifs et des mesures rigoureuses qui entravent la culture du tabac et privent l'agriculture française d'une ressource importante. — Quant à la sériciculture, elle est, depuis plusieurs années, dans une situation déplorable.

§ 4. — VIGNES. — VINS.

D'une manière générale, on peut affirmer que l'industrie vinicole est, en France, en voie de prospérité. Aucune autre contrée n'est, du reste, dans des conditions aussi favorables que la France pour la culture de la vigne. Aussi le Gouvernement ne néglige-t-il rien de ce qui peut contribuer au développement de cette branche de notre industrie agricole.

Les procédés de culture de la vigne se sont presque partout améliorés sensiblement. La fabrication des vins a aussi généralement gagné, et les débouchés ouverts par les nouvelles voies de communication, les facilités que les traités de commerce ont données à l'exportation assurent aux produits de l'industrie vinicole un placement facile et avantageux. Cependant on se plaint de l'élévation excessive des droits de toute nature qui pèsent sur les vins, comme aussi de l'inégalité que les tarifs de douane laissent subsister entre nos vins et ceux de l'étranger.

Le rendement subit, d'une année à l'autre, des variations

très considérables. La moyenne serait d'environ 40 hectolitres par hectare.

§ 5. — ARBRES A FRUITS.

Le climat de la France se prête aussi parfaitement à la culture des arbres fruitiers ; les produits récoltés donnent les meilleurs résultats, sous le double rapport de la qualité et de la quantité.

Cette industrie paraît également en voie de progrès. Certaines communes ont considérablement augmenté leurs revenus par la plantation en arbres fruitiers de terrains communaux sans valeur.

L'exportation des fruits a pris, depuis un certain nombre d'années, un développement considérable. Elle était, il y a dix ans, de 14,380,596 francs ; elle atteint aujourd'hui le chiffre de 27,592,225 francs.

Après avoir donné ces renseignements sur la situation de l'agriculture en France, le Commissaire général examine cette situation dans les différents pays étrangers et constate, d'une manière générale, que partout l'industrie agricole a fait des progrès plus ou moins sensibles.

En ANGLETERRE, la production générale des céréales est restée à peu près stationnaire, malgré l'augmentation des produits sur une surface donnée. Cette situation s'explique par ce fait que, à raison de la réduction des droits sur l'introduction des céréales, beaucoup de terres précédemment livrées à cette culture ont été converties en prairies ou en pâturages. Aussi l'élevage des bestiaux a-t-il pris une grande extension. — Le drainage exécuté presque partout a doublé la valeur des pâturages de second ordre.

En ECOSSE, les principaux progrès réalisés par l'agriculture portent également sur l'extension donnée au drainage et à la culture des navets, pour l'alimentation des bestiaux. La quantité de froment produite est loin de satisfaire aux besoins de la

consommation. La culture de la pomme de terre a légèrement augmenté dans ces quinze dernières années.

La culture, en IRLANDE, s'est beaucoup améliorée, mais seulement dans les grandes exploitations. Le nombre d'animaux de races bovine, ovine et porcine est relativement considérable. La production des céréales a généralement diminué. L'avoine occupe près de quatre fois la superficie consacrée aux autres céréales et plus de cinq fois celle du froment. Les pommes de terre couvrent plus d'un million d'acres, c'est-à-dire trois fois plus que le froment.

En BELGIQUE, de grands progrès ont été réalisés depuis 1846; il n'existe presque plus de terres improductives. Les défrichements, le drainage ont pris une grande extension. Le bétail s'est également amélioré. La production des céréales a augmenté, ainsi que la culture du lin et celle du tabac.

En HOLLANDE, des travaux de défrichement et de dessèchement ont été exécutés sur une grande échelle, et la culture des plantes fourragères a pris un grand développement. La production en céréales n'a augmenté que d'une manière peu sensible. Celle des alcools est en décadence par suite de la guerre des États-Unis et de l'élévation des droits d'accise.

Pour la SUÈDE et la NORVÈGE, les progrès de la culture ont été très importants. Les travaux de défrichement, de dessèchement, de drainage prennent chaque jour de l'extension. Les prairies naturelles occupent à peu près la même étendue que les terres arables. La qualité des animaux s'est beaucoup améliorée. La production des céréales a augmenté dans des proportions considérables. La culture des pommes de terre est importante en Suède; les cultures industrielles sont peu développées, mais la production des alcools est considérable.

En PRUSSE, on signale également des progrès dans la culture. L'assolement triennal a complètement disparu dans les grandes exploitations. Les procédés agricoles se sont sensiblement améliorés. Le défrichement des terres incultes s'opère activement. Le bétail est dans une situation prospère.

Les mêmes progrès se sont produits dans les différentes pro-

vinces d'ALLEMAGNE. Dans quelques-unes, la culture de la vigne est restée stationnaire ; dans d'autres, elle a pris de l'extension.

L'agriculture SUISSE est, sur un grand nombre de points, au niveau des progrès accomplis dans d'autres pays. Les races de bétail se sont améliorées ; la culture du tabac tend à s'accroître ; le vin est de qualité ordinaire et la production est inférieure à la consommation. La fabrication de l'eau-de-vie prend de grandes proportions.

En HONGRIE, l'assolement est triennal pour la petite culture ; pour la grande, le système adopté est celui de la libre culture. — Malgré la sécheresse, les irrigations sont nulles. — La race chevaline et la race ovine ont fait des progrès considérables. — Les plantes industrielles, notamment le chanvre, sont d'une qualité supérieure. — 67,000 hectares sont consacrés au tabac ; mais cette culture est entravée par les règlements administratifs et le monopole de l'Etat. — Les vignes occupent une étendue de 65 milles carrés, mais l'élévation des impôts et la succession de plusieurs années mauvaises ont diminué ce mode de culture.

En RUSSIE, la culture ne paraît pas avoir fait de grands progrès et le matériel, les procédés agricoles sont tout à fait primitifs, surtout dans les provinces baltiques. — L'amélioration du bétail est nulle, comme qualité et comme quantité. — La culture des plantes textiles a une grande importance qui s'accroît au détriment des céréales. — Dans la RUSSIE MÉRIDIONALE, les prairies naturelles n'existent pour ainsi dire pas et les prairies artificielles ne commencent à paraître que dans les domaines seigneuriaux. — Les animaux sont mal nourris et l'industrie de l'engraissement est très peu développée. Les races sont loin de s'améliorer et les efforts dans ce but sont nuls. — La production des céréales s'est arrêtée dans sa marche progressive depuis l'affranchissement des serfs, et cette culture diminue devant celle de la betterave. — Le chanvre est cultivé par les paysans. Le tabac prend de l'extension en BESSARABIE, mais il est de qualité très inférieure.

En PORTUGAL, on ne signale pas de progrès dans l'agriculture, si ce n'est l'extension des défrichements. Les prairies naturelles

sont peu abondantes, et il n'existe ni prairies artificielles ni culture de racines. Malgré les défrichements, la production des céréales paraît avoir peu augmenté. La culture des plantes industrielles est sans importance; la production du vin est considérable, mais l'oïdium l'a réduite de moitié; le fléau est actuellement en voie de diminution.

L'ESPAGNE a été autrefois un pays producteur de céréales; mais on ne peut dire qu'elle le soit encore, bien que certaines provinces en produisent des quantités considérables. — L'élève du bétail a fait, depuis peu d'années, des progrès notables, malgré la rareté des prairies naturelles et artificielles et des irrigations. — L'Espagne est, après la France, le pays qui produit le plus de vin; mais jusqu'ici, l'industrie viticole y est restée très arriérée, et le choix des terrains consacrés à la vigne y est bien souvent mauvais. Aussi les vins sont-ils, en général, de qualité inférieure. — Les cultures industrielles sont peu développées. L'huile d'olive seule joue un rôle considérable dans la production agricole du pays.

Dans le ROYAUME D'ITALIE, on constate les résultats suivants : Les prairies artificielles nombreuses et bien irriguées, en Lombardie et en Piémont, sont peu étendues dans le reste du royaume et à peu près nulles dans l'ancien royaume de Naples, où la moitié des terres est encore inculte. L'élève du bétail est négligé; les blés napolitains et piémontais sont toujours d'excellente qualité; mais cette culture, qui a augmenté d'un quart dans le royaume de Naples, est stationnaire partout ailleurs. — La culture du mûrier se développe dans la haute Lombardie. — Comme plantes industrielles, le tabac et le coton pourraient donner d'excellents résultats. — La production de la vigne a doublé dans les provinces napolitaines; mais elle a diminué des trois quarts dans la Lombardie, par suite de l'oïdium. — Dans la région septentrionale, la culture du riz a fait de grands progrès depuis un certain temps.

Dans les ETATS ROMAINS, la grande culture produit le blé et l'avoine; la petite se compose de vignobles. — Le drainage par tuyaux n'est pas pratiqué.

L'agriculture de la TURQUIE est restée stationnaire ; cependant la province de Trébizonde exporte, dans les parties voisines de la Russie, des quantités assez importantes de pommes de terre et de tabac.

Dans les PROVINCES ROUMAINES, la situation de l'agriculture lui impose une culture extensive. Dans les montagnes et dans certaines parties du pays, on ne rencontre que la culture pastorale pure. Dans la plaine proprement dite, prédominent la culture pastorale mixte et la culture des céréales. L'assolement est triennal ; la fumure est inconnue. La quantité de céréales produite tend à augmenter chaque année ; leur extension est entravée par le manque de bras et d'argent. La qualité des blés est excellente. — Les races d'animaux sont très rustiques et la quantité de bétail est considérable dans le pays. — Le commerce de la viande a un grand avenir en Roumanie. — La culture des plantes industrielles commence à naître.

En EGYPTÉ, les assolements ont été modifiés depuis l'introduction de la culture du coton et les céréales alternent presque seules avec cette plante. Les procédés agricoles n'ont pas été perfectionnés. Les défrichements ont pris une grande extension ; mais ils s'arrêtent aujourd'hui par le défaut de bras. Il n'existe pas de prairies naturelles. — Le nombre des animaux est très insuffisant pour les besoins de l'exploitation.

Il n'existe pas, aux ETATS-UNIS, de méthodes régulières d'assolement. Les perfectionnements de l'agriculture ne consistent que dans l'extension des défrichements. — Dans les Etats qui ont souffert de la guerre, le nombre des animaux a considérablement diminué. — La culture des céréales a augmenté dans les provinces de l'Ouest. — La perturbation jetée par la guerre dans la culture du coton n'a pas encore disparu. — La fabrication des alcools était très importante ; depuis la guerre, elle succombe sous les taxes imposées par le Congrès.

CHAPITRE VI

DÉBOUCHÉS. — CIRCULATION DES PRODUITS. — VIABILITÉ

ROUTES ET CHEMINS

Développer et acheter le réseau des chemins et routes utiles à l'agriculture. — Donner aux Conseils généraux la faculté de voter un plus grand nombre de centimes additionnels aux quatre contributions directes, pour l'entretien des chemins vicinaux.

DISCUSSION. — Séance du 28 novembre 1868.

Dans la séance du 28 novembre 1868, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) fit observer qu'une loi récente avait donné une large satisfaction à ces vœux.

En suite de cette observation, les deux questions ne furent pas mises aux voix.

Classer comme chemins vicinaux les chemins ruraux ayant un intérêt public. — Leur appliquer une partie des prestations. — Autoriser les conseils municipaux à imposer des journées de prestation ou des centimes additionnels spécialement applicables à ces chemins. — Pourvoir au prompt achèvement des chemins ruraux d'exploitation et appliquer à leur construction la loi sur les associations syndicales. — Organiser, pour la construction et l'entretien des chemins ruraux de cette catégorie, des associations syndicales autorisées, dans lesquelles le consentement des associés ne devrait pas être obligatoirement unanime, mais serait constaté conformément à l'article 12 de la loi du 21 juin 1865. — Déclarer l'imprescriptibilité des chemins ruraux. — Ordonner l'abornement des chemins ruraux. — Créer des cantonniers communaux qui seraient embrigadés. — Permettre aux communes de charger les gardes champêtres de l'entretien des chemins vicinaux et ruraux.

DISCUSSION. — Séance du 28 novembre 1868.

Ces différentes questions ont également fait l'objet d'une discussion sommaire dans la séance du 28 novembre 1868.

M. VUITY a fait observer que l'étude des questions relatives aux chemins ruraux était, en ce moment, soumise au Corps législatif, le projet de Code rural renfermant un titre très long et très développé sur ces chemins. Dans cette situation, l'orateur demande s'il y aurait utilité à donner aux conseils municipaux l'autorisation d'imposer de nouveaux centimes additionnels, après les efforts déjà faits, l'année précédente, en ce qui touche les chemins vicinaux.

M. SUIN est d'avis qu'il ne faut pas éparpiller les ressources et qu'il convient de ne rien faire pour les chemins ruraux avant que les chemins vicinaux soient terminés.

M. LE DUC DE PADOUE partage cette opinion ; mais il voudrait du moins que les communes dont les chemins vicinaux sont terminés, pussent consacrer leurs ressources aux chemins ruraux.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) fait observer que lorsque une commune a achevé ses chemins vicinaux, elle peut faire classer ses chemins ruraux s'ils présentent un intérêt général et les faire profiter ainsi des centimes additionnels.

M. DE BÉHAGUE objecte que cette mesure ne serait pas toujours d'une application possible, parce que les chemins ruraux n'ont pas toujours la largeur exigée pour les vicinaux. D'un autre côté, il serait parfois très difficile de les élargir, surtout dans les pays vignobles où le terrain atteint souvent une valeur très élevée.

Sur la proposition du Ministre-Président, LA COMMISSION, CONSIDÉRANT QUE LE CORPS LÉGISLATIF EST, EN CE MOMENT, SAISI D'UN PROJET DE LOI QUI DONNE SATISFACTION AUX VŒUX ÉMIS DANS L'ENQUÊTE, DÉCIDE QU'IL N'Y A PAS LIEU DE NOMMER UNE SOUS-COMMISSION. (1)

VOIES DE NAVIGATION.

Améliorer les voies de navigation.

DISCUSSION. — Séance du 25 novembre 1868

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) dit qu'aucun doute ne saurait exister sur l'utilité de l'amélioration des voies de navigation et qu'il est tout à fait dans les intentions du Ministère des travaux publics d'augmenter la profondeur des canaux. L'exécution de ces travaux ne rencontre d'autres obstacles que des raisons financières. Dans cette situation, la seule mesure à prendre, par la Commission supérieure, est le renvoi de la question à la Commission des vœux.

LE RENVOI A LA COMMISSION DES VŒUX EST PRONONCÉ.

(1) Une loi du 21 juillet 1870 est ainsi conçue :

« ARTICLE UNIQUE. — Les communes dans lesquelles les chemins vicinaux classés sont entièrement terminés pourront, sur la proposition du conseil municipal et après l'autorisation du Conseil général, appliquer aux chemins publics ruraux l'excédent de leurs prestations disponibles, après avoir assuré l'entretien de leurs chemins vicinaux et fourni le contingent qui leur est assigné pour les chemins de grande communication et d'intérêt commun.

« Toutefois elles ne pourront jouir de cette faculté que dans la limite maximum du tiers des prestations et lorsque, en outre, elles ne reçoivent, pour l'entretien de leurs chemins vicinaux ordinaires, aucune subvention de l'Etat ou du département. »

Diminuer les tarifs de transport sur les voies fluviales pour les engrais et denrées agricoles.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868.

Après avoir été soumise à un examen préalable dans la séance du 28 novembre 1868, la question fut renvoyée à une sous-commission au nom de laquelle M. LE BARON DE BENOIST présenta un rapport qui peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. DE BENOIST.

M. le Commissaire général a fait connaître, dans son rapport d'ensemble, que les tarifs des droits de navigation sont plus faibles, en France, que tous les tarifs étrangers. Le régime actuel a cependant donné lieu, dans l'Enquête, à plusieurs réclamations. On a demandé, d'une part, l'extension du réseau canalisé à toutes les parties du territoire susceptibles de le recevoir et, d'autre part, l'assimilation des voies navigables aux routes de terre, soit par la suppression complète, soit par la réduction des droits de navigation.

La sous-commission n'a pas trouvé ces vœux justifiés et il lui a paru impossible d'assimiler les voies navigables aux routes de terre. Celles-ci étendent à l'infini leurs ramifications sur toutes les parties du territoire, leur construction est généralement peu coûteuse et chaque citoyen peut profiter des avantages qu'elles offrent. Il est donc équitable que les dépenses qu'elles entraînent soient à la charge du Trésor public.

Les canaux, au contraire, donnent toujours lieu à des dépenses de construction considérables et ils ne peuvent être établis partout, de telle sorte qu'ils constituent, pour les pays qui en sont dotés, des avantages importants en ce qui concerne le transport des marchandises encombrantes (un centime par tonne et par kilomètre, tous frais compris). Il y aurait donc équité à laisser les frais d'entretien à la charge des populations qui en profitent exclusivement, puisque les produits des taxes atteignent à peine cinq millions de francs, tandis que les dépenses d'entretien sont de 11 millions.

En conséquence, *la sous-commission est d'avis qu'il y a lieu*

de demander que le Gouvernement : 1° étende, autant que possible, à toutes les parties du territoire, le perfectionnement des voies de navigation ; 2° établisse les tarifs de telle sorte que leur produit suffise à l'entretien des voies navigables.

DISCUSSION. — Séance du 20 décembre 1869.

Dans la séance du 20 décembre 1869, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Alfred Le Roux*) a résumé les propositions de la sous-commission, qui ont été aussitôt combattues par M. GRESSIER, *Ministre des Travaux publics*.

L'orateur se déclare partisan de la suppression complète des droits sur les canaux et rivières, le jour où le Trésor le permettra (et il le permet maintenant). Il considère le maintien de ces droits dans l'état actuel comme très vexatoire pour les populations, en même temps que peu productif pour le Trésor, et il pense que leur suppression profiterait non à telle ou telle classe d'individus, mais à la généralité des producteurs. Il trouve injuste de maintenir les droits sur la navigation, lorsque le parcours des routes de terre est devenu libre, et cette injustice lui semble d'autant plus grande que les rivières sont des voies données par Dieu à l'homme, qui se borne à les améliorer, tandis que les routes, quoi que l'on en ait dit, coûtent fort cher de construction et d'entretien.

Les droits sur la navigation, continue M. Gressier, ne rapportent au Trésor que cinq millions et leur perception exige un très grand nombre d'employés ; elle arrête les bâtiments et les oblige à une perte de temps considérable pour la vérification des tonnages déclarés et de la nature des objets transportés. Les transports par les voies navigables sont d'ailleurs le seul moyen de faire concurrence aux chemins de fer et d'amener ceux-ci à l'abaissement de leurs tarifs. Enfin, la lettre de 1860 qui a précédé les traités de commerce a promis que, non-seulement on faciliterait les voies de communication, mais encore que l'Etat, partout où il le pourrait, rendrait les conditions de parcours le moins onéreuses possible. La suppression des droits de navigation serait l'accomplissement de cette promesse, et elle serait la

mesure la plus opportune et la plus populaire, car elle profiterait à toutes les classes de la société.

M. DE LAVENAY est d'un avis contraire à celui de M. Gressier. Si les rivières sont un don de Dieu, il n'en est pas de même des canaux qui sont l'ouvrage des hommes et, d'un autre côté, les droits de péage sur les routes de terre ont pu être supprimés, parce que c'était un impôt payé par tout le monde à tout le monde, tandis qu'il en est tout autrement des rivières et surtout des canaux, dont l'usage est restreint. La taxe, en ce qui les concerne, n'est donc pas illégitime dans son principe.

La suppression d'une recette de 5 millions ne serait pas sans importance au point de vue du Trésor ; mais cette mesure aurait un inconvénient bien plus grave, celui d'engager l'Etat dans une voie qui le conduirait à des conséquences qu'on doit prévoir. En effet, quand l'Etat aura affranchi tous les canaux qui lui appartiennent, il sera forcément conduit à acheter ceux qui sont des propriétés privées, comme le canal du Midi, par exemple ; or, d'après les conventions faites avec la Compagnie des chemins de fer du Midi, racheter le canal dont il s'agit conduirait peut-être à racheter le chemin de fer lui-même.

A un autre point de vue, il est évident que la suppression des taxes de navigation, en permettant aux canaux de pousser à bout la concurrence qu'ils font aux chemins de fer, pourrait amener un cataclysme financier complet et absolu.

L'orateur est donc d'avis qu'il y a lieu d'achever les canaux, de les rendre bien navigables, de diminuer les chômages, de donner une profondeur qui permette, en augmentant la charge, de diminuer les frais de transport ; mais il convient de maintenir les taxes qui couvrent à peine la moitié des frais d'entretien et qui sont au moins une protestation contre l'idée de gratuité qui, appliquée partout, entraînerait les finances de l'État dans une situation déplorable et impossible.

M. GUILLAUMIN ne saurait redouter, pour les chemins de fer, la concurrence des canaux, parce que les matières transportées ne sont pas les mêmes. Les canaux servent surtout au transport des matières encombrantes ; les chemins de fer, au contraire,

transportent les produits agricoles ou industriels d'une valeur plus élevée et pouvant dès lors supporter les frais de transport.

Après l'échange de quelques autres observations, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT fait remarquer qu'il serait utile de diviser la question, qui comporte deux points différents.

Le premier a pour objet de demander que l'Etat étende autant que possible la construction des canaux. Sur le second point, c'est-à-dire sur la question relative aux droits de navigation, trois opinions sont en présence : La première est celle de la sous-commission qui propose d'élever les tarifs de manière à ce qu'ils suffisent à l'entretien des voies navigables, ce qui reviendrait à peu près à doubler les taxes ; la seconde opinion voudrait la suppression complète des droits de navigation ; la troisième enfin proposerait simplement le maintien du *statu quo*.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE SE PRONONCE A L'UNANIMITÉ POUR QUE L'ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ÉTENDRE, AUTANT QUE POSSIBLE, LA CONSTRUCTION DES CANAUX ;

EN CE QUI CONCERNE LES DROITS DE NAVIGATION, ELLE SE PRONONCE POUR LE MAINTIEN DE L'ÉTAT DE CHOSSES ACTUEL.

Développer les travaux d'endiguement et les mettre à la charge de l'Etat qui se rembourserait au moyen d'annuités payées par les communes.

DISCUSSION. — Séance du 28 novembre 1868.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) fait observer que cette question n'offre pas d'intérêt général. Des travaux d'endiguement ont été exécutés dans certaines contrées, pour certaines rivières, et les uns ont été trouvés utiles, d'autres ont été trouvés nuisibles. Ces derniers ont dû être détruits. Il est donc impossible de poser une règle générale. Toutes les fois que les travaux sont jugés utiles, l'État en prend l'initiative et ne demande aux départements qu'une contribution d'un tiers ou d'un cinquième.

M. LE COMTE LE HON dit que, dans le département de l'Ain, pour les bords de la Saône comme pour ceux de la Loire, les

endiguements sont reconnus indispensables. Cependant lorsque les communes en demandent l'exécution par l'État, celui-ci répond : « Ces travaux sont trop considérables ; prenez-en une partie à votre charge ; alors je vous aiderai. » Il en résulte que ces endiguements restent en suspens, bien que reconnus indispensables pour éviter les inondations.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT reconnaît l'utilité des travaux dont il s'agit pour certains départements ; mais il doute qu'il y ait utilité à les faire exécuter par l'État, sauf remboursement de la dépense par les communes. Il lui semblerait préférable que l'État n'intervînt que comme bienfaiteur, dans une certaine mesure, en appelant les communes à participer à la dépense, plutôt que comme créancier, en faisant l'avance et en demandant ensuite un remboursement quelquefois bien difficile.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE REPOUSSE LA PRISE EN CONSIDÉRATION.

CHEMINS DE FER.

Achever le réseau des chemins de fer. — Créer des voies ferrées départementales qui pourraient être établies sur le sol même des routes actuellement existantes.

DISCUSSION. — Séance du 28 novembre 1868

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT dit que personne ne fait, plus que lui, des vœux ardents pour que la première de ces demandes soit réalisée et l'on voit que c'est la Direction de l'Agriculture qui a posé la question, car la Direction des Chemins de fer, à qui il appartient de la résoudre, n'aurait pas songé à la poser.

Sur la seconde question, M. le Ministre-Président fait connaître qu'elle est à l'étude et que des essais sont faits dans quelques départements. Plusieurs systèmes sont en présence : l'un consiste dans l'emploi de locomobiles parcourant une route, sans rails destinés à fixer le passage de la machine. Les essais de ce système ont occasionné des accidents graves et des protestations énergiques ont été soulevées.

Un autre système, inventé par MM. de Saint-Pierre et Goudal, et désigné sous le nom de système *unirail*, consisterait à établir, sur l'accotement des routes impériales et départementales, un rail unique bordé, à droite et à gauche, par une surface en bitume sur laquelle porteraient les roues de la locomotive et des wagons. Un rail central unique, en saillie, guiderait le matériel roulant, au moyen de galets horizontaux placés sous les voitures. La locomotive remorquerait un train de 60 tonnes à la vitesse de 6 kilomètres. Ce système est, en petit, le système Fell, qui est appliqué au Mont-Cenis et qui emploie trois rails. L'Administration a autorisé des essais sur la route de Marly à Saint-Germain. Les expériences permettront d'examiner les inconvénients de ce système.

MM. DU MIRAL et GAUDIN font observer que cette question est bien plus de la compétence du Ministère des Travaux publics que de celle d'une Commission agricole et que, d'ailleurs, elle intéresse médiocrement l'agriculture, puisqu'on ne s'en est occupé que dans les pays de villégiature.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE SE PRONONCE SUCCESSIVEMENT CONTRE LE RENVOI A UNE COMMISSION SPÉCIALE ET CONTRE LE RENVOI A LA COMMISSION DES VŒUX, ET DÉCIDE, EN CONSÉQUENCE, QU'IL N'Y A PAS DE MESURES PRÉCISES A INDIQUER POUR LE MOMENT.

Améliorer les voies d'accès des gares.

DISCUSSION ET RÉOLUTION. — Séance du 28 novembre 1868.

Dans la même séance du 28 novembre 1868, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT fait observer qu'il ne saurait y avoir doute sur cette question.

Abréger les délais de transport. — Réduire les tarifs. — Supprimer les tarifs différentiels. — Les maintenir et les développer.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868.

Après une discussion sommaire dans la séance du 28 novembre 1868, la Commission supérieure renvoie ces questions à une

sous-commission au nom de laquelle M. Bortel a présenté un rapport pouvant se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. BOITEL.

Les tarifs de transport exercent, sur le régime économique, une influence considérable et peuvent, suivant les cas, étendre ou restreindre le commerce intérieur des denrées agricoles, tarir ou féconder les sources diverses d'importation ou d'exportation. En ce qui concerne les relations internationales, les tarifs agissent à la manière des lois de douanes ; maintenus à un taux élevé, ils modèrent, ralentissent, et parfois arrêtent les importations et les exportations ; ils produisent un effet contraire si on les diminue, de telle sorte que le prix de la marchandise au point d'arrivée compense, avec bénéfice, son prix au point de départ, augmenté des frais de transport.

A ce point de vue, les chemins de fer rendent d'immenses services au pays. Aussi l'agriculture n'a-t-elle jamais songé à réclamer contre les tarifs exceptionnels qui, en temps de cherté, ont eu pour effet de faciliter la circulation des grains étrangers ; mais en temps ordinaire, il est permis de tenir compte de l'intérêt du producteur aussi bien que de celui du consommateur, et, dans cet ordre d'idées, il pourrait y avoir lieu de modifier les tarifs de transport des animaux de races bovine et ovine, pour les bestiaux des petites races françaises.

En ce qui concerne les denrées agricoles, le Rapporteur dit qu'à l'origine des chemins de fer, les tarifs étaient généralement uniformes et proportionnels aux distances, pour les marchandises aussi bien que pour les voyageurs. Plus tard, les Compagnies, dans leur propre intérêt, sont venues proposer, sous forme de tarifs généraux et spéciaux, des prix inférieurs aux tarifs légaux stipulés par les cahiers des charges. Dans ce qu'on appelle les tarifs *spéciaux*, la marchandise paye d'autant moins cher qu'elle provient de lieux plus éloignés. Cette disposition particulière leur a fait donner le nom de tarifs *différentiels*. L'application de ce principe est favorable au plus grand nombre, en étendant le rayon d'approvisionnement des grands centres

de population ; mais elle rend la vie plus chère pour les consommateurs qui vivent sur les lieux de production et la souffrance est plus grande encore pour les producteurs qui, rapprochés des grandes villes, jouissaient, avant les chemins de fer, du monopole de ces marchés importants.

Considérés dans leur ensemble, les tarifs spéciaux appliqués aux mêmes objets expédiés dans des conditions identiques, présentent, suivant les compagnies, des inégalités de prix qui semblent peu équitables, et qui donnent lieu à de vives réclamations de la part des expéditeurs. Ces inégalités sont surtout choquantes pour une expédition embrassant plusieurs réseaux. Il arrive parfois, en effet, que, pour une petite distance du second réseau, les marchandises sont tenues de payer un prix très élevé, comme s'il s'agissait d'une nouvelle expédition à faire sur la seconde ligne. Il semblerait juste que, dans la fixation des frais de transport, le tarif spécial du départ fût appliqué sur toute la distance parcourue, qu'elle s'étendît sur un ou plusieurs réseaux.

Les tarifs spéciaux imposent, en outre, des conditions de poids ou de quantités impossibles à remplir pour les petites expéditions qui tombent forcément sous le coup des tarifs généraux, dont le taux a provoqué les plaintes d'un grand nombre de déposants.

Les tarifs généraux eux-mêmes soulèvent d'autres réclamations. Ils différencient leurs prix suivant la classification des marchandises. Cette division a l'inconvénient d'ajouter aux tarifs une complication d'autant plus grande que les séries ne sont pas toujours parfaitement déterminées et qu'un même objet, suivant sa provenance, son emploi et sa destination, peut appartenir à deux ou trois séries différentes. — Les tarifs généraux doivent être l'objet de la sollicitude du Gouvernement plus encore que les tarifs spéciaux. Ce sont eux, en effet, qu'on est forcé d'appliquer aux expéditions les plus nombreuses, c'est-à-dire celles des petits producteurs qui, dans leurs envois, ne peuvent pas procéder par wagons complets, ni atteindre le maximum de poids exigé pour bénéficier des avantages des tarifs spéciaux.

Un autre reproche fait par les déposants aux tarifs, c'est qu'ils sont compliqués et difficiles à étudier. Ils sont publiés sous forme de gros volumes, d'un prix élevé et d'une rédaction qui n'est pas à la portée de tout le monde. Des publications simples, claires, spéciales à chaque réseau et comprenant les marchandises les plus usuelles, permettraient de vérifier plus aisément les frais de transport et couperaient court aux réclamations nombreuses qui résultent du défaut de publicité des tarifs et de l'ignorance des expéditeurs.

Les frais de magasinage imposés aux destinataires qui dépassent les délais réglementaires pour l'enlèvement des marchandises provoquent de nombreuses réclamations, auxquelles il sera bon d'avoir égard, en augmentant la durée de ces délais, dès que l'état du matériel des chemins de fer le permettra. Ces délais partent du jour de la mise à la poste de la lettre d'avis ; mais pour les destinataires demeurant à une certaine distance de la gare et soumis à un régime postal peu actif, il arrive souvent que les délais réglementaires sont expirés avant la réception de la lettre d'avis. Il serait juste alors d'augmenter les délais d'enlèvement et il serait, dans tous les cas, très utile, dans l'organisation du service des facteurs ruraux, de se préoccuper davantage de faire parvenir, le plus promptement possible, les lettres d'avis à leur destination.

Le transport à la campagne des engrais de ville de toute nature serait d'un immense intérêt pour l'agriculture et pour les villes elles-mêmes ; les chemins de fer pourraient, par des abaissements de tarifs, contribuer puissamment à la solution de cette importante question.

Le tarif général appliqué au transport des finances en remboursement procède, dans la fixation des frais, par fractions indivisibles de mille francs. Est-il juste qu'une somme de dix ou vingt francs, expédiée en remboursement contre la livraison d'une marchandise, paye autant, pour son transport, qu'une somme de 1,000 francs ?

Enfin, l'œuvre des chemins de fer constitue le progrès le plus considérable des temps modernes. Il est vrai que des améliora-

tions continues sont effectuées par les principales Compagnies, mais, chacune agissant isolément, les diverses améliorations, vues dans leur ensemble, manquent de l'uniformité qui en augmenterait de beaucoup l'importance. Ce sont ces améliorations d'ensemble que réclament principalement les déposants de l'Enquête et que la sous-commission formule dans les vœux suivants :

1° *Afin de permettre aux races françaises de soutenir, sur le marché de Paris, la concurrence des bestiaux étrangers, abaisser les tarifs appliqués au transport des animaux et les modifier dans un sens plus équitable pour les animaux de petite taille et pour les départements les plus éloignés de Paris ;*

2° *Dans l'application des tarifs spéciaux, provoquer les mesures les plus propres à rendre les prix des transports uniformes sur tous les réseaux ; maintenir les mêmes prix sur le même réseau, quelle que soit la direction de la marchandise ; appliquer le principe différentiel sur toute la distance parcourue, qu'elle ait lieu sur un ou plusieurs réseaux ;*

3° *En cas de doute sur le choix du tarif ou sur la classification de la marchandise, appliquer à l'expéditeur le tarif ou la série la plus avantageuse ; n'appliquer le tarif général que sur la demande expresse de l'expéditeur ;*

4° *Encourager l'impression des tarifs sous forme de petites brochures renfermant, pour un même réseau, les tarifs les plus usuels ; faire au besoin, ces publications aux frais de l'Etat ou des départements ; donner une plus grande publicité aux tarifs spéciaux applicables aux objets des concours régionaux ;*

5° *Augmenter, si c'est possible, les délais d'enlèvement des marchandises et réorganiser le service des facteurs ruraux en vue de la distribution plus prompte des lettres d'avis ;*

6° *Provoquer, par des abaissements de tarifs ou par des subventions, l'application à l'agriculture des vidanges des villes et de tous les engrais qui se perdent dans les grands centres de population ;*

7° *Provoquer des modifications au tarif général des finances en remboursement et obtenir une diminution de frais pour les sommes inférieures à 1,000 francs.*

DISCUSSION. — Séance du 8 avril 1869.

Le rapport de M. BOITEL est venu en discussion devant la Commission supérieure dans la séance du 8 avril 1869.

Après lecture par M. LE PRÉSIDENT (*M. le maréchal Vaillant*) des propositions de la sous-commission, des observations sont présentées par M. DE FRANQUEVILLE, *Directeur général des Ponts et Chaussées et des Chemins de fer*.

Sur le premier paragraphe des propositions, l'orateur déclare que le Gouvernement et l'Administration des travaux publics ne demandent pas mieux que de voir abaisser les tarifs appliqués au transport des bestiaux et de toute autre espèce de marchandises, mais que leur action dans cette voie est très limitée. Le Gouvernement est lié avec les compagnies par des contrats qui doivent être respectés. Il est juste toutefois de reconnaître que, poussées par la force des choses et aussi par le désir de développer leur trafic, les compagnies ont déjà apporté dans leurs tarifs des réductions considérables.

En ce qui concerne les animaux de petite taille, la Compagnie de la Méditerranée a donné satisfaction dans une certaine mesure au vœu exprimé, en autorisant le même expéditeur à charger, sur le même wagon, à ses risques et périls, telle quantité de bestiaux qu'il juge convenable, en ne payant que le prix du wagon complet ordinaire. Toutefois la mesure n'est pas générale, bien que trois ou quatre compagnies y aient adhéré.

M. le Directeur-général est d'avis que le vœu pourrait être modifié et, sur sa proposition, LA COMMISSION SUPÉRIEURE SE BORNE A DEMANDER QUE LES TARIFS SOIENT MODIFIÉS DANS UN SENS PLUS FAVORABLE POUR LES ANIMAUX DE PETITE TAILLE.

SUITE DE LA DISCUSSION

M. DE FRANQUEVILLE combat ensuite la seconde proposition de la sous-commission. Il lui semble impossible d'admettre que le Gouvernement puisse insister auprès des compagnies pour leur faire adopter, d'une manière générale, des tarifs spéciaux uniformes. Telle compagnie, qui transporte des quantités consi-

dérables d'une certaine nature de marchandises, peut faire, pour cette marchandise, des concessions auxquelles doit se refuser telle autre compagnie qui n'en transporte que de faibles quantités. — Une différence notable doit également résulter des frais plus considérables qu'entraîne la configuration du terrain. Ainsi la Compagnie du Nord transporte d'énormes quantités de houille, et les pentes, sur ce chemin, étant très faibles, une seule machine suffit pour un train chargé de 500 tonnes. Le chemin de Toulouse à Bayonne, au contraire, offre des pentes de 0^m030 et 0^m035 par mètre ; une seule machine ne pourrait traîner au delà de 60 à 70 tonnes ; encore les transports de cette nature y sont-ils tout à fait exceptionnels. Il est évident, dès lors, qu'un tarif uniforme ne pourrait être adopté par les deux compagnies.

Il en est de même des pommes et des cidres de Normandie, que les chemins de fer de l'Ouest transportent en quantités considérables et pour lesquels des prix de faveur ont été fixés. On ne saurait imposer les mêmes prix à la ligne du Nord qui ne transporte ces denrées qu'en faibles quantités.

Les mêmes circonstances se produisent pour le transport des chevaux, très fréquent sur les lignes de l'Est, presque inusité sur la ligne d'Orléans.

Il est vrai qu'à une certaine époque, les compagnies ont consenti à un tarif uniforme ; mais il s'agissait alors du transport des grains pendant la dernière disette, et les compagnies ont compris qu'il y avait là une nécessité à la fois politique, gouvernementale et sociale. C'était là un cas spécial, et l'on ne peut demander aux compagnies de généraliser un fait semblable.

LE SECOND PARAGRAPHE EST MIS AUX VOIX ET REJETÉ.

SUITE DE LA DISCUSSION.

M. DE FRANQUEVILLE n'approuve pas davantage le troisième paragraphe, relatif à l'application du tarif. Un tarif, dit l'orateur, est une espèce de contrat entre le public et la compagnie. Celle-ci s'engage à transporter à certaines conditions. Si le tarif général est appliqué, la compagnie est soumise à toutes les avaries de route, à un délai déterminé, etc. ; si le tarif spécial est appli-

qué, l'expéditeur renonce aux avaries de route, il accorde un supplément de délai pour le transport, etc.; aussi le tarif spécial n'est-il appliqué que s'il est formellement demandé par l'expéditeur; mais s'il est demandé, il est bien évident que la compagnie ne se refusera jamais à l'appliquer. Comment admettre, en effet, qu'ayant fait bénévolement des tarifs spéciaux, que rien ne l'obligeait à faire, elle en refuse plus tard l'application ?

M. DU MIRAL insiste vivement pour l'adoption du paragraphe. Très peu de personnes connaissent parfaitement les différences des tarifs. Chaque jour, des producteurs, des cultivateurs font des expéditions, sans savoir même s'il existe des tarifs spéciaux plus favorables que le tarif général, et jamais les employés des compagnies ne signalent aux expéditeurs l'existence des tarifs spéciaux. Les compagnies prennent constamment les droits les plus élevés.

M. DE FRANQUEVILLE fait observer qu'il suffit que l'expéditeur demande, d'une manière générale, qu'on lui fasse l'application du tarif le plus favorable, pour avoir droit au tarif spécial s'il en existe un. L'orateur fait connaître que la Compagnie de l'Ouest, tout en maintenant qu'il appartient à l'expéditeur de réclamer l'application du tarif spécial, donne cependant des ordres à ses employés pour que les expéditeurs soient mis en mesure d'opter entre le tarif spécial et le tarif général. L'Administration tendra à généraliser cette disposition.

Sur la proposition de M. DE FRANQUEVILLE, la Commission supérieure adopte la formule suivante : DEMANDER QUE DES ORDRES SOIENT DONNÉS DANS LES GARES POUR METTRE LES EXPÉDITEURS EN MESURE D'OPTER ENTRE LES DIVERS TARIFS.

SUITE DE LA DISCUSSION.

Sur le quatrième paragraphe, la formule proposée par la sous-commission est adoptée après une courte discussion, mais en supprimant les mots : *aux frais de l'État*, et le vœu se trouve ainsi conçu : ENCOURAGER L'IMPRESSION DES TARIFS SOUS FORME DE PETITES BROCHURES RENFERMANT, POUR UN MÊME RÉSEAU, LE :

TARIFS LES PLUS USUELS ; FAIRE, AU BESOIN, CES PUBLICATIONS AUX FRAIS DES DÉPARTEMENTS ; DONNER UNE PLUS GRANDE PUBLICITÉ AUX TARIFS SPÉCIAUX APPLICABLES AUX OBJETS DES CONCOURS RÉGIONAUX.

SUITE DE LA DISCUSSION.

Le cinquième paragraphe donne lieu, de la part de M. DE FRANQUEVILLE, à de nouvelles observations. L'orateur fait remarquer que, depuis le mois de décembre 1868, les délais accordés aux destinataires pour l'enlèvement des marchandises ont été augmentés par un arrêté ministériel ainsi conçu : « Quelle que soit l'heure de la mise à la poste de la lettre d'avis adressée par les compagnies aux destinataires de marchandises désignées, soit dans les tarifs généraux, soit dans les tarifs spéciaux, comme étant transportées par wagon complet, le délai de déchargement desdites marchandises se prolongera *pendant toute la journée du lendemain*, jusqu'à l'heure réglementaire de la fermeture des gares. » Il n'y aurait pas, ajoute l'orateur, grand inconvénient à augmenter ce délai pour les gares de province ; mais cela serait impossible pour les grandes gares.

Sur la proposition de M. DE BOUREUILLE, la Commission supérieure adopte le vœu suivant : AUGMENTER, S'IL EST POSSIBLE, POUR LES PETITES GARES, LE DÉLAI D'ENLÈVEMENT DES MARCHANDISES.

SUITE DE LA DISCUSSION

En ce qui concerne le sixième paragraphe, M. BOITEL, *rapporteur*, sur la demande de M. le Président, donne quelques explications desquelles il résulte qu'en proposant de provoquer l'abaissement des tarifs des chemins de fer pour le transport des vidanges des villes et de tous les engrais qui se perdent dans les grands centres de population, la sous-commission a eu principalement pour but l'utilisation des vidanges de la ville de Paris. Une grande entreprise a essayé de les envoyer dans certaines provinces et elle a très bien réussi sur certaines lignes, comme le Nord et l'Est ; mais les autres compagnies et le chemin de fer de ceinture ont refusé leur concours et l'entreprise,

qui avait fait des frais considérables, a dû cesser ses opérations. La sous-commission regarderait comme un très grand avantage pour la ville de Paris et pour l'agriculture, que les abaissements de tarifs, consentis par les deux Compagnies du Nord et de l'Est, fussent appliquées aux autres compagnies.

Sur l'observation qu'une commission spéciale est chargée d'étudier la question des engrais (chap. iv, § 2), et qu'elle s'occupera nécessairement des tarifs de transport, LA PROPOSITION DE LA SOUS-COMMISSION EST AJOURNÉE. (1)

SUITE DE LA DISCUSSION.

Enfin, sur le septième paragraphe, M. DU MIRAL ayant fait observer qu'il s'agit, non pas de transport d'argent, mais du remboursement de la valeur de marchandises expédiées, M. DE FRANQUEVILLE déclare ne pas s'opposer à l'adoption du vœu, sauf à en modifier la rédaction, par le motif que le Ministre réglant chaque année le tarif du transport des finances, c'est à lui, et non aux compagnies de chemins de fer, que doit s'adresser la réclamation.

En suite de cette observation, LA COMMISSION SUPÉRIEURE ÉMET L'AVIS QU'IL Y A LIEU DE DEMANDER AU MINISTRE L'ÉTABLISSEMENT DE TARIFS RÉDUITS POUR LES SOMMES INFÉRIEURES A 1,000 FRANCS, TRANSPORTÉES PAR LES CHEMINS DE FER, EN REMBOURSEMENT.

(1) La question relative à l'abaissement des tarifs de transport pour les engrais, examinée sommairement dans la séance du 28 novembre 1868, avait été écartée alors comme devant venir en discussion à l'occasion des *voies de communication* (voir plus haut, p. 119); on vient de voir qu'elle a été également écartée lors de la discussion sur ce dernier objet; enfin, en se reportant aux débats sur l'*utilisation des engrais des villes* (séances des 9 et 13 juillet 1869, voir page 115 et suiv.), on voit que la question des tarifs de transport a encore été omise.

En résumé, cette question reste entière et sans solution jusqu'à ce jour.

CHAPITRE VII

LÉGISLATION DOUANIÈRE

§ 1^{er}. — CÉRÉALES.

Conserver la législation actuelle. — Etablir un droit fixe plus élevé que celui qui résulte de la loi du 15 juin 1861. — Revenir à l'échelle mobile.

Séance du 28 novembre 1868.

CES TROIS PROPOSITIONS ONT ÉTÉ REJETÉES SANS DÉBAT, dans la séance du 28 novembre 1868.

Maintenir le régime actuel de l'importation temporaire en franchise de droits, sur les blés étrangers pour la mouture. — Le modifier en ce sens que la réexportation des farines provenant de ces opérations doit se faire par les points de la frontière où l'importation du blé a eu lieu. — Diviser, à cet effet, la France en zones. — Interdire le trafic des acquits à caution. — Supprimer le régime actuel de l'importation temporaire.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868

Après une discussion très sommaire dans la même séance du 28 novembre 1868, ces différentes questions ont été prises en considération et renvoyées à une sous-commission au nom de laquelle M. GAUDIN a été chargé de présenter un rapport. Ce document peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. GAUDIN

Le Rapporteur rappelle tout d'abord qu'au moment où l'Enquête agricole a été décidée, aucune question n'était plus discutée que celle relative au commerce des grains. La législation venait d'être modifiée dans un sens libéral pour l'importation des céréales; cette modification avait été suivie de plusieurs années d'abondance extrême, et les agriculteurs se plaignaient des prix qui avaient, disaient-ils, cessé d'être rémunérateurs. Aussi beaucoup d'entre eux demandaient-ils le rétablissement de droits protecteurs.

Mais pendant le temps qui s'écoula entre la décision du Gouvernement qui prescrivait l'Enquête et l'ouverture même de cette opération, une mauvaise récolte survint et l'on vit se produire une hausse qui devait bientôt toucher presque aux prix de disette et faire que la cherté, si longtemps désirée par les cultivateurs, créât, dans les campagnes comme dans les villes, un sentiment général d'anxiété.

Ces circonstances modifièrent dans le sens d'une grande modération les idées de l'année précédente. A l'honneur de l'agriculture, l'Enquête constate qu'entre ses intérêts, qu'elle aurait pu croire engagés dans la permanence des prix élevés, et l'intérêt général qui réclame le bon marché des subsistances, elle n'a pas hésité à repousser toute mesure restrictive qui aurait pu compromettre nos approvisionnements. Les modifications demandées sont généralement de peu d'importance et ne peuvent altérer, dans la pensée du moins de ceux qui les ont demandées, l'ensemble des mesures prises par le Gouvernement pour éviter le retour des disettes qui, à diverses époques de notre histoire, ont si cruellement éprouvé la France.

Nous sommes aujourd'hui, dit le Rapporteur, mieux placés encore qu'on ne l'était au moment de l'Enquête, pour examiner de sang-froid la grande question des céréales. La cherté excessive, qui avait succédé à une excessive abondance, a disparu à son tour pour faire place à un état moyen qu'on peut considérer comme la situation normale de nos marchés; mais avant de

tirer de cette dernière épreuve des conclusions qui paraîtraient peut-être reposer sur une trop courte expérience, le Rapporteur croit utile de rappeler brièvement les législations et les faits antérieurs à l'état actuel.

L'histoire du passé prouve qu'à l'origine et sous l'empire des mesures rigoureuses qui proscrivaient tout transport de céréales, non-seulement à l'Étranger, mais en France même et dans les contrées les plus voisines, les souffrances des populations ont été parfois affreuses. Cet état de choses a duré jusqu'au jour où il a été reconnu que le seul moyen d'approvisionner les marchés est de laisser au commerce une liberté entière ; qu'aux époques de disette comme aux époques d'abondance, l'intérêt du consommateur n'est pas distinct de celui du producteur ; que l'un et l'autre ont besoin, avant tout, de pouvoir acheter et vendre librement ; que tout ce qui peut nuire aux transactions est nécessairement nuisible aux contractants et que, suivant l'expression de Turgot, « la voie du commerce libre n'est pas « seulement la plus profitable au vendeur, mais qu'elle est, « pour fournir aux besoins du peuple, la plus prompte, la « moins dispendieuse et la moins sujette à inconvénients. »

Cette vérité, désormais incontestée pour le commerce intérieur, cesse-t-elle d'être applicable au commerce extérieur ? A cette question la théorie répond par l'affirmative. Il faut examiner si elle est d'accord avec les faits.

Le Rapporteur se livre, à ce sujet, à une longue et savante dissertation dont la conclusion est que le mouvement du commerce extérieur n'exerce, sur les prix, qu'une influence secondaire qui, tout en constituant, dans de certaines limites qu'il serait difficile de préciser, un élément de pondération, ne peut cependant, si l'on considère l'ensemble du marché français, préserver la consommation ni la production, des alternatives de cherté et de bon marché qui dépendent des hasards de la récolte et des réserves qui peuvent exister. Il ne peut donc pas avilir les prix, comme on en avait exprimé la crainte ; il doit subir ceux de notre marché, et il les subit en effet.

Le Rapporteur établit, en outre, par des chiffres, que le com-

merce régulier des céréales avec l'Etranger a pour résultat de nous assurer, en cas de disette, une importation suffisante pour éviter la famine et de nous ouvrir, en cas de besoin, des débouchés pour nos produits. La France est dans des conditions exceptionnellement favorables à la fois pour ses achats et pour ses ventes. Nul pays ne doit donc tirer meilleur parti des facilités d'un commerce dégagé des entraves légales. Enfin, située sur la route directe qui relie les pays de production aux pays de consommation, la France doit, par la force des choses, si elle persiste dans son nouveau régime économique, devenir l'entrepôt du commerce des blés.

C'est donc au nom de tous qu'il faut demander, comme l'ont fait la plupart des déposants, le maintien de la législation de 1861 et le complément du régime qu'elle a créé, tant par la suppression ou la diminution de certaines charges ou droits locaux qui, dans quelques ports, gênent encore l'importation ou l'exportation, que par l'augmentation des facilités de communication, routes de terre, canaux ou chemins de fer, et de tous les avantages qui peuvent être donnés à l'agriculture.

Avant de terminer son rapport, M. Gaudin croit nécessaire d'examiner le système des *acquits-à-caution* appliqué au commerce des grains et des farines. Le mécanisme en est bien connu : Aux termes d'une loi de 1836, le chef de l'État peut autoriser l'importation de produits étrangers destinés à être travaillés en France, à charge de réexportation dans un délai de six mois. Sur l'engagement pris par l'importateur, dans une soumission cautionnée, on lui délivre un *acquit-à-caution*, qui doit être représenté à l'exportation. Tel est le principe général dont l'application remonte à plus de trente ans ; mais, en ce qui concerne les céréales, l'importation temporaire en franchise de droits de blés destinés à la minoterie remonte à une date plus ancienne. Elle avait été, en 1819, accordée à la ville de Marseille et une ordonnance de 1828 l'avait permise d'une manière générale, mais en exigeant qu'on réexportât les farines même provenant des blés importés.

La difficulté de constater l'identité de ces farines fit renoncer

à cette condition. Un décret du 14 janvier 1850 permit d'exporter indifféremment, par toutes les zones, une quantité de farine équivalente au blé qu'on avait importé ; mais on reconnut bientôt que cette liberté était inconciliable avec la division de la France en quatre classes soumises à des droits différents d'entrée et de sortie. Un décret du 1^{er} juin de la même année modifia le premier, en limitant la faculté de réexportation à la zone dans laquelle on avait importé.

Cette restriction parut n'être plus motivée lorsqu'on eut supprimé l'échelle mobile et un décret du 25 août 1861 permit de nouveau l'exportation par tous les points de la frontière, quel qu'eût été le lieu d'importation.

Ce décret encore en vigueur a soulevé, pendant l'Enquête, d'assez nombreuses réclamations fondées notamment sur ce qu'un trafic régulier s'est établi au sujet des acquits-à-caution, entre les exportateurs de farines provenant de blés indigènes et les importateurs de blés étrangers qui, en fait, ne sont pas réexportés. On a dit que ce trafic permet d'importer dans la zone où les prix sont les plus élevés, en exemption ou avec atténuation de droits, des quantités considérables de grains qui font concurrence aux blés du pays.

Les défenseurs des acquits-à-caution n'ont pas contesté le fait allégué par leurs adversaires ; mais, se plaçant au point de vue de l'unité du marché français, pour lequel la quantité totale reste la même, ils ont affirmé que cet état de choses, utile au travail national par le développement qu'il donne à nos minoteries, a l'avantage d'entretenir, entre la France et les pays producteurs ou consommateurs, des relations commerciales régulières dont l'interruption serait regrettable. Ils font remarquer enfin que, malgré l'importation des blés étrangers qui restent presque entièrement dans la zone méridionale, cette contrée laisse encore apparaître un déficit qui doit être comblé par des blés apportés du Centre et du Nord.

Cette question n'offre plus d'ailleurs qu'une médiocre importance depuis que, par la suppression de la surtaxe de pavillon, les droits perçus sont réduits à 60 centimes, décime compris.

La sous-commission propose, avec la majorité des déposants, majorité assez faible, il est vrai, d'affirmer que le vœu réfléchi de l'agriculture est de voir le Gouvernement maintenir la législation actuelle comme pouvant seule assurer nos approvisionnements en temps de disette, et le placement de notre excédent, en temps d'abondance.

Elle formule dans les termes suivants les conclusions qu'elle soumet à l'approbation de la Commission supérieure :

1° *La législation de 1861 doit être maintenue ;*

2° *Les facilités accordées à l'importante industrie de la mouture, et notamment le droit de réexporter par tous les points de la frontière, doivent être conservés.*

DISCUSSION. — Séance du 17 décembre 1869

Le rapport de M. GAUDIN et les conclusions de la sous-commission ont été discutés par la Commission supérieure dans la séance du 17 décembre 1869.

Après avoir donné lecture des propositions soumises à l'Assemblée, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Alfred Le Roux*) fait observer que la Commission supérieure n'a réellement à se prononcer que sur la seconde résolution, la première se trouvant déjà tranchée par un vote antérieur. (1)

M. AMÉ, *Directeur général des Douanes*, est opposé au régime des acquits-à-caution. C'est, dit-il, au nom de la liberté du commerce qu'on défend le régime des importations temporaires du blé, et cependant rien n'est plus contraire que ce régime aux principes dont s'inspire la législation française depuis 1860.

L'orateur décrit les opérations auxquelles se rattache le trafic des acquits-à-caution. Il s'efforce de démontrer que, dans les

(1) Le vote dont il s'agit est celui qui se rapporte au régime douanier relatif à l'importation des laines étrangères (§ 4 du présent chapitre ; séance du 18 mars 1869.

Par ce vote, la Commission supérieure a émis l'avis « qu'il n'y a pas lieu de provoquer, dans le sens d'une aggravation des taxes actuelles, une modification partielle du tarif des douanes en ce qui concerne les laines étrangères à leur entrée en France. Elle exprime le vœu que le Gouvernement mette à l'étude, dans le plus bref délai possible, un projet de remaniement de notre tarif général des douanes, dans un sens libéral et exclusivement fiscal. »

temps d'abondance, quand nos prix sont bas, les importations sont naturellement peu considérables et les importateurs trouvent facilement à faire apurer leurs acquits-à-caution, en ne payant aux exportateurs qu'une prime peu élevée. Dans les années de pénurie, au contraire, les importations sont considérables, les acquits-à-caution sont nombreux et les importateurs, pour les placer, doivent faire des avantages plus élevés aux exportateurs de farines, de telle sorte qu'en résumé, ces derniers voient la prime d'exportation s'accroître dans les années précisément où l'intérêt général voudrait que les exportations fussent restreintes.

En réalité, le droit d'importation est actuellement de 60 centimes par 100 kilogrammes, et le tarif des acquits-à-caution le réduit à peu près à la moitié ; l'orateur se demande si le maintien intégral du droit de 0 fr. 60 c. pourrait être un obstacle sérieux aux importations. Il ne le suppose pas.

A un autre point de vue, le trafic des acquits-à-caution lèse le Trésor d'une somme annuelle d'environ 1,500,000 francs, et cette somme ne laisse pas que d'avoir une certaine importance, en présence d'un budget dont la mise en équilibre présente tant de difficultés.

Par ces motifs, M. Amé considère le régime actuel comme un véritable non-sens économique. Il ne va pas toutefois jusqu'à proposer la suppression complète du régime des importations temporaires de blé ; mais il croit qu'on pourrait concilier tous les intérêts en présence, en rétablissant certaines zones d'importation et d'exportation. Il suffirait, pour cela, de décider que les blés importés par les ports de la Méditerranée devraient être réexportés à l'état de farines par les ports de la même zone. L'abus serait ainsi évité et l'on ne générerait en rien l'exportation des farines provenant de blés étrangers, la seule qu'il y ait un intérêt réel à protéger, parce que ni les principes, ni l'intérêt bien entendu du pays, ne conseillent de favoriser par des primes l'exportation des farines françaises.

M. DARBLAY se propose de réfuter les objections soulevées par M. le Directeur général des douanes et de démontrer que

le régime actuel a les avantages suivants : Il donne du travail à l'industrie nationale, à laquelle il permet de fabriquer à façon pour l'Etranger ; il procure du trafic aux chemins de fer ; il développe le commerce et tend, en un mot, à faire de la France un marché de plus en plus important pour les céréales, au grand profit du consommateur, quand vient la disette, et de l'agriculteur, quand vient l'abondance. De plus, en ce qui concerne l'agriculture, ce régime des admissions temporaires a le très grand avantage de faire entrer dans le pays des quantités considérables d'issues qui servent à la nourriture des bestiaux.

Quant au droit de 60 centimes, que M. Amé considère comme peu important, M. Darblay le regarde, au contraire, comme tellement onéreux qu'il représente environ 2 % de la valeur moyenne du blé et que, le bénéfice du fabricant de farine ne s'élevant pas, le plus souvent, à ce taux, si les blés admis aujourd'hui temporairement payaient le droit, il y aurait impossibilité, pour la meunerie française, de les moudre à charge de réexportation.

Quant au dommage causé au Trésor par le trafic des acquits-à-caution, l'orateur le nie absolument, parce que les blés n'entreraient pas s'ils devaient payer les droits et qu'ils iraient se faire moudre dans les divers pays étrangers où la France envoie, sous le régime actuel, leur équivalent en farines. Le fisc ne gagnerait donc rien à la suppression des acquits-à-caution, et il priverait le pays d'un élément de travail et de prospérité.

M. Darblay résume les arguments qu'il a présentés, en demandant le maintien pur et simple du régime actuel et en soutenant qu'il est indispensable de maintenir la faculté de réexporter l'équivalent et non l'identique.

M. DE BOUREUILLE déclare que les explications données par M. Darblay ne l'ont nullement convaincu. Si l'on se réfère à la discussion de la loi de 1836, qui a posé le principe des admissions temporaires, on voit que le but a été de donner du travail à l'intérieur du pays, de favoriser le développement du travail national, et M. Darblay n'a aucunement prouvé que ce but

fût atteint par l'importation de blés à Marseille et l'exportation de farines par la frontière du Nord ou de l'Ouest.

Ce résultat est obtenu lorsque, le prix de la matière première étant moindre au dehors qu'à l'intérieur du pays, le fabricant français ne peut soutenir la concurrence qu'à la condition d'importer en franchise cette matière première, pour réexporter les produits fabriqués. C'est ce qui existe particulièrement pour les métaux ; mais il en est tout autrement pour les blés, qui sont toujours plus chers dans la région de Marseille que dans l'intérieur du pays. Le blé importé à Marseille reste donc sur le marché de cette ville où il fait concurrence au blé indigène, et il ne joue d'autre rôle que de permettre à l'importateur de partager, avec les minotiers qui exportent, la prime de 60 centimes qui résulte de la non-perception du droit.

M. AMÉ, en se ralliant aux observations de M. de Boureuille, ajoute que l'argumentation de M. Darblay repose sur des faits étrangers à la discussion ou sur un malentendu. M. Darblay dit, en effet, qu'il serait impossible d'exporter les farines si l'on payait un droit sur les blés destinés à la mouture ; il oublie qu'il ne s'agit pas de droits à payer sur les blés, puisque les farines exportées proviennent de blés français et non de blés importés à Marseille.

M. Darblay, continue l'orateur, n'admet pas qu'il y ait perte pour le Trésor, parce que, suivant lui, si le droit d'admission n'existait pas, la taxe de 60 centimes empêcherait d'importer ; mais il faut remarquer que lorsque ce droit était de 1 fr. 20 c., les importations étaient plus considérables qu'aujourd'hui, et pourtant les importateurs payaient, en moyenne, 60 centimes ; seulement au lieu de payer ce droit au Trésor, ils le payaient aux exportateurs, et l'orateur ne voit pas pourquoi les importateurs ne payeraient pas au Trésor les redevances qu'ils payaient naguère aux exportateurs de farines françaises. Ces derniers ont-ils un titre quelconque à obtenir une prime, sous un nom plus ou moins déguisé, et peut-on surtout en régler le mécanisme de telle sorte que la prime soit plus forte quand nos prix sont plus élevés, c'est-à-dire quand les besoins de notre con-

sommation sont plus pressants? Pour l'orateur, poser la question, c'est la résoudre.

M. DU MIRAL fait observer que ce sont les départements du Centre qui sont victimes de la situation actuelle. Leur marché naturel est le Midi, et ils sont néanmoins obligés d'envoyer leurs blés dans le Nord, où ils rencontrent des conditions moins bonnes.

M. GAUDIN, *rapporteur*, prend la parole, non pour combattre ce qui vient d'être dit, mais pour demander que l'on ne confonde pas deux questions entièrement distinctes, c'est-à-dire celle de la réexportation des blés réellement importés de l'étranger pour être mis en mouture, et celle de la réexportation par zones qui n'est qu'une formalité administrative destinée à rendre le contrôle plus facile.

Toutefois, avant d'arriver à cette distinction, le Rapporteur veut faire connaître les circonstances qui ont dicté le rapport présenté par lui.

Une des difficultés de tout système économique, lorsqu'il entraîne des modifications à l'ordre existant, est de créer des intérêts nouveaux, fût-ce même au détriment d'intérêts anciens, et, lorsque ces intérêts nouveaux sont créés dans un sens, de leur porter dommage par de nouvelles modifications.

Or il est incontestable que les départements du Midi ont orienté leurs intérêts vers le fait actuel; l'industrie de la minoterie s'est organisée sur une vaste échelle, en vue de la réexportation, et cette industrie sera évidemment atteinte le jour où elle ne jouira plus de cet état de choses que les uns appellent un privilège, les autres l'état normal. Il y existe deux prix sur les blés et les farines, suivant qu'ils sont destinés à la consommation locale ou à l'exportation. Il y a donc réellement une minoterie travaillant pour l'exportation, et cette industrie est aujourd'hui très florissante. En outre, grâce au bon marché des sons, la Camargue possède d'immenses troupeaux de moutons nourris, pendant l'hiver, avec les issues des blés dont il s'agit. Le retrait du décret de 1861 serait la source de grandes souffrances pour les minotiers et les producteurs de bestiaux, comme son apparition l'a été pour les producteurs de grains.

En résumé et en dernière analyse, le Rapporteur croit indispensable de maintenir le régime des acquits-à-caution ; mais il serait partisan de la suppression des trafics dont ces acquits-à-caution sont l'objet.

M. AMÉ combat de nouveau le système préconisé par M. Gaudin, en s'appuyant sur ce fait que la minoterie marseillaise est à peu près désintéressée dans la question. Il est hors de doute, en effet, que les farines exportées pour l'Allemagne et les autres nations du Nord proviennent de blés français et non de blés étrangers moulus à Marseille. La seule conséquence de l'abolition du trafic des acquits-à-caution, sera d'empêcher les minotiers du Nord et de l'Ouest de tirer avantage de cette importation pour exporter des farines françaises. Du reste, la question semble très peu importante depuis la suppression de la surtaxe de pavillon.

M. GAUDIN, *rapporteur*, reconnaît qu'en effet la question a perdu beaucoup de son importance par la raison qui vient d'être indiquée, et il avoue que, par ce motif, la sous-commission a été sur le point de proposer également la suppression des acquits-à-caution.

Après un échange d'explications entre différents membres, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT résume en quelques mots le débat et met aux voix la proposition de la sous-commission.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE N'ADOpte PAS CETTE PROPOSITION et M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT ajoute qu'en présence de ce vote, l'avis de la Commission se formule ainsi : LA COMMISSION EXPRIME LE VŒU QU'AU LIEU D'ÊTRE CONSERVÉES, LES FACILITÉS ACCORDÉES A L'INDUSTRIE DE LA MOUTURE SOIENT SUPPRIMÉES. (1)

(1) Un décret du 18 octobre 1873 porte :

« ARTICLE 1^{er}. — L'article 3 du décret du 25 août 1861 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les froments étrangers destinés à la mouture pourront être importés par tous les bureaux de douane ouverts à l'importation des céréales.

« La réexportation des farines ne pourra s'effectuer que par les bureaux de douane de la direction par laquelle l'importation des froments aura eu lieu.

« Les bureaux de réexportation devront être des ports d'entrepôt réel ou des bureaux de douane ouverts soit au transit, soit à l'entrée des marchandises taxées à plus de 20 francs les 100 kilogrammes. »

§ 2. — BESTIAUX.

Maintenir les droits d'entrée sur les bestiaux tels qu'ils se perçoivent actuellement. — Les modifier.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868

Dans la séance du 28 novembre 1868, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) signale à la Commission supérieure un côté tout spécial de la question, celui relatif aux chevaux, qui se trouvent dans une situation tout à fait exceptionnelle. Le décret d'entrée est de 25 francs par cheval ; ce chiffre est peu important pour les chevaux de luxe, mais il l'est davantage pour les chevaux d'une valeur inférieure et surtout pour ceux qui sont destinés à la boucherie. Il est d'autant plus nécessaire d'étudier la question à ce point de vue que, depuis quelques années, l'hippophagie a fait de rapides progrès.

La question est prise en considération et renvoyée à une sous-commission au nom de laquelle M. LE BARON DE BENOIST a présenté un rapport qui peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. DE BENOIST

Le Rapporteur constate tout d'abord que la sous-commission ne s'est pas arrêtée un seul instant à la pensée de proposer des modifications aux tarifs actuellement appliqués à l'introduction des bestiaux proprement dits. Ces tarifs sont fort modérés et très favorables à l'introduction des bestiaux étrangers ; aussi les cultivateurs désirent-ils que cette voie leur reste ouverte, parce qu'ils trouvent plus avantageux de se livrer à l'engraissement qu'à l'élevage des bestiaux. La sous-commission a donc compris qu'elle devait surtout examiner la question au point de vue des chevaux.

Or, aux termes de la loi du 5 juillet 1836, le droit d'entrée est de 25 francs par tête, pour chevaux entiers, hongres ou juments, et de 15 francs par poulain, quelle que soit d'ailleurs la valeur de l'animal. Augmentés du double décime, ces droits sont donc de 30 francs et de 18 francs.

Ces droits sont très supérieurs à ceux imposés par les autres nations de l'Europe, qui sont :

Angleterre.	exempt.
Autriche.	5 francs.
Belgique.	18 »
Italie (de 300 fr. et au-dessous). . .	6 »
— (au-dessus de 300 fr.).	20 »
Russie (hongres).	4 »
— (étalons et juments).	exempt.
Suisse.	3 francs.
Zollverein	5 »

La sous-commission a dû se demander si le tarif français, frappant d'un droit unique des chevaux de valeurs bien différentes, protégeait sérieusement les éleveurs de nos belles races, et s'il ne pesait pas trop lourdement sur nos petits cultivateurs du Nord et de l'Est, obligés souvent d'aller chercher à l'étranger les chevaux de peu de valeur nécessaires à leurs travaux. Elle s'est demandé également si ce droit ne mettait pas obstacle au développement de la consommation de la viande de cheval qui a pris, depuis quelques années, une grande extension dans les principales villes de l'Est.

Les documents statistiques établissent que, dans les trois années 1865, 1866 et 1867, l'importation des chevaux provenant des différents pays a donné les chiffres consignés au tableau ci-après :

NATIONS.		ÉTALONS	HONGRES	JUMENTS	POULAINS	TOTAUX.
Angleterre	1865	22	1871	169	»	2062
	1866	26	1490	163	»	1679
	1867	10	2217	287	»	2514
Belgique	1865	236	3817	1721	1292	7066
	1866	311	4765	1922	1598	8596
	1867	392	6326	2960	1616	11294
<i>A reporter. . . .</i>		997	20486	7222	4506	33211

NATIONS	ÉTALONS	HONGRES	JUMENTS	POULAINS	TOTAUX
<i>Report</i>	997	20486	7222	4506	33211
Algérie	1865 333	»	»	»	333
	1866 255	»	»	»	255
	1867 744	»	»	»	744
Italie	1865 50	115	53	279	497
	1866 87	233	120	522	962
	1867 251	246	107	519	1123
Suisse	1865 »	343	147	331	821
	1866 »	269	206	268	743
	1867 »	959	608	216	1783
Allemagne	1865 »	744	231	»	975
	1866 »	973	276	»	1249
	1867 »	1930	914	»	2844
Autres pays	1865 115	59	60	135	369
	1866 56	209	96	113	474
	1867 181	404	203	114	902
TOTAUX	3069	26970	10243	7003	47285

Si l'on veut, à l'aide de ce tableau, comparer l'importation totale de chacune des années 1865, 1866 et 1867, il est facile de voir que cette importation a été : (1)

ANNÉE.	ÉTALONS.	HONGRES.	JUMENTS.	POULAINS.	TOTAUX.
1865	756	6949	2381	2037	12123
1866	735	7939	2783	2501	13958
1867	1578	12082	5079	2465	21204
TOTAUX. . .	3069	26970	10243	7003	47285

De l'ensemble de ces renseignements, il résulte :

1° Que la France n'a importé d'Angleterre qu'un nombre relativement assez faible de chevaux ; il est vrai que ces animaux sont presque tous des bêtes de luxe sur lesquelles ne saurait influer une taxe de 30 francs, fort minime si on la compare à la valeur du cheval et par conséquent insuffisante pour protéger les éleveurs français de chevaux de cette catégorie ;

(1) Des documents statistiques publiés par l'Administration des Douanes, il résulte que,

2° Qu'au contraire la taxe pèse lourdement sur les petits propriétaires du Nord et de l'Est qui, placés dans des conditions où l'élevage est difficile, sont contraints de demander à l'étranger et notamment à la Belgique, les chevaux de valeur médiocre (300 francs en moyenne) qui leur sont nécessaires ;

3° Qu'enfin, l'exagération de la taxe est encore plus sensible lorsqu'il s'agit d'animaux destinés à la boucherie.

Aussi est-il facile de constater, chez tous les cultivateurs intelligents, une tendance à acheter de jeunes poulains pour les élever sur leurs exploitations, plutôt que d'en poursuivre la production première.

De toutes ces considérations est résultée, pour la sous-commission, la conviction qu'il y aurait lieu d'abaisser notablement le droit imposé à l'introduction des chevaux étrangers.

L'examen de la question chevaline a, en outre, amené la sous-commission à émettre un autre vœu.

La France possède des races excellentes, pleines de vigueur et éminemment propres, dans leurs variétés, à toutes les exigences du service militaire. Malheureusement la Remonte ne

dans les dernières années, l'importation et l'exportation se sont comportées comme il suit :

ANNÉE.	IMPORTATION.	EXPORTATION.
1869	15531	8730
1872	15165	17317
1873	12535	23979
1874	11079	23984

L'exportation a donc sans cesse augmenté tandis que l'importation décroissait, ce qui est contraire à ce qui s'était produit dans la période précédente.

En ce qui concerne la nature des animaux *exportés*, la répartition s'effectue de la manière suivante, pour les trois dernières années :

ANNÉE.	ÉTALONS.	HONGRES.	JUMENTS.	POULAINS.	TOTAUX.
1872	1251	9105	4830	2131	17317
1873	820	15198	5933	2028	23979
1874	1117	13762	6700	2350	23984

paye pas assez cher les chevaux qu'elle achète ; elle n'en offre que des prix inférieurs à ceux du commerce, de telle sorte qu'un cultivateur présentant un beau cheval à la remonte refuse de le vendre s'il n'est pas pressé par des besoins d'argent, ou le vend à perte, s'il est forcé de réaliser.

La sous-commission pense qu'il y a là une réforme à faire, réforme d'autant plus importante qu'à défaut des bons chevaux qu'elle pourrait trouver dans le pays, si l'élève des chevaux était encouragée, la Remonte est parfois contrainte de recourir au commerce qui lui fournit des chevaux étrangers, fatigués d'un long voyage et inférieurs, à tous égards, aux chevaux français. Ce système est évidemment nuisible, à la fois, au Trésor, à l'armée et à l'agriculture, et il convient d'y apporter un prompt remède.

En résumé, la sous-commission émet les vœux suivants :

1° *Abaisser le droit d'entrée à 5 francs pour les chevaux et à 1 franc pour les poulains ;*

2° *Demander que le Ministre de la guerre se fasse, autant que possible, une règle de n'acheter que des chevaux français, en les payant un prix rémunérateur pour l'éleveur.*

DISCUSSION. — Séance du 20 décembre 1869.

La discussion sur le rapport de M. LE BARON DE BENOIST a eu lieu dans la séance du 20 décembre 1869.

M. TISSERAND se déclare partisan d'un abaissement des droits d'entrée qui frappent les chevaux, parce que le cheval n'est pas facile à produire et à élever économiquement. Il fait toutefois observer que la Belgique, qui importe le plus de chevaux en France, maintient, à l'importation chez elle, un droit de 18 fr. L'orateur demande s'il ne serait pas possible d'obtenir du gouvernement belge un abaissement analogue à celui qui serait consenti par la France.

M. OZENNE dit que cette réciprocité serait sans doute désirable, mais qu'elle ne saurait être imposée et devrait faire l'objet de négociations.

M. AMÉ, *Directeur général des Douanes*, fait des réserves au

point de vue budgétaire. La sous-commission demande, en effet, à la fois, au Trésor, un premier sacrifice d'environ 300,000 francs par l'abaissement du droit d'entrée, et un second sacrifice, par l'élévation du prix des chevaux de remonte. On touche d'ailleurs au moment d'une révision générale du tarif des douanes.

M. LE MARÉCHAL VAILLANT croit devoir constater que, malgré le droit qui frappe l'industrie des chevaux étrangers, l'espèce chevaline s'est considérablement améliorée en France depuis une vingtaine d'années. La taxe d'entrée n'aurait donc pas exercé une influence fâcheuse. Dans tous les cas, l'orateur ne pense pas qu'il y ait lieu d'encourager l'importation des chevaux de valeur médiocre.

M. DE BENOIST, *rapporteur*, reconnaît l'amélioration signalée par M. le maréchal Vaillant; mais il trouve anormal de frapper d'un impôt unique de 30 francs les chevaux de luxe importés d'Angleterre et les chevaux importés de Belgique et valant 400 francs au plus.

M. DAILLY n'est pas partisan de l'abaissement de la taxe. Cet abaissement découragerait les éleveurs français et serait une perte pour le Trésor, sans profiter au consommateur, car il n'amènerait pas une diminution du prix des chevaux.

M. LE COMTE DE BUTENVAL émet l'avis qu'il pourrait être donné satisfaction aux différentes opinions émises, en réduisant le droit d'entrée des chevaux à 15 francs.

Après l'échange de quelques observations entre différents membres, la Commission supérieure : 1° REJETTE LA PROPOSITION DE LA SOUS-COMMISSION TENDANT A ABAISSER LE DROIT A 5 FRANCS POUR LES CHEVAUX ET A 1 FRANC POUR LES POULAINS; 2° ADOPTE LA PROPOSITION DE M. DE BUTENVAL AYANT POUR OBJET D'ABAISSER LE DROIT A LA MOITIÉ, C'EST-A-DIRE A 15 FRANCS POUR LES CHEVAUX ET A 9 FRANCS POUR LES POULAINS. (1)

(1) Il n'est pas inutile de faire remarquer que les chiffres de 15 francs et de 9 francs doivent comprendre le double décime. Il eut peut-être été plus correct de dire que les droits sont réduits de 25 francs à 12 fr. 50 c. pour les chevaux, et de 15 francs à 7 fr. 50 c. pour les poulains.

Le maintien du *statu quo* se trouve dès lors repoussé, sans qu'il soit besoin d'en faire l'objet d'un vote.

SUITE DE LA DISCUSSION

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Alfred Le Roux*) met ensuite en discussion la seconde partie des propositions de la sous-commission, qu'il énonce dans les termes suivants :

« Que le Ministre de la Guerre se fasse une règle *absolue* de n'acheter que des chevaux français, en les payant un prix rémunérateur pour l'éleveur. » (1)

M. LE COMTE BOULAY DE LA MEURTHE dit qu'il a souvent entendu débattre ces questions, lorsqu'il était chargé de la direction des Haras ; mais ce n'était pas à ce point de vue qu'on était surtout préoccupé de la remonte par rapport à la guerre ; c'était afin d'avoir, autant que possible, un même nombre de chevaux à acheter tous les ans. — Voici pourquoi : Le cheval de guerre, on l'a dit souvent, est un cheval de luxe manqué. Un éleveur qui a des chevaux de luxe, vend les plus beaux au commerce, qui les paye très cher, et garde pour la remonte les chevaux inférieurs. Ce qui protège surtout l'industrie de l'élevage, c'est l'idée que, tous les ans, la Guerre achète un nombre à peu près égal de chevaux.

M. LE MARÉCHAL VAILLANT expose que le recrutement des chevaux pour l'armée comporte deux questions très distinctes, suivant qu'il s'agit de chevaux de trait ou de chevaux de cavalerie. Les premiers ne font jamais défaut en France ; mais il n'en est pas de même des seconds. Lors de la guerre de 1854, il a fallu acheter à l'étranger un nombre considérable de chevaux de selle, au grand détriment de nos finances et même de notre cavalerie, car il était difficile de choisir, en présence de besoins aussi considérables et aussi urgents. — L'orateur constate, en outre, l'amélioration très sérieuse résultant du système adopté

(1) La formule mise en discussion par le Président s'écarte sensiblement de celle adoptée par la sous-commission, qui, par l'organe du Rapporteur, s'est bornée à demander « que le Ministre de la guerre se fasse, *autant que possible*, une règle de n'acheter que des chevaux français, en les payant un prix rémunérateur pour l'éleveur. »

par le service de la remonte et il invoque, à l'appui de son assertion, l'opinion exprimée par les généraux russes et autres, lors de l'Exposition universelle de 1867. Il serait donc très fâcheux de modifier un état de choses qui a produit un tel résultat.

M. ROUVY, *chef de la division des Haras*, confirme ce qui vient d'être dit au sujet de l'amélioration de la race chevaline, due surtout au choix des étalons fournis par l'Administration des Haras. Il reconnaît toutefois qu'il n'y a peut-être pas assez de choix aujourd'hui, pour le service de la remonte, dans les animaux qui lui sont présentés. Cela tient à une production, non pas insuffisante, mais insuffisamment encouragée.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT fait observer que ceci rentre dans le vœu fréquemment exprimé, notamment en Vendée, pour demander à l'Administration des Haras des producteurs meilleurs, plus nombreux et surtout plus susceptibles d'améliorer nos races qui manquent un peu de taille.

M. ROUVY répond que l'Administration ne peut suffire à toutes les demandes des Conseils généraux. Il faudrait, pour le faire, avoir 3,000 étalons, et l'on n'en possède que 1,100. L'orateur fait connaître, à cette occasion, que l'Administration met obstacle, autant qu'elle le peut, à l'emploi des mauvais étalons et notamment des étalons belges. Elle délivre, à cet effet, des titres d'approbation ou d'autorisation aux étalons qu'elle juge propres à améliorer l'espèce, et elle constitue un certain privilège pour ces chevaux, en ce que leurs produits sont seuls admis à concourir pour les primes offertes par l'Etat ou les départements.

M. GRESSION, *Ministre des Travaux publics*, rappelle qu'en 1867, à raison des circonstances politiques, le Ministre de la Guerre a dû acheter d'urgence un nombre considérable de chevaux et qu'il a été contraint de s'adresser à l'étranger, faute de produits indigènes. Il croit cependant que, dans un temps donné, le pays arrivera à produire un nombre de chevaux suffisant pour la remonte normale ; mais il est bien entendu, poursuit l'orateur, qu'en cas de guerre, il faudra nécessairement recourir à l'étranger : *Grâce à Dieu*, dit le Ministre, *à l'heure qu'il est*,

nous n'en sommes pas menacés (20 décembre 1869); mais il y aurait certainement danger à vouloir interdire d'une manière absolue, au Ministre de la Guerre, le marché étranger.

M. LE COMTE BOULAY DE LA MEURTHE propose de modifier les conclusions de la sous-commission de la manière suivante : « En « demandant que le Ministre de la Guerre se fasse, *autant que possible*, une règle de n'acheter, etc... » (1)

M. DE LAVENAY fait observer que l'industrie chevaline n'est pas dans les mêmes conditions que les autres industries, par suite de la présence, sur le marché, d'un acquéreur qui achète, chaque année, 8,000 chevaux. Il cite le fait d'un éleveur qui, possédant 8 ou 12 chevaux, parmi lesquels il s'en trouve deux remarquables, qu'il pourrait vendre au commerce à des prix élevés, est obligé de céder ces deux chevaux, à vil prix, à la remonte, sous peine de ne pas voir acheter les chevaux inférieurs.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT met successivement aux voix : 1° la proposition de la sous-commission tendant à ce que le Ministre de la Guerre *se fasse une règle absolue* de n'acheter pour la remonte, que des chevaux élevés en France; 2° la proposition amendée consistant à dire que le Ministre se fera, *autant que possible*, une règle de..., etc.

LES DEUX PROPOSITIONS SONT REJETÉES.

§ 3. — VINS.

Conclure des traités internationaux qui permettent à nos vins de pénétrer avec plus d'avantage sur les marchés étrangers.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868.

Après une courte discussion préliminaire dans la séance du 28 novembre 1868, cette question a été prise en considération et renvoyée à une sous-commission au nom de laquelle M. MIGNERET a présenté un rapport qui peut se résumer comme il suit :

(1) Nous avons vu plus haut que telle était précisément la proposition primitive de la sous-commission et qu'elle a été modifiée, à la séance, dans un sens absolu.

RAPPORT DE M. MIGNERET

En rendant compte à M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics des résultats de l'Enquête agricole, M. le Commissaire général a consacré à la culture de la vigne trois passages importants de son rapport.

Dans le premier, il jette une coup d'œil sur la situation générale de la culture ; dans le second, il s'occupe du régime que les législations étrangères font à notre commerce d'exportation ; le troisième, enfin, est consacré à l'examen des réclamations soulevées par notre législation financière et les impôts perçus sur les boissons. Puis, à la fin de son travail, il précise et formule ainsi qu'il suit les diverses questions à soumettre à l'examen de la Commission supérieure :

« *Douanes.* — Conclure des traités internationaux qui permettent à nos vins de pénétrer avec plus d'avantages sur les marchés étrangers.

« *Impôts indirects.* — *Droits sur les boissons.* — Proportionner les droits de circulation à la valeur des vins.

« Simplifier les droits de circulation en les réduisant à un droit fixe de 25 centimes, qui serait constaté par un timbre mobile appliqué sur les futailles.

« *Vinage.* — Maintenir la législation actuelle sur les alcools employés au vinage.

« Réduire les droits auxquels ils sont soumis.

« Rappporter la loi de 1864 sur le vinage. »

Le Rapporteur suivra le même ordre dans son exposé. (1)

ÉTAT DE L'INDUSTRIE VINICOLE

Un fait heureux, sous l'empire duquel la sous-commission a

(1) Ainsi qu'on le voit, le rapport de M. Migneret embrasse, dans son ensemble, et la question des vins posée dans le § 3 du chapitre VII, relatif à la LÉGISLATION DOUANIÈRE, et les questions posées au § 2 (*Impôts indirects*) du chapitre IX, relatif à la LÉGISLATION FISCALE, ayant pour objet les *Droits sur les boissons* et le *vinage*.

Il nous a paru utile de ne pas scinder ce rapport et de donner, sans interruption, les discussions et décisions de la Commission supérieure sur des sujets qui présentent entre eux une réelle connexité, sauf, lorsque nous arriverons, dans le cours de notre travail, au chapitre IX, à reproduire sommairement les résolutions adoptées.

délibéré, c'est l'état prospère de la culture de la vigne, en France. Ainsi que le dit M. de Monny de Mornay, « d'une manière générale, on peut affirmer que l'industrie vinicole, en France, est en voie de prospérité, qu'elle a pris depuis un certain nombre d'années, une extension importante, et qu'elle lutte avec un succès toujours croissant contre les circonstances défavorables qui ne viennent que trop souvent exercer, sur la production de la vigne, une influence désastreuse. »

A l'appui de cette assertion, le rapporteur cite des renseignements statistiques, desquels il résulte que, de 1852 à 1862, l'étendue cultivée en vigne s'est élevée de 2,190,909 hectares à 2,320,809 hectares, soit une augmentation de 120,900 hectares.

Au point de vue de la production, la période de 1856 à 1866 a donné, par des accroissements sensiblement gradués, les résultats suivants :

	1856	1866
	Hectolitres	Hectolitres
Stock au commencement de l'année. . . .	16,000,000	68,000,000
Récolte nouvelle	21,000,000	64,000,000
Stock à la fin de l'année	15,000,000	78,000,000
Quantités employées durant l'année	22,000,000	54,000,000
Détail des quantités employées		
Livrées à la distillation. . .	2,286,900	6,921,887
Converties en vinaigre. . .	200,098	335,366
Exportées.	1,274,900	3,373,900
Avec payement de l'impôt .	12,314,560	28,465,625
En franchise de l'impôt . .	5,923,542	15,003,222

Les chiffres qui précèdent sont assurément l'indice d'un bien-être général ; mais il y aurait certainement exagération à dire que l'état de choses actuel ne présente pas des côtés défectueux, et qu'aucune plainte fondée ne se soit produite. (1)

Les causes générales qui renchérissent la main d'œuvre, les difficultés qui en résultent, sur certains points, la nécessité de

(1) Les chiffres qui viennent d'être indiqués sont, on le remarquera, antérieurs aux désastres de 1870-1871, et par conséquent à la perte de nos départements d'Alsace et de Lorraine. Malgré cette perte, les chiffres des récoltes, d'après les renseignements officiels, auraient

remplacer le bras de l'homme si actif, si intelligent dans cette culture, par les instruments aratoires, le besoin d'une instruction plus étendue pour diriger le vigneron dans le choix des cépages et dans la préparation des vins, tout cela a été indiqué et demandé, indépendamment des questions spéciales que la sous-commission a eu à traiter. Heureusement, il faut le dire, le souci de l'avenir et le désir du mieux, dans le présent, ont plus agi sur les déposants que le sentiment d'une situation généralement reconnue comme bonne.

LÉGISLATION DOUANIÈRE

Notre frontière est largement ouverte aux vins étrangers. Un simple droit de 25 centimes par hectolitre est perçu à l'entrée de tous les vins ordinaires ou de liqueur, en futailles, en outres ou en bouteilles ; mais les nations étrangères n'ont pas imité notre exemple. Nos vins rencontrent, sur la frontière de chaque Etat, des exigences fiscales parfois énormes, et l'on s'est plaint vivement qu'ils ne soient pas admis à l'étranger, comme les vins étrangers eux-mêmes à leur entrée en France.

Le Rapporteur reproduit ici l'état des tarifs d'importation appliqués aux produits français en vins et liqueurs, dans les différents pays. Il ressort de ce document que nos vins payent à l'étranger des taxes d'entrée généralement très fortes, surtout si on les compare au droit fixe de 25 centimes par hectolitre, que nous percevons sur les vins exotiques.

Ainsi, en Russie, la taxe s'élève à 58 fr. 84 par 100 kilogrammes sur les vins en cercles ; en Grèce, le droit est de

été : en 1870, de 53,538,000 hectolitres ; — en 1871, de 57,084,000 hectolitres ; — en 1872, de 50,528,000 hectolitres, — enfin, en 1873, de 35,770,000 hectolitres.

Les exportations auraient été : en 1871, de 4,170,000 hectolitres ; — en 1872, de 4,155,000 hectolitres ; — en 1873, de 4,710,000 hectolitres.

Mais pendant les années 1872, 1873 et 1874, l'importation en Angleterre n'aurait atteint que des chiffres inférieurs, par suite de l'envoi, sur le marché anglais, d'énormes quantités de vins d'Espagne. Il ne semble pas douteux que, si des efforts nombreux et persévérants étaient faits pour accroître le nombre et l'importance des débouchés, ils ne réussissent de la manière la plus complète et la plus satisfaisante.

42 fr. 19 également par 100 kilogrammes, sur les vins communs en futailles; en Espagne, le droit est de 50 francs par hectolitre; dans les différents Etats d'Amérique, et notamment au Brésil, les vins de Champagne payent jusqu'à 238 fr. 92 par hectolitre; enfin, dans les Etats Romains, une prohibition absolue s'oppose à l'introduction des vins ordinaires en fûts.

Il convient toutefois de remarquer qu'indépendamment de la taxe uniforme de 25 centimes par hectolitre, payée à l'entrée en France, les vins étrangers sont soumis aux différents droits de circulation, de consommation et d'octroi qui frappent nos propres vins, tandis qu'à l'étranger, la taxe d'entrée une fois payée, nos vins ne supportent plus aucun droit; mais cette considération n'atténue que faiblement la disproportion de traitement imposé de part et d'autre.

Malgré cette différence de traitement, toute à notre désavantage, notre commerce de vins a fait, tant à l'importation qu'à l'exportation, de 1852 à 1866, des progrès considérables, ainsi qu'il résulte des renseignements fournis par la sous-commission, et qui, pour les deux années extrêmes, se résument dans les chiffres suivants :

		1852		1866	
		VALEURS	QUANTITÉS	VALEURS	QUANTITÉS
Importation	Commerce général.	700,000 fr.	377,000 ^{lit.}	3,700,000 fr.	3,557,000 ^{lit.}
	Commerce spécial.	500,000	285,000	3,100,000	2,993,000
Exportation	Commerce général.	98,300,000	245,415,000	260,200,000	339,627,000
	Commerce spécial.	97,400,000	243,847,000	258,200,000	327,390,000

Sans aucun doute, dit le Rapporteur, notre production progresse, notre commerce s'étend; mais ils n'ont donné, ni l'un ni l'autre, la mesure de leur puissance, et lorsqu'un grand pays comme la France ouvre si généreusement l'accès de son marché, il est fondé à demander une réciprocité qui n'est que de la justice.

La sous-commission appuie donc le vœu de voir abaisser les barrières qui s'élèvent encore contre l'introduction de nos vins à l'étranger, et elle propose à la Commission supérieure de l'ap-

payer auprès du Gouvernement, non comme l'expression d'un état de souffrance, mais comme une licite aspiration de notre activité culturelle et industrielle ; non comme un de ces désirs que le Gouvernement puisse et doive satisfaire immédiatement, mais comme un but qu'il saura atteindre, en tenant compte des circonstances et en usant de son influence légitime, dans les négociations avec les autres Etats.

Le rapporteur appelle ensuite l'attention de la Commission supérieure sur un fait particulier, relatif à l'introduction des vins d'Espagne.

La loi du 16 mai 1863 a fixé les droits d'entrée en France, à 25 centimes par hectolitre, pour les vins de toutes sortes, en futailles, en outres ou en bouteilles, lorsqu'ils ne marquent pas plus de 18°, et à 25 francs par hectolitre d'alcool pur.

Or les vins d'Espagne, dans leur état naturel, marquent de 14° à 16° au plus et descendent quelquefois jusqu'à 9° et 10°. Leur richesse est portée à 18° par une addition artificielle d'alcool et, dans cet état, ils entrent en France sous la taxe minima de 25 centimes par hectolitre. — Par cette pratique, on introduit en franchise de 2 à 8 % d'alcool mélangé qui, présenté pur, aurait payé 25 francs par hectolitre et, en sus, l'impôt intérieur de consommation de 90 francs (double décime compris), soit, au total, 115 francs par hectolitre.

D'autre part, les vins du Roussillon français, analogues à ceux d'Espagne, et dont la richesse alcoolique est, en moyenne, de 14°, ne peuvent faire concurrence aux vins alcoolisés d'Espagne que par une addition d'alcool de 4° ; mais, depuis la loi du 8 juin 1864, les propriétaires sont tenus d'acquitter les droits de 90 francs, ce qui leur impose une charge d'environ 3 fr. 60 par hectolitre, pour atteindre le degré d'alcoolisation des vins artificiels d'Espagne.

Cette application singulière des nouveaux tarifs a excité des plaintes nombreuses, et M. Chassaing-Goyon, dans le rapport qu'il a produit comme président de l'Enquête dans la 24^e circonscription, a fait mention de ces doléances dans les termes suivants :

« ... Ils font, en outre, ressortir cette anomalie de la législation qui

« empêche le vinage chez le viticulteur, en soumettant l'alcool
« à des droits considérables, et qui permet, soit à des étrangers,
« soit même à des commerçants français, de viner des vins de
« France ou de la frontière, jusqu'à 18° et même plus, pour les
« importer ensuite dans nos grands centres de population, où
« le coupage en double ou en triple la quantité; et ce n'est pas
« comme une hypothèse qu'ils signalent cette spéculation; ils
« prétendent qu'elle serait pratiquée en grand, en Espagne et en
« Italie. »

La sous-commission propose d'appeler l'attention du Gouvernement sur ce point spécial de notre législation douanière. Le remède est facile, puisqu'il suffirait, au moins en ce qui concerne les douanes, de modifier ainsi qu'il suit la rédaction du § 3 de l'article 21 du décret du 17 mars 1852 :

« Lorsque des vins contiendront plus de 14 %, (au lieu de 18)
« et pas au delà de 21 %, ils seront imposés comme vins et
« payeront, en outre, les droits de consommation, d'entrée et
« d'octroi, pour la quantité d'alcool comprise entre 14 (au lieu
« de 18) et 21 %.

Cette modification ne dérogerait pas au principe de la loi du 16 mai 1863; elle mettrait le fait d'accord avec le texte législatif, et s'opposerait seulement à ce que l'alcool entrât déguisé en vin et échappât aux droits qui lui sont imposés.

MODIFICATIONS A LA LOI SUR L'IMPÔT DES BOISSONS

Ainsi que l'a fait observer M. le Commissaire général de l'Enquête, peu de lois ont été aussi souvent modifiées que celle de l'impôt sur les boissons. La raison en est peut-être qu'il est aussi impossible de supprimer cet impôt que de l'asseoir sur des bases soustraites aux discussions sans cesse soulevées à son occasion.

L'impôt sur les boissons touche à tout le monde et tout le monde le connaît. Tous les systèmes ont été successivement essayés, et aucun n'a échappé à la critique. De tout temps, les

adversaires du Gouvernement établi s'en sont fait une arme d'opposition. Tous ont promis de le supprimer ; il n'en est pas un qui ne l'ait maintenu ou qui, l'ayant supprimé dans les premiers mois de son avènement au pouvoir, ne l'ait promptement rétabli sous la pression des nécessités financières.

Le Rapporteur rappelle succinctement les modifications accomplies sous les différents gouvernements, et fait ressortir les caractères defectueux de chacun des systèmes proposés dans l'Enquête. Un seul réellement nouveau s'est produit dans la 14^e circonscription. M. Dailly l'a résumé ainsi : « M. de Champvans
« a proposé, dans le cas où les nécessités budgétaires ne pour-
« raient permettre au Gouvernement de supprimer entièrement
« les droits de circulation, d'assurer leur perception à l'aide de
« timbres mobiles qui seraient placés, par les propriétaires, sur
« les tonneaux, comme les timbres placés sur les lettres confiées
« à la poste. Ces timbres devraient, suivant M. de Champvans,
« pour ne pas donner lieu à des fraudes, être livrés aux pro-
« priétaires de vignes, à raison de 25 centimes pour un hecto-
« litre de vin ; ils devraient indiquer le nom du destinataire,
« les lieux de destination et de départ, la date des expéditions ;
« ces indications devraient être inscrites à la main et signées par
« l'expéditeur, afin d'éviter qu'il ne pût être fait, pour plusieurs
« expéditions, emploi d'un même timbre. »

Cet extrait du rapport de M. Dailly ne comporte, comme on le voit, qu'une simple indication de système, et la sous-commission n'y trouve pas matière à résolution définitive ; c'est une donnée à étudier et c'est à ce titre qu'elle la signale, sans s'y associer.

VINAGE DES VINS.

M. le baron Thénard définit ainsi l'opération du vinage :

« Le vinage est une opération qui consiste à augmenter artificiellement la proportion d'alcool qui existe naturellement dans un vin.

« Cette opération se pratique, soit à la cuve, c'est-à-dire au

moment où on fait le vin, soit au tonneau, c'est-à-dire quand il est déjà fait.

« Le vinage à la cuve s'exécute en ajoutant, à la vendange, de l'alcool, du sucre ou de la glucose (sucre d'amidon ou de pomme de terre).

« Dans ces deux derniers cas, le sucre ou la glucose, en fermentant avec les parties sucrées du raisin, apportent ainsi le contingent d'alcool qu'on veut donner au vin.

« Le vinage au tonneau se pratique par trois procédés différents :

« 1° Quand le vin a déjà plusieurs mois de fabrication, on y ajoute la proportion d'alcool dont on veut l'enrichir ;

« 2° On recoupe les vins faibles avec des vins trop capiteux et les défauts de ces vins se corrigeant en partie naturellement, on obtient des mélanges meilleurs que chacun des vins considéré en particulier ;

« 3° On extrait, par la congélation, une partie de l'eau que contient le vin.

« C'est dans sept départements du Midi seulement, où cette opération est franche de droits, qu'on vine les vins au tonneau, par le procédé direct, c'est-à-dire en y ajoutant directement de l'alcool.

« C'est surtout à Paris et généralement pour l'usage particulier des grandes villes, qu'on recoupe des vins faibles avec des vins capiteux.

« La congélation ne se pratique guère qu'en Bourgogne.

« Le sucrage à la cuve, à cause du prix élevé du sucre de canne, n'est applicable qu'à des vins d'une qualité déjà supérieure.

« L'addition de l'alcool à la cuve, qui conviendrait si bien aux vins faibles et acides, ne se pratique non plus que fort peu, à cause de l'élévation des droits. »

Le vinage présente donc une double question : 1° Quelle est la valeur, au point de vue de la qualité des vins, de la pratique du vinage et quelle est son influence sur l'économie agricole ? — 2° Le législateur doit-il s'en préoccuper pour la restreindre ou,

au contraire, la favoriser par des abaissements de taxe sur les alcools employés ?

Ces deux questions s'imposent à une Commission d'enquête agricole et doivent être résolues dans l'ordre où elles se présentent.

Le Rapporteur les examine tour à tour et énumère les arguments qui se sont produits pour ou contre chacune d'elles.

Résumant enfin les différentes parties de son rapport, M. Migneret propose, au nom de la sous-commission, d'exprimer les vœux suivants :

1° *En ce qui concerne la LÉGISLATION DOUANIÈRE et le RÉGIME D'EXPORTATION DES VINS FRANÇAIS :*

Prier le Gouvernement d'employer ses constants efforts pour que nos vins soient admis sur les marchés étrangers au même titre et avec les mêmes franchises dont jouissent, en France, les vins étrangers ;

Fixer à 14 ‰ le degré au delà duquel les vins alcoolisés à l'étranger commenceront à payer le droit sur l'alcool, indépendamment des droits assis sur le vin, et à 18 ‰ le degré au delà duquel les boissons alcoolisées, sous quelque forme que ce soit, cesseront d'être admises comme vins et paieront en totalité les droits afférents aux alcools.

2° *En ce qui concerne l'IMPÔT DES BOISSONS :*

Ne s'associer ni aux demandes de suppression de cet impôt, ni aux demandes qui ont pour objet de le transformer plus ou moins en taxes tombant sur le propriétaire ou le producteur.

3° *En ce qui concerne la législation relative à la PERCEPTION DE L'IMPÔT :*

Dire, d'une part, qu'il n'est justifié d'aucun état de souffrance de l'agriculture viticole réellement occasionné par cette législation et en réclamant impérieusement la révision ;

Que, de l'autre, les divers projets indiqués dans l'Enquête, ne paraissent pas être en mesure de remplacer avantageusement le système actuel de perception ;

Et borner, en conséquence, le vœu à signaler au Gouvernement l'opportunité de tenir constamment ouverte l'étude des moyens à l'aide desquels les gênes de la perception ont été diminuées et peuvent l'être encore.

4° En ce qui concerne particulièrement la question du VINAGE :

Dire que, dans l'état actuel et en ce qui concerne le commerce intérieur, le vinage étant un fait licite, à la charge de se soumettre à l'acquit des droits, et les avantages comme les inconvénients de cette pratique étant l'objet d'une controverse très sérieuse, le moment n'est pas venu de la trancher en concédant une faveur exceptionnelle aux vins alcoolisés ;

Qu'il serait néanmoins utile d'admettre la demande d'expériences faite au nom du syndicat des distillateurs, afin de bien préciser les modes divers et les effets réels de l'addition d'alcool aux vendanges ou aux vins ;

Comme aussi de réclamer l'avis, tant de l'Académie des sciences que de l'Académie de médecine, sur la question d'hygiène soulevée à propos des additions d'alcool faites, soit à la cuve, pendant la fermentation, soit après et lorsque le vin est en tonneau ;

Dire que les franchises accordées pour le commerce extérieur sont suffisantes et que le degré d'alcoolisation des vins de provenance étrangère étant abaissé de manière à prévenir les fraudes, il y a lieu de maintenir ces franchises en faveur des exportations françaises.

DISCUSSION. — Séance du 15 avril 1889

Sur le premier des vœux exprimés par la sous-commission, M. OZENNE, *Directeur du commerce extérieur*, fait observer tout d'abord qu'une loi récente a donné satisfaction, et dans des termes presque identiques, à la partie de ce vœu ainsi conçue : « Fixer à 14 %, le degré au delà duquel les vins alcoolisés à l'étranger, etc. » La Commission supérieure n'a donc plus à statuer que sur la première partie de ce vœu : « Prier le Gouvernement d'employer ses constants efforts pour que nos « vins soient admis sur les marchés étrangers au même titre et

« avec les mêmes franchises dont jouissent, en France, les « vins étrangers. » L'orateur fait remarquer que la voie indiquée est suivie depuis longtemps et que le Gouvernement n'a jamais cessé, dans les traités de commerce conclus avec l'étranger, de stipuler, pour les vins français, des conditions aussi favorables que possible.

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, poursuit M. Ozenne, que la situation de nos vins à l'étranger soit aussi fâcheuse qu'on pourrait le croire, si l'on s'arrêtait à la comparaison des taxes douanières. En effet, les taxes demandées à l'entrée du pays par les Etats étrangers, constituent le seul impôt payé par nos vins, tandis qu'en France, à la taxe très modique de 25 centimes par hectolitre, viennent s'ajouter des droits de circulation, de consommation et d'octroi, dont l'ensemble dépasse parfois le montant de la taxe exigée à l'étranger.

Après un échange de quelques observations entre différents membres, *la proposition de la sous-commission, sur le premier point est adoptée, sauf une très légère modification dans la rédaction, et les deux paragraphes suivants sont admis sans discussion.*

SUITE DE LA DISCUSSION

La Commission supérieure examine ensuite la question du vinage.

M. BOUSSINGAULT croit que l'emploi de l'alcool, pourvu qu'il soit pur, ne peut faire naître un danger pour le consommateur du vin.

M. DU MIRAL pense, au contraire, que l'emploi de l'alcool est toujours nuisible et que le vinage ne peut se faire qu'avec de l'eau-de-vie de vin.

M. GUILLAUMIN demande que, pour éclairer la question, le Rapporteur veuille bien dire à quel point de vue s'est placée la sous-commission dans son étude.

M. MIGNERET, *rapporteur*, déclare que la question s'est présentée sous forme d'exonération d'impôt. Les propriétaires-distillateurs et certains propriétaires de vignobles du Midi ont

dit : « Nous avons besoin de viner avec des alcools. Or, nous
« payons, pour les acquérir, des droits équivalents à 90 % ;
« ces alcools, par les droits qu'ils ont payés, sont supérieurs en
« valeur aux vins que nous prétendons améliorer ; donc vous
« nous gênez dans nos opérations, si même vous ne les empê-
« chez. En conséquence, nous demandons qu'on déroge, en
« notre faveur, à la loi générale du droit de consommation sur
« les alcools, c'est-à-dire qu'on affranchisse, dans une certaine
« mesure, l'alcool employé au vinage. »

La question ainsi posée, la sous-commission s'est demandé s'il y avait, dans l'état actuel des faits révélés par l'Enquête, une opinion dominante telle que, souscrivant à ce vœu, elle dût proposer à la Commission supérieure de solliciter du Gouvernement une mesure contraire à celle qu'il a prise, il y a quelques années, dans le sens du rétablissement du droit commun, mesure prise d'accord avec le Corps législatif et le Sénat. Elle a trouvé la question très controversée ; elle a fait une enquête spéciale ; elle a entendu les distillateurs du Nord et les représentants des propriétaires du Midi ; elle a consulté les procès-verbaux de l'Enquête, notamment le rapport de M. Chassaing-Goyon, qui avait eu à s'en occuper dans le Var ; elle a constaté une diversité d'opinions complète sur les avantages ou les inconvénients du vinage, sur son mode d'exécution, enfin sur ses effets à l'égard du commerce. Les hommes spéciaux ont reconnu eux-mêmes que la question n'était pas suffisamment élucidée et qu'il y avait lieu de faire de nouvelles études.

Après quelques observations présentées par différents membres, la Commission supérieure adopte les propositions de la sous-commission sur le vinage.

De telle sorte que, sur l'ensemble du paragraphe, les résolutions se formulent de la manière suivante :

1° EN CE QUI CONCERNE la législation douanière et le régime d'exportation des vins français :

PRIER LE GOUVERNEMENT D'EMPLOYER SES CONSTANTS EFFORTS POUR QUE NOS VINS JOUISSENT, SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS, DE

CONDITIONS AUSSI FAVORABLES QUE CELLES QUI SONT ACCORDÉES AUX VINS ÉTRANGERS, EN FRANCE. (1)

2° EN CE QUI CONCERNE *l'impôt des boissons*, NE S'ASSOCIER NI AUX DEMANDES DE SUPPRESSION DE CET IMPOT, NI AUX DEMANDES QUI ONT POUR OBJET DE LE TRANSFORMER PLUS OU MOINS EN TAXES RETOMBANT SUR LE PROPRIÉTAIRE OU LE PRODUCTEUR.

3° EN CE QUI CONCERNE LA *législation relative à la perception de l'impôt* :

DIRE, D'UNE PART, QU'IL N'EST JUSTIFIÉ D'AUCUN ÉTAT DE SOUFFRANCE DE L'AGRICULTURE VITICOLE, RÉELLEMENT OCCASIONNÉ PAR CETTE LÉGISLATION ET EN RÉCLAMANT IMPÉRIEUSEMENT LA RÉVISION ;

QUE, DE L'AUTRE, LES DIVERS PROJETS INDIQUÉS DANS L'ENQUÊTE NE PARAÎSENT PAS ÊTRE EN MESURE DE REMPLACER AVANTAGEUSEMENT LE SYSTÈME ACTUEL DE PERCEPTION ;

ET BORNER, EN CONSÉQUENCE, LE VŒU A SIGNALER AU GOUVERNEMENT L'OPPORTUNITÉ DE TENIR CONSTAMMENT OUVERTE L'ÉTUDE DES MOYENS A L'AIDE DESQUELS LES GÊNES DE LA PERCEPTION ONT ÉTÉ DIMINUÉES ET PEUVENT L'ÊTRE ENCORE.

4° EN CE QUI CONCERNE PARTICULIÈREMENT LA QUESTION DU *vinage* :

DIRE QUE, DANS L'ÉTAT ACTUEL, ET EN CE QUI CONCERNE LE COMMERCE INTÉRIEUR, LE VINAGE ÉTANT UN FAIT LICITE, A LA CHARGE DE SE SOUMETTRE A L'ACQUIT DES DROITS, ET LES AVANTAGES COMME LES INCONVÉNIENTS DE CETTE PRATIQUE ÉTANT L'OBJET D'UNE CONTROVERSE TRÈS SÉRIEUSE, LE MOMENT N'EST PAS VENU DE LA TRANCHER EN CONCÉDANT UNE FAVEUR EXCEPTIONNELLE AUX VINS ALCOOLISÉS ;

QU'IL SERAIT NÉANMOINS UTILE D'ADMETTRE LA DEMANDE D'EX-PÉRIENCES FAITE AU NOM DU SYNDICAT DES DISTILLATEURS, AFIN DE

(1) Une loi du 8 juillet 1871 a introduit diverses modifications dans le tarif des douanes :

« 13. Vins autres que de liqueur, 5 francs l'hectolitre ; vins de liqueur, 20 francs l'hectolitre.

« 14. Alcools : eaux-de-vie en bouteilles, 30 francs l'hectolitre de liquide ; en fûts, 30 fr. d'alcool pur ; — alcools autres, 30 francs l'hectolitre d'alcool pur.

« 15. Liqueurs, 35 francs l'hectolitre de liquide. »

BIEN PRÉCISER LES MODES DIVERS ET LES EFFETS RÉELS DE L'ADDITION D'ALCOOL AUX RÉCOLTES OU AUX VINS ;

COMME AUSSI DE RÉCLAMER L'AVIS, TANT DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES QUE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE, SUR LA QUESTION D'HYGIÈNE SOULEVÉE A PROPOS DES ADDITIONS D'ALCOOL FAITES, SOIT A LA CUVE, PENDANT LA FERMENTATION, SOIT APRÈS ET LORSQUE LE VIN EST EN TONNEAU ;

DIRE QUE LES FRANCHISES ACCORDÉES POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR SONT SUFFISANTES ET QUE LE DEGRÉ D'ALCOOLISATION DES VINS DE PROVENANCE ÉTRANGÈRE ÉTANT ABAISSÉ DE MANIÈRE A PRÉVENIR LES FRAUDES, IL Y A LIEU DE MAINTENIR CES FRANCHISES EN FAVEUR DES EXPORTATIONS FRANÇAISES.

§ 4. — LAINES.

Maintenir à leur taux actuel les droits d'importation sur les laines. — Etablir un droit plus élevé. — Protéger les laines indigènes par un droit de 5 à 10 % à l'importation étrangère de toute provenance, ou mettre l'industrie sur le même pied que l'agriculture.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 28 novembre 1868.

Après une discussion très sommaire, dans la séance du 28 novembre 1868, les questions relatives aux laines ont été prises en considération et renvoyées à une sous-commission au nom de laquelle M. LE COMTE HIS DE BUTENVAL a présenté un rapport qui peut s'analyser de la manière suivante :

RAPPORT DE M. DE BUTENVAL.

Le Rapporteur annonce qu'il s'occupera d'abord de rechercher si l'aggravation des droits sur les laines étrangères, réclamée par certains agriculteurs, aurait pour résultat probable d'assurer des prix plus élevés aux laines indigènes. Il examinera ensuite si le vœu émis par d'autres agriculteurs de voir leur industrie soumise à un régime uniforme et commun à toutes les industries du pays est logique, si la réalisation en est possible et si la Commission supérieure doit, à son tour, en recommander l'étude sérieuse au Gouvernement.

Sur le premier point, le Rapporteur énonce que, si l'on remonte le cours des dispositions législatives et des faits qui les ont suivies, on est inévitablement amené aux deux observations suivantes :

La première, c'est que, depuis 1790 jusqu'en 1834, aucun des remaniements du tarif des laines n'a été mûrement réfléchi dans les conseils du Gouvernement ou préparé par l'Administration, et que tous ont été édictés sous l'impulsion d'événements extérieurs ou violents, ou improvisés au sein des assemblées.

La seconde, c'est que les prix de la laine indigène, que le législateur avait toujours en vue de relever, ont, au contraire, toujours subi un abaissement presque proportionnel aux droits mis à l'importation des laines étrangères.

L'appréciation que, dès 1858, le Gouvernement croyait déjà pouvoir poser en axiôme, « à savoir que les tarifs à l'entrée « n'ont jamais eu qu'une action insensible sur le prix des laines « indigènes, » a été définitivement confirmée par le travail de la Chambre de commerce de Reims et par les dépositions de ses industriels consignées dans le rapport de M. le conseiller d'Etat Genteur, dépositions desquelles il résulte :

1° Que les laines françaises ont baissé par suite d'une diminution de finesse ;

2° Que l'agriculture rencontre, dans l'augmentation du poids des toisons, et dans le prix élevé de la viande, une large compensation, de telle sorte que la laine est devenue le produit accessoire, tandis que la viande et l'engrais sont devenus les produits principaux ;

3° Qu'en outre, l'industrie a besoin des laines étrangères, qui possèdent des qualités spéciales ; que les laines françaises trouvent, dans l'industrie, un emploi assuré et pour lequel elles n'ont pas à craindre la concurrence étrangère ;

4° Que les droits élevés n'ont jamais fait hausser le prix des laines ;

5° Que ces prix n'ont jamais été plus bas que dans la période de 1825 à 1834, alors que le droit était de 35 % ;

6° Que la demande, par l'agriculture, d'un droit de 10 % sur

l'entrée des laines ne paraît motivée que par le même droit de 10 % existant à l'entrée sur les tissus de laine étrangers, cette protection accordée aux tissus de laine français constituant une inégalité entre l'agriculture et l'industrie ;

7° Qu'enfin, à Reims, l'industrie lainière s'est montrée, à la fin de l'Enquête, disposée à renoncer d'elle-même à la faveur qui lui est faite par les tarifs.

De ces conclusions, qu'il adopte dans leur entier, le Rapporteur déduit que, plus il entrera chez nous de laines étrangères, plus on en emploiera du crû de notre propre sol et que, de tous les régimes de douanes, le plus libéral est le meilleur.

Le Rapporteur veut, en outre, au moins indiquer ici une question subsidiaire. Faut-il, comme l'ont pensé les législateurs de 1860, pour favoriser ce développement de la consommation des laines, aller jusqu'à les affranchir absolument à l'entrée ?

Dans l'opinion de la sous-commission, la laine importée devrait payer son denier au Trésor, comme le paye la houille ; une taxe modérée à l'entrée, si elle est judicieusement établie, taxe à peu près insensible pour la consommation qui la dissémine, peut être très fructueuse pour le Trésor, et ne contredit en rien les errements d'un système économique libéral. L'exemple de l'Angleterre, dont le régime passe, à juste titre, pour être le moins protecteur de l'Europe, et qui demande à sa douane un revenu de près de 600 millions, est bon à méditer. Pourquoi, en l'appliquant à un régime différent, ne demanderait-on pas, même aux matières premières de l'industrie, leur part de contribution aux charges publiques ? Lorsqu'en 1860, le législateur a consenti à la fois à affranchir la matière première pour l'industrie et à maintenir des droits quelquefois élevés pour les produits fabriqués, il a peut-être tranché un peu vite et avec quelque partialité une difficulté dans laquelle les intérêts du fisc, ceux du consommateur et, au-dessus d'eux, le principe d'égalité, étaient engagés.

Passant à l'examen du vœu émis dans quatorze circonscriptions pour l'adoption d'un régime de droits uniformes ou, du moins, équitablement proportionnels, appliqués à la fois aux

produits de l'agriculture et de l'industrie, le Rapporteur déclare que la sous-commission trouve ce vœu légitime.

La remarque précédemment faite que les modifications apportées au tarif des laines pendant plus de quarante années ont été tantôt dictées par des nécessités extérieures, tantôt improvisées au sein des Chambres et inspirées par des préoccupations particulières, peut s'appliquer au tarif des douanes tout entier. En effet, à côté de la franchise à l'entrée, pour certains produits, et de droits variant de 3 à 35 % pour d'autres produits, le tarif général a enregistré la prohibition absolue pour 42 ou 44 articles, parmi lesquels il faut compter certains dérivés de la fonte, du fer et du cuivre, les médicaments, les poteries, la verrerie, les fils ou tissus de coton, de laine ou de soie, le plaqué, la coutellerie, les ouvrages en métaux, les voitures suspendues, etc. Il frappe certains articles non prohibés de droits tellement élevés, qu'il a fallu parfois créer pour eux ce droit compliqué d'*admissions temporaires sous acquits-à-caution*, duquel sortiront toujours, pour le Gouvernement, des embarras, et pour les intéressés, des sujets de plainte incessants.

La refonte de notre tarif de douanes, sa simplification, sa mise en harmonie avec les besoins pressants, la répartition équitable de ses faveurs ou de ses charges, telle est la tâche qui semble sinon s'imposer au Gouvernement, du moins s'offrir à lui comme d'elle-même.

A cette occasion, le Rapporteur fait l'historique des phases diverses qui ont abouti, en dernier ordre, au tarif général actuel. Il montre Turgot, et après lui, Malesherbes, Bertin, Trudaine, Gournay, Dupont, de Vergennes, Mollien, s'efforçant non-seulement de faire disparaître les douanes intérieures de province à province, mais encore de faire prévaloir les principes de la liberté commerciale appliqués à la France.

Les événements politiques vinrent malheureusement arrêter l'essor de ces idées libérales, et après plusieurs fluctuations entre divers systèmes, l'Assemblée nationale adopta, le 15 mars 1791, le tarif définitif inspiré par la pensée la plus exclusive et la plus intéressée qui eût jamais osé se produire.

Ce tarif édictait : à l'entrée, 19 prohibitions et des droits pour la plupart spécifiques, dont le plus élevé était de 300 francs par quintal (bonneterie, de 90 à 140 fr. par quintal ; draps, 300 fr.; mousselines, de 200 à 300 fr.; porcelaines, de 80 à 160 fr.; toiles de fil et coton, de 20 à 120 fr.; gants, de 2 fr. 15 à 3 fr. 75 par livre ; gazes, de 15 à 30 fr. par livre, etc.); à la sortie, 40 prohibitions et des droits dont le chiffre maximum était de 120 francs par quintal.

Quant à l'histoire des tarifs de la Restauration et de la monarchie de Juillet, le Rapporteur trouve inutile de la faire et de fixer sur elle l'attention de la Commission supérieure. Il lui semble seulement permis de dire que ni l'un ni l'autre des types de gouvernement auxquels cette histoire se rapporte ne doit fournir d'éléments bien impératifs à un régime dont les bases reposent sur le suffrage universel et sur les intérêts satisfaits du plus grand nombre.

Comme conclusions, le Rapporteur propose de faire les réponses suivantes aux questions posées au début du rapport :

1° *Les laines étrangères ne doivent pas supporter d'aggravation de taxe, si ce n'est celle dont les frapperait l'équitable répartition des charges d'un régime fiscal et, dans ce cas, les taxes ne devraient jamais dépasser le taux de 2 1/2 à 3 %;*

2° *Quel que soit le régime adopté, le droit de l'agriculture à être traitée sur le même pied que toutes les autres industries du pays ne semble pas contestable et doit être satisfait dans un moment donné;*

3° *De tous les régimes, celui qui, en ménageant au Trésor un revenu suffisant, assurera à l'activité du Pays, sous toutes ses formes et sans distinction ni faveur pour aucune d'elles, le plus de liberté et le moins de règlements possible, nous semblera le plus approprié à la nature même du Gouvernement de l'Empereur, comme aux intérêts et aux vœux des masses et aux invariables conditions du développement de la richesse publique.*

DISCUSSION. — Séance du 11 mars 1869

La discussion du rapport de M. LE COMTE HIS DE BUTENYAL a

eu lieu, devant la Commission supérieure, dans la séance du 11 mars 1869.

M. LE PRÉSIDENT (*M. le maréchal Vaillant*) donne lecture de la première des propositions de la sous-commission.

M. DE BÉHAGUE approuve complètement cette proposition en principe, mais sous la condition que la protection accordée aux laines indigènes s'étendra aux autres produits de l'agriculture. Celle-ci, en effet, ne supporte pas seulement l'impôt foncier, mais encore les impôts indirects qui frappent presque tous ses produits, les prestations et les centimes communaux. Il est donc très juste que les produits étrangers faisant concurrence aux produits indigènes, supportent une partie de nos charges. L'orateur trouve même trop faible le chiffre de 2 1/2 à 3 % indiqué par la sous-commission comme maximum du droit.

M. LE COMTE DE BUTENVAL, *rapporteur*, déclare qu'il ne tient nullement, pour son compte personnel, au taux énoncé dans son rapport.

M. LARRABURE adopte également le principe de la proposition, sauf à laisser au Gouvernement le soin de fixer le chiffre du droit protecteur.

M. OZENNE, *Directeur du commerce extérieur*, fait observer que la proposition est en opposition formelle avec les lois votées en 1860. A cette époque, on a admis la franchise pour toutes les matières premières nécessaires à l'industrie ; augmenter aujourd'hui le droit sur les laines d'une fraction quelconque, aurait pour conséquence logique l'augmentation des droits sur les produits fabriqués qui en dérivent. Ainsi, une taxe de 10 % sur les tissus de laine a été jugée nécessaire pour protéger cette industrie contre la concurrence étrangère. Elle a été établie lorsque l'industrie française pouvait se procurer en franchise complète les laines venant de l'étranger. Si celles-ci sont frappées d'un droit de 3 %, la proportion établie, en 1860, entre la matière première et le produit fabriqué est détruite et il devient absolument nécessaire, pour la rétablir, de frapper les produits manufacturés d'une augmentation de 4 1/2 à 5 %, correspondant à un droit de 3 % sur les laines brutes.

Enfin on se trouve en présence de traités dont le dernier **ne** doit prendre fin qu'en 1877 et qui ne pourraient être modifiés qu'avec l'assentiment des puissances contractantes.

L'orateur ajoute que la franchise pour les laines existe, non-seulement en France, mais encore en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Italie, dans les Pays-Bas, et l'on peut dire que nos laines peuvent s'exporter en franchise dans presque tous les pays de l'Europe, avec condition de réciprocité. L'établissement d'un droit sur les laines étrangères aurait évidemment pour conséquence des mesures analogues de la part des gouvernements étrangers, à titre de représailles, comme cela a déjà eu lieu.

M. COMBES pense que la sous-commission, en opinant comme elle l'a fait, a eu en vue l'établissement d'un droit faible sur toutes les matières premières. Ce droit ne pourrait être que très faible, en présence des réclamations de nos manufacturiers qui se plaignent déjà de ne pouvoir lutter avec les nations étrangères qui reçoivent les matières premières en franchise. La pensée émise dans la plupart des circonscriptions, notamment dans celle où l'orateur a présidé l'Enquête, est celle-ci : « Nous ne demandons pas qu'on mette même des droits *fiscaux* sur les produits de l'agriculture étrangère ; mais nous demandons aussi la réciprocité pour les produits que nous achetons, c'est-à-dire, nous demandons que les engrais d'abord, la houille, les tissus, tous les produits que nous achetons, ne soient pas frappés de droits considérables qui en augmentent le prix pour nous. L'orateur accepte donc la proposition dans le sens d'un droit faible qui frapperait toutes les matières premières importées en France.

M. GUILLAUMIN, pour répondre aux considérations présentées par M. Ozenne, fait remarquer que les tissus de laine de provenance étrangère supportent un droit de 10 %, tandis que les laines ont joui jusqu'à présent de l'entrée en franchise, et qu'aujourd'hui encore, la sous-commission propose de ne les frapper que d'un droit minime. Il suit de là que la laine n'est pas réellement traitée, comme produit de l'agriculture, sur le même

pied que le tissu de laine, comme produit de l'industrie. L'orateur voudrait qu'on arrivât à cette conclusion la plus logique et la plus équitable, qui consisterait à établir une égalité complète entre une industrie agricole et une industrie manufacturière.

En ce qui concerne les représailles dont on a parlé, l'orateur rappelle que lorsque la France avait mis sur les fers des droits exorbitants, les nations étrangères avaient répondu par l'exclusion complète de nos vins. Il vaut donc beaucoup mieux établir, entre les diverses industries, l'égalité et la pondération, que de chercher à défendre l'une ou l'autre par des tarifs arbitraires.

M. DE BUTENVAL, *rapporteur*, s'excuse d'avoir, dans son rapport, interverti l'ordre des questions posées à la sous-commission. Celui qu'il a adopté lui semblait préférable pour la clarté de la discussion ; mais il reconnaît que la seconde de ses propositions est plus générale et pourrait être placée en premier lieu.

A une question posée par M. le Président, le Rapporteur répond nettement, au nom de la majorité de la sous-commission, qu'elle a entendu proposer d'émettre le vœu que le Gouvernement s'occupât dès à présent d'un remaniement complet de la loi fiscale.

Après échange de quelques autres explications, la Commission supérieure adopte le principe de l'égalité à établir entre l'agriculture et les autres industries.

Elle adopte également l'avis qu'il y a lieu de demander au Gouvernement de s'occuper de la révision du tarif des douanes à un point de vue purement fiscal, de manière que toutes les forces du Pays, agricoles ou manufacturières, contribuent à la prospérité générale dans un juste équilibre et une juste mesure, et le renvoi est prononcé à la sous-commission pour formuler cette résolution.

Séance du 18 mars 1869.

A la séance du 18 mars 1869, M. LE COMTE DE BUTENVAL, *rapporteur*, donne lecture de ses nouvelles conclusions, conçues dans les termes suivants :

La Commission supérieure, après avoir pris connaissance du

travail de la sous-commission chargée de l'examen de la tarification des laines étrangères et la question générale des douanes :

Considérant que, de tous les régimes économiques, celui qui, en ménageant au Trésor un revenu suffisant, assurerait à l'activité du pays, sous toutes ses formes, sans distinction ni faveur pour aucune d'elles, le plus de liberté et le moins de règlements possible, serait la plus appropriée à la nature du Gouvernement de l'Empereur, aux intérêts et aux vœux des masses, et aux conditions du développement de la richesse publique ;

Est d'avis :

Que le droit de l'agriculture à être traitée sur le même pied que les autres industries du pays n'est pas contestable ;

Que les droits actuellement existants sur les laines étrangères ne sauraient être éventuellement modifiés qu'au cas d'un remaniement général du tarif des douanes ;

Qu'il y a lieu de demander au Gouvernement de s'occuper sans délai des détails relatifs à ce remaniement général, et de se mettre en mesure de présenter à la législature prochaine, un projet de tarifs conçus dans un sens libéral et exclusivement fiscal.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*), qui n'assistait pas à la précédente séance, provoque des explications sur le sens précis des votes émis par la Commission supérieure.

M. DE BUTENVAL, rapporteur, reconnaît tout d'abord que la Commission, en demandant la révision des tarifs, n'avait fixé aucun délai ; il consent donc, sans hésiter, à la suppression des mots : *dans la législature prochaine*, qu'il avait cru pouvoir ajouter ; mais, pour le surplus, il croit avoir rendu fidèlement les idées adoptées par la Commission.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT fait observer que des droits protecteurs établis, à l'entrée, sur les produits agricoles, iraient directement contre les intérêts de l'agriculture française. L'établissement de ces droits entraînerait, en effet, bien certainement des mesures analogues, de la part des gouvernements étrangers. Or, la France exporte beaucoup plus qu'elle n'importe, en animaux sur pied, œufs, volailles, fruits et autres

produits agricoles. Elle aurait donc tout à perdre à modifier l'état de choses actuel. M. le Ministre croit que, dans cet ordre d'idées, on porterait un dommage réel à l'agriculture française, aussi bien qu'aux industries manufacturières, en établissant un droit, même très minime, sur les laines étrangères.

M. COMBES déclare qu'il partage entièrement l'avis du Ministre ; aussi n'a-t-il nullement entendu demander l'établissement d'un droit sur les laines étrangères, mais bien l'abaissement des droits existants sur les produits que l'agriculture achète, tels que le fer, la houille, etc.; en un mot, ce qu'on réclame, c'est l'égalité par l'abaissement des droits dont profite l'industrie et non l'élévation des droits qui frappent les produits agricoles étrangers.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT combat la rédaction du préambule des conclusions du Rapporteur : *le droit de l'agriculture à être traité sur le même pied que les autres industries du Pays n'est pas contestable*. Cette phrase ne lui semble offrir aucun sens précis. L'idée qui paraît adoptée par la Commission est celle-ci : « Pas d'égalité dans le privilège, mais égalité dans la liberté. » Le Ministre demande que M. de Butenval prépare une rédaction nouvelle sur laquelle il serait statué à la fin de la séance.

Cette proposition ayant été acceptée, M. DE BUTENVAL, à la fin de la séance du même jour, présente une nouvelle résolution que la Commission supérieure adopte et qui est ainsi conçue :

LA COMMISSION SUPÉRIEURE, APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU TRAVAIL DE LA SOUS-COMMISSION CHARGÉE DE L'EXAMEN DU § 4 DU CHAPITRE 7 DU QUESTIONNAIRE ANNEXÉ AU RAPPORT DE M. LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE L'ENQUÊTE AGRICOLE, EN A ADOPTÉ LES CONCLUSIONS ;

ELLE ÉMET, EN CONSÉQUENCE, L'AVIS QU'IL N'Y A PAS LIEU DE PROVOQUER, DANS LE SENS D'UNE AGGRAVATION DES TAXES ACTUELLES, UNE MODIFICATION DU TARIF DES DOUANES, EN CE QUI CONCERNE LES LAINES ÉTRANGÈRES A LEUR ENTRÉE EN FRANCE ;

ELLE EXPRIME LE VŒU QUE LE GOUVERNEMENT DE L'EMPEREUR

METTE A L'ÉTUDE, DANS LE PLUS BREF DÉLAI POSSIBLE, UN PROJET DE REMANIEMENT DE NOTRE TARIF GÉNÉRAL DES DOUANES, DANS UN SENS LIBÉRAL ET EXCLUSIVEMENT FISCAL. (1)

(1) Nous avons cru devoir reproduire avec détails le rapport de M. de Butenval et les discussions de la Commission supérieure sur la question des laines. On n'aura pas manqué de remarquer ce qui concerne l'idée d'un impôt sur les *matières premières*.

On ne saurait avoir oublié les graves discussions auxquelles cette question a donné lieu en 1872, devant l'Assemblée nationale. Nous ne nous permettrons pas d'émettre un avis personnel sur cette grave matière. Nous nous bornerons à mentionner les deux décisions contraires intervenues :

1^{re} Loi du 26 juillet 1872, portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes textiles ou autres ;

2^e Loi du 25 juillet 1873, rapportant la précédente.

E

BLE, U
UANES, I

Bureau d
aura pas d

on a dem
tre au au
lécisions

matière

CHAPTRE VIII

LÉGISLATION CIVILE ET GÉNÉRALE

Autoriser les femmes mariées sous le régime dotal, à faire des donations entre-vifs portant partage d'ascendants.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 1^{er} décembre 1868.

Au cours de la discussion préliminaire ouverte sur cette question, dans la séance du 1^{er} décembre 1868, M. JOSSEAU fait observer que, sous le régime actuel, la femme dotale ne peut pas, même avec l'autorisation de son mari, partager par anticipation, entre ses enfants, les biens qui composent sa dot. Les partisans des partages anticipés doivent être d'avis de lui accorder cette faculté.

M. SURIN ajoute que la législation existante ne permet à la femme dotale de disposer de ses biens que dans deux cas : 1^o pour tirer son mari de prison ; 2^o pour doter ses enfants. Le premier cas n'existe plus, par suite de la suppression de la contrainte par corps. L'orateur demande si le second cas ne pourrait pas être étendu aux partages d'ascendants.

Après une discussion sommaire, la question est prise en considération et renvoyée à la sous-commission déjà chargée d'étudier les questions contenues dans le § 1^{er} du chapitre 1^{er} (Division et transmission de la propriété), et au nom de laquelle un rapport a été présenté par M. JOSSEAU (voir plus haut, page 29).

En ce qui concerne la question relative à la faculté de disposition à accorder à la femme mariée sous le régime dotal, le rapport de M. JOSSEAU peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. JOSSEAU

Dans certaines de nos contrées, le régime dotal est d'un usage fréquent. D'origine romaine, il a été maintenu dans notre ancien droit et reconnu par le Code Napoléon.

Aux termes des articles 1549 et suivants, le fonds dotal ne peut, hormis quelques cas tout à fait exceptionnels, être aliéné ni hypothéqué. Toutefois l'article 1555 autorise la femme, avec le concours du mari, ou, sur son refus, avec permission de justice, à donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un mariage antérieur et, aux termes de l'article 1556, elle peut aussi, avec l'autorisation du mari, donner ses biens dotaux pour l'établissement de leurs enfants communs.

Le mot *établissement*, dit le Rapporteur, veut dire établissement par mariage ou autrement ; mais il ne comprend pas l'attribution du bien dotal par partage anticipé. Les motifs tirés de l'intérêt agricole, qui sont de nature à faire encourager les partages d'ascendants par un abaissement des droits, sembleraient également conduire à demander l'extension du mot *établissement* dans les articles 1555 et 1556 ; mais on répond que ce résultat ne peut être obtenu qu'en portant atteinte au régime dotal.

Pour résoudre cette question, le Rapporteur se demande : 1° Si le régime dotal mérite d'être encouragé ; 2° si la réforme sollicitée par l'agriculture porterait réellement atteinte à ce régime ?

Le régime dotal a aujourd'hui peu de partisans. Il rend, en effet, les biens indisponibles entre les mains de ceux qui les possèdent ; il constitue un obstacle sérieux au crédit tant du mari que de la femme, et il entrave la liberté des époux ; il présente enfin des inconvénients graves à une époque comme la nôtre, où l'activité est la loi de l'humanité, où l'immobilité est

un danger et où la prudence même commande de marcher, quoique avec circonspection, dans la voie du progrès. Toutefois ce régime existe légalement, il doit être respecté, sauf à en diminuer les inconvénients dans la mesure possible.

La Cour de cassation, par un arrêt du 18 avril 1864, s'est prononcée contre l'extension qu'on aurait voulu donner au mot *établissement*, dans les articles 1555 et 1556 ; elle a statué, dans cette circonstance, que la femme mariée sous le régime dotal ne peut disposer de ses biens dotaux que pour constituer une dot à ses enfants ; mais cette doctrine a soulevé plusieurs objections. On a répondu notamment que l'article 1075, qui reconnaît à tout ascendant le droit de faire à ses enfants le partage anticipé de ses biens, est aussi général que possible et ne comporte aucune restriction ; que le partage d'ascendant offre, non le caractère d'une aliénation, mais celui d'une succession ouverte par anticipation ; que c'est surtout dans l'intérêt des enfants que les biens dotaux ont été déclarés inaliénables et que ces intérêts ne seraient nullement compromis par un partage anticipé ; qu'enfin, il est de jurisprudence constante que le mot *établissement*, dans le sens des articles 1555 et 1556, ne doit pas s'entendre exclusivement de l'établissement par mariage et que la loi n'a pas entendu interdire à la mère la faculté d'assurer à l'enfant déjà marié, par une libéralité nouvelle, une existence indépendante.

Le Rapporteur ne se dissimule pas, d'ailleurs, le danger qu'il y aurait à donner à la femme dotale la possibilité d'arriver, par un partage de présuccession, à l'aliénation de ses biens dotaux, sous le nom de ses enfants ; mais ce danger serait facilement conjuré en exigeant l'homologation, par le tribunal, de ces partages anticipés, ou mieux encore, en déclarant que les biens ainsi divisés conserveront leur caractère de dotalité jusqu'au jour du décès de la femme.

La sous-commission propose, en conséquence, d'émettre le vœu des modifications suivantes aux articles précités :

ARTICLE 1555 (*actuel*).

La femme peut, avec l'autorisation de son mari, ou, au refus de celui-ci, avec permission de justice, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un mariage antérieur ; — mais si elle n'est autorisée que par justice, elle doit réserver la jouissance à son mari.

ARTICLE 1556 (*actuel*).

Elle peut aussi, avec l'autorisation de son mari, donner ses biens dotaux pour l'établissement de leurs enfants communs.

ARTICLE 1555 (*proposé*).

La femme peut, avec l'autorisation de son mari, ou, sur son refus, avec permission de justice, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait eus d'un mariage antérieur ; mais si elle n'est autorisée que par justice, elle doit réserver la jouissance à son mari.

Elle peut aussi, avec l'autorisation de son mari, donner ses biens dotaux pour l'établissement de leurs enfants communs.

ARTICLE 1556 (*proposé*).

La femme a également le droit, sous les conditions stipulées en l'article précédent, de faire, par acte entre-vifs, le partage de ses biens dotaux entre ses enfants.

Les biens ainsi partagés conservent leur caractère de dotalité jusqu'à son décès.

DISCUSSION. — Séance du 4 mars 1869.

La discussion sur les modifications proposées à la législation du régime dotal, a eu lieu dans la séance du 4 mars 1869, immédiatement après la discussion sur la question des partages. Il convient donc de faire remarquer que la Commission supérieure aborde ce nouveau sujet après avoir décidé : 1° Qu'il y a lieu de modifier l'article 832 du Code civil de manière à faire disparaître l'obligation de diviser les immeubles, dans les partages de successions (voir plus haut, page 28) ; 2° qu'il n'y a pas lieu de favoriser les partages d'ascendants par un abaissement des droits (page 31).

En ce qui concerne les modifications proposées au régime dotal, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) déclare qu'il ne saurait admettre que l'autorisation de justice, contraire à la volonté du mari, puisse suffire à la femme pour aliéner ses

biens dotaux, au profit des enfants d'un premier lit. La réserve même de la jouissance pour le mari ne lui semblerait pas une garantie suffisante.

M. JOSSEAU, *rapporteur*, reconnaît que la proposition repose, en grande partie, sur les considérations d'après lesquelles la sous-commission avait proposé de favoriser les partages d'ascendants. La Commission supérieure ayant repoussé ces considérations, la proposition actuelle perd beaucoup de sa valeur et de sa force.

Après une courte discussion, LA COMMISSION SUPÉRIEURE SE PRONONCE EN FAVEUR DU MAINTIEN PUR ET SIMPLE DES ARTICLES 1555 ET 1556 DU CODE CIVIL, DANS LEUR TENEUR ACTUELLE.

Restreindre les effets des hypothèques légales. — En rendre l'inscription obligatoire. — Supprimer ainsi les hypothèques occultes.

DISCUSSION. — Séance du 1^{er} décembre 1868.

Dans la discussion préliminaire ouverte sur ces questions dans la séance du 1^{er} décembre 1868, M. SUIN fait connaître que, sur le second point (*rendre obligatoire l'inscription des hypothèques légales*) une loi du 25 mars 1855 a rendu cette inscription obligatoire pour la veuve, dans l'année de son veuvage, et pour le mineur, dans l'année qui suit sa majorité.

M. JOSSEAU ajoute que, dans l'état actuel de la législation, on peut restreindre les effets de l'hypothèque légale. Il est certain, suivant lui, qu'il y aurait utilité, au point de vue du crédit, à ce que toutes les charges qui grèvent la propriété immobilière fussent publiques; il n'est pas moins certain qu'une partie de ces hypothèques (celles des veuves et des mineurs) ne sont pas nécessairement et obligatoirement publiques. Une fois qu'on aura prescrit la publicité obligatoire des hypothèques légales, il restera encore certaines charges occultes, comme les actions rescisoires, réduites à un délai de dix ans, par la loi de 1855. L'orateur n'est pas d'avis qu'il appartienne à une commission agricole de proposer des mesures plus radicales.

M. SAIN fait remarquer que, depuis le développement des affaires de Bourse, les incertitudes du commerce, les ruines que les excès des dépenses et du luxe ont entraînées, une certaine défiance règne dans les mariages, et que le régime dotal est devenu beaucoup plus commun. On sent la nécessité de protéger davantage les femmes contre les entraînements de la vie actuelle. L'orateur se prononce contre toute mesure qui aurait pour effet de réduire les garanties, les sûretés que la législation a données à la femme.

M. JOSSEAU serait d'avis que la question ne fut pas tranchée, pour le moment, par un rejet absolu, et qu'elle fût réservée.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE N'ADOPTÉ PAS LA PRISE EN CONSIDÉRATION.

Réduire le privilège du propriétaire.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 1^{er} décembre 1868

Après une discussion très sommaire dans la séance du 1^{er} décembre 1868, la question a été prise en considération et renvoyée à la sous-commission déjà chargée de l'étude des questions relatives aux Crédit foncier et Crédit agricole (chapitre II, § 1^{er}).

RAPPORT DE M. JOSSEAU.

La question relative au privilège du propriétaire est au nombre de celles qui ont été traitées dans le rapport présenté, en 1866, par M. JOSSEAU, au nom d'une Commission instituée pour l'étude des moyens de Crédit agricole.

Nous avons donné plus haut (page 44) le résumé de ce rapport et (page 52) les propositions sous forme de projet de loi adoptées par la Commission de 1866. Ces propositions comportaient, pour l'article 2102 du Code civil, une modification consistant à assimiler les vendeurs d'engrais et d'amendements aux vendeurs de semences et d'ustensiles et à leur attribuer un privilège primant celui du propriétaire.

DISCUSSION. — Séance du 8 juillet 1869.

Cette proposition a été discutée dans la séance du 8 juillet 1869 par LA COMMISSION SUPÉRIEURE qui, en ce qui concerne l'étendue du privilège du propriétaire, s'EST PRONONCÉE POUR LE MAINTIEN DES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL ET DE LA LÉGISLATION ACTUELLE. (Voir page 73.)

Modifier la législation sur le cheptel:

DISCUSSION. — Séance du 1^{er} décembre 1868.

Dans la séance du 1^{er} décembre 1868, après l'examen préliminaire des questions relatives au Crédit agricole, la Commission supérieure a abordé l'examen de la législation sur le cheptel.

M. DE BOURVILLE fait connaître que cette question a été discutée au Conseil d'État, lors de la préparation du projet de Code rural et, qu'après examen de toutes les modifications proposées, on a pensé que la législation actuelle était encore celle qui présentait le moins d'inconvénients.

M. LE PRÉSIDENT (M. Vuitry) donne lecture d'un passage de l'exposé des motifs du projet de Code rural rédigé par M. Bayle-Mouillard sur le sujet dont il s'agit.

« Il y a, dit M. Bayle-Mouillard, une telle analogie entre le colonage partiaire et le bail à cheptel simple, qu'il est naturel de passer de l'un à l'autre ; c'est ce qu'a fait le Sénat. Le rapport qu'il a adressé à l'Empereur contient, à ce sujet, l'observation suivante : « L'une des dispositions relatives au contrat à cheptel
« excite de vives réclamations ; c'est celle qui, après avoir (article 1810) déchargé les fermiers de toute responsabilité si le
« troupeau périt en entier, sans leur faute, leur fait supporter
« la moitié de la perte, s'il n'en périt qu'une partie. Cette loi
« met leurs intérêts en opposition avec leurs devoirs, en cas
« d'incendie, d'inondation, d'épizootie ; car il faut, pour les
« affranchir d'une contribution onéreuse, qu'aucune tête de
« bétail n'échappe à la destruction. Des faits regrettables en

« sont résultés ; il est essentiel d'en prévenir le retour par une « législation plus prévoyante et plus en rapport avec les besoins « de l'agriculture. »

« Ces observations sont très justes, continue M. Bayle-Mouillard. La difficulté est de trouver un remède à un mal qui a été dès longtemps signalé sans qu'on ait trouvé une manière parfaitement satisfaisante de répartir la perte des animaux baillés à cheptel simple...

« Dans le système de l'article 1810, la perte est réparée par le croît, autant que faire se peut ; si l'accroissement naturel du troupeau ne suffit pas pour combler le déficit, la perte qui n'a pas été réparée au moment où le contrat prend fin, est partagée entre les deux parties.

« Après beaucoup de réflexions et de discussions, on a pensé que le plus sage encore est de laisser le Code Napoléon tel qu'il est ; la vigilance du propriétaire peut seule prévenir le danger que le Sénat a signalé justement, mais qui tient bien plus à la nature du contrat lui-même qu'à l'imperfection de la loi. »

M. JOSSEAU, à titre de réfutation des idées qui viennent d'être émises, lit un passage de son rapport de 1866, tendant à démontrer la nécessité de modifier la législation actuelle (voir plus haut, page 49).

M. SUIN rappelle qu'il faisait partie de la Commission de 1866, au nom de laquelle M. Josseau a présenté les propositions qu'il vient de reproduire ; mais, quant à lui, il n'a pas partagé alors l'avis de la majorité de la Commission dont M. Josseau a été l'interprète. L'orateur dit qu'il ne faut pas confondre le *cheptel simple* avec le *cheptel de fer*. Le premier a lieu lorsqu'un propriétaire de bestiaux confie à un homme qui n'est pas son fermier, des animaux pour les garder et les mener paître sur le bord des chemins et dans les terrains vagues, tandis que le cheptel de fer est celui qui a lieu avec le fermier qui détient les terres du propriétaire.

Les articles dont on demande la modification, continue M. Suin, ne concernent que le cheptel simple et non le cheptel de fer, qui est susceptible de toute espèce de conventions. Le

premier est un contrat essentiellement usuraire, et c'est à ce titre qu'il a été longtemps prohibé, notamment par deux Conciles de Milan et de Bordeaux. Quant au cheptel de fer, il est tout différent et, pour celui-ci, il est absolument inutile de modifier le Code civil.

M. LE PRÉSIDENT expose l'économie du Code Napoléon en ce qui concerne le bail à cheptel. Le chapitre qui règle cette matière est divisé en plusieurs sections. La section II (art. 1804 à 1817) a pour objet le *cheptel simple*, que vient de définir M. Suin. La section III (art. 1818-1820) concerne le *cheptel à moitié*, qui est une variation du cheptel simple. Vient enfin la section IV, relative au *cheptel donné par un propriétaire à son fermier ou colon partiaire* (art. 1821-1830).

M. JOSSEAU fait observer qu'au nombre de ces articles se trouve l'article 1828, dont son rapport a demandé la modification. Il est ainsi conçu : « On peut stipuler que le colon délais-
« sera au bailleur sa part de la toison à un prix inférieur à la
« valeur ordinaire ; que le bailleur aura une plus grande part du
« profit ; qu'il aura la moitié des laitages ; mais on ne peut pas
« stipuler que le colon sera tenu de toute la perte. »

La Commission de 1866 proposait de dire : « On peut stipuler qu'il n'aura que la moitié des laitages ; on peut stipuler aussi que le colon sera tenu de toute la perte. »

M. DU MIRAL considère la question comme offrant très peu d'intérêt. L'orateur est du pays où le cheptel est le plus usité ; mais en réalité, il n'intervient que dans les baux à ferme ou à colonage. Le cheptel simple est tombé en désuétude, on n'en trouve presque plus d'exemples. Pour le cheptel du fermier, le *cheptel de fer*, la règle est invariable. Le preneur prend, moyennant estimation, un cheptel ; à sa sortie, on estime le cheptel qu'il rend, comme on l'a estimé à l'entrée ; il n'y a pas la moindre société ; c'est une vente faite ou un capital donné par le propriétaire à celui qui exploite. Pour le bail à colonage, il y a également une règle invariable, c'est que le cheptel est à moitié ; le profit et la perte se partagent par moitié ; c'est le fondement même du bail à colonage. — Permettre, dans ce bail à colo-

nage, une stipulation mettant toute la perte à la charge du colon serait permettre le plus révoltant de tous les cas d'usure.

LA PRISE EN CONSIDÉRATION EST REJETÉE.

Modifier les articles 1716 et 1781 du Code Napoléon (serment du propriétaire et du maître).

DISCUSSION. — Séance du 1^{er} décembre 1892.

Ces deux articles sont ainsi conçus :

« Article 1716. Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, et qu'il n'existera point de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts ; auquel cas les frais d'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

« Article 1781. Le maître est cru sur son affirmation : pour la quotité des gages ; — pour le paiement du salaire de l'année échue ; — et pour les à-comptes donnés pour l'année courante. »

M. LE PRÉSIDENT (*M. Vuitry*) rappelle que, depuis que la question a été posée, l'article 1781 a été abrogé. Il ne reste donc plus à discuter que sur l'article 1716.

M. DU MIRAL déclare qu'il regrette l'abolition de l'art. 1781, dont l'abrogation entraîne de sérieux inconvénients. Il désirerait que des mesures fussent prises pour y parer.

M. LE PRÉSIDENT fait observer qu'il ne saurait y avoir lieu, pour le moment, d'examiner la question de savoir si l'art. 1781, récemment abrogé, doit ou ne doit pas être rétabli. Le point en discussion est le maintien ou l'abrogation de l'article 1716.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE N'ADOpte PAS LA PROPOSITION D'ABROGER L'ARTICLE 1716.

Rétablir la clause d'exécution par voie parée, supprimée par la loi du 2 juin 1844.

DISCUSSION. — Séance du 1^{er} décembre 1868.

M. MIGNERET propose de renvoyer cette question à la sous-commission dont M. Josseau est rapporteur, et qui est chargée d'étudier les questions relatives au Crédit agricole.

M. JOSSEAU combat l'opinion de M. Migneret. La clause d'exécution par voie parée n'a trait en rien, suivant lui, au crédit agricole, mais bien au crédit foncier. Le crédit agricole n'est pas un crédit hypothécaire, mais un crédit personnel et mobilier. Le Corps législatif est d'ailleurs saisi, en ce moment, d'un projet de loi comprenant deux parties distinctes : l'une relative aux saisies immobilières, l'autre aux partages, purges, etc.; dans son exposé des motifs, le Rapporteur de ce projet de loi (M. Joliot) examine la clause d'exécution par voie parée, et il la rejette parce qu'elle créerait des modes différents dans la vente des biens immeubles et qu'il faut, avant tout, de l'unité dans le mode de vente.

M. SUIN fait remarquer que, le Corps législatif étant saisi de la question, la Commission supérieure pourrait la laisser de côté et passer à l'ordre du jour.

LA QUESTION N'EST PAS PRISE EN CONSIDÉRATION.

Simplifier les formalités et diminuer les frais de procédure, soit en matière de purge, soit en matière de vente. — Réduire les frais d'expropriation par suite de saisie immobilière. — Faire une réduction des tarifs et frais de justice, ainsi que des frais et honoraires des notaires. — Réformer la procédure en matière de saisie immobilière et de vente de biens de mineurs.

DISCUSSION. — Séance du 1^{er} décembre 1868.

M. LE PRÉSIDENT (M. Vuitry) fait remarquer que toutes ces questions sont pendantes dans le projet de loi soumis au Corps législatif.

M. JOSSEAU émet néanmoins l'avis qu'il y a lieu de les prendre

en considération, sans toutefois les renvoyer à une sous-commission, parce qu'en agissant autrement, la Commission supérieure semblerait les rejeter.

M. GRESSIER dit que la question relative aux tarifs des notaires n'est pas comprise parmi celles soumises au Corps législatif et que, par son importance, elle doit appeler l'attention de la Commission supérieure. L'orateur signale notamment, dans la matière, un point qui semble exiger une réforme, c'est celui de savoir s'il est bon qu'un tarif émanant du Gouvernement ou d'une loi intervienne pour régler les honoraires des notaires, ou s'il faut laisser faire ce tarif par les chambres de discipline, comme cela existe depuis longues années.

M. SUIN déclare qu'il ne saurait admettre que les officiers ministériels puissent se réunir pour fixer les tarifs et former ainsi une espèce de coalition. Un décret du 16 février 1807 a réglé le tarif pour les avoués. Il en est de même pour les huissiers. Rien de semblable n'a encore été fait pour les notaires ; il serait temps de combler cette lacune et de supprimer ainsi un abus qui règne depuis trop longtemps.

Après un échange de quelques explications entre différents membres, M. LE PRÉSIDENT fait observer que la prise en considération serait sans conséquence, en ce qui ce qui touche les points pour lesquels une loi est présentée au Corps législatif ; elle aurait simplement la force de vœux adressés au Gouvernement. Toutefois celui qui concerne les tarifs des notaires aurait un sens précis et clair ; il demanderait au Gouvernement d'étudier et de préparer une modification à la loi du 25 ventôse an XI, dont l'article 52 porte que les « honoraires et vacations des notaires seront réglés à l'amiable entre eux et sans frais. »

LES QUATRE PROPOSITIONS SONT PRISES EN CONSIDÉRATION ; CELLE RELATIVE AUX TARIFS DES NOTAIRES EST RENVOYÉE A L'EXAMEN DE LA SOUS-COMMISSION DES VŒUX (1).

(1) Les recherches les plus minutieuses faites dans les procès-verbaux des séances de la Commission supérieure n'ont fait ressortir nulle part que ce renvoi à la sous-commission des vœux ait donné lieu à un rapport ou à une discussion ultérieure.

Etendre aux cultivateurs la procédure commerciale et la juridiction des tribunaux de commerce. — Assimiler les cultivateurs aux commerçants, quant aux poursuites judiciaires, en cas d'inexécution d'engagements.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 1^{er} décembre 1868.

Sur la proposition de M. JOSSEAU, ces deux questions sont renvoyées sans débat à la sous-commission chargée de l'examen des Prêts sur nantissements (chapitre II, § 2). Elles n'ont fait d'ailleurs, à proprement parler, l'objet d'aucun rapport spécial, d'aucune discussion particulière, de la part de la Commission supérieure ; elles se trouvent traitées subsidiairement dans le rapport dressé, en 1866, par M. Josseau, sur l'organisation du crédit agricole (voir plus haut, page 48) et qui, sur le point dont il s'agit, s'exprime dans les termes suivants :

« Pour donner du crédit à l'agriculture, il ne suffit pas d'améliorer le gage qu'elle peut offrir ; il importe de simplifier et d'abréger les formalités de poursuites dirigées contre le débiteur qui n'acquitte pas ses engagements à l'échéance.

« Vaut-on que le crédit agricole parvienne au niveau du crédit commercial ? Il faut placer, autant que possible, l'agriculteur dans la même situation que le commerçant.

... « L'un des moyens les plus efficaces pour agir sur les habitudes des cultivateurs et pour assurer au capitaliste l'exactitude des remboursements, c'est de déclarer que les tribunaux de commerce connaîtront des actions intentées contre tout propriétaire d'un fonds rural, fermier ou métayer, qui aura apposé sa signature, à quelque titre que ce soit, sur un billet à ordre ou sur un mandat ayant pour cause une dette contractée pour les besoins d'une exploitation agricole.

« Economie de frais, rapidité de jugement et d'exécution, sanction efficace à la parole donnée, tels seraient les résultats de la réforme proposée. Il n'en est aucune, à notre avis, qui puisse contribuer davantage à provoquer la confiance des capitaux et à consolider le crédit de l'agriculture. »

En conséquence, le Rapporteur proposait de modifier de la

manière suivante, l'article 634 du Code de commerce : (voir page 55.)

« Les tribunaux de commerce connaîtront également :

« 1°.....

« 2°.....

« 3° *Des actions intentées contre tout propriétaire d'un fonds rural, fermier ou métayer, qui aura apposé, à quelque titre que ce soit, sa signature sur un billet à ordre ou sur un mandat ayant pour cause une dette contractée pour les besoins d'une exploitation agricole.* »

D'un autre côté, M. Migneret, dans le rapport qu'il a présenté sur les questions de crédit agricole (voir page 56), n'a examiné que très sommairement et, en quelque sorte, qu'implicitement la proposition énoncée dans le rapport de M. Josseau. « La sous-commission, a dit M. Migneret, pense que, dans l'état actuel de la législation, le bon ménager en agriculture et le capitaliste honnête peuvent lier et lient chaque jour, d'utiles et fructueux rapports ; — d'où la sous-commission conclut qu'il n'y a aucun motif de modifier cette législation. »

Séance du 8 juillet 1869.

Tel a été, en effet, l'avis de la COMMISSION SUPÉRIEURE qui, dans la séance du 8 juillet 1869, A REJETÉ D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE LES PROPOSITIONS CONTENUES DANS LE RAPPORT DE M. JOSSEAU, ET PAR CONSÉQUENT, REPOUSSÉ LA MODIFICATION PROPOSÉE A L'ARTICLE 634 DU CODE DE COMMERCE (page 74).

Etendre la compétence des juges de paix : pour la vente ou le partage des biens de mineurs ; — pour les partages judiciaires ; — pour les ventes d'immeubles ; — pour les expropriations.

DISCUSSION. — Séance du 1^{er} décembre 1868.

Dans la séance du 1^{er} décembre 1868, M. MIGNERET fait observer que ces questions se rattachent à un projet dont le Corps législatif est saisi, au sujet des ventes judiciaires. Ce projet con-

tient des dispositions relatives au partage des biens de mineurs.

Après un très court débat, la QUESTION EST ÉCARTÉE.

Abroger l'article 419 du Code pénal sur l'accaparement des grains.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 1^{er} décembre 1868.

M. LE PRÉSIDENT (*M. Vuitry*) donne lecture des articles 419 et 420 du Code pénal, ainsi conçus :

« Article 419. Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une marchandise ou denrée, tendant à ne la pas vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence libre et naturelle du commerce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus et d'une amende de 500 francs à 10,000 francs. Les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

« Article 420. La peine sera d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 1,000 francs à 20,000 francs, si ces manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson. La mise en surveillance qui pourra être prononcée sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus. »

Après avoir donné lecture de ces articles, M. LE PRÉSIDENT fait observer que la Commission supérieure ne doit les examiner qu'en ce qui concerne les grains, farines et autres denrées agricoles.

M. LE BARON DE BENOIST se prononce formellement pour

l'abrogation de l'article 419, qui a l'inconvénient de mettre en suspicion devant les populations une classe de citoyens qui rendent des services considérables à l'agriculture. Les commerçants en blé sont des intermédiaires obligés entre les détenteurs et les consommateurs. Le droit commun suffirait d'ailleurs pour punir les manœuvres frauduleuses.

M. DARBLAY dit que, grâce à la liberté de circulation qui existe actuellement dans les transports, il ne peut plus y avoir ce qu'on appelait autrefois *accaparement* et s'appelle aujourd'hui *coalition*. Non-seulement il faudrait avoir des sommes énormes pour accaparer une marchandise qui représente annuellement plus de deux milliards pour notre seul pays ; mais, si considérable que pût être la quantité de blé emmagasiné par une seule personne, elle ne saurait produire une rareté des grains sur un point donné du territoire ; il en arriverait bientôt de tous les points de la France et de l'Etranger.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer que l'article 419 a une application générale ; le mot de grains ne s'y trouve même pas, tandis que l'article 420 y fait expressément allusion.

M. GRESSIER critique, dans l'article 419, la disposition qui constitue à l'état de délit le fait de suroffres aux prix demandés par le vendeur. Suivant lui, rien n'est plus juste, plus légitime que le fait d'un négociant qui, prévoyant une hausse par suite d'une mauvaise récolte dans un pays, ferait une suroffre, dans un autre pays, pour acheter la plus grande quantité possible de grains ou d'autres marchandises ; mais l'orateur ne demande nullement qu'on absolve les manœuvres frauduleuses telles que celles qui auraient pour objet de répandre des bruits mensongers ou calomnieux en vue d'influer sur le marché. — Quant au fait de suroffres dans les circonstances précédemment décrites, il n'a rien de blâmable et l'article 419 devrait être modifié sur ce point.

Après une discussion assez étendue à laquelle M. DARBLAY a pris une part importante, la question a été prise en considération.

RAPPORT DE M. JOSSEAU ET DISCUSSION. — Séance du 15 février 1870.

Dans la séance du 15 février 1870, M. JOSSEAU a fait un rapport *verbal* qui peut se résumer ainsi :

Le Rapporteur expose tout d'abord les considérations sur lesquelles différents membres de la Commission supérieure s'appuient, les uns pour demander, sinon l'abrogation complète des articles 419 et 420 du Code pénal, du moins la suppression, dans ces articles, des dispositions relatives au commerce de grains, les autres pour demander le maintien pur et simple de ces articles, dans leur teneur actuelle.

En faveur de la première de ces opinions, on a dit que ces articles, édictés pour donner satisfaction à certains préjugés populaires, qui tendaient à voir des accaparements partout où il y avait des réserves ou un emmagasinement de grains, n'avaient plus de raison d'être aujourd'hui, par trois raisons principales :

En premier lieu, cette législation n'est plus en accord avec la nouvelle loi sur les coalitions, qui décide que le fait même de la *coalition* ne devient délictueux que lorsqu'il est accompagné de menaces, de pressions ou de violences qui en altèrent le caractère. On a ajouté qu'il était incompréhensible de considérer comme délictueux des faits qui ne l'étaient pas par eux-mêmes,

On a invoqué, en outre, le grand principe de la liberté commerciale et, à ce point de vue, les articles 419 et 420 ont été signalés comme une entrave susceptible d'arrêter les opérations des commerçants dans les temps de disette.

On a enfin invoqué une raison politique : l'article 419, en effet, a été fait pour répondre aux préjugés populaires, contre les prétendus accapareurs. Maintenir ces dispositions, c'est raviver ces préjugés qu'il faudrait combattre.

La loi est donc dangereuse, mauvaise, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique, et il faut la rapporter.

En faveur du maintien des articles, on a fait d'abord observer que leur suppression n'avait pas été demandée d'une manière générale dans l'Enquête.

En second lieu, on a dit que, lors de la révision du Code pé-

nal, en 1863, aucune réforme n'avait été apportée aux deux articles 419 et 420.

Pour répondre à l'objection tirée de ce qu'il existerait une certaine contradiction entre ces articles et la loi récente sur les coalitions, on a, lors de la discussion préliminaire (séance du 1^{er} décembre 1868), fait observer que cette contradiction est plus apparente que réelle, ajoutant même que cet argument n'avait pas une valeur péremptoire, parce qu'on pouvait se demander s'il ne serait pas, plus tard, nécessaire de demander le retrait ou la modification de la loi des coalitions.

On a fait enfin remarquer que les articles 419 et 420 ne mettent pas obstacle à ce que l'on emmagasine des grains en aussi grande quantité qu'on le voudra, puisque le Code pénal ne réprime que les manœuvres frauduleuses ayant pour objet, par des combinaisons, des concerts, des coalitions, de fausser le cours naturel des marchandises, tel qu'il résulte de la concurrence libre et naturelle.

Dans le sens de cette seconde opinion, il y a donc lieu de maintenir les articles 419 et 420.

M. Josseau expose ensuite qu'après le vote de la prise en considération émis dans la séance du 1^{er} décembre 1868, une sous-commission avait été composée de MM. Gressier, du Miral et duc de Padoue; mais que, par suite de la nomination de M. Gressier comme Ministre, la sous-commission s'était trouvée désorganisée et n'avait pu se réunir.

Dans cette situation, l'orateur a dû se borner à rappeler et à résumer les opinions émises dans le cours de la première discussion, laissant à la Commission supérieure le soin de prononcer en dernier ressort.

M. GRESSIER dit que l'article 419 comprend deux parties très distinctes : l'une, qu'il est d'avis de conserver, a trait aux manœuvres frauduleuses, aux moyens calomnieux, par lesquels on voudrait influencer sur le cours sincère et naturel des marchandises; l'autre, qu'il voudrait voir supprimer, est relative aux suroffres faites aux prix demandés par les vendeurs eux-mêmes, etc. Cette disposition se comprenait peut-être à l'époque

où l'article a été fait. On sortait de faits qui s'étaient accomplis, de 1791 à 1801, qu'il était utile de ne pas voir se reproduire, parce qu'ils étaient de nature à amener de grands troubles ; mais il n'en est plus de même aujourd'hui, notamment en ce qui concerne les grains.

Autrefois, en effet, certaines dispositions légales interdisaient la sortie des grains du territoire ; on croyait que le meilleur moyen de pourvoir à la nourriture du pays consistait à garder pour soi ses récoltes et à ne faire appel aux ressources étrangères que dans une mesure donnée. Ces prescriptions se justifiaient par la difficulté des transports ; mais cette cause a disparu par la création des voies de communication de terre et de fer, non-seulement en France, mais dans toute l'Europe. La liberté du commerce général, et notamment du commerce des grains, en a été la conséquence, et il est impossible de comprendre quelle est l'utilité sociale ou économique en vertu de laquelle il serait défendu à quelqu'un de venir faire une suroffre sur un prix précédemment offert.

L'orateur ne pense pas, comme M. Josseau, qu'il n'y ait de délit que lorsque l'intention frauduleuse existe. D'après l'article 419, le fait de suoffres suffit pour que le délit s'en induise, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'intention frauduleuse. C'est contre cela que s'élève l'orateur et c'est pour cela qu'il demande la modification de l'article 419.

Cet article a été fait dans l'idée que tout individu se livrant au commerce des grains de façon à spéculer sur l'avenir, était un ennemi du peuple. Cette impression morale existe dans les campagnes, et il importe de la faire disparaître.

L'orateur ajoute que, dans le cas même où l'on voudrait maintenir l'article 419 dans sa teneur actuelle, il lui semblerait souverainement injuste de conserver l'article 420. Le commerce des grains et des farines a été, par la législation nouvelle, mis sur le pied d'égalité avec tous les autres commerces ; il n'y a donc plus utilité à maintenir une pénalité exceptionnelle.

M. DU MIRAL ne partage pas l'avis de M. Gressier, en ce qui concerne la suppression de l'article 420. Il est vrai que les spé-

culations mauvaises sur les grains sont aujourd'hui bien plus difficiles qu'autrefois ; cependant de tels faits peuvent se produire, et l'orateur ne voit pas pourquoi la législation nouvelle sur la liberté du commerce des céréales devrait avoir pour conséquence d'enlever au délit spécial de spéculation mauvaise sur les denrées alimentaires, le caractère plus grave que l'opinion commune lui a toujours attribué.

Relativement à l'article 419, l'orateur persiste à croire qu'il prévoit nécessairement l'intention frauduleuse et que cette intention est substantielle du délit prévu. Il n'y a là aucune dérogation au principe général du Code pénal. Il est vrai que la suroffre ne constitue pas à elle seule l'intention frauduleuse ; mais elle en est, au moins, un indice très significatif. Dans tous les cas, pour qu'elle tombe sous l'application de l'art. 419, il faut que la coalition ait eu un résultat qui, réuni à l'intention frauduleuse, peut seul rendre le fait punissable, c'est-à-dire qu'elle ait exercé une influence directe, certaine, sur le cours de la marchandise, qu'elle ait troublé et dénaturé ce cours tel qu'il aurait dû résulter de la libre concurrence et de la situation normale du marché.

Enfin l'orateur n'est nullement d'avis que la suppression de l'article 419 puisse faire tomber les préjugés populaires qui existent contre les commerçants en grains. Il croit fermement que cette suppression aurait un résultat tout à fait contraire, et il est persuadé qu'elle produirait un effet politique beaucoup plus mauvais que ne peut le faire le maintien de la législation existante.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE SE PRONONCE POUR LE MAINTIEN DES ARTICLES 419 ET 420 DU CODE PÉNAL.

Rapporter la loi de messidor an III qui interdit la vente des blés en cert. — Modifier la loi du 20 mai 1838 concernant les vices redhibitoires.

Séance du 1^{er} décembre 1868.

M. LE PRÉSIDENT (*M. Vuitry*) fait connaître que ces deux

questions font l'objet de dispositions spéciales dans le projet de Code rural, et que dès lors il n'y a pas lieu de les discuter.

Codifier, par département, les usages locaux pour éviter les contestations et les procès.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 1^{er} décembre 1868

M. LE BARON DE LADOUCETTE regarde le mot *codifier* comme une expression peut-être impropre ; mais l'idée lui paraît très bonne. La collection des usages qui existent dans les départements serait très utile pour les propriétaires, les agriculteurs, les magistrats et les législateurs. Le travail est, du reste, très avancé. L'orateur appuie la proposition.

M. LE PRÉSIDENT (*M. Vuitry*) fait remarquer que le mot *codifier* impliquerait autre chose que ce que vient de dire M. de Ladoucette. S'il s'agit simplement de collectionner, réunir, recueillir les anciens usages, sans que l'autorité publique intervienne, et sans que l'autorité judiciaire soit engagée, l'orateur adhère à la mesure, qui se réduit d'ailleurs à une œuvre de librairie ; mais s'il s'agit d'autre chose, il voit beaucoup d'objections à faire.

M. GRESSIER fait connaître que la collection dont il s'agit existe dans le département de la Seine et qu'elle a rendu beaucoup de services.

La proposition est renvoyée à la sous-commission des vœux.

Au nom de cette sous-commission, M. CHASSAIGNE-GOYON a présenté un rapport qui peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. CHASSAIGNE-GOYON

Ce fut assurément, dit le Rapporteur, une grande idée que celle de compléter l'unité nationale par celle de la législation civile ; mais l'œuvre des législateurs chargés de préparer ce code unique présentait de grandes difficultés, car, pour faire accepter à tous une règle uniforme et générale, il fallait ménager, dans une certaine mesure, les traditions du passé, en les conciliant avec les idées et les besoins de la société moderne.

Ce qui importait aux auteurs de ce travail, c'était d'arrêter

les grandes lignes de notre droit civil, de poser les bases du nouvel ordre social et de faire cesser les divergences, les difficultés d'application qui résultaient de la coexistence de plusieurs législations, dans un pays soumis au même régime politique et judiciaire.

Après avoir ainsi formulé les principes généraux, le Code Napoléon a pu, sans de graves inconvénients, laisser subsister quelques pratiques locales plus ou moins enracinées dans les habitudes des populations, et reconnaître force de loi ou de convention à des coutumes consacrées par une longue tradition. Le Rapporteur cite ainsi un certain nombre de dispositions du Code civil qui font régir par l'usage, à défaut de titre ou de stipulation contraire, la jouissance de certains droits ou l'exécution de certains contrats.

Ces exceptions nombreuses à la loi générale n'ont pas été sans entraîner quelques inconvénients et, dans un grand nombre de départements, subsistent encore, notamment en matière de louages et de servitudes rurales, des usages parfois étranges qui varient de canton à canton, de commune à commune, et qui dominant encore la loi de toute la force qu'elle leur a laissée.

Dès 1844, une circulaire du Ministre de l'intérieur prescrivait aux préfets de s'entendre avec les conseils généraux *pour examiner s'il n'y aurait pas lieu de former, dans chaque département, un recueil des usages locaux; quelle serait la marche à suivre pour en assurer la bonne exécution et quels encouragements pourraient y être consacrés*. Trois circulaires de 1850, 1855 et 1857 prescrivirent la formation, dans tous les départements, de commissions cantonales chargées de recueillir les usages locaux encore en vigueur.

La tâche de ces commissions était délicate et laborieuse; elle a été menée à bien dans 47 départements; moins avancés dans les autres, les recueils publiés fournissent néanmoins de très utiles renseignements pour les magistrats et les jurisconsultes.

Sans doute il serait à désirer que ce travail pût être complété; mais les dépositions recueillies dans l'Enquête vont plus loin; *elles demandent que les usages locaux soient codifiés par dépar-*

tement, en vue d'éviter les contestations et les procès, c'est-à-dire qu'elles tendent à faire intervenir le législateur, pour donner une formule et une sanction nouvelle à des traditions qui se perdent dans la nuit des temps et dont l'application diminue chaque jour.

La proposition ainsi formulée n'a pas paru susceptible d'approbation. Sans parler des difficultés que présenterait la rédaction d'un Code composé d'éléments si divers et si disparates, la codification proposée aurait le grave inconvénient de créer, à côté de notre grande législation, des législations départementales qui souvent ne seraient pas en harmonie avec elle, qui, d'autres fois, se contrarieraient entre elles et jetteraient la confusion dans l'esprit des magistrats et des parties.

Le Code rural, dont le premier Livre a été présenté au Corps législatif, va d'ailleurs régler, modifier ou abroger certains usages qui ne sont plus en rapport avec les besoins actuels de notre agriculture. Le parcours, la vaine pâture, etc., seront l'objet de dispositions nouvelles qui consacreront ou feront disparaître ce qu'il y a d'utile ou d'abusif dans les pratiques anciennes que le Code a respectées. Ce sera un pas de plus vers l'abrogation définitive de notre ancien régime provincial et coutumier. La liberté des conventions en effacera peu à peu les derniers vestiges.

La sous-commission est donc d'avis que le Gouvernement a fait une œuvre réellement utile en provoquant chaque département à recueillir ses usages locaux ; elle émet le vœu que ce travail soit achevé là où il ne l'est pas encore, mais elle ne pense pas qu'il convienne de donner à ces mêmes usages une nouvelle sanction législative, en les réunissant soit dans un Code général, soit dans un Code spécial pour chaque département.

DISCUSSION. — Séance du 25 février 1869.

Dans la séance du 25 février 1869, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) a donné lecture des propositions de la sous-commission, telles qu'elles viennent d'être reproduites.

CES CONCLUSIONS ONT ÉTÉ ADOPTÉES SANS DÉBAT.

CHAPITRE IX

LÉGISLATION FISCALE

§ 1^{er}. — IMPOTS DIRECTS.

Faire peser les charges de l'impôt, dans une juste mesure, sur les valeurs mobilières et les valeurs immobilières. — Etablir un impôt sur les valeurs industrielles.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 4 décembre 1868.

Dans la séance du 4 décembre 1868, la Commission supérieure a abordé l'examen préliminaire des deux questions ci-dessus énoncées.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*), après avoir donné lecture des deux questions, dit qu'elles lui paraissent tendre, par l'établissement d'impôts sur les valeurs mobilières, au dégrèvement, dans une certaine mesure, de la contribution foncière.

M. LE BARON DE VEAUCE fait ressortir les charges considérables qui grèvent les propriétés immobilières, comparées à celles que supportent les valeurs mobilières. Aussi, dans un grand nombre de départements, des réclamations se sont-elles élevées pour demander une sorte d'égalité de l'impôt direct. On s'est plaint, par exemple, de la très grande différence des droits de mutation et de succession, suivant qu'il s'agit de valeurs mo-

bières ou immobilières. Pour ces dernières, les droits sont tels que si la propriété vient à changer plusieurs fois de mains, ce qui peut arriver dans un espace de temps restreint, elle a bientôt rapporté à l'Etat, pour les droits d'enregistrement, une somme égale à sa propre valeur. Les droits, dans une vente d'immeubles, sont presque toujours de 10 %, et ils sont toujours payés aux dépens du vendeur. C'est là une charge énorme.

L'orateur fait remarquer tous les avantages qui s'attachent aux valeurs mobilières : liberté d'agir complète, extrême facilité pour percevoir les revenus, pour contracter des emprunts ou même vendre ces valeurs, sans aucun obstacle et à chaque instant. Aussi jouissent-elles d'une grande faveur, au détriment des valeurs immobilières qu'on hésite à acquérir.

Dans les campagnes, on n'établit pas facilement une distinction entre les quatre contributions directes, que l'on confond toutes avec l'impôt foncier, lequel est, en réalité, peu élevé, et l'on se demande pourquoi la propriété immobilière supporte de telles charges, lorsque la propriété mobilière n'en supporte presque aucune. Aussi voudrait-on qu'une sorte d'égalité fût établie dans l'impôt direct et qu'on ne payât qu'en raison de son revenu. Il y a là un principe d'égalité devant la loi fiscale, qu'on est unanime à réclamer.

M. DE LAVENAY ne veut pas s'opposer à la prise en considération et à l'examen de la question ; mais il fait certaines réserves touchant quelques-unes des allégations de M. de Veauce.

Ainsi, il ne croit pas que l'impôt des patentes soit jamais confondu avec l'impôt foncier. Il en est de même de la contribution personnelle et mobilière. La première est faible, mais celle qui pèse sur le loyer est parfois très élevée. Le loyer est une présomption de richesse de toute nature, et les personnes qui possèdent une grande fortune en valeurs mobilières sont peut-être celles qui donnent le plus aux dépenses de luxe.

Il faut donc revenir au seul point de départ qu'on puisse prendre, c'est-à-dire à la contribution foncière. Quant aux centimes additionnels, l'orateur avoue que le paysan les regarde souvent comme faisant partie du principal ; il fait cependant ob-

server que ces centimes sont toujours dépensés dans un intérêt tellement local que personne autre que les propriétaires n'est intéressé, dans la commune, à cette dépense.

L'orateur conteste d'ailleurs, qu'une préférence soit accordée à la propriété mobilière sur la propriété immobilière. Il donne pour preuve qu'une propriété immobilière donnant un revenu de 3,000 francs, par exemple, se vendra, sur le marché, près de 100,000 francs, tandis que des valeurs mobilières donnant le même revenu se vendront à peine 60,000 francs. La propriété foncière se paye plus cher parce qu'elle offre plus de stabilité, plus de sécurité, parce qu'elle a moins à craindre des crises qui peuvent survenir et qu'enfin elle présente des avantages moraux et matériels, à raison de la plus haute estime qui s'attache à elle.

L'établissement d'un impôt direct sur les valeurs mobilières a d'ailleurs toujours pour effet d'en faire tomber le cours, dans la proportion où elles étaient auparavant vis-à-vis du revenu.

L'orateur ajoute que, pour lui, l'impôt direct est une chose excessivement grave. Il considère l'impôt indirect comme la forme la plus perfectionnée de l'impôt. L'établissement d'un impôt direct nouveau, sur un objet affranchi jusque-là, lui semble n'être autre chose qu'une confiscation partielle qui fait naître une perturbation profonde dans les fortunes privées et dans les relations de famille. Il ne dit pas encore, pour le moment, qu'il est impossible de frapper d'un impôt les valeurs mobilières ; mais il fait remarquer la gravité d'une telle mesure.

M. GUILLAUMIN présente quelques observations à l'appui du système de M. de Veauce. Suivant lui, la raison d'être de tout impôt est de satisfaire aux charges publiques et de faire payer à chaque individu la protection et la garantie dont il a besoin pour conserver ses propriétés et en jouir, et cette protection et cette garantie sont aussi nécessaires aux valeurs mobilières qu'aux valeurs immobilières. Si, à l'origine, on n'a établi qu'un impôt foncier, c'est que le capital mobilier n'existait pas alors ; le principe de justice veut que ce capital soit appelé aujourd'hui à concourir aux charges publiques.

M. DE LAVENAY ne croit pas possible de ne pas prendre en considération une demande qui s'est produite de toutes parts, dans l'Enquête ; mais il croit devoir poser deux questions auxquelles il n'a jamais été fait de réponse satisfaisante : 1° Qu'est-ce que le capital mobilier ? 2° Comment s'établirait un impôt sur ce capital ?

Relativement à la première, l'orateur se demande si l'on devra comprendre dans le capital mobilier certains objets, tels que des galeries de tableaux, par exemple, qui atteignent parfois des valeurs très élevées et ne donnent cependant aucun revenu.

Quant à la manière d'établir l'impôt, l'orateur croit que si on le restreint aux actions, obligations et valeurs industrielles de diverse nature, il y aurait à craindre qu'à côté d'un très petit bien, on ne causât un très grand mal. Ce qu'il y a de difficile, c'est de trouver un système général qui permette d'atteindre, non-seulement les honnêtes gens qui viendraient déclarer spontanément et exactement ce qu'ils possèdent, mais la propriété mobilière sous toutes ses formes.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT désire préciser les divers points soumis à l'examen de la Commission supérieure.

Est-il vrai que les valeurs mobilières ne payent pas d'impôt direct ? M. de Lavenay a démontré tout à l'heure que la loi atteint ces valeurs au moyen de la valeur locative, qui est un signe apparent de la fortune. La grande difficulté, quand il s'agit de frapper les valeurs mobilières d'un impôt, c'est de les saisir, car il est des formes sous lesquelles elles échappent.

Est-ce donc l'impôt sur le revenu qu'on entend discuter ? il faut le dire nettement.

M. LE BARON DE VEAUCE reconnaît qu'il s'agit, en effet, de l'impôt sur le revenu, impôt qui doit peser sur le propriétaire de valeurs mobilières aussi bien que sur le propriétaire foncier, puisque le premier profite aussi bien que le second de toutes les dépenses publiques, telles que, par exemple, celles afférentes à la construction et à l'entretien des chemins. — On a paru craindre que celui qui a des valeurs au porteur n'échappât à l'impôt. Il n'en sera pas ainsi, parce que ce n'est pas le porteur de ces

valeurs qu'on fera payer, mais qu'on percevra l'impôt au siège de la société, au moment où le propriétaire des valeurs ira toucher son revenu.

M. GRESSIER demande comment on s'y prendrait lorsqu'il s'agirait d'une commandite privée.

M. DE VEAUCE pense qu'on trouverait un moyen d'atteindre ces valeurs elles-mêmes.

M. VUITRY, *président du Conseil d'Etat*, reconnaît qu'il est équitable de faire peser les charges publiques sur les valeurs mobilières aussi bien que sur les valeurs immobilières ; mais il prétend démontrer que c'est ce qui existe actuellement.

Il examine, en effet, successivement les principales valeurs mobilières.

La première est la *rente sur l'Etat*. On a maintes fois prouvé qu'on n'y pouvait toucher que par la violation du contrat passé entre l'Etat et les rentiers.

Viennent ensuite les *titres émanant des compagnies de chemins de fer*. — Suivant l'orateur, on se retrouve également ici en présence d'un contrat passé entre l'Etat et les compagnies, qui tiennent leurs concessions de l'Etat lui-même. L'établissement d'un impôt direct sur ces sortes de valeurs ne serait autre chose qu'un prélèvement sur les dividendes des actions ou des obligations ; or, en ce qui concerne les actions toutes émises, ce prélèvement serait la violation du contrat passé entre l'Etat et les compagnies ; en ce qui concerne les obligations déjà émises, il frapperait les détenteurs, et pour les obligations non encore émises, les compagnies elles-mêmes. Il faut ajouter que, le jour où un tel prélèvement se fera, la charge que supporte l'Etat sous forme de garantie et d'intérêt sera aggravée.

S'agit-il d'*actions industrielles* ? — Mais il est tel établissement industriel considérable appartenant à une seule personne, lequel échapperait à un impôt qui frapperait un établissement constitué entre plusieurs actionnaires. Chercher à frapper d'un impôt direct telle ou telle classe de revenus industriels ou autres est une idée chimérique.

Quant à l'impôt sur le revenu qui existe dans d'autres pays

et qui, en Angleterre, porte le nom d'*income-tax*, il est séparé par un abîme de l'idée d'un impôt direct spécial sur telle ou telle catégorie de revenus.

Tout impôt direct spécial sur un revenu déterminé, sur la rente, sur les chemins de fer, sur les titres de telle catégorie d'établissements industriels, par la raison même qu'il est direct et spécial, qu'il ne porte pas sur tout le revenu existant en France, se transformera fatalement, par la force des choses, à la première mutation, en un prélèvement sur le capital, tandis que l'*income-tax*, qui est un impôt général, n'offre pas les mêmes inconvénients.

Du reste, l'*income-tax* a donné lieu à de nombreuses réclamations. Chez nous, il soulèverait une objection énorme, la crainte de l'arbitraire ou la possibilité de la fraude.

Nous avons à peu près 1,300 ou 1,400 millions d'impôts, dont 169 seulement pèsent sur la propriété foncière. Tout le reste frappe la richesse mobilière en même temps que la richesse immobilière. On aurait donc tort de dire qu'il y a une iniquité dans notre régime.

En résumé, l'orateur consent au renvoi de la proposition à une sous-commission, parce qu'il est persuadé que tout examen par des hommes sérieux conduira à reconnaître l'impossibilité de faire quelque chose et la nécessité de maintenir ce qui existe.

M. GRESSIER pense qu'il serait très utile qu'une sous-commission élaborât un rapport approfondi qui, publié sous forme de brochure, serait une réponse péremptoire à toutes les demandes formulées en vue de l'établissement d'un impôt sur le revenu.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT déclare non-seulement qu'il est contraire à la création d'un impôt sur le revenu, mais encore qu'il verrait de sérieux inconvénients à donner une nouvelle force à ces idées, en ayant l'air de les admettre et en les discutant comme si elles étaient fondées dans une certaine mesure.

M. DU MIRAL ajoute que l'établissement d'un impôt nouveau sur les valeurs mobilières irait contre les intérêts même de

l'agriculture; celle-ci, en effet, doit désirer l'achèvement rapide des chemins de fer, et la proposition dont il s'agit aurait pour effet certain d'entraver cet achèvement. Bien qu'il ait constaté, dans les enquêtes qu'il a présidées, la presque unanimité du vœu tendant à imposer les valeurs mobilières, il consent au renvoi à une sous-commission qui démontrera l'impossibilité d'une pareille mesure.

Sur la proposition de M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT, la Commission supérieure renvoie les deux questions à une sous-commission, sans toutefois se prononcer sur leur prise en considération.

Au nom de cette sous-commission, M. LE BARON DE VEAUCE a présenté un rapport qui peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. DE VEAUCE

Faire peser les charges de l'impôt, dans une juste mesure, sur les valeurs mobilières et sur les valeurs immobilières, telle est, dit le Rapporteur, la question soumise à l'examen de la sous-commission.

Un grand nombre de déposants de l'Enquête ont exprimé le vœu de voir égaliser les impôts, en diminuant ceux qui pèsent trop lourdement sur la propriété territoriale et en augmentant proportionnellement les charges légères qui pèsent sur les valeurs mobilières. D'autres se sont bornés à demander que l'impôt puisse atteindre les valeurs mobilières qui ne payent que peu ou point de charges.

La discussion à laquelle s'est livrée la Commission supérieure a démontré combien d'erreurs, d'illusions ou de préjugés existaient à cet égard.

Pour le prouver, il a fallu rechercher les bases de nos impôts directs actuels, examiner leur fonctionnement, leurs produits graduels et la proportion dans laquelle ils atteignent les diverses formes de la richesse.

Le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi fiscale est inscrit dans la Constitution du 14 septembre 1791 (art. 3) et reproduit dans l'article 2 de la Charte de 1830; mais

on peut dire qu'il existait bien antérieurement dans l'esprit de la nation.

Le Rapporteur expose sommairement les dispositions principales de l'édit de 1742, qui ordonnait que tous propriétaires nobles ou roturiers, privilégiés ou non, même les apanagistes ou engagistes, payeraient le dixième du revenu de tous les fonds, terres, prés, bois, vignes... cens, rentes, dîmes, champarts, droits seigneuriaux, péages, passages... et généralement pour tous autres biens et droits, de quelque nature qu'ils fussent, tenus à rente, affermés ou non affermés...

L'Édit ordonnait aussi la retenue du dixième de toutes les rentes sur le clergé, sur les villes, provinces, pays d'Etat et autres.

A partir du 1^{er} janvier 1750, le vingtième fut substitué au dixième, mais un second vingtième fut rétabli en 1756 et un troisième fut imposé en 1760, et cet état de choses dura jusqu'en 1789.

Le Rapporteur décrit ensuite l'impôt progressif sur les riches établi en l'an I de la République par la Convention ; mais cet impôt inique fut bientôt abandonné et l'on revint à l'impôt proportionnel.

L'établissement même de ce dernier présentait de grandes difficultés. La science économique enseignait qu'on devait varier la nature des contributions afin de répartir les charges publiques avec moins d'inégalité. La loi française a donc demandé des subsides à la propriété, à l'industrie, à l'aisance apparente, aux consommations.

Ces différentes contributions se rangent en deux classes : *les directes*, qui se perçoivent directement, et d'après un rôle nominatif, sur les personnes qui en sont passibles ; *les indirectes*, qui, destinées à frapper les objets dont l'usage est ordinaire dans les habitudes de la vie, ne portent sur aucun contribuable nominativement et sont acquittées par le consommateur quel qu'il soit, ou par celui qui veut en user.

DES CONTRIBUTIONS DIRECTES

La législation française range ces contributions sous quatre dénominations, savoir :

1° La *contribution foncière*, qui affecte la propriété immobilière ;

2° La *contribution personnelle et mobilière*, qui renferme une sorte de capitation par personne et a, en outre, pour but d'atteindre les revenus qui, par leur nature, ne peuvent être soumis à la contribution foncière. Elle frappe la fortune mobilière en la présumant d'après le loyer d'habitation ;

3° La *contribution des portes et fenêtres*, qui a pour objet d'atteindre le luxe probable des habitations ; elle pèse sur le locataire à qui, sous le régime de l'électorat censitaire, elle était comptée pour le cens électoral ;

4° Enfin la *contribution des patentes*, qui a pour but d'atteindre les facultés industrielles.

Les contributions directes se distinguent, en outre, en *impôts de répartition* et en *impôts de quotité*. Les premiers comprennent la contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière et celle des portes et fenêtres. La contribution des patentes est un impôt de quotité.

Le Rapporteur décrit ensuite la nature de chacune des contributions et les bases d'après lesquelles elles ont été établies à l'origine.

La *contribution foncière* dut embrasser tous les biens fonds qui furent cotisés dans la commune de leur situation, en proportion de leur revenu.

La *contribution mobilière*, dans les intentions de l'Assemblée Constituante, devait avoir pour objet de faire concourir le revenu des capitaux mobiliers à l'acquittement des charges sociales. L'Assemblée s'occupa d'abord d'établir le rapport qui existait à cette époque entre les produits des immeubles et ceux des capitaux mobiliers. On crut pouvoir affirmer que ces derniers étaient dans le rapport de 1/5 avec les premiers et, dès lors,

il parut juste de leur imposer une contribution de 60 millions, l'impôt foncier produisant 300 millions au total. Il fallut ensuite rechercher et choisir les éléments d'après lesquels on constaterait et imposerait la fortune mobilière, et là se révélèrent de graves difficultés que l'Assemblée crut devoir signaler au public.

Après un examen approfondi, le Comité de l'imposition pensa qu'il fallait une base certaine, commune à tous, et facile à saisir ; il prit le *loyer d'habitation*, et les motifs de ce choix, aussi bien que le système de l'impôt mobilier, furent exposés aux contribuables dans l'Adresse en date du 24 juin 1791.

Cette base toutefois ne pouvait être adoptée pour la fixation d'une proportionnalité exacte dans la répartition des charges. Il est certain, en effet, que, plus les hommes sont pauvres, plus leur logement absorbe une portion considérable de leur petite fortune. On examina donc quelle est la proportion la plus ordinaire du loyer avec les différents degrés de richesse, et l'Assemblée fit dresser une table qui, à partir des citoyens qui n'ont que cent francs de loyer et au-dessous, et qui sont supposés n'avoir en revenu que le double du prix annuel de leur loyer, s'élève, par *dix-huit* gradations, jusqu'à ceux qui ont plus de 12,000 francs de loyer ou de valeur locative d'habitation et dont on estime que le revenu est de douze fois et demie cette valeur.

En 1795, on chercha de nouveaux moyens de perception par l'établissement d'une *taxe personnelle* et de *taxes somptuaires* (loi du 7 thermidor an III ou 25 juillet 1795).

Pour la *taxe personnelle*, tout Français et tout étranger, après un an de résidence et jouissant d'un revenu de trente sous par jour, était soumis à une contribution personnelle de 5 francs par an.

Les *taxes somptuaires* frappaient sur les cheminées, les poêles, les domestiques, les chevaux et mulets et les voitures suspendues. Les difficultés d'application firent supprimer ces taxes quelques années plus tard.

En 1820, l'Administration proposa à la Législature de fixer le contingent mobilier des départements, des arrondissements et

des communes d'après une base unique : les valeurs locatives d'habitation.

Un remaniement de la contribution personnelle fut fait dans la loi de finances du 21 avril 1832 ; les deux taxes furent réunies et devinrent impôts de répartition.

C'est le régime actuel.

La *taxe personnelle* se compose toujours de trois journées de travail ; elle est due par chaque habitant français et étranger de tout sexe, jouissant de ses droits et non réputé indigent.

La *contribution des portes et fenêtres* a été établie par la loi du 4 frimaire an VII (24 novembre 1798). La pensée des législateurs fut de créer un supplément à l'impôt mobilier. On estimait que le nombre, l'espèce et la position des ouvertures sont le signe le moins équivoque de l'importance des habitations.

Contributions des patentes. — La patente a succédé aux anciens droits de *maîtrise* et de *jurande*. Aux termes de la loi du 2-17 mars 1791, toute personne fut libre de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'il lui plairait, mais sous condition de se pourvoir auparavant d'une *patente*, d'en acquitter le prix et de se conformer aux règlements de police faits ou à faire. — Le prix des patentes annuelles pour les négoce, arts, métiers ou professions, devait se régler généralement à raison du prix du loyer ou de la valeur locative de l'habitation, des boutiques, magasins ou ateliers occupés par les patentables, dans des proportions croissant avec le prix du loyer.

Dans le rapport fait au Conseil des Anciens, dans la séance du 1^{er} brumaire an VII, il fut dit que la contribution des patentes n'était pas un impôt sur l'industrie, qui ne saurait être imposée dans un gouvernement libre, mais bien sur les capitaux employés au commerce, capitaux qui, étant protégés par la Société, ne doivent pas moins que les capitaux fonciers contribuer à en porter les charges.

La loi de 1844 a divisé les droits de patente en droit fixe et droit proportionnel. Le droit fixe était réglé d'après l'importance de la profession, la spécification du lieu et le chiffre de la popu-

lation ; — le droit variable ou proportionnel, considéré comme supplément du droit fixe, devait servir à établir les différences nécessaires entre ceux qui exercent la même profession. Il était assis sur le nombre de métiers, broches, fours, meules, cuves, alambics, pressoirs, voitures, chevaux, cochers, etc.

La loi de 1844 a été modifiée par quelques dispositions des lois de 1850, 1853, 1858 et 1862, qui ont assujetti à la patente certaines professions qui en avaient été exemptes jusque-là, telles que celles des architectes, avocats, avoués, chirurgiens-dentistes, commissaires-priseurs, médecins, greffiers, huissiers, agréés près les tribunaux de commerce, notaires, référendaires au sceau, vétérinaires, chefs d'institutions et maîtres de pensions. Ces lois ont, en outre, diminué ou supprimé les charges pesant sur certaines classes industrielles, en même temps qu'elles aggravaient les charges pesant sur d'autres classes. — Une imposition particulière fut mise sur l'industrie des *Mines*, dont les revenus sont, en partie, mobiliers.

Avant de rendre compte des diverses modifications qu'on a cherché à introduire dans les impôts directs, le Rapporteur croit utile d'indiquer comment se composait la France, pour pouvoir juger l'accroissement graduel de la richesse du pays.

En 1835, la superficie de la France était composée ainsi :

Hectares imposables	49,863,610
Hectares non imposables. . .	2,905,008
Total	<u>52,768,618 hectares.</u>

Les propriétés imposables se distribuaient comme il suit :

Propriétés bâties	241,841 hectares.
Propriétés non bâties. . .	49,621,769
Total. . . .	<u>49,863,610 hectares.</u>

Les propriétés non imposables comprennent les routes, chemins, places publiques, rivières, lacs et ruisseaux, forêts de

l'Etat et des communes, domaines non productifs, cimetières, églises, presbytères et bâtiments publics.

Le Rapporteur indique ensuite les principes fixés par la loi des 23 novembre - 1^{er} décembre 1790, pour la détermination de *l'impôt foncier*. La contribution foncière fut établie, en 1791, sur la base des anciennes contributions; mais on reconnut bientôt que la répartition ainsi effectuée entre les départements était pleine d'inégalités, et que quelques-uns de ceux-ci supportaient une charge double de celle qui pesait sur d'autres. De là la nécessité d'un cadastre qui, commencé en 1807, ne fut achevé qu'en 1860, et en suite duquel furent faits de nombreux efforts pour parvenir à une *peréquation* que les modifications incessantes venaient détruire aussitôt.

Malgré ces efforts et les dégrèvements accordés à certains départements, les inégalités des charges préoccupèrent de tout temps l'opinion publique, et de nombreux projets de réformes financières sur les impôts furent proposés.

Le Rapporteur rappelle les discussions qui eurent lieu, sur cet objet, de 1848 à 1867, et mentionne les principaux discours prononcés par divers orateurs.

Le 11 juillet 1848, le citoyen Proudhon demanda l'établissement d'un impôt du *tiers* sur tous les revenus de biens meubles et immeubles. Cette proposition fut énergiquement combattue, le 28 juillet, par M. Thiers, en qualité de rapporteur du Comité des finances, et repoussée par l'Assemblée dans un ordre du jour qui flétrissait les doctrines de l'auteur de la motion.

Recherchant des moyens nouveaux d'accroître les recettes du Trésor, le Gouvernement Provisoire avait présenté, les 19 et 26 avril 1848, un projet de décret établissant un impôt de 1 % sur le capital des créances hypothécaires. Ce projet suscita de vives réclamations et fut combattu par plusieurs orateurs, au nombre desquels étaient MM. Thiers, Gouin et Berryer. Il fut repoussé par l'Assemblée.

Quelques jours plus tard (23 août 1848), M. Goudchaux, ministre des finances, proposait un impôt de 60 millions sur les revenus mobiliers. Les bénéfices des exploitations agricoles figu-

raient parmi les revenus imposables et, par l'article 4 du projet de loi, le Conseil général de chaque département devait fixer un revenu minimum au-dessous duquel l'impôt ne serait pas dû. Ce revenu minimum variait de 600 à 1,200 francs dans les communes au-dessous de 5,000 âmes, de 1,000 à 2,000 francs dans les communes de 5,000 à 25,000 âmes, de 1,500 à 3,000 francs dans les communes de plus de 25,000 âmes.

La Commission chargée d'examiner ce projet de loi en modifia les propositions de la manière la plus complète, et repoussa tout d'abord le double emploi qui résultait de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, alors que déjà ils étaient frappés de l'impôt foncier sur le revenu de la terre. Le projet n'arriva pas à discussion ; il fut retiré, le 16 janvier 1849, par M. H. Passy, alors ministre des finances.

Mais, huit mois plus tard (9 août 1849), le même ministre présentait un nouveau projet de loi relatif à un impôt sur le revenu. Ce projet fut renvoyé, avec son exposé des motifs, à la Commission du budget.

Après avoir démontré l'impossibilité d'augmenter l'impôt foncier, les droits pesant sur l'enregistrement, les contributions directes et les douanes, le Ministre constatait que les revenus et capitaux mobiliers ne pouvaient pas davantage supporter seuls un nouvel impôt ; d'où résultait la nécessité de l'étendre à la totalité des revenus, sans distinction d'origine. « Ce n'est pas « d'ailleurs, ajoutait M. Passy, une tentative tout à fait nouvelle ; d'autres pays nous ont précédés dans cette voie, et l'impôt sur le revenu, admis en Angleterre, en Allemagne, ainsi « que dans plusieurs des Etats particuliers de l'Amérique du « Nord, y subvient assez largement aux dépenses publiques. »

Le Ministre reconnaissait qu'à l'origine, la perception du nouvel impôt présenterait des difficultés ; le point essentiel était d'amener les contribuables à acquitter loyalement la totalité des droits dont ils seraient passibles. Ils devraient faire leur déclaration, s'ils le jugeaient convenable et, en cas d'abstention, une Commission spéciale fixerait leur contingent, sauf à admettre toutes les réclamations qui paraîtraient fondées. — Le montant

de l'impôt était fixé à 1 %, et le Ministre en évaluait le produit à 60 millions, pour 1850.

Peu de temps après (6 novembre 1849), M. Fould, successeur de M. Passy au ministère des finances, déclarait à l'Assemblée qu'il renonçait à l'impôt du revenu, sauf à le remplacer par d'autres ressources qu'il demanderait aux impôts de transmission sur les immeubles comme sur les meubles, sur les valeurs mobilières et sur les rentes.

Le 7 août 1850, l'Assemblée vota, pour le budget de 1851, la réduction de 17 centimes additionnels pesant, au profit de l'Etat, sur l'impôt foncier. Ce dégrèvement fut le dernier.

Les *centimes généraux* étant d'une utilité commune au pays tout entier, sont votés par le Pouvoir législatif, comme le principal même des contributions directes. Leur quotité et leur affectation sont déterminées par les lois de finances.

Les *centimes départementaux* sont votés par les conseils généraux des départements, savoir :

- 1° Pour le cadastre, jusqu'à 0,05 de la contribution foncière ;
- 2° Pour l'instruction primaire, jusqu'à 0,02 des quatre contributions directes ;
- 3° Pour les chemins vicinaux, jusqu'à 0,05 des mêmes contributions ;
- 4° Pour dépenses ordinaires d'utilité départementale, jusqu'à 0,05 des contributions foncière, personnelle et mobilière.

Au delà de ces ressources, les conseils généraux ne peuvent voter des centimes additionnels que sous l'autorisation du Pouvoir législatif.

Les *centimes communaux* sont votés par les conseils municipaux pour les dépenses ordinaires et extraordinaires des communes, dans les limites fixées par la loi.

Ainsi qu'on vient de le voir, les charges de l'impôt pèsent dans une forte proportion sur les propriétés immobilières. Aussi le sentiment public, toujours préoccupé d'obtenir une sorte d'égalité fiscale entre les matières imposables, trouva-t-il, dans le Corps législatif, en 1856, un certain nombre de membres réclamant un impôt sur les valeurs mobilières. — C'est ce qui motiva,

en 1857, l'établissement de l'impôt dit de transmission sur certaines de ces valeurs.

Des lois spéciales (5 juin 1850 et 23 juin 1857) frappent de certains droits les sociétés ou compagnies dont le capital est divisé en actions ou obligations. Les titres de rente ou autres effets publics des Gouvernements étrangers sont assujettis, par la loi du 13 mai 1863, à un droit de timbre de 0 fr. 50 c. par 100 francs, droit porté à 1 franc par la loi de finances du 8 juin 1867.

Cette atteinte de certaines valeurs mobilières ne parut pas suffisante à quelques députés, et, le 5 juin 1861, M. Kœnigswarter développa, dans un important discours, les avantages d'un impôt sur le revenu, en préconisant le système anglais de l'*income-tax*.

M. Magne, alors ministre sans portefeuille (M. Fould étant ministre des finances), combattit vivement cette proposition ; il démontra qu'il n'est pas une seule branche de revenu qui ne soit l'objet d'un impôt ; le revenu de la terre sert de base à l'impôt foncier ; le revenu industriel et commercial supporte l'impôt des patentes ; le revenu mobilier, déterminé par la valeur locative des habitations, fait la cote mobilière ; les impôts de consommation même se répartissent naturellement suivant la richesse et les revenus des consommateurs. Le mérite de ces impôts est d'atteindre les facultés des contribuables sans les blesser dans leur légitime susceptibilité. Le nouvel impôt qu'on préconise serait un double emploi injuste et irritant.

Le Rapporteur reproduit presque intégralement la discussion approfondie dans laquelle la proposition de M. Kœnigswarter fut appuyée par MM. Granier de Cassagnac et Roques-Salvaza, et combattue par MM. Magne, Segrès et Emile Ollivier. Il reproduit également les discours prononcés par divers orateurs (MM. Emile Ollivier et André de la Charente) sur différents impôts proposés par le Gouvernement, notamment celui des chevaux et voitures, et repoussés par le Corps législatif.

Revenant sur les arguments produits par M. Magne et rappelés plus haut, le Rapporteur dit que tels sont les principes, et

que, pour les appliquer, on a recherché toutes les présomptions de la richesse, on s'est emparé de toutes les bases permettant d'atteindre les revenus.

Certaines doctrines ressortent de ces discussions, doctrines admises aujourd'hui, et dont la première est l'égalité devant la loi fiscale, principe fondamental de nos lois.

Mais tous les revenus sont-ils atteints? Le revenu foncier ou celui des immeubles est-il également imposé sur toute la France? Evidemment non. Il existe des différences considérables de département à département. Le remède semblerait être la *peréquation*; mais on a vu qu'elle est impraticable; que, faite aujourd'hui, elle redeviendrait inégale demain, par suite des circonstances multiples de la transformation journalière des exploitations rurales, des voies de communication qui dénaturent la situation des immeubles, par suite des partages, etc.

D'un autre côté, le revenu mobilier, de quelque nature qu'il soit, est-il également et proportionnellement atteint par l'impôt mobilier et celui des portes et fenêtres? N'y a-t-il pas certains revenus, tels que ceux de la rente, des obligations hypothécaires, des obligations de chemins de fer, etc., qui ne payent pas de contributions, ou qui échappent à l'impôt? La réponse à ces questions n'est pas douteuse, et il est incontestable aussi qu'en fait, l'égalité n'existe pas d'une manière absolue; mais il est évident qu'il serait impossible de remédier à ce que cet état de choses présente de défectueux. Il faut donc le subir tel qu'il est.

Le Rapporteur examine ensuite quels sont les divers impôts dont se compose le budget et comment se répartissent les charges, suivant la nature des diverses formes de la richesse.

Il établit que, d'après notre législation :

L'impôt foncier frappe les revenus des immeubles;

L'impôt personnel et mobilier et des portes et fenêtres frappe les revenus mobiliers;

Qu'enfin l'impôt des patentes porte sur les profits des professions et sur les bénéfices commerciaux et industriels.

En ce qui concerne les propriétés immobilières, le Rapporteur

fait connaître qu'en 1851, la situation était constituée de la manière suivante :

	VALEUR VÉNALE	REVENU
Propriétés rurales.	63,696,780,000 fr.	1,905,622,000 fr.
Propriétés bâties .	23,223,220,000	1,310,378,000
Totaux. . . .	86,920,000,000 fr.	3,216,000,000 fr.

Quant à la richesse mobilière, il est impossible d'en fixer exactement le chiffre, parce qu'il est certains éléments qui échappent à tout contrôle, tels que les obligations hypothécaires, les valeurs chirographaires, l'argent en circulation, les sociétés non cotées à la Bourse, enfin toutes les fortunes commerciales ou industrielles. Les seuls éléments nettement connus sont ceux qui sont représentés par des titres négociables à la Bourse et qui, *pour l'année 1866*, s'élevaient aux chiffres suivants :

Rentes sur l'Etat	10,865,232,000 francs
Emprunts départemen- taux et communaux .	1,005,294,000
Obligations du Crédit foncier	950,000,000
Chemins de fer français (actions et obligations)	8,850,055,000
Autres sociétés	5,000,000,000
Fonds d'Etats étrangers.	3,000,000,000
Sociétés anonymes étran- gères.	4,315,000,000
Total.	33,985,581,000 francs

A raison de 5 % le revenu de cette somme serait de 1,699,279,050 francs.

Mais si l'on tient compte de toutes les valeurs mobilières non cotées, il est permis de penser que le total s'élèverait à un

chiffre beaucoup plus considérable, que le Rapporteur n'évalue pas à moins de CENT MILLIARDS.

Comparant les garanties respectives qu'offrent à ceux qui les possèdent les valeurs mobilières et immobilières, le Rapporteur constate que les secondes sont dans des conditions meilleures que les premières au point de vue de la sécurité et de la jouissance ; ce qui le prouve, c'est leur valeur plus élevée, eu égard au revenu qu'elles produisent. Cependant cette valeur ne saurait croître indéfiniment. Les valeurs mobilières, au contraire, n'ont pas de limites ; aussi leur nombre s'accroît-il chaque jour par des émissions nouvelles, par la création de sociétés diverses ; mais il faut reconnaître, en même temps, qu'elles présentent certaines chances aléatoires qui en diminuent la valeur vénale.

Si la sécurité et l'entente des nations permettaient un désarmement général, le mouvement des affaires aidant et la tranquillité politique venant à le permettre, on pourrait, un jour, accomplir cette grande réforme de substituer *un impôt unique et proportionnel sur tous les revenus* aux impôts directs que nous avons aujourd'hui ; alors peut-être nos mœurs et notre caractère permettraient-ils qu'on pût s'en rapporter à la simple déclaration de chacun, comme cela se fait en Angleterre, en Prusse et dans beaucoup de pays de l'Europe, sans avoir recours à des mesures inquisitoriales et vexatoires ; mais les choses ne sont pas dans un état tel, et le maintien du *statu quo* est indispensable.

En conséquence, la sous-commission, s'inspirant des sentiments manifestés dans un certain nombre de départements, propose à la Commission supérieure de demander au Gouvernement de s'entourer de tous les documents relatifs à l'application des systèmes qui sont en pratique chez les différents peuples voisins, afin de nous faire connaître les avantages comme les inconvénients qui en résultent, et de nous démontrer si nous devons renoncer à suivre de pareils exemples, ou, au contraire, nous mettre en mesure de profiter de l'expérience des autres, dans un temps plus ou moins éloigné et suivant les circonstances favorables qui pourraient se présenter.

En résumé, la sous-commission, sans rien préjuger de ces questions aussi délicates que difficiles à résoudre, se borne à demander que la Commission supérieure exprime le vœu de voir ces questions sérieusement étudiées par le Gouvernement.

Elle demande également qu'on insiste pour que le Gouvernement facilite l'étude de la question aux Corps constitués, par la réunion et la communication de tous les documents qui s'y rattachent.

DISCUSSION. — Séance du 15 mars 1870

La discussion sur l'importante question qui fait l'objet du rapport ci-dessus analysé s'est ouverte devant la Commission supérieure dans la séance du 15 mars 1870.

M. LE BARON DE VEAUGE, rapporteur, résume succinctement les considérations principales qui ont motivé les conclusions de son rapport. Il pense avoir démontré l'impossibilité de frapper de nouveaux droits les actions de chemins de fer qui payent déjà 55 millions, ou la rente, sans rembourser aux rentiers la somme afférente à la diminution que produirait, sur le capital même, la diminution du revenu; il rappelle l'assertion émise par M. Magne, qui constate que l'impôt frappe tous les genres de revenus, fonciers et mobiliers, commerciaux et industriels.

L'orateur examine ensuite de quelle manière et dans quelles limites s'exerce chaque espèce de contributions. — Il constate tout d'abord, en ce qui concerne la propriété foncière, que l'impôt pèse d'une façon fort inégale entre les divers départements. Ainsi que cela a été dit, la péréquation, seul remède possible à cette situation, est impraticable. Quoi qu'il en soit, des renseignements recueillis par la sous-commission et consignés dans le rapport, il résulte que la propriété immobilière, en France, représente un revenu de 3,216,000,000 de francs (propriétés rurales et propriétés bâties) pour lequel l'impôt foncier, l'impôt mobilier et l'enregistrement s'élèvent à 615,691,532 francs.

A ce chiffre, il convient d'ajouter la charge de la dette hypothécaire qui est de 840,000,000 de francs, ce qui porte au chiffre total de 1,455,691,532 francs, la charge pesant sur la propriété immobilière.

Il importe, en outre, de remarquer, au sujet de l'impôt mobilier, que de très grandes différences se produisent dans sa perception et qu'il est loin d'être établi sur des bases proportionnelles. Ainsi, à Paris, la contribution personnelle et mobilière ne frappe pas les loyers inférieurs à 400 francs; mais, par contre, pour un loyer de 401 à 600 francs, on paye 3 %;

—	601 à 1,000	—	5 %;
—	1,001 à 1,500	—	7 %;
—	1,501 et au-dessus	—	9 %.

Cet impôt ainsi établi est évidemment progressif, ce qui est contraire à notre constitution et au principe d'égalité proportionnelle. Il est enfin utile de remarquer que ce dégrèvement complet, appliqué aux loyers de 400 francs et au-dessous, contribue à attirer vers Paris et les grandes villes qui agissent de même une partie des populations des campagnes, au grand détriment de celles-ci.

Quant aux valeurs mobilières, les impôts qui les frappent s'établissent de la manière suivante :

Enregistrement	100,802,956 francs
Timbre.	35,594,934
Moitié de la somme de 241,849,460 francs comprenant indistinctement dans le budget les valeurs mobilières et immobilières (enregistrement et timbre, contribution personnelle et mobilière, contribution des portes et fenêtres)	120,924,730
Patentes	99,143,427
Contribution spéciale aux chemins de fer.	55,507,801
Total	411,473,808 francs

En ce moment, dit le Rapporteur en terminant, le Corps

législatif est saisi de plusieurs propositions ayant pour objet une réduction sur le droit d'entrée des vins, et la réduction ou la suppression des droits d'octroi. Il est donc nécessaire de penser à suppléer les impôts qui seraient diminués ou supprimés. C'est par ce motif que la sous-commission propose à la Commission supérieure d'exprimer le vœu que le Gouvernement fasse étudier ces graves questions et en facilite l'étude par les Corps constitués, au moyen de la réunion et de la communication complète de tous les documents qui s'y rattachent.

M. FOUBERT, *chef de bureau à la Direction de l'Agriculture et secrétaire de la Commission supérieure*, présente quelques observations relatives au mode de perception, à Paris, de la contribution mobilière. Cet impôt, il est vrai, présente en apparence le caractère d'un impôt progressif; mais il ne l'est pas en réalité. Il est hors de doute, en effet, que le chiffre du loyer est dans une proportion d'autant moins forte avec le revenu total que ce revenu lui-même est plus élevé. Ainsi l'individu qui possède un revenu de 2,000 francs aura souvent un loyer de 500 francs, c'est-à-dire du quart de son revenu, tandis que celui qui possède un revenu de 20,000 francs n'aura, la plupart du temps, qu'un loyer de 2 ou 3,000 francs. On a donc, à l'origine, établi une échelle proportionnelle d'où l'on a déduit cette progression, non sur le revenu, mais sur le loyer, de manière à arriver, autant que possible, à faire payer l'impôt mobilier proportionnellement au revenu de celui qui le supporte.

M. DE LAVENAY trouve l'explication de M. Foubert ingénieuse; mais ce raisonnement pourrait être dangereux, parce qu'il pourrait s'appliquer à beaucoup d'autres manifestations de la richesse. Il vaut mieux se reporter à la loi de finances du 3 juillet 1846 qui a confirmé, sinon la manière de faire de la ville de Paris, au moins le principe de son système. Là, on n'est pas sorti du principe de l'impôt proportionnel.

La loi dit ceci : Les villes qui ont un octroi sont autorisées à prélever, sur les revenus de cet octroi, une certaine somme pour dégrever les petits loyers. Alors, dans quelques grandes villes, on a fait le calcul suivant : Si l'on appliquait à tout le monde la

proportionnalité de l'impôt, cet impôt représenterait, par exemple, 7 %; nous allons prélever, du montant de chaque loyer, une certaine somme sur l'octroi; pour les loyers de 400 francs et au-dessous, nous payerons l'intégralité de l'impôt; pour les loyers de 401 à 800 francs, par exemple, nous payerons la moitié de leur impôt; pour les loyers de 801 à 1,500 francs, nous payerons le quart; les loyers au-dessus de 1,500 francs payeront l'impôt tout entier. Mais l'Etat établit son impôt proportionnellement sur tous les loyers; c'est la ville qui, sur son octroi, rembourse progressivement les petites cotes. Le principe de l'impôt n'est donc pas dénaturé. C'est un dégrèvement progressif aux frais de la ville; mais l'assiette de l'impôt est établi proportionnellement.

Des plaintes se sont élevées à Paris parce que, pour diminuer le sacrifice que la ville aurait à faire sur son octroi, on a sur-élevé le contingent général; on l'a fixé à 9 %, tandis qu'il ne devrait être que de 7 ou 7 1/2 %. On a donc dépassé de 2 % environ la faculté donnée par la loi.

L'orateur approuve d'ailleurs pleinement les conclusions du rapport de M. de Veauce. Il est utile que le Gouvernement se livre à des études sérieuses, ne fût-ce que dans le but d'être bien armé pour combattre les innovations dangereuses.

M. LE GÉNÉRAL DE BÉVILLE condamne énergiquement la faculté donnée aux grandes villes de décharger de tout impôt une partie de leurs habitants. Toutes les personnes qui s'intéressent à l'agriculture déplorent le courant qui entraîne les habitants des campagnes vers les grands centres d'agglomération. Il est regrettable qu'une loi favorise cette propension.

M. LARRABURE voudrait prendre la question dans sa généralité. C'est une grave erreur, suivant lui, que de considérer les valeurs immobilières comme surchargées d'impôts comparativement aux valeurs mobilières. C'est le contraire qui est la vérité et l'orateur le sait par lui-même, étant à la fois propriétaire des unes et des autres. C'est surtout aux chemins de fer qu'on adresse le reproche de ne supporter aucune charge; or, en approfondissant les choses, on voit que les chemins

de fer donnent à l'Etat des bénéfices énormes, que M. de Talhouët n'a pas évalués à moins de 110 millions, en contributions de toute nature, telles que : impôt du dixième des places, timbre des récépissés et lettres de voiture, transport gratuit des dépêches et envois quelconques de l'Administration des postes, transport également gratuit des militaires et marins, ainsi que des préfets, agents des contributions directes, gendarmes, commissaires de police, etc. D'après les renseignements fournis par M. de Talhouët, les sommes distribuées, pour 1866, aux actionnaires, ont été de 350 millions, et l'Etat a perçu environ 100 millions, soit 21 %.

En 1862, la Compagnie des omnibus a distribué à ses actionnaires 1,400,000 francs et a payé à l'Etat 1,434,000 francs, c'est-à-dire 34,000 francs de plus que ce qu'elle a donné à ses actionnaires.

En résumé, l'Etat perçoit, par les contributions indirectes, 1,200,000,000 de francs, et cette somme énorme est supportée par la totalité des fortunes de France, par les fonctionnaires sur leurs traitements, par tous les gens de commerce, en un mot par tous ceux qui vivent de leur salaire aussi bien que par ceux qui possèdent des immeubles.

Une chose cependant doit être considérée en ce qui touche l'imposition des valeurs mobilières, c'est le côté politique que présente cette question : Paris tend à devenir le grand marché des capitaux de l'Europe ; si l'on tourmente le capital sous diverses formes, il fuira de notre pays, au grand détriment des intérêts financiers et de tous les intérêts sociaux.

Il faut enfin remarquer que les valeurs mobilières sont dans un état d'infériorité notable, à raison des risques qu'elles courent dans les cas de crise politique ; à ce point de vue encore, elles méritent les plus grands ménagements.

L'orateur croit enfin que, lorsqu'il existe dans un pays des impôts acceptés par tout le monde, ces impôts sont encore les meilleurs et qu'il ne faut y toucher qu'avec une certaine circonspection.

M. DE PARIEU, *président du Conseil d'Etat*, ne pense pas qu'un

impôt sur les valeurs mobilières puisse avoir pour résultat d'éloigner de notre marché les capitaux. A l'étranger, les valeurs mobilières payent des impôt très considérables en frais de correspondances, d'envois de fonds, de pertes de change, d'où résulte une réelle supériorité en faveur des valeurs françaises.

L'orateur pense, en outre, que les charges pesant sur les valeurs mobilières sont infiniment moins lourdes que celles qui grèvent les propriétés foncières. Que l'on suppose deux héritiers recevant, l'un un immeuble de 500,000 francs, l'autre une somme égale de 500,000 francs en valeurs mobilières. Le premier paye l'impôt foncier, auquel s'ajoutent les impôts communs et départementaux ; le second ne paye rien, sauf les droits de mutation.

On a parlé de l'impôt du dixième du prix des places pour les chemins de fer ; mais cet impôt pèse sur les voyageurs et non sur les actionnaires, dont il ne diminue en rien les revenus.

Enfin le propriétaire foncier supporte l'impôt mobilier aussi bien que celui qui ne possède que des valeurs mobilières.

En résumé, l'impôt mobilier est neutre, en ce sens qu'il atteint toutes les fortunes mobilières ou immobilières, et la conséquence à en tirer, c'est qu'il y a beaucoup de vrai dans les assertions de M. de Veauce, et que la question mérite d'être étudiée. — L'orateur appuie donc les propositions de la sous-commission.

Après quelques autres observations présentées par différents membres, la discussion est close et, sur la proposition de M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Louvet*), la Commission supérieure adopte un vœu ainsi conçu :

ETUDIER LES MOYENS DE PARVENIR A UNE PLUS ÉGALE RÉPARTITION DANS L'ASSIETTE DES IMPÔTS, SUIVANT LES DIVERSES NATURES DE FORTUNES MOBILIÈRES OU IMMOBILIÈRES.

NOTA. — Nous avons cru devoir donner un développement exceptionnel à l'importante discussion de l'impôt sur le revenu. Nous nous permettrons d'y ajouter quelques réflexions.

Ainsi qu'on l'a vu dans l'analyse du rapport de M. le baron de Veauce, le

question n'est pas nouvelle ; elle s'est produite à diverses reprises, et bien qu'elle ait sans cesse échoué devant les Assemblées délibérantes. elle est loin d'être abandonnée par l'école d'économistes qui la soutient. Repoussée en 1849, en 1850 et en 1863, elle l'a été de nouveau par l'Assemblée nationale, dans sa session de 1872, et, dans ces discussions successives. les mêmes arguments *pour* et *contre* ont été développés souvent avec une grande éloquence et grande puissance de raisonnement.

Nous ne saurions avoir la prétention de trancher un tel litige ; toutefois il est permis de dire, ce qui ne semble pas d'ailleurs contesté, même par les partisans les plus convaincus de la motion, que les difficultés d'application constituent un obstacle, sinon insurmontable, du moins insurmonté jusqu'ici, devant lequel on a dû s'arrêter.

De l'ensemble du rapport de la sous-commission et de la discussion devant la Commission supérieure, ressortait le vœu exprimé d'une manière générale, que l'on pût arriver à dégrever la propriété foncière. Nous avons reproduit presque textuellement un passage du rapport dans lequel M. le baron de Veauce disait : « Si la sécurité et l'entente des nations permettaient un désarmement général, le mouvement des affaires aidant et la tranquillité politique venant à le permettre, on pourrait peut-être, un jour, accomplir cette grande réforme de substituer *un impôt unique et proportionnel sur tous les revenus*, aux impôts directs que nous avons aujourd'hui ; alors peut-être nos mœurs et notre caractère permettraient-ils qu'on puisse s'en rapporter à la simple déclaration de chacun, comme cela se fait en Angleterre, en Prusse et dans beaucoup de pays de l'Europe, sans avoir recours à des mesures inquisitoriales et vexatoires ; mais les choses ne sont pas dans un tel état, et le maintien du *statu quo* est indispensable. »

C'est au mois de mars 1870 que s'exprimait ainsi le Rapporteur de la sous-commission. Quelques mois plus tard survenaient la guerre et les épouvantables désastres qui ont accablé la France, dans les funestes années 1870 et 1871.

Depuis lors, toute pensée de désarmement général a disparu ; non-seulement la France, mais encore toutes les nations de l'Europe ont augmenté leurs forces militaires dans des proportions considérables, sacrifiant les intérêts de l'agriculture, du commerce et de l'industrie à l'intérêt dominant de leur propre sécurité. Loin d'atténuer les impôts et de dégrever la propriété mobilière ou immobilière, notre malheureux pays a dû faire appel à toutes les sources possibles de revenu et augmenter notablement toutes les charges, créant de nouveaux impôts et élevant ceux qui existaient déjà, afin de payer les dettes énormes contractées pendant cette période douloureuse.

Nous ne ferons pas ici l'énumération de toutes les lois fiscales que l'Assemblée nationale a dû rendre sous la pression de ces cruelles nécessités ; les

unes frappent des objets jusqu'alors exempts de tous droits ; les autres élèvent des taxes déjà établies ; nous nous bornerons à mentionner celles de ces lois qui se rattachent directement au sujet qui nous occupe :

1^o LOI DU 28 JUIN 1872, sur le revenu des créances hypothécaires.

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} janvier 1873, il sera prélevé une contribution de 3 %, sur le revenu des créances hypothécaires. Cette contribution est à la charge du créancier.

ARTICLE 2. — Seront exemptées de cette contribution les créances en représentation desquelles sont émises des obligations, valeurs ou titres ayant à acquitter l'impôt sur les valeurs mobilières.

2^o LOI DU 29 JUIN 1872, sur le revenu des valeurs mobilières

ARTICLE PREMIER. — Indépendamment des droits de timbre et de transmission établis par les lois existantes, il est établi, à partir du 1^{er} juillet 1872, une taxe annuelle et obligatoire :

1^o Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toutes natures des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création ;

2^o Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, des communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, entreprises et compagnies ci-dessus désignées ;

3^o Sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêts et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises, dont le capital n'est pas divisé en actions.

ARTICLE 2. — Le revenu est déterminé :

Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;

Pour les parts d'intérêts et commandites...

ARTICLE 3. — La quotité de la taxe établie par la présente loi est fixée à 3 % du revenu des valeurs spécifiées en l'article 1^{er}.

ARTICLE 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunt, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi, sur le revenu des valeurs françaises.

3^e LOI DU 16 JUILLET 1872, *sur les patentes.*

ARTICLE PREMIER. — En sus des centimes généraux sans affectation spéciale, il sera perçu, au profit du Trésor, pour l'année 1873, 0 fr. 60 c. additionnels au principal de la contribution des patentes...

ARTICLE 3. — Il sera procédé à la révision de la loi des patentes, et les résultats de cette révision seront soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale.

Opérer la péréquation de l'impôt foncier.

DISCUSSION. — Séance du 4 décembre 1868.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) lors de l'examen préliminaire de cette question, dans la séance du 4 décembre 1868, rappelle les règles qui président à l'établissement de l'impôt foncier. Une loi de finances répartit, chaque année, l'impôt entre tous les départements de la France; dans chaque département, le Conseil général répartit, entre les divers arrondissements, l'impôt du département; à son tour, chaque conseil d'arrondissement opère une répartition analogue entre les différentes communes.

Depuis un certain nombre d'années, la répartition faite par la loi de finances entre les départements est restée uniforme, bien que les situations respectives de ces départements se soient modifiées pour quelques-uns, soit en plus, soit en moins. Une modification dans l'assiette de l'impôt aurait dû équitablement s'ensuivre, et la *péréquation* a, en effet, été l'objet de nombreuses demandes en 1848, 1849 et 1850; l'Administration des finances a été chargée d'entreprendre des travaux dans ce but; mais on a bientôt reconnu les inconvénients considérables qu'il y aurait à changer la part afférente, depuis de longues années, à chaque département, dans l'impôt foncier, et il a été convenu qu'on procéderait par voie de réduction plutôt que par une répartition nouvelle.

Mais si l'on a cru devoir renoncer à une péréquation générale,

il n'en est pas de même des modifications que chaque Conseil général peut introduire dans le département, pour la répartition entre les divers arrondissements. L'orateur cite notamment le département de la Gironde, composé de cinq arrondissements, dont trois sont, en grande partie, occupés par des landes. Ces terrains n'avaient autrefois qu'une valeur presque nulle (un franc par hectare); depuis lors, des travaux de toute nature, tels que routes, chemins de fer, etc., ont considérablement augmenté cette valeur, qui est aujourd'hui d'environ 150 francs par hectare, et modifié ainsi la situation respective des arrondissements, celle des deux arrondissements où il n'existe pas de landes étant restée à peu près la même. Le Conseil général a tenu compte de cette modification. Il a diminué l'impôt foncier dans les deux arrondissements dont la situation n'a pas varié, et il a reporté l'équivalent sur les trois arrondissements dont la richesse avait subi une augmentation.

Cet exemple prouve, dit le Ministre, que, par le jeu de nos institutions, la péréquation de l'impôt foncier peut, dans une mesure qui satisfait tous les intérêts légitimes, s'opérer dans l'intérieur d'un département.

M. LE BARON DE LADOUCKETTE fait connaître qu'un fait analogue s'est passé dans le département de la Moselle.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE REPOUSSE LA PRISE EN CONSIDÉRATION.

Exempter l'agriculteur de la patente, lorsqu'il se borne à fabriquer avec les produits naturels de sa terre.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 4 décembre 1868

Lors de la discussion préliminaire ouverte sur cette question dans la séance du 4 décembre 1868, M. DE LAVENAY fait connaître qu'elle se pose à propos d'une jurisprudence du Conseil d'Etat, qui a jugé que les transformations des produits de la terre par des procédés simplement agricoles ne pouvaient donner droit à la perception d'aucune taxe de patente; mais que,

quand on établissait une véritable usine sur sa propriété, qu'on employait des agents chimiques, mécaniques, la fabrication, prenant un caractère industriel, ne devait plus être exempte de la patente, par le motif que, dans une fabrication d'une certaine importance, il est à peu près impossible de ne consommer que les produits de sa terre.

M. GRIMPREL, *Directeur général des Contributions directes*, dit que ce droit est perçu par application de l'article 18 de la loi du 18 mai 1850, ainsi conçu : « Ne sont point considérées comme » donnant lieu à l'exemption de patente prévue à l'article 13, » § 4 de la loi du 25 avril 1844, les transformations des récoltes et fruits pratiquées au moyen d'agents chimiques, de machines ou ustensiles autres que ceux qui servent aux travaux habituels de l'agriculture. » En vertu de ce texte, les distilleries de betteraves, les fabriques de féculs, les amidonneries, les fabrications d'essences et toutes les industries analogues sont soumises à la patente.

Après de courtes observations de M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) et de M. DARBLAY, la question est prise en considération et renvoyée à une sous-commission, au nom de laquelle M. MIGNERET a présenté un rapport qui peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. MIGNERET.

Le Rapporteur indique tout d'abord l'origine et la portée de l'impôt des patentes. — Etabli par la loi du 2-17 mars 1791, supprimé le 21 mars 1793, il fut rétabli le 4 thermidor an III, et définitivement organisé par la loi du 1^{er} brumaire an VII. Il est certain qu'il n'atteint, en fait, dans l'acception ordinaire et usuelle du mot, que le commerce, l'industrie et les métiers. Aussi la loi de l'an VII exempte-t-elle formellement *les cultivateurs pour la vente des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou sont exploités par eux, et pour le bétail qu'ils y élèvent.*

De son côté, la loi du 25 avril 1844 maintient en dehors de la patente... *les laboureurs et cultivateurs pour la vente et mani-*

pulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou qu'ils exploitent, et pour le bétail qu'ils y élèvent, entretiennent ou engraisent.

L'article 18 de la loi du 18 mai 1850 ci-dessus relaté a fait disparaître cette exemption, et il est assez singulier que cette innovation considérable, en principe, n'ait été motivée ni dans l'exposé des motifs ni dans le rapport.

Le principe de la loi de 1844 et des lois précédentes est que la culture n'est ni une profession assimilable à un commerce, ni une profession industrielle, et que la conversion en argent des produits du sol et de leur mise en circulation dans le commerce est une conséquence naturelle et nécessaire de la culture.

Le principe de la loi de 1850, au contraire, est que l'agriculture jouit d'un privilège dont l'étendu doit être restreinte à la culture seule, et que la transformation de tout produit agricole, à l'aide d'un agent chimique ou mécanique, constitue une industrie, sans qu'il soit nécessaire d'autres circonstances. Ce principe, dans son application, livre à des appréciations très arbitraires la situation de l'agriculture perfectionnée. Aussi de nombreuses réclamations se sont-elles élevées, particulièrement devant le Corps législatif, lors de la discussion du budget de 1869. M. Dalloz s'en est fait l'organe en proposant un amendement ainsi conçu : « Cesseront d'être compris parmi les patentés, « les propriétaires ou fermiers, qui, utilisant la pulpe pour l'en-
« graissement du bétail, transforment en trois-six les betteraves
« qu'ils cultivent. »

La commission du budget proposait seulement de réduire à moitié la patente due par les fabriques travaillant moins de trois mois par an.

L'amendement de M. Dalloz fut repoussé ; mais le Rapporteur s'efforce de démontrer que les arguments invoqués en faveur de cet amendement reposaient sur des fondements sérieux, et il pense qu'il y a lieu de revenir au principe de la loi de l'an VII et de celle de 1844, en ce sens que le cultivateur ne doit pas être considéré comme commerçant lorsqu'il se borne à transformer les produits de ses propres terres. A l'aide des rensei-

gnements fournis par le Ministre des finances, il établit que les résultats de cette perception ne sont ni très productifs pour le Trésor, ni très onéreux pour l'agriculture ; mais la question présente une importance sérieuse au point de vue des principes.

La loi de 1850 a été une dérogation manifeste à la ligne de démarcation maintenue entre le revenu des capitaux employés au commerce ou à l'industrie et le revenu de la propriété foncière assis sur les récoltes. Du moment où l'agriculteur, qui a payé l'impôt foncier, peut, sur le prétexte qu'il emploie tel procédé plutôt que tel autre, être assimilé à un manufacturier à raison des transformations qu'il fait subir à ses récoltes, il est exposé, d'assimilation en assimilation, à payer presque généralement cet impôt des patentes qui a été imaginé et créé pour atteindre une autre espèce de richesses et soulager ainsi la propriété immobilière.

La sous-commission propose, en conséquence, de recommander à l'attention du Gouvernement le vœu émis dans l'Enquête pour l'abrogation de l'article 18 de la loi du 18 mai 1850.

DISCUSSION — Séance du 9 juillet 1869.

Le rapport de M. Migneret est venu en discussion devant la Commission supérieure dans la séance du 9 juillet 1869.

Après le résumé fait par le rapporteur des motifs et des conclusions de la sous-commission, M. GRIMPREL, *Directeur général des Contributions directes*, tout en reconnaissant que le retrait de l'article 18 de la loi du 18 mai 1850 n'entraînerait, dans la perception, pour l'objet particulier dont il s'agit, c'est-à-dire les distilleries, qu'une réduction d'environ 15,000 francs, déclare que cette abrogation pourrait avoir des conséquences beaucoup plus graves, car il y a un groupe considérable d'industries qui rentrent dans la même catégorie, telles que les féculeries, les amidonneries et même les fabriques de sucre. L'orateur ne voit pas pourquoi ceux qui se livrent à la culture forestière, par exemple, ne réclameraient pas pour que toutes les industries qui emploient le bois se trouvent comprises dans la mesure.

La question est donc plus générale que ne l'a dit M. Migneret.

Le personnel des contrôleurs est insuffisant pour les recherches qui deviendraient nécessaires s'ils devaient s'enquérir de l'origine des matières employées par tel industriel, par tel manufacturier. Pour suffire à ces exigences nouvelles, il faudrait augmenter le nombre des agents et, par suite, les frais d'assiette, et recourir en outre à un système de surveillance presque constante.

Au point de vue de la justice distributive, la question présente également un intérêt; l'exonération qu'on réclame pour ceux qui fabriquent de l'alcool ou de l'eau-de-vie avec leurs propres produits, ne profitera qu'aux gros cultivateurs, car il faut une exploitation d'au moins 300, 400 ou 500 hectares pour alimenter une distillerie. Le grand cultivateur qui pourra alimenter sa distillerie avec les seuls produits de ses terres sera donc exempt de patente, tandis qu'on en exigera une du petit cultivateur qui devra suppléer à l'insuffisance de sa production propre, en achetant les produits de ses voisins.

L'orateur se prononce donc pour le maintien de l'état de choses existant.

M. DU MIRAL combat l'argumentation du Directeur général des contributions directes. Il fait connaître qu'en ce moment même, il établit, dans le département de la Creuse, une distillerie qu'il alimentera avec les seuls produits de ses cultures en betteraves; il est, en même temps, propriétaire, dans le département du Puy-de-Dôme, de cultures de betteraves dont il vend les produits aux distilleries existantes dans ce pays, et il considère cette dernière situation comme préférable à la première. Du reste et avant tout, ce qu'il veut soutenir, c'est le principe qu'on ne doit pas considérer comme un commerçant ou un industriel l'agriculteur qui se borne à transformer ses propres produits.

M. DE BOUREUILLE combat la proposition de la sous-commission, en s'appuyant sur les fraudes auxquelles le dégrèvement proposé pourrait donner lieu.

M. MIGNERET, rapporteur, réfute cette objection. Suivant lui, la répression serait facile, ainsi que le prouve ce qui se passe

dans les pays de vignobles, où le vigneron est exempt de la patente lorsqu'il fabrique de l'eau-de-vie avec son propre vin, tandis que, près de lui, le bouilleur, qui achète du vin pour fabriquer de l'eau-de-vie, paye patente sans songer à élever de réclamation. Enfin, ce qui est surtout important, comme l'a dit M. du Miral, c'est de sauvegarder la question de principe.

Après échange de quelques autres explications entre différents membres, LA COMMISSION SUPÉRIEURE ADOPTE LES CONCLUSIONS DE LA SOUS-COMMISSION ET RECOMMANDE A L'ATTENTION DU GOUVERNEMENT LE VOEU ÉMIS DANS L'ENQUÊTE POUR L'ABROGATION DE L'ARTICLE 18 DE LA LOI DU 18 MAI 1850.

§ 2. — IMPOTS INDIRECTS

Droits de mutation et d'enregistrement. — Diminuer les droits de mutation et d'enregistrement. — Tenir compte, dans les calculs des droits de mutation par décès, du passif régulièrement établi. — Accorder un délai plus grand et des facilités de libération aux débiteurs des droits de mutation. — Autoriser le payement des droits de mutation par annuités. — Diminuer les droits sur les baux. — En autoriser la perception par annuités.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 4 décembre 1868.

Après une discussion très sommaire dans la séance du 4 décembre 1868, toutes ces questions ont été prises en considération et renvoyées à une sous-commission au nom de laquelle M. JOSSEAU a présenté un rapport qui peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. JOSSEAU.

Dans la reproduction des questions soumises à l'examen de la sous-commission, le Rapporteur modifie, pour la préciser davantage, la première de ces questions qu'il énonce ainsi : « Diminuer les droits de mutation *entre-vifs*, à titre onéreux, et par décès. »

Au sujet de cette première question, M. Josseau, après avoir

rappelé les différentes dispositions législatives qui ont frappé de droits les mutations de meubles et d'immeubles, à titre onéreux ou gratuit, fait connaître que, dans l'Enquête de 1866, des réclamations unanimes se sont produites contre l'élévation des droits d'enregistrement qui, lorsqu'un même héritage, par suite de décès successifs, change plusieurs fois de propriétaire dans un espace de temps restreint, peuvent atteindre la valeur même du bien transmis. Le Rapporteur cite, à l'appui de cette assertion, plusieurs extraits de rapports des présidents des enquêtes départementales. (1)

Il passe ensuite en revue la législation des différents Etats sur le même objet et montre que partout ces droits sont fort inférieurs à ce qu'ils sont en France.

En présence des réclamations unanimes qui se sont produites, la sous-commission a pensé qu'il était impossible de ne pas demander une réduction d'impôt; mais elle ne croit pas avoir qualité pour indiquer dans quelles limites et dans quels termes cette réduction doit être opérée.

Sur la seconde question (*déduction du passif régulièrement établi, dans le calcul des droits de succession*), le Rapporteur rappelle que la loi de frimaire an VII prescrit de baser les droits sur la déclaration estimative, *sans déduction des charges*. Ce

(1) Dans un tableau comparatif, M. Josseau indique, d'une part, le tarif des droits établis par la loi du 22 frimaire an VII, et d'autre part, le montant des mêmes droits d'après les tarifs en vigueur en 1869. Nous nous bornerons à mentionner ici les principales augmentations.

MUTATIONS A TITRE ONÉREUX		Loi de l'an VII	En 1869
Immeubles.....		4 %	6.05 %
Meubles.....		2 %	2.20 %
MUTATIONS A TITRE GRATUIT (par décès)			
Immeubles	En ligne directe.....	1 %	1 %
	Entre collatéraux ou étrangers.	5 %	de 7.15 à 9.90 %
Meubles..	En ligne directe.....	0.25 %	1.10 %
	Entre collatéraux ou étrangers.	1.25 %	de 7 à 9.90 %
ENTRE ÉPOUX (par décès)			
Immeubles.....		2.50 %	3.30 %
Meubles.....		0.75 %	3.30 %

mode de supputation, contraire à l'équité, froisse vivement les populations, et il est évident, en effet, qu'il est inique de frapper une succession de 200,000 francs, par exemple, du droit correspondant à ce chiffre, lorsque cette succession comporte un passif de 100,000 francs qui la réduit à moitié.

Les objections à la réforme demandée se réduisent à trois : 1° perte pour le Trésor ; 2° difficulté, dans l'application, de distinguer les dettes sincères de celles qui ne le sont pas ; 3° immoralité d'une réforme qui constitue un appât permanent à la fraude, en dégrévant d'autant plus le contribuable qu'il est plus habile à tromper.

Sans méconnaître ce qu'il peut y avoir de fondé, en partie, du moins, dans ces objections, la sous-commission a pensé qu'il était de la dignité de l'Etat de maintenir toujours l'équité à côté de la légalité.

Elle s'est demandé, en outre, s'il était bien équitable que, par suite de décès réitérés dans une même famille, dans un intervalle relativement très court, le dernier propriétaire reçut un héritage qui aurait supporté deux, trois, quatre fois, dans un court délai, la totalité des droits. Elle a pensé qu'en cette occurrence, ce n'était plus sur le revenu, mais sur le capital même d'une fortune privée que portait l'action du fisc, et qu'un moyen assez simple s'offrait de la faire rentrer dans ses justes limites.

On pourrait, en effet, en fixant à cinq ans la durée de la période d'évolution successorale à l'expiration de laquelle le droit serait de nouveau dû en totalité, diviser ce droit par cinquièmes et accorder à chaque héritier survenant pendant le cours de cette période une déduction correspondante aux cinquièmes à courir.

En ce qui concerne la *prolongation du délai de déclaration des successions et la facilité de libération pour les droits de mutation par décès*, la lecture des pièces de l'Enquête montre que cette question a été traitée presque partout et que l'on a demandé généralement une réforme de la législation actuelle.

Sur ce point, la sous-commission serait d'avis que, pour concilier les intérêts du Trésor et ceux des contribuables, on séparât

l'époque du paiement de celle de la déclaration et qu'on maintint, pour celle-ci, le délai actuel de six mois à partir du décès, mais qu'on accordât une année pour le paiement qui, sous l'empire des règlements en vigueur, doit précéder l'enregistrement.

Sur la quatrième question relative au *payement des droits de mutation par annuités*, la sous-commission a, par les considérations précédemment indiquées, substitué à ce mode une compensation qu'elle croit de nature à satisfaire tous les intérêts.

Relativement à la *diminution du droit sur les baux*, le Rapporteur dit qu'aux termes de la loi du 16 juin 1824, qui les a modérés d'une manière assez sensible, ces droits ne sont plus que de 20 centimes %, sur le prix cumulé de toutes les années que comporte la durée du bail. Cette législation est assurément un adoucissement de celles qui l'ont précédée ; mais, au point de vue de l'agriculture, elle présente le grave inconvénient de la multiplication du droit par le nombre des années. L'impôt ainsi calculé constitue une lourde charge qui incombe au fermier ; il lèse d'ailleurs l'équité dans le cas où le bail divisé en périodes est résilié avant le terme extrême, toujours pris pour base du droit à payer, puisqu'il atteint une jouissance qui n'existe pas. En outre, il s'oppose aux progrès de l'agriculture auxquels les longs baux sont nécessaires.

Une nouvelle réduction de l'impôt, de moitié, par exemple, et la répartition du paiement sur toute la durée du bail, en rendraient le poids insensible. Le Trésor y gagnerait d'ailleurs, car les baux authentiques évités aujourd'hui surtout à cause de l'enregistrement, tendraient à se substituer aux actes par sous-seings privés, ou tout au moins ces derniers seraient toujours soumis à l'enregistrement.

Enfin, et c'est là le point important, l'enregistrement serait le moyen le plus efficace pour connaître les forces réelles des successions et éviter les dissimulations après décès.

Sur la sixième question (*division en annuités de la perception fiscale relative aux baux à ferme*), le Rapporteur dit que ce mode de paiement a soulevé deux objections :

D'une part, a-t-on dit, fractionner le paiement, c'est porter

dommage au Trésor, parce que le débiteur peut devenir insolvable ou prétendre que le bail enregistré a été déchiré de commun accord et remplacé par des conventions verbales;

D'autre part, on a allégué que la division réclamée transférerait la perception des annuités à la Régie des contributions directes.

Le Rapporteur conteste le bien fondé de ces deux objections.

L'insolvabilité du fermier n'est pas à craindre, parce qu'à son défaut, le bailleur est tenu de l'acquit des droits d'enregistrement, et que d'ailleurs ils ont en garantie un mobilier, un cheptel et des récoltes.

Quant au transfert de la perception à la Régie des contributions directes, c'est là une affaire d'organisation administrative dont la Commission n'a pas à se préoccuper.

La sous-commission émet donc un vœu dans le sens de la répartition en annuités du droit des baux.

Elle a examiné ensuite, comme se rattachant aux questions qui précèdent, un dernier point d'une extrême importance et qui peut se résumer ainsi : *substitution d'un droit proportionnel au droit fixe de timbre, pour les actes relatifs aux transmissions de propriété.*

La sous-commission est d'avis que cette réforme doit être demandée, et elle pense que cette mesure, loin de porter dommage au Trésor, lui serait favorable, car elle faciliterait à la petite propriété les moyens de purger et de régulariser ses mutations.

En résumé, la sous-commission propose d'émettre les vœux suivants :

1° *Diminution des droits de mutation par décès, et entre-vifs, à titre onéreux ;*

2° *Déduire, dans le calcul des droits de mutation par décès, le passif régulièrement établi ;*

3° *Tenir compte, au profit du nouvel héritier, lorsque la mutation par décès portera sur un immeuble ayant acquitté précédemment, dans un espace de moins de cinq années, les droits de mutation, d'autant de cinquièmes du droit qu'il y aura d'années à courir pour atteindre le terme de la période quinquennale ;*

4° *Séparer, dans les successions, l'époque de la déclaration de*

celle du paiement des droits ; accorder, pour la première, un délai de six mois, et, pour la seconde, un délai d'un an ;

5° Réduire à 10 centimes le droit d'enregistrement sur les baux et en autoriser le paiement par annuités ;

6° Substituer le droit proportionnel au droit fixe de timbre dans les actes relatifs aux mutations de propriétés immobilières.

A ce rapport est annexé un état des diminutions des droits d'enregistrement et de timbre qui résulteraient de l'adoption des propositions ci-dessus.

Le total de ces diminutions s'élève à la somme de 100,281,000 francs.

DISCUSSION. — Séance du 15 février 1870.

La discussion du rapport de M. JOSSEAU a eu lieu, devant la Commission supérieure, le 15 février 1870.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Louvet*) pose la question de savoir dans quelle mesure la sous-commission demande l'abaissement des droits et par quoi elle comblera les vides que cette réduction amènera dans les caisses du Trésor.

M. JOSSEAU, *rapporteur*, ne pense pas que la Commission supérieure ait à s'occuper de pourvoir au déficit qui résulterait de réductions d'impôts proposées par elle. Organe des vœux de l'agriculture, elle les traduit, elle les exprime, non pas au Corps législatif, mais au Gouvernement à qui il appartiendra de rechercher les moyens de supprimer les charges et de combler les déficits.

M. GRESSIER combat l'opinion de M. Josseau. Suivant lui, la Commission supérieure ne doit pas se borner à reproduire les vœux, même unanimes, qui se sont produits dans l'Enquête ; elle doit non-seulement indiquer ceux de ces vœux qui lui paraissent utiles, mais encore faire connaître ceux qui lui semblent réalisables et possibles.

Il serait absolument impossible d'admettre les six vœux exprimés par la sous-commission ; celle-ci aurait donc dû signaler ceux de ces vœux qu'il importerait principalement de recommander au Gouvernement, indiquer le montant des pertes qui résulteraient, pour le Trésor, de leur adoption, et enfin faire

connaître, par aperçu, les voies et moyens à l'aide desquels on espérerait arriver à ce résultat.

M. Roy, *Directeur général du Timbre et de l'Enregistrement*, dit qu'en réduisant simplement le droit de vente de 5,50 à 4 %., en diminuant d'un quart les droits de succession, en continuant ses calculs avec la même modération sur les autres points et en ne tenant compte de la sixième proposition que pour mémoire, il est arrivé à un chiffre de 91,200,000 francs. Il reconnaît toutefois que ce chiffre aurait besoin d'être confirmé par des renseignements précis qu'il offre de réunir.

Après l'échange de quelques observations, la Commission supérieure ajourne la suite de la discussion à la prochaine séance, afin que M. Roy puisse produire un tableau présentant, avec toute l'exactitude possible, les chiffres des déficits qui résulteraient des abaissements de droits proposés.

Séance du 22 février 1870.

A la séance suivante, M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ENREGISTREMENT produit le tableau demandé, dont il a été fait mention plus haut, et qui peut se résumer de la manière suivante :

	Perte pour le Trésor.
1° Ventes et soultes d'échanges	34,911,000 fr.
2° Licitations et soultes de partages	2,150,000
3° Echanges	(mémoire.)
4° Transmissions entre-vifs à titre gratuit	5,107,000
5° Mutations par décès	24,838,000
6° Déduction du passif régulièrement établi	25,000,000
7° Tenir compte au nouvel héritier d'autant de cinquièmes du droit immobilier qu'il y aura d'années à courir pour atteindre le terme d'une période quinquennale	5,000,000
8° Accorder un délai d'un an pour le paiement des droits de mutation par décès	2,000,000
9° Diminution du droit sur les baux	1,275,000
10° Division en annuités pour le paiement du droit sur les baux	(mémoire.)
11° Substitution du droit proportionnel au droit fixe de timbre	(mémoire.)
TOTAL	100,281,000 fr.

M. LE BARON DE BENOIST est d'avis qu'avant d'entrer dans la discussion de la réduction des impôts, il serait utile de rechercher, dans une discussion générale, si l'agriculture est en décadence ou en progrès.

Or, des faits consignés dans l'Enquête, il résulte évidemment, suivant l'orateur, que l'agriculture a constamment suivi une marche progressive. La condition des populations rurales s'est constamment améliorée, l'agriculture gagne du terrain et les signes de cette prospérité frappent tous les yeux.

L'orateur ne s'oppose pas, d'ailleurs, à des réformes sur certains points, notamment en ce qui concerne la déduction du passif des successions, dans le calcul des droits de mutation ; mais, à part cela, il hésiterait beaucoup à demander une réduction sur des droits auxquels on est habitué depuis longtemps et que les populations acquittent sans de grandes difficultés.

M. LE GÉNÉRAL DE BÉVILLE conteste l'opinion de M. de Benoist sur la situation de l'agriculture. Loin de prospérer, celle-ci est dans un état de souffrance très grande ; le mal n'apparaît pas à la surface, mais il est au fond des choses. A l'appui de cette assertion, l'orateur cite des documents statistiques desquels il résulte qu'en moyenne, la consommation de la viande, pour les populations agricoles, est de 17 kilogrammes par habitant. En outre, la production des céréales a été loin de suivre la marche ascendante de la population ; d'où il faut conclure que la fertilité du sol va toujours s'amointrissant, le surcroît de production n'étant dû qu'aux énormes quantités de guano employées comme engrais. L'industrie agricole est donc bien éloignée d'un état de prospérité ; d'où la nécessité, l'urgence même de modifier les impôts et d'entrer largement dans la voie proposée par la sous-commission.

Sur une observation présentée par M. MIGNERET et appuyée par M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Louvet*), la Commission supérieure réserve la discussion générale sur la situation de l'agriculture et rentre dans la discussion des propositions de la sous-commission ; mais elle intervertit l'ordre de ces propositions et, à raison de son importance, elle examine d'abord la seconde,

ayant pour objet de déduire, dans le calcul des droits de mutation par décès, le passif régulièrement établi.

M. JOSSEAU, rapporteur, s'élève avec une grande force contre l'iniquité révoltante, contre l'injustice scandaleuse que consacre la loi de frimaire an VII. Quel que soit le montant de la perte qui résultera pour le Trésor, du retrait de cette mesure inique, la Commission supérieure ne doit pas hésiter à appuyer ce retrait, parce qu'il y a là une question de moralité primant toutes les autres.

M. GRESSIER compare tout d'abord les situations des propriétés immobilières et mobilières vis-à-vis de l'impôt, et il déclare que les premières sont dans une position meilleure.

Que l'on suppose, en effet, d'une part, une créance hypothécaire de 100,000 francs, et d'autre part, une propriété de même valeur donnant un revenu de 3,000 francs. La première payera au Trésor un impôt de 1 % sur son chiffre exact ; pour la seconde, l'impôt se calculera également à raison de 1 %, mais sur un capital de 60,000 francs représentant à 5 %, le capital d'un revenu de 3,000 francs.

Dans un autre ordre d'idées, l'orateur déclare qu'on ne peut, sur le budget des dépenses, opérer aucune économie. A peine, en grappillant sur tous les ministères, réaliserait-on une économie de dix millions. Toute réduction d'un impôt existant entraînerait donc forcément la création d'un nouvel impôt.

L'orateur éprouve donc de très grandes hésitations à admettre les réductions proposées par la sous-commission.

M. LE COMTE DE BUTENVAL réfute les arguments de M. Gressier ; il insiste sur l'unanimité des réclamations qui se sont produites dans tous les départements contre la loi de l'an VII, et conclut pour l'adoption des propositions de la sous-commission.

Après un échange d'observations entre différents membres, la Commission supérieure adopte la proposition relative à la déduction du passif des successions, dans le calcul des droits de mutation.

SUITE DE LA DISCUSSION. — Séance du 25 février 1870.

Dans la séance du 25 février 1870, la discussion s'ouvre sur la première des propositions de la sous-commission : *Diminuer les droits de mutation par décès et, entre-vifs, à titre onéreux.*

M. JOSSEAU, rapporteur, pense qu'il y aurait peut-être lieu d'ajouter ici une réserve indiquée dans la précédente séance et de dire : *aussitôt que l'état des finances le permettra.* Cette réserve semble d'autant plus nécessaire que, d'après les renseignements fournis par l'Administration, la réduction proposée entraînerait, pour le Trésor, une perte de 34 millions.

M. ROY, Directeur général de l'Enregistrement, fait observer que la perte pour le Trésor serait, non pas de 34 millions, comme on vient de le dire, mais bien de 67 millions se composant ainsi qu'il suit :

1° Sur les ventes et soultes d'échanges	34,911,000 fr.
2° Sur les licitations et soultes de partages	2,150,000
3° Sur les mutations par décès	24,838,000
4° Sur les transmissions entre-vifs à titre gratuit . .	5,107,000

TOTAL. 67,006,000 fr.

Le seul énoncé de ce chiffre suffirait à faire rejeter la proposition si elle était présentée dans son ensemble, et sans distinction entre ses différentes parties. L'orateur croit donc nécessaire que la Commission supérieure indique l'ordre dans lequel les dégrèvements devraient avoir lieu, à mesure qu'ils deviendraient possibles. Dans son opinion, le vœu devrait être rédigé de la manière suivante : *Diminuer, dès que la situation des finances le permettra : 1° les droits de mutation à titre onéreux; 2° les droits de mutation à titre gratuit, par décès; 3° les droits de mutation à titre gratuit entre-vifs.*

La Commission supérieure adopte cette rédaction.

SUITE DE LA DISCUSSION.

Elle passe ensuite à l'examen du troisième point : *Tenir compte au profit du nouvel héritier, lorsque la mutation portera*

sur un immeuble ayant acquitté précédemment, dans un espace de moins de cinq années, les droits de mutation, d'autant de cinquièmes du droit qu'il y aura d'années à courir pour atteindre le terme de la période quinquennale.

M. Roy fait observer que l'application d'une telle mesure soulèverait de graves difficultés. Il suppose un immeuble légué par un étranger, puis passant successivement aux mains : 1° du fils du premier héritier, 2° du frère du second, 3° du cousin du troisième héritier. Chacune de ces transmissions donnant lieu à un droit différent, de quel droit fera-t-on remise dans ces diverses évolutions ? Dans certains cas, on arriverait à cette conclusion que le nouvel héritier ne devrait rien payer et aurait même droit à un remboursement.

Divers orateurs, et notamment M. MIGNERET, insistent pour que, dans le cas de décès réitérés, le droit subisse une atténuation. Dans l'opinion de M. Migneret, il est impossible de considérer un héritier du sang comme n'ayant aucun droit à l'héritage qu'il reçoit et comme trop heureux, par conséquent, de payer l'impôt pour un accroissement de fortune inespéré. Ce que l'orateur désire, c'est que le principe soit admis. Quant à l'application, l'Administration saura rectifier ce que le procédé présenté offre d'incomplet.

Après quelques autres observations, la Commission supérieure :
Vote, en principe, le vœu d'une atténuation des droits de mutation par décès ; — et adopte, pour la rédaction de ce vœu, la formule suivante : Mettre à l'étude les moyens de diminuer, dans une équitable proportion, les droits de mutation par décès en ligne directe, lorsque la mutation portera sur un immeuble ayant acquitté précédemment les droits, dans un espace de moins de TROIS années.

SUITE DE LA DISCUSSION. — Séance du 8 mars 1870.

Dans la séance du 8 mars 1870, la Commission supérieure aborde la discussion du § 4 des propositions de la sous-commission : *séparer, dans les successions, l'époque de la déclaration*

de celle du paiement des droits ; accorder, pour la première, un délai de six mois et, pour la seconde, un délai d'un an.

M. ROY, *Directeur général de l'Enregistrement*, croit devoir présenter tout d'abord deux observations basées sur des chiffres.

Le Ministre des finances tient de la loi le droit de proroger les délais de paiement des droits dont il s'agit et il en use, quand la succession est embarrassée. Accorder un délai plus long serait s'exposer à des non-valeurs que l'orateur évalue à 2 millions.

En second lieu, si l'on reporte à un an le délai imparti pour acquitter l'impôt, il y aura un exercice qui sera privé de la moitié des ressources provenant des droits de succession. Le produit de l'impôt pendant six mois étant de 50 millions, le Ministre des finances sera obligé de trouver le moyen, pendant un exercice, d'économiser 50 millions ou d'y pourvoir sur les excédents de recettes du budget.

M. JOSSEAU, *rapporteur*, expose les motifs sur lesquels repose la proposition de la sous-commission. Le délai de six mois actuellement édicté pour le paiement des droits est trop court pour les petits et les moyens propriétaires ; il en met un certain nombre dans la nécessité de recourir à l'emprunt, car les liquidations de successions durent généralement plus de six mois. Il faut, en outre, réaliser les valeurs, en toucher le prix, ce qui est souvent impossible dans un tel délai.

M. CHASSAIGNE-GOYON pense que l'on pourrait parer à l'inconvénient signalé par M. Roy, en autorisant le paiement par douzièmes.

M. ROY se déclare opposé à cette proposition qu'il regarderait comme plus contraire aux intérêts du Trésor que celle même de la sous-commission.

M. GRESSIER croit qu'il serait possible de concilier les intérêts du fisc et ceux des héritiers, en accordant à ceux-ci un délai supplémentaire de six mois pour l'acquittement des droits de mutation, toutes les fois qu'il n'y aurait pas, dans la succession, des valeurs mobilières en quantité suffisante pour le paye-

ment des droits, cas d'ailleurs assez rare. De cette façon, la perte pour le Trésor serait fort réduite.

La proposition est adoptée.

SUITE DE LA DISCUSSION.

La Commission supérieure passe ensuite à l'examen de la cinquième proposition : *réduire à 10 centimes le droit d'enregistrement sur les baux et en autoriser le paiement par annuités.*

Sur la proposition de M. JOSSEAU, *rapporteur*, le vœu est scindé et la discussion s'ouvre d'abord sur la réduction à dix centimes du droit d'enregistrement.

M. JOSSEAU dit que la proposition a surtout pour but d'arriver à l'enregistrement de tous les baux. La réduction proposée se traduirait, en définitive, en un bénéfice pour le Trésor, et tous les baux étant enregistrés, l'Administration arriverait à la connaissance exacte des fortunes.

M. ROY, *Directeur général*, conteste cette opinion. Le droit actuel n'est que de 20 centimes pour 100 francs, et l'abaissement de moitié n'amènerait pas l'enregistrement de tous les baux. Cet abaissement ne constituerait d'ailleurs qu'une remise d'environ 1,250,000 francs au total ; l'intérêt est donc très minime pour l'agriculture. Il est vrai que le droit se perçoit sur le montant des années cumulées, ce qui, pour les baux de dix-huit ans, porte la perception à 3 fr. 60 c. pour 100 francs ; mais ce chiffre même n'est pas bien élevé, et il ne s'agit pas ici d'un droit considérable comme ceux auxquels jusqu'à présent la Commission supérieure a fait le procès.

M. LE GÉNÉRAL DE BÉVILLE ne saurait regarder comme peu onéreux le paiement d'un droit de 3 fr. 60 c. % imposé à un fermier, au moment où il va entrer en jouissance et où il a besoin de toutes ses ressources pour monter son exploitation.

M. ROY, *Directeur général*, formule différentes objections relativement au paiement par annuités. La plus sérieuse, à part les difficultés administratives, est celle qui se rapporte aux conventions verbales, car à une demande de paiement qui lui

serait faite, un locataire serait toujours fondé à répondre que le bail primitif a été remplacé par un bail verbal et qu'il ne doit rien payer. Que l'on rende l'enregistrement de tous les baux obligatoire et le paiement par annuités deviendra possible.

Sur l'ensemble de la proposition, *neuf* membres se sont prononcés *pour l'adoption* et *neuf* membres ont voté *contre*.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Louvet*) fait remarquer que le partage égal des voix entraîne nécessairement le maintien du *statu quo*, et par conséquent le rejet de la proposition de la sous-commission.

SUITE DE LA DISCUSSION.

La sixième proposition de la sous-commission est ensuite mise en discussion ; elle est ainsi conçue : *substituer le droit proportionnel au droit fixe de timbre, dans les actes relatifs aux mutations de propriétés immobilières.*

M. JOSSEAU, *rapporteur*, expose les motifs de cette proposition. On a fait ressortir la disproportion des droits de mutation, suivant qu'ils s'appliquent à de petites propriétés ou à des propriétés considérables. On a trouvé les causes de cette disproportion dans les droits fixes de timbre, de transcription, de remise du conservateur, dans les droits de greffe, de purge, etc. Il a été constaté que, pour une vente de 100 francs, les droits peuvent s'élever de 17 ou 18 francs jusqu'à 25 francs, tandis que, pour une vente de 10,000 francs, ils sont seulement de 8 ou 9 %. La différence tient évidemment aux droits fixes.

Parmi ces droits fixes, il en est qu'on ne peut supprimer sans bouleverser l'administration ; mais il n'en est pas ainsi du droit de timbre, qui est perçu sur la quantité de papier employé.

La sous-commission a pensé qu'il était possible d'admettre le vœu tendant à établir la proportionnalité du timbre, pour les mutations des propriétés immobilières, ainsi que cela a lieu pour les effets de commerce.

M. Roy, *Directeur général*, conteste que la question présente un intérêt sérieux. Pour les petites ventes, une feuille de papier timbré de 50 centimes suffit presque toujours. L'abaissement de ce prix à 5 centimes n'amènerait donc qu'une économie de 45 centimes.

Les formalités qui contribuent à élever les frais de mutation sont : l'enregistrement, les frais d'expédition des actes notariés, la transcription au bureau du conservateur des hypothèques. Peut-être, dit l'orateur, y aurait-il lieu de prier le Gouvernement de rechercher les moyens de diminuer quelques-uns de ces frais ; mais il semble que ce vœu soit le seul que la Commission supérieure puisse émettre.

Séance du 15 mars 1870.

La suite de la discussion ayant été renvoyée à la séance suivante, quelques explications ont encore été échangées entre différents membres ; en suite de quoi, la *Commission supérieure a adopté la sixième proposition de la sous-commission.*

En résumé, sur la question des droits de mutation et d'enregistrement, la Commission supérieure a adopté les vœux suivants :

1° DÉDUIRE, DANS LE CALCUL DES DROITS DE MUTATION PAR DÉCÈS, LE PASSIF RÉGULIÈREMENT ÉTABLI ;

2° DIMINUER, DÈS QUE LA SITUATION DES FINANCES LE PERMETTRA : 1° LES DROITS DE MUTATION A TITRE ONÉREUX ; 2° LES DROITS DE MUTATION A TITRE GRATUIT, PAR DÉCÈS ; 3° LES DROITS DE MUTATION A TITRE GRATUIT ENTRE-VIFS ;

3° METTRE A L'ÉTUDE LES MOYENS DE DIMINUER, DANS UNE ÉQUITABLE PROPORTION, LES DROITS DE MUTATION PAR DÉCÈS, EN LIGNE DIRECTE, LORSQUE LA MUTATION PORTERA SUR UN IMMEUBLE AYANT ACQUITTÉ LES DROITS DANS UN ESPACE DE MOINS DE TROIS ANNÉES ;

4° SÉPARER, DANS LES SUCCESSIONS, L'ÉPOQUE DE LA DÉCLARATION DE CELLE DU PAYEMENT DES DROITS ; ACCORDER, POUR LA PREMIÈRE, UN DÉLAI DE SIX MOIS, ET, POUR LA SECONDE, UN DÉLAI D'UN AN ;

5° SUBSTITUER LE DROIT PROPORTIONNEL AU DROIT FIXE DE

TIMBRE, DANS LES ACTES RELATIFS AUX MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES. (1)

DROITS SUR LES BOISSONS.

Proportionner les droits de circulation à la valeur des vins. — Simplifier le droit de circulation en le réduisant à un droit fixe de 25 centimes qui serait constaté par un timbre mobile appliqué sur les futailles.

VINAGE.

Maintenir la législation actuelle sur les alcools employés au vinage. — Réduire les droits auxquels ils sont soumis. — Rapporter la loi de 1864 sur le vinage.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 4 décembre 1869

La première de ces questions, celle relative au règlement des droits de circulation d'après la valeur des vins, a seule donné lieu, dans la séance du 4 décembre 1868, à une discussion préliminaire, en suite de laquelle la Commission supérieure a voté la prise en considération de toutes ces questions et leur renvoi à la sous-commission déjà chargée de l'examen de la législation douanière, en ce qui concerne les vins. (Chapitre VII.)

Nous avons donné, à l'occasion de ce chapitre, l'analyse du rapport de M. MIGNERET, sur les questions relatives aux *droits sur les boissons* et au *vinage* (voir page 173); nous avons également donné l'analyse de la discussion à laquelle la Commission supérieure s'est livrée sur cet objet, dans la séance du 15 avril 1869 (voir page 182) et des résolutions qu'elle a adoptées (page 184). Nous nous bornerons ici à reproduire celles de ces résolutions relatives aux sujets qui nous occupent actuellement, c'est-à-dire aux droits sur les boissons et au vinage.

(1) La situation financière de la France, loin de permettre d'alléger les charges de l'impôt indirect, non plus que celles de l'impôt direct, a nécessité au contraire l'aggravation de ces charges, et, en matière d'enregistrement et de timbre, une loi du 23 août 1871 a édicté de nouvelles perceptions ou augmenté celles qui existaient déjà.

Aucune des demandes formulées, en 1870, par la Commission supérieure de l'Enquête agricole et ci-dessus rapportées, n'a donc reçu satisfaction. Une exception toutefois semblait avoir été faite en faveur du premier de ces vœux, celui qui a trait à la déduction du passif des successions, dans le calcul des droits de mutation. Cette réforme, on l'a vu, était impé-

« EN CE QUI CONCERNE *l'impôt des boissons* :

« NE S'ASSOCIER NI AUX DEMANDES DE SUPPRESSION DE CET IMPÔT, NI AUX DEMANDES QUI ONT POUR OBJET DE LE TRANSFORMER PLUS OU MOINS EN TAXES RETOMBANT SUR LE PROPRIÉTAIRE OU SUR LE PRODUCTEUR.

« EN CE QUI CONCERNE *la législation relative à la perception de l'impôt* :

« DIRE, D'UNE PART, QU'IL N'EST JUSTIFIÉ D'AUCUN ÉTAT DE SOUFFRANCE DE L'AGRICULTURE VITICOLE, RÉELLEMENT OCCASIONNÉ PAR CETTE LÉGISLATION ET EN RÉCLAMANT IMPÉRIEUSEMENT LA RÉVISION ;

« QUE, DE L'AUTRE, LES DIVERS PROJETS INDIQUÉS DANS L'ENQUÊTE NE PARAISSENT PAS ÊTRE EN MESURE DE REMPLACER AVANTAGEUSEMENT LE SYSTÈME ACTUEL DE PERCEPTION ;

« ET BORNER, EN CONSÉQUENCE, LE VŒU A SIGNALER AU GOUVERNEMENT L'OPPORTUNITÉ DE TENIR CONSTAMMENT OUVERTE L'ÉTUDE DES MOYENS A L'AIDE DESQUELS LES GÊNES DE LA PERCEPTION ONT ÉTÉ DIMINUÉES ET PEUVENT L'ÊTRE ENCORE.

« EN CE QUI CONCERNE PARTICULIÈREMENT LA QUESTION DU *vinage* :

« DIRE QUE, DANS L'ÉTAT ACTUEL, ET EN CE QUI CONCERNE LE COMMERCE INTÉRIEUR, LE VINAGE ÉTANT UN FAIT LICITE, A LA CHARGE DE SE SOUMETTRE A L'ACQUIT DES DROITS, ET LES AVANTAGES COMME LES INCONVÉNIENTS DE CETTE PRATIQUE ÉTANT L'OBJET D'UNE CONTROVERSE TRÈS SÉRIEUSE, LE MOMENT N'EST PAS VENU DE LA TRANCHER EN CONCÉDANT UNE FAVEUR EXCEPTIONNELLE AUX VINS ALCOOLISÉS ;

rieusement réclamée, au nom des principes d'équité et de moralité. Il y avait, paraissait-il, été fait droit par une loi du 28 février 1872, qui porte :

« Article 1^{er}. La quotité du droit fixe d'enregistrement auquel sont assujettis, par la loi du 22 frimaire an VII, et par les lois subséquentes, les actes ci-après, sera déterminée ainsi qu'il suit, savoir :

« ... 5° Les partages de biens meubles et immeubles entre co-propriétaires, co-héritiers et co-associés à quelque titre que ce soit, *par le montant de l'actif NET partagé.* »

Mais cette disposition n'avait pas été sans doute adoptée d'une manière définitive, car la question de la déduction du passif dans le calcul des successions est revenue récemment devant la Chambre des députés et n'a encore reçu aucune solution. (Mars 1877.)

« QU'IL SERAIT NÉANMOINS UTILE D'ADMETTRE LA DEMANDE D'EX-PÉRIENCES FAITE AU NOM DU SYNDICAT DES DISTILLATEURS, AFIN DE BIEN PRÉCISER LES MODES DIVERS ET LES EFFETS RÉELS DE L'ADDITION D'ALCOOL AUX VENDANGES OU AUX VINS ;

« COMME AUSSI DE RÉCLAMER L'AVIS, TANT DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES QUE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE SUR LA QUESTION D'HYGIÈNE SOULEVÉE A PROPOS DES ADDITIONS D'ALCOOL FAITES, SOIT A LA CUVE, PENDANT LA FERMENTATION, SOIT APRÈS ET LORSQUE LE VIN EST EN TONNEAU ;

« DIRE QUE LES FRANCHISES ACCORDÉES POUR LE COMMERCE EX-TÉRIEUR SONT SUFFISANTES ET QUE LE DEGRÉ D'ALCOOLISATION DES VINS DE PROVENANCE ÉTRANGÈRE ÉTANT ÁBAISSÉ DE MANIÈRE A PRÉVENIR LES FRAUDES, IL Y A LIEU DE MAINTENIR CES FRANCHISES EN FAVEUR DES EXPORTATIONS FRANÇAISES ;

« ÉT A L'ÉGARD DE LA QUESTION DE SAVOIR S'IL Y A LIEU DE MODIFIER, POUR LE COMMERCE INTÉRIEUR, L'ARTICLE 21 DU DÉCRET DU 17 MARS 1852, EN RÉSERVER L'EXAMEN. » (1)

DROITS SUR LES SUCRES.

Reporter la perception des droits au raffinage et à la consommation.

DISCUSSION. — Séance du 4 décembre 1868.

Cette question a été discutée sous forme préliminaire, dans la séance du 4 décembre 1868.

M. DE LAVENAY a fait observer aussitôt que cet objet était à étudier par le ministère des finances et par celui de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plutôt que par une commission agricole.

Après un examen très sommaire, LA QUESTION A ÉTÉ ÉCARTÉE (2).

(1) Comme presque toutes les autres branches de revenus publics, l'impôt sur les boissons a dû subir, à raison de la nouvelle situation financière de la France, une aggravation notable.

Nous nous bornerons à mentionner ici les deux lois du 1^{er} septembre 1871 et du 26 mars 1872 portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes.

(2) La question relative aux droits sur les sucres se trouve aujourd'hui réglée par une loi du 29 juillet 1875.

OCTROIS.

Rendre les droits d'octroi moins onéreux pour les agriculteurs et les faire porter davantage sur les produits industriels. — Remplacer les octrois par l'augmentation de l'impôt mobilier. — Substituer au droit d'entrée fixe sur les vins un droit AD VALOREM.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 4 décembre 1868.

Après une discussion très sommaire dans la séance du 4 décembre 1868, les questions relatives aux octrois ont été prises en considération et renvoyées à une sous-commission, au nom de laquelle M. MIGNERET a présenté un rapport qui peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. MIGNERET.

Le Rapporteur fait observer tout d'abord que le programme soumis à la sous-commission comprend implicitement l'examen approfondi de tout l'impôt, car il s'agit ou de le modifier dans son assiette ou de le remplacer par un autre.

Pour donner plus de portée à son travail, le Rapporteur a cru devoir s'enquérir de ce qui se passe en Belgique, et il a demandé à M. le bourgmestre de Bruxelles son opinion sur les résultats économiques de cette réforme. Le travail important que ce magistrat a bien voulu transmettre est joint au rapport de la sous-commission, ainsi qu'un rapport préparé par M. Paul Fould, auditeur au Conseil d'Etat, attaché à la sous-commission.

M. Migneret jette d'abord un coup d'œil sur la situation des communes, au point de vue de leurs revenus.

Dans un rapport adressé à l'Empereur sur la situation financière des communes *autres que Paris*, pour l'année 1862, le Ministre de l'intérieur établissait de la manière suivante le chiffre total des produits de différente nature :

1° Revenus immobiliers (fermages de biens ruraux).	
Coupes ordinaires de bois, taxes affouagères et de pâturage.	40,909,048' 68
(Non comprises les coupes extraordinaires de bois qui produisent 13,503,497 fr. 74 c.).	
2° Revenus mobiliers (rentes sur l'Etat et les particuliers et intérêts des capitaux placés).	
	5,530,895 54
3° Impôts directs (centimes additionnels, patentes, impositions diverses).	
	76,677,447 28
4° Impôts indirects.	Octrois, taxes ordinaires. . . 72,656,153 42
	— taxes additionnelles . . . 6,012,650 70
	Places et marchés 15,550,219 33
	Taxes diverses 7,406,281 49
	Recettes éventuelles . . . 17,765,392 91
TOTAL.	
242,508,069' 35	

Dans ce total, comme on le voit, les perceptions d'octroi (taxes ordinaires et taxes additionnelles) figurent pour 78,668,814 fr. 12 c., soit un peu plus du tiers du revenu total.

Quant aux dépenses, elles se composent comme il suit :

1° Frais d'administration communale (traitements, pensions, contributions, frais d'octroi)	47,518,717' 03
2° Police et garde nationale (commissaires, agents, gardes champêtres et forestiers, matériel).	21,061,722 12
3° Assistance publique et établissements de prévoyance.	15,745,827 25
4° Cultes (personnel et matériel)	7,966,773 14
5° Instruction publique (personnel et matériel)	47,899,795 31
6° Entretien des bâtiments, voirie urbaine et vicinale.	91,282,475 22
7° Dépenses diverses.	25,479,588 33
TOTAL	256,954,948' 60

A ce chiffre viennent s'ajouter des dépenses extraordinaires variables, portant inégalement sur un certain nombre de communes et s'élevant, chaque année, à un chiffre qu'on peut évaluer à 193,283,419 francs, ce qui donne un total général de 450,238,368 francs.

En ce qui concerne l'octroi, il importe de remarquer que cette perception, en 1862 et même en 1867, n'était établie que

dans 1,530 communes comprenant 10,121,031 habitants, laissant en dehors 36,046 communes et 27,261,194 habitants.

Les objets soumis à la taxe d'octroi se divisent en cinq catégories : boissons et liquides ; — comestibles ; — combustibles ; — fourrages ; — matériaux.

La liberté laissée aux communes de choisir entre ces catégories, en consultant les besoins et les habitudes des localités, fait qu'elles ne sont pas toutes également et uniformément soumises à l'octroi.

130 communes, sur 1,530, imposent exclusivement les boissons ;

1,072 imposent les boissons et les autres denrées ;

291 imposent exclusivement les comestibles ;

36 imposent les denrées et comestibles, mais exemptent les boissons.

Les opinions, dans la sous-commission, se sont divisées sur l'appréciation de l'impôt et sur son influence bonne ou mauvaise.

Contre le principe même de l'octroi, l'on a élevé diverses objections dont la première consiste dans l'inégalité que les taxes établissent entre les communes ; la seconde consiste en ce que l'octroi est proportionnel aux besoins les plus impérieux de la vie et non aux facultés des contribuables. Il fait renchérir la vie des classes ouvrières et fait retomber sur elles le poids principal du fardeau qu'il impose. La vie renchérie par l'impôt, sur le salaire de l'ouvrier, nuit aussi au développement de l'industrie et des manufactures ; ce sont les produits agricoles qui en supportent la plus notable partie (viandes, vins, combustibles) ; l'octroi gêne les rapports entre les agriculteurs et les marchés par les formalités qu'il fait remplir, l'impôt qu'il fait payer et le danger presque inévitable des contraventions.

Au point de vue moral, l'octroi est un impôt incommode et vexatoire ; il provoque, par cela même, le désir de s'y soustraire, fait naître la pratique et presque le commerce régulier de la fraude. La population se démoralise par cette habitude de ruser avec la loi et d'en méconnaître l'autorité.

Au point de vue financier, l'octroi est difficile à recouvrer et onéreux à percevoir.

Il n'existe pas dans certains pays et il a été aboli dans certains autres, comme la Belgique, et le Bourgmestre de Bruxelles constate que la suppression des octrois a constitué, pour le pays, un bien-être important, un progrès réel pour le développement de la richesse et la facilité des transactions.

La conséquence à tirer de ce qui précède, c'est qu'on ne peut considérer la taxe d'octroi comme un impôt dont le maintien soit à désirer. Ce n'est pas à son atténuation, c'est à sa disparition que l'on doit tendre.

En faveur du maintien des taxes d'octroi, on a dit, au contraire :

Qu'il s'agit ici, non d'une thèse d'économie politique, mais d'une institution très ancienne, d'un revenu qui occupe la première place dans les ressources des plus grandes cités.

Le caractère essentiel de l'association communale est le droit de recettes et de dépenses propres à la commune, et tout budget libre suppose la faculté de voter librement les taxes, sources de recettes. Cette nécessité est la justification, en principe, de la taxe communale.

Deux raisons semblent principalement, dans cet ordre d'idées, s'opposer à la suppression de l'octroi : la première est l'impossibilité de supprimer les dépenses auxquelles il pourvoit ; la seconde est l'impossibilité de le remplacer par d'autres charges présentant moins d'inconvénients et ne soulevant pas d'aussi fortes objections gouvernementales et économiques.

A diverses reprises, il est vrai, l'on a tenté de supprimer l'octroi ; mais l'on a toujours dû abandonner ce projet et revenir aux anciens errements.

L'argument tiré de ce qui s'est fait en Belgique peut-il être invoqué pour faire supprimer l'octroi en France ? C'est ce qu'il convient de voir en examinant le dossier fourni par M. le Bourgmestre de Bruxelles.

Il existait, en Belgique, 78 communes jouissant du droit d'octroi et décrétant ces taxes dans la plénitude de leur indépendance municipale. La loi du 18 juillet 1860 abolit ces octrois et les remplaça par l'attribution aux communes d'une part dans la

perception de l'Etat sur les postes, sur les produits du droit d'entrée du café et sur le produit du droit d'accise sur les vins et eaux-de-vie.

La conséquence certaine de la loi belge, disent les partisans du système français, c'est l'Etat intervenant pour percevoir lui-même et répartir, entre les communes, un impôt général remplaçant la taxe locale et communale d'octroi. Cette intervention, ajoute-t-on, est une chose grave, puisque, par elle, c'est le Corps législatif, c'est-à-dire l'Etat, qui tient dans sa main les finances de toutes les communes.

Ce système a encore l'inconvénient de substituer à une taxe variable et progressive comme les dépenses communales, un revenu fixe qui est insuffisant et qui oblige les villes à se jeter dans des taxes locales multiples, bizarres et exagérées. Aussi M. le Bourgmestre de Bruxelles a-t-il dit : « Si l'abolition de l'octroi a constitué, pour le pays, un bien-être important, un progrès réel pour le développement de la richesse et la facilité des transactions, il n'en est pas moins vrai qu'elle a porté un coup fatal aux finances des communes... Il est donc probable que, dans un avenir qui n'est pas éloigné, les communes devraient s'imposer de nouveaux sacrifices. »

Revenant ensuite aux objections précitées contre l'octroi, les partisans du maintien de cet impôt s'efforcent d'établir que la variété introduite par l'octroi dans la situation des communes est un avantage, parce que les communes ne s'imposent que les charges qui leur sont nécessaires; que l'inégalité des charges directes ou indirectes est un fait inhérent à l'inégalité des conditions municipales, des besoins et des ressources à créer. La faculté laissée à chaque citoyen de s'associer à la commune qui lui plait, de la quitter quand il lui plait, fait d'ailleurs qu'il ne supporte jamais malgré lui les charges d'une association communale.

Quant à la répartition de l'impôt, les reproches d'injustice qui lui ont été adressés sont sans fondement, car il est évident que si la taxe est uniforme pour tous les consommateurs pauvres ou riches, ceux de cette catégorie la supportent dans une plus

large proportion, à raison de leur consommation plus considérable et du plus grand nombre de personnes, employés, domestiques et autres, qui sont à leur charge. L'ouvrier, du reste, il est permis de le dire, retrouve dans l'élévation du salaire l'équivalent de l'octroi.

Enfin, un dernier argument en faveur du maintien du droit se trouve dans la progression constante de la consommation. Celle-ci augmentant sans cesse et les ouvriers des campagnes tendant sans cesse à venir habiter les villes et les grands centres soumis à l'octroi, il est bien évident que cet impôt ne peut être accusé d'exagération.

Faut-il maintenant s'arrêter à cette considération que l'octroi est une cause de démoralisation, parce qu'il développe, chez les contribuables, la tendance à se soustraire à la loi et à frauder le fisc ? Cet argument ne saurait avoir de valeur, car il s'appliquerait à toute espèce d'impôt.

Après avoir ainsi résumé les principaux arguments produits dans l'Enquête et dans le sein de la sous-commission elle-même, pour ou contre le maintien des octrois, le Rapporteur rappelle que cette question a été agitée, à plusieurs reprises, dans les Assemblées législatives, et qu'elle a toujours été résolue en faveur du maintien.

C'est à ce parti que s'est arrêtée la majorité de la sous-commission ; elle n'admet pas comme prouvé que l'octroi soit entaché d'un vice tel qu'il faille en demander la suppression ; mais elle admet que cet impôt, exagéré dans sa quotité ou par une tarification et une extension arbitraires, présente tous les inconvénients inhérents à l'exagération des impôts, et qu'il y a lieu de recommander au Gouvernement l'étude des moyens d'allègement et de facilité de perception.

En résumé, les propositions de la sous-commission se formulent de la manière suivante :

I. *Dans l'état de notre système administratif et financier, il n'y a pas lieu de demander au Gouvernement la suppression des octrois municipaux ;*

II. *Mais il serait fortement à désirer : 1° que, soit dans les*

règlements particuliers, soit dans le tarif général, on eût soin de ramener les taxes à un taux modéré, de manière qu'elles ne fussent qu'une fraction très minime du prix de la denrée assujettie ; 2° qu'on restreignît progressivement le nombre des taxes additionnelles et des surtaxes ; 3° qu'on renonçât à l'extension du périmètre au préjudice des dépendances rurales des villes jouissant des droits d'octroi ; 4° que les règlements uniformes, autant que possible, fussent combinés de manière à diminuer les gênes de la perception.

M. LE COMTE DE BUTENVAL, membre de la minorité de la sous-commission, a proposé, comme conclusion opposée, la formule suivante :

« La minorité, convaincue des inconvénients financiers, politiques et moraux de l'impôt connu sous le nom d'octroi, impôt qu'elle considère comme également contraire aux instincts du peuple, aux lois de la science économique, à l'autorité de noms considérables de notre histoire et à l'exemple des peuples voisins ;

« Estime que la réforme de cette partie de nos contributions publiques n'aurait besoin, pour prendre sa place dans l'ordre des faits, que du temps et de la seule neutralité du Gouvernement ;

« Que ce serait aux conseils généraux à poursuivre l'étude du problème, ainsi que vient de le faire, cette année même, celui de la Gironde, et qu'il suffirait que cette question demeurât ouverte, accessible à tous, sans qu'une mauvaise note préalable et un refus péremptoire de discussion intimidât ou décourageât à l'avance ceux qui seraient tentés de l'aborder ;

« Mais la minorité tient à trop haut prix l'initiative qui appartient au Gouvernement de l'Empereur pour se permettre de penser à le réduire, dans une question de cet ordre, à un rôle purement passif ;

« Elle a, en conséquence, l'honneur de vous proposer d'adopter, sous la forme d'un vœu respectueux, les résolutions suivantes :

« Le Gouvernement de l'Empereur est invité à mettre à l'étude les moyens de diminuer graduellement et de supprimer en définitive les droits d'octroi.

« Parmi ces moyens, la Commission prend la liberté de suggérer :

« 1° Un retour rigoureux aux dispositions primitives des lois de germinal an V et de ventôse an VIII, qui portent, l'une : qu'aucune taxe d'octroi ne pourra être autorisée que par le Corps législatif; l'autre : que les octrois ne pourront être établis que dans les villes où les hospices n'auraient pas de revenus suffisants ;

« 2° La révision et la réduction des tarifs existants dans les villes dont la population dépasse 10,000 âmes ;

« 3° Le refus d'établissement ou de prorogation de toutes surtaxes ;

« 4° Le remplacement de l'octroi par telle contribution que votera le conseil général du département, dans toute commune : où la population n'atteint pas 10,000 âmes ; où les frais de perception dépassent de 10 % la recette brute ; où les recettes annuelles sont inférieures à 5,000 francs. »

DISCUSSION. — Séance du 10 décembre 1869.

Dans la séance du 10 décembre 1869, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Alfred Le Roux*), après avoir successivement donné lecture des propositions de la majorité de la sous-commission et de celles de M. le comte de Butenval, donne la parole à celui-ci pour développer ses conclusions.

M. LE COMTE DE BUTENVAL, dans un discours longuement et savamment étudié, s'efforce de justifier les propositions qu'il a soumises à la Commission supérieure.

Il proteste tout d'abord contre toute fin de non-recevoir qui pourrait être, au seuil de la discussion, objectée aux adversaires des octrois et consistant à les mettre en demeure de proposer un impôt nouveau, susceptible de remplacer celui dont ils provoqueraient la suppression.

Suivant l'orateur, toute contribution publique, pour être légi-

time, doit être réfléchie, librement consentie et dûment contrôlée dans son emploi, et M. de Butenval conteste ces caractères à l'octroi.

D'un autre côté, il est inexact de dire que l'octroi est un impôt équitable, parce qu'il est facultatif et proportionnel, car il ne peut être admis qu'on puisse se passer de vin, de viande ou de bois.

Il n'est ni léger ni insensible pour les classes laborieuses, sur lesquelles il pèse, au contraire, lourdement. Il ne trouve pas, pour ces classes, comme on l'a dit, une compensation dans l'élévation des salaires, puisqu'il y a, dans les familles d'ouvriers, des personnes qui ne travaillent pas ou ne travaillent plus. Il y a d'ailleurs, en dehors des deux classes extrêmes, gens aisés et ouvriers, des groupes qui n'appartiennent ni à l'une ni à l'autre de ces classes, et sur lesquels porte directement, de tout son poids, le faix de l'impôt sur les consommations.

Enfin il est absolument illogique d'abriter l'octroi derrière *l'indépendance de la commune et la souveraineté du peuple*. D'abord, cet argument n'est pas applicable aux villes de Paris et de Lyon, qui ne sont pas administrées par des conseils municipaux élus, et il pourrait, pour les autres villes même, être atténué par des modifications prochaines dans le régime municipal.

Dans l'opinion de l'orateur, l'octroi viole : 1° l'unité du territoire, qu'il morcelle en rétablissant des frontières communales; 2° la liberté des citoyens, atteinte par la gêne et les retards de la circulation, par l'insulte faite à la dignité de l'homme et à la pudeur de la femme, en raison de la faculté de la visite de corps; 3° enfin l'égalité des citoyens devant les charges publiques, puisque, sur près de 40,000 communes, 1,530 seulement jouissent du droit d'octroi, et que, sur ces dernières même, les charges sont réparties d'une manière absolument inégale.

Comme dernier argument, l'orateur accuse l'octroi d'avoir sa part notable d'influence dans une modification regrettable de nos mœurs privées et publiques.

M. LARRABURE combat les objections soulevées par M. de Buttenval ; il reconnaît que l'octroi présente des inconvénients ; mais quel impôt en est dépourvu ?

Les arguments invoqués par le précédent orateur sont loin d'être péremptoires.

On a parlé des vexations auxquelles on est exposé à l'entrée d'une grande ville ; c'est là une erreur très grande ; ces vexations ne se présentent pas dans la pratique.

Il n'est pas plus vrai de dire que les taxes sont fixées arbitrairement. Il serait plus exact d'affirmer que l'octroi est accepté partout, qu'il fonctionne sans réclamations, qu'il est facilement perçu et est insensible pour le contribuable.

L'orateur prouve, en outre, que les classes nécessiteuses sont, plus que toutes autres, favorisées par l'octroi, car elles profitent plus que les classes aisées des dépenses payées au moyen des produits de l'octroi, crèches, instruction primaire, etc.

En ce qui touche l'agriculture, la question est assez compliquée. Les campagnes ont-elles à se plaindre des octrois ? L'orateur le nie formellement. Les classes agricoles voisines des villes jouissent, malgré les octrois, d'un avantage immense, celui d'avoir toujours près d'elles un débouché pour leurs produits. Aussi les terres ont-elles, dans ce voisinage, une valeur infiniment supérieure.

On a dit que les charges d'octroi sont arbitrairement établies. On a, sans doute, oublié que les taxes sont soumises à l'approbation soit du préfet, soit du Conseil d'Etat. Quant aux frais de perception, ils s'élèvent non pas à 15 %, comme on l'a dit, mais à 10 %, tout au plus.

Enfin, il faut remarquer que l'octroi ne pèse pas seulement sur les habitants d'une ville ; il atteint aussi les étrangers qui y séjournent temporairement.

En terminant, l'orateur dit qu'il ne voit pas par quels moyens on pourrait remplacer l'octroi si on le supprimait.

Séance du 13 décembre 1869.

A la séance du 13 décembre 1869, M. MIGNERET, rapporteur,

prend la parole pour combattre l'argumentation de M. de Bultenval. Il démontre notamment que les octrois ne gênent aucunement l'écoulement des produits agricoles ; il en trouve la preuve, quant aux céréales, dans ce fait, que nulle part il n'y a encombrement de produits ; quant aux bestiaux, dans l'augmentation de la consommation ; enfin, quant aux vins, dans l'extension donnée à la culture de la vigne.

En ce qui touche les combustibles, et notamment le bois, l'orateur constate qu'à part la ville de Paris, l'octroi ne pèse pas sur les bois d'une manière considérable, et que, s'ils ont subi une certaine dépréciation, cela tient à ce qu'ils ne servent plus en aussi grande quantité aux usages auxquels ils étaient totalement et exclusivement affectés autrefois.

Si l'on se renferme dans l'examen de la question pour les 1,530 communes qui jouissent de l'octroi, on reconnaît que la population de ces communes va sans cesse en augmentant ; d'où il est permis de conclure que cet impôt n'est pas une gêne.

L'orateur examine ensuite la question de savoir quelle est la charge que l'octroi fait peser sur les denrées des lieux assujettis. Les documents lui ont fait défaut pour apprécier ce point ; mais il pose, comme objet d'études, cette question : Quel est le rapport entre la valeur vénale des objets, dans les lieux assujettis, et les taxes d'octroi ? Paris excepté, ce rapport est réellement très faible. En moyenne, la taxe sur les vins n'est pas supérieure à 2 francs par hectolitre, et en continuant cet examen pour toutes les matières soumises à l'impôt, on arriverait vraisemblablement à des constatations analogues.

La suppression des octrois aurait pour conséquence forcée l'établissement de taxes additionnelles générales ou directes et locales, jusqu'à concurrence d'une somme de 193 millions, à laquelle s'élèvent les perceptions de cet impôt.

A cet égard, la Belgique peut servir d'enseignement. M. le Bourgmaster de Bruxelles a constaté que, si le pays, dans son ensemble, a gagné à la suppression de l'octroi, les villes, à l'exception d'une seule, ont vu leurs finances ruinées, sans que le consommateur ait vu le prix des denrées s'abaisser, et une cla-

meur générale s'est élevée lorsqu'il a fallu payer les taxes nouvelles par lesquelles on avait dû remplacer l'octroi. L'exemple de la Belgique est donc plutôt favorable que contraire au maintien de l'octroi.

L'orateur résume ainsi son argumentation : L'autonomie communale exige des recettes communales ; ces recettes doivent être à la disposition des communes avec une juste mesure, et sous cette règle qui s'impose à toute liberté de ne pas troubler l'économie générale de la société politique. Or, pour avoir des taxes communales, les communes sont, comme l'Etat, dans l'obligation de recourir ou à des taxes directes ou à des taxes indirectes. Ces dernières sont les seules qui ne pèsent pas sur les seuls habitants, mais aussi sur les étrangers qui profitent accidentellement de la vie communale ; l'octroi est l'une de ces taxes ; il doit donc être maintenu.

Comme dernière observation, le Rapporteur fait remarquer que la suppression de l'octroi dans 1,530 communes aurait pour conséquence l'établissement d'une taxe générale dont l'agriculture supporterait sa part.

M. DE LAVENAY, dans la suite de la discussion, donne quelques explications relatives à l'octroi de Paris. Le droit payé à cet octroi comprend à la fois le droit d'entrée et ceux de circulation et de détail, tous réunis dans une taxe unique, qui englobe également la part afférente à l'Etat.

M. LE BARON DE BENOIST fait observer que, malgré l'élévation de cette taxe unique, tous les produits de l'agriculture affluent vers Paris, lorsque les voies de communication le permettent, parce que, nonobstant cette taxe, le marché de la capitale reste encore celui où les producteurs trouvent le plus d'avantages.

Après la clôture de la discussion, LA COMMISSION SUPÉRIEURE ADOPTE SUCCESSIVEMENT LES DEUX PARAGRAPHES PROPOSÉS PAR LA SOUS-COMMISSION ET AINSI CONÇUS :

I. DANS L'ÉTAT DE NOTRE SYSTÈME ADMINISTRATIF ET FINANCIER, IL N'Y A PAS LIEU DE DEMANDER AU GOUVERNEMENT LA SUPPRESSION DES OCTROIS MUNICIPAUX ;

II. MAIS IL SERAIT FORTEMENT À DÉSIRER : 1° QUE, SOIT DANS LES RÈGLEMENTS PARTICULIERS, SOIT DANS LE TARIF GÉNÉRAL, ON EUT SOIN DE RAMENER LES TAXES À UN TAUX MODÉRÉ, DE MANIÈRE QU'ELLES NE FUSSENT QU'UNE FRACTION TRÈS MINIME DU PRIX DE LA DENRÉE ASSUJETTIE ; 2° QU'ON RESTREIGNIT PROGRESSIVEMENT LE NOMBRE DES TAXES ADDITIONNELLES ET DES SURTAXES ; 3° QU'ON RENONÇAT À L'EXTENSION DU PÉRIMÈTRE AU PRÉJUDICE DES DÉPENDANCES RURALES DES VILLES JOUISSANT DES DROITS D'OCTROI ; 4° QUE LES RÈGLEMENTS UNIFORMES, AUTANT QUE POSSIBLE, FUSSENT COMBINÉS DE MANIÈRE À DIMINUER LES GÊNES DE LA PERCEPTION.

IMPOTS DIVERS.

Simplifier la réglementation de l'impôt sur le sel, en ce qui touche la dénaturation.

DISCUSSION. — Séance du 4 décembre 1868.

Lors de la discussion préliminaire, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) rappelle qu'une commission spéciale est chargée d'étudier cette question. Il en propose donc le renvoi à la sous-commission des vœux, qui expliquera que cet objet est, en ce moment, soumis à une étude approfondie. (1)

Augmenter l'impôt sur les tabacs.

DISCUSSION. — Séance du 4 décembre 1868.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*), dans la séance du 4 décembre 1868, dit que cette question doit s'entendre en ce sens qu'il s'agirait de vendre les tabacs plus cher. Il ajoute qu'il a entendu formuler autrement la proposition, en ce sens qu'on voudrait voir supprimer les privilèges en vertu desquels les tabacs sont vendus, dans les zones frontières du Nord et

(1) Rien n'indique, dans la suite des documents de l'Enquête agricole, que la sous-commission des vœux se soit spécialement occupée de la question relative à la dénaturation des sels ; mais la matière a été réglée par un décret du 8 novembre 1869.

du Midi, à des prix moins élevés que dans le reste du pays. D'ailleurs les questions relatives à la culture du tabac se présenteront dans le chapitre X.

LA PROPOSITION N'EST PAS PRISE EN CONSIDÉRATION.

Etablir un impôt sur les allumettes chimiques ; en réglementer la composition, la fabrication et la vente.

DISCUSSION. — Séance du 4 décembre 1868.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) dit qu'il a eu à s'occuper de cette question, en qualité de ministre des finances et qu'une commission a été nommée pour l'étudier. Des pétitions sur cet objet ont été adressées au Sénat et renvoyées au Ministre de l'Agriculture.

Après une discussion très sommaire, LA QUESTION EST RENVOYÉE A LA SOUS-COMMISSION DES VŒUX (1).

(1) Une loi du 4 septembre 1871, portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes, a, par son article 3, frappé d'un impôt les allumettes chimiques en bois et en cire.

Une autre loi du 2 août 1872 a réservé au Gouvernement le monopole de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques.

CHAPITRE X

QUESTIONS DIVERSES

§ 1^{er}. — LÉGISLATION RURALE.

Hâter l'achèvement et la promulgation du Code rural. — Supprimer les droits de parcours, de vaine pâture, de glanage, de grappillage, le ban de vendange et toute autre espèce de bans de récolte. — Mieux réglementer la vaine pâture. — Interdire le glanage aux ouvriers valides. — Autoriser le pacage dans les bois, après la sixième feuille. — Assurer une répression plus sévère des délits ruraux, maraudage, vol de récoltes, etc. — Décider que les délits ruraux pourront être poursuivis d'office. — Embrigader les gardes champêtres; leur assurer un traitement suffisamment élevé; les choisir de préférence parmi les anciens militaires. — Prendre des mesures plus efficaces pour l'échenillage, la destruction des hannetons et celle des petits animaux et de tous les insectes nuisibles aux terres et aux récoltes. — Prendre aussi des dispositions pour la conservation des petits oiseaux qui détruisent les insectes. — Ne pas interdire la chasse des petits oiseaux. — Laisser aux conseils généraux le soin de prendre des décisions à cet égard. — Partager les biens communaux; le vœu contraire s'est aussi produit. — Vendre ou amodier les biens communaux.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 4 décembre 1868.

Ce paragraphe entier a fait, dans la séance du 4 décembre 1868, l'objet d'une discussion préliminaire très succincte.

Sur la première question : hâter l'achèvement et la promulgation du Code rural, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) a fait observer que satisfaction était déjà donnée aux demandes produites dans l'Enquête, le Corps législatif étant saisi de la première partie du Code rural. En suite de cette observation, la première question a été écartée, et toutes les autres ont été prises en considération et renvoyées à différentes sous-commissions.

Ainsi qu'on le verra plus loin, les sous-commissions ne se sont pas rigoureusement astreintes, dans leurs travaux, à suivre l'ordre et la division adoptés dans le programme préparé par le Secrétaire-général et ci-dessus reproduit. Quelques-unes des questions ont été divisées ou réunies, suivant qu'elles ont paru se rattacher à un même ordre d'idées, comme celles qui se rapportent aux droits de parcours, vaine pâture, glanage, grappillage, etc.; d'autres, telles que celles qui ont pour objet la chasse ou la protection des petits oiseaux, ont été reportées à la discussion du § 10 du présent chapitre (chasse et pêche); d'autres enfin, telles que celles qui touchent à la poursuite ou à la répression des délits ruraux, à la destruction des chenilles, hannetons et autres insectes, ont été complètement omises.

Notre intention n'étant nullement et ne pouvant être de combler les lacunes qui peuvent se rencontrer dans l'œuvre de la Commission supérieure de l'Enquête agricole, nous nous sommes borné à la simple analyse des rapports et des discussions. Nous devons toutefois signaler les omissions commises, avant de continuer notre examen analytique.

Supprimer les droits de glanage, râtelage et grappillage. — Interdire le glanage aux ouvriers valides.

RAPPORT DE M. DE BENOIST.

Le rapport sur les deux questions ci-dessus relatées a été présenté par M. LE BARON DE BENOIST et peut s'analyser comme il suit :

Le Rapporteur définit tout d'abord les droits dont il s'agit :

Le *glanage* est le fait de ramasser, après la moisson, les épis échappés aux mains des moissonneurs; — le *râtelage*, celui de recueillir, avec un râteau, l'herbe laissée dans les prés après l'enlèvement de la récolte; — le *grappillage* enfin, celui de

cueillir, après la vendange, les grappes abandonnées dans les vignes.

Ces droits ont pris naissance dans le sentiment de bienveillance naturel à l'homme et surtout au laboureur au moment où il vient de récolter les produits de ses champs ; ils remontent à la plus haute antiquité et ont été confirmés par une ordonnance de Saint Louis, en 1261.

En ce qui concerne le glanage, l'exercice de cette tolérance semble avoir, dès longtemps, dégénéré en abus. Des gens sans aveu se réunissaient en foule et, sous prétexte de glaner, volaient les gerbes déposées dans les champs. Aussi un édit de Henri II (1554) interdit-il le glanage aux gens valides ; les vieillards, les enfants et les infirmes furent seuls autorisés à s'y livrer, mais seulement après l'entier enlèvement de la récolte.

Ces défenses furent impuissantes à entraver le mal, et l'Assemblée législative, par sa loi en forme d'instruction, du 12-20 août 1790, recommanda aux administrations de porter un regard attentif sur le glanage, qu'elle appelle le patrimoine des pauvres.

Une seconde loi des 28 septembre-10 octobre 1791 interdit le glanage, le râtelage et le grappillage dans tout enclos rural, et le Code pénal (article 471, n° 15) édicte une amende de 1 à 5 francs contre tous ceux qui auront glané, râtelé ou grappillé avant l'enlèvement complet des récoltes et avant le moment du lever et après celui du coucher du soleil. Il est à remarquer toutefois que cet article ne fait aucune mention de ceux à qui l'exercice de l'usage est permis.

La Cour de cassation n'a pas hésité cependant à déclarer encore existantes, quoique non renouvelées par le Code pénal, toutes les dispositions des anciennes lois et anciens règlements et à interdire le glanage, le râtelage et le grappillage, à tous individus, même indigents, capables de travailler pendant le temps de la moisson, de la fenaison et des vendanges ; elle a, en outre, par divers arrêts, statué que ces droits ne peuvent être exercés dans les champs clos ; que, partout ailleurs, ils ne peuvent l'être qu'après le lever et avant le coucher du soleil ; qu'ils ne peuvent l'être également qu'après l'entier enlèvement

de la récolte, non-seulement du champ même où a lieu le glanage, mais encore de toutes les terres contiguës dépendant du même finage ou tènement. Enfin le maire est autorisé à prendre toutes les mesures qu'il croit nécessaires pour assurer l'exécution des actes de l'autorité supérieure relatifs à l'exercice de ces droits.

Toute cette réglementation, consacrée par une jurisprudence constante, semblerait de nature à désintéresser la plupart des plaintes et des réclamations qui se sont produites dans l'Enquête; mais il est d'autres vœux qui paraissent devoir être examinés avec plus de sollicitude; ce sont ceux relatifs au temps pendant lequel le propriétaire ou le fermier doivent subir, sur leurs champs, l'exercice de ces droits.

Aux termes de la loi de 1791, les bergers et les pâtres ne peuvent, à peine d'amende, mener les troupeaux d'aucune espèce dans les champs moissonnés et ouverts, que deux jours après la récolte entière, et la Cour de cassation décide que cette prohibition est générale, qu'elle a pour objet de garantir l'exercice des droits de glanage, râtelage et grappillage, et que, dans ce délai, le propriétaire lui-même commet un délit en envoyant des troupeaux dans ses champs qu'en y exécutant des travaux de culture.

Cette disposition de la loi est excessive et incompatible avec les nécessités nouvelles auxquelles l'agriculture doit satisfaire. Il n'y a donc nulle raison pour ne pas faire disparaître l'entrave que ces usages apportent à la libre disposition du sol.

Est-ce à dire qu'il faille faire abolir législativement ces anciens usages? Une suppression aussi radicale ne semble pas opportune, dans l'intérêt de la concorde et de la paix dont le cultivateur a besoin. Il peut déjà, en vertu de la loi et tant que la récolte n'est pas complètement enlevée, faire ramasser, pour son propre compte, à l'aide d'instruments interdits aux glaneurs, les épis échappés aux moissonneurs. Du jour où il pourra, aussitôt après la récolte, livrer son champ à son bétail, le fumer, le labourer, y faire tous les travaux qu'il jugera utiles, où son droit de propriétaire sera rétabli entier entre ses mains, il verra

sans regrets les indigents venir lui demander le superflu de sa récolte, qu'il leur abandonnera volontiers, du moment que la loi ne lui en imposera plus l'obligation.

En résumé, on a exprimé, dans l'Enquête, trois vœux demandant : 1° une nouvelle réglementation des droits de glanage, râtelage et grappillage; 2° leur suppression pure et simple; 3° la restauration du droit de propriété mutilé par l'obligation de subir ces usages pendant deux jours francs après l'entier enlèvement de la récolte.

Le Rapporteur croit avoir démontré, en ce qui touche les deux premiers vœux, l'inutilité ou l'inopportunité de provoquer aucune mesure de la part du Gouvernement, *sauf à lui recommander de faire exécuter avec exactitude les lois et règlements sur la matière.*

Le dernier vœu mérite seul d'être accueilli, et le Rapporteur propose de *demande au Gouvernement d'introduire, dans le Code rural, une disposition donnant au propriétaire la liberté d'envoyer ses troupeaux ou ses charrues dans son champ aussitôt après l'enlèvement de la récolte.*

DRIT DE CHAUMAGE. — En terminant son rapport, M. de Benoist fait mention d'un droit dit *droit de chaumage* existant dans certaines parties de la France, notamment en Picardie, en vertu duquel les deux tiers des chaumes étaient considérés comme appartenant aux pauvres, qui, à partir du 1^{er} octobre, pouvaient les faucher ou les arracher et s'en servir en guise de chauffage ou de couverture pour leurs maisons. Le Rapporteur n'hésite pas à *proposer l'abolition de cet usage, partout où il a pu être maintenu.*

DISCUSSION. — Séance du 18 février 1869.

La discussion du rapport de M. LE BARON DE BENOIST a eu lieu dans la séance du 18 février 1869.

M. DE BÉHAGUE s'efforce tout d'abord de faire ressortir les graves inconvénients du glanage. L'orateur dit que, dans ses propres exploitations, il fait couper le blé encore vert, afin de le faire mûrir et sécher en moyettes, procédé avantageux au

point de vue de la qualité du grain. Aussitôt après la coupe, avant même que la récolte soit enlevée, il fait déchaumer, afin de semer des colzas, des navets, etc. Souvent même le battage se fait sur le champ même, au moyen de machines transportables, et l'on évite ainsi l'égrénage, ce qui se traduit par 2, 3 et même 4 % de bénéfice. Le droit de glanage est évidemment un obstacle à l'application de ces procédés.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) fait remarquer que le droit de glanage et celui du propriétaire de labourer son champ lorsqu'il lui plaît, peuvent très bien exister simultanément, puisqu'il suffirait de maintenir le premier là seulement où l'on n'userait pas du second. Un cultivateur ne pouvant faire labourer ses terres que successivement, le glanage serait conservé là où la charrue ne serait pas mise.

Le Ministre reconnaît d'ailleurs tous les abus auxquels le glanage donne lieu ; mais il croit que l'Administration serait impuissante à y apporter remède. Il faut donc le supporter avec ses abus ou le supprimer complètement.

M. LE BARON DE BENOIST, *rapporteur*, croit que la suppression absolue serait une mesure bien radicale et bien grave, qui ferait naître des sentiments d'irritation entre la classe riche et la classe pauvre, laquelle, sous le régime du suffrage universel, doit être ménagée au point de vue politique.

Après diverses observations de différents membres, la *Commission supérieure se prononce contre la suppression absolue du glanage.*

Elle adopte ensuite la proposition de la sous-commission tendant à demander au Gouvernement d'introduire, dans le Code rural, une disposition donnant au propriétaire la liberté d'envoyer ses troupeaux ou ses charrues sur son champ aussitôt après l'enlèvement de la récolte.

SUITE DE LA DISCUSSION.

Sur la question de l'exercice du glanage, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT est d'avis qu'il faut, ou laisser les choses en l'état, ou modifier le mode de réglementation, en donnant à une au-

torité supérieure le droit de contrôler les règlements émanés des conseils municipaux. Suivant lui, la liste des individus admis à exercer le glanage devrait être dressée par le maire et soumise à l'approbation du préfet. Il y aurait alors une responsabilité réelle.

M. LE BARON DE BENOIST, *rapporteur*, ne voudrait pas que l'on fit peser sur les maires une responsabilité de ce genre, dont ils ne se soucient nullement, par des considérations électorales. Il préfère que cette responsabilité reste au conseil municipal, précisément parce que, de la sorte, elle est anonyme. En outre, l'orateur est d'avis que l'approbation par le préfet serait tout à fait illusoire, parce que celui-ci ne pourrait que s'en rapporter à ce qui se serait fait dans la commune.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT pense que l'approbation, par le préfet, des listes relatives au glanage est tout aussi justifiable que celle qui est demandée à ce fonctionnaire pour les listes d'enfants à admettre gratuitement dans les écoles primaires.

M. SUIN est d'avis que, si le maire devait être chargé de dresser seul la liste du glanage, il serait nécessaire que cette liste fût affichée d'avance afin que les réclamations pussent se produire.

M. CHASSAIGNE-GOYON trouve autant d'inconvénients à donner au conseil municipal le soin de dresser la liste du glanage, qu'à le conférer au maire seul. Il voudrait que, comme cela se pratique pour les listes d'indigents à admettre à l'assistance médicale, cette liste fût dressée par une commission composée du maire et de deux membres du conseil municipal. La liste ainsi dressée pourrait être l'objet de réclamations dont le préfet serait juge.

Après échange de quelques autres observations, la *Commission supérieure* adopte la proposition de confier au maire, assisté de deux membres du conseil municipal, le soin de dresser la liste des personnes autorisées à glaner. Cette liste sera publiée un mois au moins avant la moisson, le 1^{er} juin, par exemple. Les réclamations seraient soumises au préfet, qui statuerait.

SUITE DE LA DISCUSSION.

En ce qui concerne le *chaumage*, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT dit que la question ne présente plus d'intérêt. D'abord, par suite de la substitution de la faux à la faucille, les chaumes sont coupés à ras de terre ; en outre, depuis 1822, il existe dans la Somme et les départements voisins des arrêtés préfectoraux, aux termes desquels il n'est plus permis de construire des couvertures en chaume. Une réglementation intervenant lorsque les inconvénients n'existent plus serait tout à fait inutile.

La Commission supérieure décide que la question ne sera pas mise aux voix.

En résumé, sur les deux questions posées, les résolutions de la Commission supérieure se formulent comme il suit :

DEMANDER AU GOUVERNEMENT D'INTRODUIRE, DANS LE CODE RURAL, UNE DISPOSITION DONNANT AU PROPRIÉTAIRE LA LIBERTÉ D'ENVOYER SES TROUPEAUX OU SES CHARRUES SUR SON CHAMP AUSSITÔT APRÈS L'ENLÈVEMENT DE LA RÉCOLTE.

CONFIER AU MAIRE, ASSISTÉ DE DEUX MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL, LE SOIN DE DRESSER LA LISTE DES PERSONNES AUTORISÉES À GLANER. CETTE LISTE SERAIT PUBLIÉE UN MOIS AU MOINS AVANT LA MOISSON. LES RÉCLAMATIONS SERAIENT SOUMISES AU PRÉFET, QUI STATUERAIT. (1)

Supprimer les bans de vendange et toute autre espèce de bans.

RAPPORT DE M. DE BENOIST.

Le rapport sur cette nouvelle question est également présenté par M. LE BARON DE BENOIST et peut se résumer comme il suit :

Le ban de vendange, de fauchaison et de moisson est la proclamation de l'époque à laquelle il sera permis, dans toute

(1) Bien que le libellé des résolutions de la Commission supérieure ne mentionne que le glanage, il semble évident, d'après la discussion, qu'elles doivent être regardées comme s'appliquant aussi au râtelage et au grappillage.

l'étendue du territoire d'une commune, de commencer à cueillir les raisins, faucher les blés ou récolter les moissons.

Ces publications, qui prennent leur origine dans le régime féodal, avaient pour but d'empêcher que les fruits fussent récoltés avant leur maturité, d'obvier aux dangers du pillage auquel serait exposé un propriétaire si son voisin était libre de récolter avant lui, et surtout de prévenir les fraudes dans le paiement de la dîme.

L'usage des bans a disparu dans presque toutes les parties de la France, à l'exception des bans de vendange, plus généralement maintenus. On en donne pour raison notamment l'inconvénient qu'il y aurait à diminuer la qualité et la renommée de nos vins, en permettant d'employer à leur fabrication des raisins non mûrs.

Diverses opinions se sont produites sur la légalité des bans ; mais la Cour de cassation, dans un arrêt du 6 mars 1834, a reconnu la validité d'un arrêté portant ban de fauchaison et déclaré que cet arrêté emportait la sanction de l'article 475 du Code pénal, qui punit d'une amende de 6 à 10 francs quiconque aura contrevenu aux bans de vendange et autres, autorisés par les règlements. Aussi doit-on tenir aujourd'hui pour certain que, dans toutes les localités où l'usage de ces bans existe, l'autorité municipale a le droit de les publier chaque année.

La Cour suprême a également déclaré que c'est aux maires qu'appartient le droit de fixer les bans, puisque c'est à eux seuls qu'est déféré le droit de prendre des arrêtés de police, sauf à eux, si l'usage local le comporte, à prendre l'avis des notables sur la maturité des fruits et même à respecter la coutume de commencer la vendange la veille du jour indiqué.

Ces arrêtés des maires n'ont pas besoin de l'approbation des préfets et sont obligatoires pour tous les propriétaires d'héritages non clos ; mais les préfets ont qualité pour décider si l'usage des bans existait dans les communes et pour annuler les arrêtés des maires lorsque la non existence de l'usage est justifiée.

D'après ce qui précède, on ne saurait contester au maire le droit de prendre, en se conformant à l'usage local, un arrêté

de ban de récoltes ; mais il y a doute sur la question de savoir si le maire pourrait, de son autorité propre, abolir des bans consacrés par un usage immémorial.

La sous-commission croit utile de dissiper ce doute. Le développement et l'amélioration des voies de communication, en facilitant les moyens de surveillance, enlèveront aux bans leur principale raison d'être, aussi *la sous-commission propose-t-elle de demander au Gouvernement de déposer, dans le Code rural, le principe de la suppression absolue des bans de fauchaison, de moisson et même de vendange, sauf, comme mesure transitoire, à laisser au conseil municipal, assisté des plus intéressés parmi les vignerons et les propriétaires de prairies ou autres, le pouvoir de les maintenir et de les régler.*

DISCUSSION. — Séance du 18 février 1869.

Dans la séance du 18 février 1869, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) dit qu'il ne voit aucun motif de maintenir les bans de moisson et de fauchaison ; quant aux bans de vendange, ils ont deux raisons d'être ; la première est d'examiner le degré de maturité du raisin et, dans l'intérêt d'une bonne récolte, de n'en permettre la cueillette qu'au moment où l'on juge qu'il donnera le meilleur vin possible ; la seconde est dans l'intérêt des mesures de police à prendre.

C'est à ce dernier point de vue seulement que l'orateur trouve la mesure bonne à maintenir ; mais faut-il donner aux maires le droit de faire préparer les règlements à ce sujet par des syndicats établis volontairement entre les propriétaires ? C'est là qu'est la question, et l'orateur ne voit pas pourquoi ce système ne serait pas adopté, comme il l'est pour d'autres objets et notamment pour les cours d'eau.

M. LE MARÉCHAL VAILLANT trouve aux bans de vendange un autre avantage, celui de faire connaître aux ouvriers nomades l'époque où ils trouveront du travail dans telle ou telle localité.

M. DE BOUREUILLE, à l'appui de ce que vient de dire M. le maréchal Vaillant, cite la commune d'Argenteuil où, chaque année 2 ou 3,000 étrangers envahissent la commune pour faire la ven-

dange. S'il n'y avait pas de jour fixé à l'avance pour le territoire entier de la commune, tout y serait saccagé. Dans d'autres communes, au contraire, le ban a été jugé inutile et a été supprimé.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT ne veut pas se prononcer sur le maintien du ban de vendange ; mais il demande s'il y aurait une sanction et si elle serait civile ou pénale. Et d'abord, la société a-t-elle le droit de constituer à l'état de contravention le fait d'un propriétaire qui aurait effectué la récolte de son champ ou de sa vigne avant le jour fixé par un ban, même avec l'avis d'un syndicat ? L'orateur ne saurait l'admettre.

Après une courte discussion, LA COMMISSION SUPÉRIEURE VOTE LE MAINTIEN DU BAN DE VENDANGE ET LA SUPPRESSION DES BANS DE MOISSON ET DE FAUCHAISON.

Supprimer la vaine pâture. — Mieux réglementer la vaine pâture.

RAPPORT DE M. MIGNERET.

M. MIGNERET a présenté, sur la question de la vaine pâture, un rapport qui peut se résumer de la manière suivante :

Deux opinions divergentes, sinon contradictoires, se sont manifestées dans l'Enquête au sujet de la vaine pâture. Les uns demandent qu'elle soit immédiatement abolie par une mesure générale ; les autres demandent qu'une meilleure réglementation de cet ancien usage en corrige les abus et que le droit d'en régler l'exercice, et même d'en prononcer la suppression, soit confié au conseil municipal dans chaque commune.

Il convient avant tout de définir nettement la vaine pâture et d'en préciser le caractère dans l'état actuel de notre législation.

Depuis la loi du 28 septembre 1791, la vaine pâture « est le « droit qui appartient à tous les habitants d'une commune, ou « section de commune, d'envoyer leurs bestiaux sur les fonds « non clos les uns des autres, lorsque ces fonds sont en jachère « ou après qu'ils ont été dépouillés de leurs fruits, comme encore

« lorsque ces fonds ne consistent qu'en friches qui, par rapport à l'infertilité du sol, sont abandonnées sans culture de la part du propriétaire. » (*Traité de la vaine pâture*, par Jay.)

Elle diffère du *parcours*, qui est la même faculté accordée réciproquement à deux ou plusieurs communes, les unes sur les autres.

Elle diffère du *droit du pâturage dans les bois*, qui est réglé par le Code forestier ;

Elle diffère de la *dépaissance des propriétés communales et des chemins vicinaux*, dont la jouissance a été placée, par la loi du 18 juillet 1837, sous l'autorité des conseils municipaux ;

Elle ne met d'ailleurs aucun obstacle à la faculté de se clore ; elle est défendue sur toute propriété chargée d'une récolte quelconque, notamment sur les prairies artificielles ; enfin les usages locaux auxquels elle est soumise excluent la dépaissance de certains animaux et l'introduction de tous, en certaines circonstances.

Les partisans de la suppression se fondent sur le droit absolu et exclusif du propriétaire à tous les fruits de son héritage, sur la liberté entière dont il doit jouir pour calculer et exécuter les améliorations dont il doit seul aussi profiter. Ils affirment que l'exercice de la vaine pâture paralyse ces droits et nuit aux progrès de l'agriculture. Ils vont jusqu'à dire que cette pratique est dangereuse pour la moralité des populations rurales.

Les partisans du maintien, sans méconnaître que la vaine pâture peut entraîner des abus, tiennent compte de la place considérable que cette pratique occupe dans l'économie agricole des petits propriétaires. La suppression, qui serait sans compensation immédiate, exercerait une influence fâcheuse sur l'élevé du bétail, dont la grande masse est possédée par la petite propriété, à laquelle la nourriture à l'étable n'est pas possible pendant toute l'année. Ils font enfin remarquer que les progrès les plus notables de l'agriculture se sont accomplis dans les pays de vaine pâture, que les jachères y ont diminué, que les prairies naturelles et les plantes sarclées y sont en voie de prospérité, et qu'enfin ces pays sont précisément ceux dans les-

quels la culture intellectuelle est la plus avancée, sans que la moralité y ait diminué.

Suivant le Rapporteur, la Commission supérieure a à examiner, non pas le droit du propriétaire, que personne ne conteste, non la question théorique de savoir s'il ne conviendrait pas mieux que chacun nourrit lui-même et sur lui-même le bétail de son exploitation, mais si, eu égard au rôle qu'elle joue dans la pratique agricole de régions très étendues, la vaine pâture, en disparaissant tout à coup, ne porterait pas un trouble considérable dans les petites exploitations et ne ferait pas disparaître une très grande quantité de bétail entretenu par les très petits cultivateurs ou par les simples journaliers.

Prenant pour exemple le département de la Haute-Marne, pays de vaine pâture, le Rapporteur établit, par des documents statistiques, que, pour tous les cultivateurs grands ou petits, la vaine pâture constitue, pour toute l'année, un supplément de nourriture et, pendant deux mois au moins, une nourriture complète du bétail considérable que possèdent les cultivateurs de toute catégorie. (1)

Si tout ce bétail était aux mains de propriétaires ayant une exploitation complète et pouvant s'approvisionner de fourrages suffisants, l'abolition de la vaine pâture pourrait n'avoir d'autre conséquence qu'un changement de méthode; mais il importe de tenir compte de l'extrême morcellement du sol, auquel correspond une dispersion non moins grande du bétail entretenu, et, dans cet ordre d'idées, on peut tenir pour constant que la suppression subite des deux mois de nourriture presque complète fournie par la vaine pâture exercerait une influence considérable sur le bétail entretenu.

Par ces motifs, la sous-commission n'hésite pas, en se mettant au point de vue pratique, à reconnaître la nécessité de la vaine pâture.

Il reste à examiner quelles modifications devraient être ap-

(1) Les renseignements relatifs à l'année 1862 portent, pour la Haute-Marne, les chiffres suivants : 257,799 moutons, 85,765 bêtes à cornes et 49,146 chevaux.

portées à la législation actuelle, pour réformer, dans la mesure possible, les abus de l'exercice de la vaine pâture.

A ce sujet, le Rapporteur présente le tableau comparé des dispositions de la loi de 1791 et du projet actuel de Code rural. Il résulte de cette comparaison que le nouveau projet modifie, sur cinq points principaux, la loi de 1791 :

- 1° Abolition absolue du droit de *parcours* ;
- 2° Définition plus précise et moins rigoureuse de l'état de clôture (1) ;
- 3° Interdiction de la cession du droit de vaine pâture entre les habitants de la même commune ;
- 4° Suppression de la vaine pâture dans les prairies *naturelles* (l'article 9 de la loi de 1791 la prohibait sur les prairies *artificielles*) ;
- 5° Faculté pour les conseils généraux d'en prononcer la suppression dans tout ou partie d'un département.

Sur les trois premiers points, la sous-commission est d'accord avec le projet de Code rural ; elle ne l'est pas sur les deux derniers.

Elle pense qu'il y a une innovation peu heureuse à maintenir la vaine pâture sur les terres arables, là où la variété des cultures, les changements d'assolement, l'existence des prairies artificielles, multiplient les chances de gêne et d'abus, et à la supprimer, au contraire, sans transition, dans les prairies naturelles, sans aucune distinction entre les prairies grasses où une

(1) L'article 6 de la loi du 28 septembre 1791 porte : « L'héritage sera réputé clos lorsqu'il sera entouré d'un mur de quatre pieds de hauteur, avec barrière ou porte, ou lorsqu'il sera exactement fermé et entouré de palissades ou de treillages, ou d'une haie vive faite avec des pieux, ou cordelée avec des branches, ou de toute autre manière de faire des haies dans chaque localité, ou enfin d'un fossé de quatre pieds de large au moins, à l'ouverture, et de deux pieds de profondeur. »

Le projet de Code rural modifiant l'article 648 du Code civil est ainsi conçu :

- « Est réputé clos tout héritage entouré soit d'une haie vive, soit par un mur, une palissade, un treillage, une haie sèche d'une hauteur d'au moins un mètre, soit par un fossé de 1^m 20 de largeur à l'ouverture et de 50 centimètres de profondeur, soit par des traverses en bois ou des fils métalliques distants entre eux de 35 centimètres au plus et s'élevant à 1 mètre de hauteur, soit par toute autre clôture permanente faisant obstacle à l'introduction des animaux. »

seconde récolte est possible, et les prairies maigres où la première seule peut être utilement enlevée, entre les prairies marécageuses où le piétinement du bétail est nuisible, et les prairies sèches où sa présence est plutôt utile, sans tenir compte enfin de l'extrême morcellement de la propriété.

La sous-commission préférerait presque, au système du projet de Code rural, celui qu'a proposé la Commission départementale des Vosges qui, sollicitant l'abolition de la vaine pâture partout, s'arrête cependant devant la suppression de cette pratique dans les prairies et juge *politique* de la conserver.

Elle jugerait également préférable de conférer aux conseils municipaux la faculté complète de réglementer la vaine pâture là où elle est possible, afin de prévenir les abus sans détruire l'institution, et de la supprimer là où la suppression est le seul remède efficace.

Dans cet ordre d'idées, *la sous-commission est d'avis qu'il y a lieu d'exprimer au Gouvernement le vœu de voir adopter le projet de Code rural, sauf le retranchement du mot NATURELLES dans l'article 36 de ce projet destiné à remplacer l'article 9 de la loi de 1791, et l'adoption d'une disposition conférant aux conseils municipaux, sauf recours suspensif devant le conseil général, par tout intéressé, le droit de régler les époques et le mode de jouissance de la vaine pâture, de la suspendre sur certains points et dans certaines circonstances, et même, s'il y a lieu, d'en prononcer la suppression.*

On pourrait demander, en outre, que le Code rural, modifiant l'article 468 du Code civil, définit la clôture d'une manière moins rigoureuse et attribue tous les effets légaux de cette clôture à un simple fil de fer tendu autour de la propriété, à un mètre d'élévation du sol.

DISCUSSION. — Séance du 25 février 1869.

Dans la séance du 25 février 1869, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) résume succinctement le rapport de M. MIGNERET et les conclusions de la sous-commission.

Après cet exposé, *la Commission supérieure repousse tout*

d'abord, à l'unanimité, le principe de la suppression absolue de la vaine pâture.

La discussion s'engage ensuite sur le premier point des propositions de la sous-commission, consistant à modifier, par la suppression du mot *naturelles*, l'article 36 du projet de Code rural ainsi conçu : « Dans aucun cas et dans aucun temps, la « vaine pâture ne peut s'exercer sur les prairies naturelles et « artificielles. »

M. SUIN appuie les propositions de la sous-commission, parce que interdire d'une manière absolue la vaine pâture sur les prairies naturelles reviendrait évidemment à supprimer la vaine pâture elle-même. L'orateur serait cependant d'avis d'interdire l'exercice de cette pratique dans les prairies naturelles assez fertiles pour donner deux récoltes, attendu que l'introduction des bestiaux après la première récolte compromettrait évidemment la seconde.

M. DE BÉHAGUE dit que les prairies naturelles ont beaucoup à souffrir du fait de la vaine pâture. Après de grandes pluies, des orages, des inondations, ou après un dégel, l'introduction des bestiaux défonce le sol et arrache l'herbe. En outre, ces prairies ont parfois besoin d'être fumées, drainées, cultivées en un mot ; la vaine pâture y entrave donc toute amélioration et porte un dommage sérieux à la propriété et à l'agriculture.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT fait observer que les inconvénients, très réels d'ailleurs, signalés par M. de Béhague, trouvent précisément leur correctif dans les propositions de la sous-commission qui attribuent aux conseils municipaux le pouvoir d'interdire la vaine pâture dans des circonstances données et d'en réglementer l'exercice. Enfin les conseils généraux peuvent être saisis, lorsque les conseils municipaux n'ont pas satisfait aux réclamations.

M. DE BÉHAGUE fait observer que les conseils généraux ne se réunissent qu'une fois par an et que le recours devant eux est impossible.

M. MIGNERET, *rapporteur*, répond que ce recours est, au con-

traire, très facile, puisque le conseil général, qui se réunit au mois d'août, peut aisément statuer sur des questions relatives au pâturage qui ne commence qu'au mois de septembre, après les regains.

La Commission supérieure adopte les propositions de la sous-commission en ce qui concerne la suppression du mot NATU-RELLES dans le projet de Code rural.

Elle adopte également, après un débat sommaire, la proposition de déférer aux conseils municipaux, sauf recours suspensif aux conseils généraux, le droit de réglementer, de suspendre ou même de supprimer la vaine pâture.

Relativement aux conditions à remplir pour qu'un héritage soit réputé clos, M. MIGNERET, rapporteur, expose les idées de la sous-commission : la loi de 1791 voulait une clôture réelle, qu'on ne pût franchir sans de grands efforts ; la Cour de cassation, suivant le progrès des mœurs, a modifié cette prescription en réputant *clôture* ce qui n'en était pas une aux yeux des législateurs de 1791 ; enfin, dans l'Enquête agricole, on a reconnu que les habitudes locales ont singulièrement influé sur les divers modes de clôture. Ainsi, dans les Basses-Alpes et les Hautes-Alpes, un simple trait de charrue est regardé comme une clôture suffisante pour empêcher la vaine pâture.

La sous-commission a voulu que la clôture fût effective et assez apparente pour ne donner lieu à aucune erreur possible. Le Rapporteur reconnaît toutefois qu'un simple fil de fer ne suffirait pas à constituer un obstacle matériel à l'envahissement des bestiaux, et il déclare, en dernier lieu, que la sous-commission n'insiste pas sur sa rédaction.

La Commission supérieure adopte, avec cette modification, la proposition de la sous-commission.

En résumé, les résolutions adoptées par la Commission supérieure, en matière de vaine pâture, se formulent ainsi :

1° LE PRINCIPE DE LA SUPPRESSION COMPLÈTE DE LA VAINÉ PÂTURE EST REPOUSSÉ.

2° L'ARTICLE 36 DU PROJET DE CODE RURAL SERA MODIFIÉ COMME IL SUIT : « DANS AUCUN CAS ET DANS AUCUN TEMPS, LA VAINÉ « PATURE NE PEUT S'EXERCER SUR LES PRAIRIES ARTIFICIELLES. »

3° ADOPTION D'UNE DISPOSITION CONFÉRANT AUX CONSEILS MUNICIPAUX, SAUF RECOURS SUSPENSIF DEVANT LE CONSEIL GÉNÉRAL, PAR TOUT INTÉRESSÉ, LE DROIT DE RÉGLER LES ÉPOQUES ET LE MODE DE JOUISSANCE DE LA VAINÉ PATURE, DE LA SUSPENDRE SUR CERTAINS POINTS ET EN CERTAINES CIRCONSTANCES ET MÊME, S'IL Y A LIEU, D'EN PRONONCER LA SUPPRESSION.

4° DEMANDER QUE LE CODE RURAL, MODIFIANT L'ARTICLE 648 DU CODE CIVIL, DÉFINISSE LA CLÔTURE D'UNE MANIÈRE MOINS RIGOREUSE.

Autoriser le pacage dans les bois après la sixième feuille.

Le rapport sur cette question a été présenté par M. DAILLY et peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. DAILLY.

Le Rapporteur présente d'abord quelques considérations générales sur le pacage dans les bois.

A l'origine, les droits de pâturage ou de pacage dans les bois ont été très souvent concédés par les souverains ou les seigneurs, pour attirer des habitants sur leurs domaines.

Le pâturage dans les bois ne fournit pas aux animaux une nourriture bien substantielle ; mais c'est, dans certains pays, un moyen, pour les éleveurs, de pouvoir nourrir leur bétail pendant quelques mois de l'année, et épargner ainsi le fourrage. Il convient d'ajouter que le pâturage a pour conséquence une perte assez notable d'engrais. C'est au cultivateur à voir si cette perte est compensée par l'économie faite sur la nourriture des bétiaux.

L'Administration forestière est, en général, très opposée au pâturage dans les bois ; elle ne le regarde plus comme aussi nécessaire depuis l'extension donnée aux prairies artificielles et

elle croit, d'un autre côté, que l'exercice du pâturage est nuisible aux animaux eux-mêmes. Enfin, dans l'esprit des agents forestiers, le pâturage est nuisible aux forêts, parce que les bestiaux défoncent le sol, détruisent les jeunes brins de semence en les foulant aux pieds et dévorent les jeunes pousses qu'ils peuvent atteindre.

Les articles 68 à 75 du Code forestier ont prescrit les mesures nécessaires pour atténuer, autant que possible, les dangers du pâturage pour les forêts grevées de droits d'usage. Les agents de l'Administration forestière, aux termes de ces articles, désignent, chaque année, les cantons *défensables*, c'est-à-dire ceux où le pâturage présente le moins d'inconvénients, et ils fixent le nombre des bestiaux à admettre à l'exercice du droit. Les mêmes dispositions législatives s'appliquent à l'exercice du pâturage, par les habitants d'une commune, dans les bois dont cette commune est propriétaire.

En général, le pâturage n'est autorisé, par les agents forestiers, que dans les bois âgés de douze ans au moins. Admettre, comme cela a été demandé dans l'Enquête, que le pâturage ait lieu à partir de la sixième feuille, serait créer, pour les forêts, un danger considérable; mais *la sous-commission pense qu'il serait peut-être possible de le permettre dans les bois âgés de dix ans. Elle croit également qu'il serait peut-être bon que les conseils municipaux fussent appelés à émettre un avis sur les cantons défensables et sur les époques d'ouverture et de clôture du pâturage. En cas de désaccord entre les conseils municipaux et les agents forestiers, les préfets statueraient après s'être éclairés par l'opinion d'experts dont ils auraient fait choix.*

DISCUSSION. — Séance du 18 février 1869.

Le rapport de M. DAILLY a été discuté dans la séance du 18 février 1869.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) fait remarquer que la seule question à discuter est celle qui se rapporte au pâturage dans les bois communaux. Dans l'état actuel, l'Administration forestière règle cet exercice en qualité de tutrice des com-

munes. La sous-commission voudrait qu'entre l'administration tutrice et la commune mineure, on établît un tiers arbitre qui serait le préfet, lequel statuerait *après s'être éclairé par des opinions d'experts*. Ces expertises seraient coûteuses, et l'orateur préférerait qu'on laissât au préfet le soin de s'éclairer comme il l'entendrait.

Lorsque des contestations s'élèvent entre le service des forêts et des propriétaires de bestiaux, au sujet de l'exercice du pâturage dans des forêts domaniales grevées de *droits d'usage* de cette nature, le litige est porté devant le conseil de préfecture qui juge en qualité de tribunal et sauf recours au Conseil d'Etat ; mais la situation est différente en ce qui concerne le pâturage exercé par les habitants d'une commune dans les bois appartenant à cette commune même. L'Administration forestière n'a plus ici qu'un droit de tutelle, et il est bizarre d'établir une lutte entre le tuteur et le pupille et de désigner un tiers pour terminer le conflit.

M. MIGNERET fait observer que la question du pâturage dans les bois communaux est d'intérêt général, parce que la société entière est intéressée à la conservation de ces bois.

D'après le Code forestier, l'Administration des forêts est juge souverain des questions de pâturage dans les bois communaux, aussi bien que dans les bois domaniaux. Les conclusions de la sous-commission ont pour but d'introduire un tempérament.

L'orateur ne conteste pas l'utilité de l'intervention du préfet ; mais il ne voudrait pas que celui-ci fût obligé de statuer après un rapport d'experts ; il suffirait qu'il décidât, au vu du dossier, sous l'autorité du Ministre des finances, qui saurait le rappeler à plus de sévérité, s'il était trop indulgent.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT appelle l'attention de la Commission supérieure sur ce point qu'il s'agirait de confier au préfet, agent du Ministre de l'intérieur, le pouvoir de juger et d'infirmier une décision de l'Administration des forêts qui dépend du ministère des finances. Il pourrait donc surgir des conflits qu'il importe de prévenir.

M. MIGNERET conteste que le préfet soit l'agent du Ministre de

l'intérieur ; il est le représentant de tous les ministres, l'administrateur général et supérieur du département, et aucun conflit n'est possible entre lui et un fonctionnaire administratif, agent forestier ou ingénieur des ponts et chaussées, qui n'a pas de pouvoir, dans le sens légal du mot.

Après un échange de quelques observations entre différents membres, LA COMMISSION SUPÉRIEURE ADOPTE D'ADORD LE PRINCIPE DU RECOURS DE LA COMMUNE CONTRE LA DÉCISION PRISE PAR L'ADMINISTRATION DES FORÊTS EN FAIT DE PATURAGE DANS LES BOIS COMMUNAUX.

ELLE ADOPTE ENSUITE LA PROPOSITION D'APRÈS LAQUELLE LE RECOURS AURA LIEU AUPRÈS DU PRÉFET, QUI STATUERA AU MOYEN D'UN PROJET D'ARRÊTÉ ET D'UN AVIS ACCOMPAGNANT CE PROJET, LEQUEL SERAIT ENVOYÉ AU MINISTRE DES FINANCES QUI STATUERAIT.

Embrigader les gardes champêtres. — Leur assurer un traitement fixe et suffisamment élevé. — Les choisir de préférence parmi les anciens militaires.

Le rapport présenté par M. LE BARON DE BENOIST, sur cette question, peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. DE BENOIST

Sous l'ancien régime, les communes étaient libres de choisir leurs *gardes-messiers*, de n'en pas avoir ou de n'en avoir que pour le temps des récoltes. Cette liberté fut respectée par la loi des 28 septembre-10 octobre 1791 ; mais celle du 20 messidor an III vint leur imposer l'obligation d'avoir au moins un garde champêtre. Cette loi est loin d'avoir été observée partout et, en 1858, il a été constaté que 8,928 communes ne possédaient aucun garde, tandis que le service était plus ou moins organisé dans le reste du pays.

La sous-commission ne saurait regarder cette situation comme aussi regrettable que quelques personnes l'ont dit. En effet, toute institution doit répondre à des besoins réels, et si certaines

communes sont dépourvues de gardes champêtres, c'est sans doute parce que, d'une part, elles sont pauvres et sans importance et que, d'autre part, les habitants simples et honnêtes savent que la loi, qui les oblige à avoir un garde champêtre, confie en même temps la conservation des récoltes à la surveillance et à la garde de tous les bons citoyens.

Le Code d'instruction criminelle et le décret du 11 juin 1806 ont fait, des gardes champêtres, les officiers auxiliaires de la police judiciaire, agissant à ce titre sous la dépendance du procureur impérial et des officiers et sous-officiers de gendarmerie, tout en les laissant soumis à l'action et à l'autorité de l'Administration.

D'après le décret du 25 mars 1852 (décentralisation administrative), ils sont nommés par le préfet, sur la présentation du maire, qui tient de la loi du 18 juillet 1837 le droit de les suspendre.

Le projet d'embrigader les gardes champêtres porterait une grave atteinte au pouvoir municipal. L'embrigadement enlèverait ces agents au contrôle de l'autorité communale ; il ferait, en effet, du garde champêtre un agent de l'autorité supérieure, dirigé par un brigadier cantonal qui étendrait son action au canton tout entier. C'est une armée qu'on organiserait partout pour assurer la défense de l'ordre et compléter l'institution de la gendarmerie.

Cette diffusion dans les campagnes de fonctionnaires organisés militairement, soumis à une discipline rigoureuse et, en même temps, affranchis de la dépendance de l'autorité municipale, se traduirait par un redoublement de rigueur incompatible avec le laisser-aller qui existe dans la vie des champs ; les moindres contraventions seraient sévèrement réprimées, les citoyens seraient blessés sans profit et le Gouvernement porterait le poids des rancunes. Une expérience de ce genre faite dans le Bas-Rhin est concluante.

Une autre objection se tire du point de vue financier. L'organisation complète et l'embrigadement des gardes champêtres entraîneraient une dépense d'une quinzaine de millions, hors de

proportion avec la minime importance des délits à réprimer. Les délits ruraux sont rares et peu importants, le garde champêtre intervient à peine, la paix règne entre les habitants, les deniers de la commune sont épargnés. Si un délit plus grave ou un crime sont commis, l'action de la gendarmerie, du juge de paix, du parquet, suffit à rechercher et à saisir le malfaiteur.

La sous-commission estime donc qu'il n'y a rien à changer à ce qui existe, en ce qui concerne les gardes champêtres. La loi impose à chaque commune l'obligation d'en avoir au moins un ; il faut laisser au conseil municipal le soin de fixer comme il l'entendra le traitement de cet agent et lui permettre de confier à ce garde, en même temps que la conservation des céréales, l'entretien des chemins ruraux, ce qui fournira la possibilité de lui donner un supplément de rémunération.

DISCUSSION. — Séance du 11 février 1869.

Dans la séance du 11 février 1869, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*), après avoir donné lecture des conclusions du rapport de M. LE BARON DE BENOIST, déclare y adhérer de la manière la plus complète.

M. SUIN émet un avis semblable et déclare que, s'il était maire, il n'accepterait pas que le garde champêtre dépendît d'un brigadier-garde au chef-lieu de canton, qui pourrait le changer ou lui donner des ordres contraires à ceux qu'il aurait reçus de l'autorité municipale.

M. LARRABURE dit que, dans le département qu'il habite (les Basses-Pyrénées), rien n'est moins respecté que la propriété d'autrui. Les villages n'ont aucune espèce de police et, à chaque instant, on sent le manque de l'homme qui surveille à la place des maîtres qui ne surveillent pas. Une réforme est donc nécessaire.

Le conseil général a cru trouver un remède en proposant l'embrigadement des gardes champêtres. L'orateur avoue d'ailleurs qu'il n'a pas étudié la question ; mais il croit pouvoir dire que les campagnes sont sans cesse exposées à des délits multiples contre la propriété, contre les lois et règlements sur la chasse.

et la pêche, etc., et il voudrait voir apporter un remède, quel qu'il soit, à ce déplorable état de choses.

M. LE BARON DE BENOIST, *rapporteur*, fait observer que si, dans les Basses-Pyrénées, des mesures exceptionnelles doivent être prises pour la protection de la propriété, rien n'empêcherait le conseil général de pourvoir à ces mesures et, s'il le jugeait convenable, de prescrire l'embrigadement des gardes champêtres; mais il ne s'en suivrait pas que la mesure dût être généralisée.

M. LE GÉNÉRAL BARON DE BÉVILLE appuie de toutes ses forces l'opinion de M. Larrabure. Il constate que, dans le département de Seine-et-Marne, la propriété n'est pas plus respectée que dans les Basses-Pyrénées, et qu'il en est de même dans le département de Seine-et-Oise. La gendarmerie ne paraît que sur les grandes routes et ne protège rien. La répression par les tribunaux n'existe même pas. Le conseil général, pour remédier à cet état de choses, a demandé l'embrigadement des gardes champêtres. Qu'on adopte cette mesure ou une autre, toujours est-il qu'il faut aviser à un remède.

L'orateur dit que, dans beaucoup de communes, le garde champêtre est uniquement le serviteur du maire. C'est là un abus général. Il ne protège que les propriétés des amis du maire. A ce point de vue, il n'y aurait pas de mal à ôter aux maires leur suprématie absolue sur les gardes champêtres. L'orateur convient, du reste, qu'il n'a pas étudié la question de l'embrigadement dans ses détails. Il n'a pris la parole que pour protester contre ce qu'on a dit du respect des propriétés.

M. LE BARON DE BENOIST, *rapporteur*, conteste l'exactitude des renseignements pessimistes donnés par M. le général de Béville. Les campagnes sont le point d'appui le plus solide, le plus énergique des principes conservateurs; c'est là que sont les électeurs les plus fidèles. En supposant, d'ailleurs, qu'une mesure spéciale fût nécessaire, dans un ou deux départements, il ne s'en suivrait pas qu'on dût l'étendre à tous les autres.

M. DU MIRAL reconnaît que l'état de choses actuel est défectueux, mais il ne croit pas que le remède soit dans l'embriga-

dement des gardes champêtres; il le verrait plutôt dans un choix meilleur de ces agents, dans la rétribution plus élevée qui leur serait donnée et à laquelle contribueraient les principaux propriétaires, dans un système de police différent, enfin dans une gendarmerie à pied, pouvant aller dans les vignes et dans les bois.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT fait observer que ce serait chose grave que de détourner la gendarmerie de son but actuel, pour l'appliquer à la constatation des délits ruraux. Il doute d'ailleurs que le Ministre de la Guerre se prêtât à cette transformation. — Créer une gendarmerie spéciale rurale serait tout autre chose. — Enfin autant les gendarmes sont aujourd'hui aimés et respectés, autant ils seraient haïs, s'ils étaient en contact constant avec les populations, pour tous les délits qui se commettent dans les campagnes. — Il appartient aux communes de se protéger et de se défendre elles-mêmes.

LA PROPOSITION D'EMBRIGADEMENT DES GARDES CHAMPÊTRES EST REJETÉE.

*Partager les biens communaux. — Le vœu contraire a aussi été exprimé.
— Vendre ou amodier les biens communaux.*

Le rapport sur ces questions a été présenté par M. GUILLAUMIN et peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. GUILLAUMIN

En présence des vœux contradictoires qui se sont produits dans l'Enquête, la sous-commission a dû envisager la mise en valeur des biens communaux au triple point de vue du partage, de la vente ou de l'amodiation de ces biens.

Mise en valeur directement par la commune. — Les biens communaux présentent, pour toute la France, une superficie d'au moins 2,792,803 hectares de terres en friches possédées en commun et n'offrant, dans cet état, qu'une pâture fort insignifiante aux troupeaux des habitants. Il est donc évident qu'à ne s'en tenir qu'au côté purement économique et agricole, ces

biens concourraient d'une manière bien plus efficace à la production générale s'il en était tiré parti, soit par leur mise en valeur directe, soit par l'un des trois modes indiqués ci-dessus, car la culture de 200,000 hectares suffirait pour affranchir la France du lourd tribut qu'elle paye à l'étranger en temps de disette; mais le pâturage en commun est une nécessité pour les pays pauvres, et la sous-commission conclut de là qu'il serait imprudent de poser une règle absolue, sans tenir compte des conditions économiques, climatériques et même géologiques des différentes contrées de la France.

Ces réserves faites, il est certain qu'il est de l'intérêt général de tendre le plus possible vers la mise en valeur des biens communaux (tel a été le but de la loi du 28 juillet 1860) et que la mise en valeur directe, par l'augmentation du revenu et de la valeur des propriétés communales, sera souvent une mesure utile, lorsque les communes auront les ressources nécessaires pour opérer elles-mêmes cette transformation.

Il reste à examiner, pour les communes qui n'ont pas les ressources suffisantes, quel est, des trois modes proposés dans l'Enquête, celui qu'il est le plus sage et le plus juste de recommander.

Partage. — Quelle que soit leur origine, les biens communaux constituent, pour la personne morale qu'on nomme *Commune*, une propriété sur laquelle les habitants ont un droit de jouissance indivise, sans qu'aucun d'eux puisse prétendre à un droit indivis dans la propriété elle-même. — Partager les biens communaux, en vertu d'une mesure impérative, serait donc dépouiller la commune sans équivalent, au profit des habitants actuels, au détriment des habitants à venir, et priver la commune elle-même des ressources dont elle dispose pour ses dépenses communales et pour le secours des pauvres; ce serait priver ceux-ci des ressources qu'ils trouvent dans la jouissance commune.

L'expérience d'ailleurs a eu lieu; une loi du 10 juin 1793 avait *autorisé* (non pas *prescrit*) le partage par tête d'habitants et il a fallu bientôt revenir sur cette mesure.

La sous-commission ne saurait donc recommander un nouvel essai de ce mode.

Vente. — La vente ne dépouillerait pas, il est vrai, la commune sans équivalent, comme le partage; mais les habitants, pauvres y perdraient, sans compensation, le bénéfice de la jouissance commune. Elle serait donc, dans son résultat, contraire au principe populaire de notre société, et elle provoquerait, de la part des classes pauvres, les colères et les récriminations qu'ont fait naître les aliénations opérées en 1813.

Il convient d'ajouter que la vente des terrains incultes ne produirait qu'un faible capital et priverait le corps communal du bénéfice des améliorations possibles.

Mais si la vente doit être repoussée comme mesure générale et obligatoire, elle peut, dans des circonstances données, présenter des avantages sérieux. Aussi la loi du 18 juillet 1837 place-t-elle dans les attributions des conseils municipaux les aliénations des propriétés communales, sous certaines conditions prescrites par cette loi même. Ce droit est assez fréquemment exercé; il n'y a donc, à cet égard, aucune mesure administrative ou législative à provoquer.

Amodiation. — La sous-commission considère l'amodiation ou le fermage des biens communaux comme présentant tous les avantages du partage ou de la vente, sans leurs inconvénients. Le fermage, en effet, conserve à la commune sa propriété et l'améliore; il sauvegarde l'intérêt des générations futures et, s'il empiète sur la jouissance commune, il met le défrichement et la culture à la portée des simples journaliers et des habitants les plus dénués de ressources.

Ce système avait été l'objet d'un projet de décret présenté à l'Assemblée nationale, le 28 août 1848. La sous-commission propose d'en recommander l'étude au Gouvernement.

Ce projet de décret est joint au rapport de M. Guillaumin; il est ainsi conçu :

« ARTICLE PREMIER. — Toutes les communes de la République sont tenues de mettre en culture les terrains communaux susceptibles d'être avantageusement défrichés et cultivés.

« ARTICLE 2. — La mise en culture sera opérée par la commune elle-même ou par des fermiers auxquels le fonds communal sera donné à bail.

« ARTICLE 3. — Dans les deux mois de la promulgation du présent décret, les conseils municipaux fourniront, dans une délibération spéciale : 1° l'état de tous les communaux non cultivés ; 2° l'indication de ceux qui sont susceptibles d'être assainis, défrichés et cultivés avec avantage ; 3° le prix de fermage qui peut être annuellement exigé par hectare ; 4° l'état des communaux déjà cultivés et les moyens d'augmenter la production.

« Si les conseils municipaux laissent passer le délai ci-dessus fixé sans fournir la délibération dont il s'agit, le préfet y suppléera par une instruction faite d'office et par tous autres documents.

« ARTICLE 4. — Après cette délibération ou instruction faite d'office, le préfet fera procéder, dans la commune intéressée, à une enquête *de commodo et incommodo*, sur tous les points indiqués dans l'article précédent.

« ARTICLE 5. — Sur le vu de la délibération et de l'enquête, le préfet désignera les terrains qui devront être mis en culture.

« Néanmoins, si la délibération du conseil municipal est contraire à l'amodiation ou s'il n'est pas intervenu de délibération dans le délai fixé par l'article 3, les pièces de l'instruction seront communiquées au conseil général du département qui donnera son avis motivé, avant qu'il soit statué par le préfet.

« ARTICLE 6. — En cas d'amodiation, les terrains seront divisés en lots égaux.

« Un lot sera attribué sans enchères à chaque chef de famille ou de maison ayant son domicile réel et fixe dans la commune et qui voudra le prendre à bail.

« L'étendue et le fermage annuel de chaque lot seront fixés par le préfet, sur la proposition du conseil municipal, et, à défaut, sur celle du conseil général. Le prix de fermage devra toujours être inférieur au revenu réel du terrain affermé.

« ARTICLE 7. — Le conseil municipal dressera une liste de tous les habitants chefs de famille, en commençant par les moins

aisés, et ceux-ci auront, dans l'ordre de la liste, la préférence pour prendre les lots à bail, lorsque le nombre des lots ne sera pas égal à celui des chefs de famille.

« Si le nombre des lots est égal à celui des chefs de famille, les lots seront tirés au sort entre tous ceux qui voudront devenir fermiers.

« Si aucun habitant ne se présente pour profiter du bénéfice du présent article et du précédent, ou lorsque tous ceux qui l'auront demandé auront été lotis, les lots restant sans attribution seront affermés aux enchères avec publicité et concurrence.

« Dans ce dernier cas, plusieurs lots pourront être réunis.

« ARTICLE 8. — Les baux seront consentis pour douze ans au moins et vingt-quatre ans au plus, suivant que le conseil municipal l'aura décidé, avec condition expresse de défrichement et de culture dans un délai fixé.

« ARTICLE 9. — A l'expiration du bail, chaque lot sera de nouveau affermé aux enchères publiques, en faveur de toutes personnes et pour une durée égale à celle de la première amodiation.

« Si le fermage annuel ainsi obtenu est supérieur à celui du premier bail, l'excédant sera partagé, pendant toute la durée du second bail, entre la commune et le précédent fermier ou ses ayants droit.

« Cet avantage ne sera pas dû au fermier lorsque, conformément au dernier paragraphe de l'article 7, les baux auront été faits aux enchères publiques.

ARTICLE 10. — Dans le cas où les terrains désignés dans les articles 1 et 5 n'auraient pas été affermés et où la commune ne les aurait pas elle-même mis en culture, le préfet, après avoir mis en demeure le conseil municipal, pourra d'office imposer la commune dans les limites fixées par l'article 39 de la loi du 18 juillet 1837, ou porter au budget une somme qui ne pourra être supérieure au dixième des recettes ordinaires de la commune et de ses capitaux disponibles.

« Le préfet prescrira alors le mode de culture ou d'amodiation et ordonnera les travaux nécessaires.

ARTICLE 11. — Dans le cas où l'on adopterait le boisement comme moyen de mise en culture, il sera vendu, dans les formes voulues par la loi, une portion de communal, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire à la dépense de l'opération, à moins que le conseil municipal n'ait indiqué d'autres ressources pour y subvenir.

« **ARTICLE 12.** — La mise en culture des biens communaux pourra avoir lieu partiellement et toutefois, de manière que, dans chaque année qui suivra le présent décret, l'opération soit faite sur l'étendue de terrain déterminée par un arrêté du préfet, sur l'avis du conseil municipal.

« **ARTICLE 13.** — Tout terrain communal susceptible d'être défriché ou cultivé et qui sera indivis entre plusieurs communes ou sections de communes, ou entre des communes, sections de communes et des particuliers, sera partagé entre elles dans le délai d'une année, afin que les dispositions précédentes puissent être appliquées.

« **ARTICLE 14.** — Les baux faits en vertu du présent décret seront reçus et constatés par le maire de la commune, assisté de deux conseillers municipaux désignés d'avance par le conseil municipal ou, à défaut, dans l'ordre du tableau.

« Ces baux emporteront exécution parée, lorsqu'ils auront été rendus exécutoires par le préfet.

« **ARTICLE 15.** — Pour faciliter l'exécution de l'article précédent, le préfet rédigera un règlement contenant les charges, clauses et conditions générales de l'amodiation des terrains communaux dans le département. Ce règlement sera soumis au conseil général dans sa première session après la promulgation du décret et ne sera définitif qu'après son approbation.

« **ARTICLE 16.** — Chaque année il sera rendu compte à l'Assemblée nationale, par le Ministre de l'intérieur, de l'exécution du présent décret et de ses résultats.

« **ARTICLE 17.** — La loi du 10 juin 1793 autorisant les communes à partager les biens communaux est abrogée. »

DISCUSSION. — Séance du 11 février 1869.

Le rapport de M. GUILLAUMIN a été discuté devant la Commission supérieure dans la séance du 11 février 1869.

Après un résumé très sommaire du rapport et de ses conclusions, M. LE PRÉSIDENT (*M. Suin*) fait observer que la sous-commission a examiné quatre modes : 1° la mise en valeur par la commune elle-même ; 2° la vente ; 3° le partage ; 4° l'amodiation. La sous-commission repousse les trois premiers modes ; le dernier lui semble seul pouvoir être pris en considération.

M. DU MIRAL exprime le regret que M. Guillaumin n'ait pas, dans son rapport, traité la question relative aux biens appartenant à des sections de communes, question examinée d'une manière spéciale dans la Commission législative (dont l'orateur faisait partie avec M. Guillaumin) qui avait présenté un projet de loi basé sur l'idée du partage des biens communaux de sections. — Une autre commission instituée au Ministère de l'Intérieur a conclu à un partage, dans des conditions déterminées, avec soulte et redevance, des biens de cette nature. Le Ministre de l'Intérieur a approuvé ces conclusions ; le Conseil d'Etat en est saisi ; plusieurs conseils généraux des départements intéressés ont émis un avis favorable ; il eut été à désirer que la Commission supérieure fit connaître son avis à cet égard.

L'orateur développe les considérations qui militent en faveur du partage des biens communaux de sections. Il conteste d'abord que les intérêts de l'avenir soient compromis par ce partage ; nul n'a droit à ces biens que ceux qui sont dans la section, et personne ne peut y entrer sans tenir son droit de ceux mêmes qui en font partie, de telle sorte que tout ce qui peut enrichir et enrichit, dans le présent, les habitants de la section, enrichit par cela même les ayants cause futurs, au lieu de les ruiner.

L'immobilité des biens communaux de sections aboutit, dans la pratique, à l'impossibilité d'en tirer parti. C'est la consolidation de la misère et de l'impuissance pour les générations présentes et futures.

Dans le rapport qu'il a présenté au nom de la Commission

législative dont il faisait partie avec M. Guillaumin, l'orateur croit avoir établi comme règle *géologique*, en quelque sorte, que les communaux étaient l'**annexe** nécessaire des sols granitiques; qu'ils étaient la conséquence **forcée** de la nature peu productive du sol qui entraîne le maintien en **pâturage** d'une partie notable du territoire. Cette constitution du sol a eu aussi **pour** conséquence la division de la commune en nombreux hameaux et des biens communaux en biens de sections. Dans la Creuse, qui est un petit département, l'étendue des communaux est de près de 100,000 hectares.

M. LE PRÉSIDENT appelle l'attention de la Commission supérieure sur les faits qui se sont passés à la suite des partages exécutés en vertu de la loi de 1793. De nombreuses usurpations ont eu lieu de la part des habitants devenus propriétaires, sur les terrains restés communaux, et les parcelles usurpées ont été mises en valeur par leurs possesseurs illégitimes; mais une loi du 20 mars 1813 prescrivit la recherche de ces parcelles, dont la valeur s'était notablement augmentée par la culture, et les céda à la Caisse d'amortissement. Aujourd'hui, si les communaux, par suite d'une amodiation ou d'un partage de jouissance, acquièraient une plus-value, la commune en profiterait tôt ou tard, puisqu'il s'agirait non d'un partage de propriété, mais d'un partage de jouissance. Tel est le principe sur lequel reposait le projet de décret préparé en 1848.

M. GUILLAUMIN, *rapporteur*, dit que la sous-commission a pris la question telle qu'elle a été présentée dans l'Enquête, c'est-à-dire qu'elle a cherché les moyens les plus utiles de tirer parti des biens communaux. C'est cette question qui doit faire l'objet de l'examen de la Commission supérieure. Quant à la question posée par M. du Miral relativement aux biens de sections de communes, elle pourrait être renvoyée à la sous-commission qui l'étudierait particulièrement. Pour le moment, il ne doit être question que des biens communaux ordinaires.

M. LE PRÉSIDENT rappelle à la Commission supérieure qu'il existe une loi du 6 décembre 1850, sur l'amodiation et la mise en valeur des biens communaux de la Bretagne. — Il consulte

ensuite la Commission sur le premier mode énoncé dans le rapport de la sous-commission, c'est-à-dire la mise en valeur directement par la commune ; il déclare que ce mode lui paraît peu praticable.

M. GUILLAUME, *rapporteur*, dit que ce mode a été consacré par la loi du 28 juillet 1860, sur la mise en culture des biens communaux en friche. Cette loi existe ; on ne peut en demander le rappel. L'élément nécessaire de cette mise en valeur, c'est le capital ; quand les communes le possèdent, elles peuvent recourir à ce procédé. Il n'y a rien à modifier à cette situation.

M. LE PRÉSIDENT pose ensuite la question relative au partage.

M. DU MIRAL est d'avis que la conclusion de la sous-commission, qui repousse le partage en propriété, est un peu absolue. En principe général, il est de l'avis de la sous-commission ; mais, dans certaines circonstances, le partage pourrait être utile.

M. MIGNERET considère le partage comme une opération mauvaise ; il fait observer qu'en l'état de la législation actuelle, cette opération est proscrite ; car si la loi de 1793 l'a autorisée (non prescrite), une loi postérieure du 21 prairial an IV a ordonné de surseoir à celle de 1793, et aucune loi n'a, depuis lors, levé ce sursis. — L'orateur déclare qu'il ne connaît pas de mesure plus désastreuse pour les intérêts des communes et pour les intérêts particuliers des habitants, plus impolitique et plus antisociale que ce mode de partage des biens communaux.

M. JOSSEAU trouve trop absolues les propositions de la sous-commission ; il serait d'avis de laisser aux communes, sous la surveillance de l'Administration, une plus grande latitude. — Cette latitude existe d'ailleurs, et l'orateur pourrait citer huit ou dix communes du même canton, qui, propriétaires de biens communaux, parfois même de bois, ont récemment obtenu du Conseil d'Etat l'autorisation de les partager, moyennant une soule déterminée, entre tous les propriétaires.

M. DE LAVENAY fait remarquer que le caractère de l'opération dépend de la nature des droits de propriété. Si les habitants sont propriétaires *ut singuli*, la division entre eux des biens communaux est un partage réel ; si, au contraire, la commune

est propriétaire *ut universitas*, la division est une véritable vente.

M. MIGNERET trouve la question très bien posée par M. de Lavenay. La sous-commission, d'ailleurs, n'a eu en vue que les biens réellement possédés par la commune *ut universitas* ; or la vente des biens communaux est permise par la loi suivant des formalités prescrites ; mais l'aliénation, telle qu'elle est proposée, est la pire de toutes les ventes, une vente sans concurrence et sans publicité, le dépouillement de la commune aux conditions que jugeront convenables les hommes dont l'opinion sera alors dominante, moyennant un prix qu'ils fixeront arbitrairement et que la commune ne pourra jamais modifier.

Au contraire, le contrat par lequel la commune procède au partage de jouissance présente tous les avantages du partage de propriété, sans ses inconvénients. Les communaux sont mis en valeur, et celui qui défriche trouve, dans un bail à long terme, le remboursement de ses frais. Le lotissement de la jouissance produit donc tous les avantages de la mise en culture ; aux habitants de la commune, il offre cet avantage de leur donner des terres à bas prix, moyennant une redevance annuelle proportionnée aux récoltes ; à la commune, il assure un revenu perpétuel ; il présente, en un mot, tous les avantages que l'on trouve dans un lotissement définitif.

Par ces considérations, l'orateur insiste vivement pour que les communaux soient utilisés sans être vendus.

La Commission supérieure adopte les conclusions de la sous-commission relatives au partage entre les habitants, c'est-à-dire qu'elle repousse ce mode.

La discussion s'ouvre ensuite sur la question relative à la vente.

M. GUILLAUMIN, rapporteur, fait observer que la vente peut être utile dans certains cas ; mais la matière est réglée par la loi du 18 juillet 1837 ; il n'y a donc rien à modifier à ce qui existe.

M. DU MIRAL croit que c'est ici le cas de discuter la valeur du procédé indiqué par M. Josseau et déjà appliqué dans un certain nombre de cas. Ce procédé consiste à vendre aux habitants de la

commune, à l'exclusion de tous autres, les biens communaux divisés dans un certain nombre de lots et suivant un prix déterminé.

M. LE PRÉSIDENT demande que M. Josseau s'explique sur la nature du contrat qui interviendrait dans ce cas. L'opération ne serait ni une vente ni un partage, et la commune perdrait ce qu'elle aurait pu gagner à une vente avec publicité et concurrence.

M. JOSSEAU dit que l'habitant deviendrait propriétaire incommutable; si le Conseil d'Etat a autorisé de semblables aliénations, c'est qu'il a pensé qu'aucune concurrence ne viendrait faire élever le prix de la vente. L'orateur demande simplement que cette façon de procéder ne soit pas interdite.

M. DE LAVENAY voudrait que la Commission supérieure fût éclairée sur les motifs qui ont pu, dans certains cas, porter le Conseil d'Etat à approuver une dérogation à la loi générale sur les ventes. Si certaines sections du Conseil d'Etat ont cru pouvoir agir ainsi, il est permis de croire qu'en assemblée générale, la décision eût été différente.

M. JOSSEAU, invité à formuler une proposition, déclare qu'il demande simplement que la Commission supérieure n'émette pas un vote susceptible d'entraver ce mode d'aliénation qu'il trouve utile.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que, M. Josseau ne faisant aucune proposition spéciale, la Commission supérieure se trouve simplement en présence des conclusions de la sous-commission, qui a émis l'avis qu'il n'y avait aucune mesure législative ou administrative à proposer, la loi du 18 juillet 1837 ayant, dans une juste mesure, pourvu aux dispositions à prendre pour l'aliénation des biens communaux.

La Commission supérieure adopte ces conclusions.

M. LE PRÉSIDENT met ensuite aux voix les conclusions relatives à l'amodiation.

Ces conclusions sont également adoptées.

En résumé, sur la question des biens communaux, la Commission supérieure a adopté les résolutions suivantes :

1° *Sur la mise en valeur par la commune elle-même*, AUCUNE PROPOSITION SPÉCIALE N'EST A FAIRE, UNE LOI DU 28 JUILLET 1860, AUTORISANT LES COMMUNES A METTRE ELLES-MÊMES LEURS BIENS COMMUNAUX EN VALEUR, LORSQU'ELLES ONT LE CAPITAL NÉCESSAIRE;

2° *Sur le partage entre les habitants* : CE MODE EST REPOUSSÉ;

3° *Sur la vente* : AUCUNE MESURE ADMINISTRATIVE OU LÉGISLATIVE N'EST A PROPOSER, LA LOI DU 18 JUILLET 1837 AYANT SUFFISAMMENT POURVU AUX FORMALITÉS NÉCESSAIRES A L'ALIÉNATION DES BIENS COMMUNAUX;

4° *Enfin, sur l'amodiation* : CE MODE EST CONSIDÉRÉ COMME LE SEUL QUI PUISSE CONVENIR AUX INTÉRÊTS DE LA COMMUNE ET A CEUX DES HABITANTS, ET LE GOUVERNEMENT EST INVITÉ A ÉTUDIER UN PROJET DE DÉCRET PRÉSENTÉ SUR CET OBJET, A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LE 28 AOUT 1848.

§ 2. — ENSEIGNEMENT AGRICOLE. — ENCOURAGEMENTS A L'AGRICULTURE.

Rétablir l'Institut agronomique de Versailles ou une Ecole supérieure d'agriculture. — Etablir des écoles régionales plus nombreuses. — Augmenter le nombre des fermes-écoles. — Instituer des professeurs d'agriculture chargés d'aller faire des cours dans les campagnes. — Développer les sociétés d'agriculture et les comices agricoles.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 5 décembre 1868.

Lors de la discussion préliminaire à laquelle ces questions ont donné lieu, dans la séance du 5 décembre 1868, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) a émis l'avis qu'elles pourraient, à raison de leur connexité, être renvoyées à une même sous-commission.

Il a rappelé, en outre, que le rétablissement de l'Institut de Versailles ou l'établissement d'une Ecole supérieure d'agriculture, non-seulement avaient fait l'objet de vœux nombreux dans l'En-

quête, mais encore avaient été réclamés à diverses époques. Bien plus, une Commission spéciale, composée des hommes les plus compétents, s'est livrée, dans le cours de l'année 1867, à une étude approfondie de cette grave question. Cette commission a terminé son travail et le rapport a été rédigé par M. Tisserand (1).

M. le Ministre dit que le rapport de M. Tisserand sera imprimé et distribué à tous les membres de la Commission supérieure.

Après une discussion sommaire, la proposition du Ministre est adoptée et les cinq questions composant le § 2 sont renvoyées à une sous-commission, dont sont nommés membres : MM. Dumas, baron de Ladoucette, Lefebvre de Sainte-Marie, Chevreul, Boitel, baron de Benoist, baron de Veauce, Josseau, Guillaumin, Dailly, Boussingault, général Morin, directeur du Conservatoire des Arts et Métiers, Tisserand, Chambellant, inspecteur général de l'Agriculture ; — MM. Rogniat, auditeur au Conseil d'Etat, et Fruchard, secrétaires.

La sous-commission ainsi composée et comprenant, on doit le remarquer, quatre membres étrangers à la Commission supérieure (MM. le général Morin, Chambellant, Rogniat et Fruchard), désigna pour rapporteur

(1) Cette Commission était composée de :

MM. DUMAS, sénateur, *président*.

LE BARON DE LADOUCKETTE, sénateur, *vice-président*.

HUBERT-DELISLE, sénateur.

LE MARQUIS D'HAVRINCOURT, député au Corps législatif.

BODIN, député au Corps législatif.

PAGÉSY, député au Corps législatif.

DE BOUREUILLE, secrétaire général du Ministère des Travaux publics.

DE MONNY DE MORNAY, directeur de l'agriculture.

RENDU, inspecteur général de l'Agriculture.

CHAMBELLANT, inspecteur général de l'agriculture.

DAILLY, membre de la Société impériale et centrale d'agriculture.

MARCHAND, chef de la division de la comptabilité au Ministère des Travaux publics.

BELLA, directeur de l'Ecole d'agriculture de Grignon ;

TISSERAND, directeur des établissements agricoles de la Couronne, *rapporteur* ;

PRÉVOST, chef de bureau à la direction de l'agriculture, *secrétaire*, avec voix consultative ;

DE SAVIGNY,
DE CHAZELLES, } auditeurs au Conseil d'Etat, attachés à la Commission.

M. TISSERAND, précédemment rapporteur de la Commission spéciale qui avait fonctionné en 1867. Il est donc à penser que le nouveau rapport présenté par M. Tisserand comporte, non-seulement le résumé des travaux de la sous-commission, mais encore celui des travaux de la Commission de 1867.

Cet important document peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. TISSERAND

De toutes les branches de l'activité humaine, l'agriculture est de beaucoup la plus importante, en France. Elle couvre de ses fermes ou usines la surface entière du pays ; elle compte 5,257,000 exploitants qui, avec les ouvriers qu'ils emploient et leurs familles, forment une population de vingt millions d'habitants voués à la vie des champs. Le sol qu'elle cultive vaut, y compris le capital d'exploitation, CENT MILLIARDS ; son outillage comprend quatre millions et demi d'instruments et de machines ; le nombre des animaux de travail qu'elle emploie est presque égal ; son cheptel vivant a une valeur de 4,568,000,000 de francs ; son produit annuel s'élève à environ 14 milliards, c'est-à-dire à trois ou quatre fois autant que toutes les autres industries réunies ; la vigne, à elle seule, produit, chaque année, pour un milliard et demi de vin, en faisant vivre huit millions d'individus (1).

Toutefois l'agriculture, malgré sa supériorité en nombre et en produits, a fait des progrès beaucoup moins rapides que l'industrie ; elle a reçu un secours moindre de la science et de l'enseignement. Tandis que les manufactures ont vu, depuis le commencement de ce siècle, se centupler et au delà la puissance productive de l'ouvrier, la culture l'a augmentée à peine d'un tiers. — L'agriculture se plaint de manquer de bras et d'avoir un profit insuffisant ; avec son capital énorme, elle se plaint de manquer d'argent et de crédit ; elle n'a pas assez de matières fertilisantes, et des quantités considérables d'engrais se perdent chaque jour,

(1) Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, ces chiffres, qui s'appliquaient à l'année 1869, ne représentent plus la situation de la France depuis la perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine ; mais ils conservent leur importance relative pour établir la place considérable que l'agriculture occupe dans l'industrie et la richesse nationales de la France.

et les eaux courantes continuent à arriver inutilisées, presque partout, jusqu'à la mer.

Quand on pénètre au fond de la question, l'on reconnaît que l'un des plus grands obstacles que rencontre le progrès de l'agriculture tient au manque, dans les campagnes, d'une instruction professionnelle et d'une éducation économique suffisantes.

Depuis longtemps, les esprits les plus élevés ont entrevu et signalé cette lacune. Bernard de Palissy, Olivier de Serres, Lavoisier, le duc de Béthune-Charost, Thibaudeau, Huzard, François de Neufchâteau et autres, ont demandé successivement la création d'un enseignement agricole ; mais c'est de 1819 seulement que datent les premières tentatives sérieuses.

Une école fut alors fondée à la ferme de Roville, près de Nancy, au moyen de souscriptions publiques. La Restauration lui refusa tout concours d'argent, et le Gouvernement suivant n'alla pas au delà d'une subvention de 3,000 francs. L'illustre et courageux Mathieu de Dombasle succomba à la tâche sous des difficultés de toute nature ; mais son œuvre laissa des traces profondes ; elle produisit des hommes éclairés qui se mirent à la tête du mouvement. Ses annales, son outillage perfectionné exercèrent sur l'agriculture générale une influence considérable.

L'institut agricole de Coëtbo, en Bretagne, fondé en 1833, ne fit que passer ; deux autres établissements fondés, l'un à Grand-Jouan, en Bretagne, l'autre à La Saulsaie (Ain), par MM. Rieffel et Nivière, élèves ou émules de Dombasle, étaient menacés du sort de Roville, lorsque l'Etat les prit à son compte et les transforma en écoles régionales.

Grignon, fondé en 1829, eut plus de succès parce qu'il fut plus favorisé. Capital, sol, subventions, tout lui fut donné en abondance ; mais il conserva son caractère d'école spéciale d'exploitation agricole applicable à la région du centre-nord de la France.

En 1845, le Conseil supérieur d'agriculture présenta un plan complet d'enseignement agricole. Conçu, puis remanié par M. Turrel, ce projet donna naissance à la loi du 3 octobre 1848

qui instituait les trois degrés d'enseignement. Plus tard, on n'en laissa subsister que les fermes-écoles et les écoles régionales.

Les vœux exprimés dans l'Enquête agricole comprennent les points suivants :

Rétablir l'Institut agronomique de Versailles où une école supérieure de l'agriculture.

Etablir des écoles régionales plus nombreuses ;

Augmenter le nombre des fermes-écoles ;

Instituer des professeurs d'agriculture, chargés d'aller faire des cours dans les campagnes ;

Développer les sociétés d'agriculture et les comices agricoles.

Avant d'aborder les solutions adoptées par la sous-commission, le Rapporteur croit utile de faire connaître la situation de l'enseignement professionnel de l'agriculture, tel qu'il existe.

ÉTAT ACTUEL DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DE L'AGRICULTURE.

Cet enseignement comprend aujourd'hui : au premier degré, les *fermes-écoles* ; — au second degré, les *écoles régionales d'agriculture*.

1° *Fermes-écoles.*

La ferme-école est un véritable atelier d'apprentissage ; c'est, d'après les règlements, une exploitation rurale conduite avec habileté et profit, et dans laquelle les élèves exécutent tous les travaux.

Elle est établie dans le double but : 1° de fournir de bons exemples aux agriculteurs du pays, par une culture fructueuse et bien entendue ; 2° de former d'habiles praticiens, capables de devenir d'utiles aides-ruraux, chefs de main-d'œuvre, ou de conduire de petites métairies.

En vue de ce double but, le domaine est choisi de façon à offrir les conditions de culture, d'étendue, de situation et de terrain qui dominent dans la localité. On y joint généralement des pépinières, des collections d'arbres fruitiers, et tout ce qui peut initier les élèves à une bonne pratique du jardinage.

Le régime des fermes-écoles repose sur le principe de l'action de l'industrie privée avec l'intervention de l'Etat. L'exploitation relève exclusivement du directeur qui en court tous les risques et périls; l'Etat prend à sa charge la pension annuelle des apprentis (à raison de 175 francs par élève), laquelle, jointe à leur travail, indemnise le directeur des dépenses d'entretien et de nourriture de ces jeunes gens; il accorde, en outre, à chaque élève, une somme de 75 francs pour entretien des habillements; enfin il prend à son compte les frais d'enseignement, qui comprennent le traitement du directeur et celui du personnel assigné à l'école, savoir : 1° un chef de pratique; 2° un surveillant comptable; 3° un vétérinaire; 4° un jardinier-pépiniériste; 5° enfin quelques chefs de service spéciaux variant suivant les localités, tels que berger, fromager, irrigateur, magnanier, vigneron et autres.

Le nombre des apprentis varie de 36 à 45. La durée de l'apprentissage est communément de trois ans.

L'enseignement consiste principalement dans les explications et démonstrations qui accompagnent les travaux auxquels les apprentis se livrent. Les heures réservées pour l'étude sont employées : 1° à la rédaction de notes sur les explications données; 2° à la lecture de livres élémentaires d'agriculture; 3° à des leçons sur les premiers éléments des mathématiques, de la comptabilité et de l'arpentage.

L'admission, qui ne peut se faire avant l'âge de seize ans, a pour préliminaire un examen dans lequel on tient surtout compte de l'aptitude des candidats aux travaux des champs; ils subissent également des examens à la fin de chaque année et à leur sortie de la ferme-école.

Le directeur seul est nommé par le Ministre, et il est le maître absolu de la nomination, de la révocation et du changement des employés placés sous ses ordres. — Autant que possible on prend pour directeurs les propriétaires des domaines sur lesquels les fermes-écoles sont instituées.

Le nombre des fermes-écoles était de 21 avant 1849; il fut de 70 en 1849; il n'en existe plus qu'une cinquantaine.

Leur action est loin d'avoir été partout la même; certaines ont formé d'excellents praticiens; d'autres, au contraire, n'ont pas répondu à l'espoir qu'on fondait sur elles.

En 1866, les 48 fermes-écoles encore existantes comptaient 1,291 apprentis répartis entre les trois années d'étude, soit environ 430 par année.

Elles figurent au budget pour une dépense de 680,000 francs.

2° Ecoles régionales

D'après le compte-rendu de l'enseignement professionnel de 1852, l'école régionale a pour objet de favoriser les progrès de l'agriculture : 1° par l'*enseignement*, en formant des agriculteurs éclairés; 2° par l'*exemple*, en offrant des cultures perfectionnées et progressives; 3° par l'*expérience*, en faisant des essais et des tentatives pour améliorer l'industrie rurale.

Elle se propose de former, non plus comme la ferme-école, de simples cultivateurs et des artisans de l'industrie agricole, mais les chefs même de cette industrie; elle doit enfin travailler au perfectionnement et aux progrès de l'agriculture de la région où elle est située.

Tout en visant à une culture profitable, l'école régionale doit expérimenter avec mesure les innovations; elle a pour mission de s'attacher surtout aux spéculations agricoles caractéristiques de l'ensemble formant la région : ici, la betterave et les céréales; là, les défrichements; ailleurs, les pâturages, les plantes industrielles, etc.

Dans ces conditions, le directeur ne peut plus être le propriétaire du domaine; il exploite, ou plutôt il administre pour le compte de l'Etat; c'est un fonctionnaire.

L'école se compose de deux parties distinctes : l'établissement proprement dit, avec son enseignement et la ferme avec ses cultures.

L'instruction est, à la fois, théorique et pratique.

L'instruction théorique est limitée aux notions générales et donnée par les six professeurs suivants :

- 1° Un professeur de chimie, physique, géologie et minéralogie, appliquées à l'agriculture ;
- 2° Un professeur de botanique et de sylviculture ;
- 3° Un professeur de génie rural (irrigation, constructions rurales, arpentage) ;
- 4° Un professeur d'agriculture ;
- 5° Un professeur de zoologie et de zootechnie ou économie du bétail ;
- 6° Un professeur d'économie et de législation rurales.

L'agent comptable de l'établissement forme, en outre, les élèves aux principes d'une comptabilité régulière appliquée à l'ensemble des opérations d'une exploitation agricole.

Un répétiteur est adjoint à chaque professeur.

La durée normale de l'enseignement est de trois années.

Les candidats doivent être âgés de 17 ans au moins et avoir subi un examen d'après le programme suivant :

En arithmétique, les quatre règles, les fractions, l'extraction des racines carrées et cubiques, les proportions et les progressions, l'exposition du système métrique ;

En géométrie, l'équivalent des quatre premiers livres de Legendre ;

En physique, les propriétés générales des corps, le thermomètre, le baromètre ;

Enfin, une rédaction en français qui témoigne de l'instruction du candidat en orthographe et en grammaire.

Le nombre des élèves est fixé par le Ministre pour chaque école régionale ; il est, en ce moment, de 35 pour Grignon, et de 22 pour Grand-Jouan et La Saulsaie. Le prix de la pension est de 750 francs ; tous les élèves sont internes.

L'Etat affecte à chaque école régionale dix-huit bourses dont la moitié est donnée, après examen et concours, aux apprentis les plus méritants des fermes-écoles de la circonscription régionale. L'autre moitié, partagée en demi-bourses, est répartie, également après examen, par le Ministre, entre les élèves des différentes divisions qui, après six mois de séjour à l'école, ont été les mieux notés pour le travail et la conduite.

Un examen termine les cours de chaque année ; à la fin de la troisième, le jury procède à la délivrance des certificats aux élèves qui ont achevé leurs études ; les élèves classés les premiers sont placés comme stagiaires, aux frais de l'Etat, auprès de divers établissements agricoles, publics ou particuliers, afin d'y compléter leur instruction et de s'y former à l'administration d'une propriété.

Le personnel comprend, outre le directeur, le sous-directeur-professeur, les cinq professeurs et les six répétiteurs, deux ou trois surveillants, un aumônier, un médecin, un agent comptable, un garde-magasin, un commis de direction, un commis de comptabilité, un jardinier-chef, un chef de pratique et des hommes de service en nombre nécessaire.

Le directeur et le sous-directeur sont nommés par le Ministre, les professeurs sont choisis par l'Administration supérieure de l'agriculture ; les agents inférieurs sont nommés par le directeur.

La dépense annuelle pour les trois écoles régionales de Grignon, Grand-Jouan et La Saulsaie est d'environ 561,000 francs.

3° Chaires d'agriculture.

Ces chaires existent dans neuf départements : Aveyron, Doubs, Finistère, Haute-Garonne, Gironde, Loire-Inférieure, Oise, Seine-Inférieure et Somme.

La plus ancienne de ces chaires (celle de Bordeaux) date de 1838 ; la plus récente (celle d'Amiens) date de 1849.

Parmi les titulaires de ces chaires, les uns font leurs cours au chef-lieu du département, d'autres dans les localités désignées par le préfet.

A Rouen, deux professeurs se partagent la tâche. L'un fait un cours de chimie agricole à l'école départementale ; l'autre fait un cours nomade dans le département.

Dans le Calvados, la Gironde et l'Ille-et-Villaine, les professeurs des Facultés de sciences reçoivent des subventions pour faire des cours de chimie agricole.

4° Cours nomades

Enfin, dans ces dernières années, un autre mode d'enseignement agricole a été créé dans les départements. L'Administration de l'agriculture confie à des hommes spéciaux des missions ayant pour but d'initier, au moyen de leçons faites sur place, les cultivateurs à des procédés nouveaux et à la connaissance plus approfondie de certaines branches de la production du sol.

Cette utile transformation des chaires départementales a déjà donné de remarquables résultats pour la viticulture et l'arboriculture.

NÉCESSITÉ D'UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE L'AGRICULTURE

Les grandes réformes accomplies dans notre régime économique obligent l'agriculture à prendre les allures de l'industrie en lui empruntant ses moyens de production et le ressort énergétique que donne la science par ses applications. Or, pour se lancer dans une voie encore peu frayée, l'agriculture a besoin de ces chercheurs patients qui savent pénétrer dans les secrets de la nature, qui font du métier un art, en améliorant son outillage et ses procédés, en réunissant les éléments de civilisation épars jusque-là, en lui assurant les ressources du crédit et la puissance du capital.

D'autre part, un heureux mouvement appelle vers les campagnes les hommes riches, les jeunes gens instruits, les fils de possesseurs du sol qui, après avoir parcouru le cercle des études universitaires, veulent se consacrer à une carrière encore neuve. Il faut, à tout prix, favoriser ce mouvement.

Les écoles régionales ne sauraient remplir ce but ; un enseignement supérieur peut seul répondre à ces divers besoins, en rattachant l'agriculture à la science, en présentant un ensemble de cours au niveau de celui des hautes écoles de l'industrie, des beaux-arts et des travaux publics. Tel est le vœu qui s'est manifesté d'une manière universelle, et c'est en vue de lui don-

ner satisfaction qu'a été instituée par le Gouvernement une commission chargée de préparer les bases à adopter pour la création d'un Institut supérieur de l'agriculture (voir, page 323, la composition de cette commission).

Après une étude approfondie, cette commission s'est prononcée à l'unanimité en faveur de l'urgente opportunité de cette mesure. La sous-commission partage entièrement cette manière de voir.

L'Institut agronomique de Versailles avait, pour un moment, répondu à ces besoins de l'agriculture ; il avait été édifié sur les plans les plus vastes ; son personnel enseignant était des plus remarquables ; son souvenir est resté cher aux amis de l'agriculture. Les résultats qu'il a produits pendant son existence éphémère, le vide qu'a laissé sa disparition, ont fortement contribué à faire sentir la nécessité d'un enseignement supérieur, à en convaincre les praticiens eux-mêmes.

La sous-commission et la commission qui l'a précédée ont pensé toutefois qu'il fallait profiter de l'expérience acquise, afin d'éviter, dans la reconstitution d'un Institut supérieur, les causes qui ont amené la disparition de l'Institut de Versailles.

A celui-ci avaient été annexées trois grandes fermes comprenant 1,381 hectares, un vaste potager, un jardin fleuriste, des pépinières, des étangs, plus 465 hectares de forêts. Les fermes avaient réuni les collections d'animaux les plus remarquables, les cultures les plus variées et les plus soignées. Bien qu'on n'eût acheté aucun terrain, construit aucun bâtiment, les dépenses, pour les seuls frais d'installation du domaine rural, atteignirent, en 1849 et 1850, le chiffre de près de deux millions, alors que la direction générale et l'enseignement, avec ses collections, avaient coûté à peine 500,000 francs. En outre, les fermes servirent tout au plus à quelques démonstrations, et il a suffi d'un champ d'expériences de 25 hectares pour initier les élèves au fonctionnement et au maniement des machines et outils qu'il leur importait de connaître.

Les charges imposées au Trésor impressionnèrent défavorablement l'opinion ; les adversaires de la science exploitèrent ha-

bilement ce défaut, et l'organisation complète de l'enseignement professionnel de l'agriculture fut ajourné à vingt ans de là !

En proposant le rétablissement d'un Institut supérieur d'agriculture, personne ne saurait évidemment désirer, pour la classe d'hommes à laquelle s'adresserait cet enseignement, une habileté manuelle comparable à celle des élèves des fermes-écoles. Pas plus que l'ingénieur ou l'architecte, l'agronome ne doit se perdre dans des détails qui lui feraient négliger sa véritable tâche : la conception des projets, la direction, l'emploi judicieux des matériaux et des forces mises en œuvre. A lui d'apprécier le système d'exploitation qui convient à sa situation, à ses terres, d'en régler l'assolement, d'approfondir les causes de la pratique locale, de la rectifier ou de lui en substituer une meilleure, s'il y a lieu, d'expérimenter les découvertes nouvelles, de propager, par l'exemple, les vrais principes de la science.

Le cours des hautes études de l'agriculture doit donc rester dans les sphères les plus pures de la science ; la généralisation doit y régner ; on doit y enseigner les grandes lois de la production végétale et animale et en discuter l'application, aussi bien dans le Nord que dans le Midi, en France que dans toutes les parties du monde. L'annexe d'une grande exploitation agricole serait donc sans aucune utilité.

Mais en repoussant l'adjonction d'une ferme à l'école supérieure, la sous-commission n'entend pas supprimer tout exercice pratique. L'enseignement doit, au contraire, avoir un caractère hautement expérimental ; il lui faut donc un vaste laboratoire agricole où professeurs et élèves puissent se livrer aux recherches suggérées par le développement de la science. Un champ d'expériences de 25 à 30 hectares suffira largement à toutes les exigences de l'enseignement. Il devra, à cet effet, être pourvu des bâtiments, du matériel, des moteurs destinés à faire fonctionner les machines et outils passés en revue dans les cours.

Les élèves trouveront encore un auxiliaire précieux dans les visites fréquentes qu'ils devront faire aux fermes les plus intéressantes de chaque région, et, à ce point de vue, les chemins de fer rendront facile ce qui eut été impossible autrefois.

Après avoir ainsi établi la nécessité d'un enseignement supérieur de l'agriculture et la nature même de cet enseignement, le Rapporteur examine les questions relatives à l'organisation des études et au siège de l'Institut.

Les considérations précédemment exposées, dit le rapport, ont amené la sous-commission à conclure que l'établissement d'enseignement supérieur d'agriculture à créer doit être essentiellement scientifique et recevoir un caractère hautement expérimental, sans qu'il faille, pour cela, lui adjoindre autre chose qu'un champ d'expériences.

Conditions d'admission. — Un tel enseignement ne saurait convenir qu'à des esprits suffisamment préparés, par des études antérieures, à recevoir les enseignements scientifiques les plus élevés. Il conviendra donc d'exiger, pour l'admission à l'école, la connaissance des matières qui font partie du programme du baccalauréat ès-sciences, et de plus, celle d'une ou deux langues vivantes, l'anglais ou l'allemand par exemple.

L'école supérieure doit être un externat. — L'externat présente de nombreux avantages et les inconvénients qu'il offre sont, en comparaison, de peu d'importance. Il affranchit l'Administration d'une grande complication de service et de la responsabilité d'une surveillance difficile; il la décharge de frais énormes de bâtiments, de mobilier, de nourriture, de lingerie, etc.; le personnel administratif, n'étant plus que l'accessoire d'un tel établissement, peut être considérablement réduit.

Dans un ordre d'idées plus élevé, l'externat tolère cette liberté d'allures si chère à la classe rurale; il conserve aux élèves leur individualité; il les prépare à la vie indépendante et, en même temps, leur épargne les ennuis de la vie en commun qui répugnerait à un grand nombre d'entre eux. Le régime de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures, de l'Ecole des Mines, de l'Ecole des Ponts et Chaussées, etc., semble pouvoir être aussi celui de l'Ecole supérieure d'agriculture.

Outre les élèves réguliers, des auditeurs libres auraient accès aux amphithéâtres et au champ d'expériences, sur la présentation d'une carte délivrée par le directeur de l'école. Cette faculté

permettra aux hommes d'un certain âge, aux agriculteurs désireux d'éclairer leur pratique, de prendre part à une instruction dont ils feront profiter le pays, et de se mettre au courant des travaux et des découvertes que chaque jour amène. Elle sera, de plus, pour les professeurs, un actif stimulant, en les incitant à captiver, par leurs démonstrations et leurs recherches, un auditoire incessamment varié et nombreux.

Le principe de la gratuité est repoussé. — La sous-commission, aussi bien que la Commission spéciale qui l'a précédée, s'est prononcée contre le principe de la gratuité de l'enseignement supérieur agricole. Elle pense que c'est une grave erreur économique de faire payer à l'Etat, c'est-à-dire à la masse des contribuables, l'instruction que veulent acquérir les fils de familles riches, les enfants des grands propriétaires territoriaux. Elle admet toutefois que l'Etat vienne en aide aux fils de vieux serviteurs du pays et aux familles peu favorisées de la fortune ; mais elle ne pense pas qu'on doive aller au delà. L'institution de bourses permettra au Gouvernement de répondre à ce besoin.

Quant au chiffre de la rétribution, la sous-commission estime que l'on pourrait le fixer à 400 francs, somme suffisante pour couvrir les frais de laboratoire et, en partie, les frais d'enseignement. De cette façon, il ne restera à la charge de l'Etat qu'une somme relativement peu élevée.

Durée des études. — D'après le programme des connaissances exigées pour l'admission et celui de l'enseignement, la sous-commission pense que la durée des études pourrait être fixée à deux ans ou trois ans au plus. Les cours, ne dépassant pas huit mois par année, seraient faits pendant l'hiver, en très grande partie ; le surplus du temps donnerait aux élèves la possibilité d'étudier la pratique et de s'y former.

Siège de l'Institut. — L'enseignement supérieur de l'agriculture doit être l'expression la plus haute de cette branche de la science ; il importe donc qu'il soit donné par des savants d'un mérite reconnu. La sous-commission, comme la commission précédente, est d'avis que Paris est le seul endroit où puisse s'établir le futur institut, au point de vue des professeurs aussi

bien qu'au point de vue des élèves. A Paris, les professeurs et élèves auraient près d'eux les magnifiques collections qui y abondent ; ils auraient le Jardin des Plantes, le parc de Montsouris, que la ville transforme en un établissement d'instruction, le marché aux chevaux, l'école d'Alfort, une ferme impériale, etc.

ÉCOLES RÉGIONALES

Dans la pensée de la sous-commission, les Ecoles régionales doivent former l'enseignement professionnel secondaire ; elles doivent s'adresser à la classe des moyens et des petits propriétaires ; leur but véritable doit être d'élever le niveau de l'instruction, en formant des cultivateurs habiles et éclairés, capables de gérer avec profit leur patrimoine et d'y introduire les améliorations dont il est susceptible. Pour cela, il faudrait joindre à leur enseignement à la fois théorique et pratique une partie expérimentale. Toutes les investigations, tous les essais utiles à l'agriculture de la région y devraient trouver place. Elles constitueraient ainsi, pour la région, ce qu'en Allemagne on appelle des *stations de recherches agricoles*.

D'après leur destination, il convient que les Ecoles régionales soient réparties entre les grandes divisions culturelles de la France. Or, les trois écoles actuellement existantes représentent à peu près le même système de culture. Celle même de La Saulsaie, malgré sa position géographique, par son climat, par son altitude, par son sol et par le mode d'exploitation qui lui convient, appartient à la même région que Grignon et Grand-Jouan. Tout le midi de la France se trouve donc privé d'un enseignement propre à ses exigences.

La sous-commission émet le vœu que cette lacune soit comblée.

FERMES-ÉCOLES

La sous-commission attache une grande importance à la création de nouveaux établissements de ce genre, là où le besoin s'en fait sentir et lorsqu'il se rencontre des fermes présentant

les garanties désirables de bonne et sage administration et de personnel expérimenté.

Sous ce rapport, la sous-commission est d'avis que c'est aux conseils généraux des départements et à l'Inspection générale de l'agriculture que l'on doit s'en remettre du soin de juger quand une création sera utile.

ORPHELINATS AGRICOLES

Aux fermes-écoles se rattachent les orphelinats agricoles, dont la tâche est d'attirer vers l'agriculture les enfants sans famille et abandonnés, pour en faire de bons travailleurs ruraux.

D'après les derniers documents officiels, le nombre des enfants assistés, au-dessous de douze ans, est de 69,780, coûtant à l'Etat une somme annuelle de 6,800,000 francs. Il serait certainement désirable, à tous les points de vue, que ces enfants fussent dirigés, autant que possible, vers les campagnes.

Il existe, en France, 118 colonies et orphelinats agricoles qui entretiennent et élèvent environ 6,000 enfants. Plusieurs fonctionnent avec un grand succès. La sous-commission n'hésite pas à penser qu'il serait bon d'encourager la création d'établissements de ce genre par l'industrie privée.

CHAIRES. — COURS NOMADES

En dehors de l'enseignement professionnel régulier, l'un des moyens les plus actifs de répandre les saines doctrines et de propager les découvertes, se rencontre dans l'établissement des chaires d'agriculture dans les départements et de cours nomades spéciaux à des cultures comme celles de la vigne, des arbres fruitiers et à l'élevage du ver à soie.

Le Gouvernement s'est déjà montré favorable à ces sources d'instruction; il suffit de l'encourager dans cette voie.

SOCIÉTÉS ET COMICES AGRICOLES

Beaucoup de déposants de l'Enquête ont demandé que les comices se développassent davantage et qu'ils fussent mieux dotés.

La sous-commission s'associe à ces vœux. Les sociétés et les comices sont des institutions libres dues à l'initiative privée, et le Gouvernement n'intervient que pour l'approbation de leurs statuts par le préfet et par l'allocation de subventions pécuniaires et de médailles généralement employées pour l'organisation de concours locaux et pour des primes agricoles.

Il existe actuellement près de 900 sociétés ou comices qui reçoivent en moyenne, par an, 500,000 francs. Leurs ressources propres s'élèvent à 2,000,000 de francs, dont 600,000 votés par les conseils généraux. Le reste provient des cotisations de plus de 100,000 membres.

La sous-commission émet le vœu de voir cet état de choses se propager et progresser.

STATIONS DE RECHERCHES AGRICOLES

Un certain nombre de déposants de l'Enquête ont demandé la création de *Stations de recherches agricoles*, analogues à celles qui existent en Allemagne; la sous-commission a fait, de ce vœu, un examen approfondi.

Les stations dont il s'agit ont pour objet la recherche et l'expérimentation de tout ce qui est de nature à intéresser et à favoriser la production animale ou végétale; leur activité comprend donc toutes les branches de la physique, de la chimie, de la météorologie et de la physiologie pures ou appliquées. Le caractère de ces établissements est donc, par nature, scientifique et expérimental. Des publications aussi régulières que possible et des conférences faites par le directeur, quand les circonstances le permettent, portent à la connaissance du public le résultat des travaux accomplis. Enfin ces stations offrent aux agriculteurs le moyen de faire faire, d'après un tarif arrêté par l'Administration, les essais et analyses qu'ils peuvent désirer, sur les terres, les engrais, les eaux, les amendements, etc.

Les stations agricoles ont été inaugurées, en 1851, près de Leipzig. L'Allemagne compte aujourd'hui 25 établissements de ce genre. Le prix d'installation est de 20 à 25,000 francs et les

frais annuels sont de 8 à 12,000 francs, en y comprenant le traitement du directeur et de ses aides. Ces dépenses sont couvertes, d'une part, à l'aide d'une subvention de l'Etat, d'autre part avec les fonds votés par les associations agricoles et avec les souscriptions des cultivateurs du pays.

La Suisse, la Norvège, la Hollande ont suivi l'exemple donné; la France ne saurait tarder, à son tour, à entrer dans la même voie. Elle peut d'ailleurs revendiquer l'honneur d'avoir montré, sous un autre nom, une station de ce genre. Depuis bien longtemps, en effet, un savant célèbre, M. Boussingault, a fait, de la ferme de Bechelbronn, le théâtre de magnifiques travaux, la gloire de l'agriculture nationale.

Une véritable station agricole a été fondée, dès 1860, sur la ferme impériale de Vincennes; enfin, tout récemment, M. Grandeau a fondé, près de Nancy, avec le concours du département de la Meurthe et de l'Administration de l'agriculture, une station de recherches.

La sous-commission pense que l'œuvre doit être poursuivie, et elle propose à la Commission supérieure d'émettre un vœu dans ce sens. Les écoles régionales et quelques-unes des fermes-écoles pourraient être dotées d'un laboratoire de recherches analogue.

CONCLUSIONS

En résumé, la sous-commission propose les vœux suivants :

1° *Etablissement aux frais de l'Etat, sous la direction du Ministre de l'agriculture, d'une école supérieure d'agriculture placée à Paris et possédant, aux environs, un champ d'expériences ;*

2° *Ouverture, quand les exigences relatives au personnel enseignant pourront être satisfaites, d'une ou deux écoles régionales destinées à répondre aux vœux du Midi de la France ;*

3° *Affectation, en faveur des élèves des écoles régionales les plus méritants, de bourses à l'Ecole supérieure ;*

4° *Observation rigoureuse du principe même de la fondation des fermes-écoles, de façon à en obtenir le personnel d'ouvriers*

habiles, d'hommes spéciaux qui manquent à l'agriculture française. A cet effet, augmenter, dans la mesure du possible, les allocations annuelles accordées pour chaque élève et ne créer de nouvelles fermes-écoles que sur la demande et avec la coopération des conseils généraux, et là seulement où se trouveront réunies toutes les garanties d'enseignement et de personnel désirables ;

5° Encouragements au développement des orphelinats agricoles pour les enfants des deux sexes ;

6° Continuation des encouragements à la création et au développement des sociétés d'agriculture et des comices ;

7° Continuation de semblables encouragements pour les chaires et les cours nomades d'agriculture, avec le concours des départements ;

8° Encouragements pour le développement des stations de recherches agricoles, avec le concours des départements et des sociétés d'agriculture.

DISCUSSION. — Séance du 18 mars 1869

Les conclusions du rapport de M. TISSERAND sont venues en discussion, devant la Commission supérieure, dans la séance du 18 mars 1869.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*), après avoir donné lecture des propositions de la sous-commission, dit que la première, qui a pour objet la création d'une école supérieure d'agriculture, se trouve soustraite au vote de la Commission supérieure par une disposition insérée au *Journal officiel* du 16 mars, dont le préambule contient ce qui suit :

« Dans son rapport sur l'enseignement supérieur, en date du 15 novembre 1868, le Ministre de l'Instruction publique annonçait la prochaine création, au Muséum d'histoire naturelle, d'un enseignement scientifique appliqué à l'agronomie. Les programmes suivants, qui seront mis en vigueur à partir du 1^{er} avril prochain, réalisent ce projet.

« Les cours dont il s'agit sont rattachés à la section d'histoire naturelle et de physiologie de l'Ecole pratique des hautes

études. Dès lors, le décret du 31 juillet 1868 relatif à l'organisation de cette école régit les cours d'agronomie du Muséum, pour tout ce qui concerne les examens, les diplômes, la présentation au doctorat, les missions agronomiques en France ou à l'étranger, la concession des bourses et les autres avantages réservés aux élèves de l'Ecole des hautes études.

« Ces élèves formeront, au Muséum, deux sections, suivant le vœu des fondateurs de ce grand établissement : les *naturalistes*, qui y étudient déjà les sciences naturelles dans leurs embranchements les plus divers, et les *agronomes*, qui demanderont à ces mêmes sciences ce qu'elles peuvent fournir de connaissances utiles à l'agriculture.

« Dans l'enseignement agricole, en effet, il faut distinguer la *science*, qu'on peut aussi bien appeler *agronomie*, et l'*art*, qui comprend la description des pratiques manuelles de l'agriculture.

« L'agronomie peut être professée partout; l'art ne peut l'être que sur le terrain où il est mis en pratique.

« L'agronomie se compose de deux branches : l'*économie végétale* et l'*économie animale*; c'est donc une science très vaste, puisqu'elle comprend toutes les connaissances relatives au développement des plantes et des animaux utiles à l'homme, dans les conditions les plus favorables, eu égard aux qualités de ces plantes et de ces animaux, ainsi qu'à la dépense la plus faible de leur production.

« L'agronomie emprunte ses principes à la physique du globe, à la géologie, à la chimie minérale, à la chimie organique, à l'anatomie et à la physiologie comparées. Or cet ensemble de sciences étant professé au Muséum, on comprend la facilité de constituer, dans cet établissement, un enseignement agronomique, dont les professeurs, sans s'occuper de l'ensemble des principes des sciences, détacheront de leurs cours les généralités et les conséquences qui sont les véritables bases de l'agronomie.

« Les élèves agronomes pourront donc poursuivre au Muséum, durant deux années, l'étude scientifique des lois de la

production animale et végétale, dans les espèces utiles et nuisibles à l'homme, pour apprendre à multiplier et améliorer les unes et à détruire les autres. Ils ne sortiront point de là agriculteurs, mais très capables de devenir, pour l'enseignement ou la direction, les meilleurs agriculteurs du pays. »

Puis vient l'indication d'une série de cours, dont le Ministre cite seulement la fin :

« Application à l'hygiène et à la pathologie des animaux domestiques ;

« Cours de génie rural et de zootechnie, etc., etc... »

M. LE COMTE BOULAY DE LA MEURTHE croit que cette création ne répond pas du tout aux intentions de la Commission. Ces différents cours ne peuvent donner qu'une instruction purement théorique, tandis que la sous-commission veut une instruction à la fois théorique et pratique.

M. TISSERAND, *rapporteur*, déclare qu'il est absolument du même avis.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT dit que la Commission supérieure a à discuter en face d'un fait qui existe, et elle doit en tenir compte, puisqu'il émane du Ministre de l'instruction publique, sur lequel la Commission n'a point d'action. L'orateur croit que l'institution qui vient d'être créée et qui commencera à fonctionner le 1^{er} avril prochain (1869), répond à la pensée de la sous-commission.

M. DUMAS ne voit pas que l'institution qui vient d'être faite par le Ministre de l'Instruction publique puisse mettre obstacle à la création de l'Institut supérieur d'agriculture proposée par la sous-commission. Le Conservatoire des Arts et Métiers existe simultanément avec l'Ecole centrale des Arts et manufactures, qui profite des collections et des professeurs du Conservatoire et ces deux établissements, loin de se nuire, se complètent l'un l'autre. Les anciens élèves de l'Ecole centrale viennent, de temps à autre, assister aux cours du Conservatoire, pour apprendre ce qu'il y a de nouveau dans les sciences d'application depuis leur sortie de l'Ecole.

Il en serait de même pour l'Institut agronomique et le Muséum

d'histoire naturelle ; mais un enseignement nécessairement libre comme celui du Muséum n'offrirait pas les garanties d'assiduité, de travail, de discipline nécessaires. Il ne peut servir qu'à faire des professeurs.

L'orateur ne peut comprendre, pour l'établissement à créer, d'autre organisation que celle de l'ancien Institut de Versailles, qui avait réussi, et que celle de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole centrale.

M. LARRABURE croit que la question de l'enseignement agricole devrait être examinée à un point de vue plus général. Il est loin d'être opposé à un enseignement supérieur ou inférieur ; mais il pense que, dans un pays de petite culture comme la France, où la propriété est très morcelée, la réforme devrait commencer par le bas. L'agriculture, dit-on, est très arriérée ; pour remédier à cette situation, il faut que les jeunes gens reçoivent, des instituteurs, les notions dont ils ont besoin, et, par conséquent, il est indispensable que, dans les écoles normales primaires, les élèves destinés à devenir un jour professeurs, reçoivent les connaissances qu'ils devront, plus tard, répandre dans les campagnes.

M. DUMAS fait observer que les écoles normales primaires possèdent déjà l'enseignement agricole et horticole réclamé par M. Larrabure, et cet enseignement est surveillé par les inspecteurs généraux de l'agriculture. C'est une organisation qui tend à se perfectionner et qui est déjà très complète pour beaucoup d'écoles. Il existe, en outre, dans beaucoup de villages, un jardin annexé à l'école et au moyen duquel les instituteurs primaires font de l'horticulture devant leurs élèves. L'agriculture prend donc place dans l'enseignement primaire.

M. BOTTEL, *Inspecteur général de l'agriculture*, reconnaît que, dans les écoles normales primaires, l'enseignement horticole est plus développé que l'enseignement agricole, parce qu'il est naturellement plus facile, dans une ville surtout, d'avoir un jardin qu'une ferme pour champ de démonstration. Cependant on fait ce que l'on peut pour donner aux futurs instituteurs les notions les plus générales, les plus utiles à l'agriculture.

Un autre obstacle, qu'il convient de signaler, réside dans la multiplicité des études imposées aux élèves des écoles normales primaires; les inspecteurs généraux font des efforts pour que les élèves reçoivent au moins des leçons théoriques et pratiques d'horticulture; mais, pour l'agriculture, les professeurs font défaut aussi bien que les champs de démonstration, et il est probable que l'on devra renoncer à cette branche.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT dit que le Ministre de l'Instruction publique sera toujours en situation d'obtenir que, dans les écoles normales primaires, l'enseignement agricole obtienne l'importance à laquelle il a droit; il suffira, pour cela, de classer l'agriculture dans les matières obligatoires, au lieu de la laisser dans les matières facultatives.

M. DU MIRAL demande à revenir à une discussion générale touchant la création d'un enseignement supérieur de l'agriculture. Il adhère pleinement à toutes les conclusions du rapport de M. Tisserand en ce qui concerne les écoles régionales, les fermes-écoles, les stations agricoles et les chaires d'agriculture; mais il n'est pas encore convaincu de la nécessité de créer un enseignement supérieur, ce qu'il pourrait appeler une *Faculté agricole*.

Et d'abord, existe-t-il réellement une science agricole, en dehors des sciences générales et de la pratique de l'agriculture? S'il y en a une, elle se compose évidemment des mathématiques, de la chimie, de la physique, de la mécanique, de la botanique, enfin de toutes les sciences qui ont un caractère général et fondamental; mais, au point de vue de l'agriculture proprement dite, l'orateur ne voit rien autre chose que ce que l'on pourrait appeler, par analogie, l'*économie agricole*.

Or, instituer, pour l'économie agricole seule, une Faculté agronomique, ne lui paraîtrait pas bien utile, puisqu'il existe déjà des cours embrassant toutes les sciences qui viennent d'être énumérées.

Que l'on suppose, à la tête d'une exploitation agricole, un jeune ingénieur récemment sorti de l'Ecole centrale. Sans doute, au début, il lui arrivera de commettre des erreurs; mais il aura

bien vite acquis des qualités pratiques, et les connaissances générales qu'il posséderait lui permettraient bientôt de faire mieux que celui qui en est dépourvu. La Faculté agricole qu'on voudrait créer ne lui apprendra rien de spécial.

L'orateur termine par deux observations.

Il lui semble douteux qu'un grand nombre de jeunes gens s'astreignent à suivre rigoureusement et exactement des cours, ainsi que cela a lieu à l'Ecole centrale. Tout au plus obtiendrait-on ce résultat en annexant cet institut agricole à l'Ecole centrale elle-même, parce qu'alors on trouverait des jeunes gens qui suivraient le double enseignement, avec la pensée qu'ils trouveraient plus tard un double débouché dans l'agriculture ou dans l'industrie. Il n'en serait pas de même de ceux qui auraient reçu exclusivement l'enseignement spécial agricole; leur débouché unique serait l'agriculture; ils ne pourraient être que professeurs ou régisseurs. Il est à craindre qu'on ne leur préfère, pour le professorat, ceux qui auront acquis une instruction générale plus complète, et que les grands propriétaires, pour la gestion de leurs fermes, ne continuent à employer des praticiens.

En résumé, l'orateur croit que les sommes considérables que nécessiterait la création d'un tel établissement seraient bien plus utilement employées si on les consacrait au développement des institutions secondaires dont l'importance et l'efficacité ont été si bien démontrées dans le rapport de M. Tisserand.

M. LE BARON DE LADoucETTE réfute successivement les objections présentées par MM. Larrabure et du Miral.

La sous-commission ne s'est pas exclusivement occupée, comme l'a dit M. Larrabure, de l'enseignement supérieur de l'agriculture; elle s'est aussi occupée de l'enseignement secondaire par les écoles régionales et les fermes-écoles.

Quant à l'objection de M. du Miral consistant à nier l'utilité d'une école supérieure d'agriculture, l'orateur démontre que les écoles existantes (Polytechnique et Centrale) ne sauraient suppléer à un enseignement purement agricole, pas plus que les cours institués au Muséum par le Ministre de l'Instruction publique.

M. GUILLAUMIN dit qu'il y a une exagération égale à prétendre, d'une part, qu'on ne peut faire d'agriculture que par la pratique, et, d'autre part, que la connaissance de la science suffira pour faire de l'agriculture utile. L'agriculture française est, en quelque sorte, démocratique, à raison de la division de la propriété, et, à part quelques exceptions, elle est demeurée un peu dans la routine. Il est difficile de modifier cette situation ; mais il ne faut pas oublier, du moins, que l'étude de l'agriculture est extrêmement sérieuse. Elle consiste à observer les phénomènes naturels, à étudier les diverses productions du sol, à les transformer, à les améliorer et à les mettre à la disposition de la consommation de l'espèce humaine.

Il est donc utile de chercher à remonter le niveau de toutes les sciences qu'embrasse l'agriculture et de le faire au point de vue des connaissances spécialement agricoles, ce qui n'a lieu dans aucun des établissements existants. C'est par ce motif qu'on demande la création d'un institut spécial, avec annexion d'un laboratoire, c'est-à-dire d'un champ d'expériences.

M. du Miral a dit avec raison qu'il n'existe pas de science agricole proprement dite ; c'est précisément par ce motif qu'il faut la créer. Partant de haut, elle arriverait peu à peu jusqu'aux petits cultivateurs.

M. BORTEL, en sa qualité d'ancien professeur de l'Institut de Versailles, croit devoir affirmer que la science agricole existe. Il renvoie ses contradicteurs à l'ouvrage de M. de Gasparin, qui prouve que non-seulement la science agricole existe, mais encore qu'elle occupe une place très importante dans la classification générale des sciences.

En ce qui concerne l'Institut de Versailles, la difficulté n'a pas été de recruter des élèves ; la cause de sa suppression réside dans l'étendue trop considérable des fermes annexées. Pendant toute la durée de l'Institut (deux ans), les amphithéâtres ont été combles. Il s'y présentait simultanément des fils de propriétaires, qui étaient des élèves réguliers, et des auditeurs libres. Les premiers ont été au nombre de 70 ; on les trouve tous, en France ou à l'étranger, en tête de l'agriculture de leur pays.

L'orateur croit donc que le recrutement est assuré, à la condition d'offrir aux élèves une école parfaitement organisée, où ils apprendraient d'abord la théorie, puis la pratique de l'agriculture.

M. LE BARON DE BENOIST verrait, dans l'établissement à Paris de l'Institut agricole, le grave inconvénient de faire perdre aux jeunes gens les mœurs rurales et les habitudes de la famille.

En outre, une école supérieure d'agriculture n'offrirait pas de débouchés sérieux, en dehors des places que peut donner le Ministère de l'agriculture, et n'aurait pour résultat que de faire des malheureux et des déclassés qui seraient un embarras pour l'agriculture, pour le Gouvernement et pour la société.

L'orateur conclut en demandant que le Gouvernement cherche à répandre la science chez les petits cultivateurs, qu'il concentre, dans ce but, toutes les ressources du budget de l'agriculture et, pour cela, qu'il repousse la création fastueuse, inutile, sinon dangereuse, d'un Institut agricole à Paris.

M. BOUSSINGAULT dit qu'il faut partir de ce principe que tous les grands progrès de l'agriculture sont venus d'en haut et sont dus à la science. Il cite pour exemple le phosphate de chaux, si utile aux terres arables et révélé par la géologie.

L'Ecole Centrale ne peut, pas plus que l'Ecole Polytechnique, remplir le but qu'on poursuit en demandant la création d'une école supérieure d'agriculture. Les jeunes gens qui ont suivi les cours de ces deux établissements y sont entrés pour suivre une carrière déterminée, et d'ailleurs le champ de leurs études est déjà trop vaste pour qu'on puisse y ajouter celle de la science agricole.

Quant au recrutement, l'orateur est d'avis qu'il se ferait principalement, sinon exclusivement, parmi les fils des grands propriétaires; car il est certain que l'agriculture n'offre pas de débouchés suffisants à ceux qui ne seraient pas dans cette situation privilégiée.

Quant au siège de l'Institut agricole, l'orateur n'hésite pas à déclarer qu'il doit être fixé à Paris.

Il est vrai qu'il existe déjà, au Conservatoire des Arts et Mé-

tiers, un enseignement de la science agricole, comprenant un cours de génie agricole, un cours d'agriculture et d'économie rurale, un cours de technologie agricole, enfin un cours de chimie agricole professé par l'orateur lui-même ; mais il est difficile de dire à qui ces différents cours s'adressent et, en tous cas, il est permis de croire que la profession agricole y est à peine représentée.

Puisque cet établissement renferme des amphithéâtres qui ne sont pas occupés le jour, il serait peut-être possible d'y établir un enseignement agricole plus utile, en y joignant une salle d'étude et un laboratoire de manipulation pour les élèves.

Il faut ajouter que le Conservatoire possède une admirable collection d'instruments agricoles.

Quant aux écoles régionales, l'orateur croit qu'elles n'ont pas rendu ce qu'elles pouvaient rendre, et il en impute la cause à la nature des choses et surtout au recrutement. On y fait principalement de la pratique; la théorie y tient peu de place, et les élèves qui en sortent ne possèdent pas la vraie science agricole. Le moyen de perfectionner ces établissements serait de les transformer en fermes expérimentales, en *stations*.

M. DUMAS explique que l'insuccès de l'Institut de Versailles doit surtout être attribué à l'étendue et aux frais énormes des fermes annexées à cet établissement. Dans celui qu'il s'agirait de créer aujourd'hui, la pratique ne devrait être que secondaire; la théorie tiendrait le premier rang, et l'enseignement porterait surtout sur les sciences dans leur application à l'agriculture.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT prend de nouveau la parole pour démontrer que cette application des sciences à l'agriculture est précisément l'objet des cours qui viennent d'être créés au Muséum, et il donne lecture d'une partie du programme de ces cours.

En ce qui concerne la question de savoir si les cours doivent être obligatoires, l'orateur ne croit pas à la science forcée et il doute qu'on puisse y astreindre des jeunes gens de 18 à 21 ans, qui viennent de quitter le collège. A cet égard, une assimilation ne semble pas possible avec l'Ecole centrale.

Sans examiner, à un autre point de vue, si l'Institut agricole pourrait fournir, chaque année, trente élèves de la qualité la plus distinguée, l'orateur se demande ce que deviendront, après l'achèvement de leurs études, ces fils de propriétaires pourvus d'une haute instruction. En thèse générale, ils ne seront pas encore en possession de leur fortune patrimoniale. Peut-être même s'écoulera-t-il un long temps avant qu'ils puissent appliquer ce qu'ils auront appris.

L'orateur ajoute, en terminant, qu'il semble convenable de laisser fonctionner pendant un certain temps le système que vient d'inaugurer le Ministre de l'Instruction publique. Il sera temps, lorsque l'expérience en aura été faite, de voir s'il convient de créer un établissement spécial pour l'enseignement supérieur de l'agriculture.

M. LE COMTE BOULAY DE LA MEURTHER ne conteste pas l'utilité d'un enseignement supérieur de l'agriculture; mais il croit que l'école de Grignon, avec les développements qu'elle a reçus, remplit parfaitement le but que l'on veut atteindre.

Après l'échange de quelques autres observations, la Commission supérieure, par deux votes successifs :

1° *Se prononce pour l'adoption, en principe, d'un troisième degré d'enseignement agricole ;*

2° *Emet le vœu que, dès maintenant et parallèlement à ce qui vient d'être établi par M. le Ministre de l'Instruction publique, il y a lieu d'établir un enseignement supérieur d'agriculture, émanant du Ministère de l'Agriculture.*

Séance du 25 mars 1869.

A la séance suivante, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*), ouvre la discussion sur la seconde des propositions de la sous-commission relative à la *création d'une ou deux écoles régionales dans le Midi de la France.*

Cette proposition est adoptée sans débat.

La troisième proposition a pour objet l'*affectation de bourses*

à l'Ecole supérieure, en faveur des élèves les plus méritants des écoles régionales.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT fait observer que cette question peut être résolue affirmativement ou négativement, suivant la pensée qu'on a sur l'école supérieure à créer. Si cette école est destinée à former des individus de second ordre, des gérants de grandes propriétés, il est nécessaire de fonder des bourses. Si, au contraire, elle est exclusivement destinée à former de grands propriétaires ou de grands fermiers (dans l'un et l'autre cas, il faut avoir un capital assez considérable à mettre dans une ferme), les jeunes gens qui feront partie de cette école supérieure auront des ressources suffisantes et les bourses seront inutiles, nuisibles même, car elles appelleraient des individus qui, en sortant, n'auraient pas d'occupations. L'orateur déclare que, quant à lui, il n'est pas partisan des bourses.

M. le Ministre de l'Instruction publique a créé des bourses pour l'enseignement qu'il vient d'instituer, afin que les élèves distingués des écoles régionales puissent profiter de cet enseignement supérieur. Il se propose, avant tout, de créer ainsi un personnel de professeurs; mais ce but n'offre aucune analogie avec celui de l'Institut supérieur agricole. Les jeunes gens qui suivront les cours de celui-ci devront avoir une certaine fortune, un certain capital.

M. DUMAS expose que la sous-commission, aussi bien que la commission spéciale qui l'a précédée, sont parties de ce principe qu'une assimilation complète doit être établie entre l'enseignement supérieur de l'agriculture et l'enseignement supérieur de l'industrie; elles ont donc pris pour modèle ce qui se fait à l'Ecole centrale à laquelle on admet, avec des bourses, des élèves sortant des écoles d'arts et métiers. L'agriculture doit jouir du même privilège.

M. TISSERAND ajoute que le système des bourses existe pour toutes les écoles du Gouvernement, militaire, polytechnique, forestière, industrielles, vétérinaires, etc. Pourrait-on faire une exception pour l'école supérieure d'agriculture?

Après une discussion assez vive entre différents membres, la proposition est mise aux voix et adoptée.

Les paragraphes suivants sont également adoptés, après un débat très sommaire pour le 4° et le 5° paragraphes, et sans débat pour les 6°, 7° et 8°.

En résumé, les résolutions de la Commission supérieure pour l'ensemble du § 2 du chapitre X sont identiquement conformes aux propositions de la sous-commission et se formulent ainsi :

1° ÉTABLISSEMENT AUX FRAIS DE L'ÉTAT, ET SOUS LA DIRECTION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, D'UNE ÉCOLE SUPÉRIEURE D'AGRICULTURE, PLACÉE A PARIS ET POSSÉDANT, AUX ENVIRONS, UN CHAMP D'EXPÉRIENCES ;

2° OUVERTURE, QUAND LES EXIGENCES RELATIVES AU PERSONNEL ENSEIGNANT POURRONT ÊTRE SATISFAITES, D'UNE OU DEUX ÉCOLES RÉGIONALES DESTINÉES A RÉPONDRE AUX VŒUX DU MIDI DE LA FRANCE ;

3° AFFECTATION, EN FAVEUR DES ÉLÈVES DES ÉCOLES RÉGIONALES LES PLUS MÉRITANTS, DE BOURSES A L'ÉCOLE SUPÉRIEURE ;

4° OBSERVATION RIGOREUSE DU PRINCIPE MÊME DE LA FONDATION DES FERMES-ÉCOLES, DE FAÇON A EN OBTENIR LE PERSONNEL D'OUVRIERS HABILES, D'HOMMES SPÉCIAUX QUI MANQUENT A L'AGRICULTURE FRANÇAISE. À CET EFFET, AUGMENTER, DANS LA MESURE DU POSSIBLE, LES ALLOCATIONS ANNUELLES ACCORDÉES POUR CHAQUE ÉLÈVE, ET NE CRÉER DE NOUVELLES FERMES-ÉCOLES QUE SUR LA DEMANDE ET AVEC LA COOPÉRATION DES CONSEILS GÉNÉRAUX ET LA SEULEMENT OU SE TROUVERONT RÉUNIES TOUTES LES CONDITIONS D'ENSEIGNEMENT ET DE PERSONNEL DÉSIRABLES ;

5° ENCOURAGEMENTS AU DÉVELOPPEMENT DES ORPHELINATS AGRICOLES, POUR LES ENFANTS DES DEUX SEXES ;

6° CONTINUATION DES ENCOURAGEMENTS A LA CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE ET DES COMICES ;

7° CONTINUATION DE SEMBLABLES ENCOURAGEMENTS POUR LES CHAIRES ET LES COURS NOMADES D'AGRICULTURE, AVEC LE CONCOURS DES DÉPARTEMENTS ;

8° ENCOURAGEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES STATIONS DE

RECHERCHES AGRICOLES, AVEC LE CONCOURS DES DÉPARTEMENTS ET DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.

NOTA. — Quelques-uns des vœux émis par la Commission supérieure ont reçu, en partie du moins, satisfaction.

Ainsi, l'école régionale de La Saulsaie qui, comme on l'avait fait observer, se trouvait dans les mêmes conditions culturales que Grignon et Grand-Jouan, a été transférée à Montpellier, c'est-à-dire dans un milieu absolument différent, et, dès 1869, l'indemnité accordée aux directeurs des fermes-écoles, pour la pension des élèves, était portée de 175 francs à 225.

Malgré cette amélioration, le nombre de ces fermes est loin d'être en voie d'augmentation ; en 1869, il était de 48 ; il n'est plus que de 32, d'après l'*Annuaire national* de 1874. Il serait vivement à désirer qu'un nouvel essor fût donné à la création de ces utiles établissements.

Quant au plus important des vœux émis par la Commission supérieure, celui qui a pour objet la création d'un enseignement supérieur de l'agriculture, s'il n'y a pas encore été donné satisfaction au moment où nous écrivons ces lignes (janvier 1876), il y a lieu d'espérer que cette importante mesure ne tardera plus beaucoup à être prise.

L'Assemblée nationale a, en effet, été saisie, par M. le marquis de Dampierre, d'un rapport et d'un projet de loi présentés en suite d'une proposition de M. le comte de Bouillé et de 137 de ses collègues et ayant pour objet la création d'une Faculté de l'agriculture. Ce projet de loi est ainsi conçu :

« *Article premier.* — Un Institut destiné à donner l'enseignement supérieur théorique de l'agriculture, sera fondé à Paris, sous le nom de Faculté de l'agriculture.

« *Article 2.* — Cette Faculté comprendra des cours de toutes les sciences appliquées à l'agriculture, notamment de mécanique, de physique, de météorologie, de zoologie et zootechnie, de géologie, de législation et de droit rural, de sylviculture, de viticulture, d'arboriculture et d'horticulture, de technologie, d'économie et de statistique.

« *Article 3.* — Le régime de l'externat payant, avec auditeurs libres, formera la base de l'organisation, qui sera confiée aux soins de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

« *Article 4.* — Les élèves, pour y être admis, devront avoir satisfait aux prescriptions de la loi militaire, être bachelier ès-lettres ou bachelier ès-sciences, ou avoir le diplôme des écoles régionales ; à défaut de ces titres, ils subiront un examen sur les matières exigées pour ces grades.

« *Article 5.* — Les élèves de la Faculté payeront une rétribution annuelle de 800 francs et des droits d'examens qui seront ultérieurement fixés.

« Chaque année, dix bourses de 1,000 francs donnant droit à l'enseigne-

ment gratuit seront accordées au concours, savoir : cinq aux élèves des écoles régionales et cinq aux autres concurrents qui se présenteront.

« Chaque année, les deux premiers élèves sortant pourront recevoir, aux frais de l'Etat, une mission complémentaire d'études. Cette mission durera trois ans.

« *Article 6.* — Une ferme, dont la contenance ne pourra être supérieure à 50 hectares, sera distraite du domaine de l'Etat pour servir de champ d'expériences à la Faculté d'agriculture.

« *Article 7.* — Un crédit de 300,000 francs sera ouvert à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur le budget de 1876, pour être affecté :

1° A l'appropriation du local qui sera reconnu convenable pour l'installation de la Faculté ;

2° Aux frais de premier établissement de la ferme expérimentale ;

3° A l'achat des collections et instruments reconnus nécessaires à l'enseignement de la Faculté.

« *Article 8.* — Un second crédit de 200,000 francs sera ouvert, sur le même exercice de 1876, à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, à l'effet de couvrir les dépenses de l'année courante.

« (Cette dépense sera réduite du montant des recettes de la Faculté qui, en vertu des lois de finances, sont versées directement au Trésor.) »

(Journal officiel du 14 mai 1875.)

Bien que ce projet de loi eût été mis à l'ordre du jour de l'Assemblée et qu'une importance considérable s'attachât à la prompt exécution de la mesure qu'il propose, il a dû être renvoyé à la législature suivante ; mais il témoigne du moins de l'intérêt qu'un grand nombre de bons esprits portent à cette grave question, qui ne saurait tarder longtemps désormais à être résolue dans un sens favorable. Il faut donc espérer que la faute que l'on a commise en supprimant l'Institut de Versailles sera prochainement réparée. Il nous sera permis néanmoins de dire quelques mots de cette suppression et de ses résultats.

Sans doute l'organisation de ce magnifique établissement n'était pas irréprochable, et l'on n'a pas critiqué sans raison le luxe de son installation et surtout l'annexion d'un domaine rural et forestier beaucoup trop considérable ; mais l'expérience eût certainement amené des réformes et, après quelques années, on serait rentré dans les limites d'un enseignement qui doit être principalement scientifique et expérimental. D'ailleurs, les dépenses étant faites, il eût été logique d'en profiter, sauf à restreindre l'étendue des terres et des forêts annexées. Il n'en fut malheureusement pas ainsi.

« Les charges imposées par les fermes au Trésor public ayant impressionné défavorablement l'opinion, dit M. Tisserand dans le rapport ci-dessus analysé, les adversaires de la science, et ils étaient nombreux alors,

saisirent ce défaut avec une habileté triomphante pour vouer l'établissement à des railleries qui remplirent la presse et la tribune de l'Assemblée législative ;... on confondit dans une même condamnation l'Institut et le domaine qui ne lui était pas d'une utilité réelle, et l'organisation complète de l'enseignement professionnel de l'agriculture fut ajournée à vingt ans ! »

A ces causes, suivant le rapport récemment déposé par M. le marquis de Dampierre, s'en joignit une autre qui ne pesa pas d'un moindre poids dans la balance ; les annexes de l'Institut gênaient les chasses impériales, et elles devaient disparaître ; de telle sorte qu'on peut dire que cette belle et utile fondation a succombé sous l'excès des faveurs que ses partisans avaient obtenues pour elle.

« Dès son début, a dit M. Boitel, inspecteur général de l'agriculture, ancien professeur de l'Institut de Versailles et membre de la Commission supérieure de l'Enquête agricole, dès son début, cet enseignement avait attiré un grand nombre d'élèves réguliers et d'auditeurs libres ; les premiers ont été au nombre de soixante-dix, et on les trouve tous aujourd'hui, en France et à l'étranger, à la tête de l'agriculture de leur pays. »

L'Institut de Versailles n'a pas duré deux ans et, d'après les résultats obtenus dans ce court espace de temps, il est permis de se demander combien de millions, de milliards peut-être, la France aurait produits en plus, si, depuis vingt-cinq ans, ce bel établissement avait continué de fournir au pays de savants agriculteurs et d'éminents professeurs.

Quoi qu'il en soit, le mal a été accompli, il s'agit aujourd'hui de le réparer et, sans récriminer davantage sur le passé, il faut examiner si le projet de loi présenté par M. de Dampierre, et qui ne diffère pas sensiblement de l'organisation indiquée par M. Tisserand et adoptée par la Commission supérieure, offre toutes les garanties nécessaires pour atteindre le but qu'on se propose.

Dans le rapport adressé, en 1867, au Ministre de l'Agriculture, par M. Tisserand, en qualité de Rapporteur de la Commission spéciale présidée par M. Dumas, les difficultés de la science agricole sont exposées dans les termes suivants, que reproduit M. le marquis de Dampierre :

« L'agriculture est, de toutes les industries, celle qui nécessite le plus le concours de la science sous toutes ses faces. Elle doit, afin de connaître le sol qu'elle exploite, avoir recours à la géologie, à la minéralogie, à la chimie ; pour l'étude des végétaux qu'elle cultive, il lui faut invoquer l'aide de la physiologie végétale, de la géographie des plantes, qui, en lui montrant les conquêtes déjà effectuées, lui indiquera celles qui restent à faire ; la mécanique l'éclaire sur l'application la plus rationnelle des forces dont elle dispose ; la technologie et l'économie rurale, sur la meilleure utilisation de ses produits.

« L'homme qui se propose de conquérir à la production le sol inculte de

contrées encore peu habitées, où il n'existe aucune tradition qui le guide sur la marche à suivre, demandera aux enseignements du passé, à la philosophie de l'agriculture, à son histoire, c'est-à-dire à ses rapports avec les sociétés, dans les diverses phases de leur transformation, de le préserver de ces catastrophes douloureuses qui, trop souvent, jettent le découragement dans les esprits les plus remplis d'initiative. Faute de ces conseils, les œuvres les plus utiles, conduites par des hommes animés d'un ardent amour du bien, sont restées sans fruits, parce qu'elles n'étaient pas appropriées aux conditions dans lesquelles elles se trouvaient, parce qu'on avait méconnu ou dédaigné le seul mode d'exploitation applicable, le seul profitable à la société.

« Dans les diverses industries, la spécialisation des études rend les découvertes et les perfectionnements moins difficiles à atteindre. Le chimiste, dans son laboratoire, peut suivre, sans en laisser rien perdre, toutes les phases d'un procédé; l'ingénieur, dans son cabinet, peut examiner à son aise les travaux auxquels il devra se livrer; le mécanicien peut rendre plus parfait un appareil qui fonctionne pour un but exactement déterminé; tous ont la faculté de renouveler leurs expériences dans un temps très court. En agriculture, le problème est autrement complexe. Combien de causes perturbatrices n'interviennent pas dans les phénomènes de la végétation? Le laboratoire de l'agronome est immense; les expériences en plein champ sont extrêmement difficiles à instituer, à diriger, à mener à bonne fin; elles sont très coûteuses et, de plus, sujettes à une foule d'actions étrangères qui viennent en altérer à chaque instant les conditions fondamentales; elles exigent des soins incessants pendant une année, et, pour les contrôler en les répétant, il faut y consacrer de longues périodes de temps. »

« Il y a donc, ajoute M. de Dampierre après cette citation, plus de difficultés encore pour l'industrie agricole que pour toutes les autres, et il lui faut le concours des plus éminents de nos savants pour la guider avec quelque sûreté dans les voies obscures où elle doit lentement marcher, si elle ne veut s'y égarer. »

Ces considérations d'une justesse inattaquable et émanant d'hommes aussi compétents que MM. Tisserand et de Dampierre justifient amplement l'opinion émise dans le rapport de ce dernier, que l'enseignement supérieur agricole devra être *de l'ordre le plus élevé* et donné par les professeurs les plus éminents.

Ce point étant admis, les conditions indiquées pour l'admission des élèves à l'Institut sont-elles suffisantes pour que les jeunes gens pourvus des diplômes énoncées, ou ayant subi un examen sur les matières que comportent ces diplômes, puissent suivre fructueusement les cours qui seront professés? Nous ne le pensons pas.

On connaît le programme des deux baccalauréats ès-lettres et ès-sciences,

et l'on se rend facilement compte de l'impossibilité où se trouveraient particulièrement des bacheliers ès-lettres, pour suivre des cours d'un ordre supérieur ayant, en grande partie, pour base, les mathématiques. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux indications données par M. le marquis de Dampierre, d'après le programme tracé par M. Besnard, député, ancien élève, comme M. Tisserand, de l'Institut de Versailles, et rapporteur de la commission instituée dans le sein de la réunion des agriculteurs de l'Assemblée nationale.

Dans le projet de M. Besnard, la durée des cours serait de deux années; le nombre des chaires serait de seize, savoir : mécanique ; — physique et météorologie ; — chimie ; — botanique ; — zoologie et hygiène ; — géologie et minéralogie ; — agriculture générale ; — agriculture comparée (histoire et géographie) ; — législation et droit rural ; — génie rural ; — zootechnie ; — sylviculture ; — viticulture et œnologie ; — arboriculture et horticulture ; — technologie ; — économie et statistique.

« La mécanique, dit M. Besnard, ne comprendra pas l'étude complète de cette science, mais des notions générales sur la dynamique, l'hydraulique et l'étude des machines.

« Le génie rural s'occupera du drainage, des dessèchements, des irrigations, des constructions rurales, etc.

« La physique sera surtout étudiée dans ses rapports avec la production agricole et comme préparation au cours de météorologie qui recevra les plus grands développements.

« La zoologie joindra à l'étude approfondie de la physiologie et de l'anatomie, la connaissance des animaux utiles ou nuisibles, qui ne sont pas du domaine de la zootechnie.

« Le cours d'agriculture comparée, comprenant l'histoire et la géographie agricoles, est nouveau ; son enseignement ne sera pas seulement l'étude des procédés agricoles aux différents âges de l'humanité et la comparaison des systèmes mis en œuvre de nos jours, sur les différents points du globe ; il aura un but plus pratique et dont l'utilité se montre chaque jour de la manière la plus évidente. Le professeur qui en sera chargé devra suivre les progrès des grands centres de colonisation et donner à notre agriculture des renseignements authentiques et précis sur les développements que prend, dans des contrées abandonnées jusqu'ici aux seules forces de la nature, la production des céréales, de la laine, de la viande, du sucre, en un mot de toutes les matières que nous obtenons du sol de la France... »

Un champ aussi vaste ne peut être parcouru, l'on en conviendra, que par des intelligences déjà préparées par de fortes études antérieures, et c'est par ce motif que nous regarderions comme insuffisant le diplôme de bachelier ès-lettres ou ès-sciences.

Si l'enseignement donné à la Faculté d'agriculture doit être *de l'ordre le*

plus élevé, comme l'a demandé avec juste raison M. le marquis de Dampierre, il faut que les élèves qui le recevront soient aptes à le comprendre et à en profiter.

Il convient d'ailleurs de remarquer que cette restauration de l'agriculture entraînera nécessairement la création d'un certain nombre de fonctionnaires publics : professeurs à la Faculté, aux écoles régionales et aux chaires d'agriculture, directeurs de stations agronomiques, inspecteurs de l'agriculture, etc. Quoi de plus naturel, dès lors, que l'État entretint à la Faculté un certain nombre d'élèves destinés à composer ce corps de fonctionnaires et recrutés parmi les élèves de l'École Polytechnique, ainsi que cela a lieu pour les services des mines, des ponts et chaussées, des constructions navales, des lignes télégraphiques, des tabacs, des poudres et salpêtres, lesquels ne présentent pas assurément une importance plus grande que celle de l'agriculture.

Si cette idée était accueillie, l'organisation de la Faculté d'agriculture ou de l'Institut agricole pourrait être calquée, en quelque sorte, sur celle des Ecoles des Mines et des Ponts et Chaussées, dont la constitution est réglée de la manière suivante :

Pour chacune des deux écoles, la durée des cours est de trois ans, et le régime est celui de l'externat.

Les élèves se divisent en trois catégories : élèves-ingénieurs, élèves-externes et élèves libres.

Les élèves-ingénieurs sont ceux qui, sortant de l'Ecole Polytechnique, sont destinés à former les fonctionnaires de l'État dans les services des Mines ou des Ponts et Chaussées ; ils reçoivent un traitement, sont astreints à signer une feuille de présence, subissent des examens dans le courant et à la fin de chaque année et reçoivent également chaque année, pendant quatre mois, des missions en France ou à l'étranger.

Les élèves-externes sont en nombre déterminé par le Ministre des Travaux publics ; ils sont admis par la voie d'un concours auquel peuvent prendre part : 1° les élèves sortant de l'École Polytechnique, mais non admis, par leur classement de sortie, à entrer dans les services des Mines ou des Ponts et Chaussées ; 2° des jeunes gens ayant suivi, pendant un an, un cours préparatoire annexé à l'école même.

Les licenciés ès-sciences sont admis, sans concours, comme élèves-externes.

Les élèves de cette catégorie sont assujettis aux mêmes exercices et à la même discipline que les élèves-ingénieurs ; ils signent les feuilles de présence, subissent des examens, sont admis aux laboratoires et reçoivent des missions. A l'expiration de la troisième année, ils reçoivent, s'il y a lieu, un diplôme d'*ingénieur civil*. Ils ne se différencient donc des élèves-ingénieurs qu'en ce qu'ils ne reçoivent pas de traitement et qu'à leur sortie de l'école aucune place ne leur est assurée.

Les élèves ou auditeurs libres se divisent eux-mêmes en deux classes, savoir : 1° des jeunes gens accrédités par des Gouvernements étrangers ; 2° des jeunes gens de nationalité française.

Les premiers ne subissent d'examens ni d'entrée ni de sortie ; ils ne signent pas les feuilles de présence et n'ont accès aux laboratoires que lorsqu'il y a des places vacantes.

Les seconds sont admis à suivre les cours, après un examen de capacité ; ils ne subissent pas d'examens à l'école, ne signent pas les feuilles de présence et ne sont pas admis aux laboratoires. A l'expiration des trois ans, ils peuvent obtenir du Directeur de l'Ecole un certificat d'études.

Enfin certains cours sont complètement publics.

Tel est le système qui nous paraît le plus rationnel, le plus facile à appliquer et le plus propre à contribuer au développement et à la propagation de la science agricole. C'est donc celui que nous nous permettrons de recommander pour l'Institut ou la Faculté à créer.

Bien que l'Enquête agricole ait laissé de côté tout ce qui concerne la question pourtant si importante des Forêts et que la Commission supérieure, à son tour, se soit bornée à recevoir les dépositions de quelques membres de la *Société centrale forestière*, sans leur accorder le bénéfice d'une étude et d'une discussion spéciales, nous avons cru devoir, dans un chapitre supplémentaire que l'on trouvera à la fin de ce travail, résumer les dépositions dont il s'agit.

Or, il est d'une évidence absolue que la science sylvicole, aussi bien que la science agricole, appelle de grandes réformes ; toutes deux reposent sur les mêmes bases, elles s'appuient sur les mêmes principes, et des seize cours indiqués par M. Besnard comme devant constituer l'enseignement de la Faculté d'agriculture, la moitié au moins devrait faire partie de l'enseignement supérieur de la sylviculture.

N'est-il pas, dès lors, parfaitement rationnel d'émettre le vœu que la Faculté dont la création est demandée embrasse ce double objet et devienne **FACULTÉ D'AGRICULTURE ET DE SYLVICULTURE** ? La plupart des cours, nous venons de le dire, pourraient être communs aux deux enseignements, qui se sépareraient ensuite pour l'étude des objets spéciaux à chacune des deux sciences.

Depuis l'époque où ont été écrites les lignes qui précèdent (janvier 1876), l'importante question de l'enseignement supérieur de l'agriculture a reçu une solution. Une loi a été rendue, le 9 août 1876, pour la création d'un Institut agronomique, et une décision ministérielle du 9 octobre suivant a nommé les professeurs chargés des différents cours.

La loi dont il s'agit est ainsi conçue :

« ARTICLE 1^{er}. — Une école destinée à l'étude et à l'enseignement des

sciences, dans leurs rapports avec l'agriculture, sera fondée au Conservatoire des Arts et Métiers, à Paris, sous le nom d'Institut agronomique.

« ARTICLE 2. — Les professeurs et répétiteurs, lors de la création de l'école, seront à la nomination du Ministre, et il en sera de même pour les nouvelles chaires qui seront créées. Mais, dans l'avenir, il sera pourvu aux vacances par un concours dont les conditions seront déterminées par un arrêté ministériel.

« ARTICLE 3. — L'établissement recevra des élèves-externes payant une rétribution scolaire et des auditeurs libres.

« Les élèves réguliers, qui, à la suite des examens de fin d'étude, en auront été jugés dignes, recevront un diplôme.

« ARTICLE 4. — Chaque année, quatre bourses de 1,000 francs et deux de 500 francs, donnant, les unes et les autres, droit à l'enseignement gratuit, et dix bourses consistant dans la remise de toute rétribution scolaire, seront mises au concours, par moitié, entre les élèves diplômés des Ecoles d'agriculture et entre les autres concurrents qui se présenteront.

« Les bourses ne seront néanmoins accordées et maintenues que si les candidats en sont jugés dignes.

« ARTICLE 5. — Les deux premiers élèves sortant chaque année pourront recevoir, aux frais de l'État, une mission complémentaire d'études. Cette mission durera trois ans et aura lieu tant en France qu'à l'étranger.

« ARTICLE 6. — Un champ d'expériences, dont la contenance ne pourra dépasser cinquante hectares, sera affecté, avec les bâtiments nécessaires, au service de l'Institut agronomique. »

La décision ministérielle du 9 octobre porte :

« ARTICLE 1^{er}. — M. Boussingault, membre de l'Institut et de la Société centrale d'agriculture de France, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, est chargé de la haute direction des laboratoires de recherches de l'Institut agronomique.

« Sont nommés :

« Aux chaires d'économie rurale :

« M. Léonce de Lavergne, sénateur, membre de l'Institut, ancien professeur de l'Institut agronomique de Versailles ;

« M. Lecouteux, ancien chef de cultures à l'Institut agronomique de Versailles, secrétaire général de la Société des agriculteurs de France.

« A la chaire de physique et de météorologie :

« M. Edmond Becquerel, membre de l'Académie des sciences, ancien professeur de l'Institut agronomique de Versailles.

« A la chaire de géologie :

« M. Delesse, ingénieur en chef des mines, professeur à l'Ecole des Mines, membre de la Société centrale d'agriculture de France.

« A la chaire de minéralogie :

« M. Carnot, ingénieur des mines, professeur à l'Écoles des Mines.

« A la chaire de chimie appliquée à l'agriculture :

« M. Schlœsing, directeur de l'Ecole d'application des manufactures de l'État.

« A la chaire de chimie analytique :

« M. Péligot, membre de l'Académie des sciences et de la Société centrale d'agriculture de France.

« A la chaire de technologie agricole :

« M. Aimé Girard, professeur de chimie industrielle au Conservatoire des Arts et Métiers.

« A la chaire de botanique :

« M. Ed. Prillieux, professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures, membre de la Société centrale d'agriculture de France.

« A la chaire de zoologie :

« M. Emile Blanchard, membre de l'Académie des sciences et de la Société centrale d'agriculture de France, professeur au Muséum d'histoire naturelle.

« A la chaire de mécanique :

« M. Tresca, sous-directeur du Conservatoire des Arts et Métiers, membre de l'Académie des sciences et de la Société des agriculteurs de France.

« A la chaire de génie rural :

« M. Hervé-Mangon, membre de l'Académie des sciences et de la Société centrale d'agriculture de France.

« A la chaire d'agriculture générale :

« M. Moll, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, membre de la Société centrale d'agriculture de France.

« A la chaire d'agriculture comparée :

« M. Risler, membre correspondant de la Société centrale d'agriculture de France.

« A la chaire de sylviculture :

« M. Tassy, conservateur des forêts, ancien professeur à l'Institut agronomique de Versailles. (1)

« A la chaire d'horticulture, d'arboriculture et de viticulture :

« M. du Breuil, professeur des cours d'arboriculture du département de la Seine.

(1) M. Tassy est également membre de la Société centrale d'agriculture de France, bien que le *Journal officiel* ait oublié de mentionner ce titre.

« A la chaire de législation et de droit agricole :

« M. Victor Lefranc, député, ancien ministre, est chargé des conférences.

ARTICLE 2. — Des concours seront ouverts pour les chaires de chimie générale et organique et de zootechnie.

« Un arrêté ultérieur déterminera les formes suivant lesquelles auront lieu ces concours.

« Fait à Paris, le 9 octobre 1876.

« Signé : TEISSERENC DE BORT. »

Bien que, par la loi et la décision ministérielle que nous venons de relater, satisfaction ait été donnée aux vœux émis dans l'Enquête pour la création d'un enseignement supérieur de l'agriculture, nous avons cru cependant devoir conserver ci-dessus, dans leur intégrité, les considérations que nous avons présentées sur ce sujet, antérieurement à la solution, d'abord par un sentiment de déférence envers la Société centrale d'agriculture, sentiment qui ne nous permet de modifier en rien le travail que nous lui avons présenté; ensuite parce qu'il nous semble utile de mettre nos lecteurs en situation de juger si les mesures adoptées satisfont complètement aux vœux émis, soit dans l'Enquête, soit dans le programme tracé par M. Besnard, rapporteur de la Commission instituée dans le sein des agriculteurs de l'Assemblée nationale, soit enfin dans le rapport présenté par M. le marquis de Dampierre à l'appui du projet de loi qui a servi de base aux discussions de la Chambre des députés.

Les termes de la loi du 9 août, qui statue que l'Institut agronomique est destiné, non-seulement à « l'enseignement », mais encore à « l'étude » des sciences, dans leurs rapports avec l'agriculture, aussi bien que l'énumération des chaires créées et, plus encore, le choix des professeurs nommés, donnent, nous ne saurions trop le dire hautement, la satisfaction la plus entière aux amis les plus fervents de la fondation d'un Institut agronomique. Il était impossible, en effet, de souhaiter une composition plus brillante du personnel enseignant, dans lequel ont été compris les hommes les plus éminents, les savants les plus illustres, et la réunion de tous ces princes de la science est non-seulement une marque du haut intérêt que le Gouvernement porte à l'institution nouvelle, mais encore un sûr garant du succès futur de l'Institut agronomique. Organisé dans de telles conditions, cet Institut ne peut manquer d'acquiescer, dans un bref délai, un éclat incomparable, et de placer la science agricole, en France, plus haut qu'elle ne l'est dans aucun autre pays de l'Europe.

Mais après la constitution du personnel *enseignant*, il reste à pourvoir à la constitution du personnel *à enseigner*, et la loi du 9 août ne s'est occupée de cet objet que pour mentionner l'admissibilité aux bourses créées des élèves diplômés des écoles régionales d'agriculture.

Nous avons dit plus haut que nous regardions comme insuffisantes les conditions énoncées dans l'article 4 du projet de loi présenté par M. le marquis de Dampierre, dispositions qui d'ailleurs n'ont pas été maintenues dans la nouvelle loi. Le choix des professeurs qui viennent d'être nommés est un argument puissant en faveur de la thèse que nous avons soutenue. De tels maîtres s'élèveront nécessairement jusqu'aux sommets de la science. Il importe donc de leur donner un auditoire capable de les comprendre et de les suivre. Nous persistons donc plus que jamais à considérer comme seul possible, comme seul applicable, le mode de recrutement que nous avons indiqué.

Que l'on marche courageusement et énergiquement dans la voie qui vient d'être ouverte, et, dans quelques années, la science agricole sera fondée, et les produits de notre sol si fertile et si riche seront doublés peut-être.

QUESTION SUPPLÉMENTAIRE

REPRÉSENTATION OFFICIELLE DE L'AGRICULTURE

Le dernier paragraphe du *Questionnaire* adopté par la Commission supérieure et envoyé, préalablement à l'Enquête, aux chambres consultatives d'agriculture, aux sociétés et comices agricoles, aux membres des conseils généraux et d'arrondissements, etc., se terminait par la question suivante :

« 161. Quels seraient enfin les moyens les plus propres à améliorer la condition de l'agriculture, et quelles mesures croirait-on devoir proposer dans ce but ? »

De nombreuses réponses furent faites à cette question et, dans le chapitre X de son rapport d'ensemble, le Commissaire général de l'Enquête consacra un paragraphe à *l'administration, à la représentation et à l'enseignement agricoles*.

Il signala d'abord un vœu émis presque unanimement, ayant pour objet la création d'un ministère spécial pour l'agriculture, auquel serait réunie l'Administration des forêts, considérée comme devant avoir un caractère plutôt agricole que financier.

Il rappela ensuite : 1° la loi du 20 mars 1850 instituant, dans chaque arrondissement, un ou plusieurs comices agricoles, puis, au chef-lieu du département, une chambre d'agriculture, et enfin un conseil général de l'agriculture ; 2° le décret du 21 mars 1851 modifiant, sur certains points, la loi de 1850, tout en en laissant subsister les grandes lignes.

En conséquence, dans le programme annexé à son rapport, le Commissaire général termina le § 2 du chapitre X (*Enseignement agricole. Encou-*

ragements à l'agriculture) par un alinéa ainsi conçu : « Développer les sociétés d'agriculture et les comices agricoles. »

Cette formule, il faut le reconnaître, ne reproduisait que très imparfaitement les matières abordées dans le rapport du Commissaire général ; elle ne faisait notamment aucune mention de la création d'un ministère spécial de l'agriculture, ni de la constitution d'un conseil supérieur, ni de l'annexion de l'Administration des forêts au Ministère de l'agriculture.

Une lacune analogue se produisit dans la discussion préliminaire à laquelle la Commission supérieure se livra dans la séance du 5 décembre 1868, et, après un débat sommaire, le second paragraphe du chapitre X fut renvoyé en bloc à une sous-commission, y compris le dernier alinéa relatif aux sociétés et comices agricoles, bien qu'en réalité il n'existât qu'une relation indirecte entre cette question et les précédentes, toutes relatives à l'enseignement.

A son tour, M. Tisserand, dans l'important rapport qu'il présenta sur le § 2 du chapitre X, s'attacha spécialement et presque exclusivement, comme on l'a vu plus haut, aux questions relatives à l'enseignement ; il se borna à mentionner l'existence des sociétés d'agriculture et des comices agricoles et à demander que le Gouvernement leur continuât ses encouragements.

La Commission supérieure adopta cette proposition sans débat.

Ainsi rien ne fut dit, dans ces circonstances, relativement à la création ou plutôt au rétablissement d'un Ministère spécial de l'agriculture, à l'annexion du Service des Forêts à ce ministère et à la reconstitution du Conseil général de l'agriculture, sujets cependant fort intéressants et sur lesquels il importait d'avoir l'avis de la Commission supérieure.

Quelques mois plus tard, il est vrai, le Ministère de l'agriculture fut rétabli ; mais cet événement resta d'abord sans influence sur les deux autres points signalés plus haut et relatifs à l'Administration des forêts et au Conseil général de l'agriculture.

C'est seulement dans l'avant-dernière réunion de la Commission supérieure que le nouveau MINISTRE DE L'AGRICULTURE (*M. Louvet*) appela l'attention de la Commission supérieure sur la question se rapportant à la représentation officielle de l'agriculture.

Après une courte discussion, une sous-commission fut nommée pour étudier la question. Le rapport présenté au nom de cette sous-commission par M. TISSERAND peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. TISSERAND.

Les premiers essais tentés pour organiser une représentation officielle de l'agriculture datent de la Restauration ; ils sont dus à M. le duc Decazes, en 1819, et à M. de Martignac, en 1829 ; mais ces tentatives ne laissèrent pas même de traces.

Sous le Gouvernement de Juillet, une ordonnance royale du 29 avril 1831, qui constituait le Conseil général du commerce et des manufactures, donna au Ministre le droit d'appeler dans ce conseil trente propriétaires ruraux ou membres de sociétés agricoles, de façon à former un Conseil supérieur d'agriculture; mais cette organisation n'eut pas de résultat.

Après diverses autres propositions, intervint enfin, le 14 décembre 1848, un projet de loi présenté par M. Tourret, alors ministre de l'agriculture, et ayant pour objet d'instituer des comices cantonaux, des chambres consultatives d'arrondissement et enfin un Conseil supérieur. Le principe de l'élection s'appliquait à tous les degrés de cette hiérarchie. La législature prit fin avant que ce projet fût arrivé à la discussion.

Un décret du 22 mars 1850, contresigné par M. Dumas, reconstitua sur de nouvelles bases le Conseil général du commerce, de l'agriculture et des manufactures.

Ce conseil devait comprendre 236 membres répartis ainsi :

86 nommés par le Ministre, parmi les cultivateurs aisés de chaque département ;

10 autres pris par le Ministre en dehors des circonscriptions départementales ;

8 nommés par le Ministre pour l'Algérie et les colonies ;

81 industriels désignés par les chambres consultatives des arts et manufactures ;

65 commerçants élus par les chambres de commerce ;

16 membres de ces deux dernières catégories, choisis par le Ministre.

L'année suivante, le 20 mars 1851, intervint une loi dont les dispositions principales comportaient les points suivants :

1° Etablissement, dans chaque arrondissement, d'un ou plusieurs comices agricoles, dont les circonscriptions seraient désignées par le conseil général, sur la proposition du préfet, et dont avaient le droit de faire partie tous les propriétaires, fermiers, colons, et leurs enfants âgés de 21 ans, domiciliés dans la circonscription ;

2° Au chef-lieu de chaque département, constitution d'une chambre d'agriculture, composée d'un nombre de membres égal à celui des cantons, élus par les comices et les sociétés d'agriculture en tenant lieu ;

3° Enfin, institution d'un Conseil général d'agriculture comprenant autant de membres qu'il y aurait de chambres d'agriculture, chacune d'elles étant appelée à élire un membre pris dans son sein ou dans l'un des comices du département. Le Conseil général élisait son bureau et pouvait s'adjoindre dix membres pris parmi les notabilités agricoles.

Un an après sa promulgation, cette loi est modifiée par le décret du 21 mars 1852, qui revient aux chambres consultatives par arrondissement et maintient un Conseil général, mais composé de 100 membres, dont un par département, nommé par le Ministre, de même que les membres des chambres consultatives sont nommés par le préfet.

Cette organisation n'eut pas plus de succès que les précédentes ; le Conseil général ne se réunit pas et les chambres consultatives rendirent peu ou pas de services.

Telles sont les phases qu'a traversées cette importante question. — C'est en vue de remédier à cette situation qu'on a demandé, dans l'Enquête, le retour au principe électif, et que deux projets de loi, reproduisant à peu près les dispositions antérieures, ont été récemment présentées au Corps législatif par deux de ses membres.

Comparant les conditions particulières dans lesquelles le commerce, l'industrie et l'agriculture se trouvent placés au point de vue de ceux qui les exercent, le Rapporteur fait remarquer que les deux premiers se concentrent sur un champ relativement peu étendu, c'est-à-dire, la plupart du temps, dans les villes et les grands centres ; que les commerçants et les industriels ont entre eux de fréquents rapports, qu'ils se connaissent et peuvent se concerter pour les élections ; que le corps électoral se trouve, pour eux, naturellement composé par les *industriels* et les *commerçants notables* ; qu'enfin les chambres du commerce et de l'industrie ont, en quelque sorte sous la main, l'objet même de

leurs délibérations, pour appliquer ou expérimenter les résolutions prises.

Il n'en est pas ainsi des agriculteurs qui n'ont entre eux que des rapports assez rares, qui se connaissent peu, pourraient difficilement se concerter et ne consentiraient pas volontiers à s'éloigner, pour un certain temps, de leurs résidences et de leurs travaux. Enfin il n'existe pas *d'agriculteurs notables*, et l'on serait obligé de recourir au suffrage universel, ce qui ne serait pas sans inconvénients.

Par ces motifs, le Rapporteur conclut à l'impossibilité de recourir à l'élection pour la constitution d'une représentation officielle de l'agriculture.

Il rappelle ensuite les grands services rendus par la *Société centrale*, fondée à la fin du dernier siècle, et par la *Société actuelle des Agriculteurs de France*, qui compte plus de 3,000 membres. Il existe aujourd'hui 900 comices et sociétés comprenant un ensemble de près de 100,000 membres et disposant de ressources considérables. Aucune création nouvelle ne pourrait égaler, en vigueur et en autorité, ce merveilleux ensemble, et la création de chambres d'agriculture ne ferait qu'ajouter une complication inutile et, par suite, nuisible.

Mais il importe, au contraire, que l'agriculture possède, auprès du Gouvernement, un organe officiel qui serve de lien naturel entre tant de membres divers, qui reçoive les vœux, les discute et en poursuive la réalisation auprès des grands Corps de l'Etat.

Pour que ce Conseil supérieur ait toute l'autorité et toute l'indépendance nécessaires, il faut, en outre, qu'il tire son origine de l'élection et, à défaut du suffrage universel, qui présente des inconvénients, la sous-commission est d'avis qu'il convient de déferer aux conseils généraux des départements le choix des membres du Conseil supérieur, soit sur les listes présentées par les comices et sociétés agricoles, soit en dehors de ces listes.

Enfin, la sous-commission serait d'avis que, comme cela a lieu pour le Conseil général des arts et manufactures, le Gou-

vernement pût choisir un nombre de membres égal au quart de ceux qui seraient nommés par les conseils généraux.

En résumé, la sous-commission propose d'émettre les avis suivants :

1° *Il n'y a pas lieu de constituer des chambres d'agriculture, que ce soit par département ou par arrondissement ;*

2° *Il convient d'instituer à Paris un Conseil supérieur d'agriculture ;*

3° *Ce Conseil serait élu, à raison d'un membre par département, par les conseils généraux, auxquels les comices et associations agricoles enverraient chacun une liste de candidats. — Le Gouvernement aurait le droit d'y nommer un nombre de membres égal au quart du nombre des membres envoyés par les conseils généraux.*

4° *Le Conseil supérieur serait saisi directement de toutes les questions d'intérêt général de sa compétence ;*

Il recevrait et examinerait les vœux et réclamations que lui adresseraient les agriculteurs, soit individuellement, soit collectivement par les comices ou autres associations agricoles ;

Il donnerait son avis sur toutes les questions qui lui seraient soumises ;

Il émettrait enfin des vœux sur tout ce qui touche aux intérêts agricoles ;

Les membres seraient nommés pour trois ans et rééligibles ;

La constitution du bureau, les sessions du Conseil et leur durée seraient conformes aux dispositions de la loi du 20 mars 1851 (articles 25, 26 et 27) (1).

(1) Les articles susdésignés de la loi de 1851 sont ainsi conçus :

« ARTICLE 25. — Les président, vice-présidents et secrétaires sont nommés pour un an, à la majorité absolue des suffrages. — Toutes les fois que le Ministre assiste à une séance, la présidence lui est déférée.

« ARTICLE 26. — Le Conseil général d'agriculture se réunit chaque année, en une session qui ne peut durer plus d'un mois.

« ARTICLE 27. — Des commissaires désignés par le Ministre assistent aux délibérations du Conseil général d'agriculture et peuvent prendre part aux délibérations.

DISCUSSION — Séance du 1^{er} avril 1870.

La discussion du rapport de M. TISSERAND a eu lieu, comme nous l'avons dit, le 1^{er} avril 1870, jour de la dernière réunion de la Commission supérieure.

Les deux premiers paragraphes des propositions de la sous-commission sont adoptés sans débat.

Sur le 3^e paragraphe, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Louvet*) fait observer qu'un débat très vif s'élèvera probablement, devant le Corps législatif, sur le mode de nomination des membres du Conseil supérieur.

Deux opinions sont en présence : l'élection par le suffrage universel ; l'élection par les conseils généraux. L'orateur considère le premier de ces deux modes comme inadmissible par plusieurs raisons, dont la principale est que la confection d'une liste électorale est impossible, personne ne pouvant dire où commence l'agriculteur et où il finit. Les conseils municipaux même ne pourraient trancher la question.

M. MIGNERET ajoute qu'il y aurait danger à créer un corps électoral à côté de celui qui existe déjà.

M. LE MARÉCHAL VAILLANT demande ce que fera un conseil général en présence de toutes les listes partielles qui lui seront adressées.

M. GAUDIN voudrait que le conseil général nommât directement, sans que les sociétés et comices agricoles eussent à fournir une liste de candidats.

M. DU MIRAL s'attache à démontrer avant tout que les membres du Conseil supérieur d'agriculture doivent être nommés par l'élection et qu'ils doivent être élus par les conseils généraux. — Il lui semble utile, en outre, que les comices et sociétés agricoles soient appelés à présenter des candidats, les membres des conseils généraux pouvant fort bien ne pas connaître tous les cultivateurs. Ces présentations ne lieraient d'ailleurs aucunement le Conseil général.

M. LARRABURE demande le retranchement de la disposition

relative à la présentation de candidats par les comices et sociétés agricoles.

La Commission supérieure approuve ce retranchement, et le § 3 ainsi modifié est adopté.

Le § 4 est également adopté après une courte discussion.

En résumé, la Commission supérieure a adopté les résolutions suivantes :

1° IL N'Y A PAS LIEU DE CONSTITUER DES CHAMBRES D'AGRICULTURE, QUE CE SOIT PAR DÉPARTEMENT OU PAR ARRONDISSEMENT ;

2° IL CONVIENT D'INSTITUER A PARIS UN CONSEIL SUPÉRIEUR D'AGRICULTURE ;

3° CE CONSEIL SERAIT ÉLU, A RAISON D'UN MEMBRE DANS CHAQUE DÉPARTEMENT, PAR LES CONSEILS GÉNÉRAUX ; LE GOUVERNEMENT AURAIT LE DROIT D'Y NOMMER UN NOMBRE DE MEMBRES ÉGAL AU QUART DU NOMBRE DES MEMBRES ENVOYÉS PAR LES CONSEILS GÉNÉRAUX ;

4° LE CONSEIL SUPÉRIEUR SERAIT SAISI DIRECTEMENT DE TOUTES LES QUESTIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DE SA COMPÉTENCE ;

IL RECEVRAIT ET EXAMINERAIT LES VŒUX ET LES RÉCLAMATIONS QUE LUI ADRESSERAIENT LES AGRICULTEURS, SOIT INDIVIDUELLEMENT, SOIT COLLECTIVEMENT PAR LES COMICES OU AUTRES ASSOCIATIONS AGRICOLES ;

IL DONNERAIT SON AVIS SUR TOUTES LES QUESTIONS QUI LUI SERAIENT SOUMISES ;

IL ÉMETTRAIT ENFIN DES VŒUX SUR TOUT CE QUI SE RATTACHE AUX INTÉRÊTS AGRICOLES.

LES MEMBRES SERAIENT NOMMÉS POUR TROIS ANS ET RÉÉLIGIBLES.

LA CONSTITUTION DU BUREAU, LES SESSIONS DU CONSEIL ET LEUR DURÉE, SERAIENT CONFORMES AUX DISPOSITIONS DE LA LOI DU 20 MARS 1851 (articles 25, 26 et 27). (1)

(1) Jusqu'à présent les résolutions ci-dessus rapportées sont demeurées à l'état de lettre morte, en ce qui concerne la représentation officielle de l'agriculture, aussi bien qu'à l'égard de beaucoup d'autres objets.

Peu de temps avant la discussion que nous venons de reproduire, étaient intervenus, à la

§ 3. — SÉRICICULTURE.

Favoriser les expériences. — Mettre à la disposition des sociétés d'agriculture des microscopes et autres instruments nécessaires pour faire des observations. — Favoriser, par des primes et des allocations, les éducations de vers, dans les localités saines, afin de reproduire et de conserver les races actuelles.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 5 décembre 1868.

Les différentes questions du § 3, venues en discussion préliminaire dans la séance du 5 décembre 1868, furent renvoyées sans débat à une sous-commission au nom de laquelle M. LE DUC DE PADOUE présenta un rapport qui peut se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. LE DUC DE PADOUE.

La maladie du ver à soie a appelé toute la sollicitude du Gouvernement. La production des cocons, qui, en 1853, atteignait 26 millions de kilogrammes, est descendue, en 1866, à 16,436,000 et, en 1867, à 13,392,000 kilogrammes.

Le Gouvernement a confié à des hommes compétents, savants ou praticiens, la mission de rechercher les causes de cette diminution qui menace de ruine l'une de nos principales industries. Une commission spéciale a été instituée près du Ministre de l'agriculture.

Le 18 novembre 1869, deux décrets réglant la composition du Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie et nommant les membres de ce conseil. Cet état de choses dure encore, ainsi que le prouvent les trois décrets suivants :

1^o *Décret du 13 mars 1872*, qui nomme MM. Pouyer-Quertier et Martel, vice-présidents du Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie.

2^o *Décret du 5 juin 1873*, ainsi conçu :

« Article 1^{er}. Le Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie placé sous la présidence du Ministre de l'agriculture et du commerce, se composera :

« De deux vice-présidents ;

« De trois sections comprenant chacune quinze membres choisis parmi : 1^o les députés de l'Assemblée nationale ; 2^o les présidents de chambres du commerce ; les hommes les plus versés dans les matières commerciales, financières, agricoles et industrielles.

« Sont, en outre, membres de droit du Conseil supérieur :

« Les membres du Conseil des Ministres ; — le gouverneur de la Banque de France ; — deux membres du Conseil d'Etat ; — le secrétaire général du Ministère de l'agriculture et du

Sur la proposition de cette commission, des primes ont été données, dans certains départements, à l'effet d'y multiplier les *petites éducations* pour graines, reconnues plus avantageuses. Ces essais paraissent devoir produire de bons résultats.

En 1865, 15,000 cartons de graines ont été envoyés à l'Empereur par le Taïcoum du Japon. Cet envoi a donné, sous certains rapports, des résultats satisfaisants ; malheureusement la maladie paraît sévir également sur les graines étrangères acclimatées, et les éducateurs semblent porter de nouveau leurs efforts sur les graines indigènes régénérées au moyen de petites éducations.

Plusieurs membres de l'Institut, MM. de Quatrefages, Decaisne et Péligot, se sont, par ordre du Gouvernement, livrés à des études desquelles il résulte que la maladie actuelle ne s'explique par aucun fait chimique appréciable, que le mûrier ne peut en être la cause première, et qu'enfin elle peut être considérée comme héréditaire, épidémique et contagieuse.

Une mission analogue a été confiée à M. Pasteur, depuis 1865, et elle se continue encore.

Des observations auxquelles il s'est livré, M. Pasteur conclut que les maladies qui sévissent sur les vers à soie ne sont pas nouvelles, qu'elles ont seulement pris une grande extension, et qu'il est possible d'y remédier en n'élevant que des graines provenant de papillons sains et en adoptant le système des petites éducations.

Sur la proposition de la Commission centrale, M. le Ministre de l'Agriculture a fait distribuer, dans les départements sérici-

« commerce ; — le directeur général des Ponts et Chaussées et des Chemins de fer ; — le directeur général des douanes ; — le directeur général des contributions indirectes ; — le directeur des consulats et affaires commerciales ; — le directeur des colonies ; — le directeur du commerce intérieur. »

3^e *Décret du même jour*, nommant, indépendamment de MM. Pouyer-Quertier et Martel, vice-présidents, les membres des trois sections du Conseil supérieur :

Pour la section d'agriculture, ces membres sont :

MM. le comte de Beurges, le comte de Bouillé, le marquis de Dampierre, Delacour, de Lavergne, Montjarret de Kerjégu, le comte de Pourtalès, de Saint-Germain, Teisserenc de Bort et le marquis de Vogué, députés ; le comte de Kergorlay, président de la société centrale d'agriculture, Duval, Gaston, Gréa et Guillemin, agriculteurs.

culteurs, un grand nombre de microscopes à l'aide desquels les éducateurs peuvent constater l'état des papillons producteurs. Les conseils généraux du Gard et de Vaucluse se sont associés à cette mesure.

Enfin, des mesures ont été prises de concert entre les Ministres de l'agriculture et des affaires étrangères pour qu'un timbre soit apposé par le consul de France à Yokohama, sur tous les cartons de graines d'origine japonaise qui lui seront présentés, à l'exclusion des graines d'origine chinoise.

En résumé, l'Etat a consacré, depuis 1853, une somme de 750,000 francs à ces recherches et à ces études; il a été constaté que les graines du Japon donnent un excellent rendement la première année de l'importation, mais que les cocons qui en proviennent sont petits et légers, ce qui en abaisse considérablement le prix, par rapport aux cocons obtenus au moyen des races indigènes. La seconde année de l'importation, la graine du Japon reproduite ne donne plus que des résultats ordinaires, médiocres ou même très faibles.

La récolte de 1863 (avant l'épidémie) était de 26 millions de kilogrammes qui, au prix de 6 francs le kilogramme, donnaient plus de 156 millions de francs; la récolte de 1867 a été de 13,391,767 kilogrammes qui, à 8 francs l'un, équivalaient à une somme de 107,134,000 francs, soit, en moins, près de 49 millions. — L'Enquête de 1868 a démontré que la récolte séricicole prise dans son ensemble présente une légère augmentation, et il y a lieu de croire que l'industrie à laquelle Sully et Colbert avaient donné une si vive impulsion, se relèvera par cette voie et qu'elle reconquerra, qu'elle accroîtra même sa prospérité passée.

DISCUSSION. — Séance du 8 avril 1869.

Dans la séance du 8 avril 1869, M. LE DUC DE PADOUÉ, rapporteur, expose que la sous-commission n'a pas cru devoir proposer de conclusions; elle s'est bornée à constater la situation actuelle des choses. Des renseignements très précis sur cette situation pourraient être donnés par M. Dumas, membre de la Commis-

sion supérieure, en sa qualité de président de la Commission centrale de sériciculture.

Quant à la sous-commission, elle ne peut qu'exprimer le vœu de voir se continuer les efforts du Gouvernement et les recherches de M. Pasteur.

M. DUMAS adopte pleinement la proposition de la sous-commission d'encourager le Gouvernement dans la voie où il est entré.

L'orateur donne ensuite des détails sur les procédés préconisés par M. Pasteur et consistant à n'admettre que des graines provenant de papillons parfaitement sains.

La maladie des vers à soie est due à la présence, dans l'insecte, de corpuscules microscopiques découverts par M. Cornalia, directeur du Musée de Milan. M. Pasteur a constaté que la graine provenant de papillons mâle et femelle sains est parfaitement saine elle-même. Suivant M. Cornalia, il suffirait que la mère fût saine.

Le Ministère du commerce et l'agriculture française attachent une grande importance à l'adoption de la méthode préconisée par M. Pasteur, laquelle a donné des résultats inespérés. C'est, en effet, grâce à cette méthode, qu'une once de graines, qui produisait autrefois 20 ou 25 kilogrammes de cocons, a pu en donner régulièrement 45 ou 50, et même jusqu'à 62.

L'orateur ajoute qu'une graine issue de papillons mâle et femelle parfaitement sains pourrait cependant ne pas donner elle-même une bonne graine de reproduction. Il faut encore, pour que cette reproduction se fasse avec certitude, que l'éducation ait lieu dans des conditions telles, que la graine ne puisse pas s'altérer et que les produits qu'elle fournit ne puissent pas devenir malades à leur tour. Il faut que les vers soient élevés à l'abri de toute influence morbide et nourris avec des feuilles récoltées loin de toute condition épidémique.

Il serait donc toujours possible, en France, en s'élevant dans les montagnes, en se plaçant à distance des lieux où règne l'infection, d'avoir des lieux de production pour les graines, à la condition de prendre des précautions hygiéniques et de vérifier

si ces graines ont été produites dans des conditions convenables, ce qui sera facile, puisqu'il s'agit d'examiner les papillons qui les ont produites et de s'assurer s'ils ne sont pas corpusculeux.

M. DE BUTENVAL demande si la maladie des vers à soie n'est pas périodique.

M. DUMAS ne le pense pas, mais croit que la maladie existe d'une manière constante ; seulement elle devient parfois contagieuse et elle exerce alors de grands ravages.

M. LE PRÉSIDENT (*M. le maréchal Vaillant*) désirerait que les résultats des expériences de M. Pasteur fussent plus généralement connus.

M. DUMAS répond que l'on pourrait faire un extrait très abrégé, en cinq ou six pages, des documents japonais que le Ministère de l'agriculture vient de faire traduire.

Sur une question posée par M. Larrabure, M. Dumas ajoute qu'il n'existe aucun moyen de guérir les corpuscules. Il ne faut pas poursuivre la guérison de maladies constitutionnelles ; le plus court est de les prévenir.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE, PAR UN VOTE UNANIME, CONFIRME LE RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ET LES CONCLUSIONS TENDANT À ENGAGER LE GOUVERNEMENT À PERSÉVÉRER DANS LES EFFORTS QU'IL A DÉJÀ FAITS POUR COMBATTRE LE MAL ET ENCOURAGER LES PETITES ÉDUCTIONS.

§ 4. — CULTURE DU TABAC.

Modifier les règlements dans un sens plus favorable aux producteurs. — Apporter moins d'entraves à l'exportation.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 5 décembre 1868.

Après une discussion très sommaire dans la séance du 5 décembre 1868, ces questions furent renvoyées à une sous-commission, au nom de laquelle M. DAILLY présenta un rapport pouvant se résumer de la manière suivante :

RAPPORT DE M. DAILLY

Il paraît difficile, dit le Rapporteur, de trouver un impôt meilleur que celui que fournit le tabac. Prélevé sur les personnes qui veulent bien, pour satisfaire un de leurs goûts, consentir à s'y soumettre, il est, pour le Trésor, une source de grand produit. — Sur une vente de 242 millions, le bénéfice du Trésor est actuellement de 185 millions, soit 75 % de la vente.

La culture du tabac n'est autorisée que dans dix-neuf départements, savoir : Ille-et-Vilaine, Lot, Lot-et-Garonne, Nord, Pas-de-Calais, Bas-Rhin, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Dordogne, Gironde, Landes, Meurthe, Moselle, Hautes-Pyrénées, Haut-Rhin, Haute-Saône, Savoie, Haute-Savoie et Var. Les six premiers de ces départements jouissent seuls du droit d'exportation.

La culture du tabac est soumise à des dispositions rigoureuses, dont le but est de chercher à empêcher la fraude. Les cultivateurs doivent déclarer les étendues qu'ils veulent planter en tabacs destinés à la consommation intérieure. L'Administration, après avoir examiné si le produit de ces étendues ne doit pas dépasser ses besoins, leur indique les superficies que ne doivent pas dépasser les plantations. Dans les départements où l'exportation est permise, les cultivateurs doivent déclarer l'étendue des plantations qu'ils se proposent de faire pour l'exportation, et ils ne peuvent faire servir à la consommation intérieure les tabacs destinés à l'exportation. — Des agents de l'Administration des Tabacs viennent compter le nombre des plants et des feuilles. On admet toutefois qu'une partie de ces feuilles peuvent être détruites par une cause quelconque, et l'on accorde au planteur le droit d'être dispensé de présenter un certain nombre de feuilles dont on avait constaté l'existence.

Lorsque les feuilles ont été détachées, après avoir été reconnues bonnes à récolter, les cultivateurs sont tenus de détruire les tiges, pour les empêcher de produire de nouvelles feuilles. Les tiges arrachées sont transportées dans une fosse pleine d'eau, où s'opère leur transformation en fumier, qui est vendu par l'Admi-

nistration des Domaines, au profit de la caisse de l'Administration des Tabacs.

Pour donner satisfaction à des plaintes qui s'étaient produites sur la mauvaise qualité des tabacs, la loi du 12 février 1835 a établi que les tabacs étrangers doivent entrer pour 20 % au moins dans l'ensemble des approvisionnements des manufactures de l'État.

En 1864, la quantité des tabacs étrangers employés en France a été de 9,718,701 kilogrammes, pour une quantité totale de 29,326,889 kilogrammes mis en fabrication, soit environ 33 %.

La culture du tabac est absolument interdite en Angleterre; elle subit des entraves dans d'autres pays voisins de la France; mais elle est libre en Belgique, en Prusse, en Bavière, dans le Grand-Duché de Bade, en Suisse et en Hongrie.

L'Administration des Tabacs tire d'Amérique ses qualités les plus estimées et de Hongrie les qualités les moins recherchées.

La culture du tabac exige beaucoup de main-d'œuvre; elle prospère dans les départements du Bas-Rhin, de la Meurthe et de la Moselle, où la propriété est très divisée et où elle rend jusqu'à 3,000 kilogrammes à l'hectare; dans le Lot, où la culture se pratique sur de grandes étendues, elle ne donne que 900 kilogrammes à l'hectare.

Parmi les départements autorisés à exporter le tabac, le Bas-Rhin est à peu près le seul qui profite de cette faculté, ce qui tend à prouver que le prix donné par l'Administration aux planteurs représente sensiblement la valeur de la marchandise; mais il est probable que s'il était permis de laisser pousser les secondes feuilles, après la récolte des premières, le prix de revient du tabac s'abaisserait et que les cultivateurs français pourraient lutter avec les producteurs étrangers.

Des plaintes assez nombreuses se sont produites dans l'Enquête. On a demandé : 1° que les trois experts composant, avec les deux employés des Tabacs, les commissions de réception fussent nommés par les planteurs et non par le préfet; 2° qu'il y eût, pour chacun, liberté de cultiver le tabac et d'exporter au dehors les produits de sa récolte; 3° qu'il ne fût plus défendu de

recueillir les feuilles de la seconde pousse ; 4° qu'il fût accordé aux planteurs une augmentation du nombre des feuilles qu'ils ne sont pas tenus de représenter ; 5° que les types régulateurs ne fussent plus envoyés de Paris, mais pris, tous les ans, sur les lieux de production, dans la récolte de l'année.

M. le Directeur des Manufactures de l'Etat, malgré son désir de concilier les intérêts des planteurs avec ceux de l'Etat, pense qu'il est difficile de modifier les règlements existants. Suivant lui, les experts nommés par le préfet sont généralement favorables aux planteurs, et les représentants de l'Administration sont en minorité dans les commissions de réception. — La fraude trouve toujours à s'exercer dans les départements où la culture du tabac est permise ; la liberté de culture et d'exportation diminuerait les revenus du Trésor et rendrait la surveillance plus difficile ; la récolte des feuilles de seconde pousse augmenterait également la fraude ; enfin le nombre des feuilles dont la représentation n'est pas exigée dépasse le nombre des feuilles avariées, et il faudrait le restreindre plutôt que l'augmenter.

A l'appui des réclamations présentées, le Rapporteur fait remarquer que la prohibition absolue de cultiver le tabac dans soixante-dix départements et les entraves mises à cette culture dans treize autres ne sont pas favorables à l'agriculture française et la placent dans un état d'infériorité vis-à-vis des puissances voisines. Toutefois il semble difficile d'apporter des changements notables aux conditions dans lesquelles pourraient avoir lieu, en France, la culture et la vente du tabac.

La sous-commission est donc d'avis que la Commission supérieure doit se borner à engager l'Administration des Tabacs à chercher à donner le plus possible satisfaction aux demandes qui ont été faites dans l'Enquête, en prenant des mesures pour arriver, chaque année, à une détermination plus exacte de la valeur des tabacs que peuvent lui présenter les planteurs.

DISCUSSION. — Séance du 15 avril 1870.

Dans la séance du 15 avril 1869, M. DAILLY, rapporteur, a résumé les considérations présentées dans son rapport.

M. SUIN dit que, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, où il a présidé l'Enquête, les planteurs de tabac se plaignent que le fisc est partout le maître et que leurs intérêts ne sont pas représentés dans les commissions de réception, puisqu'ils restent tout à fait étrangers à la nomination des experts, contrairement à ce qui se faisait autrefois. Ils demandent le retour à l'ancien état de choses, c'est-à-dire la permission d'être représentés par un ou deux experts nommés par eux. L'orateur trouve cette demande parfaitement fondée.

Une seconde réclamation à signaler est celle relative aux types. — Lorsqu'on expertise une pièce plantée en tabac, l'expertise a lieu d'après la feuille la plus belle prise pour type et non d'après une feuille moyenne. Tout ce qui est inférieur à cette feuille est rigoureusement éliminé; de là une perte assez considérable pour les producteurs. Ceux-ci demandent que, dans la fixation des types, il y ait différentes qualités, et qu'il leur soit permis au moins de tirer un parti quelconque des qualités inférieures, ne fût-ce qu'en les distribuant à leurs ouvriers.

M. LE BARON DE VEAUCE voudrait que la culture du tabac fût permise partout, sous réserve d'une réglementation quelconque. L'orateur se déclare favorable à la liberté de culture.

M. ROLLAND, *Directeur général des Manufactures de l'Etat*, demande à présenter des explications sur la plupart des questions qui viennent d'être soulevées.

Le malentendu vient, suivant lui, de ce qu'on oublie que le but du Gouvernement, en maintenant le monopole, est de tirer un produit considérable d'un impôt basé sur une matière qui n'est pas de première nécessité.

Dans cet ordre d'idées, il était évidemment impossible de laisser libre la culture du tabac. D'un autre côté, on ne voulait pas la défendre complètement; on a pris un moyen terme en l'autorisant dans quelques départements où la culture était la plus considérable. On a voulu, par cette limitation, ne laisser subsister que dans une zone restreinte une culture qui donne lieu à des fraudes très faciles, au détriment du Trésor.

Vis-à-vis des planteurs de tabac, la Régie se trouve dans la

position d'un industriel acheteur de la matière première, en présence de ses vendeurs. — Obligée de fabriquer des tabacs qui répondent au goût des consommateurs, elle crée les types dont elle a besoin et les indique aux planteurs.

Ceux-ci élèvent, en ce qui concerne la composition des commissions de réception, une prétention inadmissible. L'Administration des Tabacs n'est représentée, dans ces commissions, que par deux membres, les trois autres étant désignés par le préfet et généralement choisis parmi d'anciens planteurs qui représentent les intérêts du département et nullement ceux de l'Administration. Autrefois l'Etat n'avait que deux voix sur cinq, les trois autres étaient désignées par les planteurs même ; de là des abus auxquels a remédié la loi de 1835.

Revenant sur la question des types, l'orateur dit que le Ministre des Finances, un an avant l'époque où les tabacs sont reçus et la culture entreprise, fixe les types et le tarif correspondant des prix auxquels seront payés les tabacs. Il serait impossible d'agir autrement, puisqu'on arriverait alors, dans les mauvaises années, à payer de mauvais tabac comme s'il était de première qualité, au grand détriment des consommateurs et du Trésor.

Quant à la liberté de la culture, elle aurait pour conséquence une perte considérable pour le Trésor, par l'augmentation des frais de surveillance d'abord, et surtout par l'accroissement considérable de la fraude.

M. LE BÀRON DE VEAUCE fait observer que trois intérêts sont en présence : l'intérêt fiscal, qui est dominant, puis l'intérêt agricole, enfin l'intérêt d'égalité. L'orateur pense qu'au point de vue fiscal, l'Etat n'aurait qu'à gagner à laisser étendre la culture ; au point de vue agricole, la culture du tabac est avantageuse parce qu'elle exige beaucoup d'engrais et amène, par conséquent, l'amélioration du sol ; enfin le principe d'égalité veut que tous les départements jouissent des mêmes droits et de la même liberté d'action.

M. GUILLAUMIN dit que les intérêts et les principes engagés dans la question sont très graves. Il est d'avis qu'on pourrait, sans rien précipiter, prendre une résolution à peu près dans ce

sens : « Inviter l'Administration à étudier un régime qui, en rendant la liberté de la culture du tabac, pourvoie aux nécessités financières.

M. MERCIER-LACOMBE, *Directeur général des Contributions indirectes*, se déclare absolument opposé à la proposition de M. Guillaumin.

Le tabac n'est aucunement une chose nécessaire ; l'impôt qui le frappe est approuvé par tout le monde, et il faut se garder d'y toucher.

M. LE PRÉSIDENT (*M. le comte Boulay de la Meurthe*) résume les conclusions de la sous-commission : elle propose le maintien de l'état de choses actuel, mais en demandant que l'Administration fasse ses efforts pour donner satisfaction à certaines plaintes qui se sont produites à l'égard de la culture et de la perception.

M. ROLLAND proteste contre la légitimité de ces plaintes auxquelles l'avis de la sous-commission semblerait donner raison dans une certaine mesure. Le Directeur général fait tout ce qu'il peut pour atténuer les inconvénients qui résultent du monopole ; mais il ne peut faire que le monopole soit la liberté. Il trouverait fâcheux que la Commission supérieure parût appuyer des réclamations qui ne sauraient être admises.

M. BOUSSINGAULT fait connaître que, dans le Bas-Rhin, plusieurs cultivateurs ont cessé de cultiver le tabac, à cause des relations désagréables que cette culture entraîne avec les agents de l'Administration. Il demande notamment quels motifs s'opposent à la récolte de la seconde feuille qui, dans les bonnes années, donne presque une demi-récolte.

M. ROLLAND répond que les feuilles de seconde pousse sont de qualité très inférieure. Les planteurs, lorsqu'ils peuvent soustraire ces feuilles au fisc, les glissent dans les manques de feuilles de première pousse, ce qui constitue une fraude. Si l'Administration les achetait régulièrement pour les employer, elle abaisserait de beaucoup la qualité des tabacs français ; enfin cette seconde récolte augmenterait beaucoup les frais de surveillance, sans grand bénéfice pour les cultivateurs.

LA COMMISSION SUPÉRIEURE :

1° ADOPTE LES PROPOSITIONS DE LA SOUS-COMMISSION TENDANT AU MAINTIEN DE L'ÉTAT DE CHOSE ACTUEL ;

2° REJETTE LES PROPOSITIONS ACCESSOIRES AYANT POUR OBJET D'ENGAGER L'ADMINISTRATION DES TABACS A CHERCHER A DONNER LE PLUS POSSIBLE SATISFACTION AUX DEMANDES QUI ONT ÉTÉ FAITES DANS L'ENQUÊTE, EN PRENANT DES MESURES POUR ARRIVER, CHAQUE ANNÉE, A UNE DÉTERMINATION PLUS EXACTE DE LA VALEUR DES TABACS QUE PEUVENT LUI PRÉSENTER LES PLANTEURS.

§ 5. — VÉTÉRINAIRES

Augmenter le nombre des écoles vétérinaires. — Créer des vétérinaires cantonaux.

DISCUSSION. — Séance du 5 décembre 1868.

Dans la séance du 5 décembre 1868, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) fait observer que ces questions ne paraissent pas devoir être prises en considération ; la création de nouveaux fonctionnaires publics rentre, à son avis, dans un ordre d'idées qui ne doit pas être encouragé.

LES DEUX PROPOSITIONS CONCERNANT LES VÉTÉRINAIRES SONT ÉCARTÉES.

§ 6. — ASSURANCES.

Etudier un système général d'assurances embrassant tous les risques de l'agriculture et qui deviendrait pour elle un puissant moyen de crédit. — Créer un système d'assurances facultatives par l'Etat, contre la grêle, l'incendie, la mortalité des bestiaux et l'inondation. — Encourager la formation des sociétés communales d'assurance mutuelle, principalement contre la mortalité des bestiaux.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 5 décembre 1868.

Dans la séance du 5 décembre 1868, lors de la discussion préliminaire sur le présent paragraphe, M. DU MIRAL dit qu'il ne

croit pas qu'il y ait, pour l'agriculture, d'intérêt plus considérable que celui qui est engagé dans les questions relatives aux assurances, c'est-à-dire à l'assurance des propriétés, à celle des récoltes et à celle des animaux.

Dans l'état actuel, la propriété et les produits agricoles ne sont assurés que dans une très faible proportion, d'abord à cause du taux très élevé des tarifs des compagnies à prime fixe, ensuite à cause de l'impossibilité où l'on se trouve, dans une foule de cas, d'organiser une assurance mutuelle véritablement pratique et sérieuse.

Les bénéfices des compagnies à prime fixe, qui n'assurent du reste presque exclusivement que contre l'incendie, sont vraiment excessifs, et rien ne démontre mieux l'élévation exorbitante des tarifs que ce fait que presque toutes les compagnies existantes ont décuplé leur capital et que, pour beaucoup d'entre elles, le revenu des actions est très supérieur au capital d'émission. L'exagération des tarifs est donc une des principales causes de la restriction actuelle de l'assurance.

Pour les compagnies mutuelles, des essais ont été faits, qui n'ont pas toujours réussi, et il est constant que les frais d'administration y sont très élevés et presque toujours disproportionnés.

Lorsque ces compagnies mutuelles ne s'appliquent qu'à un certain périmètre, le résultat que cherche l'assuré n'est pas atteint, la garantie n'est pas réalisée, parce que le montant des primes n'est pas suffisant dans le cas d'un sinistre considérable. La mutualité n'arrive à présenter les garanties de l'assurance à prime fixe que lorsqu'elle s'applique à un périmètre assez vaste pour que son étendue supplée, par les probabilités qui se rencontrent dans cette matière, au capital qui est la base de la garantie dans les compagnies à prime fixe.

Suivant l'orateur, la vérité pratique serait dans une mutualité générale qui aurait le patronage de l'Etat, soit pour sa création, soit pour son fonctionnement. Si l'Etat prêtait à ces sociétés mutuelles le secours gratuit ou faiblement rétribué d'agents qui sont, dans une foule de cas, insuffisamment occupés, le principal obstacle à l'extension desdites sociétés disparaîtrait.

L'orateur ne pense pas, en outre, qu'il soit prudent de faire assurer par ces sociétés la totalité des risques qui peuvent se produire. Pour le bétail, par exemple, les épizooties sont, à la rigueur, susceptibles d'assurance ; mais les pertes courantes qui tiennent, la plupart du temps, à l'impéritie, à la faute, à l'imprudence des possesseurs de bétail, ne sembleraient pas devoir être assurées.

Les objections que soulèverait un tel projet peuvent se résumer ainsi :

On emploierait des fonctionnaires publics à des devoirs pour lesquels ils n'ont pas été institués ;

On violerait le principe de la libre concurrence, en créant indirectement un monopole ou en créant au moins un privilège ;

On ferait intervenir le Gouvernement dans le patronage et dans la gestion d'intérêts purement privés, en dehors de sa fonction propre et contrairement à ses devoirs.

Ces objections peuvent être facilement réfutées.

Les services publics, pour lesquels ont été institués les fonctionnaires dont le concours viendra en aide à la société nouvelle, ne seront aucunement compromis par ce surcroît de leurs occupations ordinaires. Il en coûterait bien peu aux percepteurs pour donner aux contribuables une quittance de leur cotisation comme assurés, en même temps que celle de leur impôt.

La doctrine de la libre concurrence n'a en vue que le bon marché de la production et l'intérêt du consommateur. Le concours de l'Etat favoriserait ce résultat, puisqu'il permettrait de réduire le montant des cotisations ou primes, au lieu de l'élever.

L'accusation de monopole n'est pas fondée, car l'institution nouvelle ne supprimera ni les compagnies à prime fixe, ni les mutualités partielles ; il ne saurait, du reste, se rencontrer dans une association ouverte à tout le monde et où personne ne fait de bénéfices aux dépens de qui que ce soit.

Enfin, il n'y a pas non plus privilège, mais seulement bon office de l'Etat, en faveur d'une société d'un caractère et d'un intérêt généraux.

Ce projet, ajoute l'orateur, se rallie à une autre idée dont la Commission supérieure a bien voulu entendre le développement, celle de la création d'un crédit agricole également patroné par l'Etat. Sans engager nos finances, sans rien coûter au Trésor, ces deux combinaisons peuvent créer, au profit des intérêts agricoles, une satisfaction immédiate, considérable, d'un ordre supérieur.

L'orateur demande le renvoi des deux objets à une même sous-commission.

Sur la proposition de M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT, *les trois questions relatives aux assurances sont renvoyées à la sous-commission chargée de l'examen des questions relatives au crédit agricole.*

NOTA. — Les questions se rattachant à la création d'une société générale d'assurances mutuelles n'ont été que très succinctement et très subsidiairement traitées dans le rapport de M. MIGNERET sur le crédit agricole, ou, pour parler plus exactement, elles y ont été simplement énoncées comme se reliant à un système proposé, consistant en une vaste association qui, gérée par une société ou, mieux encore, par l'Etat, recevrait, sur tout le territoire, des dépôts auxquels elle assurerait un intérêt de 4 %, et ferait des avances au taux de 4 1/2. (Voir plus haut, chapitre II, page 59.)

M. Migneret, au nom de la sous-commission, déclarait qu'il serait dangereux d'appeler l'intervention de l'Etat autrement que par la protection générale et les facilités qu'il peut accorder à la formation et au jeu de ces institutions.

De son côté, M. du Miral, dans son rapport sur la création de banques agricoles cantonales et dans le projet de loi joint à ce rapport, ne s'est également occupé de la question des assurances que pour prévoir le cas possible où les banques agricoles organiseraient en commun une compagnie générale d'assurances contre l'incendie, la grêle et autres risques agricoles, ou même sur la vie des hommes.

La Commission supérieure s'étant, dans sa séance du 8 juillet 1869, prononcée contre la création de banques cantonales et tout particulièrement contre la garantie qui pourrait être demandée à l'Etat dans l'institution des sociétés de crédit agricole, la question relative à la création d'une société générale d'assurances mutuelles se trouve, par le fait, résolue négativement (voir page 74).

§ 7. — POIDS ET MESURES

Exiger rigoureusement l'emploi des mesures légales. — Etablir l'uniformité dans l'emploi des poids et mesures employés sur les marchés. — Adopter des mesures législatives pour que l'expression légale de la mesure des grains et farines soit le poids et non la capacité. — Ramener les fûts à un type unique dérivant de l'hectolitre.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 5 décembre 1868.

Dans la séance du 5 décembre 1868, lors de la discussion préliminaire, M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*) fait observer que, sur la première question, il n'y a absolument rien à faire que ce qui se fait déjà.

Cette question est, en effet, écartée sans débat.

Après une courte discussion, les questions suivantes sont renvoyées à une sous-commission au nom de laquelle M. DAILLY a présenté un rapport qui peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. DAILLY

L'emploi de mesures semblables dans tous les pays présenterait des avantages manifestes ; malheureusement il est souvent difficile d'arriver à l'application d'une chose reconnue bonne en principe.

Avant 1789, les poids et mesures variaient, en France, à l'infini. Différents rois, sous l'ancienne monarchie, firent d'inutiles tentatives pour amener une réforme. Enfin, sur la proposition de M. de Talleyrand, l'Assemblée nationale rendit, le 8 mai 1790, un décret d'après lequel des négociations devaient être entamées entre la France et l'Angleterre, pour qu'une commission mixte, composée de savants anglais et français, déterminât la base des mesures nouvelles que les deux nations s'engageraient à propager dans les Etats civilisés.

La tourmente révolutionnaire ne permit pas la réalisation de cette belle idée, et la France seule commença par donner chez elle l'exemple de la substitution aux anciennes mesures des nouvelles mesures métriques décimales.

Plusieurs nations étrangères ont déjà adopté notre système, et une association internationale a été formée à Paris, en 1855, dans le but de chercher à le rendre universel.

Le Rapporteur donne ici la description du système métrique adopté et prescrit par la loi du 1^{er} août 1793, pour toutes les mesures de longueur, de poids, de capacité, de surface et de monnaie.

Ce système n'a pas été établi, en France, sans difficulté. On s'habituaît difficilement aux nouvelles mesures; un décret du 12 février 1812 autorisa l'emploi de poids et mesures *transitoires* portant les mêmes noms et ayant les mêmes divisions que les anciens poids et mesures.

Cette tolérance, qui devait durer seulement dix années, se prolongea beaucoup au delà de ce terme; enfin une loi du 4 juillet 1837 prescrivit l'emploi rigoureux du système métrique à partir du 1^{er} janvier 1840, et l'usage en est entré peu à peu dans les mœurs. La réforme est notamment complète en ce qui concerne l'emploi du mètre pour les mesures de longueur; mais le succès n'a pas été partout aussi grand.

Dans la marine, on a persévéré jusqu'à présent à employer le *nœud* pour mesurer la vitesse des navires. Le nœud a une longueur de 15^m432; il représente 1/120 du *mille marin*, de 60 au degré, et qui a lui-même une longueur de 1,852 mètres.

Le progrès se fait lentement pour les mesures agraires, et l'on se sert toujours beaucoup, dans les transactions auxquelles donnent lieu les ventes et les locations de terres, des anciennes mesures qui variaient à l'infini. L'obligation imposée aux notaires d'indiquer en mesures métriques toutes les contenances énoncées dans les actes qu'ils ont à faire ou à recevoir et l'établissement du cadastre sont venus heureusement faire cesser l'extrême confusion à laquelle donnait lieu cette multiplicité infinie de mesures agraires.

Dans une grande partie de la France, les grains se vendent au double décalitre. A Paris et sur les marchés qui l'avoisinent, la mesure usitée pour le blé est le *setier*, réglé à 120 kilogrammes, avec indication du poids naturel du setier, qui peut

varier de 105 à 120 kilogrammes. Le seigle y est vendu au setier de 1 hectolitre 50, réglé à 115 kilogrammes ; l'avoine se vend aux 100 kilogrammes, et son poids à l'hectolitre sert à faire apprécier sa qualité.

Il est à désirer que le mode adopté pour l'avoine s'étende à tous les grains.

Des vœux pour l'adoption de la vente au poids ont été émis dans l'Enquête, dans huit circonscriptions, et trente-quatre conseils généraux se sont prononcés dans le même sens. Un grand nombre de chambres de commerce et de chambres consultatives d'agriculture ont, en 1853, émis des avis semblables ; mais l'article 1585 du Code civil permettant la vente au compte, au poids ou à la mesure, suivant la volonté des contractants, aucune mesure administrative n'a pu être prise pour rendre obligatoire la vente au poids.

La farine continue à se vendre, à Paris, au sac de 157 kilogrammes. Il serait fort à désirer, comme pour les grains, que l'unité du poids de 100 kilogrammes remplaçât cette ancienne unité.

Le vin se vend ordinairement à la pièce ou à la feuillette ; mais les contenances de ces deux mesures varient beaucoup.

Il existe d'assez grandes difficultés pour évaluer en hectolitres le vin contenu dans une pièce. On se sert généralement, pour cette opération, de la jauge diagonale, qui se compose d'une règle de 1^m24 de longueur, qu'on introduit obliquement par la bonde du tonneau, en faisant porter son extrémité sur l'angle interne de son fond, de manière à avoir la plus grande distance du fond du tonneau au centre de la bonde, au-dessous du bois. Il se trouve, sur la règle, des degrés qui indiquent la contenance du tonneau. La règle est alors retirée et introduite de même par la bonde, vers le fond opposé du tonneau, et l'on obtient ainsi le contrôle de la première contenance trouvée. Lorsque les deux contenances diffèrent, on en prend la moyenne.

On a demandé que la vente du vin se fît au poids, et les chances d'erreur qui pourraient provenir des différences de densité sont réellement très faibles. Dans ce cas, la facture, comme

cela est déjà d'usage pour les huiles, devrait indiquer le poids brut et le poids de la futaile vide. Ce procédé commence à être mis en usage dans le département de l'Hérault. La facilité avec laquelle on peut aujourd'hui, presque partout, opérer le pesage des marchandises pourra finir par faire adopter la substitution du poids à celui de la capacité, non-seulement pour les grains et l'huile, mais aussi pour le vin.

L'uniformité des mesures de capacité pour les vins a été demandée dans six circonscriptions de l'Enquête.

Le bois de chauffage se vend assez généralement aujourd'hui au stère empilé ou aux 1,000 kilogrammes. Le bois de charpente se vend au décistère de bois plein.

Pour les marchandises qui se vendent au poids, l'usage du système métrique est généralement adopté. Les éleveurs de vers à soie font cependant encore usage de l'once pour la vente ou l'achat des graines.

Les conclusions du rapport se formulent de la manière suivante :

La sous-commission trouve qu'il y aurait grand avantage à ce qu'il fût, sur tous les marchés, fait emploi des mêmes unités de poids et mesures ; mais elle n'est pas d'avis, pour arriver à ce résultat, de porter atteinte, plus que ne l'a fait la loi du 4 juillet 1837, à la liberté qui doit, autant que possible, être laissée à chacun de régler, comme bon lui semble, ses conventions. Elle pense que l'on peut espérer arriver à l'uniformité avec les seules dispositions législatives actuelles, en veillant à leur stricte exécution, en se servant de l'instruction primaire pour chercher à faire connaître et à faire apprécier de plus en plus, dans les campagnes, tous les avantages que présente le système métrique, et en prenant quelques mesures administratives.

Elle est d'avis qu'il y aurait, pour les grains, avantage à ce que la vente s'en fit au quintal métrique, et qu'il conviendrait d'adopter, pour préparer les populations à ce nouveau régime, les dispositions indiquées par M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, en 1850, aux conseils généraux ;

en obligeant les communes dans lesquelles se trouvent des marchés aux grains, à se pourvoir d'instruments de pesage ; en donnant au public les plus grandes facilités pour le pesage des grains sur les marchés ; en indiquant, sur les mercuriales, le prix du quintal métrique des grains et le poids de l'hectolitre de ces mêmes grains.

Elle pense que la vente des vins et cidres devrait se faire à l'hectolitre ou au quintal métrique.

Le Gouvernement doit, suivant elle, donner l'exemple de l'emploi des unités à adopter pour les ventes de grains et liquides, en s'en servant dans les tarifs de douane et d'octroi, dans les marchés qu'il peut avoir à faire pour ses adjudications et pour les renseignements statistiques dont il juge avoir à donner connaissance au public.

DISCUSSION. — Séance du 24 décembre 1869.

Le rapport de M. DAILLY a été discuté, devant la Commission supérieure, dans la séance du 24 décembre 1869.

Le RAPPORTEUR résume d'abord les considérations exposées dans son travail et donne lecture des conclusions de la sous-commission.

M. FOUBERT, *secrétaire de la Commission supérieure*, demande à ajouter quelques explications, en sa qualité d'ancien chef du bureau des subsistances. — Il dit que, depuis 1860, les mercuriales générales que reçoit le Ministre sont établies de telle sorte que le prix des grains est indiqué à la fois au quintal et à l'hectolitre. On avait la pensée d'aller plus loin ; on voulait qu'il y eût, sur chaque marché, les instruments de pesage et de mesurage nécessaires pour que chacun pût se servir à volonté du poids ou de la mesure ; cette pensée n'a pas été complètement exécutée, quelques départements ayant soulevé des objections tirées de la situation financière des communes. Pour reprendre ce projet, il y aurait lieu de s'entendre, soit avec le Ministre de l'Intérieur, soit avec les préfets, pour amener les communes à établir des poids et mesures sur les marchés.

Du reste, la vente au poids a fait, depuis lors, de grands pro-

grès, ainsi que le prouvent les cours donnés par les bulletins spéciaux des halles et marchés.

M. LE COMTE BOULAY DE LA MEURTHE n'approuve pas la rédaction du premier paragraphe des propositions de la sous-commission ; il demande la modification des termes : *une loi qui porte atteinte à la liberté.*

Après une courte discussion, à laquelle prennent part plusieurs membres, la Commission supérieure modifie les deux premiers paragraphes des propositions de la sous-commission ; elle supprime le troisième et adopte le quatrième tel qu'il est proposé, de sorte qu'en dernier ordre, les résolutions se formulent comme il suit :

LA COMMISSION SUPÉRIEURE TROUVE QU'IL Y AURAIT UN GRAND AVANTAGE A CE QU'IL FUT, SUR TOUS LES MARCHÉS, FAIT EMPLOI DES MÊMES UNITÉS DE POIDS ET DE MESURES ; MAIS ELLE EST D'AVIS, POUR ARRIVER A CE RÉSULTAT, QU'IL FAUT SE MAINTENIR DANS LES LIMITES DE LA LOI DU 4 JUILLET 1837, QUI A, AUTANT QUE POSSIBLE, RÉSERVÉ A CHACUN LA LIBERTÉ DE RÉGLER SES CONVENTIONS COMME BON LUI SEMBLE.

ELLE PENSE QUE L'ON PEUT ESPÉRER ARRIVER A L'UNIFORMITÉ AVEC LES SEULES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ACTUELLES, EN VEILLANT A LEUR STRICTE EXÉCUTION ET EN SE SERVANT DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE POUR CHERCHER A FAIRE CONNAÎTRE ET A FAIRE APPRÉCIER DE PLUS EN PLUS, DANS LES CAMPAGNES, TOUS LES AVANTAGES QUE PRÉSENTE LE SYSTÈME MÉTRIQUE.

LE GOUVERNEMENT DOIT, SUIVANT ELLE, DONNER L'EXEMPLE DE L'EMPLOI DES UNITÉS A ADOPTER POUR LES VENTES DES GRAINS ET DES LIQUIDES, EN S'EN SERVANT DANS SES TARIFS DE DOUANE ET D'OCTROI, DANS LES MARCHÉS QU'IL PEUT PASSER ET DANS LES PUBLICATIONS QU'IL PEUT AVOIR A FAIRE POUR SES ADJUDICATIONS ET POUR LES RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES DONT IL JUGE AVOIR A DONNER CONNAISSANCE AU PUBLIC.

§ 8. — FOIRES ET MARCHÉS.

Diminuer les droits de place, de halle, de mesurage, d'entrée du bétail et des marchandises dans les foires et marchés. — Modifier dans le sens de la liberté le régime des facteurs aux halles et marchés.

§ 9. — BOULANGERIE ET BOUCHERIE.

Maintenir la liberté de la boulangerie et de la boucherie. — Renoncer, au contraire, à ce système. — Rétablir la taxe du pain et celle de la viande partout où ces mesures ont cessé d'être appliquées. — Donner la liberté du colportage de la viande dans les villes et particulièrement à Paris. — Supprimer les dispositions d'après lesquelles les propriétaires des bœufs vendus sur les marchés de Sceaux et de Poissy restent garants, pendant neuf jours, envers les bouchers de Paris acheteurs, de la mort naturelle de ces animaux.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 5 décembre 1868

Après une discussion très sommaire dans la séance du 5 décembre 1868, toutes les questions des 8^e et 9^e paragraphes furent, à raison de leur connexité, renvoyées à une même sous-commission.

Au nom de cette sous-commission, M. DE BÉHAGUE présenta un rapport qui peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. DE BÉHAGUE

La sous-commission, dit le Rapporteur, a dû chercher à se rendre compte de l'importance et de l'origine des vœux exprimés dans l'Enquête, sur les différents points soumis à son examen, en discuter la valeur et l'opportunité, examiner l'état des questions et formuler enfin son avis sur ce qu'il pourrait y avoir à faire pour donner satisfaction aux demandes qui lui paraîtraient de nature à être favorablement accueillies, dans une mesure plus ou moins large.

1^o BOULANGERIE

La question de la boulangerie n'a pas été fréquemment traitée

dans les enquêtes locales. Aucune demande spéciale n'existait, dans le questionnaire général, sur ce sujet qui, au point de vue agricole, n'avait évidemment qu'une importance secondaire. Quatre commissions départementales se sont prononcées en faveur du régime de la liberté; deux ont été d'avis que l'expérience de ce régime, commencée il y a quelques années, était encore à continuer; trois ont exprimé leur opinion dans le sens du rétablissement de la taxe. Parmi les déposants ou sociétés agricoles, les deux tiers environ ont demandé que les maires fissent usage du droit que la loi leur donne de taxer le pain; l'autre tiers s'est montré favorable à une liberté complète.

Le régime actuel de la boulangerie n'est ni celui d'une réglementation complète, ni celui d'une liberté absolue. Le décret du 22 juin 1863 a abrogé toutes les dispositions antérieures ayant pour objet de limiter le nombre des boulangers, de les placer sous l'autorité des syndicats, de les soumettre aux formalités des autorisations préalables pour l'ouverture ou la fermeture de leurs établissements, de leur imposer des réserves de farines ou de grains, des dépôts de garanties ou de cautionnements en argent, de réglementer la fabrication, le transport ou la vente du pain. Parmi les dispositions réglementaires, il laissait subsister seulement celles qui sont relatives à la salubrité et à la fidélité du débit des pains mis en vente et qui rentrent dans les pouvoirs des maires, en vertu de l'article 3, titre IX, de la loi des 16-24 avril 1790.

Cette réforme est définitivement acquise; mais on se trouve en présence d'une question sur laquelle le décret de 1863 n'avait pas le pouvoir de prononcer et qui subsiste encore, celle de la taxe du pain. Le Gouvernement n'a pas pensé qu'il lui fût possible de demander immédiatement au Pouvoir législatif l'abrogation de l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791, et il lui a paru préférable de demander le concours des administrations municipales, pour l'expérience d'un régime transitoire dans lequel la taxe serait supprimée en fait, sans que le droit de la rétablir fût enlevé à l'autorité.

Cette expérience s'est poursuivie depuis plus de cinq ans,

dans des circonstances très variables d'abondance et d'insuffisance des récoltes, de bon marché ou de cherté des grains et, dans les deux tiers des départements, elle n'a soulevé aucune plainte.

Ce régime a trouvé, en outre, un auxiliaire bien précieux dans les efforts de l'esprit d'association. Un nombre déjà considérable de sociétés coopératives ont été formées dans plus de cinquante départements, en vue de fournir à leurs adhérents les denrées de consommation, et plus particulièrement le pain, à des conditions avantageuses. La grande majorité de ces associations a donné de bons résultats.

En présence de ces faits, la sous-commission a écarté, tout d'abord, toute pensée de retour au régime réglementaire. A ses yeux, le principe de la liberté de la boulangerie n'est plus contestable. La seule question est de savoir si son application complète, encore entravée par le droit de taxe réservé aux maires, est désirable et possible.

En théorie, la suppression de ce droit est une conséquence des réformes effectuées; au point de vue pratique, quelques réserves ont été faites.

Après un examen approfondi, la sous-commission conclut que *la liberté de la boulangerie implique la suppression de la taxe du pain, mais que cette mesure doit être appliquée avec les tempéraments que comportent les circonstances.*

2° BOUCHERIE. — COLPORTAGE DE LA VIANDE DANS LES VILLES

La question de la boucherie, comme celle de la boulangerie, a été assez rarement traitée dans l'Enquête, bien que le questionnaire contint quelques demandes sur ce point. En général, il ne s'est pas élevé de plaintes un peu sérieuses contre le régime libéral sous lequel ce commerce est placé.

Ce régime existe depuis longtemps en province. Un décret du 24 février 1858 l'a étendu à la ville de Paris; toutefois on se trouve toujours en présence de l'article 30 de la loi de juillet 1791, qui a reconnu aux maires la faculté de taxer la viande aussi bien que le pain. Cette faculté est tombée en désuétude,

et l'abrogation de la loi ne serait que la confirmation d'un fait accompli.

La sous-commission a unanimement exprimé un vœu dans ce sens.

Elle s'est également prononcée à l'unanimité pour que le colportage de la viande puisse se faire dans les grandes villes, et notamment à Paris.

Ce colportage est formellement interdit par l'article 4 du décret du 24 février 1858 ; le seul motif de cette interdiction réside dans la difficulté de surveillance des viandes colportées ; mais il n'a point été porté atteinte au droit d'apport et de vente à domicile. Le moment semblerait venu de faire disparaître une mesure prohibitive qui n'est plus en rapport avec la réalité des faits et de régulariser, en le permettant même sur la voie publique, un mode de vente qui présenterait moins d'inconvénients au point de vue de la salubrité, s'il se pratiquait au grand jour et sous la surveillance de l'autorité.

Quant aux objections tirées de la circulation, sur la voie publique, des viandes à débiter et des instruments nécessaires à cette vente, elles sont d'autant moins graves que le colportage s'exercerait surtout dans les quartiers habités par les ouvriers, qui supporteraient volontiers ces légers inconvénients, en considération des avantages sérieux qu'ils en retireraient.

En résumé, la sous-commission conclut : *qu'il y a lieu de maintenir la liberté du commerce de la boucherie et de renoncer, en ce qui concerne la taxe de la viande, à l'exercice du pouvoir laissé aux maires par l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791 ;*

Qu'il serait utile de permettre le colportage des viandes en quête d'acheteurs dans les villes et particulièrement à Paris et d'abroger, dans ce but, l'article 4 du décret du 24 février 1858, sauf à prendre les mesures réglementaires que l'intérêt public pourrait exiger.

3° FACTEURS AUX HALLES ET MARCHÉS

Les facteurs aux halles et marchés sont des agents officiels

nommés par l'Administration et chargés d'opérer, pour le compte des expéditeurs, la vente des denrées d'approvisionnement.

Cette institution fonctionne, surtout à Paris, pour la plupart des ventes en gros et aux enchères qui s'opèrent sur les marchés publics. Aussi est-ce surtout dans l'enquête du département de la Seine qu'on s'est occupé de la question et que des vœux ont été émis pour la suppression du factorat et pour l'entière liberté, par les expéditeurs, du choix de leurs intermédiaires.

L'institution des facteurs remonte au xiv^e siècle et a été supprimée à la Révolution ; mais elle a été rétablie à diverses époques pour les différentes natures de marchandises. Des décrets de juillet 1850, mai 1852 et mai 1859 ont rétabli les facteurs à la criée, et le décret du 24 février 1858, qui a déclaré la liberté de la boucherie, a créé de nouveaux facteurs, pour le commerce des bestiaux, sur les marchés de Sceaux et de Poissy, en laissant toutefois facultatif l'emploi de ces agents.

Dans l'organisation des marchés parisiens, les facteurs sont à la fois intermédiaires entre les vendeurs et les acheteurs et percepteurs des droits municipaux ; mais cette dernière considération n'a qu'une valeur secondaire, l'Administration de la ville de Paris ayant déclaré qu'elle était en mesure d'assurer la rentrée de ses droits sans l'intermédiaire des facteurs et qu'elle était même intéressée à les voir supprimer, cette suppression devant augmenter les transactions.

Au point de vue économique, la sous-commission considère comme désirable la substitution d'un régime plus libéral à une organisation aussi compliquée et aussi contraire, dans la plupart des cas, à l'intérêt des producteurs, du commerce et des consommateurs, et elle a dû dès lors porter son attention sur la question de savoir comment il conviendrait de remplacer le régime actuel.

Elle a reconnu tout d'abord qu'il était impossible de supprimer la vente à la criée et que cette opération devait être confiée à des préposés spéciaux. Elle serait d'avis de désigner, pour cet objet, les courtiers en marchandises *inscrits*, c'est-à-dire figurant sur la liste dressée par le Tribunal de commerce.

Aux termes de la loi du 28 mai 1858 et du décret du 30 mai 1863, la vente volontaire aux enchères, en gros, ne peut avoir lieu par le ministère des courtiers que pour les marchandises destinées à l'exportation et pour celles de toute provenance portées au tableau annexé au décret, parmi lesquelles ne figurent pas les viandes fraîches, le poisson frais, les volailles et gibiers, les légumes frais, les œufs, huîtres, etc.; mais il suffirait qu'un décret modifiât cette nomenclature et y ajoutât les denrées alimentaires venant de l'intérieur et qui n'y sont pas comprises aujourd'hui.

Il serait également nécessaire que les halles et marchés fussent autorisés comme salles de ventes publiques, après accomplissement des formalités prescrites.

Il faudrait enfin abroger un article de la loi de 1858 qui avait décidé que les courtiers opérant les ventes aux enchères des objets désignés dans ladite loi, devraient se conformer aux conditions établies par celle du 22 pluviôse an VII, pour les ventes d'objets mobiliers.

La sous-commission a enfin dû se préoccuper de la question de savoir si la suppression du privilège des facteurs pourrait justifier une demande d'indemnité de la part des titulaires actuels. On s'est demandé notamment si la loi du 18 juillet 1866, qui a établi le régime de la liberté pour les *courtiers en marchandises* et admis, pour ceux qui étaient alors en exercice, le principe d'une indemnité, pour la perte du droit de présenter leur successeur, ne constituerait pas un précédent qui pourrait être invoqué en faveur des facteurs aux halles et marchés.

En droit, aucune assimilation n'est possible, à ce point de vue, entre les *courtiers* et les *facteurs*. Les premiers, par la loi du 28 avril 1816 (article 91) sont formellement compris au nombre des officiers publics autorisés à présenter leurs successeurs, et les offices ainsi rendus transmissibles étaient de véritables propriétés. Les facteurs, au contraire, encore bien qu'en fait, leurs charges se transmettent à prix d'argent, ne sont pas admis officiellement à présenter leurs successeurs, et cette transmission est semblable à celle d'un établissement de commerce.

La préfecture de police chargée de leur nomination est censée ignorer les transmissions.

La Cour de cassation a déclaré que les facteurs n'avaient pas le droit de présentation, mais qu'ils pouvaient *vendre leur clientèle*, à la condition qu'il n'en résultât aucune entrave pour le droit de nomination et de révocation réservé à l'Administration. Elle a également déclaré que les facteurs doivent être considérés comme de simples commerçants et non comme des fonctionnaires publics, que leurs écritures n'avaient pas de caractère authentique et que le faux commis sur leurs livres constituait simplement un faux en écriture de commerce.

Enfin l'autorité administrative s'est toujours attribué le droit de révoquer un facteur et de lui nommer un successeur, sans que celui-ci fût tenu à une indemnité envers son prédécesseur ou ses ayants droit.

D'après ces considérations, la sous-commission est d'avis :

Qu'il y a lieu de replacer les halles et marchés sous le régime du droit commun et de la liberté, en faisant disparaître le privilège du factorat, la vente à la criée obligatoire et toute autre disposition ayant pour objet d'empêcher les approvisionneurs d'adopter le mode de vente qu'ils préfèrent ou d'employer des intermédiaires de leur choix ;

Que, dans un intérêt d'ordre public, les ventes à la criée pourraient, en restant d'ailleurs facultatives, être confiées aux courtiers INSCRITS, dans les conditions déterminées par la loi du 18 juillet 1866.

4° DROITS DE PLACE, DE HALLE, DE MESURAGE OU PESAGE, D'ENTRÉE DU BÉTAIL ET DES MARCHANDISES DANS LES FOIRES ET MARCHÉS.

Aux termes du décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative, il appartenait aux conseils municipaux de voter les droits de place, de mesurage, d'abri et de stationnement dans les halles et marchés, sous réserve de l'approbation des tarifs par les préfets, sans recours au Ministre de l'intérieur. Depuis lors est intervenue la loi du 24 juillet 1867, qui confère

aux conseils municipaux le droit de régler les tarifs des droits de place dans les halles et marchés et les droits pour permis de stationnement et de location dans les rues, places et autres lieux dépendant du domaine communal, le recours à l'autorité supérieure étant limité aux cas d'abus. Ces dispositions s'appliquent même à la ville de Paris.

Dans l'enquête du département de la Seine, plusieurs déposants se sont plaints de la trop grande élévation des droits de toute nature payés aux halles et marchés, principalement à la vente à la criée des viandes et au marché aux bestiaux de La Villette. On a signalé les abus auxquels la perception de ces droits donne lieu, particulièrement de la part des facteurs.

Le produit des droits légalement prélevés sur les ventes en gros est, pour la ville de Paris, de plus de 6,000,000 de francs, et pour les facteurs, de 1,654,000 francs. Ces agents étant au nombre de 46, le produit des droits réguliers de commission serait, pour chacun d'eux, de 35 à 36,000 francs par an.

Les droits payés sur les marchés de détail sont établis, tantôt au mètre superficiel, tantôt par place et par boutique, au jour ou par semaine. Le produit total de ces droits a donné à la ville, en 1868, une recette de 1,700,000 francs, plus, pour le marché de La Villette, 1,630,000 francs, soit, au total, une somme de 3,330,000 francs.

Les droits et frais accessoires sont très multipliés et très variés : droits de pesage et mesurage, droits de stationnement des voitures, contributions pour frais de balayage des halles et marchés, toutes perceptions faites au profit de la ville et qui atteignent 1,100,000 francs.

Viennent ensuite les droits accessoires prélevés par les facteurs sur les ventes en gros, pour ramassage, garde et retour des colis vides, suppléments de commission non tarifés (156,000 fr.) par les *forts*, pour chargements et déchargements, livraison, lotissage, comptage, frais de manutention des fruits et légumes, dans les rues voisines des pavillons (1,460,000 francs); par les ouvriers employés au marché des bestiaux de La Villette (environ 800,000 francs).

Le produit de ces différentes perceptions, pour l'année 1868, a été de 14,482,269 francs.

Il ne paraît pas douteux que la multiplicité et l'élévation de ces droits exercent une influence préjudiciable aux intérêts des producteurs et à ceux des consommateurs, et il serait à désirer que l'administration municipale de Paris entrât dans la voie d'abaissement de tarifs, ainsi qu'elle l'a déjà fait pour les moutons, sur le marché de La Villette.

Les conclusions de la sous-commission sont :

Qu'il y aurait lieu de demander au Gouvernement de faire étudier les moyens de faire diminuer ou de faire disparaître les droits et les frais exagérés ou inutiles qui grèvent les marchandises vendues dans les halles et marchés et qui augmentent, d'une manière préjudiciable à tous les intérêts, l'écart entre les prix payés au producteur et ceux qui sont payés par les consommateurs ;

Qu'un régime de liberté aussi complet que possible vienne restreindre, par l'effet de la concurrence, les frais accessoires et les profits des intermédiaires entre les vendeurs et les acheteurs, dans les halles et marchés.

DISCUSSION. — Séance du 25 mars 1869.

Dans la séance du 25 mars 1869, la discussion s'est ouverte sur la question de la *boulangerie*.

Après un échange d'observations entre plusieurs membres, la Commission supérieure approuve, sauf une légère modification du second paragraphe, les conclusions proposées par la sous-commission et adopte la rédaction suivante :

La liberté de la boulangerie implique la suppression de la taxe du pain. — Mais il appartient au Gouvernement de choisir le moment opportun pour proposer au Pouvoir législatif l'abrogation de l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791.

Sur la question de la *boucherie*, après quelques explications données par M. DE BÉHAGUE, rapporteur, la résolution adoptée est conçue dans les termes suivants :

Il y a lieu de maintenir la liberté du commerce de la boucherie et de renoncer, en ce qui concerne la taxe de la viande, à l'exercice du pouvoir laissé aux maires par l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791.

La Commission est d'avis qu'il serait utile de permettre le colportage des viandes en quête d'acheteurs, dans les villes et particulièrement à Paris, et d'abroger, dans ce but, toutes dispositions contraires, sauf à prendre les mesures réglementaires que l'intérêt public pourrait réclamer.

Séance du 1^{er} avril 1869.

Sur la question relative aux *facteurs aux halles et marchés*, la discussion s'est ouverte dans la séance suivante.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) émet d'abord l'avis que la discussion doit être divisée en trois points : 1^o la liberté ne veut-elle pas que chacun ait le droit de se servir de l'intermédiaire qui lui plait ? 2^o en admettant que l'institution des facteurs ait eu sa raison d'être, à l'époque où elle a été créée, y a-t-il, à l'époque où nous sommes, un intérêt d'ordre public et d'approvisionnement tellement engagé dans la question, qu'il faille faire plier le principe de liberté ? 3^o enfin, les facteurs sont-ils une protection pour les expéditeurs ?

M. GENTEUR décrit l'intervention des facteurs dans les différentes espèces de commerce ; il démontre que, depuis longtemps, ils restent étrangers aux transactions en fait de bestiaux, vins, grains et farines, et que leur intervention n'a pas plus de raison d'être à l'égard des autres denrées, poissons, huîtres, etc. Ils étaient utiles autrefois, lorsqu'il fallait aller chercher les denrées chez les producteurs ; ils ne le sont plus aujourd'hui, parce que tout arrive spontanément, et ils seraient avantageusement remplacés par des intermédiaires libres que chacun choisirait à sa guise.

Quant à leur utilité au point de vue de la perception des droits de la ville, il n'y a pas lieu de s'en occuper ; la ville saura faire rentrer ce qui lui est dû.

L'orateur conclut en faveur du régime de la liberté.

Le premier paragraphe des propositions de la sous-commission est adopté.

Sur le second paragraphe, M. GENTEUR expose l'état de la législation en ce qui concerne les ventes à la criée. La loi de 1858 et le décret de 1863 ont établi des règles pour l'application de cette vente aux légumes secs et aux poissons salés, et bien que, dans la loi ni dans le décret, il ne soit fait mention des légumes et des poissons frais, ce mode de vente leur est appliqué. L'orateur pense que cette omission vient de ce que l'usage était déjà établi pour ces dernières denrées. Il est d'avis que la Commission supérieure émette un vœu dans le sens libéral. Les pouvoirs compétents auront ensuite à formuler la loi.

M. DE BOUREUILLE dit qu'en se reportant à la loi de 1866, il est facile de constater que les *courtiers inscrits* ne sont nullement propres à faire la vente à la criée des denrées alimentaires. Il faut laisser aux pouvoirs de police de chaque localité le soin de déterminer comment et par quels agents la vente se fera.

En suite de ces observations, le second paragraphe est modifié et les conclusions adoptées par la Commission se formulent ainsi :

Les ventes à la criée doivent rester facultatives, sans qu'il y ait nécessité d'y faire intervenir un officier public.

Séance du 8 avril 1869.

La suite de la discussion ayant été renvoyée à la séance suivante, la discussion s'ouvrit sur les conclusions de la sous-commission en ce qui concerne les droits de place, de halle, de mesurage ou pesage, d'entrée du bétail et des marchandises dans les foires et marchés.

M. DE BÉHAGUE, *rapporteur*, répondant à une observation de M. Boulay de la Meurthe, dit qu'on ne peut que s'adresser au Gouvernement pour demander que l'on étudie la question relative aux droits de place et autres droits exagérés qui pèsent sur les marchandises vendues dans les halles et marchés.

M. SUIN cite des exemples d'abus commis dans certaines villes. Un cultivateur, qui a vendu du blé à un meunier, ne peut le conduire directement chez l'acquéreur. Il est obligé de le porter d'abord à la halle, de le décharger, de louer une place pour le dépôt, et le meunier vient ensuite chercher son grain. De là des frais de déchargement, de location de place, d'emmagasinement et de rechargement absolument inutiles.

On arrive ainsi à établir un octroi sur des marchandises qui devraient en être exemptes.

La Cour de cassation a reconnu la légalité de ces prescriptions.

L'orateur les combat comme une atteinte à la liberté de commerce.

M. LE COMTE BOULAY DE LA MEURTHE voudrait que les conclusions de la sous-commission fussent modifiées dans ce sens que le Gouvernement fût invité à agir par voie de persuasion auprès des communes, afin de les amener à modérer le plus possible les droits dont il s'agit.

Conformément à cette proposition, les conclusions sont renvoyées à la sous-commission pour être modifiées.

Séance du 22 avril 1869.

En conséquence du renvoi dont il vient d'être fait mention, M. DE BÉHAGUE, rapporteur, présente, dans la séance du 22 avril 1869, de nouvelles propositions conçues dans les termes suivants :

Que le Gouvernement invite, en toute occasion, les administrations municipales à étudier les moyens de diminuer les droits exagérés et à faire disparaître les droits inutiles supportés par les marchandises, dans les halles et marchés, et pour que les vendeurs ou acheteurs n'aient jamais à payer que les services qui leur sont réellement rendus ; enfin, qu'un régime de liberté aussi complet que possible vienne restreindre, par l'effet de la libre concurrence, les frais accessoires et les profits des intermédiaires dans les halles et marchés.

La Commission supérieure adopte cette proposition dans les termes qui viennent d'être rapportés.

En résumé, sur les paragraphes 8 et 9 du chapitre X, les résolutions de la Commission supérieure se formulent de la manière suivante :

Boulangerie. — LA LIBERTÉ DE LA BOULANGERIE IMPLIQUE LA SUPPRESSION DE LA TAXE DU PAIN ; MAIS IL APPARTIENT AU GOUVERNEMENT DE CHOISIR LE MOMENT OPPORTUN POUR PROPOSER AU POUVOIR LÉGISLATIF L'ABROGATION DE L'ARTICLE 30 DE LA LOI DES 19-22 JUILLET 1791.

Boucherie. — IL Y A LIEU DE MAINTENIR LA LIBERTÉ DU COMMERCE DE LA BOUCHERIE ET DE RENONCER, EN CE QUI CONCERNE LA TAXE DE LA VIANDE, A L'EXERCICE DU POUVOIR LAISSÉ AUX MAIRES PAR L'ARTICLE 30 DE LA LOI DES 19-22 JUILLET 1791.

LA COMMISSION EST D'AVIS QU'IL SERAIT UTILE DE PERMETTRE LE COLPORTAGE DES VIANDES EN QUÊTE D'ACHETEURS, DANS LES VILLES ET PARTICULIÈREMENT A PARIS, ET D'ABROGER, DANS CE BUT, TOUTES DISPOSITIONS CONTRAIRES, SAUF A PRENDRE LES MESURES RÉGLEMENTAIRES QUE L'INTÉRÊT PUBLIC POURRAIT RÉCLAMER (1).

Facteurs aux halles et marchés. — IL Y A LIEU DE REPLACER LE COMMERCE DES HALLES ET MARCHÉS SOUS LE RÉGIME DU DROIT COMMUN ET DE LA LIBERTÉ, EN FAISANT DISPARAÎTRE LE PRIVILÈGE DU FACTORAT, LA VENTE A LA CRIÉE OBLIGATOIRE ET TOUTE AUTRE DISPOSITION AYANT POUR OBJET D'EMPÊCHER LES APPROVISIONNEURS D'ADOPTER LE MODE DE VENTE QU'ILS PRÉFÈRENT OU D'EMPLOYER LES INTERMÉDIAIRES DE LEUR CHOIX.

LES VENTES A LA CRIÉE DOIVENT RESTER FACULTATIVES, SANS QU'IL Y AIT NÉCESSITÉ D'Y FAIRE INTERVENIR UN OFFICIER PUBLIC.

Droits de place, de halle, de mesurage ou pesage, etc. — QUE LE GOUVERNEMENT INVITE, EN TOUTE OCCASION, LES ADMINISTRATIONS MUNICIPALES A ÉTUDIER LES MOYENS DE DIMINUER LES DROITS EXAGÉRÉS ET A FAIRE DISPARAÎTRE LES DROITS INUTILES SUPPORTÉS PAR LES MARCHANDISES DANS LES HALLES ET MARCHÉS, ET POUR

(1) Un décret du Gouvernement de la défense nationale, du 5 septembre 1870, a abrogé l'article 4 du décret du 24 février 1858 qui interdisait le colportage de la viande de boucherie dans Paris.

QUE LES VENDEURS OU ACHETEURS N'AIENT JAMAIS A PAYER QUE LES SERVICES QUI LEUR SONT RÉELLEMENT RENDUS ; ENFIN QU'UN RÉGIME DE LIBERTÉ AUSSI COMPLET QUE POSSIBLE VIENNE RESTREINDRE, PAR L'EFFET DE LA LIBRE CONCURRENCE, LES FRAIS ACCESSOIRES ET LES PROFITS DES INTERMÉDIAIRES DANS LES HALLES ET MARCHÉS.

§ 10. — CHASSE, PÊCHE, ETC.

Reviser les lois sur la chasse dans le sens du respect dû à la propriété.

— *Subordonner la délivrance d'un permis de chasse à la justification de la propriété ou de la location d'une chasse. — Remplacer le permis de chasse par un impôt sur la poudre. — Appliquer sévèrement les règlements sur la pêche fluviale et encourager la pisciculture. — Faire l'application des lois sur la destruction des animaux qui nuisent à l'agriculture : renards, loups, sangliers, lapins, etc.*

A ces questions se joignent celles qui, comprises dans le § 1^{er} du présent chapitre, en ont été détachées pour être réunies au § 10. — Ces dispositions sont les suivantes :

Prendre des dispositions pour la conservation des petits oiseaux qui détruisent les insectes. — Ne pas interdire la chasse des petits oiseaux. — Laisser aux conseils généraux le soin de prendre des décisions à cet égard.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE. — Séance du 5 décembre 1868.

Les questions comprises dans ce paragraphe ont fait, dans la séance du 5 décembre 1868, l'objet d'une discussion d'ensemble, dans laquelle ont été présentées diverses opinions sur la propriété du gibier, sur la nature du droit de chasse, sur la nécessité de réprimer très sévèrement certains délits et particulièrement la chasse de nuit.

La Commission supérieure, d'un avis unanime, a conclu au renvoi de tout le paragraphe à une sous-commission.

Une seule question est exceptée de ce renvoi, c'est celle qui propose de *subordonner la délivrance d'un permis de chasse à la justification de la propriété ou de la location d'une chasse*. Sur

la proposition de M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. de Forcade*), cette question n'a pas été prise en considération.

Sur le surplus du paragraphe, deux rapports ont été présentés au nom de la sous-commission, l'un par M. LE BARON DE BENOIST qui, après quelques considérations générales sur la chasse et la pêche, s'est particulièrement occupé de la question relative aux petits oiseaux ; l'autre, par M. DE BOUREUILLE, qui a traité la question à un point de vue plus général et s'est livré à l'examen de la législation sur la matière.

Le rapport de M. DE BENOIST peut se résumer comme il suit :

RAPPORT DE M. DE BENOIST.

Jusqu'à présent, contrairement à la nature des choses, aux exigences si variées des sols et des climats, aux mœurs et aux habitudes des populations, presque toutes les questions qui touchent aux réglementations de la chasse, de la pêche et de l'exploitation en commun de certaines parties du sol rural, ont été tranchées de loin, par des lois générales ou des règlements uniformes de l'autorité ministérielle. En vain les populations réclament, en vain les conseils généraux se font les organes persévérants de ces réclamations, la centralisation n'en persiste pas moins à vouloir tout gouverner.

Au nombre des objets auxquels s'appliquent ces observations générales, se trouve la question si controversée de la conservation et de la chasse des petits oiseaux, question qui, pour beaucoup d'esprits, semble, depuis quelques années, tranchée par le rapport présenté au Sénat, le 24 juin 1861, par M. Bonjean. (1)

Le Rapporteur veut d'abord définir nettement le terrain de la discussion. En demandant pour les conseils généraux le droit de statuer sur les questions de chasse, y compris celle aux petits oiseaux, la sous-commission est convaincue que, loin de

(1) On nous pardonnera, lorsque le nom de l'honorable président Bonjean se présente à nous, de ne pas l'écrire sans rendre hommage à la mémoire de l'une des victimes les plus illustres et les plus regrettées des fureurs de la Commune de 1871.

pousser à leur destruction, elle agit dans l'intérêt bien entendu de leur conservation.

Il n'y a qu'une manière de conserver les oiseaux, c'est de veiller avec soin sur les couvées et d'empêcher à tout prix la destruction des nids. Il faut donc, d'une part, intéresser les populations à leur conservation par l'appât des produits de la chasse aux oiseaux lorsque leur rôle est fini et lorsque la nature les offre tout préparés à l'alimentation publique, et, d'autre part, détruire les oiseaux carnassiers qui sont les plus dangereux ennemis des couvées de petits oiseaux.

La chasse aux petits oiseaux, séculaire dans les pays forestiers et bien réglementée par les conseils généraux, atteignait ce double but.

Le Rapporteur examine les arguments développés par M. le président Bonjean dans le rapport de 1861, en suite duquel la chasse aux petits oiseaux a été interdite d'une manière absolue.

Dans le premier paragraphe de son rapport, M. Bonjean a énuméré tous les insectes nuisibles aux récoltes, que les petits oiseaux ont la mission providentielle de détruire. Sans contester cette mission, on peut se demander si ces insectes eux-mêmes n'ont pas la leur, s'ils ne purifient pas l'air et s'ils ne détruisent pas d'autres ennemis d'autant plus dangereux qu'ils sont invisibles.

Dans le second paragraphe, M. le sénateur Bonjean a cherché à prouver que les oiseaux opposent une digue efficace au flot toujours menaçant des insectes. Cette doctrine doit être combattue. Il est certain que, de temps en temps, des légions de chenilles envahissent les champs et les bois, sans cause apparente, et disparaissent de même. Or, cette invasion s'est produite deux fois, de 1861 à 1868, c'est-à-dire depuis l'époque où la chasse des petits oiseaux a été interdite, et il ne semble pas que ceux-ci, qui devraient s'être multipliés, aient rendu des services importants.

Plusieurs observations sont à faire : en premier lieu, rien ne prouve que cette multiplication se soit produite. Le nombre des hirondelles reste, en effet, stationnaire, bien que ces oiseaux

soient universellement respectés ; — en second lieu , les petits oiseaux voyageurs n'apparaissent dans les forêts qu'en automne, époque à laquelle les chenilles ont disparu, et ils ne détruisent par conséquent que très peu d'insectes ; — enfin, il est certain que les *tendues* préparées pour les petits oiseaux détruisaient, en même temps, un grand nombre d'oiseaux voleurs et rapaces tels que geais, gros-becs, pies-grièches, etc., tous destructeurs de nids, d'œufs et de couvées.

Il faut ajouter que les oiseaux de bois ne vont jamais en plaine et que les vers blancs, dont s'effraient si justement les agriculteurs, ne peuvent être détruits que par des labours profonds et multipliés et par un judicieux assolement.

Enfin le troisième paragraphe du rapport de M. le sénateur Bonjean passe en revue tous les genres de chasse aux oiseaux, usités dans toute la France ; il parle de barbaries qui soulèvent le cœur d'horreur et de dégoût. « C'est une boucherie », dit-il. Cette peinture semble exagérée ; on ne saurait voir une action barbare dans la chasse aux petits oiseaux plutôt que dans une autre, et l'on peut même la regarder comme un exercice salutaire, favorable au développement physique des enfants qui s'y livrent.

La suppression de la chasse aux petits oiseaux a causé un dommage important dans certains pays où elle était usitée. Elle laisse vivre en paix certaines espèces telles que la grive, le merle, le loriot et le sansonnet qui ravagent les vergers, les vignes et les arbres fruitiers ; elle n'a d'ailleurs produit aucun résultat sensible pour l'agriculture.

La sous-commission demande que les conseils généraux soient chargés de décider les questions si variées de chasse et de pêche. Ils sauront se garder des exagérations et des engagements irréfléchis et faire la part du véritable progrès, des vieux usages et des besoins du pays qui les a investis de sa confiance.

RAPPORT DE M. DE BOUREUILLE.

Le rapport de M. DE BOUREUILLE peut se résumer de la manière suivante :

Le Rapporteur, au nom de la sous-commission, se propose d'examiner la législation sur la chasse et sur la pêche et d'indiquer les modifications dont les lois et règlements paraîtraient susceptibles.

I. — *Loi sur la chasse.*

Le Rapporteur rappelle en quelques mots les dispositions de la loi du 3 mai 1844. Dans sa première partie, cette loi règle les conditions sous lesquelles la chasse peut avoir lieu, les époques auxquelles elle est autorisée, la forme et les conditions des permis de chasse; — dans sa seconde partie, elle détermine les pénalités de diverses sortes dont sont frappés les délits et contraventions, suivant les circonstances qu'ils présentent.

Les dispositions générales de la loi n'ont soulevé, dans l'Enquête, que peu de contradictions. Quelques déposants ont demandé que, dans l'intérêt de l'agriculture, la chasse fût rendue moins facile et que la loi fût modifiée dans un sens plus favorable à la propriété; ils voudraient qu'il ne fût accordé de permis de chasse qu'aux personnes qui justifieraient d'une certaine étendue de propriété ou qui paieraient un chiffre de contributions déterminé; que les droits perçus pour les permis fussent augmentés au profit des communes et élevés, par exemple, à 50 francs; que la chasse ne fût permise que tous les deux ans, et enfin qu'on remplaçât le permis de chasse par un impôt sur la poudre, afin d'éviter les fraudes quant au paiement des droits. Quelques autres, enfin, trouvent que les pénalités édictées par la loi sont trop douces et que le braconnage devrait être assimilé au vol.

La sous-commission a été d'avis, à l'unanimité, qu'il n'y avait pas lieu d'émettre un vœu pour la modification de la loi du 3 mai 1844.

Dans un pays démocratique comme la France, on ne peut songer à restreindre à quelques privilégiés le plaisir de la chasse; la loi pose d'abord en principe que nul ne peut chasser sur le terrain d'autrui sans son consentement. Le prix de 25 francs adopté pour le permis de chasse ne pourrait être porté

au delà sans donner un encouragement au braconnage. Enfin le remplacement du prix du permis par une augmentation de l'impôt sur la poudre aurait pour conséquence de priver les communes du produit très utile que leur rapportent les permis.

La loi d'ailleurs a laissé aux préfets le droit de régler par des arrêtés, sur l'avis des conseils généraux, certaines dispositions de détail comprenant des objets qui peuvent varier d'une contrée à l'autre ; elle a, de même, délégué aux préfets le soin de prendre des arrêtés pour prévenir la destruction des oiseaux, pour autoriser l'emploi des lévriers, pour la destruction des animaux malfaisants et nuisibles, pour interdire la chasse pendant les temps de neige, et, sous ce rapport, elle semble à l'abri de la critique. On pourrait seulement se demander si, comme l'a proposé M. de Benoist, il ne serait pas bon que les préfets prissent l'avis des conseils généraux, avant de prohiber la chasse des petits oiseaux ou d'autoriser l'emploi des lévriers.

Quant à l'aggravation de la pénalité et notamment à l'assimilation du braconnage au vol, la sous-commission n'a pas cru pouvoir adopter cette opinion. Dès que des circonstances aggravantes se joignent au délit de chasse, la loi du 3 mai 1844 prescrit d'appliquer un emprisonnement de six jours à deux mois, qui peut être porté au double, si le fait a eu lieu la nuit et si le chasseur était muni d'une arme apparente ou cachée. Enfin, dans quelques cas spéciaux, l'amende peut être portée à 1,000 fr. et l'emprisonnement à deux ans, et l'article 463 du Code pénal n'est pas applicable.

De telles dispositions ont été jugées suffisamment protectrices.

II. — *Lois et règlements sur la pêche.*

On s'est surtout, dans l'Enquête, attaché à demander une exécution plus rigoureuse de la loi sur la pêche. Au sein même de la sous-commission, quelques observations se sont produites en vue de prouver que la surveillance était plus sévère lorsqu'elle était confiée à l'Administration des Forêts que depuis sa translation au Service des Ponts et Chaussées.

La sous-commission ne partage pas cet avis. La surveillance n'était exercée autrefois que par 400 gardes-pêche ; elle l'est aujourd'hui par plus de 5,000 employés des Ponts et Chaussées. D'un autre côté, le nombre des délits constatés s'est élevé, de 2,097 qu'il était en 1863, à 6,949 pour 1867 ; enfin l'Administration des Forêts ne s'occupait que des cours d'eau où la pêche s'exerce au profit de l'Etat, et ne donnait que peu de soins aux 300,000 kilomètres de petits cours d'eau, dans lesquels la pêche appartient aux riverains. L'Administration des Travaux publics, au contraire, qui s'occupe surtout de favoriser la reproduction et la conservation du poisson, dans des vues d'intérêt général, a pu, en faisant concourir ses agents à la surveillance des cours d'eau navigables et flottables, charger une partie des agents spéciaux de la pêche, de la surveillance des petits cours d'eau, et il y a eu là une amélioration incontestable.

D'après les renseignements recueillis, la police est bien faite, le braconnage diminue et la reproduction est mieux assurée dans la moitié des départements ; dans les autres, il est permis d'espérer qu'avec une fermeté persévérante, on arrivera bientôt aux mêmes résultats.

Il semble donc qu'il n'y a rien à modifier sous ce rapport.

Aux termes de la loi du 15 avril 1829 et de l'ordonnance royale du 15 novembre 1830, c'est aux préfets qu'il appartient de régler, sur l'avis des conseils généraux et sauf approbation royale, les matières sur lesquelles il n'a pas été statué par la loi ou l'ordonnance précitées.

Des règlements distincts et parfois contradictoires sont ainsi intervenus pour des départements limitrophes et ont facilité la fraude, en rendant illusoire la répression des contraventions.

La loi du 31 mai 1865 a eu en vue de remédier à cette situation, en déléguant à des décrets rendus sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, après concert avec celui de la Marine, les époques pendant lesquelles la pêche des diverses espèces de poissons sera interdite, ainsi que leur vente et leur colportage.

C'est en vertu de cette loi qu'est intervenu le décret qui, pour toute la France et pour toutes les espèces de poissons, fixe

les périodes d'interdiction de la pêche et de la vente, savoir :

Pour le saumon, la truite et l'ombre-chevalier, du 20 octobre au 31 janvier ;

Pour les autres poissons et l'écrevisse, du 15 avril au 15 juin.

C'est contre cette disposition uniforme que la majorité de la sous-commission croit devoir présenter quelques observations.

Il est certain, en effet, que lever l'interdiction de la pêche du saumon et de la truite, dans toutes les parties de la France, à partir du 31 janvier, c'est exposer ces races à une véritable dévastation, aussi bien qu'autoriser la pêche du brochet, de la carpe, du barbeau et autres espèces analogues à partir du 15 juin, c'est courir le risque de les voir détruire.

Il conviendrait donc que le Gouvernement voulût bien examiner de nouveau la question de savoir si, sans recourir au mode ancien, il ne serait pas bon d'adopter deux ou plusieurs zones où ces époques seraient différentes, ainsi que cela a lieu pour la chasse. La sous-commission propose d'émettre un vœu dans ce sens.

Elle pense également qu'il serait utile de modifier le règlement qui a implicitement levé l'interdiction de la pêche à la main, l'un des modes les plus destructeurs.

En résumé, *elle propose d'exprimer le vœu que le Gouvernement veuille bien mettre de nouveau à l'étude la question des époques d'interdiction de la pêche pour les diverses espèces de poissons, dans le sens ci-dessus indiqué, et celle des modes de pêche à interdire, en laissant aux conseils généraux la plus grande part possible dans les solutions à adopter.*

Des vœux ont été également émis dans l'Enquête, pour obtenir que le Gouvernement encourageât la *pisciculture*. La sous-commission pense qu'il n'y a rien de plus à demander, sous ce rapport, que ce qui se fait depuis plusieurs années et, à l'appui de cette opinion, le Rapporteur indique les résultats obtenus à l'aide des encouragements donnés par le Ministère de l'agriculture.

Il fait connaître succinctement les travaux exécutés pour l'établissement de Huningue, travaux qui ont coûté environ

270,000 francs, et ont été terminés en 1859. Les dépenses d'exploitation, depuis l'origine, n'ont pas dépassé 55,000 francs par an et elles sont aujourd'hui réglées à 50,000 francs, dont la moitié environ est absorbée par les frais de voyage, d'achat et de transport des œufs.

Enfin pendant les huit campagnes de 1860-1867, les récoltes normales d'œufs, pour les saumons, truites et ombres, ont été de 42,417,380, sur lesquels 14,846,083 poissons ont été répan-dus dans les cours d'eau ou livrés à l'élevage, ce qui donne une moyenne annuelle de 1,865,760.

Un semblable résultat doit être signalé, et *la sous-commission est d'avis que le seul vœu à émettre est celui de voir le Gouvernement persévérer dans la voie où il est entré.*

DISCUSSION. — Séance du 8 juillet 1869.

Dans la séance du 8 juillet 1869, M. DE BOUREUILLE, *rapporteur*, expose en quelques mots que la sous-commission s'est occupée de la question de savoir s'il y a lieu de modifier la législation sur la chasse et sur la pêche et qu'elle s'est prononcée pour le maintien de l'état de choses actuel, ainsi que l'avait fait précédemment le Conseil d'Etat.

M. LE COMTE BOULAY DE LA MEURTHE est d'avis que la législation peut être maintenue ; mais il voudrait que des instructions fussent adressées aux tribunaux pour que la loi fût appliquée plus sévèrement et qu'on ne se bornât pas à prononcer une simple amende là où la loi permet de prononcer l'emprisonnement.

M. MIGNERET ne pense pas que la Commission supérieure ait qualité pour inviter le Gouvernement à donner de semblables instructions. On n'a pas l'habitude, en France, d'indiquer aux tribunaux la manière dont ils doivent appliquer la loi et le Ministre de la justice éprouverait un certain embarras pour faire ce qu'on veut lui demander.

M. BOULAY DE LA MEURTHE explique qu'il s'agirait simplement d'instructions à adresser au ministère public pour l'engager à exercer des poursuites sur les délits intéressant l'ordre public et notamment sur la vente du gibier en temps prohibé.

M. DE BOUREUILLE, *rapporteur*, déclare qu'il ne partage pas l'opinion de M. de Béhague, qui aurait voulu que le délit de chasse fût complètement assimilé au vol. La loi de 1844 est entrée dans les mœurs et l'on ne pourrait la modifier sans créer de très grandes difficultés.

M. MIGNERET fait remarquer que certains délits de chasse se compliquent d'un intérêt public lésé ; dans ces cas là, le ministère public ne se refuse jamais à poursuivre ; mais si le délit commis blesse seulement un intérêt privé, le ministère public ne peut poursuivre que sur l'instance du propriétaire lésé.

M. DU MIRAL dit que ce qui fait défaut, ce n'est pas l'action du ministère public, mais la vigilance des gendarmes, laquelle s'est beaucoup ralentie.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Gressier*) est d'avis que la loi de 1844 est bonne ; mais il y trouve une lacune. Il voudrait qu'elle prévît et consacrat le *délit de braconnage* constitué par l'habitude du délit de chasse, de même que le délit d'usure est constitué par l'habitude du fait de prêt à des taux usuraires. Il voudrait que le braconnier de profession ou d'habitude fût frappé d'autres peines que l'individu qui, par exception, chasse en temps prohibé ou dépasse les limites du terrain où il a le droit de chasser.

M. DU MIRAL fait observer qu'il serait difficile de prouver que tel individu est un braconnier d'habitude ou de profession.

M. LE MARÉCHAL VAILLANT dit qu'à son avis, le véritable et le plus salubre remède contre le braconnage consisterait à empêcher et à poursuivre la vente du gibier en temps prohibé.

La Commission supérieure, adoptant les conclusions de la sous-commission, émet l'avis qu'il y a lieu de maintenir la législation actuelle sur la chasse.

Sur la question relative à la *pêche*, M. DE BOUREUILLE, *rapporteur*, résume les conclusions de son rapport tendant à ce que la France soit divisée en zones auxquelles on appliquerait des règlements différents, en laissant aux conseils généraux des départements la plus grande part possible dans les solutions à adopter.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT reconnaît que le règlement de la pêche est à refaire ; il a soulevé d'unanimes réclamations, et il serait utile de le modifier, après avoir consulté les conseils généraux des départements.

M. DU MIRAL croit que les conseils d'arrondissements pourraient être consultés plus utilement encore que les conseils généraux.

Sur la proposition de M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT, *la Commission supérieure émet le vœu que les conseils d'arrondissements et les conseils généraux soient spécialement appelés à se prononcer sur les plaintes auxquelles le règlement sur la pêche donne lieu dans chaque département.*

M. DE BENOIST, *rapporteur*, rappelle alors à la Commission supérieure les conclusions du rapport qu'il a présenté et qui consistent à demander le retour à la loi de 1844, qui donne aux préfets, les conseils généraux étant consultés, le droit de déterminer le mode et les époques de chasse dans leur département.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT fait remarquer qu'il y a, dans le rapport de M. de Benoist, deux questions distinctes : l'une, relative aux petits oiseaux dont il faut empêcher ou permettre la destruction, l'autre qui touche à la chasse, en général, et particulièrement à l'ouverture de la chasse.

Sur le premier point, l'orateur admet parfaitement avec M. de Benoist, qu'il conviendrait de consulter les conseils généraux et les conseils d'arrondissement sur la question de savoir si la chasse aux petits oiseaux doit être permise ou interdite ; mais il n'est pas de l'avis du Rapporteur sur le second point. Le meilleur moyen d'empêcher le braconnage, est de défendre le colportage et la vente du gibier en temps prohibé et les mesures pour atteindre ce but nécessitent le partage du pays en grandes zones.

Revenant à la question de la chasse aux petits oiseaux, l'orateur donne lecture d'un passage du rapport de M. le baron de Benoist faisant ressortir l'intérêt que cette chasse présente dans certains départements où elle ne produit pas moins de 300,000 francs pour les populations pauvres. En outre, l'interdiction de

cette chasse laisse vivre la grive, le merle, le sansonnet et le loriot, oiseaux pillards qui ravagent les vignes, les vergers et tous les arbres fruitiers; des myriades d'allouettes traversent nos plaines, sans qu'il soit permis d'y toucher et rien ne prouve que la privation qu'on s'impose ainsi soit compensée par des moissons plus abondantes.

C'est par ces motifs que le Rapporteur a demandé que les conseils généraux fussent consultés sur l'utilité des mesures à prendre.

M. LE BARON DE BENOIST, *rapporteur*, dit qu'il s'est contenté d'exprimer le vœu de certaines localités corroboré par des vœux de conseils généraux, et il demande que le Ministre de l'intérieur ne continue pas, contrairement à la loi de 1844, à régler uniformément pour toute la France une chasse qui doit être réglementée différemment, selon l'avis des conseils généraux.

La Commission supérieure adopte cette proposition.

En résumé, sur les deux questions de pêche et de chasse, les résolutions de la Commission supérieure se formulent ainsi :

Chasse. — LA COMMISSION SUPÉRIEURE ÉMET L'AVIS QU'IL Y A LIEU DE MAINTENIR LA LÉGISLATION ACTUELLE SUR LA CHASSE.

EN CE QUI CONCERNE PARTICULIÈREMENT LA CHASSE AUX PETITS OISEAUX, ELLE DEMANDE QUE LES CONSEILS GÉNÉRAUX SOIENT CONSULTÉS SUR L'UTILITÉ DES MESURES À PRENDRE.

Pêche. — LA COMMISSION SUPÉRIEURE ÉMET LE VŒU QUE LES CONSEILS D'ARRONDISSEMENTS ET LES CONSEILS GÉNÉRAUX SOIENT SPÉCIALEMENT APPELÉS À SE PRONONCER SUR LES PLAINTES AUXQUELLES LE RÈGLEMENT SUR LA PÊCHE DONNE LIEU DANS CHAQUE DÉPARTEMENT.

(La question de la pisciculture n'a fait l'objet ni d'une discussion ni d'un vote.)

QUESTION SUPPLÉMENTAIRE

SITUATION DE L'AGRICULTURE

Séance du 1^{er} avril 1870.

Parvenu au terme de ses travaux dans la séance du 1^{er} avril 1870, la Commission supérieure consacra quelques instants à jeter un coup d'œil d'ensemble sur la situation générale de l'agriculture en France.

Cette question, on se le rappelle, avait déjà été incidemment abordée dans la séance du 22 février précédent, lors de la discussion du rapport de M. Josseau sur les impôts indirects (voir plus haut, page 261).

Lors de ce premier examen, M. LE BARON DE BENOIST avait déclaré que, suivant lui, la situation de l'agriculture était satisfaisante et en voie notable de progrès. Dans la séance du 1^{er} avril, l'honorable membre reproduit cette opinion et dit qu'à son avis, l'agriculture est sinon prospère, du moins en voie de grande prospérité.

M. LE COMTE DE BUTENVAL appuie cette opinion.

M. LE MARÉCHAL VAILLANT croit qu'il faut distinguer entre la grande et la petite culture.

Celle-ci est incontestablement en progrès ; elle a encore à faire beaucoup ; elle le fera, mais il ne faut pas la tourmenter, il faut la laisser un peu tranquille.

Quant à la grande agriculture, elle souffre et souffrira aussi longtemps que les personnes qui sont à la tête de cette branche importante de la production, ne prendront pas le parti d'améliorer leur matériel et de prendre les choses de haut, comme on l'a fait pour l'industrie. Si l'on reste dans les errements qu'on

paraît vouloir suivre, la grande agriculture ne se relèvera pas et demeurera toujours dans un état d'infériorité.

M. LE COMTE DE BÉHAGUE fait observer que certains pays sont dans l'impossibilité de suivre les conseils qu'on leur donne. On dit, par exemple, à des pays de blés et de vignes : « Faites de la viande, faites des prairies. » Or il est impossible que la Beauce et une partie de la Brie transforment leur culture. Celle-ci ne se métamorphose pas et les prix baissent. On avait parlé d'un canal destiné à amener en Beauce une partie de l'eau de la Loire. La réalisation de ce projet serait un grand bienfait. Il faut que les travaux publics prennent une autre direction.

M. LARRABURE dit que, dans les départements où il a présidé l'Enquête, l'agriculture s'est beaucoup améliorée depuis vingt ou trente ans. Les fermages ont augmenté, on emploie de meilleurs procédés de culture, le progrès est incontestable. Des perfectionnements sont encore nécessaires ; il faut que le Gouvernement soit attentif aux mesures qu'il a à prendre à cet égard, qu'il entretienne, autant qu'il dépendra de lui, le sentiment naturel qui attache l'homme au sol qui l'a vu naître, qu'enfin il honore l'agriculture dans la personne des agriculteurs.

M. LE GÉNÉRAL BARON DE BÉVILLE, ainsi qu'il l'avait déjà fait dans la séance du 22 février, conteste la prospérité de l'agriculture.

Sans doute il y a progrès, si le progrès consiste à tirer du sol plus qu'on n'en tirait autrefois ; mais ce progrès est très regrettable si on ne l'obtient qu'en épuisant le sol. — Or c'est ce que l'on fait aujourd'hui par les nouvelles méthodes, qui ne restituent pas au sol tout ce qu'on lui prend. Sans doute il y a d'heureuses exceptions à cette observation générale ; mais elles sont rares.

L'orateur considère la situation de l'agriculture française comme très critique. Suivant lui, on court aux abîmes, et il abrite son opinion sous l'autorité incontestable de M. Liébig.

Culture spoliatrice, culture vampire, tel est, dit l'orateur, le stigmate indélébile infligé par cet homme, illustre entre tous, à cette agriculture dont on nous vante sans cesse les progrès et la prospérité.

M. LE MINISTRE-PRÉSIDENT (*M. Louvet*) fait remarquer que ces considérations mèneraient bien loin et il ne croit pas que ce soit le moment d'y insister.

La question relative à l'état général de l'agriculture n'est l'objet d'aucun vote de la part de la Commission supérieure, qui se sépare après avoir exprimé le vœu que le résumé de ses travaux soit publié le plus promptement possible.

RAPPORT

ADRESSÉ A L'EMPEREUR

PAR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE

Conformément aux prescriptions de l'article 10 du décret du 10 mars 1866, LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE (*M. Louvet*) a rendu compte, dans un rapport final, en date du 19 mai 1870, des avis exprimés par la Commission supérieure de l'Enquête agricole, sur les questions principales qui avaient fait l'objet de ses délibérations.

Ce document, il est permis de le dire, n'offre en réalité qu'un intérêt assez minime, le Ministre s'étant borné à une analyse très succincte et très rapide des questions étudiées et des vœux émis, sans formuler lui-même aucune appréciation ou aucune proposition, afin, dit-il, de conserver au Gouvernement sa liberté d'examen et d'action sur la suite qu'il conviendra de donner aux vœux exprimés par la Commission de l'Enquête. Nous nous bornerons donc à résumer très sommairement ce rapport.

Le Ministre constate tout d'abord que la Commission supérieure n'a pas cru devoir retenir, pour les mettre à l'étude, toutes les questions soulevées par l'Enquête et dont elle se trouvait saisie. Plusieurs de ces questions ont été écartées, les unes, parce qu'elles ne pouvaient, dans la pensée de la Commission,

recevoir une suite utile, les autres, parce qu'elles portaient sur des mesures législatives ou réglementaires réalisées depuis l'ouverture de l'Enquête ou en voie de préparation ; quelques-unes, enfin, parce qu'elles ont paru excéder les limites de la compétence de la Commission.

Bien que se rapportant à une grande variété de sujets, les avis exprimés par la Commission supérieure peuvent se diviser en deux grandes catégories. Les uns, tels que ceux qui concernent les modifications à introduire dans la législation civile, dans les douanes, dans le régime des impôts, se lient à des questions qui n'ont pas un caractère purement agricole ; les autres s'appliquant à la législation rurale, aux engrais, aux irrigations, au drainage et à d'autres sujets analogues, rentrent complètement dans la spécialité de l'agriculture. C'est sur cette distinction que repose la division adoptée par le Ministre dans son rapport.

Ce document parcourt rapidement et successivement les questions se rattachant aux impôts (modification à l'assiette générale, enregistrement et timbre, boissons, octrois, douanes), à la législation civile et générale, aux questions diverses (droits de place, intervention des facteurs, boulangerie, boucherie, poids et mesures, police de la chasse et de la pêche).

Avant de passer aux questions qui se rattachent plus directement à l'agriculture, le Ministre croit devoir résumer très rapidement les résultats généraux de l'Enquête.

A considérer les choses dans leur ensemble, on peut dire sans exagération que l'agriculture française est en progrès, mais que les progrès réalisés, très considérables dans certaines régions, ont été beaucoup moins rapides dans d'autres parties du territoire.

On apporte généralement plus de soin à la culture et le rendement des terres s'est accru. L'élevage du bétail est dirigé avec plus d'intelligence, et l'amélioration des races d'animaux domestiques se révèle chaque année dans les concours régionaux, — L'industrie viticole est aujourd'hui pleine de force et de vitalité, malgré les dommages causés par l'oïdium et ce que l'on

appelle la maladie de la vigne. — Les ouvriers agricoles sont mieux logés, mieux nourris, mieux vêtus qu'autrefois, et les fermiers ont contracté des habitudes de bien-être et de luxe inconnues de leurs pères.

La création des chemins de fer, le développement des autres voies de communication, l'introduction des machines dans les travaux agricoles et l'énergie persévérante des populations rurales sont les principaux éléments de cette situation satisfaisante.

Malheureusement il n'en est pas de même dans toutes les branches de l'agriculture. La maladie des vers à soie a été désastreuse pour les départements séricicoles. La baisse du prix des laines a été une cause de souffrance dans d'autres régions, ainsi que la rareté des capitaux et des bras.

L'émigration des campagnes vers les villes n'est pas particulière à la France; elle se produit dans presque toute l'Europe. De nouveaux et larges progrès de l'agriculture, en permettant une plus ample rémunération du travail, contribueront puissamment à arrêter ce mouvement.

La division extrême de la propriété, en créant une nombreuse classe de petits propriétaires qui ne travaillent que pour eux-mêmes et d'ouvriers-proprétaires qui ne donnent qu'une minime partie de leur temps aux travaux de la grande et de la moyenne culture, est encore une des causes de la pénurie des bras.

L'emploi des machines parait être le meilleur moyen de suppléer aux ouvriers qui font défaut.

Le Ministre analyse ensuite très rapidement les travaux et les résolutions de la Commission supérieure relativement au crédit agricole, aux engrais, aux irrigations et au drainage, et enfin aux questions diverses (parcours et vaine pâture, glanage, bans de vendange, de moisson et de fauchaison, embrigadement des gardes champêtres, droits de pacage, mise en valeur des biens communaux, culture du tabac, patente agricole, récolte du goémon, sériciculture, assistance publique dans les campagnes, encouragements à l'agriculture, enseignement agricole, représentation officielle de l'agriculture, etc.)

Il termine en faisant remarquer qu'un certain nombre de vœux exprimés par la Commission supérieure ont déjà été réalisés ou sont sur le point de l'être ; que, sur d'autres, tels que ceux relatifs au service des douanes, on ne peut prendre immédiatement un parti ; que d'autres enfin trouveront leur solution dans le code rural actuellement en cours d'élaboration. Ces points mis à part, le Ministre dit qu'il a dû appeler l'attention particulière de ses collègues sur celles des résolutions de la Commission supérieure qui se rattachent aux attributions de leurs départements ministériels et que, de son côté, il va s'occuper sans retard de l'étude des questions qui sont de la compétence spéciale de son administration.

Il signale enfin à la reconnaissance de l'Empereur et du pays les hommes éminents qui ont accepté la lourde tâche de mener à bonne fin l'Enquête agricole et qui ont si dignement rempli leur mission.



RÉCAPITULATION SYNOPTIQUE

DES

QUESTIONS ET DES RÉOLUTIONS DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
-----------	-------------

CHAPITRE I^{er}

PROPRIÉTÉ

§ 1^{er}. — *Division et transmission de la propriété.*

Faciliter les échanges et revenir aux dispositions de la loi du 16 juin 1824, en ce qui concerne le droit sur les échanges des propriétés contiguës.

Faire disparaître l'obligation du partage en nature dans les successions et modifier dans ce sens les articles 826 et 832 du Code Napoléon.

La Commission supérieure émet le vœu :

1^o Qu'une loi favorise les échanges des biens ruraux contigus ;

2^o Que le droit soit proportionnel et ne dépasse pas 25 centimes % ;

3^o Qu'aucun délai ne soit exigé pour la possession par les échangistes des biens sur lesquels doit porter l'échange.

La Commission supérieure adopte la proposition de la sous-commission tendant à modifier l'article 832 en ce sens qu'il n'y aura plus obligation impérieuse de mettre dans chaque lot la même proportion de meubles et d'immeubles.

Le projet de loi qui sera présenté

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Favoriser les partages anticipés.</p> <p>Dans les contestations relatives aux partages d'ascendants, estimer les biens non pas d'après leur valeur au jour du décès de l'ascendant, mais d'après leur valeur au jour du partage.</p> <p>Diminuer les délais de l'action en rescision du partage pour cause de lésion.</p> <p>Rendre absolue et générale la liberté de tester.</p> <p>Augmenter la quotité disponible.</p>	<p>à cet effet devra également mettre les articles 826, 827 et 830 d'accord avec la situation actuelle.</p> <p>La proposition a été repoussée.</p> <p>La Commission supérieure exprime l'avis :</p> <p>1° Qu'il y a lieu de diminuer les délais de l'action en rescision des partages et de les fixer à cinq ans pour les partages testamentaires et à deux ans pour les partages entre-vifs ;</p> <p>2° Que, dans les contestations relatives aux partages d'ascendants pour cause de lésion ou d'atteinte à la réserve, dans le cas prévu par le dernier paragraphe de l'article 1079 du Code Napoléon, il y aurait lieu d'estimer les biens d'après leur valeur à l'époque de la donation entre-vifs contenant partage.</p> <p>La question n'est pas prise en considération.</p> <p>La question n'est pas prise en considération.</p>

§ 2. — Cadastre et bornage.

<p>Réviser le cadastre pour en faire l'état civil des biens et le titre commun de la propriété foncière.</p> <p>Faire cette révision tous les 18 ou 30 ans.</p> <p>Rendre le bornage obligatoire d'une manière générale.</p>	<p>La Commission supérieure ne prend pas en considération les trois questions que comporte ce paragraphe.</p>
--	---

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
-----------	-------------

§ 3. — *Louage de la propriété.*

A défaut de convention, fixer la durée des baux à 18 ans.

Permettre les baux à long terme pour les biens des mineurs, des incapables et pour l'usufruitier.

La prise en considération est repoussée sans discussion.

La Commission supérieure se déclare favorable aux baux à long terme pour les biens des mineurs et des incapables, mais sous condition de l'autorisation du conseil de famille.

CHAPITRE II

CAPITAUX. — MOYENS DE CRÉDIT

§ 1^{er}. — *Crédit foncier et crédit agricole.*

Modifier les statuts du Crédit foncier de France, principalement en ce qui concerne les conditions des prêts qu'il consent.

Organiser sur de nouvelles bases le Crédit agricole.

Créer des sociétés de Crédit et des banques cantonales.

Favoriser le développement des sociétés coopératives de crédit entre agriculteurs.

Créer des docks ou magasins généraux où les cultivateurs pourraient trouver des capitaux sur consignation de grains et autres denrées.

La prise en considération est repoussée.

La Commission supérieure se prononce pour le maintien de la législation actuelle, notamment en ce qui concerne l'étendue du privilège du propriétaire.

Relativement à la création d'établissements de crédit, elle formule un avis ainsi conçu :

S'il est vraiment à désirer que l'agriculture voie augmenter le crédit dont elle jouit et rencontre des institutions spécialement appropriées à ses besoins, de plus grandes facilités pour utiliser ses épargnes ou se procurer des capitaux, il serait dan-

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Abroger ou conserver la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent.</p>	<p>gereux de réclamer, pour de telles institutions, le concours de l'Etat. Un pareil concours implique toujours une responsabilité morale et souvent une ingérence qui expose l'Administration à des attaques qu'elle doit éviter.</p> <p>La Commission supérieure, sans émettre d'opinion sur la question de modification de la loi de 1807, relativement aux prêts commerciaux, est d'avis, en ce qui concerne les prêts civils, que cette loi ne doit pas être abrogée sans qu'auparavant les conseils généraux soient consultés.</p>

§ 2. — *Prêts sur nantissement.*

<p>Organiser le prêt sur nantissement pour l'agriculture.</p> <p>Organiser le prêt sur nantissement à domicile et sans tradition de gage.</p>	<p>Questions résolues négativement dans le cours de la discussion relative à l'organisation du crédit agricole.</p>
---	---

CHAPITRE III

SALAIRES. — MAIN-D'ŒUVRE

§ 1^{er}. — *Ouvriers agricoles.*

<p>Exiger le livret pour tous les ouvriers agricoles ; l'exiger seulement pour les ouvriers à gage.</p> <p>Indiquer sur le livret les conditions de l'engagement.</p> <p>Autoriser, sur une large échelle, l'emploi des militaires aux travaux agricoles.</p>	<p>La Commission supérieure se prononce contre la prise en considération de la première question, ce qui entraîne naturellement le rejet de la seconde.</p> <p>La proposition est écartée.</p>
---	--

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Adopter une nouvelle et plus sévère réglementation des cabarets.</p> <p>Réduire leur nombre proportionnellement au chiffre de la population des communes.</p>	<p>Les deux propositions sont rejetées.</p>

§ 2. — *Emploi des machines.*

<p>Laisser entrer les machines en franchise.</p>	<p>La Commission supérieure adopte, en principe, l'amendement de M. Guillaumin et décide qu'il suffira de recopier, pour les machines agricoles, la rédaction adoptée à l'égard des laines (voir ci-après chap. VII, § 4).</p>
--	--

§ 3. — *Instruction.*

<p>Faire entrer des notions d'horticulture et d'agriculture dans l'enseignement primaire.</p> <p>Etablir des cours d'agriculture et d'horticulture dans les écoles normales primaires.</p> <p>Organiser des cours d'adultes dans les campagnes.</p> <p>Réformer dans un sens plus favorable à l'agriculture l'éducation des filles de la campagne.</p> <p>Créer des bibliothèques agricoles.</p> <p>Etablir, auprès de chaque école primaire, un jardin pouvant servir à démontrer les principes élémentaires de l'horticulture.</p>	<p>La question relative à l'éducation des filles de la campagne n'est pas prise en considération.</p> <p>Les deux dernières demandes sont écartées comme ayant déjà reçu satisfaction.</p>
--	--

§ 4. — *Sociétés de secours. — Assistance publique.*

<p>Créer des hospices cantonaux et soumettre, dans les campagnes, les bureaux de bienfaisance au contrôle de commissions cantonales.</p>	<p>Le vœu émis par la Commission supérieure est ainsi conçu :</p> <p>Faciliter l'exécution des sages dispositions de la loi du 7 août 1851,</p>
--	---

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Obliger les communes à s'imposer pour faire soigner leurs malades dans les hospices des villes.</p> <p>Organiser sur de meilleures bases le service de la médecine gratuite.</p> <p>Etablir, pour les personnes indigentes, un système de bons pour des visites faites par le médecin de leur choix et dont le prix serait payé à celui-ci sur des fonds spécialement consacrés à cet usage.</p>	<p>en créant, soit sur les fonds départementaux, soit sur d'autres fonds, des secours afin de favoriser l'envoi, par les communes pauvres, de leurs malades et de leurs incurables à l'hospice le plus voisin ;</p> <p>Et subsidiairement organiser les secours à domicile.</p>

CHAPITRE IV

AMÉLIORATION DU SOL

§ 1^{er}. — *Irrigations. — Drainages. — Dessèchements. — Défrichements.*

Rendre les syndicats obligatoires pour l'amélioration des cours d'eau non navigables.

Modifier la loi de manière que l'exécution des travaux d'irrigation, de drainage, etc., puisse être décidée à la majorité des intéressés.

Rendre le curage des cours d'eau obligatoire pour les riverains.

La question est écartée.

La Commission supérieure reconnaît que la loi actuelle est insuffisante pour permettre aux irrigations de prendre le développement qu'elles devraient avoir et décide, en principe, qu'il convient de rechercher les moyens d'utiliser les eaux des rivières non navigables ni flottables, pour développer les irrigations.

Elle adopte, dans leur ensemble, sauf à mettre d'accord entre eux les deux premiers paragraphes, les conclusions de la sous-commission relatives aux irrigations et aux drainages et conques ainsi « ...demander :

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
	<p>« 1° Que le Code rural consacre, pour l'Administration, le droit de disposer, pour les non-riverains, des eaux des rivières non navigables et non flottables, qui ne seraient pas utilisées par les riverains eux-mêmes, lorsque ces dérivations auront pour objet des entreprises industrielles ou agricoles, d'intérêt public ou collectif ;</p> <p>« 2° Que le même Code autorise les associations syndicales d'irrigation et de drainage à se constituer, comme les sociétés de dessèchement, de curage et d'endiguement, à la majorité des intéressés, conformément aux dispositions du titre III de la loi du 22 mai 1865, en décidant toutefois qu'elles ne pourront ainsi se constituer qu'après une déclaration d'utilité publique ;</p> <p>« Que cette déclaration sera précédée ou suivie d'une instruction dans laquelle une commission locale composée de membres du Conseil général, d'ingénieurs et de propriétaires étrangers au syndicat, sera appelée à déterminer les propriétés qui, à raison de leur nature ou de la situation de leurs propriétaires, doivent rester affranchies de toute participation aux travaux ;</p> <p>« Que les propriétaires définitivement compris parmi les intéressés pourront eux-mêmes s'exonérer de toute contribution à la dépense des travaux, en tenant compte à l'association de la plus-value acquise par leurs</p>

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
	<p>héritages conformément à la loi du 16 septembre 1807, soit d'après de nouvelles dispositions adoptées par le législateur. »</p> <p>En ce qui concerne les <i>curages</i>, la Commission supérieure demande :</p> <p>1° Que les frais de curage et d'entretien des rivières non navigables ni flottables puissent être mis à la charge des propriétaire non riverains proportionnellement à leur intérêt, lorsqu'ils doivent profiter du bon aménagement des cours d'eau ;</p> <p>Que le rôle des propriétaires intéressés aux travaux de curage, riverains ou non, qui devront y contribuer, soit dressé par le préfet, conformément à la loi du 4 floréal an IX, mais après avis d'une commission locale composée de membres du Conseil général, d'ingénieurs et de propriétaires étrangers à l'opération ;</p> <p>2° Que les communes soient également tenues de contribuer aux frais de curage et d'entretien des cours d'eau qui traversent leur territoire, lorsque ces travaux intéressent la salubrité publique ;</p> <p>Que toutefois leur contribution ne puisse être exigée qu'après une déclaration d'utilité publique prononcée par le préfet, après avis du Conseil général du département ;</p> <p>3° Que les articles 15, 16 et 17 de la loi du 21 mai 1836 soient rendus applicables aux travaux d'élargissement et redressement des mêmes cours d'eau, avec cette mo-</p>

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Faire procéder au curage de manière que le plan d'eau ne soit pas déplacé et que la vitesse du courant ne soit pas modifiée.</p> <p><i>Question supplémentaire :</i> DRAINAGE.</p>	<p>dification toutefois que les arrêtés des préfets devront être précédés de l'avis préalable des conseils généraux.</p> <p>Cette question a été écartée comme rentrant dans les précédentes.</p> <p>La Commission supérieure émet le vœu que les lois du 17 juillet 1856 et du 20 mai 1858, ainsi que le décret du 23 septembre 1858, soient modifiés :</p> <p>1° Par la simplification des formalités relatives aux emprunts ;</p> <p>2° Par l'extension de la durée des prêts de 25 ans à 50 ;</p> <p>3° Par le payement préalable d'un cinquième du montant des prêts avant le commencement des travaux.</p> <p>La Commission supérieure adopte également l'extension des prêts aux travaux d'irrigation, d'endiguement contre la mer ou les rivières, de mise en valeur des relais de mer, d'établissement de canaux, de routes agricoles empierrées ou ferrées, de chemins d'exploitation, de constructions agricoles, de chaulage et de marnage.</p>

§ 2. — Engrais. — Amendements.

Utiliser plus complètement les engrais des villes.

La Commission supérieure considère comme nuisible aux intérêts de l'agriculture et à la prospérité du

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Augmenter les facilités pour l'entrée des engrais étrangers et pour la circulation des engrais en France.</p> <p>Supprimer les droits d'entrée, notamment sur le guano.</p> <p>Abaisser les tarifs de transport pour les engrais.</p> <p>Etendre aux marchands d'engrais</p>	<p>pays toute déperdition de matières fertilisantes, de quelque nature que ce soit et, en particulier, le rejet, dans les rivières, des eaux vannes, vidanges, eaux d'égout et autres détritus provenant de la consommation des villes ;</p> <p>Elle pense qu'il y a lieu d'appeler l'attention des municipalités des centres de population où les engrais sont rejetés dans des cours d'eau inutilisés par l'agriculture, sur l'urgence de recueillir les engrais avec soin et sans en rien excepter, pour les mettre à la portée des cultivateurs, en ayant recours aux procédés reconnus, dans chaque localité, les plus propres à concilier à la fois les exigences de la salubrité et les besoins de l'agriculture ;</p> <p>Elle émet le vœu qu'il soit, à l'avenir, interdit de déverser dans les cours d'eau non destinés à l'arrosage des prairies, les matières fécales, eaux ménagères et autres, et que le Gouvernement en fasse étudier les moyens, ainsi que ceux de les recueillir et de les utiliser au profit de l'agriculture.</p> <p>La Commission supérieure demande la suppression de la surtaxe d'entrepôt pour le guano.</p> <p>Cette question a été résolue négativement.</p>

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
et aux prêteurs pour achats d'engrais et d'amendements le privilège conféré par l'article 2102 du Code Napoléon pour fournitures de semences ou pour les frais de la récolte de l'année.	tivement à l'occasion de la discussion sur les institutions du Crédit agricole (chap. II, § 1 ^{er}).
Réviser la législation en ce qui touche le goémon et les engrais de mer.	La Commission supérieure émet le vœu que le Ministre de la Marine soit appelé à examiner s'il n'y aurait pas possibilité d'établir soit une zone, soit un autre mode au moyen duquel, sans subir les conditions de l'inscription maritime, les agriculteurs pourraient aller chercher les goémons poussant en mer, dans une étendue de...

§ 3. — Reboisements.

Faire exécuter rigoureusement la loi qui ordonne le reboisement et le regazonnement.	La question n'est pas prise en considération.
Ne jamais autoriser les communes à aliéner leurs forêts.	La question est rejetée.

CHAPITRE V

SITUATION DES DIVERSES BRANCHES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Ce chapitre, qui comporte uniquement l'exposé, par le Commissaire général de l'Enquête, de la situation des diverses branches de la production, n'a donné lieu ni à discussion ni à résolution.

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
-----------	-------------

CHAPITRE VI

DÉBOUCHÉS. — CIRCULATION DES PRODUITS. — VIABILITÉ

Routes et chemins.

Développer et achever le réseau des chemins et routes utiles à l'agriculture.

Donner aux conseils généraux la faculté de voter un plus grand nombre de centimes additionnels aux quatre contributions directes, pour l'entretien des chemins vicinaux.

Classer comme chemins vicinaux les chemins ruraux ayant un intérêt public.

Leur appliquer une partie des prestations.

Autoriser les conseils municipaux à imposer des journées de prestation et des centimes additionnels spécialement applicables à ces chemins.

Pourvoir au prompt achèvement des chemins ruraux d'exploitation et appliquer à leur construction la loi sur les associations syndicales.

Organiser, pour la construction et l'entretien des chemins ruraux de cette catégorie, des associations syndicales autorisées, dans lesquelles le consentement des associés ne devrait pas être obligatoirement unanime, mais serait constaté conformément à l'article 12 de la loi du 21 juin 1865.

Une loi récente ayant donné une large satisfaction à ces deux vœux, ils n'ont pas été mis aux voix.

La Commission supérieure, considérant que le Corps législatif est, en ce moment, saisi d'un projet de loi qui donne satisfaction aux vœux émis dans l'Enquête, décide qu'il n'y a pas lieu de nommer une sous-commission pour l'examen des questions ci-contre.

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Déclarer l'imprescriptibilité des chemins ruraux.</p> <p>Ordonner l'abornement des chemins ruraux.</p> <p>Créer des cantonniers communaux qui seraient embrigadés.</p> <p>Permettre aux communes de charger les gar. les champêtres de l'entretien des chemins vicinaux et ruraux.</p>	

Voies de navigation.

<p>Améliorer les voies de navigation.</p>	<p>Le renvoi à la commission des vœux est prononcé.</p>
<p>Diminuer les tarifs de transport sur les voies fluviales pour les engrais et denrées agricoles.</p>	<p>La Commission supérieure se prononce à l'unanimité pour que l'on demande au Gouvernement d'étendre autant que possible la construction des canaux.</p> <p>En ce qui concerne les droits de navigation, elle se prononce pour le maintien de l'état de choses actuel.</p>
<p>Développer les travaux d'endiguement et les mettre à la charge de l'Etat, qui se rembourseait au moyen d'annuités payées par les communes.</p>	<p>La proposition n'est pas prise en considération.</p>

Chemins de fer.

<p>Achever les réseaux des chemins de fer.</p> <p>Créer des voies ferrées départementales qui pourraient être établies sur le sol même des routes actuellement existantes.</p>	<p>La Commission supérieure se prononce successivement contre le renvoi à une commission spéciale et contre le renvoi à la commission des vœux, et décide, en conséquence, qu'il n'y a pas de mesures précises à indiquer pour le moment.</p>
--	---

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
Améliorer les voies d'accès des gares.	La question est écartée comme n'offrant aucun doute.
Abréger les délais de transport.	La Commission supérieure demande :
Réduire les tarifs.	1° Que les tarifs soient modifiés dans un sens plus favorable pour les animaux de petite taille ;
Supprimer les tarifs différentiels.	2° Que des ordres soient donnés, dans les gares, pour mettre les expéditeurs en mesure d'opter entre les divers tarifs ;
Les maintenir et les développer.	3° Que l'on encourage l'impression des tarifs sous forme de petites brochures renfermant, pour un même réseau, les tarifs les plus usuels ; que l'on fasse, au besoin, ces publications aux frais des départements ; qu'enfin l'on donne une plus grande publicité aux tarifs spéciaux applicables aux objets des concours régionaux ;
	4° Que l'on augmente, s'il est possible, pour les petites gares, le délai d'enlèvement des marchandises ;
	5° Qu'enfin le Ministre établisse des tarifs réduits pour les sommes inférieures à mille francs, transportées par les chemins de fer, en remboursement.

CHAPITRE VII

LÉGISLATION DOUANIÈRE

§ 1^{er}. — Céréales.

Conserver la législation actuelle.
Etablir un droit fixe plus élevé

Ces trois propositions ont été rejetées sans débat.

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>que celui qui résulte de la loi du 15 juin 1861.</p> <p>Revenir à l'échelle mobile.</p> <p>Maintenir le régime actuel de l'importation temporaire en franchise de droits, sur les blés étrangers, pour la mouture.</p> <p>Le modifier en ce sens que la ré-exportation des farines provenant de ces opérations doive se faire par les points de la frontière où l'importation du blé a eu lieu.</p> <p>Diviser, à cet effet, la France en zones.</p> <p>Interdire le trafic des acquits à caution.</p> <p>Supprimer le régime actuel de l'importation temporaire.</p>	<p>La Commission supérieure exprime le vœu qu'au lieu d'être conservées, les facilités accordées à l'industrie de la mouture soient supprimées.</p>

§ 2. — *Bestiaux.*

<p>Maintenir les droits d'entrée sur les bestiaux, tels qu'ils se perçoivent actuellement.</p> <p>Les modifier.</p>	<p>La Commission supérieure émet le vœu que le droit d'entrée sur les chevaux et poulains soit abaissé de moitié et réduit à 15 francs pour les premiers et à 9 francs pour les seconds.</p>
---	--

§ 3. — *Vins.*

<p>Conclure des traités internationaux qui permettent à nos vins de pénétrer avec plus d'avantages sur les marchés étrangers.</p>	<p>Les résolutions de la Commission supérieure, qui portent également sur les questions relatives à l'<i>impôt des boissons</i> et au <i>vinage</i> (chap. ix, § 2) sont conçues dans les termes suivants :</p> <p>1° En ce qui concerne la <i>législa-</i></p>
---	---

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
	<p><i>tion douanière et le régime d'exportation des vins français :</i></p> <p>Prier le Gouvernement d'employer ses constants efforts pour que nos vins jouissent, sur les marchés étrangers, de conditions aussi favorables que celles qui sont accordées aux vins étrangers, en France ;</p> <p>2° En ce qui concerne l'<i>impôt des boissons</i>, ne s'associer ni aux demandes de suppression de cet impôt, ni aux demandes qui ont pour objet de le transformer plus ou moins en taxes retombant sur le propriétaire ou le producteur ;</p> <p>3° En ce qui concerne la <i>législation relative à la perception de l'impôt</i>, dire, d'une part, qu'il n'est justifié d'aucun état de souffrance de l'agriculture viticole, réellement occasionné par cette législation et en réclamant impérieusement la révision ; — que, de l'autre, les divers projets indiqués dans l'Enquête ne paraissent pas être en mesure de remplacer avantageusement le système actuel de perception ;</p> <p>Et borner, en conséquence, le vœu à signaler au Gouvernement l'opportunité de tenir constamment ouverte l'étude des moyens à l'aide desquels les gênes de la perception ont été diminuées et peuvent l'être encore.</p> <p>4° En ce qui concerne particulièrement la question du <i>vinage</i> :</p> <p>Dire que, dans l'état actuel et en ce qui concerne le commerce intérieur, le vinage étant un fait licite,</p>

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
	<p>à la charge de se soumettre à l'acquit des droits, et les avantages comme les inconvénients de cette pratique étant l'objet d'une controverse très sérieuse, le moment n'est pas encore venu de la trancher, en accordant une faveur exceptionnelle aux vins alcoolisés ;</p> <p>Qu'il serait néanmoins utile d'admettre la demande d'expériences faite au nom du syndicat des distillateurs, afin de bien préciser les modes divers et les effets réels de l'addition d'alcool aux récoltes ou aux vins ;</p> <p>Comme aussi de réclamer l'avis, tant de l'Académie des sciences que de l'Académie de médecine, sur la question d'hygiène soulevée à propos des additions d'alcool faites, soit à la cuve pendant la fermentation, soit après et lorsque le vin est en tonneau ;</p> <p>Dire que les franchises accordées pour le commerce extérieur sont suffisantes et que le degré d'alcoolisation des vins de provenance étrangère étant abaissé de manière à prévenir les fraudes, il y a lieu de maintenir ces franchises en faveur des exportations françaises.</p>

§ 4. — *Laines.*

Maintenir à leur taux actuel les droits d'importation sur les laines.

Etablir un droit plus élevé.

Protéger les laines indigènes par un droit de 5 à 10 % à l'importation

La Commission supérieure émet l'avis qu'il n'y a pas lieu de provoquer, dans le sens d'une aggravation des taxes actuelles, une modification des tarifs des douanes, en

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
étrangère de toute provenance, on mettre l'industrie sur le même pied que l'agriculture.	ce qui concerne les laines étrangères à leur entrée en France. — Elle exprime le vœu que le Gouvernement de l'empereur mette à l'étude, dans le plus bref délai possible, un projet de remaniement de notre tarif général des douanes, dans un sens libéral et exclusivement fiscal.

CHAPITRE VIII

LÉGISLATION CIVILE ET GÉNÉRALE

Autoriser les femmes mariées sous le régime dotal à faire des donations entre-vifs portant partage d'ascendants.

Restreindre les effets des hypothèques légales.

En rendre l'inscription obligatoire.

Supprimer ainsi les hypothèques occultes.

Réduire le privilège du propriétaire.

Modifier la législation sur le cheptel.

La Commission supérieure se prononce en faveur du maintien pur et simple des articles 1555 et 1556 du Code civil, dans leur teneur actuelle.

La prise en considération est repoussée.

Cette question a été discutée par la Commission supérieure en même temps que celles relatives au crédit foncier et au crédit agricole (chapitre II, § 1^{er}). La Commission supérieure a conclu au maintien de la législation actuelle.

La prise en considération a été rejetée.

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Modifier les articles 1716 et 1781 du Code Napoléon (serment du propriétaire et du maître).</p>	<p>La Commission supérieure n'a pas accepté la proposition d'abroger l'article 1716 (l'article 1781 a été précédemment abrogé).</p>
<p>Rétablir la clause d'exécution par voie parée, supprimée par la loi du 2 juin 1841.</p>	<p>La question n'a pas été prise en considération.</p>
<p>Simplifier les formalités et diminuer les frais de procédure, soit en matière de purge, soit en matière de vente.</p>	<p>Lors de la discussion préliminaire, les quatre propositions ont été prises en considération, et celle relative aux tarifs des notaires a été renvoyée à la sous-commission des vœux ; néanmoins l'examen le plus attentif des procès-verbaux des séances de la Commission supérieure n'a révélé nulle part que cette première décision ait été suivie d'effet.</p>
<p>Réduire les frais d'expropriation par suite de saisie immobilière.</p>	
<p>Faire une révision des tarifs et frais de justice, ainsi que des frais et honoraires des notaires.</p>	
<p>Réformer la procédure en matière de saisie immobilière et de vente de biens de mineurs.</p>	<p>Ces deux questions ont été comprises dans l'examen de celles relatives à la constitution des prêts sur nantissement (chap. II, § 2).</p>
<p>Etendre aux cultivateurs la procédure commerciale et la juridiction des tribunaux de commerce.</p>	
<p>Assimiler les cultivateurs aux commerçants, quant aux poursuites judiciaires, en cas d'inexécution d'engagements.</p>	<p>A cette occasion, la Commission supérieure a rejeté d'une manière générale les propositions contenues dans le rapport présenté, en 1866, par une commission spéciale instituée pour l'organisation du crédit agricole et, par conséquent, repoussé la modification proposée à l'article 634 du Code de commerce.</p>
<p>Etendre la compétence des juges de paix :</p>	<p>La question a été écartée.</p>

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Pour la vente ou le partage des biens de mineurs ; Pour les partages judiciaires ; Pour les ventes d'immeubles ; Pour les expropriations.</p>	
<p>Abroger l'article 419 du Code pénal sur l'accaparement des grains.</p>	<p>La Commission supérieure s'est prononcée pour le maintien des deux articles 419 et 420 du Code pénal.</p>
<p>Rapporter la loi de messidor an III, qui interdit la vente des blés en vert.</p>	
<p>Modifier la loi du 20 mai 1838, qui concerne les vices redhibitoires.</p>	<p>Ces questions n'ont pas été mises en discussion, parce qu'elles sont l'objet de dispositions spéciales dans le projet de Code rural.</p>
<p>Codifier, par département, les usages locaux, pour éviter les contestations et les procès.</p>	<p>La Commission supérieure est d'avis que le Gouvernement a fait une œuvre réellement utile en provoquant chaque département à recueillir ses usages locaux ; elle émet le vœu que ce travail soit achevé là où il ne l'est pas encore ; mais elle ne pense pas qu'il convienne de donner à ces mêmes usages une nouvelle sanction législative, en les réunissant soit dans un code général, soit dans un code spécial pour chaque département.</p>

CHAPITRE IX

LÉGISLATION FISCALE

§ 1^{er}. — *Impôts directs.*

Faire peser les charges de l'impôt, dans une juste mesure, sur les valeurs

La Commission supérieure a adopté un avis ainsi conçu :

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>mobilières et sur les valeurs immobilières.</p> <p>Etablir un impôt sur les valeurs industrielles.</p> <p>Opérer la peréquation de l'impôt foncier.</p> <p>Exempter l'agriculteur de la patente, lorsqu'il se borne à fabriquer avec les produits naturels de sa terre.</p>	<p>Etudier les moyens de parvenir à une plus égale répartition dans l'assiette des impôts, suivant les diverses natures de fortunes mobilières ou immobilières.</p> <p>La prise en considération a été repoussée.</p> <p>La Commission supérieure recommande à l'attention du Gouvernement le vœu émis dans l'Enquête, pour l'abrogation de l'article 18 de la loi du 18 mai 1850.</p>

§ 2. — *Impôts indirects.*

<p>Diminuer les droits de mutation et d'enregistrement.</p> <p>Tenir compte, dans le calcul des droits de mutation par décès, du passif régulièrement établi.</p> <p>Accorder un délai plus grand et des facilités de libération aux débiteurs des droits de mutation.</p> <p>Autoriser le paiement des droits de mutation par annuités.</p> <p>Diminuer les droits sur les baux.</p> <p>En autoriser la perception par annuités.</p>	<p>Sur ces différents points, la Commission supérieure a adopté les vœux suivants :</p> <p>1° Déduire, dans le calcul des droits de mutation par décès, le passif régulièrement établi ;</p> <p>2° Diminuer, dès que la situation des finances le permettra : 1° les droits de mutation à titre onéreux ; 2° les droits de mutation à titre gratuit, par décès ; 3° les droits de mutation à titre gratuit entre-vifs ;</p> <p>3° Mettre à l'étude les moyens de diminuer, dans une équitable proportion, les droits de mutation par décès, en ligne directe, lorsque la mutation portera sur un immeuble ayant acquitté les droits, dans un espace de moins de trois années ;</p> <p>4° Séparer, dans les successions, l'époque de la déclaration de celle du paiement des droits ; accorder,</p>
---	--

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
	<p>pour la première, un délai de six mois, et pour la seconde, un délai d'un an ;</p> <p>5° Substituer le droit proportionnel au droit fixe de timbre, dans les actes relatifs aux mutations de propriétés immobilières.</p>

Droits sur les boissons. — Vinage.

Proportionner les droits de circulation à la valeur des vins.

Simplifier le droit de circulation en le réduisant à un droit fixe de 25 centimes qui serait constaté par un timbre mobile appliqué sur les futailles.

Maintenir la législation actuelle sur les alcools employés au vinage.

Réduire les droits auxquels ils sont soumis.

Rapporter la loi de 1864 sur le vinage.

Les conclusions adoptées par la Commission supérieure sur les questions relatives ci-contre ont été reproduites ci-dessus, à l'occasion du chapitre VII (voir plus haut, page 437).

Droits sur les sucres.

Reporter la perception des droits au raffinage et à la consommation.

La question a été écartée comme étant à étudier par le Ministère des finances et par celui de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plutôt que par une commission agricole.

Octrois.

Rendre les droits d'octroi moins onéreux pour les agriculteurs et les faire peser davantage sur les produits industriels.

La Commission supérieure a formulé son avis dans les formes ci-après :

I. Dans l'état de notre système

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Remplacer les octrois par l'augmentation de l'impôt mobilier.</p> <p>Substituer au droit d'entrée fixe sur les vins un droit <i>ad valorem</i>.</p>	<p>administratif et financier, il n'y a pas lieu de demander au Gouvernement la suppression des octrois municipaux.</p> <p>II. Mais il serait fortement à désirer : 1° que, soit dans les règlements particuliers, soit dans le tarif général, on eût soin de ramener les taxes à un taux modéré, de manière qu'elles ne fussent qu'une fraction très minime du prix de la denrée assujettie ; 2° qu'on restreignît progressivement le nombre des taxes additionnelles et des surtaxes ; 3° qu'on renonçât à l'extension du périmètre, au préjudice des dépendances rurales des villes jouissant des droits d'octroi ; 4° que les règlements uniformes autant que possible fussent combinés de manière à diminuer les gênes de la perception.</p>

Impôts divers.

<p>Simplifier la réglementation de l'impôt sur le sel, en ce qui concerne la dénaturation.</p>	<p>La question a été renvoyée à la sous-commission des vœux pour être transmise à la commission spéciale chargée d'étudier cet objet.</p>
<p>Augmenter l'impôt sur les tabacs.</p>	<p>La proposition n'est pas prise en considération.</p>
<p>Etablir un impôt sur les allumettes chimiques ; en réglementer la composition, la fabrication et la vente.</p>	<p>La question a été renvoyée à la sous-commission des vœux.</p>

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
-----------	-------------

CHAPITRE X

QUESTIONS DIVERSES

§ 1^{er}. — *Législation rurale.*

Hâter l'achèvement et la promulgation du Code rural.

Question écartée comme ayant reçu satisfaction par la présentation au Corps législatif de la première partie du projet de Code rural.

Supprimer les droits de glanage, râtelage et grappillage.

Interdire le glanage aux ouvriers valides.

Les résolutions de la Commission supérieure se formulent comme il suit :

Demander au Gouvernement d'introduire dans le Code rural une disposition donnant au propriétaire la liberté d'envoyer ses troupeaux ou ses charrues sur son champ, aussitôt après l'enlèvement de la récolte ;

Confier au maire assisté de deux membres du conseil municipal le soin de dresser la liste des personnes autorisées à glaner. Cette liste serait publiée un mois au moins avant la moisson. Les réclamations seraient soumises au préfet, qui statuerait.

Supprimer les bans de vendange et toute autre espèce de bans.

La Commission supérieure vote le maintien du ban de vendange et la suppression des bans de moisson et de fauchaison.

Supprimer la vaine pâture.
Mieux réglementer la vaine pâture.

Les résolutions de la Commission supérieure se formulent ainsi :

1° Le principe de la suppression

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
	complète de la vaine pâture est repoussé ;
	2° L'article 36 du projet de Code rural sera modifié comme il suit : « Dans aucun cas et dans aucun temps, la vaine pâture ne peut s'exercer sur les prairies artificielles » ;
	3° Adoption d'une disposition conférant aux conseils municipaux, sauf recours suspensif devant le Conseil général, pour tout intéressé, le droit de régler les époques et le mode de jouissance de la vaine pâture, de la suspendre sur certains points et en certaines circonstances et même, s'il y a lieu, d'en prononcer la suppression ;
	4° Demander que le Code rural, modifiant l'article 648 du Code civil, définisse la clôture d'une manière moins rigoureuse.
Autoriser le pacage dans les bois après la sixième feuille.	La Commission supérieure adopte d'abord le principe du recours de la commune contre la décision prise par l'Administration des Forêts en fait de pâturage dans les bois communaux.
	Elle adopte ensuite la proposition d'après laquelle le recours aura lieu auprès du préfet qui statuera au moyen d'un arrêté et d'un avis accompagnant ce projet, lequel serait envoyé au Ministre des finances qui statuerait.
Embrigader les gardes champêtres ; leur assurer un traitement fixe	La proposition d'embrigadement est repoussée.

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>et suffisamment élevé; les choisir de préférence parmi les anciens militaires.</p> <p>Partager les biens communaux. — Le vœu contraire a aussi été exprimé.</p> <p>Vendre ou amodier les biens communaux.</p>	<p>Les résolutions suivantes ont été adoptées :</p> <p>1° Sur la mise en valeur par la commune elle-même, aucune proposition spéciale n'est à faire, une loi du 28 juillet 1860 autorisant les communes à mettre elles-mêmes leurs biens communaux en valeur, lorsqu'elles ont le capital nécessaire ;</p> <p>2° Sur le partage aux habitants, ce mode est repoussé ;</p> <p>3° Sur la vente, aucune mesure administrative ou législative n'est à proposer, la loi du 18 juillet 1837 ayant suffisamment pourvu aux formalités nécessaires à l'aliénation des biens communaux ;</p> <p>4° Enfin sur l'amodiation, ce mode est considéré comme le seul qui puisse convenir aux intérêts de la commune et à ceux des habitants, et le Gouvernement est invité à étudier un projet de décret présenté sur cet objet à l'Assemblée nationale, le 28 août 1848.</p>

§ 2. — Enseignement agricole. — Encouragements à l'agriculture.

Rétablir l'Institut agronomique de Versailles ou une école supérieure d'agriculture.

Etablir des écoles régionales plus nombreuses.

Les vœux émis par la Commission supérieure se formulent ainsi :

1° Etablissement aux frais de l'Etat, et sous la direction du Ministre de l'Agriculture, d'une école supérieure

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>Augmenter le nombre des fermes-écoles.</p> <p>Instituer des professeurs d'agriculture chargés d'aller faire des cours dans les campagnes.</p> <p>Développer les sociétés d'agriculture et les comices agricoles.</p>	<p>d'agriculture placée à Paris et possédant, aux environs, un champ d'expériences;</p> <p>2° Ouverture, quand les exigences relatives au personnel enseignant pourront être satisfaites, d'une ou deux écoles régionales destinées à répondre aux vœux du Midi de la France ;</p> <p>3° Affectation, en faveur des élèves des écoles régionales les plus méritants, de bourses à l'école supérieure;</p> <p>4° Observation rigoureuse du principe même de la fondation des fermes-écoles, de façon à en obtenir le personnel d'ouvriers habiles, d'hommes spéciaux qui manquent à l'agriculture française. A cet effet, augmenter, dans la mesure du possible, les allocations annuelles accordées pour chaque élève, et ne créer de nouvelles fermes-écoles que sur la demande et avec la coopération des conseils généraux, et là seulement où se trouveront réunies toutes les conditions d'enseignement et de personnel désirables ;</p> <p>5° Encouragements au développement des orphelinats agricoles, pour les enfants des deux sexes ;</p> <p>6° Continuation des encouragements à la création et au développement des sociétés d'agriculture et des comices ;</p> <p>7° Continuation de semblables encouragements pour les chaires et les cours nomades d'agriculture, avec le concours des départements ;</p>

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p><i>Question supplémentaire : Représentation officielle de l'agriculture.</i></p>	<p>8° Encouragements pour le développement des stations de recherches agricoles, avec le concours des départements et des sociétés d'agriculture.</p> <p>La Commission supérieure a voté les résolutions suivantes :</p> <p>1° Il n'y a pas lieu de constituer des chambres d'agriculture, que ce soit par département ou par arrondissement ;</p> <p>2° Il convient d'instituer à Paris un Conseil supérieur d'agriculture ;</p> <p>3° Ce conseil serait élu, à raison d'un membre dans chaque département, par les conseils généraux ; le Gouvernement aurait le droit d'y nommer un nombre de membres égal au quart du nombre des membres envoyés par les conseils généraux ;</p> <p>4° Le Conseil supérieur serait saisi directement de toutes les questions d'intérêt général de sa compétence.</p> <p>Il recevrait et examinerait les vœux et les réclamations que lui adresseraient les agriculteurs, soit individuellement, soit collectivement par les comices ou autres associations agricoles ;</p> <p>Il donnerait son avis sur toutes les questions qui lui seraient soumises ;</p> <p>Il émettrait enfin des vœux sur tout ce qui se rattache aux intérêts agricoles ;</p> <p>Les membres seraient nommés pour trois ans et rééligibles.</p>

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
	La constitution du bureau, les sessions du Conseil et leur durée seraient conformes aux dispositions de la loi du 20 mars 1851 (articles 25, 26 et 27).

§ 3. — *Sériciculture.*

Favoriser les expériences.
Mettre à la disposition des sociétés d'agriculture des microscopes et autres instruments nécessaires pour faire des observations.
Favoriser, par des primes et des allocations, les éducations de vers, dans les localités saines, afin de reproduire et de conserver les races actuelles.

La Commission supérieure, par un vote unanime, confirme le rapport de la sous-commission et les conclusions tendant à engager le Gouvernement à persévérer dans les efforts qu'il a déjà faits pour combattre le mal et encourager les petites éducations.

§ 4. — *Culture du tabac.*

Modifier les règlements dans un sens plus favorable aux producteurs.
Apporter moins d'entraves à l'exportation.

La Commission supérieure :
1° Adopte les propositions de la sous-commission tendant au maintien de l'état de choses actuel ;
2° Rejette les propositions accessoires ayant pour objet d'engager l'Administration des Tabacs à donner le plus possible satisfaction aux demandes qui ont été faites dans l'Enquête, en prenant des mesures pour arriver, chaque année, à une détermination plus exacte de la valeur des tabacs que peuvent lui présenter les planteurs.

§ 5. — *Vétérinaires.*

Augmenter le nombre des écoles vétérinaires.
Créer des vétérinaires cantonaux.

Ces deux propositions sont écartées.

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
-----------	-------------

§ 6. — *Assurances.*

Etudier un système général d'assurances embrassant tous les risques de l'agriculture et qui deviendrait pour elle un puissant moyen de crédit.

Créer un système d'assurances facultatives par l'Etat, contre la grêle, l'incendie, la mortalité des bestiaux et l'inondation.

Encourager la formation de sociétés communales d'assurance mutuelle, principalement contre la mortalité des bestiaux.

Ces questions, renvoyées à la sous-commission chargée de l'examen des demandes relatives au crédit agricole (chapitre II, § 1^{er}), ont été résolues négativement.

§ 7. — *Poids et mesures.*

Exiger rigoureusement l'emploi des mesures légales.

Etablir l'uniformité dans l'emploi des poids et mesures employés sur les marchés.

Adopter des mesures législatives pour que l'expression légale de la mesure des grains et farines soit le poids et non la capacité.

Ramener les fûts à un type unique dérivant de l'hectolitre.

La Commission supérieure trouve qu'il y aurait un grand avantage à ce qu'il fût, sur tous les marchés, fait emploi des mêmes unités de poids et de mesures; mais elle est d'avis, pour arriver à ce résultat, qu'il faut se maintenir dans les limites de la loi du 4 juillet 1837, qui a, autant que possible, réservé à chacun la liberté de régler ses conventions comme bon lui semble;

Elle pense que l'on peut espérer arriver à l'uniformité avec les seules dispositions législatives actuelles, en veillant à leur stricte exécution, et en se servant de l'instruction primaire pour chercher à faire connaître et à faire apprécier de plus en plus, dans les campagnes, tous les

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
	<p>avantages que présente le système métrique¹.</p> <p>Le Gouvernement doit, suivant elle, donner l'exemple de l'emploi des unités à adopter pour les ventes des grains et des liquides, en s'en servant dans ses tarifs de douanes et d'octrois, dans les marchés qu'il peut passer et dans les publications qu'il peut avoir à faire pour ses adjudications et pour les renseignements statistiques dont il juge avoir à donner connaissance au public.</p>

§ 8. — *Foires et marchés.*

§ 9. — *Boulangerie et boucherie.*

Diminuer les droits de place, de halle, de mesurage, d'entrée du bétail et des marchandises dans les foires et marchés.

Modifier dans le sens de la liberté le régime des facteurs aux halles et marchés.

Maintenir la liberté de la boulangerie et de la boucherie.

Renoncer, au contraire, à ce système.

Rétablir la taxe du pain et celle de la viande, partout où ces mesures ont cessé d'être appliquées.

Donner la liberté du colportage de la viande dans les villes et particulièrement à Paris.

Supprimer les dispositions d'après lesquelles les propriétaires des bœufs vendus sur les marchés de Sceaux et de Poissy restent garants, pendant

Sur les deux paragraphes 8 et 9, les résolutions de la Commission supérieure se formulent ainsi :

BOULANGERIE. — La liberté de la boulangerie implique la suppression de la taxe du pain ; mais il appartient au Gouvernement de choisir le moment opportun pour proposer au Pouvoir législatif l'abrogation de l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791.

BOUCHERIE. — Il y a lieu de maintenir la liberté du commerce de la boucherie et de renoncer, en ce qui concerne la taxe de la viande, à l'exercice du pouvoir laissé aux maires par l'article 30 de la loi des 16-22 juillet 1791.

La commission est d'avis qu'il serait utile de permettre le colportage des viandes en quête d'acheteurs, dans les villes et particulière-

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
<p>neuf jours. envers les bouchers de Paris acheteurs, de la mort naturelle de ces animaux.</p>	<p>ment à Paris, et d'abroger, dans ce but, toutes dispositions contraires, sauf à prendre les mesures réglementaires que l'intérêt public pourrait réclamer.</p> <p>FACTEURS AUX HALLES ET MARCHÉS. — Il y a lieu de replacer le commerce des halles et marchés sous le régime du droit commun et de la liberté, en faisant disparaître le privilège du factorat, la vente à la criée obligatoire et toute autre disposition ayant pour objet d'empêcher les approvisionneurs d'adopter le mode de vente qu'ils préfèrent ou d'employer les intermédiaires de leur choix.</p> <p>Les ventes à la criée doivent rester facultatives, sans qu'il y ait nécessité d'y faire intervenir un officier public.</p> <p>DROITS DE PLACE, DE HALLE, DE MESURAGE OU PESAGE, ETC. — Que le Gouvernement invite, en toute occasion, les administrations municipales à étudier les moyens de diminuer les droits exagérés et à faire disparaître les droits inutiles supportés par les marchandises dans les halles ou marchés et pour que les vendeurs ou acheteurs n'aient jamais à payer que les services qui leur sont réellement rendus; enfin, qu'un régime de liberté aussi complet que possible vienne restreindre, par l'effet de la libre concurrence, les frais accessoires et les profits des intermédiaires dans les halles et marchés.</p>

QUESTIONS	RÉSOLUTIONS
-----------	-------------

§ 10. — *Chasse, pêche, etc.*

Réviser les lois sur la chasse dans le sens du respect dû à la propriété.

Subordonner la délivrance d'un permis de chasse à la justification de la propriété ou de la location d'une chasse.

Remplacer le permis de chasse par un impôt sur la poudre.

Appliquer sévèrement les règlements sur la pêche fluviale et encourager la pisciculture.

Faire l'application des lois sur la destruction des animaux qui nuisent à l'agriculture : renards, loups, sangliers, lapins, etc.

Prendre des dispositions pour la conservation des petits oiseaux qui détruisent les insectes.

Ne pas interdire la chasse des petits oiseaux.

Laisser aux conseils généraux le soin de prendre des décisions à cet égard.

La Commission supérieure émet l'avis qu'il y a lieu de maintenir la législation actuelle sur la chasse.

En ce qui concerne particulièrement la chasse aux petits oiseaux, elle demande que les conseils généraux soient consultés sur l'utilité des mesures à prendre.

PÊCHE. — La Commission supérieure émet le vœu que les conseils généraux et les conseils d'arrondissements soient spécialement appelés à se prononcer sur les plaintes auxquelles le règlement sur la pêche donne lieu dans chaque département.



CHAPITRE SUPPLÉMENTAIRE

QUESTIONS RELATIVES AUX FORÊTS

DÉPOSITIONS DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ FORESTIÈRE DE FRANCE

DEVANT LA COMMISSION SUPÉRIEURE DE L'ENQUÊTE AGRICOLE

Les membres de la Société forestière de France, admis à déposer devant la Commission supérieure de l'Enquête agricole, furent MM. CHEVANDIER DE VALDRÔME, *président de la Société*, le vicomte d'ABOVILLE, le marquis d'ANDELARRE, MAULDE, le comte d'ESTERNO, GALLOIS et BOUQUET DE LA GRYE. Les dépositions furent reçues dans les deux séances des 3 et 5 juin 1867, dont les procès-verbaux peuvent se résumer de la manière suivante :

Séance du 3 juin 1867.

M. LE PRÉSIDENT (*M. le sénateur Suin*) dit que la Société forestière de France a fait paraître un programme des observations qu'elle se proposait de soumettre à la Commission supérieure de l'Enquête agricole. Il suppose que MM. les membres de la Société ont l'intention de suivre, dans leurs dépositions, l'ordre

un avilissement certain dans le prix de tous les produits forestiers ;

« Considérant qu'indépendamment de la perte qui en résultera pour le Trésor pendant un grand nombre d'années, la même conséquence se produira pour les revenus des communes, des établissements publics et des particuliers, qui seront entraînés à vendre ou à défricher une propriété devenue improductive entre leurs mains ;

« Considérant que l'ensemble de ces faits constituera un appauvrissement successif de la France en bois de toute espèce, appauvrissement auquel les forêts du Nord, bientôt épuisées elles-mêmes, ne pourront toujours suppléer ;

« Considérant enfin que le défrichement des forêts, qui sera la conséquence de l'aliénation des bois de l'Etat, entraînera après lui, dans un avenir prochain, des modifications funestes dans le climat, le régime des eaux et l'état du sol des montagnes ;

« Emet le vœu :

« Que le Gouvernement renonce au projet d'aliéner les forêts de l'Etat, et charge son président de transmettre ce vœu à la commission du budget ou à toute autre commission du Corps législatif, qui aurait à connaître d'un projet de loi relatif à des aliénations de forêts, en exprimant le désir qu'un certain nombre de membres de la Société soient admis dans la commission pour y développer le motif de ce vœu. »

« L'assemblée adopte ce vœu à l'unanimité. »

Grâce à Dieu ! poursuit M. Chevandier, on a renoncé à ce projet ; mais comme il est toujours plus ou moins à l'ordre du jour (certaines publications dont quelques-unes remontent très haut le font réapparaître de temps en temps), il a paru utile d'en parler, au début de ces dépositions.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il semble que ce projet est à peu près abandonné. (1)

(1) Le projet de l'aliénation des forêts de l'Etat n'est nullement abandonné par certains financiers, ainsi que le prouve le passage suivant extrait du rapport présenté par M. de La Boullerie, au nom de la commission du budget de l'année 1873 : « L'on devra examiner en-

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME passe ensuite à l'examen de la question relative aux *centimes additionnels payés par les forêts de l'Etat*. Pendant un certain temps, les communes et les départements ont réclamé contre l'exemption dont jouissaient les forêts de l'Etat, relativement au paiement des centimes additionnels communaux et départementaux.

Une loi de 1866 sur l'administration départementale et une autre loi en ce moment soumise au Sénat sur les attributions des conseils municipaux, accordent aux communes et aux départements le paiement, par les forêts de l'Etat, des centimes additionnels, dans la proportion de la moitié de ce qu'elles auraient à payer si elles appartenaient à des particuliers. On a donc reconnu le principe que les forêts de l'Etat devaient contribuer à ces charges; mais on n'a appliqué ce principe qu'à moitié, ce qui ne semble pas suffisant.

La Société forestière demande que le principe soit intégralement appliqué. Il y a là une question de justice et d'équité qui n'a pas besoin d'être longuement développée. Tout ce que l'on fait dans une commune contribue à y retenir une population qui, sans cela, s'en éloignerait; il est donc exact de dire que toute amélioration communale, école, église, maisons de secours pour les pauvres, etc., profite à la propriété foncière en général et à la propriété forestière de l'Etat aussi bien qu'à celles des particuliers.

Il y a, en outre, dans l'espèce, une question de droit. Le principe de la participation de l'Etat aux charges communales et

« core s'il n'y a pas à tirer un produit plus considérable des forêts de l'Etat, soit par l'abatage
« de futaies, soit par le rapprochement des coupes. Enfin, et c'est un autre point de vue, les
« forêts de l'Etat (plus d'un million d'hectares) représentent un capital considérable. Il y a là
« une ressource extraordinaire dont on pourrait tirer parti par des aliénations successives.
« Nous ne parlons pas des forêts qui couvrent les montagnes; mais il y a, dans les plaines,
« des parties qui pourraient être vendues et défrichées, et qui, passant ainsi entre les mains
« des particuliers, après avoir fait entrer un capital dans les caisses du Trésor, lui rapporte-
« raient encore par la perception des impôts divers dont elles se trouveraient frappées. »

Comme on le voit par cet extrait, l'aliénation a encore des partisans, puisque le rapport de M. de La Boullerie avait été adopté par la commission du budget de 1873. Les protecteurs de nos richesses forestières ne doivent donc pas se départir de leur vigilance.

départementales étant admis, pourquoi cette participation serait-elle seulement de moitié ? Il y a là, il est permis de le dire, un usage de la force, contre lequel proteste la Société forestière.

L'orateur, répondant à une question posée par M. le Commissaire général de l'Enquête, dit que, des recherches ayant été faites, on a inscrit au budget de 1868 une somme de 384,552 francs pour payer la moitié des centimes additionnels départementaux incombant aux forêts de l'Etat. Le double de cette somme est de 765,104 francs ; elle ne dépasserait donc pas deux millions pour la totalité des centimes départementaux ; ce chiffre d'ailleurs est variable comme les centimes additionnels eux-mêmes, puisqu'il résulte des votes successifs et alternatifs des conseils généraux et des conseils municipaux qui ne sont pas les mêmes tous les ans.

M. DE BÉHAGUE fait observer que presque tous les conseils généraux réclament ce que demande la Société forestière.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME aborde ensuite la question relative à la *réunion de l'Administration des Forêts au Ministère de l'agriculture et du commerce*.

L'argument le plus puissant qu'on puisse faire valoir en faveur de cette réunion, c'est que le Ministère des finances est essentiellement et exclusivement fiscal, qu'il ne s'occupe pas de la production, et que, par sa nature même, il est poussé à obtenir le revenu le plus considérable, en sorte que la tendance culturale et conservatrice qui devrait dominer n'a pas l'influence qu'elle devrait avoir. Cette tendance apparaît avec plus de force encore si l'on entre dans le détail de la question.

Il est dans la nature du Ministère des finances de chercher tous les moyens d'augmenter ses recettes. Tantôt, s'appuyant sur des calculs plus ou moins plausibles, souvent faux, il présente des projets d'aliénation de forêts ; tantôt, sous prétexte d'aménagement, on fait disparaître, dans les futaies, des richesses précieuses à conserver pour l'avenir (cela s'appelle égaliser les âges) ; tantôt enfin, certains agents forestiers, dans la pensée qu'ils seront notés favorablement en faisant produire de plus gros revenus aux forêts qu'ils administrent, sacrifient une

partie des vieilles réserves existant sur les taillis. D'où résulte, sur certains points, un appauvrissement de la propriété forestière de l'Etat, en vieux bois et en vieilles écorces.

Le jour où l'Administration forestière serait réunie au Ministère de l'agriculture et du commerce, la question culturale, la question d'aménagement deviendrait dominante; on penserait plus à l'avenir qu'aux nécessités du présent, et la richesse forestière tendrait partout à s'augmenter.

La Société forestière s'est émue plusieurs fois de cette situation, et récemment elle avait chargé son président de présenter ce vœu à M. de Forcade la Roquette qui, comme ancien Directeur général des Forêts, était, mieux que personne, à même de l'apprécier. Le Ministre ne pouvait faire une réponse précise, mais il a parfaitement apprécié les motifs invoqués.

En venant consigner ce vœu au début de ses dépositions, la Société forestière ne fait que s'associer à toutes les sociétés d'agriculture, qui ont été unanimes sur ce point.

L'orateur passe ensuite aux questions énoncées dans un petit imprimé que la Société forestière a fait remettre aux membres de la Commission supérieure.

Il veut toutefois auparavant rappeler les circonstances qui ont amené les représentants de la Société forestière devant la Commission supérieure de l'Enquête agricole.

La Commission supérieure a voulu savoir si la propriété forestière éprouvait des besoins et des souffrances. L'orateur prouvera d'abord que ces souffrances sont très réelles.

Les produits de la propriété forestière se partagent en deux grandes divisions : bois de futaies et bois de taillis.

Les premiers, il est vrai, ont obtenu, en général, une augmentation de valeur, surtout depuis que les chemins de fer consomment une énorme quantité de traverses et appliquent à cet usage des bois qui, jusque-là, n'avaient pu se vendre comme bois d'œuvre; mais l'Etat profite presque seul de cette augmentation, parce que les particuliers ne possèdent presque jamais des futaies pleines; ils ont bien quelques réserves sur leurs taillis; mais la grande masse de leurs produits consiste en bois de feu.

Or le prix du bois de chauffage diminue presque partout. Les bois de feu de choix ont peut-être augmenté dans le voisinage des grands centres de population, et sur les canaux qui y conduisent ; mais partout ailleurs la grande masse des bois de chauffage est dans les conditions les plus défavorables, par suite de la ruine de presque toutes les forges au bois, ruine qui a été amenée par le développement des forges à la houille et qui a été considérablement augmentée par les traités de commerce.

Beaucoup d'autres industries ont également dû renoncer à se servir des bois ; telles sont les verreries, qui n'emploient plus que la houille ; la boulangerie elle-même commence à substituer la houille au bois.

Quelques propriétaires, il est vrai, en vue de maintenir leurs revenus au chiffre ancien, augmentent l'exploitation des futaies qui couvrent les taillis ; mais il est évident que cette ressource disparaîtra bientôt, si l'on persiste à y recourir.

La propriété forestière souffre donc bien réellement, et la masse de ses souffrances dépasse les avantages qu'elle a pu rencontrer sur divers points.

L'orateur revient sur les bois de chauffage de première qualité, dont le prix, comme il l'a dit, a subi une certaine augmentation ; mais il faut ajouter que le prix de façon et de transport s'est également élevé, de sorte que l'amélioration du prix de vente est absorbée, en grande partie, par l'élévation des frais.

Quant à l'argument qui consiste dans l'augmentation de revenu pour les forêts de l'Etat, il ne saurait rien prouver, puisque cette augmentation provient, d'une part, de la quantité relativement plus grande de futaies existant dans les forêts domaniales, et, d'autre part, d'un excès d'exploitation capable d'appauvrir ces forêts.

En terminant, l'orateur ajoute que ses confrères de la Société forestière et lui-même sont prêts à répondre aux questions qui pourraient leur être posées ; autrement, il procéderait à un examen général et très rapide des points que la Société forestière se propose de signaler à la Commission supérieure et que ses confrères traiteront ensuite avec détails.

M. LE PRÉSIDENT dit qu'il ne méconnaît pas les souffrances de la propriété forestière, souffrances dont les causes viennent d'être indiquées. Il reste à faire connaître les remèdes et à dire ce que le Gouvernement, la société, la législation pourraient faire pour favoriser les forêts.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME pense qu'il est nécessaire, tout d'abord, de bien spécifier les causes de souffrance de la propriété forestière. Un examen rapide de chacune d'elles conduira à l'énoncé des remèdes à appliquer.

Ces causes se divisent en *causes générales* et en *causes spéciales*.

Les *causes générales*, c'est-à-dire communes à la propriété forestière et à toutes les autres espèces de propriétés, sont au nombre de quatre : 1° l'augmentation des frais d'exploitation ; 2° le mauvais état des chemins ruraux ; 3° l'exagération des droits d'enregistrement ; 4° enfin une question relative au régime douanier.

L'augmentation des frais d'exploitation s'élève, en moyenne, en France, depuis un certain nombre d'années, à 65 %. Cette augmentation est due, en grande partie, à la diminution des bras dans les campagnes et à l'émigration des populations rurales vers les villes. On remédierait à ce mal par l'amélioration des conditions locales, par une bonne organisation des secours pour les classes pauvres, par le maintien d'une certaine mesure dans les grands travaux publics qui enlèvent aux populations rurales, en masses considérables, des hommes jeunes et vigoureux, lesquels perdent, dans les chantiers, le goût et les habitudes de la vie de famille, contractent ceux d'une nourriture spéciale et de plaisirs démoralisants et vont enfin grossir, dans les villes, aux époques de révolutions, les bataillons de l'émeute et du désordre.

Une autre mesure, susceptible de favoriser le développement de la population dans les campagnes, serait une plus grande facilité donnée aux mariages par la loi militaire.

L'orateur passe ensuite à l'examen de la question relative au *mauvais état des chemins vicinaux*.

La loi de 1836 a, dans un grand nombre de départements, amené des améliorations notables dans les chemins vicinaux ; mais la création d'un grand nombre de chemins de grande communication et d'intérêt commun, en absorbant toutes les ressources de certaines communes, ne leur permet plus d'entretenir leurs chemins ruraux, ni même vicinaux. Il y a là un état très grave appelant une réforme. Une loi récente y a pourvu dans une certaine mesure, en ce qui concerne les chemins vicinaux ; mais on ne fait rien pour les chemins ruraux, et ce sont cependant ceux qui souffrent le plus.

La Société forestière voudrait qu'on créât des ressources pour ces chemins, et elle demande que des mesures soient prises le plus tôt possible à ce sujet.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que les chemins ruraux se divisent en deux classes : les uns appartiennent à la commune et sont publics, les autres ne sont, pour ainsi dire, que des servitudes réciproques consenties, de temps immémorial, par tous les propriétaires riverains. Ces derniers ne sont pas publics et l'on ne pourra jamais faire contribuer les communes à leur entretien.

La vicinalité est d'ailleurs loin d'être complète, en France, et tel département n'a que deux ou trois mille kilomètres de chemins vicinaux, qui devrait en avoir sept mille. On veut achever d'abord les chemins de grande communication et, pour atteindre ce but, certains conseils généraux ont appliqué aux chemins d'intérêt commun 3 centimes sur 5 accordés par la loi de 1836, et 2 journées de prestation sur 3, ne laissant aux communes que 2 centimes et 1 journée, en s'appuyant sur cette raison qu'il faut d'abord pourvoir aux chemins les plus pressés. C'est là le grand mal !

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME dit qu'en parlant des chemins ruraux, il n'entendait parler que de ceux d'utilité publique et non de ceux qui n'ont qu'un intérêt spécial.

L'orateur passe ensuite à la question relative à l'*exagération des droits d'enregistrement*, laquelle sera d'ailleurs traitée ultérieurement, d'une manière très pertinente, par l'un des membres

de la Société forestière. Il n'en dira lui-même qu'un mot parce que, bien que ce soit une cause générale, elle a, pour les propriétaires de forêts, un intérêt spécial en ce sens qu'elle les constitue en état d'infériorité.

En effet, le rapport entre la valeur du fonds et celle de la superficie n'est pas le même pour la propriété agricole et pour la propriété forestière. Tandis que, pour la première, le fonds a toujours une valeur beaucoup plus grande que celle de la superficie, le contraire existe presque toujours pour la seconde. Aussi le propriétaire agricole peut-il vendre le fonds à une personne et la superficie à une autre, tandis que le propriétaire forestier est obligé de vendre, à un même acquéreur, le fonds et la superficie, lorsque celle-ci n'est pas exploitable et ne peut se détacher immédiatement. Il en résulte que la superficie, bien que mobilière par sa nature, se trouve frappée des mêmes droits que le fonds, et le propriétaire se voit dans l'obligation de payer des droits considérables ou de vendre, soit fictivement, soit réellement, la superficie à une personne autre que l'acquéreur du fonds. L'une et l'autre alternative est fâcheuse, puisque, dans le cas de la vente fictive, on fait un acte irrégulier et que, dans le cas de la vente réelle, on détruit, pour éviter de payer des droits d'enregistrement exagérés, une superficie qui devrait être maintenue sur pied, dans l'intérêt général aussi bien que dans l'intérêt privé.

En ce qui concerne le *régime douanier*, l'orateur cite tout d'abord ce fait qu'en 1847, l'importation des bois étrangers était de 60 millions de francs, et qu'en 1865, elle a atteint le chiffre de 150 millions.

La Société forestière ne demande toutefois ni une prohibition ni une protection contre l'importation étrangère; elle demande seulement qu'un droit léger de 5 % frappé sur les bois étrangers mette la production forestière française sur un pied d'égalité avec des matières qui, produites à l'étranger, n'ont pas acquitté, en France, tous les droits, tous les impôts divers que le fisc prélève sur la propriété française. Cette question sera aussi traitée plus tard d'une manière spéciale.

Passant ensuite aux *causes spéciales*, M. Chevandier de Valdrôme dit que les principales sont :

1° L'inégalité du régime des octrois ; 2° l'élévation des frais de transport sur les chemins de fer et les canaux ; 3° l'inégale répartition de l'impôt foncier ; 4° les subventions spéciales pour les chemins vicinaux ; 5° l'inégalité dans la répression des délits.

L'inégalité des octrois est un fait patent. Presque toujours et presque partout, les produits forestiers sont frappés plus fortement que les produits similaires, le fer et la fonte pour les constructions, la houille pour le chauffage. Le droit perçu par l'octroi s'élève, dans certains cas, à 30 et même à 50 % de la valeur des produits, de telle sorte que, dans certaines villes, l'octroi perçoit plus que la part afférente au propriétaire. Il y a certainement là une perception excessive.

Les tarifs initiaux de *transport sur les chemins de fer* traitaient aussi mal le bois que les tarifs d'octroi, et les produits forestiers étaient toujours frappés plus fortement que les produits similaires. Il est vrai que, plus tard, des réductions assez considérables ont été apportées à ces tarifs, sans cependant que la parité ait été établie. La Société forestière demande qu'à l'avenir, cette égalité soit observée dans les tarifs qui seront désormais soumis à l'approbation du Gouvernement.

Elle demande également la suppression des *droits de transport sur les canaux*, suppression parfaitement logique puisqu'elle a été appliquée aux droits de péage sur les routes.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'à l'occasion d'une déposition précédente, M. le Ministre de l'agriculture a dit qu'il ne fallait pas considérer les canaux comme les autres routes, parce qu'ils coûtent beaucoup plus cher à l'Etat. Le Ministre a ajouté que l'Etat, ne pouvant que très rarement faire les canaux par lui-même, les concédait la plupart du temps à des compagnies, de telle sorte qu'on ne pouvait souvent les racheter qu'après un très long temps.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME répond que le montant total des perceptions sur les canaux est, en réalité, très faible (4,500,000

francs), et que les facilités qui résulteraient de la suppression de ces droits, en favorisant les transactions de tous genres, compenseraient, et au delà, la perte apparente que supporterait le Trésor.

En ce qui concerne *l'inégale répartition de l'impôt foncier*, l'orateur dit que certaines propriétés forestières payent, pour cet impôt, 30 et 40 % de leur revenu net. Il y a là un abus à réformer. Cette question sera traitée en détail par l'un des membres de la Société forestière. Il suffit, quant à présent, d'appeler sur ce fait l'attention de la Commission supérieure. L'orateur croit que l'on peut et que l'on doit accueillir les réclamations de la Société forestière sur ce point. Il cite, à cette occasion, des dégrèvements accordés, dans des proportions considérables, à des forêts de la liste civile, et il est d'avis que les particuliers devraient être traités aussi favorablement.

Sur l'application de l'article 14 de la loi de 1836 qui, pour les *subventions spéciales d'entretien des chemins vicinaux*, assimile les forêts aux mines, aux carrières et aux exploitations industrielles, M. Chevandier dit que cette assimilation ne lui paraît pas fondée, si l'article doit s'appliquer exactement aux forêts comme aux carrières et aux usines.

En effet, une forêt est une propriété agricole comme une autre, et si elle contribue directement à tous les impôts qui grèvent la propriété foncière, elle contribue indirectement aux prestations, puisque celles-ci pèsent sur le voiturier, l'ouvrier, le manœuvre qui vivent une partie de l'année des travaux que leur offre la forêt. La propriété forestière a donc le même droit que la propriété agricole ordinaire à trouver des chemins faits.

On a objecté, il est vrai, qu'une forêt aménagée à 25 ans, par exemple, donne lieu à l'exploitation de produits accumulés pendant ce laps de temps; mais cette objection tombe d'elle-même, car il est bien évident que l'exploitation faite, chaque année, de 1/25^e de l'étendue totale, représente la production annuelle de la superficie tout entière. La forêt ne doit donc pas payer de subvention spéciale pour ses coupes ordinaires. L'habitude contraire ne s'est établie que parce que les propriétaires forestiers n'ont

pas su ou voulu se défendre. Quelques-uns l'ont fait cependant et ont porté leurs réclamations devant les conseils de préfecture, qui les ont repoussées ; mais le Conseil d'Etat, lorsqu'il a été saisi, a rétabli les vrais principes.

L'orateur pense qu'il serait utile de modifier la loi de 1836, de façon à faire disparaître toute hésitation.

En ce qui concerne les coupes extraordinaires, la question peut être douteuse ; dans tous les cas, il y aurait lieu de modifier l'article 14 de la loi de 1836, en lui donnant une clarté plus grande.

M. LE PRÉSIDENT ne conteste nullement le mérite des réclamations présentées par M. Chevandier de Valdrôme ; mais il croit devoir faire observer qu'elles s'appliqueraient également bien à d'autres industries, comme une sucrerie, par exemple, qui paye la subvention industrielle, bien qu'elle supporte des impositions très élevées et que les betteraves qu'elle emploie proviennent de terrains qui ont payé tous les impôts fonciers.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME aborde ensuite la question relative à l'*inégalité de répression des délits*.

Les forêts ont été, dit-il, par un singulier préjugé, considérées comme une espèce de propriété spéciale. Elles appartenaient autrefois à de grandes corporations religieuses, à des familles nobles, puissantes. Elles sont devenues la propriété de tout le monde, et l'on s'est aperçu, par de fâcheuses épreuves, de l'inégalité qui leur est faite quant aux délits, inégalité qui est une injustice flagrante. Suivant la loi, la coupe d'un pommier, dans un verger, est beaucoup plus condamnable que la coupe, dans une forêt, d'un chêne dont la valeur est beaucoup plus grande. La coupe du blé, dans un champ, est un vol, tandis que la coupe et l'enlèvement de bois n'est qu'un délit ; l'enlèvement ne constituerait un vol que si le bois était déjà coupé, et l'acte serait d'autant plus grave aux yeux de la loi que le fait serait moins dommageable pour le propriétaire, puisque l'abatage d'un arbre destiné à être réservé comporte, non-seulement le vol de la même quantité de matière, mais encore le dommage résultant de la destruction d'un arbre qu'il était utile et nécessaire de conserver.

De la législation actuelle il résulte que, pour protéger sa forêt, le propriétaire forestier est obligé d'entretenir des gardes spéciaux, tandis que les autres propriétés sont protégées par les gardes champêtres et les gendarmes. Il est vrai qu'en 1859, une circulaire du Garde des Sceaux a dit que les gardes champêtres pourraient verbaliser pour les délits commis en forêt; mais cette circulaire est restée à l'état de lettre morte.

En outre, le Ministère public poursuit d'office tout vol de récoltes commis dans les propriétés rurales; il ne poursuit d'office, au contraire, les délits forestiers que lorsqu'il s'agit d'un vol de bois coupé. Pour le surplus, le propriétaire est obligé de poursuivre lui-même, à ses risques et périls, et il ne peut obtenir que des peines pécuniaires.

Il est vrai encore qu'en 1859, à la suite de réclamations nombreuses de la Société forestière, le Ministre de la justice a, par une circulaire, autorisé le Ministère public à poursuivre d'office les délits commis dans les bois particuliers; mais cette nouvelle circulaire est également restée inexécutée.

Il serait inexact d'ailleurs de dire que les délinquants forestiers sont de pauvres gens qui vont en forêt chercher un peu de bois pour se chauffer et faire cuire leurs aliments. Les propriétaires de forêts savent que, presque toujours, les délinquants sont des maraudeurs de profession qui, comme les braconniers de chasse et de pêche, font, de ce métier, leur seule occupation et coupent du bois pour le vendre.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que, pour les délits ruraux comme pour les délits forestiers, la coupe et l'enlèvement de récoltes sur pied sont moins sévèrement punis que le vol de récoltes déjà coupées. Il voudrait que, conformément à l'avis émis par M. Chevandier de Valdrôme, cette anomalie disparût, pour les propriétés rurales aussi bien que pour les propriétés forestières.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME ne pense pas que l'analogie soit complète entre le fait de couper, dans un champ ou dans un pré, une récolte nécessairement destinée à être prochainement recueillie, et le fait d'abattre, dans un bois, des arbres

destinés à maintenir l'aménagement et peut-être à assurer la reproduction. Le second fait peut avoir des conséquences beaucoup plus graves que le premier.

M. LE PRÉSIDENT considère comme impraticable la poursuite d'office des délits forestiers par le Ministère public, à cause du nombre considérable de ces délits. C'est par ce motif que la poursuite en a été déléguée aux agents forestiers.

Pour les délits commis sur une propriété forestière, on laisse agir le propriétaire, à moins qu'il ne se joigne au délit un fait d'escalade, d'effraction, ou de révolte et d'insultes contre un garde. Dans toutes ces questions, il faut voir ce qui est possible. L'orateur ne conteste pas qu'il y ait, au sujet des délits forestiers, une inégalité ou une injustice ; mais est-il possible qu'il en soit autrement ? Quelles mesures la Société forestière propose-t-elle pour remédier au mal ?

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME demande la permission de laisser à deux de ses collègues de la Société forestière, MM. Gallois, conseiller honoraire, et Maulde, avocat à la Cour de cassation, le soin de traiter ces questions d'une manière approfondie.

Pour lui, il n'a plus à entretenir la Commission supérieure que d'une dernière question, celle du *crédit agricole*.

Si l'orateur est bien renseigné, la commission chargée d'élaborer un projet de loi sur le crédit agricole, paraît avoir établi une différence considérable entre la propriété forestière et la propriété agricole, au point de vue de la possibilité de l'engagement de la superficie. Ainsi la superficie forestière ne pourrait être donnée en gage que pour la forêt régulièrement aménagée et pour la coupe venant en tour d'exploitation.

Dans ces conditions, la ressource du crédit est illusoire, car cette coupe peut sans difficulté être vendue à l'avance. Pour que l'avantage fût sérieux, il faudrait que *toute* la superficie pût être donnée en gage. On ne l'a pas voulu, afin de protéger, en quelque sorte, le propriétaire forestier contre ses propres entraînements, et cependant on le laisse libre d'exploiter ses bois avant qu'ils soient exploitables, de les raser et de faire dispa-

rattre sa forêt, à son propre détriment et à celui de la société tout entière. En un mot, on lui refuse l'usage et on lui laisse l'abus. Telle sera la conséquence possible de la disposition dont il vient d'être parlé.

L'orateur termine en appelant l'attention de la Commission supérieure sur le point dont il s'agit.

AUGMENTATION DU PRIX DE LA MAIN-D'ŒUVRE

M. LE VICOMTE D'ABOVILLE, *membre de la Société forestière*, est chargé de traiter spécialement la question de l'*augmentation du prix de la main d'œuvre, en France*.

Cette augmentation, qui est générale, pèse tout particulièrement sur les grands centres forestiers. En effet, les principales masses de bois se rencontrent surtout dans les départements éloignés, dans les pays de montagnes, où les voies de communication facile manquent le plus, où la vie nouvelle a encore peu pénétré; mais, depuis que les chemins de fer ont permis aux populations rurales de se déplacer facilement, l'effet de ces émigrations a été beaucoup plus sensible dans ces pays reculés que partout ailleurs. C'est surtout dans les pays forestiers, où le bûcheron travaille une grande partie de l'année en forêt, que le prix de façon des bois a augmenté. L'orateur cite plusieurs chiffres qui constatent cette augmentation dans plusieurs régions.

On a attribué cette augmentation à diverses causes, telles que l'avilissement de l'or et de l'argent, depuis l'exploitation des mines de Californie et d'Australie. L'orateur l'attribue surtout à l'aspiration générale des ouvriers, en France, de supprimer la rente du capital par l'élévation des prix de main-d'œuvre, et à la disparition des croyances religieuses qui ennoblissaient le travail.

La vraie cause du renchérissement de la main-d'œuvre agricole, c'est la diminution de l'offre et l'augmentation de la demande. En même temps que la fécondité des mariages diminuait avec l'influence de l'enseignement chrétien, les travailleurs jeunes et actifs étaient enlevés au village par les grands travaux

des chemins de fer et des villes. Or, on ne peut ôter au paysan la liberté de se faire citoyen ; il faut donc lui ôter la tentation de le devenir.

Parmi les causes de dépopulation des campagnes, l'orateur signale encore l'*absentéisme* d'un grand nombre de propriétaires qui, d'une part, recherchent les fonctions publiques avec une ardeur qui ne se rencontre pas ailleurs et qui, d'autre part, renoncent au séjour de la campagne qui leur devient de moins en moins agréable, par la guerre de frontières qu'ils ont à soutenir contre leurs voisins, par les difficultés fréquentes que soulèvent quelquefois des administrations locales tracassières et surtout par la diminution de leur influence due au suffrage universel.

Quant aux ouvriers, ils vont à la ville pour y avoir une vie plus douce, un travail moins pénible et un salaire plus élevé. Les chemins de fer facilitent les émigrations ; en outre les vieilles mœurs se perdent ; enfin la monotonie de l'existence dans les campagnes, résultant, en partie, de la suppression des fêtes religieuses, contribue à en éloigner les habitants.

A Paris et dans les grandes villes, on a beaucoup fait pour les ouvriers. On y a créé de magnifiques jardins, des sociétés de secours, des hospices, etc. L'habitant de la campagne n'a aucun de ces avantages ; il faudrait les lui donner.

M. DE BÉHAGUE est d'avis qu'il faudrait, ainsi que cela se fait dans les grandes villes, dispenser les campagnards de l'impôt, au-dessous d'un certain chiffre de location.

M. LE PRÉSIDENT ajoute que le développement du luxe dans les familles qui habitent les grandes villes, les a portées à augmenter le nombre de leurs domestiques. C'est là encore une des causes de la dépopulation des campagnes. Cela tient à ce que l'instruction primaire n'est pas dirigée vers les choses des champs.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME croit devoir insister sur ce qu'il a déjà dit, que l'une des grandes causes de la dépopulation des campagnes vient de l'interdiction du mariage aux soldats de la réserve, et il fait le tableau des inconvénients nombreux qui résultent de cette interdiction.

M. LE VICOMTE D'ABOVILLE résume en un mot le remède qu'il croit possible d'opposer à l'émigration des campagnes vers les villes : il faudrait apporter une sage réserve à l'amélioration progressive des conditions de la vie dans les villes et s'en préoccuper davantage dans les campagnes.

A une question posée par le président, M. d'Aboville répond que des sociétés de secours mutuels se forment dans les chefs-lieux de canton, mais non dans les villages.

M. MAULDE, *membre de la Société forestière*, dit qu'il n'existe pas une seule société de secours dans le voisinage de la forêt d'Orléans. Les grands propriétaires pourraient faire beaucoup pour la création de ces utiles institutions, en en fondant chez eux-mêmes, avec tous ceux qu'ils emploient, et en imposant une sorte de subvention, non en argent, mais en travail.

M. DE BÉHAGUE signale les obstacles que rencontre l'établissement de la médecine gratuite et de la distribution de médicaments. Les bureaux de charité et les Sœurs qui se chargent de délivrer ces secours sont l'objet de menaces de procès de la part des pharmaciens qui parcourent les campagnes.

M. MAULDE ajoute qu'il existe des sociétés de secours mutuels pour les bestiaux et qu'il n'en existe pas pour les hommes.

MAUVAIS ÉTAT DES CHEMINS RURAUX

M. LE VICOMTE D'ABOVILLE fait connaître qu'il a été aussi chargé de développer, devant la Commission supérieure, la question relative au mauvais état des chemins ruraux. Il n'a d'ailleurs que peu de choses à ajouter à ce qui a été dit par M. Chevandier de Valdrôme.

On sait quelle différence énorme existe dans le prix de transport par chemins de traverse ou par chemins vicinaux. Cette différence pèse principalement sur les bois. Il suit de là qu'on préfère un long trajet sur un chemin vicinal à un court trajet sur un chemin rural ; la circulation sur le premier étant augmentée, l'usure est plus grande.

Dans beaucoup de communes, la totalité des ressources créées

par la loi de 1836 est employée pour les chemins de grande et de moyenne communication, de sorte qu'il ne reste rien pour les chemins vicinaux ordinaires et, à plus forte raison, pour les chemins ruraux.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que, plus on avancera dans la confection des chemins vicinaux, moins l'on aura de ressources, parce que les centimes et les journées de prestation seront d'autant plus absorbés par l'entretien des chemins vicinaux.

M. LE VICOMTE D'ABOVILLE répond que c'est par ce motif qu'il aurait fallu laisser plus de latitude aux communes pour la réparation des chemins ruraux. S'il y avait des ressources pour ces chemins, on s'occuperait moins de les faire classer comme chemins vicinaux.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME fait remarquer qu'il y a un double écueil à éviter : d'une part, ne pas demander à tous ce qui ne doit profiter qu'à quelques-uns ; d'autre part, ne pas faire faire par quelques-uns ce qui doit profiter à tous ou à presque tous.

EXAGÉRATION DES DROITS D'ENREGISTREMENT

M. LE MARQUIS D'ANDELARRE, *membre de la Société forestière*, est chargé de présenter à la Commission supérieure des observations sur l'exagération des droits d'enregistrement.

Cette question est, à la fois, générale et spéciale à la propriété forestière.

Sur la question générale, déjà traitée par M. Chevandier de Valdrôme, l'orateur n'aura que peu de choses à dire.

L'enregistrement, comme on le sait, date de 1581 ; il n'avait pour objet que d'assurer l'existence des actes et d'en consacrer la date ; c'était un service public que l'Etat rendait et qui devait lui être payé. Les droits étaient alors très faibles ; mais, peu à peu, l'Etat a voulu faire du droit de contrôle et d'enregistrement, un véritable impôt, et il est arrivé que le droit d'enregistrement sur les immeubles dépasse aujourd'hui le produit du principal de la contribution foncière.

L'orateur cite à l'appui de cette assertion, le chiffre inscrit au budget de 1868, pour le principal de la contribution foncière (167 millions) et le chiffre perçu sur les immeubles, en 1864, dernier compte distribué, lequel, avec le décime, s'élève à 168,705,000 francs, supérieur au premier de 1,705,000 francs.

La propriété foncière a souvent réclamé contre cet état de choses, surtout depuis l'Enquête agricole, à l'occasion de laquelle plus de 6,000 réclamations se sont produites à cet égard.

La Société forestière ne demande aucun changement à la contribution foncière, qui ne pourrait être remaniée que dans la commune elle-même, en suite du renouvellement partiel du cadastre; elle s'adresse donc aux droits d'enregistrement perçus sur les immeubles.

Ces droits, on le sait, s'élèvent depuis 1 % pour transmissions à titre gratuit, de père à enfant, jusqu'à 10 %, décime compris, pour certaines propriétés et certaines transmissions. En prenant l'ensemble des neuf sections qui se rapportent aux transmissions entre-vifs, à titre gratuit ou onéreux, le chiffre moyen est de 44 %; mais si, du chiffre total de 68 millions, on déduit, d'un côté, ce qui représente le chiffre le plus faible, les transmissions directes, à titre gratuit, de père à enfant, et, d'un autre côté, le chiffre le plus fort, les transmissions d'immeubles à titre gratuit, entre personnes non-parentes, on trouve que le chiffre moyen des droits payés s'élève à 5,25 %. Or la propriété foncière ne rapporte pas plus de 3 % net; le chiffre de 5,25 % représente donc deux années de revenu. Mais cela n'empêche pas de payer l'impôt dans l'année de la transmission; de telle sorte que, pour cette année, les charges sont exagérées, à quelque titre qu'ait eu lieu la transmission.

Pour se rendre un compte exact du poids de l'impôt dont il s'agit, il faut distinguer les transmissions à titre gratuit et celles à titre onéreux.

Au premier abord, on pourrait croire que, dans ces dernières, le propriétaire vendeur ne supporte aucune charge, parce que les droits sont payés par l'acquéreur; mais il est évident que celui-ci défalque de la valeur de la propriété le montant des

charges de toute nature qu'il aura à supporter ; c'est donc bien, en réalité, le propriétaire vendeur qui supporte tous les frais.

Cette situation est bien différente de la propriété mobilière qui ne paye pas d'impôt, et il est permis de dire que la propriété immobilière supporte de réelles souffrances ; c'est là un fait incontesté, et c'est par ce motif qu'au nom de la Société forestière, l'orateur émet le vœu qu'au point de vue des mutations, les droits qui pèsent sur la propriété soient remaniés, parce qu'ils sont arrivés à ce point que la contribution indirecte dépasse la contribution principale, d'un chiffre qui vient d'être indiqué.

L'orateur n'hésite pas à demander la diminution de moitié des droits d'enregistrement sur la propriété foncière.

La question des droits d'enregistrement comporte un grief particulier en ce qui concerne les intérêts forestiers.

En effet, une forêt comprend deux parties bien distinctes : le sol forestier et la récolte forestière. Celle-ci représente les produits accumulés quelquefois pendant des siècles, ainsi que cela a lieu pour la futaie pleine ; mais le cas le plus fréquent, pour les particuliers surtout, c'est la futaie sur taillis et, dans les forêts de cette nature, on peut dire qu'en moyenne la superficie représente 300 % de la valeur totale, ce qui revient à dire qu'un hectare de forêt valant 1,000 francs avec sa superficie, ne vaudrait plus que 250 francs après l'exploitation complète de cette superficie.

Or si, dans une vente, on ne fait pas de distinction entre le sol et la superficie, le receveur de l'enregistrement perçoit le droit de 5,50 % sur la valeur totale (6,25 avec le décime) ; si, au contraire, la superficie seule est vendue, le droit n'est que de 2,20 %, décime compris ; de telle sorte que, lorsque la superficie est vendue avec le fonds, on paye, pour celle-ci, deux tiers ou 300 % en sus de ce qui est réellement dû.

Aux termes de l'article 521 du Code civil « les coupes ordinaires des bois taillis ou de futaies mises en coupes réglées, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus. »

Nonobstant cette disposition, une loi de 1816, confirmant en cela les dispositions de la loi du 22 frimaire an VII, déclare que les droits de vente d'une superficie ne se payeront que sur le pied de 2 %, comme pour tous les autres meubles, encore bien que cette superficie ne soit pas encore abattue. Aussi les notaires, dans les actes de vente, font-ils toujours cette différence, entre la superficie et le fonds ; mais cette distinction n'est pas admise dans les ventes faites par expropriation forcée, dans un partage avec des mineurs, ou dans une liquidation ; de telle sorte que c'est celui qui souffre parce qu'il est dans une mauvaise situation, ce sont les mineurs et les femmes mariées qui ont le plus besoin de protection, qui sont obligés de subir les rigueurs de la loi, auxquelles les autres savent échapper.

Il vaudrait mieux que la situation de l'Etat fût nette et que la ventilation des propriétés forestières se fit d'une manière régulière pour tout le monde. Il est facile, puisque cela se fait tous les jours, de diviser la forêt en deux parts et de faire payer le fonds et la superficie dans une proportion qui serait précisée par la loi.

Telle est la proposition que l'orateur a été chargé de soumettre à la Commission supérieure, au nom de la Société forestière.

M. MAULDE, *membre de la Société forestière*, se proposait de traiter également la question relative à l'exagération des droits d'enregistrement ; mais après le discours si complet de M. le marquis d'Andelarre, il se bornera à exposer quelques faits venant à l'appui de ce qui a été dit par son collègue.

La considération invoquée par M. d'Andelarre est tirée du caractère spécial attaché, par la loi et par le droit commun, à la superficie, caractère qui entraîne l'application d'un droit différentiel. Cette différence a été indiquée comme étant généralement des deux tiers ; mais elle est quelquefois bien plus considérable, et l'orateur pourrait citer plusieurs exemples de forêts ayant une valeur de 100,000 ou 120,000 francs, pour lesquelles la différence serait des quatre cinquièmes. Le propriétaire, usant de la faculté que la loi lui reconnaît, fait une séparation fictive ou réelle entre la superficie et le fonds et vend la première

comme valeur mobilière à détacher, afin de ne payer, sur cette valeur, que le droit de 2 %. — Bien plus, il fait, pour cette superficie, une simple vente verbale, qui n'est pas obligatoirement soumise à l'enregistrement et évite même le droit de 2 %.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que l'enregistrement peut devenir obligatoire, en cas de procès en justice.

M. MAULDE répond qu'on peut toujours éviter un procès, si l'on a soin de traiter avec des marchands solvables ou si l'on exploite son bois soi-même.

Il résulte de ce qui précède qu'on arrive à obliger le propriétaire qui vend son bois à réaliser d'abord la superficie, lorsqu'il y aurait plus d'intérêt pour lui et pour la société tout entière à ce que cette superficie restât sur pied jusqu'à parfaite maturité.

L'orateur croit toutefois qu'il est possible de concilier la modification demandée par la Société forestière avec le désir qu'on prête, à juste titre, à l'Administration de ne réviser la loi d'enregistrement que pour en augmenter le produit. Il suffirait, pour cela, de soumettre à une mutation purement mobilière la superficie qui serait vendue en même temps que le sol. L'Etat obtiendrait ainsi le paiement assuré d'un droit de 2 %, qui lui échappe presque toujours, et il serait, en outre, préférable de laisser les propriétaires libres de maintenir sur pied, jusqu'à parfaite maturité, des bois sur lesquels il y aura à percevoir, plus tard, un droit plus considérable, puisque la valeur de ces bois sera plus élevée.

M. LARRABURE demande quelle est l'opinion de la Société forestière sur l'autorisation accordée par la loi de l'an VII, de percevoir un droit de succession sur l'entière valeur d'une propriété, alors même qu'elle est grevée d'hypothèques.

M. LE MARQUIS D'ANDELARRE répond que ce droit greève énormément la propriété.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME ajoute que la Société forestière demande le dégrèvement préalable du passif; il y a une révolte de la conscience publique contre une pareille énormité.

M. LE PRÉSIDENT dit que ce sentiment est général et que cette

réclamation est consignée dans les procès-verbaux de toutes les enquêtes régionales.

Séance du 5 juin 1867.

RÉGIME DOUANIER

M. LE MARQUIS D'ANDELARRE est chargé, au nom de la Société forestière, d'exposer à la Commission supérieure les modifications qu'il paraît désirable d'apporter dans le régime douanier.

L'orateur constate qu'il y a connexité entre cette question et celle qu'il a précédemment traitée, c'est-à-dire celle de la réduction des droits d'enregistrement. Cette connexité est évidente, car lorsqu'on demande une réduction d'impôts sur un point, on doit, en même temps, indiquer une ressource qui rétablira l'équilibre du budget. C'est ce que l'orateur se propose de faire.

Le régime douanier doit être examiné à deux points de vue : au point de vue théorique, c'est-à-dire de la protection ou de la liberté des échanges, et au point de vue pratique, c'est-à-dire budgétaire. Ce dernier est évidemment le seul dont la Société forestière ait à s'occuper.

Jetant un coup d'œil général sur les finances d'abord, sur la question générale agricole, l'orateur constate que le budget a subi un bouleversement profond par les modifications apportées au régime douanier en 1860 et 1861. Des réductions considérables ont été opérées *relativement aux douanes*, tandis qu'on a beaucoup augmenté les charges des contributions indirectes. En d'autres termes, on a fait payer au producteur ce dont on déchargeait le consommateur.

En ce qui concerne la question agricole, il est certain que la propriété agricole souffre beaucoup, le prix de la main-d'œuvre s'étant considérablement élevé, tandis que la valeur des produits est restée stationnaire.

L'orateur n'a pas à examiner si l'on a eu raison, en 1861, d'agir subitement et sans transition aucune, comme on l'a fait. Il dit seulement que l'on n'a rien fait pour compenser les charges

qu'on imposait à l'agriculture. Ce qu'on a cherché d'abord, c'a été l'abaissement du prix des produits agricoles et du pain. Pour y arriver sans perturbation, il fallait accorder à l'agriculture une compensation immédiate. C'est ce qu'on a fait en Angleterre, c'est ce qu'on aurait dû faire en France, c'est enfin ce qui a été demandé dans l'Enquête.

En ce qui concerne spécialement la question forestière, l'orateur croit que d'importantes compensations peuvent être accordées. On a déjà indiqué, dans ce sens, la réduction des droits d'enregistrement.

Ce n'est pas, à vrai dire, dans l'intérêt du fermier ou de l'industriel agricole que cette réduction est réclamée. Le fermier ne souffre que passagèrement de l'abaissement du prix des produits, car ce prix est la base de ses calculs lorsqu'il se présente pour prendre une ferme; aussi impose-t-il des sacrifices au propriétaire, et d'ailleurs il ne profiterait à aucun degré de l'abaissement des droits d'enregistrement. La réduction proposée profiterait surtout aux petits cultivateurs qui cumulent la position de propriétaire et d'industriel agricole.

Il y a lieu de réclamer la réduction des charges qui pèsent sur la propriété et d'examiner si effectivement le régime douanier, en France, est ce qu'il doit être et s'il n'a pas souffert des diminutions énormes qui ont contribué à aggraver la situation des producteurs français.

L'orateur compare, à ce point de vue, le régime douanier de la France et celui de l'Angleterre.

Dans ce dernier pays, pour l'année 1864-1865, la dernière pour laquelle on ait le relevé officiel, le produit des douanes a été de 565 millions de francs.

En France et pour l'année 1864, le produit des douanes a été de 311 millions, dont 174 pour les tabacs.

Quant à la valeur des produits importés, elle a été pour la même période : en Angleterre, de 4,366,000,000 de francs; en France, de 2,924,000,000 de francs; soit une différence de 1,442,000,000 en plus, pour l'Angleterre.

Cette différence apparaît plus considérable encore si l'on réflé-

chit que la population de la France est d'un tiers plus élevée que celle de l'Angleterre ; mais elle s'explique par ce fait que la production française est beaucoup plus élevée que la production anglaise, ce qui devrait assurer aux finances françaises une grande supériorité sur les finances anglaises. Cependant, comme on vient de le voir, le produit des douanes est, en Angleterre, de 565 millions de francs, et, en France, de 311 millions seulement. La différence entre ces deux chiffres est de 254 millions qui doivent être pris, en France, sur les produits indigènes.

Pour arriver à de pareils résultats, dit l'orateur, il faut nécessairement que le mécanisme du budget soit défectueux. Il l'est d'autant plus que, bien qu'on tire du pays tout ce qu'on en peut tirer, et même au delà de ce qu'il serait juste de lui demander, les budgets se règlent cependant, chaque année, en déficit.

Ce simple jour jeté sur la situation financière du pays, au point de vue agricole, doit suffire pour attirer l'attention d'hommes considérables comme ceux qui composent la Commission supérieure de l'Enquête.

Arrivant à la question spéciale relative aux forêts, l'orateur dit qu'en 1866, l'importation des bois étrangers a dépassé de 136 millions la valeur des exportations. La production indigène est donc loin de suffire aux besoins de la consommation, et la Société forestière ne pourrait songer à demander une augmentation des droits de douane, en vue de protéger la production française qui, loin d'augmenter, diminue plutôt chaque jour ; mais il convient de rechercher les moyens de suppléer aux déficits que créeront, dans le budget, les réductions de droits que l'on demande en faveur de la propriété forestière.

Or, dans l'état actuel, les droits de douane sont de 0 fr. 125 % de la valeur des bois importés. La Société forestière demande que ces droits soient portés à 5 %, ce qui créerait au Trésor un supplément de recettes notable.

La propriété foncière tout entière souffre, poursuit l'orateur ; la propriété forestière souffre, et il est indispensable qu'une atténuation soit accordée. Cette atténuation créera un déficit, et c'est

par les droits de douane que le vide devra être comblé, parce que ces droits sont les plus rationnels et les plus justes et qu'ils sont plus ou moins au-dessous des nécessités, surtout pour ce qui touche à des objets en quelque sorte de luxe, qu'on a dégrévés d'une manière incompréhensible. Tel est, par exemple, le café qui, en 1859, payait un droit de 1 fr. 14 c. par kilogramme et qui ne paye plus que 50 centimes; il en résulte que, bien que l'importation de cette denrée se soit élevée d'une valeur de 45 millions de francs à celle de 85 millions, les droits perçus se sont abaissés de 30 millions à 22.

En résumé, la Société forestière demande que la Commission supérieure reconnaisse, avec elle, que la propriété forestière est atteinte à la fois par l'élévation du prix de revient et par la diminution du prix de vente et que, dans cette situation, il lui est dû, comme à tous, un dégrèvement et une compensation. L'un et l'autre ne peuvent avoir lieu sans porter atteinte à une autre souffrance : le budget. Il faut donc aborder la difficulté de front et réviser les questions budgétaires, notamment celles qui concernent le régime douanier.

C'est en ce sens qu'au nom de la Société forestière, l'orateur demande que les droits de douane sur les bois importés soient élevés de 0 fr. 12 c. à 5 % de la valeur de ces bois.

M. DE BOUREUILLE conteste l'assertion de M. le marquis d'Andelarre en ce qui concerne l'abaissement du prix des bois de chauffage. Il croit, au contraire, qu'il y a une tendance à la hausse plutôt qu'à la baisse.

D'un autre côté, M. d'Andelarre a dit qu'on avait tout fait pour le consommateur et qu'on avait reporté sur le producteur des taxes énormes. Or, chacun est à la fois producteur et consommateur et bien plus consommateur que producteur. En supposant donc qu'il y ait avantage pour le consommateur, les agriculteurs ont dû profiter eux-mêmes, dans une grande mesure, d'une large réduction sur le prix des fers et des combustibles.

M. LE MARQUIS D'ANDELARRE fait observer que le producteur produit bien plus qu'il ne consomme. Le consommateur a, en

outre, été déchargé non-seulement pour tous les produits indigènes, mais encore pour toutes les denrées exotiques, puisque, depuis 1859, le revenu des douanes a baissé d'environ 55 millions.

Le système adopté a privé le budget d'une somme considérable, qu'on a dû demander aux produits indigènes.

M. LE PRÉSIDENT (*M. Suin*), répondant à l'opinion émise par M. le marquis d'Andelarre sur l'utilité d'augmenter les droits de douane qui grèvent le café, et qui ont subi un abaissement considérable, dit que cet abaissement a eu pour effet réel un accroissement de recettes, parce que le café est descendu dans la consommation de la classe ouvrière et même des troupes. Il en est résulté aussi un accroissement prodigieux dans la consommation du sucre qui, de 80 millions de kilogrammes, qu'elle était, il y a trente ans, s'est élevée à plus de 300 millions, et le sucre rapporte à l'Etat 45 francs par quintal. On a donc largement récupéré la perte produite par l'abaissement du droit sur le café.

M. LARRABURE dit que, parmi les membres de la Commission supérieure, plusieurs, appartenant à des régions différentes, attestent que, depuis soixante-quinze ans, le prix du bois a augmenté de 60 à 100 %. La souffrance accusée doit donc être très locale.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME se propose de répondre à l'objection de M. de Boureuille et à celle de M. Larrabure ; mais il croit devoir dire tout d'abord quelques mots au sujet du vœu émis par M. d'Andelarre au nom de la Société forestière et tendant à l'établissement d'un droit de 5 % *ad valorem* sur les bois étrangers importés.

Ce vœu, il faut le rappeler, ne peut être considéré d'une manière isolée ; il se rattache nécessairement à un remaniement d'ensemble du régime douanier. Il n'aurait aucunement d'ailleurs le caractère de protection et serait simplement, ainsi qu'on l'a dit dans l'Enquête, pour les produits agricoles, la compensation équitable des droits et impôts que les produits indigènes payent à l'Etat sous différentes formes.

En ce qui concerne le prix du bois de chauffage, il est vrai

que ce prix a peu varié pour le consommateur, à Paris, depuis un certain nombre d'années. En effet, le prix moyen du stère, en 1842, était de 19 fr. 50 c., il est aujourd'hui de 18 à 20 francs ; mais le rendement est beaucoup moindre maintenant pour le producteur. Prenant pour exemple le Morvan, qui approvisionne surtout Paris, l'orateur dit qu'en 1840 ou 1842, le décastère de bois de chauffage, rendu sur les ports du Morvan, se vendait, en moyenne, 65 francs, dont 47 francs pour le propriétaire producteur. De 1860 à 1865, ce prix est descendu à 56 fr. 82 c., dont 36 fr. 82 c. pour le propriétaire.

Cette décroissance est due à différentes causes, notamment à l'augmentation des frais de main-d'œuvre, de transport, de garde, etc.

Relativement à la question posée par M. Larrabure, sur le point de savoir s'il y a eu réellement diminution, en général, dans le prix des produits forestiers, M. Chevandier de Valdrôme rappelle que précédemment il avait établi une distinction entre les bois de service et les bois de chauffage ; il avait reconnu que les premiers avaient augmenté de valeur ; mais il avait ajouté que le bois d'œuvre est surtout produit par les forêts de l'Etat, et que, si quelques particuliers en possèdent encore aujourd'hui, ils en posséderont chaque jour de moins en moins. L'augmentation signalée ne leur profite donc que très peu et ne compensera pas, pour eux, la perte résultant de l'abaissement du prix du bois de feu.

Il s'est produit toutefois, il faut le dire, une légère augmentation sur les bois de chauffage de qualité supérieure, lorsque ces bois provenaient de forêts situées à peu de distance des grands centres de population ou lorsque ces produits trouvaient à leur portée des canaux qui facilitaient le transport ; mais ces circonstances exceptionnelles n'infirmement nullement l'observation générale.

L'abaissement de prix subi par les bois de chauffage est dû principalement à l'extension de l'emploi de la houille, soit pour le chauffage, soit pour la fabrication du fer, du verre, et d'autres industries telles que la céramique, et même la boulan-

gerie, et il est permis de dire que cet abaissement est général.

M. MIGNERET déclare qu'il ne partage aucune des opinions qui viennent d'être émises et qu'il les discutera devant la Commission supérieure quand le moment sera venu. Quant à présent, pour asseoir les bases d'une bonne discussion, il désirerait qu'on produisît le relevé des adjudications des bois nationaux et communaux, en même temps qu'un état du prix des bois de chauffage d'après les mercuriales de toutes les villes de France.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME, en réponse à la demande de M. Migneret, doit présenter deux observations :

La première, c'est que le relevé des ventes faites dans les forêts de l'Etat ne saurait donner d'indications utiles, parce que les adjudications se font en bloc, sans indication de volume et sans distinction entre les bois de feu et les bois de service. En outre, la futaie est dans une proportion beaucoup plus forte dans les forêts domaniales que dans les bois particuliers.

La seconde observation est relative aux mercuriales qui indiqueront bien le prix du bois dans les villes, surtout le prix du bois de première qualité, mais qui n'indiqueront pas le prix du bois vendu autrefois à l'industrie, que celle-ci ne consomme plus aujourd'hui et qui se vendent actuellement à vil prix, parce qu'il faut cependant arriver à trouver un consommateur. Les mercuriales ne donneront pas non plus les charges dont la propriété est grevée et, par conséquent, ne prouveront rien contre des souffrances très réelles.

M. LARRABURE demande que l'on fasse dresser le tableau des adjudications de bois de feu qui ont eu lieu, depuis un certain nombre d'années, dans les ministères, les garnisons, les hôpitaux, les lycées, etc.

M. LE VICOMTE D'ABOVILLE fait observer que ce tableau fera connaître le prix auquel le Gouvernement a acheté le bois dans les villes, mais non le prix de revient, le prix de vente par le propriétaire producteur.

OCTROIS

M. LE VICOMTE D'ABOVILLE est chargé de traiter la question

des octrois et de montrer à quel point les droits de cette nature établis dans les principales villes de France, pèsent sur la propriété forestière.

Ces droits sont arrivés progressivement à un taux qui a eu pour effet de diminuer la consommation des produits ligneux et d'augmenter celle des produits similaires qui peuvent y suppléer.

Ainsi, en laissant de côté les bois de fortes dimensions destinés à l'industrie et qui proviennent presque exclusivement des forêts de l'Etat, la charpente moyenne de chêne (au-dessous de 0^m40 d'équarrissage) qui vaut, à Paris, de 68 à 70 francs le mètre cube, paye un droit de 11 fr. 28 c., soit 16 % de sa valeur.

Le sapin, dont le mètre cube vaut, à Paris, 50 francs, paye 9 francs de droits d'entrée, soit 18 % de sa valeur.

Les bois blancs, qui valent 40 francs, payent aussi 9 francs, soit 22 %.

En chauffage, tous les bois durs, chêne, hêtre, charme, orme, payent, à l'octroi de Paris, 30 francs de droits d'entrée par décastère, double décime compris. Les bois *neufs* valent, en moyenne, 108 francs par décastère, et les bois *flottés* valant 84 francs, les premiers supportent des droits s'élevant à 28 %, les seconds à 33 % de leur valeur.

L'hectolitre de charbon, qui vaut 3 fr. 75 c. hors de Paris, paye à l'octroi 60 centimes, soit 16 %.

Ces chiffres sont énormes et supérieurs à ceux des droits que payent presque tous les produits. Que serait-ce si l'on prenait pour base du calcul, non leur valeur commerciale à Paris, mais leur valeur entre les mains du propriétaire, c'est-à-dire déduction faite de tous les frais, façon, empilage, charroi, qui incombent au producteur.

Prenant pour exemple les conditions dans lesquelles se trouvent les bois qu'il possède dans l'Yonne, l'orateur établit que ces différents frais s'élèvent, en moyenne, à 20 francs par décastère, et il démontre que, dans certaines années de baisse, un propriétaire a dû vendre son bois de feu à un prix inférieur aux frais de façon et de transport. Un autre, en 1865, n'a vendu

ses charpentes que 25 francs le stère, en forêt, et a payé 11 fr. 28 c. de droits d'entrée, soit près de moitié.

Au commencement du siècle, de 1805 à 1816, la valeur moyenne du décastère de bois de chauffage sur les ports, dans le Haut-Morvan, était de 73 fr. 14 c.; de 1854 à 1865, elle n'a été que de 55 fr. 42 c., et cet abaissement de prix est d'autant plus considérable que la valeur de l'argent a notablement diminué.

C'est, en partie, à l'octroi que cette situation doit être attribuée, car, pendant la même période, ses tarifs n'ont cessé de croître. Ils étaient de 12 francs, à Paris, lorsque les bois se vendaient 74 francs; ils ont été de 30 francs, de 1854 à 1865, lorsque les bois ne se vendaient plus que 55 francs.

Il convient, en outre, de remarquer qu'en même temps qu'il diminuait de valeur pour le propriétaire producteur, le bois augmentait de prix pour le consommateur. De 1805 à 1816, le stère de chauffage se vendait au consommateur de Paris, à raison de 15 fr. 96 c.; il se vend aujourd'hui 20 fr. 42 c. Cette anomalie tient à plusieurs causes, d'abord à l'octroi dont il vient d'être parlé, ensuite à l'organisation du commerce de bois à Paris. En 1801, le nombre des marchands de bois ayant chantier étaient de 52; il était de 225 en 1863. Le nombre des regrattiers a crû dans une proportion encore plus forte. Le bénéfice se partage donc entre un plus grand nombre de mains.

En outre, la valeur locative des chantiers, les frais de débarquement et de transport ont considérablement augmenté. Enfin la vente a diminué de moitié. De 1801 à 1866, elle est tombée de 1,208,000 stères à 708,000.

La cherté croissante du bois a décidé la population de Paris, malgré ses répugnances, à consommer de la houille frappée de droits d'entrée bien moins forts que ceux qui pèsent sur le combustible végétal.

La taxe sur le charbon de terre était de 30 centimes par hectolitre; elle est aujourd'hui de 72 centimes par quintal, double décime compris, et la houille se vend, à Paris, 53 francs les 1,000 kilogrammes. Le droit d'entrée pour cette quantité est

donc de 7 fr. 30 c., soit 15 % de la valeur du combustible hors de Paris, tandis que, pour le bois, la proportion est de 28 %.

Si, d'un autre côté, l'on compare le prix des deux combustibles sur les lieux de production, on voit que la tonne de houille, sur le parterre de la mine, à Charleroi, vaut 21 francs, et que le droit d'entrée de 7 fr. 20 c. ne représente que 34 % de cette valeur, tandis que le droit assis sur le bois s'élève à 53 et 83 % de sa valeur entre les mains du propriétaire, encore bien que les deux combustibles aient sensiblement la même valeur, car 2,400 kilogrammes de bois, fournissant le même calorique que 1,000 kilogrammes de houille, ne valent que 21 fr. 60 c. dans le Morvan.

Le bois de charpente n'est pas mieux traité que le bois de feu, si on le compare au fer.

En effet, le mètre carré des planchers de fer paye à l'octroi 95 centimes, tandis que le mètre de bois paye 1 fr. 18 c., et cette différence augmentera encore si l'on donne suite aux propositions faites au Conseil d'Etat d'abaisser le droit sur le fer à 44 centimes ; alors le plancher en bois payerait trois ou quatre fois plus que le plancher en fer.

Dans cette situation, la Société forestière demande que, lors du prochain règlement des octrois de Paris, qui doit avoir lieu dans deux ou trois ans, le droit d'entrée payé par les divers produits forestiers soit diminué et que, pour les combustibles, il soit proportionné autant que possible à leur puissance calorique.

Elle demande au moins, si cette base n'est pas admise, que la taxe du bois soit fixée proportionnellement à sa valeur vénale, notamment en ce qui concerne le bois de hêtre flotté, qui supporte la plus forte taxe, et qui constitue particulièrement le chauffage des classes pauvres.

L'orateur dit, en terminant, que les considérations qu'il a présentées et les vœux qu'il a formulés s'appliquent non-seulement à Paris, mais à plusieurs autres villes, telles que Lyon, Bordeaux, Nantes, Orléans, Troyes, Bourges, etc.

FRAIS DE TRANSPORT

M. LE VICOMTE D'ABOVILLE est également chargé de dire quelques mots à propos des frais de transport sur les chemins de fer et les canaux.

Depuis quelques années, les différentes compagnies de chemins de fer tendent à niveler, au moins pour les grandes distances, le prix de transport des bois et celui des produits similaires. Cependant il existe encore, sur plusieurs lignes, des différences très sensibles.

Ainsi, de Dunkerque à Paris (304 kilomètres), la houille paye 0 fr. 0257 par tonne et par kilomètre, tandis que le bois à brûler paye 0 fr. 05. Rien ne justifie cette différence.

La Compagnie de l'Ouest prend également 0 fr. 05 c. par tonne de bois et par kilomètre parcouru et seulement 0 fr. 04 c. par tonne de houille.

Sur le chemin de fer d'Orléans, le transport du charbon de bois est de 0 fr. 06 par tonne et par kilomètre parcouru et de 0 fr. 04 c. pour la houille.

La Société forestière demande que le Gouvernement n'autorise plus de telles inégalités dans les tarifs qu'il homologuera désormais.

Quant aux transports par eau, l'orateur n'a rien à ajouter à ce qu'a dit sur ce sujet M. Chevandier de Valdrôme, qui a exprimé le vœu que les droits sur les canaux soient complètement supprimés, comme ils l'ont été sur les routes de terre.

RÉPARTITION DE L'IMPÔT FONCIER

M. MAULDE, *membre de la Société forestière*, se propose de démontrer l'inégalité qui existe entre la propriété forestière et les autres natures de propriétés, au point de vue de la répartition de l'impôt foncier. Quelques documents suffiront pour établir que, dans certains cas, les propriétés boisées supportent un impôt foncier qui s'élève jusqu'à 40 et 50 % du revenu brut, tandis

que, pour beaucoup d'autres propriétés, cet impôt n'est que de 5 ou 6 %.

Un fait d'abord peut prouver l'exagération des charges souvent mises sur les propriétés boisées : En 1852, les forêts de Compiègne et de Fontainebleau ont été affectées à la liste civile. Elles étaient alors cotées, pour la perception de l'impôt, la première à un revenu imposable de 80,000 francs, la seconde à un revenu de 1,300,000 francs. Le Conseil de préfecture de l'Oise réduisit, pour la forêt de Compiègne, le revenu imposable à 40,000 francs pour 1852, et à 38,000 francs pour 1853 ; quant à la forêt de Fontainebleau, le revenu imposable fut réduit à 498,000 francs, c'est-à-dire diminué de près des deux tiers.

L'orateur cite encore la réclamation portée au Conseil d'Etat par un propriétaire de Seine-et-Marne, qui prouvait qu'il payait 1,164 francs d'impôt foncier pour un bois dont le revenu réel ne s'élevait pas à 1,800 francs.

Enfin l'un des membres de la Société forestière, M. Boselli, possède, dans Seine-et-Oise, un bois dont le revenu ne suffit pas pour payer l'impôt.

Tous ces faits sont connus de l'Administration des Contributions directes qui reconnaît que, prise en masse, la propriété boisée est, de toutes, la plus surchargée d'impôts fonciers.

Cette exagération provient, en grande partie, de ce que les forêts appartiennent, en général, à de grands propriétaires et que, lors de la formation du cadastre, les répartiteurs ont été naturellement et forcément pris dans la classe des propriétaires représentant d'autres natures de propriétés, c'est-à-dire, dans la classe des cultivateurs. La tendance de ces répartiteurs a été naturellement encore de faire supporter la charge la plus lourde aux propriétés qui n'étaient pas représentées. C'est ainsi que la propriété boisée a été surchargée, et la disproportion n'a fait qu'augmenter, à raison de la dépréciation des bois et de la concurrence qu'est venu leur faire l'emploi presque inconnu alors du fer et de la houille, pour les constructions et le chauffage.

Indépendamment de ces causes générales, il existe des causes

spéciales, parmi lesquelles il faut citer les incendies et les désastres occasionnés par des circonstances météorologiques, telles que la gelée, la grêle, qui affectent le revenu d'un bois pour une longue période d'années, tandis que ces mêmes causes ne compromettent le rendement d'un champ que pour une seule année.

Il serait donc, pour les forêts plus que pour toute autre nature de propriété, nécessaire que le propriétaire pût faire réviser la taxe de ses impôts; mais la législation ne le permet pas, puisqu'aux termes des lois de 1807 et de 1821, toute réclamation relative à l'impôt est rejetée *de plano*, si elle n'a pas été faite dans les six mois de la formation du cadastre.

Comme réparation de ces injustices et comme remède à la situation véritablement intolérable faite aux propriétaires forestiers, la Société forestière a demandé qu'on fit cesser l'obstacle absolu opposé par la loi à la réclamation des propriétaires fonciers; que, tout au moins, dans certains cas déterminés, comme, par exemple, le cas d'incendie, ou lors que la surcharge est trop évidente, on admît que le propriétaire pût, à quelque époque que ce fût, obtenir une réduction de taxe et un déclassement de sa propriété.

Elle a demandé, en second lieu, qu'en attendant cette opération de la révision générale du cadastre, qui effraye, on eût recours à une diminution successive des charges de la propriété foncière, en ce qu'elles ont de trop exagéré.

Ce moyen a d'ailleurs été indiqué par M. le comte de Casabianca, dans un rapport de pétition au Sénat, le 23 mai 1862. L'honorable rapporteur demandait qu'il fût fait droit, autant que possible, à la pétition objet du rapport, au moyen de la plus-value perçue, chaque année, par l'Etat, sur la contribution foncière, à raison des propriétés nouvellement bâties et qui sont cadastrées à nouveau. Cette plus-value, qui est actuellement de trois millions, s'accroîtra d'année en année. On pourrait ainsi, en peu d'années, faire disparaître l'inégalité choquante que présentent des propriétaires voisins, dont l'un paye 60 % de son revenu, tandis que l'autre paye 2 ou 3 %.

SUBVENTIONS SPÉCIALES POUR LES CHEMINS VICINAUX

M. MAULDE est également chargé de présenter quelques observations au sujet de l'application aux exploitations forestières de l'article 14 de la loi du 21 mai 1836 (1).

M. LE PRÉSIDENT fait observer que cette question a déjà été traitée longuement devant la Commission supérieure ; elle a été envisagée au point de vue de toutes les exploitations possibles, sucreries indigènes, moulins, etc., enfin de toutes les industries se rattachant à l'agriculture. Les réclamations contre cet article 14 ont été générales.

M. MAULDE dit qu'il veut simplement faire observer que, pour les bois, en particulier, l'assimilation faite, par cet article, de l'exploitation d'une forêt à une exploitation industrielle ne peut se justifier ni en principe ni en fait.

D'une part, en effet, le propriétaire de bois qui exploite une coupe ne fait que récolter le produit de sa terre et ne peut être considéré comme un industriel ; d'autre part, l'assimilation établie est inadmissible, car le propriétaire qui coupe son bois à l'âge de 20 ou de 40 ans et qui, pendant ce temps, a payé l'impôt foncier, les centimes additionnels et toutes les prestations et charges qui ont contribué à l'entretien des chemins vicinaux de sa localité, bien qu'il n'usât pas de ces chemins, ne cause pas plus de dommage que n'en ont causé les propriétaires agricoles qui récoltaient chaque année le produit de leurs terres. Il fait, en un an, ce que les autres ont fait en 20 ou 40 ans et ne doit payer aucune subvention exceptionnelle.

Il le doit d'autant moins que le charriage des bois, qui s'ef-

(1) Cet article est ainsi conçu : « Toutes les fois qu'un chemin vicinal entretenu à l'état de viabilité par une commune sera habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts et de toute entreprise industrielle appartenant à des particuliers, à des établissements publics, à la Couronne ou à l'État, il pourra y avoir lieu à imposer aux entrepreneurs ou propriétaires, suivant que les exploitations auront eu lieu pour les uns ou pour les autres, des subventions spéciales dont la quotité sera proportionnée à la dégradation extraordinaire qui devra être attribuée aux exploitations. »

fectue soit pendant la belle saison, soit en hiver, par les temps de gelée, dégrade moins les chemins que d'autres exploitations agricoles, celle de la vigne, par exemple, dont la vendange se fait à l'automne.

INÉGALITÉ DANS LA RÉPRESSION DES DÉLITS

M. LE CONSEILLER GALLOIS, *membre de la Société forestière*, qui s'est chargé de traiter la question relative à l'inégalité de répression des délits, dit qu'il n'aura que peu de choses à ajouter à ce que M. Chevandier de Valdrôme a déjà dit sur ce sujet.

La propriété forestière requiert une protection tout aussi sérieuse que les autres biens ruraux. Les vols, les dégâts qui y sont commis sont aussi blâmables au point de vue de la morale, aussi dommageables pour les propriétaires que les délits qualifiés *communs* ; ils troublent autant l'ordre public, et cependant le Code forestier, même avec les modifications qu'il a reçues en 1859, semble admettre que la société est moins intéressée à leur répression. Il est pourtant évident que celui qui vole une charge de bois, ou scie un chêne dans une forêt, est tout aussi coupable que celui qui soustrait une gerbe de blé dans un champ ou coupe un pommier dans un verger.

On ne saurait dire d'ailleurs que les délits forestiers sont commis par des indigents agissant sous la pression du besoin, car les délinquants sont, le plus habituellement, des maraudeurs de profession, qui vont vendre le produit de leurs rapines pour en dissiper le prix au cabaret.

Préoccupés de la pensée d'augmenter les revenus des bois domaniaux et communaux, les rédacteurs du Code forestier de 1827 ont puni les délits d'amendes proportionnelles et n'ont prononcé l'emprisonnement que dans des cas tout à fait exceptionnels. Or, comme les délinquants sont insolubles la plupart du temps, la répression ne pouvait consister que dans la contrainte par corps, qui était possible pour l'Etat, mais qui échappait forcément aux particuliers.

La loi de 1859 a modifié, sur quelques points, celle de 1827.

Elle a notamment : 1° donné pouvoir aux gardes champêtres, aux gendarmes et aux autres officiers de police judiciaire, de rechercher et constater les délits forestiers aussi bien que les délits ruraux; 2° donné aux tribunaux la faculté de prononcer un emprisonnement pour des infractions qui n'étaient précédemment punies que d'une amende.

Ces changements n'ont eu qu'un résultat à peu près nul.

Par l'effet d'un préjugé qui a de profondes racines, un grand nombre d'individus se permettent, dans les forêts, des méfaits et des déprédations qu'ils ne commettraient pas sur des biens d'une autre nature. Les cultivateurs, qui ne sont pas intéressés dans la question, ont continué à se montrer très indulgents pour les délinquants forestiers; les gardes champêtres ne constatent un délit que lorsqu'ils en sont formellement requis; quant aux gendarmes, il est manifeste qu'il leur est à peu près impossible de surveiller les forêts. Enfin les tribunaux subissent le pouvoir de l'habitude et ne condamnent que très rarement les délinquants forestiers à l'emprisonnement. Les délits continuent donc à n'être punis que d'une amende, ce qui équivaut à l'impunité.

Reste donc la contrainte par corps, plus onéreuse que profitable au propriétaire lésé (1).

Peut-être le mal serait-il moins grand si le Ministère public attachait plus d'importance à la répression des délits commis dans les bois particuliers.

Dans l'exposé de la loi de 1859, l'organe du Conseil d'Etat constatait que le Ministère public demeurerait toujours maître de poursuivre d'office les délits commis dans les bois particuliers, et il exprimait le vœu que l'intervention du parquet devînt plus fréquente; mais il déclarait qu'on ne pouvait rendre cette poursuite obligatoire, sans porter une atteinte sérieuse à l'autonomie de cette grande institution.

M. Lélut, rapporteur de la loi au Corps législatif, a également

(1) Cette dernière ressource a disparu, par suite de l'abolition de la contrainte par corps.

exprimé la pensée que, dans la poursuite des délits portant atteinte à la propriété particulière, *le Ministère public doit aller jusqu'à la limite de ses droits, et que c'est là ce que le Gouvernement ne saurait trop lui rappeler.*

Et en effet, les procureurs généraux ont été invités, par des circulaires, à poursuivre d'office les délits forestiers ayant quelque gravité.

Nonobstant ces déclarations, ces avis, ces injonctions, les délits intéressant les particuliers ne sont pas poursuivis d'office, et le Ministère public délaisse les propriétaires à faire usage de la citation directe, qui présente de très grands inconvénients, ainsi que l'a reconnu le Conseil d'Etat.

De tout ce qui vient d'être dit, il faut conclure que la propriété forestière n'est pas suffisamment défendue.

La Société forestière ne demande pas toutefois que le Ministère public poursuive sur *tous* les procès-verbaux qui lui sont soumis; mais elle voudrait qu'il traitât les délits forestiers comme les délits communs, qu'il examinât les procès-verbaux des gardes particuliers comme ceux des gardes communaux, et qu'il poursuivît d'office les faits qui sont une atteinte grave pour la propriété.

Pour remédier au mal, M. le Président de la Commission supérieure a exprimé l'avis qu'on pourrait attribuer aux juges de paix la connaissance de toutes les infractions commises dans les bois particuliers.

L'orateur croit devoir combattre cette opinion. Les juges de paix, dans l'état actuel de la législation, sont chargés de juger toutes les infractions rangées dans la classe des contraventions. Ils ne se décident que très rarement à appliquer la peine de l'emprisonnement et, dans la plupart des cas, comme on l'a déjà dit, la seule peine de l'amende est une véritable impunité.

Enfin certains délits ont une gravité qui doit entraîner plus qu'une peine de simple police.

La Société forestière propose d'assimiler complètement, sous le rapport de la répression, les infractions forestières commises dans les bois particuliers aux infractions rurales.

Pour obtenir cette assimilation, on pourrait rendre obligatoire la peine d'emprisonnement, dans le cas où elle est édictée par le Code forestier, sauf à donner aux tribunaux la faculté de ne prononcer qu'une amende, lorsque, dans la cause, il se présenterait des circonstances atténuantes.

Mais, dans l'opinion de l'orateur, il serait préférable encore de fusionner avec le Code pénal les dispositions répressives du Code forestier, notamment celles du titre XII.

Il serait facile, au moyen de quelques changements dans leur rédaction, de rendre les articles 388, 444, 445 et 475 du Code pénal applicables aux faits prévus par le titre XII du Code forestier ou par les divers articles de ce code ayant trait à la répression des abus commis dans les forêts, et satisfaction serait ainsi donnée à des intérêts bien légitimes.

En résumé, la Société forestière persiste à demander que les infractions commises dans les bois particuliers soient assimilées à celles qui sont énumérées dans le Code pénal, poursuivies d'office, comme ces dernières, par le Ministère public, et punies des mêmes peines.

CRÉDIT FORESTIER

M. LE COMTE D'ESTERNO, *membre de la Société forestière*, a reçu mission de traiter les questions relatives au crédit forestier; il se propose de rappeler d'abord les demandes antérieures de la société et de tous les propriétaires de bois ou forêts relativement à la possibilité d'engager mobilièrement les produits forestiers.

M. LE PRÉSIDENT demande si l'orateur veut parler de l'engagement de la superficie tout entière et non pas seulement des coupes parvenues à maturité.

M. LE COMTE D'ESTERNO répond que les forestiers n'admettent pas qu'il y ait une maturité pour la coupe. Cette maturité existe quand le propriétaire juge à propos d'exploiter sa forêt.

A une seconde question posée par M. le Président et ayant pour objet de demander ce que deviendrait alors le droit des créanciers hypothécaires, l'orateur répond en citant les derniers mots

du paragraphe 1^{er} des vœux formulés, en 1857, par la Société forestière, vœu qu'elle renouvelle aujourd'hui et qui est ainsi conçu :

« Que tout propriétaire de bois ou forêt soit libre d'engager
« mobilièrement, pour garantie d'un emprunt, la superficie
« exploitable de sa propriété, *les droits des tiers demeurant*
« *réservés.* »

Il ne faut pas croire, ajoute l'orateur, que toutes les propriétés forestières soient grevées d'hypothèques ; il ne semble donc pas utile de se jeter immédiatement dans l'exception.

M. LE PRÉSIDENT fait observer que la femme mariée et le mineur ont une hypothèque légale, et que ce ne sont pas là des exceptions.

M. LE COMTE D'ESTERNO répond que *les droits des tiers demeurant réservés*, toutes les exceptions indiquées par M. le Président se trouvent comprises dans cette phrase. C'est ainsi, du moins, que la Société forestière l'a entendu.

En ce moment, on a à s'occuper des forêts libres de toute hypothèque, de toute garantie et de tous droits quelconques des tiers, c'est-à-dire de celles qui forment une énorme majorité.

Depuis quelques années, l'esprit public a complètement changé à l'égard de la propriété foncière. On croyait autrefois que cette propriété ne devait pas emprunter ; que, pour elle, l'emprunt était la ruine, et, dans cette pensée, on avait mis la propriété forestière, aussi bien que toutes les autres, sous une sorte de tutelle, non-seulement pour réserver les droits des tiers, mais pour la prémunir elle-même contre ses propres fautes, contre son propre entraînement.

Lorsque les droits protecteurs existaient, on pouvait peut-être concevoir des restrictions à la libre jouissance du propriétaire, parce que l'effet de ces droits était double. Ils établissaient, à l'aide des douanes, une protection extérieure contre la concurrence étrangère, et, d'un autre côté, ils devaient, à l'intérieur, protéger l'agriculteur contre la concurrence d'un autre agriculteur plus habile que lui. La concurrence étrangère étant aujourd'hui affranchie de toute entrave, il est nécessaire de rendre à

la propriété foncière, en France, toute sa liberté, pour lui permettre de lutter contre la concurrence du dehors.

La législation actuelle, en ce qui touche la propriété forestière, offre d'ailleurs une inconséquence qu'on doit remarquer. Le propriétaire d'une forêt peut détruire la superficie de son bois, la vendre, la couper, mais il ne peut l'engager. Une telle doctrine va évidemment contre le but qu'on s'est proposé.

Il y a maintenant, au Conseil d'Etat, l'avis d'une Commission officielle de crédit agricole qui s'est occupée de la question des forêts, et les conclusions du rapporteur sont les suivantes :

« L'article 2076 du Code civil est ainsi conçu : *Dans tous les cas, le privilège ne subsiste qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties.*

« La Commission propose d'ajouter : *en cas de vente.*

« Néanmoins, pour les ustensiles aratoires, les animaux de toute espèce et autres objets attachés au service d'un fonds rural, même à titre d'immeubles par destination, les produits récoltés, les récoltes coupées ou pendantes par branches ou par racines, LES COUPES ORDINAIRES DE TAILLIS ET DE FUTAIES RÉGULIÈREMENT AMÉNAGÉES, DANS L'ANNÉE QUI PRÉCÈDE L'ÉPOQUE DE L'ABATAGE, il peut être convenu que les objets resteront en la garde et possession, soit du propriétaire exploitant son fonds par lui-même, soit du fermier ou métayer qui les aura donnés en gage, suivant que lesdits objets appartiennent à l'un ou à l'autre, à charge par lui de pourvoir à leur entretien et conservation. »

L'orateur ne comprend pas qu'en accordant au propriétaire foncier toute liberté d'emprunt et d'engagement, on édicte une restriction pour le propriétaire d'un bois, en ne lui permettant d'engager son bois que s'il se compose de coupes régulièrement aménagées, dans l'année qui précède l'abatage. Pourquoi ne pas autoriser l'engagement de la coupe non aménagée? Pourquoi restreindre ainsi la liberté d'action du propriétaire forestier, lorsque les droits des tiers sont formellement réservés?

La France est arrivée à une époque où la liberté en industrie

et en agriculture paraît être le besoin de tous ; les industriels, les cultivateurs la demandent ;

La Société forestière demande donc une liberté complète en ce qui touche l'engagement mobilier des superficies forestières et la suppression, dans les propositions soumises au Conseil d'État et relatées ci-dessus, des mots : *régulièrement aménagées, dans l'année qui précède l'époque de l'abatage.*

M. MAULDE désire répondre en quelques mots à l'objection soulevée par M. le Président, relativement au tort que porterait aux hypothèques légales des femmes et des mineurs ou de toutes créances hypothécaires, la faculté réclamée pour le propriétaire forestier d'engager la superficie de sa forêt, avant l'époque de la maturité et de l'abatage.

L'orateur croit que cette objection tombe à faux ; car si le propriétaire forestier peut vendre sa superficie en tout ou en partie, nonobstant le droit des créanciers hypothécaires à titre légal ou particulier, cette vente présentera, pour les créanciers, plus d'inconvénients que l'engagement, puisqu'elle fera disparaître tous droits de ces créanciers sur la superficie.

M. LE PRÉSIDENT réfute l'argumentation de M. Maulde ; un crédit sérieux ne peut reposer que sur des objets vraiment disponibles et pouvant se mobiliser.

Le propriétaire d'une ferme, même alors qu'il a consenti une hypothèque ou que sa propriété est grevée d'une hypothèque légale, peut vendre ses instruments aratoires, ses chevaux, ses moutons, parce que tout cela est resté dans sa main comme dans celle du fermier et peut, à chaque instant, être détaché de la propriété sans droit de suite, malgré les articles 524 et suivants du Code civil. Cette faculté se justifie par cette raison que, si ledit propriétaire vend ses bœufs, ses moutons, c'est pour les remplacer. Les moissons, elles aussi, se succèdent et s'améliorent ; enfin les instruments aratoires sont remplacés par d'autres nouveaux et meilleurs. Le gage n'est donc pas détruit ; mais la superficie d'un bois ne peut se remplacer.

Celui qui a hypothèque sur une forêt peut donc empêcher le propriétaire débiteur d'exploiter sa superficie en dehors de

l'aménagement du bon père de famille, et la femme mariée peut exercer la même opposition en vertu de son hypothèque légale.

Dans cette situation, le propriétaire forestier ne trouvera personne qui consente à lui prêter sur des produits non réalisables.

Après l'échange de quelques autres explications auxquelles prennent part M. le Président de la Commission supérieure, et MM. Maulde et le comte d'Esterno, la discussion est close sur ce sujet.

M. CHEVANDIER DE VALDRÔME résume le vœu de la Société forestière, en demandant qu'au point de vue du crédit comme à tous les autres, la propriété forestière soit mise sur un pied d'égalité complète avec la propriété agricole.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
RAPPORT DE M. TASSY à la Société centrale d'Agriculture.	V
PRÉFACE	XI
PRÉLIMINAIRES. — DOCUMENTS GÉNÉRAUX.	1
Composition de la Commission supérieure de l'Enquête	2
Programme de l'Enquête	9
CHAPITRE I^{er}. — PROPRIÉTÉ.	
§ 1 ^{er} . Division et transmission de la propriété	21
§ 2. Cadastre et bornage	37
§ 3. Louage de la propriété	38
CHAPITRE II. — CAPITAUX. — MOYENS DE CRÉDIT.	
§ 1 ^{er} . Crédit foncier et crédit agricole	41
§ 2. Prêts sur nantissement	80
CHAPITRE III. — SALAIRES. — MAIN-D'ŒUVRE.	
§ 1 ^{er} . Ouvriers agricoles	81
§ 2. Emploi des machines	84
§ 3. Instruction	87
§ 4. Sociétés de secours. — Assistance publique	88
CHAPITRE IV. — AMÉLIORATION DU SOL.	
§ 1 ^{er} . Irrigations. — Drainages. — Dessèchements. — Défrichements	95
<i>Question supplémentaire. — Drainage</i>	<i>105</i>
§ 2. Engrais. — Amendements	108
§ 3. Reboisements	123
CHAPITRE V. — SITUATION DES DIFFÉRENTES BRANCHES DE LA PRODUCTION AGRICOLE.	
§ 1 ^{er} . Prairies et cultures fourragères. — Animaux	125
§ 2. Céréales et autres cultures alimentaires	127
§ 3. Cultures industrielles	128
§ 4. Vignes. — Vins	129

	Pages
§ 5. Arbres à fruits	130
Situation de l'agriculture dans les différents Etats étrangers	130
CHAPITRE VI. — DÉBOUCHÉS. — CIRCULATION DES PRODUITS. — VIABILITÉ.	
Routes et chemins.	135
Voies de navigation	137
Chemins de fer.	142
CHAPITRE VII. — LÉGISLATION DOUANIÈRE.	
§ 1 ^{re} . Céréales.	153
§ 2. Bestiaux.	164
§ 3. Vins.	172
§ 4. Laines.	186
CHAPITRE VIII. — LÉGISLATION CIVILE ET GÉNÉRALE	
CHAPITRE IX. — LÉGISLATION FISCALE.	
§ 1 ^{re} . Impôts directs.	221
§ 2. Impôts indirects. — <i>Enregistrement</i>	254
<i>Droits sur les boissons</i>	269
<i>Vinage</i>	269
<i>Droits sur les sucres.</i>	271
<i>Octrois</i>	272
<i>Impôts divers</i>	284
CHAPITRE X. — QUESTIONS DIVERSES.	
§ 1 ^{re} . Législation rurale.	287
§ 2. Enseignement agricole. — Encouragements à l'agriculture.	322
<i>Question supplémentaire. — Représentation officielle de l'agriculture.</i>	362
§ 3. Sériciculture	370
§ 4. Culture du tabac	374
§ 5. Vétérinaires.	381
§ 6. Assurances	381
§ 7. Poids et mesures	385
§ 8. Foires et marchés.	391
§ 9. Boulangerie et boucherie.	391
§ 10. Chasse, pêche, etc.	404
<i>Question supplémentaire. — Situation de l'agriculture</i> . .	416
RAPPORT DU MINISTRE.	419
RÉCAPITULATION SYNOPTIQUE DES QUESTIONS ET RÉOLUTIONS	423
CHAPITRE SUPPLÉMENTAIRE. — DÉPOSITION DES DÉLÉGUÉS DE LA SOCIÉTÉ FORESTIÈRE DE FRANCE.	457

BOUND

NOV 14 1945

UNIV. OF M
LIBRARY



DO NOT REMOVE
OR
MUTILATE CARDS